



JEUNES EN CONFLIT AVEC LA LOI ET LES DROITS DE L'ENFANT

Acquis et futurs défis pour le système de justice

YOUTH IN CONFLICT WITH THE LAW AND THE RIGHTS OF THE CHILD

Achievements and Challenges Ahead for the Justice System

JUGENDLICHE, DIE MIT DEM GESETZ IN KONFLIKT GERATEN UND DIE KINDERRECHTE

*Errungenschaften und Herausforderungen für das
Gerichtswesen*

Charel Schmit, Fanny Dedenbach, Renate Winter, Siliva Allegrezza (Éds.)

Le Cheval de bois (1937) de Joseph Kutter (1894-1941)

« (...) *Le Cheval de bois* est construit sur la base d'une verticale, le corps du garçon [Dolphe Kutter] tourné face au spectateur et d'une horizontale, le tronc du cheval, qui se croisent au centre de la composition ; deux diagonales, formées par les jambes avant et arrière de l'animal en bois, constituent les côtés d'un triangle au sommet duquel s'inscrit la tête du petit garçon. Le corps blanc du cheval fait contraste avec le fond et les couleurs vertes du débardeur et brun foncé du pantalon de l'enfant ; le peintre a ajouté, par endroits, quelques tons plus éclatants, tels le rouge vif des lèvres, des manches du pullover, des pantoufles et des anneaux de la bride, ainsi que le jaune de la planche sur laquelle sont fixés les sabots de l'animal. Dans la petite version de cette œuvre, le garçon tient entre ses mains un clairon de jeu, qui a disparu dans la toile de 1937, mais qui reparaît dans *L'Indien*. » (Thill, Edmond (2008). *Joseph Kutter, sa vie et son œuvre*. Dans : Koltz, Jean Luc, Thill, Edmond (2008). *Joseph Kutter. Catalogue raisonné de l'œuvre*. Luxembourg : Editions Saint-Paul, p. 198).

Illustration reproduite avec l'aimable autorisation du Musée national d'histoire et d'art (MHNA).

Editeurs.rices : Charel Schmit, Fanny Dedenbach, Renate Winter, Siliva Allegrezza

Titre : Jeunes en conflit avec la loi et les droits de l'enfant.

Cycle de conférences *Juvenile Justice & Children's Rights: Achievements and Challenges Ahead*, 25 mars - 20 mai 2019, Cité judiciaire, Luxembourg avec le soutien du Fonds national de la Recherche (FNR) (RESCOM 12978913), sous le patronage du Ministère de la Justice

Layout : ExePro

Impression : ExePro

ISBN: 978-99987-911-0-7

Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher, OKAJU Éditions Luxembourg 2022

65, route d'Arlon

L-1140 Luxembourg

www.okaju.lu

www.kannerrechter.lu

contact@okaju.lu



Les contenus de la présente publication sont mis à disposition, sauf mention contraire explicite, sous un contrat « Creative Commons : Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Luxembourg ».

Vous êtes libres : de partager – de reproduire, distribuer et communiquer cette création au public. Selon les conditions suivantes : Paternité. Vous devez citer le nom des auteurs.trices des articles et celui de la publication.

Pas d'utilisation commerciale. Vous n'avez pas le droit d'utiliser cette création à des fins commerciales.

Pas de modification. Vous n'avez pas le droit de modifier, de transformer ou d'adapter cette création.

Ce qui précède n'affecte en rien vos droits en tant qu'utilisateur (exceptions au droit d'auteur : copies réservées à l'usage privé du copiste, courtes citations,...)

JEUNES EN CONFLIT AVEC LA LOI ET LES DROITS DE L'ENFANT

*Acquis et futurs défis pour le système de
justice*

YOUTH IN CONFLICT WITH THE LAW AND THE RIGHTS OF THE CHILD

*Achievements and Challenges Ahead for the
Justice System*

JUGENDLICHE, DIE MIT DEM GESETZ IN KONFLIKT GERATEN UND DIE KINDERRECHTE

*Errungenschaften und Herausforderungen für
das Gerichtswesen*

SOMMAIRE

PRÉFACE 09

Sam Tanson, Ministre de la Justice

INTRODUCTION 10

Charel Schmit, Fanny Dedenbach, Renate Winter, Silvia Allegrezza

PARTIE I.

La justice pour enfants au niveau supranational et européen, perspectives transnationales

The Child justice system seen on supranational and european level from a transnational perspective

Kinderjustizsysteme auf supranationaler, europäischer Ebene und aus transnationaler Sicht

1. Mehrwert Kinderrechte! Kinder und ein kindergerechtes Justizsystem 17

(La valeur ajoutée des droits de l'enfant ! Les enfants et un système judiciaire adapté aux enfants) (Added value children's rights! Children and a child-friendly justice system)

Renate Winter (Comité des droits de l'enfant de l'UNO)

2. Les droits de l'enfant dans les systèmes de justice pour enfants en dix principes 28

(Children's rights in child justice systems in ten principles) (Die Kinderrechte in den Kinderjustizsystemen in zehn Grundsätzen)

Benoît van Keirsbilck (Défense des Droits de l'enfant – Belgique, Comité des droits de l'enfant de l'ONU)

3. Die Leitlinien für eine kindergerechte Justiz des Europarates und ihre Umsetzung im Rahmen der Strategie für Kinderrechte des Europarats (2016-2021) 32

(Les lignes directrices du Conseil de l'Europe pour une justice adaptée aux enfants et leur mise en œuvre dans la stratégie du Conseil de l'Europe sur les droits de l'enfant (2016-2021)) (The Council of Europe's Guidelines for a child-friendly Justice System and their implementation in the Council of Europe's Strategy on the Rights of the Child (2016-2021))

Maren Lambrecht (Conseil de l'Europe)

PARTIE II.

Perspectives nationales sur l'évolution de la justice pour enfants en conflit avec la loi

National perspectives on the evolution of child justice systems for children in conflict with the law

Nationale Perspektiven über die Entwicklung der Jugendgerichtswesen

4. Modèle protectionnel versus modèle sanctionnateur – La justice pour enfants belge schizophrénique? 43

(Protection model versus punishment model – Is Belgian juvenile justice schizophrenic?) (Schutzmodell versus Bestrafungsmodell – Ist das belgische Jugendstrafrecht schizophren?)

Jacques Fierens (Université de Namur – Université de Liège – Université Catholique de Louvain)

5. Jugendstrafrecht in Deutschland und im internationalen Vergleich 60

(Droit pénal des mineurs et l'exécution des peines applicables aux mineurs en Allemagne en mutation. Développements et expériences dans une perspective comparative) (Juvenile criminal law in Germany and in international comparison)

Frieder Dünkel (Universität Greifswald)

6. Jugendstrafvollzug in Deutschland – Aktuelle Daten und Probleme 93

(Le système pénal pour mineurs en Allemagne – Données actuelles et problèmes) (Juvenile Penal System in Germany – Current Data and Problems)

Frieder Dünkel, Bernd Geng, Stefan Harrendorf (Universität Greifswald)

7. Jugendstrafvollzug im Wandel – 109
ausgewählte Aspekte der Jugendstrafvollzugsgesetzgebung nach dem Urteil des deutschen Bundesverfassungsgerichts vom 31. Mai 2006

(Le système pénal pour mineurs en transition - Aspects choisis de la législation relative au système pénal pour mineurs après l'arrêt de la Cour constitutionnelle fédérale allemande du 31 mai 2006) (Juvenile Penal System in Transition - Selected Aspects of Juvenile Penal System Legislation after the Judgement of the German Federal Constitutional Court of 31 May 2006)

Philipp Walkenhorst (Universität Köln)

8. Évolution de la justice pour enfants en France : de l'ordonnance de 1945 au nouveau Code de la justice pénale pour mineurs 133

(Evolution of Youth justice in France: from the 1945 Ordinance to the new Code of Criminal Justice for Minors) (Die Entwicklung des Jugendstrafrechts in Frankreich: von der Verordnung von 1945 zum neuen Jugendstrafgesetzbuch)

Nadia Beddiar (Ecole Nationale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse à Roubaix)

9. Youth justice in Ireland, viewed from a children's rights perspective 145

(La justice pour enfants en Irlande, vue de la perspective des droits de l'enfant) (Jugendjustiz in Irland aus der Perspektive der Kinderrechte)

Ursula Kilkelly (University College Cork)

10. Jugendstrafrecht in der Schweiz – zwischen Helfen und Strafen 161

(Le droit pénal des mineurs en Suisse – entre aider et sanctionner) (Youth criminal law in Switzerland – between caring and sanctioning)

Ursina Weidkuhn (former juvenile judge in Switzerland)

PARTIE III.

Perspectives nationales pour le Luxembourg: État des lieux, prises de positions, débat et défis

National perspectives for Luxembourg: Inventory, positions, debate and challenges

Nationale Perspektiven auf Luxemburg: Bestandsaufnahme, Positionen, Debatte und Herausforderungen

A. État des lieux

11. Vaincre les dichotomies ! Phil nous attend ! 173

(Overcoming the dichotomies! Phil is waiting for us!) (Die Dichotomien überwinden! Phil wartet auf uns!)

Charel Schmit (Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher, OKAJU)

12. Le système actuel de protection de la jeunesse et le rôle des autorités judiciaires 187

(The current youth care system and the role of the judicial authorities) (Das derzeitige Jugendschutzsystem und die Rolle der Justizbehörden)

Simone Flammang (Parquet Général)

13. « Plutôt éducatif que répressif ? » – The ramifications of the high minimum age of criminal responsibility in Luxembourg 191

(« Plutôt éducatif que répressif ? » – Les ramifications de l'âge minimum élevé de la responsabilité pénale au Luxembourg) (« Plutôt éducatif que répressif ? » – Die Auswirkungen des hohen Mindestalters für die Strafmündigkeit in Luxemburg)

Fanny Dedenbach (University of Oxford)

B. Prises de positions et réflexions sur le débat de la réforme

14. Avis de l'ORK/OKAJU en 2020 212

(Position Paper 2020 of the Ombuds-person for children) (Positionspapier des Kinderrechts-beauftragten)

René Schlechter, Françoise Gillen (Ombuds-Comité pour les Droits de l'Enfant, ORK), Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (à partir du 1^{er} avril 2020))

15. Une loi sur la protection des enfants doit consacrer notre bienveillance à leur égard 217

*(A law on the protection of children must enshrine our benevolence towards them)
(Ein Gesetz zum Schutz von Kindern muss unser Wohlwollen ihnen gegenüber festschreiben)*

*Gilbert Pregno, Deidre Du Bois
(Commission consultative des droits de l'homme, CCDH)*

16. Quelques réflexions pêle-mêle sur le Cycle de conférences et les enjeux futurs 222

*(Some thoughts on the Conference Cycle and Future Challenges)
(Einige Überlegungen zum Konferenzzyklus und zu künftigen Herausforderungen)*

David Lentz (Parquet – Section de la Jeunesse et Affaires Familiales)

17. « Ouvrez des écoles, vous fermerez des prisons. » (Victor Hugo) 227

*(‘Open schools, you’ll close prisons.’ (Victor Hugo))
(„Öffnet die Schulen und ihr werdet Gefängnisse schließen.“ (Victor Hugo))*

Simone Beck (Commission luxembourgeoise pour la coopération avec l'UNESCO)

18. Délinquance Juvénile 231

(Youth Delinquency) (Jugenddelinquenz)

Sophie Gosselin (Association Luxembourgeoise de Criminologie a.s.b.l., ALC)

19. „...jetzt braucht es Kümmerer“ 236

*(« Maintenant il faut professionnels pour s'en occuper »)
(“Now it needs caretakers”)*

Geert van Beusekom (Association Nationale des Communautés Éducatives et Sociales a.s.b.l., ANCES)

C. Interventions

20. Table Ronde sur l'avenir de la protection de la jeunesse au Grand-Duché du Luxembourg, 20 mai 2019, Cité judiciaire, Luxembourg 241

*(Round Table on the Future of Youth Protection in the Grand Duchy of Luxembourg)
(Runder Tisch über die Zukunft des Jugendschutzes im Großherzogtum Luxemburg)*

- Béatrice Kieffer (Première Conseillère à la Cour Supérieure de Justice ; Juge-Directrice honoraire du Tribunal de la Jeunesse et des Tutelles à Luxembourg-Ville)*

- David Lentz (Procureur d'État adjoint, Parquet – Section de la Jeunesse et Affaires Familiales)*
- Fernand Schintgen (Membre honoraire de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand)*
- Jean-Marie Wagner (Association Nationale des Communautés Éducatives et Sociales a.s.b.l., ANCES)*
- Claudia Monti (Contrôleur externe des lieux privatifs de liberté, CELPL)*
- Valérie Dupong (Batônnière, Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg)*
- Charles Margue (Président de la Commission de la Justice à la Chambre des Députés)*
- Simone Flammang (Premier Avocat Général, Parquet Général)*
- Deidre Du Bois (Vice-présidente honoraire de la Commission consultative des droits de l'homme, CCDH)*
- Sascha Neumann (Directeur honoraire de Bachelor en sciences de l'éducation de la Faculté des Lettres, des Sciences Humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation, Université du Luxembourg)*
- Félix Braz (Ministre honoraire de la Justice)*

21. Conclusions 265

(Conclusions) (Schlussfolgerungen)

Charel Schmit, Fanny Dedenbach, Renate Winter, Silvia Allegrezza

PARTIE IV.

Annexes

Documents de référence

- Timeline / table chronologique des droits de l'enfant et de la justice pour enfants / Zeitleiste** 269
- Glossaire / Glossary / Glossar FR-EN-DE** 292
- Bibliographie de références / Bibliography of references / Referenzbibliografie** 295
 - Lois-modèles

Sam Tanson, Ministre de la Justice

Preface



L'entrée en vigueur de la loi relative à la protection de la jeunesse remonte au 10 août 1992. Depuis lors, de nombreux efforts ont été déployés, destinés à réformer le système en profondeur.

Suite aux travaux initiés par les ministres Luc Frieden et Félix Braz, afin de procéder à une réforme du système, j'ai décidé dès mon entrée en fonction de charger une experte externe de l'accompagnement du processus de réforme.

Madame Renate Winter, ancienne juge autrichienne, experte en justice juvénile et présidente honoraire du Comité des droits de l'enfant à l'ONU a été sollicitée afin de mettre à profit son expérience pour aboutir à une réforme majeure du système qui serait, une fois pour toutes, conforme à la Convention des droits de l'enfant. Une mise en conformité avec les règles

internationales en matière des droits des enfants s'imposait pour pouvoir protéger une partie de la population qui peut être qualifiée de vulnérable.

Cette grande réforme consiste à créer un régime pénal pour mineurs, d'une part, et un régime d'aide, de soutien et de protection aux mineurs, jeunes adultes et familles, d'autre part. Deux projets de loi ont été élaborés à cet effet, le premier sous l'égide du Ministère de la Justice et le second sous l'égide du Ministère de la l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et du Ministère de la Justice.

L'introduction d'un droit pénal pour mineurs opère un changement de paradigme qui consiste notamment dans la création d'un âge légal à partir duquel les mineurs peuvent être tenus légalement responsables (14 ans), dans la mise en place des mesures de déjudiciarisation, dans une réforme du régime pénitentiaire pour mineurs et dans des garanties procédurales accrues permettant de garantir le bien-être des mineurs.

Le projet de loi portant aide, soutien et protection aux mineurs, aux jeunes adultes et aux familles consacre l'intérêt supérieur de l'enfant comme clé de voûte dans toute décision concernant le mineur et réaffirme son droit d'être entendu, son droit à se développer, ainsi que l'importance de la préservation du lien familial du mineur. La réforme projetée est novatrice, en ce qu'elle mise avant tout sur la participation de toutes les parties à la protection de la jeunesse et sur la transparence des procédures administratives et judiciaires. Elle propose de maintenir dorénavant l'autorité parentale auprès des parents et ce même en cas de placement du mineur. De plus, elle renforce les garanties procédurales des parties.

En conclusion, le bien-être des enfants et jeunes adultes est un sujet qui me tient particulièrement à cœur. Ainsi, je tiens à féliciter les auteurs et éditeurs de cet ouvrage qui approfondit et rend accessible ce sujet sensible, non seulement aux acteurs de la protection de la jeunesse, mais également à tous les citoyens intéressés.

Rendre justice aux enfants S'inspirer des acquis en droits de l'enfant pour avancer

Introduction des éditeurs.rices

RENDRE JUSTICE AUX ENFANTS S'INSPIRER DES ACQUIS EN DROITS DE L'ENFANT POUR AVANCER

Non-réformée depuis 1992, une année avant la ratification de la Convention relative aux droits de l'enfant (CRDE) par le Grand-Duché de Luxembourg¹, la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse est sur le point d'être abrogée et remplacée par un nouveau cadre légal désormais en conformité avec les droits de l'enfant et respectant les normes européennes et internationales en matière de justice pour enfants. Telle est du moins la volonté du gouvernement luxembourgeois actuel, exprimée dans le cadre d'un engagement pris envers le Comité des Droits de l'Enfant en novembre 2019 lors du 30^{ème} anniversaire de la CRDE.²

Après un premier projet de loi déposé en 2004³, le gouvernement issu des élections en 2013 avait déposé, à la date du 28 mars 2018, un nouveau projet de loi annoncé dans l'accord de coalition du 3 décembre 2013⁴ : « Le Gouvernement procédera à une analyse des politiques menées en matière de protection de la jeunesse. Les conclusions permettront d'améliorer la coopération et la coordination des différents acteurs de la politique familiale et

sociale. Les travaux de modification de la loi sur la protection de la jeunesse seront poursuivis en priorité. ».

Or, dès sa publication, ce projet a suscité maintes critiques venant notamment des organisations de la société civile et des organismes défenseurs des droits humains et droits de l'enfant, des professions sociales et éducatives, des acteurs de l'action sociale et éducative ainsi que d'avocats d'enfants et de médiateurs.rices agréé.e.s.

Dans ce contexte est née l'idée d'organiser un cycle de conférences en parallèle des travaux parlementaires afin de donner, aux acteurs luxembourgeois et au public intéressé ou averti, la possibilité de recevoir un aperçu global sur l'évolution des régimes de justice pour enfants respectivement des « systèmes de justice pour enfants »⁵ et sur l'approche « adaptée aux enfants »⁶ dans nos pays voisins et européens, fortement influencée par l'importance grandissante des droits de l'enfant et l'impact de la CRDE. Cette idée trouva rapidement l'intérêt et le soutien du ministre de la Justice Monsieur Félix Braz.

L'objectif du cycle de conférences était multiple. Dans le contexte des travaux parlementaires et en vue de la réforme du régime luxembourgeois de la protection de la jeunesse, le cycle de conférences visait à :

1. Loi du 20 décembre 1993 portant 1) approbation de la Convention relative aux droits de l'enfant, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989 2) modification de certaines dispositions du code civil. <https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/1993/12/20/n2/jo>

2. <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/CRC/CRC30Pledges/Pages/Luxembourg.aspx>

3. Projet de loi 5351 portant modification de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse. Date de dépôt: 09-06-2004. Auteur : Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice. Dates des avis du Conseil d'Etat : 30-11-2010; 09-03-2011.

4. « Le Gouvernement procédera à une analyse des politiques menées en matière de protection de la jeunesse. Les conclusions permettront d'améliorer la coopération et la coordination des différents acteurs de la politique familiale et sociale. Les travaux de modification de la loi sur la protection de la jeunesse seront poursuivis en priorité. » Extrait de l'accord de coalition du 3 décembre 2013.

5. La formulation s'inspire de la notion de l'Observation générale no 24 (2019) sur les droits de l'enfant dans le système de justice pour enfants du Comité des droits de l'enfant et selon laquelle, le terme « child justice system » remplace celui de « juvenile justice ». De même, on ne parle plus de « mineur délinquant » mais d'« enfant en conflit avec la loi ». Dans le contexte luxembourgeois, nous préférons la formulation « jeune en conflit avec la loi » pour faire référence à l'âge de l'adolescence et supérieur à l'âge de 14 ans recommandé pour l'âge minimum de responsabilité pénale. Alternativement à « mineur », il est proposé de recourir à la formulation « enfant/jeune mineur d'âge » pour préciser que l'âge est mineur mais non l'enfant lui-même ; le terme « mineur » véhicule la signification de « d'importance, d'intérêt secondaire, marginal, minime, de second ordre, accessoire » (Le Petit Robert)

6. Lignes directrices du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe sur une justice adaptée aux enfants (adoptée par le Comité des Ministres le 17 novembre 2010, lors de la 1098^e réunion des Délégués des Ministres) <https://www.coe.int/fr/web/children/child-friendly-justice>

- Retracer l'évolution en matière de la justice juvénile dans les pays avoisinant le Grand-Duché du Luxembourg, respectivement en Europe de l'Ouest ;
- Faire connaître les politiques poursuivies et instruments développés au niveau européen et international en faveur d'une justice adaptée aux mineurs et respectueuse des droits fondamentaux ;
- Sensibiliser aux questions-clés et défis actuels relatifs aux droits de l'enfant ;
- Favoriser l'échange international et la mise en réseaux des différents « parties prenantes » et experts nationaux ;
- Contribuer au débat respectif par une perspective comparative, internationale et orientée vers une justice juvénile basée sur les avancées et acquis en matière des droits de l'enfant.

L'organisation du cycle de conférences en printemps 2019 a suivi la publication fin janvier 2019 de l'avis du Conseil d'État sur le projet de loi 7276 évoqué ci-avant qui dressa une liste de critiques et « oppositions formelles » et confirmant ainsi les maintes objections anticipées formulées par les parties prenantes. Ainsi, le gouvernement et le législateur se trouvaient dans une situation particulière où ils devenaient réceptifs à de nouvelles réflexions et alternatives par rapport aux chemins battus. L'expertise par des conférenciers.ères fut accueillie favorablement et des échanges propices se firent lors et en dehors des conférences.

Le cycle de conférences correspondait à un désir souvent exprimé de renforcer et de développer au Luxembourg l'expertise, la recherche et la pratique dans le domaine de la justice pour enfants. La création de l'Université du Luxembourg a conduit à des développements notables dans le domaine des études juridiques (activité croissante de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance (FDEF), des droits de l'homme (Chaire UNESCO et diffé-

rents projets de recherche, études concernant les enfants dans les conflits armés) et de la discipline du travail social basée sur les sciences sociales (Bachelor en Sciences sociales et éducatives à la Faculté des Sciences Humaines, des Sciences de l'Éducation et des Sciences Sociales (FLSHASE), un large éventail de projets orientés vers la pratique réalisés par l'unité de recherche INSIDE).

Néanmoins, le domaine des sciences criminologiques n'a pas connu d'évolution spécifique. En particulier, le domaine des études liées à la justice des mineurs, notamment dans une perspective transdisciplinaire, n'a pas connu d'essor significatif. L'Unité de sécurité pour mineurs de Dreibern, longtemps discutée et attendue, qui fait encore actuellement partie du Centre socio-éducatif de l'État, peut être considérée comme le point central de l'intérêt public, politique⁷ et académique⁸ concernant le respect des normes et recommandations internationales pour les mineurs privés de liberté.⁹ La nécessité d'ancrer la pratique du travail social (notamment dans le domaine des agents de probation pour mineurs d'âge) à la fois dans la pratique et la théorie est un souhait exprimé de manière récurrente dans le contexte du système national de l'aide à l'enfance et à la jeunesse qui a été profondément réformé par la loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille.¹⁰

À la veille du processus de suivi périodique qui sera entrepris par le CRC (Comité des droits de l'enfant, CDE) - l'État partie devait soumettre ses cinquième et sixième rapports périodiques combinés avant le 5 octobre 2019 (reporté à fin février 2020) à Genève - la série de conférences a donné l'occasion à toutes les parties prenantes intéressées de se mettre à jour avec le débat international sur les questions clés et les défis dans le domaine de la justice pour enfants.

7. *Committee on the Rights of the Child: Concluding observations on the combined third and fourth periodic reports of Luxembourg, adopted by the Committee at its sixty-fourth session (16.9.-4.10.2013)* https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CRC%2fC%2fLUX%2fCO%2f3-4&Lang=en "51. The Committee urges the State party to bring its juvenile justice system fully into line with the Convention, in particular articles 37, 39 and 40, and with other relevant international standards, and refers it to the Committee's general comment No. 10 (2007) on children's rights in juvenile justice. In particular, the Committee urges the State party to:(a) Consider restorative justice practices and develop diversion mechanisms and alternatives to detention and punishment to prevent recidivism;(b) Stop placing juveniles in the State Penitentiary and to rapidly open the new detention unit for juveniles;(c) Provide sufficient resources for the new detention unit to be fully operational;(d) Provide the CSEEs with the necessary human, technical and financial resources to adequately carry out their work with children with a wide array of needs;(e) Take immediate measures to ban solitary confinement of children."

8. Charel Schmit / Daniëlle Lellingier / Ulla Peters (Eds) *Minors deprived of liberty. Bases - Institutions - Research. Country Reports. - Minderjährige in freiheitsentziehenden Massnahmen. Grundlagen, Einrichtungen - Forschung. Länderberichte. - Mineur(e)s privé(e)s de liberté. Bases - Institutions- Recherche. Rapport de pays, Luxembourg (ances-éditions) 2013.*

9. Claudia Hartmann-Hirsch, Sandie Richard-Devaux, Charel Schmit: *CHILDREN'S RIGHTS BEHIND BARS. Human Rights of Children deprived of liberty: Improving the Monitoring Mechanisms. NATIONAL REPORT-Luxembourg, May-September 2014.* <http://www.childrensrightsbehindbars.eu/images/national-reports-2014/LUXEMBOURG%20-%20Final%20Report.pdf>

10. Jäger, Julia A., Peters, Ulla: *Die Kinder- und Familienhilfe in Luxemburg. Strukturen und Entwicklung im Kontext von Schutz und Hilfe. Universität Luxemburg: Luxembourg 2017.* <http://www.men.public.lu/catalogue-publications/aide-assistance/statistiques-analyses/1702-kinder-familien-hilfe/de.pdf>

Introduction sur le contenu de l'ouvrage

Le cadre et le contexte étant désormais posés, il convient de se rapprocher des contributions qui vont suivre. Elles découlent pratiquement toutes du cycle de conférences de 2019 intitulé « Juvenile justice and children's rights: achievements and challenges ahead. La justice juvénile en évolution – Impact des droits de l'enfant sur les systèmes de justice juvénile en Europe et dans le monde » qui a eu lieu lors du semestre d'été 2019 du 25 mars au 20 mai 2019 au Palais de Justice à la Cité judiciaire à Luxembourg-Ville.

De manière générale, cette anthologie représente une réflexion collective sur la justice pour enfants et jeunes et notamment sur une justice adaptée aux enfants (child-friendly justice) et respectueuse des droits fondamentaux. Elle est le fruit d'une fusion de vingt textes sous diverses formes – articles, avis, transcriptions, prises de position, commentaires etc. –, de multiples voix et perspectives d'acteurs du domaine de la protection de la jeunesse et plus particulièrement ceux entendus à l'occasion du cycle de conférences de 2019. Au début de chaque texte figure une notice biographique des auteurs respectifs ainsi qu'un résumé en français, en allemand ou en anglais, de sorte à ce que l'anthologie puisse être accessible au plus grand nombre de lecteurs. rices et constitue une sorte de manuel de référence.

Outre le sujet de la justice pour enfants et jeunes dans le contexte luxembourgeois, qui a une place préminente dans cet ouvrage, les contextes de différents pays d'Europe de l'ouest sont dépeints : la France, la Belgique, l'Allemagne, la Suisse et l'Irlande. De multiples systèmes et modèles de justice pour enfants et jeunes avec des orientations générales différentes (protectionnelle, pénale, rétributive, sanctionnelle, restaurative) plus ou moins marquées y sont abordés, et évalués au regard des exigences de la CRDE, des normes européennes et internationales en la matière, ainsi que des lignes directrices du Conseil de l'Europe en matière de « justice adaptée aux enfants »¹¹. L'objectif de la quête ? Un cadre juridique adapté et adéquat permettant de garantir les droits des enfants ou jeunes en conflit avec la loi, où l'enfant et son intérêt supérieur sont au centre de toutes les préoccupations.

Les perspectives des auteurs dressent un portrait de la nécessité d'une législation clairement définie et précise, adaptée aux mineur.e.s d'âge et bienveillante à leur égard, à travers laquelle toute politique en matière de délinquance de jeunes doit avoir pour objectif la réintégration dans la société et le retour en famille. À travers l'anthologie, les

contours de ce qui constitue une justice adaptée aux enfants se dessinent et deviennent plus nets et perceptibles: elle doit aller main dans la main avec les quatre piliers de la CRDE, à savoir l'évaluation de l'intérêt supérieur de l'enfant, la non-discrimination, le droit de l'enfant à la vie et au développement et le droit de l'enfant d'être entendu.

En outre, plutôt que d'être répressive, elle doit avoir une visée éducative, réhabilitative, restauratrice de la conséquence sanctionnelle d'un délit et resocialisant, tout en étant accessible, lisible et adaptée à tout enfant, quel que soit son âge, ses besoins et ses circonstances. L'accessibilité des mécanismes de plaintes est également essentielle, tandis que la privation de liberté d'un jeune doit être une mesure de dernier ressort et la plus brève possible, tenant toujours compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, et doit se faire dans des lieux spécialisés, adaptés, séparés des adultes. Et, même si détention il y a, leurs droits doivent à tout prix être garantis.

La première partie de l'anthologie, ***La justice pour enfants au niveau supranational et européen, perspectives transnationales***, ouvre le rideau avec la conférence inaugurale de **Renate Winter**, présidente honoraire du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies. Ce texte aux nuances rhétoriques se penche sur divers articles de la CRDE et observations générales du Comité des droits de l'enfant (CDE) et déplore les systèmes juridiques peu adaptés aux enfants, affirmant que des mesures mûrement réfléchies et peu coûteuses peuvent être prises pour rendre le système juridique, y compris les lieux y relatifs, adapté aux enfants. Un élément clé rapporté est qu'un système juridique qui communique réellement sur un pied d'égalité avec l'enfant remplit un critère fondamental pour une justice adaptée aux enfants. Puis, **Benoit Van Keirsbilck**, Directeur de Défense des enfants International Belgique et nouveau membre du CDE, présente dix principes découlant des normes internationales en matière de justice pour enfants qui devraient être respectés et guider toute réforme et application de la justice envers les jeunes en conflit avec la loi. Un aperçu des lignes directrices sur une justice adaptée aux enfants du Conseil de l'Europe et de leur mise en pratique, décrivant les aspects fondateurs et les principes clé en la matière, est ensuite offert par **Maren Lambrecht**.

La deuxième partie de l'ouvrage, ***Perspectives nationales sur l'évolution de la justice pour enfants***, débute avec une analyse synoptique comparative des nouvelles législations communautaires flamandes (modèle « sanctionnateur ») et francophones (modèle « protectionnel »)

11. Lignes directrices du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe sur une justice adaptée aux enfants (adoptée par le Comité des Ministres le 17 novembre 2010, lors de la 1098e réunion des Délégués des Ministres) <https://www.coe.int/fr/web/children/child-friendly-justice>

de **Jacques Fierens** qui fait l'examen de leurs décrets au regard des exigences de la CRDE, et selon qui « respecter les droits de l'enfant est le meilleur moyen de protéger la société, y compris les victimes des faits qualifiés infraction ». Le contexte allemand est ensuite thématisé à travers trois contributions : celui de **Frieder Dünkel** qui, consécutivement à une description de l'histoire de la justice pour enfants et l'origine et l'évolution de ses idées fondamentales, se penche sur le droit pénal des mineurs en Allemagne ; celui de **Frieder Dünkel, Bernd Geng** et **Stefan Harrendorf** qui étaye la situation de l'exécution des peines pour les jeunes en Allemagne ; et enfin l'article de **Philipp Walkenhorst**, abordant des aspects de la législation relative au système pénal pour mineurs après un arrêt rendu par la Cour constitutionnelle allemande en mai 2006, à travers lequel il partage sa vision d'un système de justice efficace, où le soutien individuel aux mineurs et l'apprentissage d'agir de manière « prosociale » est au rendez-vous. Ensuite c'est le régime développé en France qui est thématisé, cette fois par **Nadia Beddiar**. Elle retrace son évolution depuis l'ordonnance de 1945 relative à l'enfance délinquante, trois décennies agitées de réformes et l'arrivée du code de la justice pénale des mineurs en septembre 2021. **Ursula Kilkelly** présente quant à elle la justice pour enfants en Irlande – dont la diversion forme désormais la pierre angulaire –, vue de la perspective des droits de l'enfant. À travers des notions théoriques et des exemples concrets, d'importantes leçons tirées des réussites et manquements du système irlandais en lien avec les droits de l'enfant sont données. Enfin, clôturant la deuxième partie de l'ouvrage, **Ursina Weidkuhn**, analyse et évalue le système suisse en matière de justice des enfants réformé en 2003 à la lumière du droit international et des éléments fondamentaux d'un modèle de justice pour enfants fondé sur leurs droits (rights based justice).

La troisième partie de l'anthologie, intitulée **Perspectives nationales pour le Luxembourg : état des lieux**, est composée de contributions individuelles des partenaires du cycle de conférences de 2019 ainsi que de transcriptions verbatim de la table ronde qui a eu lieu le 20 mai 2019 dans le cadre de ce dernier. Le texte à caractère descriptif de **Simone Flammang** marque le début de cette partie avec un portrait du système actuel luxembourgeois de la protection de la jeunesse et du rôle des autorités judiciaires, énumérant les intervenants et procédures y afférents. Ce texte est suivi de l'étude qualitative à caractère exploratoire de **Fanny Dedenbach** qui est axée sur les ramifications de l'âge minimum élevé de la responsabilité pénale au Luxembourg, sujet sur lequel peu de recherches ont été effectuées dans le monde universitaire. L'étude est fondée sur

onze entretiens semi-structurés avec des praticiens et des décideurs politiques luxembourgeois, au cours desquels ont été recueillies leurs perceptions des forces, faiblesses et impressions de l'approche du système face à la délinquance juvénile. **René Schlechter** et **Françoise Gillen** prennent le relais avec un rapport sur les recommandations faites par l'ORK de 2013 à 2020, soulignant d'une part l'urgence de procéder à une réforme de la loi relative à la protection de la jeunesse au Luxembourg, et notamment y intégrer que tout enfant en détresse sur le sol luxembourgeois a droit à l'assistance de l'Office national de l'enfance ; et d'autre part l'importance de prioriser le maintien dans le milieu de vie et de la famille et de restaurer et renforcer le lien enfant-placé-parents. Leur avis est suivi d'une contribution de **Gilbert Pregno** et **Deirdre Du Bois** qui se penchent sur l'incarcération et le placement des mineurs à travers le prisme des principes de la Convention européenne des droits de l'homme et de la CCDH. Puis, **David Lentz** formule des diverses réflexions pêle-mêle sur le Cycle de conférences et fait état de perspectives quant à la réforme de la loi de 1992 sur la protection de la jeunesse, ainsi que les enjeux futurs, mettant l'accent sur le fait que « [l]a jeunesse d'aujourd'hui représentera la société de demain ». Un aperçu historique de l'UNESCO et des droits relevant de sa compétence et une description de projets de l'UNESCO sont ensuite offerts par **Simone Beck**, se penchant sur le secteur de l'aide à l'enfance et à la famille (AEF) au Luxembourg. Le texte de **Geert Van Beusekom**, souligne l'importance d'un soutien préventif pour les enfants et préconise le développement des compétences des professionnels du secteur socio-éducatif par le biais de formations et de supervisions, d'échanges d'expérience de bonnes pratiques, pour assurer un accompagnement axé vers le bénéficiaire de l'aide et répondant aux critères de qualités énoncés dans le nouveau cadre de référence national de l'AEF. Enfin, la contribution sur la délinquance des jeunes de **Sophie Gosselin** décrit l'évolution de la perception des jeunes délinquants dans la société ainsi que certains aspects problématiques du système luxembourgeois au regard de la CRDE.

Le 20 mai 2019, à la fin du cycle de conférences, s'est tenue une table ronde dont la transcription vient clôturer la troisième partie de l'anthologie au son des voix des acteurs luxembourgeois y ayant participé : **Félix Braz** (Ministre de la Justice), **Deirdre Du Bois** (CCDH), **Valérie Dupong** (Barreau du Luxembourg), **Simone Flammang** (Parquet général), **Béatrice Kieffer** (Tribunal de la Jeunesse), **David Lentz** (Parquet de Luxembourg), **Charles Margue** (Commission de la Justice à la Chambre des Députés), **Claudia Monti** (Ombudsman, CELPL), **Sascha Neumann** (Université du Luxembourg, FLSHASE), **Fernand Schintgen** (ORK) et **Jean-Marie Wagner** (ANCES).

Lors de ce débat, **Félix Braz**, ministre de la Justice à ce moment, soulignait notamment la nécessité d'une refonte d'envergure de la loi de 1992 sur la protection de la jeunesse axée tant sur les acquis des droits de l'enfant au niveau international que sur les perspectives de terrain dans le secteur social et éducatif appelé à mettre en œuvre la réforme. Il évoque aussi l'importance et la nécessité de l'accompagnement scientifique dans un tel processus de réforme.

Après les **conclusions** de **Charel Schmit, Fanny Dedenbach, Renate Winter** et **Silvia Allegrezza**, la quatrième et dernière partie de l'ouvrage, **Annexes**, regroupe divers documents de référence respectivement des outils qui faciliteront la compréhension des contributions et du contexte.

Remerciements

L'idée d'organiser un cycle de conférences sur la justice pour enfants et/ou jeunes et les droits de l'enfant au Luxembourg est née au printemps 2018 suite à la présentation du « projet de loi 7276 instituant un régime de protection de la jeunesse et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire » en mars 2018, afin de faire profiter les acteurs luxembourgeois des évolutions en la matière au niveau international.

Le cycle de conférences a été organisé par Prof. Silvia Allegrezza, Faculté de Droit, d'Économie et de Finance (FDEF) et Charel Schmit, chargé de cours associé, Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation (FLSHASE) dans le cadre du Bachelor en Sciences sociales et éducatives et du Master II in European Economics and Financial Criminal Law (DPEA) et la « Chaire UNESCO en droits de l'homme » à l'Université du Luxembourg.

Le cycle de conférences a été placé sous le patronage du Ministère de la Justice et a été rendu possible grâce au soutien financier du Fonds National de la Recherche (RESCOM 12978913) accordé fin 2018. Les organisateurs ont également bénéficié du soutien et de l'appui technique du Parquet général.

Les organisateurs ont trouvé un vif intérêt auprès des parties prenantes pour annoncer le cycle en partenariat avec l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK), la Commission consultative des Droits de l'Homme (CCDH), la Commission nationale pour la coopération avec l'UNESCO, le Conseil de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg, la Coalition Nationale des Droits de l'Enfants a.s.b.l. (CNDE), l'Association Nationale

des Communautés Éducatives et Sociales a.s.b.l. (ANCES) et l'Association Luxembourgeoise de Criminologie a.s.b.l. (ALC).

Le cycle a également été annoncé dans le cadre du projet Interreg « Eur&Qua - Projet de développement d'un espace transfrontalier de protection internationale de l'enfance¹² » coordonné par Benoît Albert (HENALLUX) et Cathérine Filpa et promu du côté luxembourgeois par Ulla Peters (Université du Luxembourg) et René Schlechter (ORK).

Les organisateurs et les éditeurs.rices de la présente publication tiennent à remercier chaleureusement le ministre de la Justice honoraire Monsieur Félix Braz, et l'actuelle ministre de la Justice Madame Sam Tanson pour leur soutien tout au long du projet. Ils.elles remercient vivement :

- Tous.tes les auteurs.rices ayant contribué à la présente publication ;
- Tous.tes les conférenciers.ières et experts.es internationaux.ales qui sont intervenu.es lors des conférences et ont contribué avec un article repris dans ce livre ;
- Tous.tes les conférenciers.ières et experts.es internationaux.ales qui sont également intervenu.es lors des conférences. Ainsi, Prof. Ton Liefaard, vice-doyen de la Leiden Law School de l'Université de Leiden, a présenté le régime néerlandais et les réformes récentes. Valeria Setti, Coordinatrice de la Commission Européenne pour les Droits de l'Enfant (DG JUST), a présenté les priorités d'actions au niveau de l'Union Européenne. Ingrid BREIT, chef d'équipe de la « DG Justice and Consumers, Unit B2 – Criminal procedural law » auprès de la Commission Européenne a présenté les deux directives européennes importantes pour une justice adaptée aux enfants : la « Directive (UE) 2016/800 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relative à la mise en place de garanties procédurales en faveur des enfants qui sont des suspects ou des personnes poursuivies dans le cadre des procédures pénales », adoptée sous la présidence luxembourgeoise à l'Union Européenne, et la « Directive 2012/29/UE du Parlement européen et du Conseil établissant du 25 octobre 2012 des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité et remplaçant la décision-cadre 2001/220/JAI du Conseil. » ;
- Tous.tes les participant.es à la table ronde conclusive du 20 mai 2019 ;

12. <http://www.eurequa.com/> (projet Interreg) et continué à partir de 2021 sous <http://protection-enfant-grande-region.eu/de/> respectivement <http://www.kinderschutz-grossregion.eu/>

- Toutes les personnes ayant contribué par leur soutien matériel et technique à la réalisation des conférences et de la présente publication ;
- Les collaborateurs.rices du Ministère de la Justice, Cathérine Olinger, Bob Lallemand et Véronique Brück pour leur participation ou intérêt au cycle de conférences ;
- Les personnes ayant transcrit les conférences : Cathérine Filpa, Fanny Dedenbach, Pascale Marchal-Grivaud et Rauan Shmanova ;
- Les partenaires du projet « Eur&Qua » et spécialement Benoît Albert de HENALLUX, Cathérine Filpa et Ulla Peters de l'Université du Luxembourg ;
- Le service d'enregistrement vidéo « Freelens Audiovisual Services » de Frank Rosch ;
- Les collaborateurs.rices du MNHA et de la bibliothèque de la Chambre des Députés ;
- Les stagiaires auprès de l'OKAJU : Eric Kreb, Marie Scheuer, Inès Stammet et Vantzelina Kita pour leur travail engagé.

La coordination de la présente publication n'aurait pas été possible sans l'engagement financier et moral de l'Association nationale des communautés éducatives et sociales – Lëtzebuurger Fachverband fir Sozial Aarbecht, Bildung an Erzéiung a.s.b.l. (ANCES), représentée par Geert van Beusekom et Petra Boewen, qui a mis à disposition des éditeurs de ressources humaines additionnelles pendant la période d'automne 2020 à avril 2021 en la personne de Fanny Dedenbach. En effet, l'ANCES œuvre depuis 1978 pour la promotion des droits de l'enfant et publie régulièrement sur les sujets liés à la protection de l'enfance et de la justice pour enfants.

La finalisation du projet de publication a été assurée par Ines Kurschat avec l'aide de Fanny Dedenbach, Marzenka Anne Krejcirik, Véronique Piquard et les stagiaires auprès de l'OKAJU, Eric Kreb, Marie Scheuer, Inès Stammet et Vantzelina Kita.

En 1890, le philanthrope Auguste Ulveling (1859-1915), en sa qualité de président de la commission administrative des établissements pénitentiaires, juriste et conseiller de la Chambre des comptes, publia une modeste brochure intitulée: « Protection de l'enfance. Patronage des Détenus et des Libérés. », véritable manifeste fondateur (pour le débat/discours au Luxembourg) et inspiré de la loi française du 24 juillet 1889 et les impressions reçues et les travaux du Congrès international d'Anvers (1890) pour l'étude des questions relatives au patronage des détenus et à la protection des enfants moralement abandonnés.

Espérons qu'aujourd'hui, soit plus de 130 ans après la publication du manifeste fondateur « De la protection de l'enfance », les acteurs institutionnels luxembourgeois redécouvrent le plaisir d'agir et d'innover, de s'inspirer au-delà des frontières nationales du corpus considérable en normes et standards internationaux en matière de la justice pour enfants en conflit avec la loi, de s'inspirer et d'apprendre des meilleures pratiques développées chez nos voisins européens, de les rejoindre dans leurs efforts à toujours mieux implémenter les droits de l'enfant et de se réinscrire dans le mouvement international et progressif des droits de l'enfant.

Que la présente publication en soit une motivation pour nous tous.

Les éditeurs.rices souhaitent à toutes et à tous une bonne et enrichissante lecture.

Charel Schmit, Fanny Dedenbach, Renate Winter et Silvia Allegranza

PARTIE I.

**La justice pour enfants au niveau
supranational et européen,
perspectives transnationales**

Mehrwert Kinderrechte! Kinder und ein kindergerechtes Justizsystem

Autorin – Autrice – Author

Renate Winter ist seit 1981 Richterin in Österreich und hat anschließend ihre internationale Karriere beim UNODC in Wien begonnen. Sie befasste sich hauptsächlich mit den Bereichen Jugendstrafrecht, Kriegsverbrechen, Verbrechen gegen die Menschlichkeit, Geschlechterfragen, organisierte Kriminalität und opferorientierte Justiz. Sie war aufgrund der UN-Mission als internationale Richterin am Obersten Gerichtshof des Kosovo tätig. Zudem wurde sie im Jahr 2002 an den Sondergerichtshof für Sierra Leone berufen. Im Jahr 2013 wurde sie Mitglied des UN-Kinderrechtsausschusses und sie war bis 2018 Vorsitzende des UN-KRK-Ausschusses. Aktuell berät sie Luxemburg bei der Reform des Jugendschutzgesetzes von 1992.

Renate Winter est juge en Autriche depuis 1981 et a ensuite commencé sa carrière internationale à l'ONUDC à Vienne. Son expertise couvre la justice juvénile, des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité, des questions de genre, du crime organisé et de la justice réparatrice. Elle a servi en tant que juge international à la Cour suprême du Kosovo en raison de la mission de l'ONU. Elle a également été nommée au Tribunal spécial de la Sierra Leone en 2002. En 2013, elle est devenue membre du Comité des droits de l'enfant de l'ONU et elle était la présidente du Comité de la CNUDE jusqu'en 2018. Actuellement, elle conseille le gouvernement luxembourgeois sur la réforme de la loi de 1992 relative à la protection de la jeunesse.

Renate Winter has been a judge in Austria since 1981 and subsequently began her international career at the UNODC in Vienna. Her expertise covers juvenile justice, war crimes, crimes against humanity, gender issues, organized crime and restorative justice. She served as an international judge at the Supreme Court of Kosovo due to the UN mission. She was also appointed to the Special Court for Sierra Leone in 2002. In 2013, she became a member of the UN Child's Rights Committee and she was the Chairperson of the UNCRC Committee until 2018. She is currently advising the Luxembourg government on the reform of the 1992 law on the protection of minors.

Zusammenfassung – Résumé – Abstract

Renate Winter, Ehren-Präsidentin des Kinderrechtskomitees der Vereinten Nationen, erläutert in ihrem Beitrag die verschiedenen Problematiken und Missverständnisse in der Interpretation der Gesetzestexte die im Bezug zu den Rechten der Kinder heute noch vorhanden sind. Das größte Problem sei die Anerkennung der Kinder im Bereich der Justiz als vollwertige Menschen, die die gleichen Rechte besitzen wie ein Erwachsener. Junge Menschen sind keine Objekte des Rechts, sondern sie sind « Subjekte von Recht und Unrecht ». Um diesen Punkt zu erläutern, führt Frau Winter die vier Grundprinzipien der Kinderkonvention an, id est das Diskriminierungsverbot, das Kindeswohl, das Recht des Kindes auf Leben und Entwicklung und das Recht des Kindes gehört zu werden. Diese vier Grundsätze bilden das Fundament der kindergerechten Justiz.

Renate Winter, présidente honoraire du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, approfondit dans sa contribution les différents problèmes et malentendus dans l'interprétation des textes juridiques qui existent encore aujourd'hui en matière de droits de l'enfant. Le plus gros problème, selon elle, est la reconnaissance des enfants dans le système judiciaire comme des êtres humains à part entière qui ont les mêmes droits qu'un adulte. Les jeunes ne sont pas des objets de droit, mais des « sujets de justice et d'injustice ». Pour illustrer ce point, Madame Winter cite les quatre principes fondamentaux de la Convention relative aux droits de l'enfant, à savoir l'interdiction de la discrimination, l'intérêt supérieur de l'enfant, le droit de l'enfant à la vie et au développement et le droit de l'enfant d'être entendu. Ces quatre lois fondamentales constituent le fondement d'une justice adaptée aux enfants.

Renate Winter, Honorary President of the United Nations Committee on the Rights of the Child, gives her point of view the various problems and misunderstandings in the interpretation of the legal texts that still exist today in relation to children's rights on in her contribution. The main problem that had to be dealt with, she said, was the recognition of children in the justice system as full human beings who have the same rights as an adult. Young people should not be treated as objects of law, but are to be considered as « subjects of justice and injustice ». To explain this point, Ms. Winter cites the four basic principles of the Convention on the Rights of the Child which are the prohibition of discrimination, the best interests of the child, the child's right to life and development, and the child's right to be heard. These four basic laws form the foundation of child-friendly justice.

MEHRWERT KINDERRECHTE! KINDER UND EIN KINDERGERECHTES JUSTIZSYSTEM

Renate Winter (*Ehren-Präsidentin des UN-Ausschusses für die Rechte der Kinder*)

Sehr geehrte Damen und Herren,
liebe Kolleginnen und Kollegen!

Es freut mich wirklich sehr, dass ich eingeladen wurde, diese Reihe von wichtigen Vorträgen eminenter Fachleute auf dem Gebiet der Kinderrechte eröffnen zu dürfen.

Erlauben Sie mir, mich vorzustellen: Ich bin zurzeit die Präsidentin des UN-Kinderrechtskomitees, das englisch auch „watch dog“ genannt wird. Die 18 Mitglieder des Komitees sollen die Haltung der Unterzeichnerländer der Kinderkonvention zu den Implementierungen der Empfehlungen des Komitees überprüfen und müssen gegebenenfalls „beißen“, die Länder oder die Vertreter von Ländern beißen, die nicht das tun, was sie ratifiziert haben. Alle Mitgliedstaaten der UN, außer einem einzigen Land, haben die Konvention über die Rechte des Kindes ratifiziert. Sie können sich vorstellen, dass unsere Klientel recht groß ist und dass viel zu tun ist, um den Kindern dieser Welt ein kindergerechtes Justizsystem zu bieten!

Dreißig Jahre sind es nun, ein bisschen mehr als dreißig Jahre, dass es die Konvention über die Rechte des Kindes gibt, und man könnte glauben, dass es nach dreißig Jahren möglich sein sollte, die Kinder in dieser Welt umfassend zu schützen. Dreißig Jahre sind eine lange Zeit, aber die Kinder dieser Welt sind nicht geschützt, bei weitem nicht.

Ich werde Ihnen keine Zahlen vortragen, weil es schwierig ist, mit Zahlen zu argumentieren, besonders wenn es Zahlen in einer Größenordnung gibt, die man sich nur sehr schlecht vorstellen kann. Wenn ich sage, es gibt drei Kinder, die heute pro Minute in einem Land auf schreckliche Weise getötet wurden, könnten wir uns das sicher vorstellen und ihre Leiden begreifen. Aber wenn ich feststelle, dass es ungefähr zwanzig Millionen schwer arbeitender Kinder und drei Millionen Kindersoldaten und weitere Millionen von verkauften Kindern gibt, kann man sich gar nichts mehr vorstellen, empfindet man nichts mehr. Außerdem: alle diese Kinder, wo Kinder diese Schicksale erleiden, sind weit weg, sie betreffen uns nicht, wir haben ja nichts mit ihnen zu tun, in „unseren Ländern“ gibt es keine Schwierigkeiten mit Kindern, schon gar keine für sie! Lassen Sie mich Ihnen versichern: Es gibt kein Land auf der Welt, das kein Problem mit Kindern und für Kinder hat.

Was war denn eigentlich zu Beginn das größte Problem der Kinderkommission? Es brauchte es dreißig Jahre, um den Unterzeichnerstaaten klar zu machen, dass ein Kind auch ein vollwertiger Mensch ist! Das ist alles, was wir in dreißig Jahren bisher wirklich weltweit erreicht haben! Zu akzeptieren, dass ein Kind ein Mensch ist, mit den gleichen Rechten wie ein Erwachsener.

Es scheint auch ein Problem hier in diesem Land zu sein, zuzugeben, dass ein Kind ein Subjekt von Recht und Unrecht ist und kein Rechtsobjekt. Denn wenn vor noch höchstens dreißig Jahren es in der Vorstellung der Menschen überhaupt präsent war, dass ein Kind ein vollwertiger Mensch sei, war es ein Rechtsobjekt. In Ihrem Land ist es das noch immer, weil es Schutzobjekt ist. Es ist keine Person mit dem Recht, Rechte zu haben, sondern eine Person, der man Schutz angedeihen lassen kann oder soll, je nachdem, was das Gesetz bestimmt und was Erwachsene für schutzwürdig halten. Und wenn Sie über die Kinderkonvention und unsere Pflicht den Kindern gegenüber sprechen, dann ist es der Schutz, den Sie erwähnen, nicht das Recht eines Kindes, Rechte einzufordern.

Sie sprechen über den Schutz der Kinder. Wir, die Kinderkommissionsmitglieder, sprechen über den Schutz der Rechte der Kinder. Und das ist ein Unterschied. Wenn ich über den Schutz der Kinder spreche, dann schütze ich die Kinder und sie sind ein Objekt meines Schutzes. Wenn ich den Schutz der Rechte des Kindes anspreche, dann gebe ich den Kindern als Subjekt das Recht, ein Recht zu haben. Und das ist der wesentliche Unterschied, auch für Ihr Land. Wenn Sie ein Schutzsystem haben für Kinder, und ein manchmal recht antiquiertes, ist das kein Rechtssystem, das den Kindern ihre Rechte garantiert und diese einklagbar macht. Bitte glauben Sie nicht, dass ich meine, dass Kinder bei Ihnen rechtlos sind oder schutzlos – das meine ich sicher nicht. Was ich sage ist, dass Kinder als Rechtssubjekte Rechte haben, für die sie nicht zu kämpfen brauchen, sondern die ihnen von Geburt an zustehen, für deren Durchsetzung der Staat, der die Kinderkonvention unterschrieben hat, zuständig ist. Ihr Schutzrecht sagt nicht, welche rechtlichen Garantien die Kinder haben, die geschützt werden sollen, wogegen genau sie geschützt werden sollen, gegen wen sie wann geschützt werden sollen. Ich verwende als Beispiel den Begriff, den es nur noch in Ihrem Land gibt und sonst praktisch nirgends mehr in Europa: den Begriff der Schutzhaft.

Das heißt, es gibt keinen Haftbefehl und keinen zeitlich begrenzten Freiheitsentzug. Man nimmt ein Kind in Haft, weil man es schützen will, solange

das nötig ist. Was wie lange nötig ist, bestimmt das Gericht, wenn ein Kind in eine geschlossene Erziehungsanstalt eingeliefert wird. Das geschieht, um das Kind davor zu schützen, etwas Verbotenes (wieder)zu tun. Schutzhaft ist ein Begriff, der gegen die Menschenrechte spricht. Haft ist ein Mittel, das man verwendet, um jemanden zu strafen, nicht um jemanden zu schützen. Wenn man jemanden schützen will, muss man eine Situation schaffen, in der jemand geschützt werden kann, aber nicht eine Situation, die eine Strafe bedeutet. Und Haft ist Strafe, niemals Schutz. Das ist eines der Grundprinzipien der Menschenrechte, die man, glaube ich, durchaus nicht erklären muss. Das scheint selbstverständlich zu sein.

Wenn wir über etwas sprechen wollen, das nicht selbstverständlich ist, ist es eine kindergerechte Justiz. Was kann das bedeuten? Wenn ich in manchen Ländern davon spreche, dass die Justiz für Kinder kindergerecht sein sollte, dann nehmen die Zuhörer oft an, (oder wollen es vielleicht so verstehen) dass ich oder dass das Komitee damit meint, dass die Kinder alle Rechte haben und den Erwachsenen sagen können, was sie tun sollen oder dass das geschieht, was sie wollen. Das wäre wirklich keine kindergerechte Justiz, sondern eine Parodie.

Kindergerecht ist eine Justiz dann, wenn sie für Kinder verständlich ist, ihre Bedürfnisse und ihren Entwicklungsstand in Betracht zieht und dieses Verhalten auch kommuniziert.

Das ist das wesentliche Anliegen einer kindergerechten Justiz.

Wenn man ein Recht bespricht, das für Kinder gedacht ist und es in einer Art und Weise mitteilt, dass ein Kind nicht einmal weiß, worum es geht, dann erfüllt das nicht die Voraussetzungen einer Justiz in kindergerechter Form. Wenn man ein Kind in einen Gerichtssaal bringt, dann ist das für die allermeisten Kinder ein Horrortrip in eine unbekannte und bedrohliche Welt, in der sie sich ausgeliefert fühlen. Ist das kindergerecht?

Alle Beispiele, die ich Ihnen gebe, sind nicht erdachte Beispiele. Sie sind vorgekommen und sie sind der Kommission zur Kenntnis gebracht worden oder wir haben sie erlebt.

Wenn Sie sich bitte einen Gerichtssaal vorstellen und einen Richter, eine Richterin, die auf einem Podium sitzen – die Angeklagten oder die Parteien sind irgendwo „unten“ im Saal –, und dann ist da ein kleines Kind, sechs Jahre alt, als Zeuge zu vernehmen. Wie machen Sie das? Sie sitzen „oben“ in Ihrem Talar, eine Respektsperson, von vielen

Leuten durchaus gefürchtet, und da unten ist ein kleiner Zwerg, der zu Ihnen heraufschauen muss, wenn er Sie überhaupt sehen kann. Ist das etwas, was kindergerecht wäre? Ein solches Podium existiert noch in sehr vielen Ländern, in manchen werden die Angeklagten in „Käfigen“ vorgeführt, hinter Glas manchmal, hinter Gittern viel öfter. Das kleine Kind sieht das. Das flößt ihm keine Angst ein? Wenn Sie dann „hinunter“ sprechen und kurz fragen „Wie heißt du?“, ist das kindergerecht? Vertrauensbildend? Verständnis fördernd?

Das sind Anliegen, die wir haben, wenn wir von kindergerechter Justiz sprechen. Eine Justiz, die sich wirklich mit dem Kind auf Augenhöhe – ich betone auf Augenhöhe – verständigt, erfüllt eine wichtige Voraussetzung für eine kindergerechte Justiz. Wenn Sie in einen Gerichtssaal / in ein Gerichtsgebäude kommen, das dunkel ist, verwaorlost, schmutzig, wo die Fenster niemals geputzt worden sind, wenn es überhaupt welche gibt, dann ist dieser Raum sicher nicht kindergerecht. Er ist nicht einmal erwachsenengerecht.

Es gibt viele solche Orte.

Wenn Sie in einen Gerichtssaal kommen, in dem Sie die Honoratioren „vorne“ sitzen haben und dem Kind, das nicht weiß, mit wem genau es da zu tun hat, sagen: „Du stehst hier vor Gericht, Deinen Namen und Adresse bitte“ – glauben Sie, dass das irgendeinem Kind irgendetwas Positives bringt? Ist es wirklich gegen das Ansehen der Justiz eines Landes zu sagen „Also ich bin die Richterin, ich heiße Renate, wie heißt denn du?“ Rechts neben mir siehst du den Staatsanwalt, der dir sagen wird, was er glaubt, dass du getan hast und links siehst du deinen Anwalt, der dir helfen wird, zu erklären, was geschehen ist.“ Ist das unmöglich? Ist das gegen die Justiz? Ist da irgendetwas, das die Macht, das Ansehen, das Selbstverständnis der Justiz untergräbt?

Müssen wir Richter/innen wirklich alle ununterbrochen den Talar tragen, auch wenn wir mit dem Kind diskutieren, ob es lieber beim Papa oder bei der Mama leben will nach der Scheidung der Eltern? Muss man da am Richtertisch sitzen und dozieren? Oder kann man sagen „Komm, setzt dich, jetzt reden wir einmal - Wie geht's denn mit dem Papa? Und wie schaut es denn bei der Mama aus? Was macht man denn da jetzt am besten?“ Ist das nicht vielleicht zielführender, als zum Beispiel nur Berichte der Sozialfürsorge, wenn es welche geben sollte, zu verlesen statt mit dem Kind selbst zu sprechen, wirklich zu sprechen und nicht nur eine Vorschrift zu befolgen und zu fragen, ob das Kind verstanden hat, was man gerade vorgelesen hat? Wenn man andererseits ein Kind als Ange-

klagten vor sich hat, der 17 Jahre alt ist, muss man dann gemäß dem Wohlfahrtsprinzip sagen „Na ja, du bist ja nur ein Kind, weißt du? Du weißt nicht, was du getan hast. Und daher kann man dich ja eigentlich nicht strafen. Jetzt müssen wir doch nur überlegen, wie wir dir helfen können“, sodass der 17-Jährige einen anschaut und sich denkt „Spinnen die? Sind die komplett daneben?“ Oder kann man da nicht vielleicht doch sagen „Entschuldige, mit 17 kann man so unverständlich aber wirklich nicht mehr sein. Also was ist jetzt los? Wie stellst du dir vor, dass du das in Ordnung bringst, was du getan hast? Hast du nicht die Verantwortung für dein Tun und Lassen? Verstehst du wirklich nicht, was deine Tat für die Opfer bedeutet oder willst du nicht verstehen? Du weißt aber schon, dass man vieles wieder gut machen kann?“ Kann man das nicht sagen, weil man sich dann den Vorwurf der Befangenheit einheimst, oder sich anhören muss, dass man ein Richter ist und keine Pädagogin?

Das wäre zum Beispiel ein Thema, das wir im Komitee ansprechen, wenn wir darauf bestehen, dass wir ein Verfahren haben wollen, das kindergerecht ist, ein Verfahren, das menschlich ist. Was wir aber sicher nicht wollen, ist, dass die Justiz die Möglichkeit hat, bei schwierigen Kindern und in schweren Anklagefällen einfach zu sagen: Hier hat die Jugendjustiz keine Handhabe mehr, das Kind wird dem Erwachsenenrecht überstellt und damit dort, wo Hilfe am dringendsten gebraucht wird, sich seiner Schutzfunktion entledigt.

Wir haben aber auch Probleme von juristischer Seite zu betrachten, wenn wir uns um eine kindergerechte Justiz bemühen – ein ganz anderer Aspekt.

Da gibt es zum Beispiel ein Verfahren gegen ein Mädchen, das von fünf Burschen vergewaltigt worden ist. Das Mädchen ist zwölf Jahre alt. Nach den Regeln des Verfahrens im Erwachsenenstrafrecht gibt es jetzt fünf junge Männer mit ihren Anwälten, die das Recht haben, die Zeugin, das Opfer, zu befragen. Das ist rechtens. Da steht dann ein kleines zwölfjähriges Mädchen fünf Anwälten und fünf Angeklagten gegenüber, die versuchen, das Mädchen fertig zu machen. Ist das kindergerecht? Wieso steht das nicht im Gesetz und in vielen Ländern steht es nicht im Gesetz, dass dieses Opfer das Recht auf einen Anwalt hat und zwar einen Pflichtanwalt, dass es keine Aussage zu machen hat, wenn nicht ein Anwalt/eine Anwältin neben ihm steht, der/die dann gegebenenfalls zum Staatsanwalt, zum Richter, zur Richterin sagen kann: „Moment Frau Richterin, Herr Richter, diese Frage ist nicht zulässig“. Wieso ist dieses kleine Mädchen nicht geschützt?

Wir haben solche Verfahren gehabt, auch in Europa. Ich hatte ein Verfahren in einem Land zu evaluieren, wo ein 16-jähriges Mädchen von 18 Männern vergewaltigt worden ist und 18 Männer mit 18 Anwälten das Recht hatten, es sechs Wochen lang zu befragen. Sechs Wochen lang. Sie hat dann zum Schluss gesagt: „Ich hätte nichts anzeigen sollen, ich hätte mich umbringen sollen. Das wäre leichter gewesen.“ Dieses Verfahren war wohl nicht kindergerecht, oder glauben Sie?

Legistisch gesehen, wird man also etwas tun müssen, um Kindern, wenn sie Zeugen oder Opfer sind, denselben Rechtsbeistand zu geben, den man einem Täter, einer Täterin gibt, denke ich.

Das kann man nicht machen, weil es zu teuer kommt? Wie viel darf die Justiz kosten? Wann ist die Justiz gezwungen zu sagen: „Das können wir uns nicht leisten?“ Wieviel dürfen Menschenrechte kosten? Wann sind sie nicht mehr vertretbar, weil sie etwas kosten? Was sind uns unsere Kinder wert?

Ich hatte jetzt gerade ein Gespräch mit einer Teilnehmerin, wo wir uns überlegt haben, ob etwas, das wir richten wollen, nichts kosten darf oder etwas kosten kann. Mit wem sollen wir denn da diskutieren? Mit wem sprechen wir in einem Staat, wenn es ums Geld geht? Irgendwer müsste doch kompetent sein? Natürlich wird das der Finanzminister sein! Wenn man mit dem Finanzminister reden will, dann braucht man Zahlen und diese Zahlen müssen möglichst korrekt sein. Also, was kostet es, wenn man ein Kind den Eltern wegnimmt, weil es Schutz braucht? Und das Kind in ein Heim steckt, wo es doch mittlerweile bekannt ist, dass fast jedes Kind in jedem Heim mehr oder weniger traumatisiert wird? Was kostet der Aufenthalt für dieses Kind? Korrekt gerechnet, muss man nicht nur kalkulieren, was das Kind selbst kostet, sein Essen, seine Gesundheit, seine Erziehung, seine Freizeit, sondern was das Heim kostet, das Gebäude und seine Instandhaltung, was die Leute, die im Heim arbeiten, kosten, was ihre Pensionsansprüche sind, wie hoch die laufenden Reparaturkosten sind. Alles das ist zu berechnen.

Laut Berichten von common law-Ländern sind von allen Kindern, die als junge Erwachsene in der Strafjustiz enden, 80 Prozent Heimkinder. Das ist schon ein ordentlicher Prozentsatz! Und das ist nicht so, weil alle Leute, die in Heimen arbeiten, schlecht und böse zu den Kindern sind, sondern weil es für wirklich schwierige Kinder oder Kinder in wirklich schwierigen Verhältnissen einfach zu wenig qualifizierte Betreuer gibt. Solche Kinder brauchen ein liebevolles, familiäres Umfeld. Das scheint das einzige Mittel zu sein, das solchen Kindern noch irgendwie nützen kann.

Wir haben nun in das erwähnte Kind Geld investiert und dann müssen wir, wenn das Kind straffällig geworden ist, zusätzlich in die Kosten der Justiz investieren. Aber die Kosten enden da nicht. Denn wird das Kind eine gute Arbeit bekommen, wenn es vorbestraft ist? Sehr wahrscheinlich scheint das nicht zu sein, aber ob das Kind Kinder haben wird, schon eher! Diese Generation muss man dann vermutlich auch erhalten, weil ja der Vater oder die Mutter das nicht kann. Wenn man das alles zusammenrechnet und diesem Szenario ein anderes gegenüberstellt, wie schaut es dann aus? – Wir haben das Kind der Mutter nicht weggenommen, sondern ihr eine Hilfsperson verschafft, damit sie das Kind behalten kann. Daher ist es nicht ins Heim gekommen. Wir haben beispielsweise vier Jahre lang eine solche Hilfsperson für die Mutter gezahlt, dafür aber keine Heimkosten. Und dann haben wir auch keine Justizkosten gehabt. Wir haben eine qualifizierte Hilfskraft gebraucht, denn mit 14, 15 Jahren hat das Kind Symptome gezeigt, die schon sehr auffällig waren. Aber wir haben als Schutzmaßnahme einen Sozialarbeiter bestellt, der dem Kind geholfen hat, sich positiv zu entwickeln, um selbstbestimmt leben zu können. Wenn wir jetzt das alles zusammenrechnen, kostet das deutlich weniger, als die Kosten, die das erste Szenario erfordert hätte. Was würde also der Finanzminister empfehlen?

Was ist nun der Grund, dass wir jemandem, einer Familie, die Kinder wegnehmen, ohne vorher versucht zu haben, dieser Familie intensiv zu helfen? Ist es die Tatsache, dass wir glauben, wir wüssten sowieso besser, was gut für ein Kind ist, besser, als das Kind selbst und seine Familie? Ist es das Faktum, dass sich die Familie als wenig kooperativ, schwierig und zeitraubend herausgestellt hat? Ist der Grund vielleicht, dass wir Arbeitsplätze in Institutionen sichern wollen und existierende Gebäude, für die wir sowieso zahlen müssen, auslasten wollen?

Welches Justizsystem brauchen wir, um die Kinder auch vor ihren Eltern zu schützen?

Artikel 5 und 18 sind die wesentlichen Artikel in der Kinderrechtskonvention, die jedes Land, mit Ausnahme von einem, wie schon gesagt, unterschrieben hat, die das Recht der Eltern bestätigen, verantwortlich zu sein für die Erziehung und die Aufzucht der Kinder und die die Pflicht des Staates, den Eltern dabei zu helfen, festschreiben. Danach sollten wir uns auch richten! Das bedeutet aber eben, dass man ein Kind nicht primär in ein Heim steckt und es der Fürsorge übergibt, sondern dass man den Eltern hilft, das Kind erziehen zu können und zwar ordentlich! Und nur, wenn das gar nicht

geht, dann ist es die sekundäre und nicht die primäre Aufgabe des Staates einzuspringen.

Und daher möchte ich noch einmal das Thema einer kindergerechten Justiz aufgreifen.

Wenn eine Justiz kindergerecht sein soll, dann muss derjenige, der mit dem Kind zu tun hat, eine Ausbildung haben, die ihm ermöglicht, korrekt mit dem Kind zu arbeiten. Auch das steht in der Kinderkonvention. Und es steht auch im Detail in einer der „observations générales“, Nummer 10 ursprünglich, jetzt ersetzt durch Nummer 22. Sie spricht über das Verhältnis von Justiz und Kindern. (Eine „observation générale“ ist eine Auslegung der Kinderkonvention, die genau sagt, wie welche Artikel der Kinderkonvention zu verstehen sind.) Diese „observation“ setzt auch fest, dass man, wenn man in der Justiz mit Kindern zurechtkommen will, mit ihnen sprechen muss. Es gibt kaum ein Land mehr, in dem der Richter/die Richterin einen Beschluss, ein Urteil, einen Bescheid, eine Order machen kann, die ein Kind betrifft, ohne das Kind gesehen zu haben.

In Ihrem Land ist das noch nicht ganz so sicher? Man muss sich überlegen: Wie kann man ein Urteil über jemanden fällen, einen Beschluss machen, der das Leben von jemandem verändert, mit dem man nicht einen Ton gesprochen hat, wirklich diskutiert hat, den man vielleicht nicht einmal gesehen hat, dessen Ausdrucksweise, dessen Körpersprache man nicht kennt? Wie kann man das kindergerecht machen?

Ich hatte einmal mit einem Kind zu tun, das mit der Polizei gebracht wurde, mit fünf roten Fingern auf der Wange. Ich habe gefragt: „Und wer hat Dir jetzt die Ohrfeige gegeben?“ Der Bub hat geantwortet: „Das war ein Polizist.“ Ich fragte weiter: „Und wo ist der Polizist, wie heißt er?“ Da schaute mich der Bub an und sagte: „Frau Richterin, Frau Richterin, tun Sie ihm nichts! Ich habe ihn angespuckt und dann habe mir eine gelangt! Das ist doch gerecht, nicht?“

Ein Kind versteht sehr schnell, ob etwas für ihn oder für sie gerecht ist oder nicht. Wie kann man einem Kind verständlich machen, dass man es acht Monate, zehn Monate, zwei Jahre in eine Anstalt/ein Kinderheim schickt, ohne dass man es ihm erklärt hat, ohne dass man es gesehen hat, ohne dass man mit ihm überhaupt irgendeinen persönlichen Kontakt hatte. Wer erklärt dem Kind, was warum beschlossen wurde?

Es ist eines der Grundprinzipien der Kinderkonvention (ausgeführt in der „observation générale“ Nummer 12) das Recht des Kindes, gehört zu werden. Ich komme noch darauf zu sprechen.

Wir haben vier Prinzipien in der Kinderkonvention, die wir unbedingt brauchen, wenn wir von kindergerechter Justiz sprechen.

Das erste Prinzip ist im Artikel 2 der Kinderkonvention zu finden: das Diskriminierungsverbot.

Wenn man sagt, dass Erwachsene das Recht haben, Rechtsmittel einzulegen und Kinder haben dieses Recht nicht oder nur in geringerem Umfang (zum Beispiel, weil ein Verfahren ohne Rechtsmittel schneller geht und Rechtsmittel sowieso nicht nötig sind, wenn man auf Grund des Wohlfahrtsprinzips entscheidet), dann diskriminiert man Kinder gegenüber Erwachsenen. Das ist nicht in Ordnung. Ein Kind hat genau die gleichen prozessualen Rechte zu haben, wie Erwachsene, wenn nicht mehr! Das ist dann der Fall, wenn die Schutzrechte der Kinder zu den prozessualen Rechten der Kinder dazukommen – aber sie nicht ersetzen! Man kann nicht sagen: „Ich schütze dich. Daher gebe ich dir keine rechtlichen Garantien, denn ich weiß, wie ich dich schützen muss und du nicht“. Denn was geschieht, wenn Schutz einzuschränken ist? Wenn man aus irgendeinem Grund nicht schützen kann oder will?

Es braucht immer rechtliche Garantien, um als Kind den Anspruch auf Rechte durchsetzen zu können, und das müssen genau dieselben sein wie die für Erwachsene.

Zusätzlich dazu kommen dann, wie oben erwähnt, die Schutzrechte, die Kinder brauchen, weil sie eben die Schwächeren sind.

Sind Kindern mit Migrationshintergrund dieselben Rechte zu gewähren, wie einheimischen Kindern? Alle Rechte? Nur in der Theorie, oder auch in der Praxis? Haben behinderte Kinder weniger Rechte oder mehr? Haben Buben und Mädchen die gleichen Bildungs- und Berufschancen? Wiederum in der Theorie ja, aber in der Praxis?

Das alles behandelt das erste Prinzip in der Kinderrechtskonvention, das Diskriminierungsverbot.

Das zweite ist im Artikel 3 „Best Interest of a Child“ zu finden: das Kindeswohl. Nennen Sie mir doch bitte eine Stelle, ein Gesetz, eine Deklaration, eine Konvention, wo Sie das Kindeswohl definiert haben, als Anhaltspunkt. Kennt jemand einen solchen Text?

Es gibt keinen, wenn man von einem Versuch im kanadischen Recht absieht. Man kann das Kindeswohl nicht definieren, denn das Kindeswohl ist ein individuelles Recht, immer abgestimmt auf

ein einzelnes Kind, eine individualisierte Gruppe von Kindern in einem gegebenen Augenblick ihrer Existenz. Man müsste für alle Kinder der Welt eine Definition dafür haben, was jetzt in diesem Augenblick gerade ihr „Bestes Interesse“ ist. (Der deutsche Ausdruck „Kindeswohl“ umfasst leider nicht die ganze Bedeutung des „best interest“ oder „primordial interest“ im Englischen, der den Vorrang dieses Interesses in allen Entscheidungen, die das Kind betreffen, festsetzt). Das wird sich nicht machen lassen. Was aber jedenfalls ganz klar ist, ist, dass es sich immer um ein Recht des Kindes handelt und nicht um das Recht einer Institution. Wenn also die Polizei um Mitternacht kommt, um ein Kind abzuholen, dann ist das nicht im besten Interesse des Kindes, vielleicht im besten Interesse der Polizei, weil die Polizei dann das Kind nicht suchen gehen muss. Nun ist aber das beste Interesse des Kindes die vorrangige Grundlage für eine Entscheidung, die jedes Gericht, jede Behörde jedes Landes, das die Kinderrechtskonvention unterzeichnet hat, verpflichtet ist, einzuhalten. Wenn man also als Zivilrichter, als Beamtin entscheiden muss, ob man zum Beispiel dem Vater das Wohnrecht mit dem Kind oder der Mutter das Wohnrecht mit dem Kind zuweisen soll, ist es nicht das Interesse des Gerichts, der Behörde, so schnell wie möglich mit dem Fall fertig zu werden, das zählt. Es ist nicht das Interesse des Vaters, der das Geld hat und es ist nicht das Interesse der Mutter, die die große Verwandtschaft hat, sondern das Interesse des Kindes in diesem gegebenen Augenblick, auf das es ankommt.

Der Vater sagt: „Das Kind wird meine Firma übernehmen.“ Die Mutter sagt: „Kommt doch überhaupt nicht in Frage, das Kind übernimmt die Fabrik von meinem Vater.“ Dann fragen Sie das Kind und das Kind sagt: „Ich möchte Lokomotivführer werden.“ Was wissen Sie dann, wenn Sie ein „kindergerechter“ Zivilrichter sind? Sie wissen, dass Sie dem Kind Zeit verschaffen müssen, um sich klar darüber werden zu können, was es werden will. Das heißt, Sie werden nicht entscheiden, ob das Kind den Wunsch des Vaters oder den Wunsch der Mutter gerecht zu werden hat, sondern sie werden versuchen (und mit den Eltern darüber diskutieren), zum Beispiel ein Gymnasium, eine Schule zu finden, wo das Kind noch Zeit hat, sich zu entwickeln und einen Berufswunsch noch nicht artikulieren muss.

Sie erfahren also, dass das Problem dieses Kindes in diesem Moment darin besteht, dass es die Zeit bekommt zu entscheiden, was es werden will, ohne dass es von den Eltern in eine bestimmte Richtung gezwungen werden kann. Das würde zum Beispiel eine Zivilrichterin in Erwägung ziehen, die kindergerecht arbeitet.

Das nächste Grundprinzip findet sich im Artikel 6 der KRK, einem Artikel, der fast immer missverstanden wird. Es handelt sich um das Recht des Kindes auf Leben und Entwicklung. Hat Luxemburg etwa ein Problem mit dem Recht des Kindes auf Leben? Nein, sicher nicht! (Es sei denn, etwas klappt mit der Sicherung beim Straßenverkehr nicht.) Hat Luxemburg je die Todesstrafe für Kinder gehabt? Nein. Gibt es schwere Körperstrafen wie zum Beispiel Hiebe? Nein, das gibt es auch nicht. Also haben wir überhaupt kein Problem mit Artikel 6 in diesem Land?

Der zweite Teil dieses Artikels spricht nicht über das Recht auf Leben, sondern über das Recht des Kindes auf Entwicklung, seinem Wesen entsprechende Entwicklung. Ist eine solche Entwicklung für jedes Kind in Ihrem Land garantiert? Gibt es sie in jedem Fall in einem Kinderheim? Gibt es jedem Kind entsprechende Bildungsmöglichkeiten in einer geschlossenen Anstalt? Vor allem dann, wenn ein Kind in einem Erwachsenengefängnis eingesperrt ist? Ist kindgerechte Entwicklung dort überhaupt möglich? Wie muss eine geschlossene Anstalt ausschauen, dass sie die Entwicklung eines Kindes fördert?

Und wie schaut es mit der Inklusion von behinderten Kindern aus? Was geschieht mit Kindern, die körperlich behindert sind? „Ja, die kann man nicht inkludieren“, hört man in manchen Ländern, „denn es gibt hier keine Rampe für den Rollstuhl.“ Wie wäre es damit, eine zu bauen? Es gibt kein Geld dafür? Wie wäre es damit, die Korruption im Land – in jedem Land – einzudämmen und dadurch vielleicht Geld locker zu machen? Man kann schon etwas tun, wenn man will!

Es gibt aber auch Kinder die nicht körperlich, sondern geistig behindert sind. „Ja die kann man auch nicht in die Schule schicken, nicht integrieren“. Wieso kann man das nicht? Weil die „anderen“ Kinder ja nicht geistig behindert sind und durch die Behinderten am Lernen gehindert werden, wie viele Eltern sagen? Vielleicht lernen die „anderen“ Kinder in dieser Situation, dass man mit geistig Behinderten in einer ganz speziellen menschengerechten Weise umgehen kann. Das nennt sich soziales Lernen, etwas, das Kinder sehr wahrscheinlich auch brauchen werden! Irgendwann einmal später, wenn sie selbst irgendwo Chef sind, eine leitende Position einnehmen, dann erinnern sie sich vielleicht „Ah ja, es gibt Schwächere, mit denen geht man behutsam um. Das haben wir ja in der Schule gelernt und dort hat es funktioniert“.

„Man kann dennoch ein behindertes Kind nicht in die Schule integrieren, es gibt die Lehrer, von denen sowieso schon viel gefordert wird und die für behinderte Kinder nicht geschult sind. Wie wird denn dann der Lehrer mit so einem Kind umgehen?“

Wir alle können lernen. Auch ein Lehrer kann lernen. „Der Lehrer kann das nicht lernen, er hat dreißig andere Kinder, auf die er aufpassen muss, dann kann er sich nicht hinstellen mit dem einen behinderten Kind.“ Nein, aber man kann einen Zusatz-Lehrer einstellen, den man dem Lehrer zur Verfügung stellt, wenn er ein behindertes Kind in der Klasse hat. „Ja, aber der Zusatz-Lehrer kennt sich auch nicht aus.“ Es gibt Schulungsprogramme für Lehrer, die sich mit behinderten Kindern befassen sollen. Und es gibt Lehrer, die das gerne machen würden. Man muss sie nur suchen, sie ausbilden, sie bezahlen. Das kann man nicht, weil es kein Geld gibt? Wieder einmal kommt der Finanzminister ins Spiel. Was ist teurer? Heime für behinderte Kinder (und später behinderte Erwachsene) zu finanzieren, oder behinderte Kinder so weit als möglich zu integrieren und sie auf diese Weise so selbständig wie möglich zu machen?

Und wie steht es mit dem Recht aller Kinder auf Bildung während einer Pandemie? Schon im Hinblick auf das Recht, ihr bestes Interesse garantiert zu haben und nicht diskriminiert zu werden, weil es zum Beispiel keinen Zugang zu online Unterricht gibt?

(Sie sehen jetzt schon, die Grundprinzipien der KRK sind nicht einzeln zu betrachten, sie wirken zusammen!)

Sind Sie ganz sicher, dass alle Erfordernisse des Artikels 6 KRK in Luxembourg erfüllt sind?

Artikel 12 der KRK spricht vom Recht des Kindes gehört zu werden, dem vierten Grundprinzip, das ganz offenbar am schwierigsten umzusetzen ist, weil es am wenigsten akzeptiert wird. Es gibt dazu eine „observation générale“, die Nummer 12 (zufällig die gleiche Zahl wie der betreffende Artikel!) Es wäre ganz wichtig, diese observation zu lesen, denn sie gibt im Detail Auskünfte und Interpretationshilfen für sehr viele verschiedene Situationen, wo man entscheiden muss.

„Mama, ich will jetzt ein Bonbon haben und deswegen kriege ich es sofort!“ Ist das eine Manifestation des Rechtes des Kindes, gehört zu werden? Nein, sicher nicht. Das Recht des Kindes ist es zu sagen: „Mama, ich will ein Bonbon“ und das Recht der Mutter ist es beispielsweise zu sagen: „Tut mir leid. Jetzt geht das nicht. Außerdem ist es schlecht für Deine Zähne.“

Aber es ist nicht das Recht der Mutter zu sagen: „Halt doch den Mund! Wer hat denn dich gefragt?“

Ganz genau so ist es in der Justiz. Bei Gericht hat jeder, der dort arbeitet, ob das der Anwalt ist, oder die Staatsanwältin, der Richter oder die Kanzlei-beamtin, der Sozialarbeiter oder die Behördenvertreterin, ganz egal, jeder hat die Verpflichtung,

das Kind anzuhören, wenn es etwas zu sagen hat, das es betrifft. Man hat nicht die Verpflichtung zu tun, was das Kind verlangt, aber wohl es anzuhören und zu überprüfen, wie man diese Aussage zu bewerten hat. Dieses Recht hat das Kind und diese Pflicht hat jeder, der mit einem Kind in der Justiz oder in einer Behörde zu tun hat.

Oft hört man Ländervertreter oder Religionsvertreter oder Elternvertreter sagen: „Ihr glaubt wohl, dass das Kind ein König ist und machen kann, was es will“. Das ist überhaupt nicht zutreffend! Eine solche Interpretation gibt der Text nicht her. Was gemeint ist, ist, dass jeder Mensch, daher eben auch das Kind, das Menschenrecht hat zu sagen, was er jetzt denkt, was er jetzt fühlt, was er jetzt braucht und dass der, der Entscheidungen zu fällen hat, das auch anhört. Jeder Richter, jede Behördenvertreterin hat das Recht und die Pflicht, Fakten abzuwägen. Das macht niemand anderer für ihn oder sie. Und genau dieses Recht und diese Pflicht, das Kind anzuhören, ist eines der Fakten, die zu beurteilen sind. Aber man kann sie dann nicht beurteilen, wenn man das Kind nie gesehen hat.

Das ist das Problem in vielen Ländern, auch in Ihrem.

Wie wollen Sie mit jemandem reden, oder jemandem anhören, der nicht zu Ihnen kommen darf oder kann? Wie wollen Sie wissen, was vom Kind aus gesehen im Augenblick sein „bestes Interesse“ ist, und wie Sie das bewerten sollen? Die Justiz muss sich danach halten, mit Kindern in persönlichen Kontakt zu treten, wenn sie kindergerecht sein will, und nicht das Kind muss sich an die Justiz halten, die nicht kindergerecht ist. Ein Richter, eine Richterin redet mit einem Kind doch immer so, wie wir als Richter zu reden haben. Muss das so sein?

Richter reden mit Kindern so, wie sie als Mensch mit einem Kind reden, damit es verstehen kann. Schließt ein solches Verhalten Autorität aus? Das Gegenteil ist wohl der Fall!

Bitte vergessen Sie nicht, die Anliegen des Artikel 12 KRK in Ihren neuen Gesetzen, im Strafrecht wie im Zivilrecht, zu artikulieren!

Es wird oft angenommen, dass die Kinderrechte nur Rechte im Strafverfahren wären, aber so ist das nicht. Kindergerechte Justiz bedeutet nicht, die Rechte der Kinder allein im Strafverfahren zu schützen, sondern es bedeutet, die Rechte des Kindes in allen Situationen, in allen Verfahren zu stützen, bei allen Gelegenheiten, die das Kind betreffen, seine Rechte zu garantieren. Verwaltung, Verfassung, Schule, Gesundheit, Erziehung, Justiz, in allen diesen Gebieten sind die Rechte des Kindes zu gewährleisten.

Wissen Sie, wie viele Kinder es auf der Welt gibt, die keinen Namen haben? In der Kinderkonvention stellt das Recht des Kindes auf eine Identität, einen Namen, eine Staatsbürgerschaft ein Grundrecht dar, ein Grundrecht, das zu gewähren sich die Unterzeichnerländer der Konvention verpflichtet haben. Wenn also alle Kinder einen Namen und eine Staatsbürgerschaft zu bekommen haben, wieso gibt es dann so viele staatenlose Kinder? Dieses Recht wird in vielen Staaten nicht durchgesetzt und das wird damit begründet, dass es sich bei diesem Recht um ein Hoheitsrecht des Staates handelt, in das nicht einzugreifen ist.

Ja, wir haben in unserem Staat das „ius sanguinis“ das Abstammungsrecht nach den Eltern, und das trifft hier in dieser Familie nicht zu, denn der Vater ist nicht bekannt und die Mutter kann nach unserer Gesetzgebung ihre Staatsbürgerschaft nicht übertragen. Das „ius soli“, die Abstammung nach dem Ort, wo das Kind geboren ist, geht uns nichts an. Deswegen wird das Kind unsere Staatsbürgerschaft nicht bekommen.“ Im umgekehrten Fall, im Land des „ius soli“, kann das Kind auch keine Staatsbürgerschaft bekommen, denn es ist ja dort nicht geboren. Es steht in der Kinderkonvention und in den meisten Verfassungen der meisten Länder, dass ein Kind nicht staatenlos sein darf. Wenn sich also der obengenannte Fall ergibt, muss eine Lösung gefunden werden, damit das Kind trotzdem einen Namen und eine Staatsbürgerschaft bekommen kann, damit seine Rechte auf Gesundheit, Erziehung et cetera geschützt sind. Das ist in so vielen, vielen Ländern nicht der Fall, obwohl es Lösungen gäbe, die auf der Hand liegen, wie zum Beispiel die Möglichkeit, dem Kind die Staatsbürgerschaft in jedem Fall temporär zu gewähren, bis das Verwaltungsverfahren abgeschlossen ist.

Ich bin fest der Überzeugung, dass sich in solchen Fällen Verwaltungsverfahren nicht Jahre lang hinziehen würden!

Es gibt weitere Probleme, wo ein kindergerechtes Verfahren helfen würde.

Ein Kind darf sexuell nicht belästigt werden. Es gibt kein Land der Welt, in dem es nicht eine oft bedeutende Zahl von Inzestfällen gibt. Es gibt kein Land der Welt, in dem der Handel mit Kindern für Sex und Zwangsarbeit nicht stattfindet. Es gibt kein Land der Welt, in dem Kinder nicht sexuell und anders, aber vor allem sexuell, ausgebeutet werden, egal ob sie jung oder alt sind, egal, ob es sich um Buben oder Mädchen handelt. Bitte schätzen Sie, wie alt das jüngste Kind war, mit dessen Fall ich zu tun hatte, das verkauft und vergewaltigt worden ist. Was schätzen Sie? Zehn Jahre? Drei? Zwei? ... Das Kind war vier Wochen alt. Und es gab

keinen Schutz. Das Land, in dem das geschehen ist, hat die Kinderrechtskonvention unterzeichnet. Die Antwort auf meine Frage, wie das geschehen konnte und warum die Täter nicht belangt worden waren, war: „Das ist ein Brauch. Und Bräuche, Traditionen und Religionen sind auch in der Kinderrechtskonvention geschützt. Und wenn das ein Brauch ist, ist es eben ein Brauch. Da kann man nichts machen.“

Das stimmt aber so nicht. Die Kinderkonvention sagt, dass Traditionen geschützt sind, dass Religionen geschützt sind, dass Brauchtum geschützt ist. In der Konvention für indigene Völker steht explizit, dass das nur gilt, wenn die Tradition, das Brauchtum, der religiöse Ritus den Menschenrechten nicht widerspricht. So wie die Interpretation der Kinderrechtskonvention in allen Menschenrechtskonventionen gleich ist, so ist es auch mit der Konvention für indigene Völker.

Es gibt daher keine Tradition, auf die man sich ausreden kann, wenn sie gegen die Menschenrechte spricht.

Es wäre wichtig, das zu bedenken, wenn man Kinder vor Missbrauch schützen will und die Zusatzprotokolle zur Kinderrechtskonvention (das erste Zusatzprotokoll betreffend Kinder in bewaffneten Konflikten und das zweite betreffend Kinderhandel, Prostitution und Pornographie) ernst nehmen würde.

Ich wollte vorrangig darauf aufmerksam machen, dass es viele Faktoren gibt, die zu beachten sind, wenn wir über kindergerechte Justiz sprechen und sehr viele Probleme damit auf allen Gebieten, zivilrechtlich, strafrechtlich und verwaltungsrechtlich und habe versucht, Beispiele dafür zu bringen.

Aber es gibt noch ein anderes Kapitel, das in Betracht zu ziehen ist.

Die Infrastruktur bei Gerichten vor allem, aber auch bei Behörden ist ebenfalls zu beachten, ob es sich jetzt um eine Rampe für ein Gericht handelt, oder geputzte Fenster, oder vielleicht um eine Pflanze im Raum, wenn Sie wissen, dass Sie in Kürze mit Kindern und Familien zu verhandeln haben. Oder dass im Vorraum eines Gerichtssaals Informationen über das Gerichtspersonal gegeben werden wie zum Beispiel: Richterin Renate, Staatsanwalt Peter, Anwältin Elisabeth. Das wäre doch möglich und sehr hilfreich, weil der Gerichtsdienstler oder die Leiterin des Sekretariats vielleicht, den Kindern (und nicht nur ihnen) erklären könnte, mit wem sie es zu tun haben werden. Das ist nicht möglich? Ist es verboten? Ich glaube nicht. Im Jugendgerichtshof in Paris zum Beispiel hängen die Fotos von den Richtern und Staatsanwälten vor dem Verhandlungssaal und die Schriftführer erklären

den Kindern vor der Verhandlung, wer wer ist und welche Funktion die betreffende Person hat. Das kostet nichts, ist sehr hilfreich zur Vertrauensbildung und eines der positiven Beispiele, die man „exportieren“ könnte!

Ich kenne ein kleines Land mitten in Zentralasien, wo die Justiz wirklich überhaupt kein Geld hat für etwas, das das Nötigste überschreitet. Ich hatte dann noch die Freude, in einer kleinen Stadt mitten im Nirgendwo mit einer Jugendrichterin zu arbeiten, mit der ich diskutiert habe, wie das Gerichtszimmer – von einem Saal konnte man wirklich nicht sprechen – kindergerecht auszuschauen hätte. Sie hat mich nur angeschaut und ich habe mir gedacht: „Ich bin ja wirklich eine Idiotin, dass ich mit ihr über so etwas rede, die Leute haben hier ja kaum etwas zu essen.“ Sie war die einzige in dem ganzen Land, die ein kindergerechtes Zimmer eingerichtet hat, die die Idee hatte, mit der Schulleiterin zu sprechen. Daraufhin hat die Lehrerin die Kinder dazu angeregt, „zu malen, wie das ist, wenn die Kinder mit den Eltern zusammen sind.“ Die Bilder hat die Richterin im Gericht aufgehängt. Die Kinder haben sich dann dort weniger ungeschützt, ausgesetzt und eingeschüchert gefühlt, weil sie ja eingebunden waren in der Ausgestaltung des Gebäudes.

In einem lateinamerikanischen Land haben Kinder in einer geschlossenen Institution dessen graue Mauern mit Szenen bemalt, die die Rechte der Kinder symbolisieren sollten. Die Beziehung zwischen Personal und Kindern und visitierenden Gerichtspersonen hat sich sehr schnell gebessert. Sie wurde ganz plötzlich kindergerechter.

Alle diese Maßnahmen haben viel Überlegung gekostet, aber sehr wenig Geld. Diese Überlegungen haben Leute angestellt, die gewusst haben, was es heißt, mit Kindern zu arbeiten, dass, wenn man mit Kindern arbeitet, man speziell geschult sein sollte und zwar desto intensiver, je schwieriger die Kinder sind, mit denen man zu tun hat. Es geht nicht an, Lehrer für Kinder in geschlossene Anstalten zu schicken, die nicht gut genug sind, um in der freien Wirtschaft einen Job zu bekommen.

Ebenso steht es mit allen anderen Berufen, die mit Kindern zu tun haben, mit Sozialarbeitern, Pflegeeltern, den Ombudspersonen, dem Jugendamtspersonal, den Anwälten, die begreifen müssen, dass man in einem Fall, in den ein Kind verwickelt ist, nichts gewinnen oder verlieren kann, außer das Kind, dass man mit Richtern und Richterinnen, die lieber in einer eher Karriere fördernden Sparte arbeiten würden, nichts ändern können wird.

Das allererste, was gebraucht wird, wenn man eine kindergerechte Justiz fördern will, ist, dass die Personen, die mit Kindern arbeiten, Kinder mögen.

Ich habe mit einer Jugendrichterin zu tun gehabt, die gemeint hat: „Wenn ich Kinder nur sehe, kriege ich schon eine Wut.“ Warum sie dann Jugendrichterin geblieben ist, war mir schleierhaft. Ich habe einen Richter erlebt, der mir gesagt hat: „Heute wird mal wieder ein Mädchen ausgepeitscht. Ich freue mich schon eine Woche darauf, das spornt mich sexuell an.“ Ein solcher Mensch hat als Richter nichts verloren, als Richter nicht und als Jugendrichter schon gar nicht.

Es zwingt kein Mensch jemanden, mit Kindern zu arbeiten. Wenn Sie es machen wollen, wenn es Ihnen ein Bedürfnis ist, wenn Sie Kindern ihre Rechte garantieren wollen, tun Sie es doch bitte!

Und wenn Sie das nicht wollen, bitte, bitte, tun Sie es nicht.

Ich möchte mich bedanken dafür, dass Sie mir zugehört haben, auch wenn ich manchmal etwas aggressiv geklungen habe.

Ich freue mich sehr, dass diese Vortragsreihe mit eminenten Expertinnen und Experten fortgesetzt wird, die Ihnen vieles aufzeigen können, was Sie vielleicht interessiert und Sie brauchen könnten.

Dankeschön.

Les droits de l'enfant dans les systèmes de justice pour enfants en dix principes

Auteur – Author – Autor

Benoît Van Keirsbilck est le directeur de la section DEI-Belgique (Défense des Enfants International) et fut président du Mouvement international de 2013 à 2017. Il a participé à la création de la section belge et en est devenu le Directeur en décembre 2012 après avoir assuré la direction du Service Droit des Jeunes de Bruxelles (SDJ) pendant 25 ans. Il est membre du Centre interdisciplinaire des droits de l'enfant, rédacteur en chef de l'édition belge du Journal du Droit des jeunes, et il donne de nombreuses formations et conférences et assure de nombreuses expertises en droit de l'enfance au niveau national et international. Il a été élu membre du Comité des droits de l'enfant de l'ONU pour un mandat de quatre ans (2021-2024) et siège donc au Comité en tant qu'expert indépendant.

Benoît Van Keirsbilck is the Director of DCI-Belgium (Defence for Children International) and was President of the International Movement from 2013 to 2017. He participated in the creation of the Belgian section and became its Director in December 2012 after having directed the Service Droit des Jeunes de Bruxelles (SDJ) for 25 years. He is member of the Interdisciplinary Centre for the Rights of the Child, editor-in-chief of the Belgian edition of the Journal du Droit des Jeunes, gives numerous trainings and conferences and provides numerous expert opinions on children's rights at national and international level.

He was elected as a member of the UN Committee on the Rights of the Child for a four-year term (2021-2024) and therefore sits on the Committee as an independent expert.

Benoît Van Keirsbilck ist Direktor von DCI-Belgien (Defence for Children International) und war von 2013 bis 2017 Präsident der internationalen Bewegung. Er war an der Gründung der belgischen Sektion beteiligt und wurde im Dezember 2012 deren Direktor, nachdem er 25 Jahre lang den Service Kinderrechte (Droit des Jeunes de Bruxelles, SDJ) geleitet hatte. Er ist Mitglied des Interdisziplinären Zentrums für die Rechte des Kindes, Chefredakteur der belgischen Ausgabe des Journals du Droit des Jeunes, hält zahlreiche Schulungen und Konferenzen ab und gibt zahlreiche Gutachten über die Rechte des Kindes auf nationaler und internationaler Ebene ab. Er wurde für eine Amtszeit von vier Jahren (2021-2024) zum Mitglied des UN-Ausschusses für die Rechte des Kindes gewählt und sitzt dort als unabhängiger Experte.

Résumé – Abstract – Zusammenfassung

Cette contribution vise à présenter brièvement les normes internationales en matière de justice des mineurs, donc les principes qui doivent être respectés et guider toute réforme et application de la justice envers les jeunes « en conflit avec la loi ».

This contribution aims to briefly present the international standards in juvenile justice, thus the principles that should be respected and guide any reform and application of justice towards young people "in conflict with the law".

Dieser Beitrag zielt darauf ab, die internationalen Standards im Bereich der Jugendgerichtsbarkeit kurz darzustellen, das heißt die Grundsätze, die bei jeder Reform und Anwendung der Justiz gegenüber jungen Menschen, die „mit dem Gesetz in Konflikt geraten“ sind, beachtet werden sollten.

LES DROITS DE L'ENFANT DANS LES SYSTÈMES DE JUSTICE POUR ENFANTS EN DIX PRINCIPES

Benoît Van Keirsbilck (*Défense des Droits de l'enfant – Belgique*)

Cette contribution vise à présenter brièvement les normes internationales en matière de justice des mineurs, donc les principes qui devraient être respectés et guider toute réforme et toute application de la justice à l'égard des jeunes « en conflit avec la loi »¹.

Vous savez que les normes internationales sont nombreuses, qu'elles visent notamment à garantir les droits procéduraux, donnent la priorité à la prévention et visent à faire de l'enfermement une mesure réellement et effectivement exceptionnelle. Ces principes trouvent leur origine dans la Convention relative aux Droits de l'Enfant des Nations Unies, mais aussi dans les différentes règles et lignes directrices des Nations Unies. Citons également les lignes directrices sur la justice adaptée aux enfants adoptées par le Conseil de l'Europe il y a plus de dix ans déjà². Enfin, le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies a adopté, parmi de nombreuses autres, une « Observation générale consacrée aux droits de l'enfant dans le système de justice pour enfants »³. Ce sont les différents éléments que je vous propose de passer en revue en dix points prioritaires.

1. La prévention

On ne le répètera jamais assez : il faut donner la priorité à la prévention et en particulier à la mise en place d'un véritable système de protection de l'enfance et des politiques sociales. On connaît les causes majeures qui font que certains jeunes, à un moment donné de leur parcours, transgressent la loi et commettent des délits : les situations de logement, la pauvreté, l'exclusion scolaire, les conflits familiaux, la maltraitance, la violence institutionnelle ; ce sont là des facteurs qui contribuent à pousser les enfants et les jeunes à la marge de la société et, dans certains cas, à adopter des comportements socialement condamnables.

Encore trop souvent, des faits commis par des mineurs sont traités comme des délits, on les qualifie de « délits d'état », alors qu'il s'agit de situations à caractère social avant tout : la mendicité, l'exclusion scolaire, la prostitution, la fugue,

la toxicomanie etc. ne sont pas de délits ou à tout le moins ne devraient pas être considérés comme tels. Il est bien entendu important d'agir au plus tôt, dès la petite enfance et de soutenir les parents et familles dans leur tâche d'éducation des enfants.

2. Un système spécialisé

La justice des mineurs requiert un système spécialisé, un système différent de la justice des adultes à tous les niveaux : la police, le parquet, les juges et les tribunaux, les services sociaux qui appuient le système de justice, les experts capables de pouvoir éclairer le monde de la justice et les avocats qualifiés. Il faut que les procédures soient adaptées à la situation des enfants, mais aussi les mesures pour favoriser la réhabilitation, la restauration du lien social et la réintégration. Cela implique que chacun de ces professionnels bénéficie de formations poussées pour, entre autres, leur permettre de comprendre les notions de développement de l'enfant, sa psychologie propre, d'être capable de communiquer avec les enfants d'une manière qui leur permette non seulement de comprendre, mais d'être compris ; enfin, il faut aussi beaucoup plus diffuser les normes internationales, les connaissances des recherches sur les approches qui sont plus porteuses. Il ne suffit donc pas, vous l'aurez compris, de changer le nom d'une institution pour changer la réalité ; rebaptiser un tribunal correctionnel en tribunal pour enfant sans résolument s'écarter d'une approche pénale, ou renommer une prison en « centre éducatif » ne modifie rien à la réalité et les enfants n'en sont pas dupes.

3. Une approche éducative

Il faut que la priorité du système soit éducative. L'enfant est une personnalité en construction et son développement, en particulier de son cerveau, se poursuit bien après l'âge de la majorité, jusqu'à 25 ans selon certains spécialistes. L'adolescence, qui est la période de la vie où on teste les limites, on cherche à s'affirmer, est une période de transition, de construction de la personnalité. Et il est vraiment important de pouvoir accompagner cette période de la vie avec une visée éducative, ce qui est l'opposé de l'approche punitive (notons qu'une approche éducative ne signifie pas de ne pas mettre des limites ou d'être laxiste). N'oublions jamais que dans une grande majorité des cas, la délinquance s'estompe peu après la majorité, souvent d'elle-même sans qu'il n'y ait nécessairement d'intervention des autorités. Pire, parfois

1. Une liste de ces standards internationaux, quoique pas tout-à-fait à jour, peut être consultée sur :

<http://www.ipjj.org/fr/ressources/normes-internationales/>

2. Voir les lignes directrices et différentes informations sur : <https://www.coe.int/fr/web/children/child-friendly-justice>

3. Observation générale no24 (2019) sur les droits de l'enfant dans le système de justice pour enfants - CRC/C/GC/24

le fait d'être « pris dans les mailles de la justice » par exemple pour des délits bénins, a pour conséquence d'enfermer l'enfant dans un parcours délinquant.

4. Une approche multidisciplinaire

Il est vraiment important de promouvoir une approche multidisciplinaire qui intègre une dimension psychosociale. Différents spécialistes devraient être impliqués dans la prise en charge des jeunes en conflit avec la loi et ces différents intervenants devraient collaborer, mais dans le respect de leur fonctions respectives et du secret professionnel.

Il faut en outre que toute décision judiciaire s'appuie sur un diagnostic social individualisé, qui permet de mettre l'accent sur l'individualité du jeune et les perspectives que chacun d'entre eux peut avoir dans la vie.

5. La déjudiciarisation

Le système de justice ne peut pas tout. Les normes internationales imposent aux Etats de fixer un âge minimum de responsabilité pénale en dessous duquel il n'y a pas de délit, ou à tout le moins pas de poursuites devant une juridiction. Le Commentaire général n°24 du Comité des droits de l'enfant préconise d'ailleurs que cet âge ne soit pas fixé plus bas que 14 ans. En deçà de cet âge, l'enfant, s'il a commis un fait répréhensible, devrait être pris en charge par un système de protection sociale avant tout.

Il faudrait aussi idéalement développer des alternatives à la procédure, une manière de répondre à un certain nombre de faits en dehors d'un système de justice classique qui ne peut notamment pas tout résoudre. Un bon nombre de situations peuvent être pris en charge sans recourir aux tribunaux, par des mesures de diversion, médiation, à visée éducative.

6. Une approche restauratrice

En lien avec le point précédent, on sait de plus en plus que l'approche restauratrice donne d'excellents résultats dans nombre de situations : la médiation, la concertation restauratrice, le travail d'intérêt général, le projet personnalisé proposé par le jeune, sont tous des éléments de ce type d'approche positive qui vise à mettre le jeune dans une perspective, lui rendre confiance en lui et lui permettre d'être fier de ce qu'il réalise. Il va pouvoir prendre conscience des délits qu'il a commis, des conséquences de l'acte sur la société, sur les victimes. Cette approche est positive à condition qu'il y ait un accompagnement éducatif tout au long de ces prestations où mesures.

7. Rendre l'enfermement réellement exceptionnel

L'enfermement doit rester une mesure de dernier ressort et ne peut être imposé que pour la durée la plus courte possible. Ce ne sont pas que des mots, ce sont les principes et ces principes doivent être respectés.

Il faut impérativement rendre l'enfermement exceptionnel ; toute mesure de privation de liberté doit être prévue par la loi dans des conditions très strictes et vérifiables. Cela implique que d'autres mesures soient également prévues dans le dispositif législatif et disposer d'un caractère prioritaire.

On sait que l'enfermement cause plus de dégâts sur le développement de l'enfant qu'il ne résout les problèmes.

Ceci d'autant plus que les conditions d'enfermement sont souvent contraires aux normes internationales et ne garantissent pas la dignité de l'enfant. Il faut une séparation complète des adultes pour éviter une promiscuité qui a une influence négative sur des jeunes dont la personnalité est en construction.

Donc il ne s'agit pas de créer une aile séparée dans une prison pour adultes mais créer des institutions totalement séparées en s'écartant au maximum de toute approche de type carcérale. On n'éduque pas en prison ! Si privation de liberté il doit y avoir dans des cas très exceptionnels, celle-ci ne peut prendre place que dans des lieux adaptés, spécialisés, qui garantissent l'éducation et donc éviter tout lieu de type carcéral.

Il faut évidemment des garanties juridiques très strictes, de manière générale mais encore plus s'il y a un risque de privation de liberté : parmi ces garanties, citons l'assistance par avocat spécialisé, l'existence de recours effectifs et accessibles et tous les principes du procès équitable doivent bien entendu trouver à s'appliquer aux enfants aussi bien qu'aux adultes.

Les droits doivent être garantis, y compris en détention : tous les droits que ce soit le respect de la vie privée, le droit à des contacts avec la famille, le droit à la santé, à une aide juridique, doivent bien entendu être garantis dans ce cadre-là.

Il faut aussi mettre en place une surveillance et un contrôle qualifiés des conditions de détention, par une instance indépendante et extérieure (mécanisme national de prévention) ; l'évaluation des conditions de détention d'enfants requiert une approche spécifique, différente du contrôle de la détention des adultes.

Enfin, il faut également qu'il y ait des mécanismes de plainte accessibles et effectifs pour qu'un jeune qui pense que ses droits n'ont pas été respectés en détention, puisse faire état de ses difficultés et

s'adresser à une instance qui va pouvoir contrôler les conditions de détention. L'ombudspersonne pour enfants peut jouer un rôle important à cet égard.

8. Les garanties juridiques

Ce n'est pas parce qu'il s'agit d'un enfant, que l'on doit faire abstraction des notions de procès équitable, comme la présomption d'innocence, le fait qu'on ne s'auto-accuse pas, le respect des droits de la défense, le droit de garder le silence. L'enfant a besoin – et c'est un effort particulier que le système de justice doit également garantir – d'un droit à l'information. Il a droit à toute information qui va lui permettre de comprendre ce qui se passe pour pouvoir être acteur dans la procédure qui le concerne. La manière de communiquer ces informations doit aussi être adaptée aux enfants.

Si c'est nécessaire, il faudra qu'il ait également un accès à une interprétation par des personnes qui sont également qualifiées et formées. Tous les enfants ne maîtrisent pas la langue de la justice.

Il faut évidemment l'aide d'un avocat spécialisé, formé particulièrement pour s'occuper d'enfants, et garantir une participation et une audition des enfants dans les procédures et au-delà des procédures, dans l'ensemble du système de justice pour mineurs.

9. La réintégration et le suivi

Une fois que des mesures ont été prises, il faut préparer le jeune à pouvoir réintégrer la société d'une façon positive dans les meilleures conditions. Il faut un accompagnement spécialisé qui ne s'arrête pas à la porte de l'institution. Il faut bien entendu soutenir l'entourage, la famille, les parents pour pouvoir leur permettre de jouer de nouveau un rôle positif et actif dans l'éducation de l'enfant. Bien entendu il faut respecter la vie privée et donc pas compromettre la réintégration en stigmatisant l'enfant d'une étiquette de délinquant, qui va l'empêcher de retrouver une école, une formation, voire un travail.

10. La recherche et la formation

La délinquance juvénile est un phénomène qui n'a pas encore livré toutes les connaissances ; il est encore certainement possible de mieux appréhender ce phénomène, la pertinence des mesures prises, les réponses apportées, pour adapter au mieux la réponse sociale. Il est aussi important d'évaluer des législations, en s'appuyant sur une récolte de données pour pouvoir vérifier leurs effets et réajuster là où c'est nécessaire.

En parallèle, la formation des intervenants est évidemment très importante.

Quelques réflexions finales

Je ne me permettrai pas de faire de longues réflexions sur le projet de loi luxembourgeois en cours d'élaboration. Ce projet a manifestement fait l'objet de longues discussions alors que je n'ai pu en faire qu'une analyse sommaire et sans doute très superficielle. Mais deux éléments ont attiré mon attention.

Premier élément : le fait que ce projet mélange encore largement les enfants « en danger » et les enfants « délinquants ». Si on peut comprendre que les enfants délinquants sont d'abord et avant tout des enfants en danger, c'est malgré tout une approche qui a ses limites, surtout quand on traite les enfants en danger, comme s'ils étaient des délinquants en permettant un placement en milieu fermé.

Deuxième élément en lien avec la question de la privation de liberté : la loi semble encore permettre de placer des mineurs au Centre pénitentiaire pour adultes même si c'est dans une aile séparée. Comme précisé ci-dessus, cela me paraît contraire à la Convention des Droits de l'Enfant.

Cette approche qui apparaît comme une solution en matière de sécurité publique à très court terme, cause à long terme des conséquences négatives, notamment au niveau de la réintégration dans la société.

Or cela doit être l'objectif de toute politique en matière de protection de la jeunesse.

Voilà quelques réflexions qui, je l'espère, vous aideront à alimenter votre réflexion et les discussions qui sont en cours.

Je vous souhaite des discussions fructueuses pour la suite et je vous remercie de m'avoir accordé votre attention.

Die Leitlinien für eine kindergerechte Justiz des Europarates und ihre Umsetzung im Rahmen der Strategie für Kinderrechte des Europarates

Autorin – Autrice – Author

Maren Lambrecht ist Programmkoordinatorin und Ko-Sekretärin des Lenkungsausschusses für Kinderrechte (CDENF) im Referat für Kinderrechte des Europarates in Straßburg und neben Fragen der kindgerechten Justiz vor allem mit rechtlichen und politischen Lösungen auf Gewalt an Kindern und der Beteiligung von Kindern befasst.

Maren Lambrecht est responsable de programme et co-secrétaire du Comité directeur pour les droits de l'enfant (CDENF) au sein de la Division des droits des enfants du Conseil de l'Europe à Strasbourg. Outre les questions de justice adaptée aux enfants, elle s'intéresse principalement aux réponses juridiques et politiques à la violence contre les enfants et à la participation des enfants.

Maren Lambrecht is programme officer and co-secretary of the Steering Committee for the Rights of the Child (CDENF) in the Children's Rights Division of the Council of Europe in Strasbourg. In addition to issues of child-friendly justice, she is primarily concerned with legal and political responses to violence against children and the child participation.

Zusammenfassung – Résumé – Abstract

Die Leitlinien für eine kinderfreundliche Justiz, die 2007 vom Ministerkomitee, dem zentralen Entscheidungsgremium des Europarats in Straßburg, verabschiedet wurden, sind heute aktueller denn je. Sie stellen ein umfassendes Instrument dar, das einige der Grundprinzipien der UN-Kinderrechtskonvention (KRK) aufgreift, Standards für die Umsetzung der Kinderrechte vor, während und nach Gerichts- und Verwaltungsverfahren definiert und in seiner Begründung zahlreiche Praxisbeispiele aus verschiedenen europäischen Ländern enthält. Eine umfassende Lektüre der Leitlinien wird daher allen Fachleuten empfohlen, die mit Kindern in Gerichts- oder Verwaltungsverfahren zu tun haben oder mit der Wahrung ihrer Rechte betraut sind. Dieser Artikel soll einen kurzen Einblick in die Leitlinien des Europarats und ihre praktische Anwendung geben.

Les lignes directrices sur une justice adaptée aux enfants, adoptées en 2007 par le Comité des Ministres, organe décisionnel central du Conseil de l'Europe à Strasbourg, sont plus que jamais d'actualité. Elles constituent un instrument complet qui reprend certains des principes fondamentaux de la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant (CRDE), définit des normes pour la mise en œuvre des droits de l'enfant avant, pendant et après les procédures judiciaires et administratives, et inclut dans son exposé des motifs de nombreux exemples pratiques provenant de divers pays européens. Une lecture complète des lignes directrices est donc recommandée à tous les professionnels qui sont en contact avec des enfants dans les systèmes judiciaires ou administratifs, ou qui sont chargés de sauvegarder leurs droits. Cet article vise à donner un bref aperçu des lignes directrices du Conseil de l'Europe et de leur utilisation pratique.

The Guidelines on Child-Friendly Justice, adopted in 2007 by the Committee of Ministers, the central decision-making body of the Council of Europe in Strasbourg, are more relevant today than ever. They represent a comprehensive instrument that takes up some of the fundamental principles of the UN Convention on the Rights of the Child (CRC), defines standards for the implementation of children's rights before, during and after judicial and administrative proceedings, and includes in its explanatory statement numerous practical examples from various European countries. A comprehensive reading of the Guidelines is therefore recommended to all professionals in contact with children in judicial or administrative systems or who are tasked with safeguarding their rights. This article aims to provide a brief insight into the Council of Europe Guidelines and their practical use.

DIE LEITLINIEN FÜR EINE KINDGERECHTE JUSTIZ DES EUROPARATES UND IHRE UMSETZUNG IM RAHMEN DER STRATEGIE FÜR KINDERRECHTE DES EUROPARATES (2016-2021)

Maren Lambrecht (*Conseil de l'Europe*)

Die Leitlinien für eine kindgerechte Justiz, verabschiedet im Jahr 2007 durch das Ministerkomitee als zentrales Entscheidungsorgan des Europarates, sind heute relevanter denn je.¹ Sie stellen ein umfassendes Instrument dar, das einige der grundlegenden Prinzipien der UN-Konvention für die Rechte des Kindes (KRK) aufgreift, Standards für die Umsetzung der Kinderrechte vor, während und in Folge von Justiz- und Verwaltungsverfahren definiert, und in seiner Begründung zahlreiche praktische Beispiele aus verschiedenen europäischen Ländern enthält. Die umfassende Lektüre der Leitlinien sei daher allen Fachleuten angetragen, die in Justiz- oder Verwaltungssystemen mit Kindern in Kontakt kommen oder mit der Wahrung ihrer Rechte beauftragt sind. Dieser Artikel will einen kurzen Einblick in die Leitlinien des Europarates und ihre praktische Verwendung geben.

Die Arbeit des Europarates für die Rechte des Kindes

In der Arbeit des Europarates als paneuropäische Menschenrechtsorganisation² nehmen der Schutz und die Förderung der Kinderrechte eine besondere Stellung ein. Seit 2006 betreut das Referat für Kinderrechte die Umsetzung des Programmes „Aufbau eines Europas für und mit Kindern“ und der damit verbundenen mehrjährigen Strategien. Im Jahre 2021 wird die Arbeit unter der laufenden Strategie (2016-2021) abgeschlossen; die nächste Strategie für Kinderrechte (2022-2027) ist in Vorbereitung. Die Aktivitäten werden vor allem im Rahmen eines „intergouvernementalen“ Kinderrechtsausschusses durchgeführt und gesteuert; derzeit durch den sogenannten Lenkungsausschuss für die Rechte des Kindes (Comité directeur

pour les droits de l'enfant – CDENF). In diesem sind vor allem Ministerien mit den Portfolios Kinderrechte, Familienangelegenheiten und Soziales durch spezialisierte Beamte vertreten, um sich, gemeinsam mit Vertreter/innen anderer internationaler Organisationen und der europäischen Zivilgesellschaft, zu aktuellen Fragen und Herausforderungen zu den Bereichen Kinderrechte und Kinderschutz auszutauschen.

Sie alle kommen zweimal im Jahr, in der Regel in Straßburg (derzeit online), zusammen, um zu den Rechten des Kindes neue Normen, Leitlinien und praktische Instrumente für deren Umsetzung zu erarbeiten und die entsprechende Umsetzung zu fördern und zu begleiten. Die wesentlichen Normen und Referenzen, auf die sich der CDENF hierbei beruft, sind, neben der Europäischen Menschenrechtskonvention (EMRK), die Konvention für Kinderrechte der Vereinten Nationen (KRK), verschiedene Kommentare des UN Kinderrechtsausschusses und Empfehlungen des Ministerkomitees des Europarates sowie, im Bereich der sexuellen Gewalt gegen Kinder, die Konvention für den Schutz von Kindern gegen sexuelle Ausbeutung und sexuellen Missbrauch („Lanzarote-Konvention“).³

Europäische Zusammenarbeit für kindgerechte Justiz- und Verwaltungssysteme

Im Themenbereich „Kinder und Justiz“, sind die Leitlinien für eine kindgerechte Justiz ein zentrales Instrument. Verabschiedet im Jahre 2007 als Empfehlung des Ministerkomitees des Europarates an die Regierungen der Mitgliedsstaaten, stellen sie eine wichtige Referenz für Fachleute aus Justiz, Verwaltung und sozialen Diensten auf allen administrativen Ebenen dar, von den europäischen Institutionen bis zur lokalen Gerichtsbarkeit und zum lokalen Kinder- und Jugendschutz. Bei ihrer Verabschiedung entsprachen sie einem Bedarf, der durch die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte (EGMR) identifiziert worden war, und ihre Entwicklung erfolgte auf spezielle Anfrage der Justizminister der Mitgliedsstaaten durch ein hierfür eingesetztes Expertengremium.

1. Council of Europe, Leitlinien des Ministerkomitees des Europarates für eine kindgerechte Justiz / Council of Europe Committee of Ministers guidelines of child-friendly justice, Council of Europe Publishing, Strasbourg, 2012, <http://rm.coe.int/CoERMPublicCommonSearchServices/DisplayDCTMContent?documentId=09000016806ad0c3>.

2. Der Europarat (www.coe.int) ist Europas führende Menschenrechtsorganisation mit Sitz in Straßburg. Seine 47 Mitgliedsstaaten, von denen 27 auch Mitglieder der Europäischen Union sind, haben alle die Europäische Menschenrechtskonvention gezeichnet, einen Vertrag zum Schutz der Menschenrechte, der Demokratie und der Rechtsstaatlichkeit. Die Umsetzung dieser zentralen Konvention in den Mitgliedsstaaten wird vom Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte überwacht. Weitere zentrale Organe des Europarates sind das Ministerkomitee, die parlamentarische Versammlung, der Kongress der Gemeinden und Regionen des Europarates, die Europäische Menschenrechtskommissarin sowie die internationale Konferenz der Nichtregierungsorganisationen (INGOs).

3. Übereinkommen des Europarates zum Schutz von Kindern vor sexueller Ausbeutung und sexueller Gewalt („Lanzarote-Konvention“), [https://www.coe.int/en/web/children/convention#\(%2212441481%22:\[2\]\)](https://www.coe.int/en/web/children/convention#(%2212441481%22:[2])), Zugriff vom 02.05.2021.

Auf der europäischen Ebene ist die kindgerechte Justiz eine der Prioritäten der Kinderrechtsstrategie des Europarates (neben der Chancengleichheit, der Kinderbeteiligung, dem Schutz vor Gewalt und der Wahrung von Kinderrechten im digitalen Umfeld) und wird es voraussichtlich unter der neuen Strategie bleiben. Auch die neue EU-Strategie für Kinderrechte, erstmals im März 2021 veröffentlicht, definiert die kindgerechte Justiz als einen Zielbereich. Die Förderung der kindgerechten Justiz als zentrale Idee erfolgte von Anfang an in enger Zusammenarbeit zwischen dem Europarat und den Organen der Europäischen Union (EU) sowie der Vereinten Nationen (UN). Diese Zusammenarbeit wird auch heute fortgeführt, zum Beispiel im Rahmen der thematischen Aktivitäten zu unbegleiteten Kindern in Flucht und Migration oder Kindern in familienrechtlichen Verfahren.

Während der Europarat in der Erarbeitung der Leitlinien sicherlich Vorreiter war, haben die EU und ihre Agentur für Grundrechte (FRA) von Anfang an eine wichtige Rolle in der Verbreitung der neuen Standards gespielt, indem sie die Leitlinien aufgegriffen haben und eine Reihe von umfassenden Studien, Berichten und Evaluierungen vorgelegt haben. Diese waren und sind hilfreich für alle beteiligten Akteure, um die aktuellen Herausforderungen in diesem Bereich besser zu erfassen und letztlich umzusetzen. Hierzu gehören vor allem die kinderfreundliche Fassung der Leitlinien und Checklisten für Fachleute bei der FRA, aber auch das Handbuch zum europäischen Recht im Bereich der Kinderrechte⁴, das regelmäßig von FRA und Europarat auf den neuesten Stand gebracht wird, so auch derzeit, im Jahr 2021. Auch verschiedene Organe der Vereinten Nationen, wie zum Beispiel UNICEF, sind mit dem Thema Kinder und Justizsysteme befasst, und kooperieren mit dem Europarat.

Der Europarat selbst, neben der Formulierung und Verabschiedung von europäischen Rechts- und Politikstandards, auch mit der rechtlichen Kooperation und dem Aufbau von fachlichen Kapazitäten in einzelnen Mitgliedsstaaten befasst, fördert die Umsetzung einer kindgerechten Justiz durch einzelne Kooperationsprojekte.

Hierbei sollen vor allem spezielle, in der Praxis bewährte Ansätze gestärkt werden, wie zum Beispiel jener des nordischen Kinderhauses („Barnahus“) zur Bündelung von rechtlichen Verfahrensschritten im Sinne des Kinderschutzes. Der Ansatz zielt darauf ab, die Kapazitäten von Fachleuten besser zu koordinieren, um die vorrangige Berücksichtigung des

Kindeswohls bei allen Maßnahmen der sozialen Fürsorge, von Gerichten, Verwaltungsbehörden oder Gesetzgebungsorganen sicherzustellen. Ein zentrales Instrument für die Umsetzung einer kindgerechten Justiz in verschiedenen Ländern ist weiterhin der HELP-Kurs zur kindgerechten Justiz, ein Online-Kurs, der Fachleuten aus dem Rechtsbereich den Ansatz näherbringen soll und seine Verwendung im beruflichen Alltag erleichtern soll.

Grundgedanke der kindgerechten Justiz

Kinder kommen regelmäßig mit Justiz- und Verwaltungssystemen in Kontakt, zum Beispiel als Opfer oder Zeugen von Gewalt, Zeugen in strafrechtlichen Verfahren, in Asylverfahren oder in familienrechtlichen Angelegenheiten (zum Beispiel durch Scheidung der Eltern oder im Fall der Inobhutnahme durch Einrichtungen von Kinder- und Jugendschutz in Folge von familiärer Vernachlässigung oder Misshandlung).

In all diesen Verfahren sollten Kinder als Rechtssubjekte vollumfänglich Zugang zum Recht und zur Justiz als grundlegendes Menschenrecht haben.⁵ Sie sollten weiterhin in allen Gerichts- und Verwaltungsverfahren entsprechend ihrem Alter und ihrer Reife gehört werden, und diese Verfahren sollten kindgerecht und für Kinder verständlich gestaltet werden. Die Realität weicht jedoch oft von diesem Ideal ab: Kinder sehen sich von Justizsystemen eingeschüchtert oder werden, durch wiederholte Befragungen als Opfer oder Zeugen von Gewalt, gezwungen, traumatisierende Erlebnisse erneut zu durchleben, also „re-traumatisiert“ zu werden. In familiengerichtlichen Verfahren werden Kinder oft nicht wirklich angehört, es wird über ihren Kopf hinweg und nicht immer in ihrem besten Interesse entschieden. In Asylverfahren können gerade unbegleitete Minderjährige, auch aufgrund sprachlicher Barrieren oder psychischer Traumata, nicht immer vollständig verstehen oder begreifen, was von ihnen erwartet wird, oder die Folgen des Verfahrens abschätzen.⁶

Was ist, angesichts solcher Situationen, eine kindgerechte Justiz? Für den Europarat beruht diese auf Rechtssystemen, die den Respekt und die Umsetzung aller Kinderrechte auf dem höchsten Niveau sicherstellen. Die Leitlinien definieren hierfür einen idealtypischen Prozess und zielen darauf ab, Einstellung und Herangehensweise von Fachleuten in Kontakt mit Kindern günstig zu beeinflussen.

4. European Union Agency for Fundamental Rights and Council of Europe, *Handbook on European law relating to the rights of the child*, Publications Office of the European Union, Luxembourg, 2017, <https://fra.europa.eu/en/publication/2015/handbook-european-law-relating-rights-child>.

5. Siehe auch Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention (EMRK) „Recht auf ein faires Verfahren“.

6. Deutsches Kinderhilfswerk e.V. (DKHW), *Zugang zum Recht für Kinder – kindgerechte Justiz*, <https://www.dkhw.de/schwerpunkte/kinderrechte/kindgerechte-justiz/>, Zugriff vom 30.04.2021.

Durch ihre breite Anlage überbrücken die Leitlinien Gräben zwischen Gesetzgebung und Praxis in verschiedenen Bereichen:

- Sie behandeln alle Rechtsgebiete (Zivilrecht, Verwaltungsrecht und Strafrecht), alle Verfahrensschritte (vor während und nach Gerichtsverfahren) und verschiedene Formen der Betroffenheit (Opfer, Zeugen, Täter und andere Betroffene);
- Sie bieten, vor allem in ihrer Begründung, konkrete Anleitungen für Fachkräfte durch Fallstudien und Beispiele „guter Praxis“ aus verschiedenen Ländern;
- Sie binden, nicht nur durch ihre Entstehung, sondern auch in ihrer Umsetzung zahlreiche Akteure ein, darunter staatliche Stellen, internationale Organisationen, zivilgesellschaftliche Organisationen (NGO) und nicht zuletzt Kinder selbst;
- Sie beruhen nämlich, erstmalig für ein internationales Rechtsinstrument, auf einer breiten Beteiligung von Kindern und Jugendlichen,⁷ und fordern und fördern dieses Prinzip auch für die praktische Umsetzung, in Übereinstimmung mit weiteren Empfehlungen und Instrumenten des Europarates wie jenen zur Kinderbeteiligung;⁸
- Sie definieren prozessbezogene Maßnahmen und zielen darauf ab, das Fachwissen für den Umgang mit Kindern zu stärken, die Verhaltensweisen von Fachleuten im Kontakt mit Kindern günstig zu beeinflussen und so dafür zu sorgen, dass Kinder und Jugendliche selbst zu Akteuren in den sie betroffenen Verfahren werden.

Eine kindgerechte Justiz sollte zugänglich sein für alle Kinder und sollte auf ihr jeweiliges Alter und ihre Bedürfnisse zugeschnitten sein.

Kindgerechte Justizsysteme sollten weiterhin zügig und sorgfältig arbeiten, also keine lange Verfahrensverzögerung mit sich bringen; sie sollten auf rechtsstaatlichen Prinzipien beruhen und für Kinder verständlich sein, sowie das Privat- und Familienleben und die Würde jedes einzelnen Kindes wahren. Diese zentralen Anforderungen an eine kindgerechte Justiz werden in den Leitlinien selbst als detaillierter Handlungskatalog für Fachleute aus Justiz und Verwaltung ausformuliert.

Grundprinzipien der kindgerechten Justiz

Die wesentlichen Prinzipien, die den Leitlinien der kindgerechten Justiz zugrunde liegen, sind auch aus anderen internationalen Rechtsinstrumenten bekannt; dies sind vor allem:

- die **Beteiligung**, also das Recht der Kinder, entsprechend ihres Reifegrades und ihrer Kommunikationsfähigkeiten, informiert, befragt und gehört zu werden;
- das **Kindeswohl** und seine vorrangige Berücksichtigung in allen Angelegenheiten und Entscheidungen, das jeweils durch die multidisziplinäre Arbeit in einzelnen Verfahren näher zu bestimmen ist;
- die **Würde des Kindes**, die durch Aufmerksamkeit, Einfühlungsvermögen, Fairness und Respekt gegenüber Kindern im gesamten Verlauf eines Verfahrens sichergestellt werden sollte;
- der **Schutz vor Diskriminierung** von Kindern aufgrund von Geschlecht, Rasse, Hautfarbe, ethnischer Herkunft, Alter, Sprache, Religion, politischer Anschauung, nationaler oder sozialer Herkunft, sozioökonomischem Hintergrund der Familie, sexueller Orientierung oder geschlechtlicher Identität oder sonstigen Unterscheidungsmerkmalen;
- die **Rechtsstaatlichkeit**, inklusive einer fairen Behandlung im Rechtssystem, einer Rechtsberatung, einem Rechtsbeistand sowie dem Recht auf Beschwerde bei unabhängigen Stellen.

Auf diesen Prinzipien basierend, enthalten die Leitlinien für eine kindgerechte Justiz detaillierte Bestimmungen für die Gestaltung von Justizverfahren im Allgemeinen sowie bezogen auf die Zeit vor dem Gerichtsverfahren, auf den Umgang der Polizei mit Kindern, auf die Zeit während laufender Gerichtsverfahren und auf die Zeit nach Gerichtsverfahren.

7. Auf einen Fragebogen, der in 25 Mitgliedsstaaten verteilt worden war, kamen über 4.000 Antworten von Kindern und Jugendlichen an den Europarat zurück und wurden für die Erarbeitung der Leitlinien berücksichtigt.

8. Darunter zum Beispiel Council of Europe, Empfehlung des Europarats über die Partizipation von Kindern und Jugendlichen unter 18, https://search.coe.int/cm/Pages/result_details.aspx?ObjectId=09000016809485b6, Zugriff vom 02.05.2021; oder seit neuestem: Council of Europe, „Listen – Act – Change“ Council of Europe Handbook on children's participation, Council of Europe, Strasbourg, 2020, <https://www.coe.int/en/web/children/-/listen-act-change-launch-of-a-new-council-of-europe-guide-on-children-s-participation>.

Allgemeine Bestimmungen zur kindgerechten Justiz

Die allgemeinen Bestimmungen lassen sich auf die Justiz- und Verwaltungsbehörden insgesamt anwenden und umfassen insbesondere die folgenden Elemente:

- Das Recht auf Information und Beratung ab dem ersten Kontakt mit der Justiz oder anderen zuständigen Behörden (Polizei, Einwanderungs- und Schulbehörden, Sozialenrichtungen wie der Kinder- und Jugendhilfe, oder Gesundheitsfürsorge), vor allem in Bezug auf die eigenen Rechte, das jeweilige System und anstehende Verfahren, die Hilfsangebote (zum Beispiel soziale oder gesundheitliche Dienstleistungen, Übersetzung, Zugang zu Hilfsorganisationen et cetera.), die möglichen Folgen von gerichtlichen und außergerichtlichen Verfahren, die gegen sie erhobenen Anschuldigungen, Ort und Zeit der Gerichtsverhandlung, den Fortschritt und Ausgang eines Verfahrens sowie etwaige, verfügbare Schutzmaßnahmen;
- Den Schutz des Privat- und Familienlebens, inklusive des Schutzes von personenbezogenen Daten und Aufzeichnungen, des Respektes der jeweiligen Datenschutzbestimmungen und der vertraulichen Befragung von Kindern, unter Ausschluss der Öffentlichkeit;
- Die Gewährung der Sicherheit der Kinder durch besondere Präventivmaßnahmen (zur Vermeidung von Verletzungen, Einschüchterung oder Vergeltungsmaßnahmen) und die Entfernung von möglichen Tätern aus dem Familienumfeld;
- Den Einsatz von geschultem Fachpersonal, das in der Lage ist, auf die Bedürfnisse von Kindern in verschiedenen Alters- und Entwicklungsstufen und nach besonderen Situationen einzugehen;
- Die Verfolgung „multidisziplinärer Ansätze“ durch die enge Zusammenarbeit von Fachkräften (Rechtsanwälte, Richter, Psychologen, Ärzte, Polizisten, Einwanderungsbeamte, Sozialarbeiter etc.) für eine umfassende rechtliche, psychische, soziale, emotionale, körperliche und kognitive Einschätzung der besonderen Situation des Kindes und die Erarbeitung eines gemeinsamen Bewertungssystems für alle Fachkräfte;
- Den Einsatz von Freiheitsentzug als letztes Mittel und wenn, dann unter kindgerechten Bedingungen, das heißt in der Regel getrennt von Erwachsenen, unter Wahrung des kontinuierlichen Kontakts mit Familie oder Freunden, mit Zugang zu Bildung, Ausbildung, Freizeit,

der Möglichkeit der Ausübung der Gewissens- und Religionsfreiheit sowie anderen Angeboten, welche die Kinder auf eine Reintegration in die Gemeinschaft vorbereiten.

Bestimmungen und praktische Hinweise für die Ausgestaltung einer kindgerechten Justiz

Die Leitlinien enthalten eine große Bandbreite von Bestimmungen zur Wahrung der Rechte von Kindern und Jugendlichen für die Zeit vor dem Gerichtsverfahren, den Umgang der Polizei mit Kindern, die Zeit während laufender Gerichtsverfahren und die Zeit nach Gerichtsverfahren.

Bei der Verabschiedung der Leitlinien mussten sich die Mitgliedsstaaten jedoch, wie auch in anderen Themenbereichen, vor dem Hintergrund verschiedener Regierungssysteme und Rechtskulturen auf eine gemeinsame Linie einigen und dabei ausreichend Spielraum für die nationale Ausgestaltung einer kindgerechten Justiz einräumen. Der Zugang zu Kinderrechten an sich, ihr Stellenwert auf der politischen Agenda und die Reichweite der Beteiligung von Kindern an sie betreffende Entscheidungen, kann in der Tat bei 47 Mitgliedsstaaten variieren, und die verfolgten Ansätze unterscheiden sich teils beträchtlich zwischen Nord- und Süd-, sowie West- und Osteuropa, abhängig von den jeweiligen sozio-ökonomischen und kulturellen Rahmenbedingungen. Um die Bandbreite der Leitlinien auch für die Umsetzung zu übernehmen, enthalten die Leitlinien, nebst den wesentlichen Bestimmungen im ersten Teil, zahlreiche Erläuterungen und Praxisbeispiele in ihrem zweiten Teil, darunter Beispiele für die erfolgreiche „multidisziplinäre“ Zusammenarbeit, zum Beispiel unter Einbeziehung von NGOs, und Einzelfallentscheidungen des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte (EGMR) als eines der Hauptorgane des Europarates.

Die Leitlinien für kindgerechte Justiz bestimmen, dass für einzelne Verfahrensschritte die folgenden Elemente oder Maßnahmen gewährleistet sein sollten:

Vor Gerichtsverfahren:

- Die gesetzliche Festlegung eines angemessenen Alters der Strafmündigkeit;
- Das Angebot von Alternativen zu Gerichtsverfahren, zum Beispiel Mediation, Diversion (zur Abwendung von Strafverfahren) oder Streitbeilegungsverfahren, ohne Einschränkung einer späteren Beschreitung des Rechtsweges;
- Umfassende Information über die verschiedenen Handlungsalternativen und fachliche Unterstützung bei der Entscheidungsfindung;
- Das Angebot gleichwertiger Rechtsgarantien durch die alternativen Verfahren.

Für den Umgang der Polizei mit Kindern:

- Der würdevolle Umgang der Polizei mit Kindern, unter Wahrung der Persönlichkeitsrechte und mit Respekt der besonderen Fähigkeiten und Bedürfnisse des einzelnen Kindes;
- Die verständliche Kommunikation mit dem Kind und umfassende Information des Kindes über die Gründe für die Ingewahrsamnahme, bei gleichzeitiger Wahrung der Möglichkeit, die Familie oder einen Rechtsbeistand zu informieren oder herbeizurufen;
- Das Festhalten von Kindern in Polizeigewahrsam in kindgerechten Bedingungen, das heißt in der Regel getrennt von Erwachsenen.

Während der Gerichtsverfahren:

- Der Zugang zum Rechtsweg an sich für Kinder, unter Beseitigung aller etwaigen Hindernisse und Gewährung der nötigen Rechtsberatung;
- Die Vertretung durch einen eigenen, freien Rechtsbeistand, der in Kinderrechten und der Kommunikation mit Kindern geschult ist, sowie im Falle von Konflikten zwischen Eltern und Kindern einen unabhängigen Vertreter der Kinderinteressen;
- Die Achtung des Rechtes (nicht der Pflicht) von Kindern jedes Alters, in allen sie betreffenden Angelegenheiten gehört zu werden und über Entscheidungen und Urteile altersgemäß informiert zu werden, dies wiederum unter Berücksichtigung der besonderen Umstände eines Falles und der Kommunikationsfähigkeiten des Kindes;
- Die Vermeidung von unnötigen Verzögerungen von Verfahren und von etwaigen negativen Auswirkungen auf familiäre Beziehungen bei gleichzeitiger Möglichkeit, Entscheidungen sofort zu vollstrecken, wenn dies dem Kindeswohl dient;

- Die Behandlung von Kindern entsprechend ihrem Alter, ihren besonderen Bedürfnissen, ihrem Reifegrad und ihrer Verständnisfähigkeit;
- Die Abwicklung jeglicher Verfahren in einer kindgerechten Umgebung, in einer angemessenen Sprache, durch geschulte und einfühlsame Richter und andere Fachkräfte, unter Begleitung von Eltern oder anderen Erwachsenen der Wahl;
- Die Nutzung von Audio- oder Videotechnik bei der Vernehmung oder zumindest Gewährleistung von Vernehmungen unter Ausschluss der Öffentlichkeit, sowie die Vermeidung von schädigenden oder traumatisierenden Bildern oder Informationen;
- Die Gestaltung des Ablaufs von Gerichtsverhandlungen entsprechend den Bedürfnissen von Kindern (zum Beispiel durch begrenzte Dauer, regelmäßige Pausen und Vermeidung von Ablenkung);
- Die Vernehmung und Befragung von Kindern durch geschulte Fachkräfte, und entsprechend dem Alter, dem Reifegrad und der Verständnisfähigkeit der Kinder;
- Die Begrenzung der Anzahl der Befragungen auf ein Minimum;
- Die Vermeidung von direkten Kontakten zwischen Opfern oder Zeugen und mutmaßlichen Tätern;
- Die kindgerechte Gestaltung von Vernehmungs- und Warteräumen oder Schaffung von speziell zu diesem Zweck konzipierten Einrichtungen;
- Die Entwicklung und der Einsatz von kindgerechten Vernehmungsprotokollen, welche die Zeugenaussagen von Kindern untermauern (zum Beispiel durch Verzicht auf Suggestivfragen);
- Für Kinder in Konflikt mit dem Gesetz die Schaffung spezieller Gerichte oder Kammern, Verfahren und Einrichtungen;

In Folge von Gerichtsverfahren:

- Die Information des Kindes über Entscheidungen, Urteile, mögliche Rechtsmittel oder Beschwerdemöglichkeiten in kindgerechter Sprache, durch den Rechtsanwalt, Prozesspfleger oder gesetzlichen Vertreter;
- Die effektive Vollstreckung von Entscheidungen oder Urteilen durch die nationalen Behörden, wobei die gewaltsame Durchsetzung nur als letztes Mittel verwendet werden darf;

- Das Angebot von Beratungs- und Unterstützungsangeboten in konfliktbehafteten, familienrechtlichen Verfahren;
- Das Angebot von sozialen und therapeutischen Hilfsangeboten für Opfer von Vernachlässigung, Gewalt oder Missbrauch;
- Die Möglichkeit des Rechtsanwalts, Vormunds oder gesetzlichen Vertreters Schadensersatzforderungen für kindliche Opfer einzuklagen;
- Die Anwendung von verhältnismäßigen und konstruktiven Maßnahmen auf Kinder, die mit dem Gesetz in Konflikt gekommen sind, und die Förderung ihrer Wiedereingliederung in die Gesellschaft.

Abschließend fordern die Leitlinien von den Mitgliedsstaaten die Ergreifung weiterer Maßnahmen zur Förderung einer kindgerechten Justiz, wie zum Beispiel kontinuierliche Forschung und Schulungen zu kindgerechten Vernehmungsmethoden, den internationalen Erfahrungsaustausch, die Sensibilisierung von Fachkräften und Eltern für die Rechte des Kindes, die Förderung der interdisziplinären Zusammenarbeit zwischen verschiedenen Diensten oder die Einrichtung von Informationsbüros und leicht zugänglichen Informationsdiensten (zum Beispiel Online-Beratungen, Notruftelefonen und lokalen Diensten).

Regelmäßige Evaluierung der Umsetzung durch die Mitgliedsstaaten und den Europarat

Wie auch in anderen Rechts- und Verwaltungsgebieten legt der Europarat durch seine Leitlinien zur kindgerechten Justiz in einem bestimmten Rechtsbereich den höchsten Standard fest, den es in allen Mitgliedsstaaten langfristig umzusetzen gilt, fordert die regelmäßige Überprüfung der effektiven Umsetzung dieses Standards ein, und liefert auch selbst durch seine Arbeit entsprechende Werkzeuge und Umsetzungsprogramme mit.

Vonden Mitgliedsstaatenselbstfordern die Leitlinien ein, dass entsprechende Rechtsvorschriften und rechtliche Arbeitsmethoden regelmäßig zu überprüfen sind, und dass die Umsetzung der Bestimmungen im Einklang mit den jeweiligen Justiz- und Verwaltungssystemen durch unabhängige Mechanismen zu fördern und zu überwachen ist.

Der Europarat selbst unterstützt durch seine Arbeit die Umsetzung seiner Standards in den Mitgliedstaaten und überprüft regelmäßig den erzielten Fortschritt durch Evaluierungen und, im Hinblick auf einzelne Konventionen, das sogenannte „Monitoring“, das durch jeweils den Konventionen zugeordnete Gremien durchgeführt wird. Im Bereich der Kinderrechte an sich und der kindgerechten Justiz, wird die allgemeine Evaluierung des erzielten Fortschritts durch den

Kinderrechtsausschuss des Europarates und seiner jeweiligen Strategie durchgeführt. In Bezug auf die sexuelle Gewalt an Kindern ist zudem der „Lanzarote-Ausschuss“ tätig, der den unter der „Lanzarote-Konvention“ erzielten Fortschritt verfolgt, also das Monitoring dieser Konvention durchführt. Das Augenmerk auf die kindgerechte Justiz erfolgt hier vor allem durch Artikel 31 bis 36 zu allgemeinen Schutzmaßnahmen, Einleitung des Verfahrens, Verjährung, Ermittlungen, Vernehmung des Kindes und Gerichtsverfahren, die eine zentrale Referenz an sich darstellen und, neben den entsprechenden Bestimmungen in den Leitlinien selbst, eine weitere Grundlage für praktische Ansätze in der Umsetzung wie zum Beispiel das „Barnahus“ bilden.

Umsetzung der kindgerechten Justiz durch das „Barnahus“-Modell

Das sogenannte „Barnahus“ (Kinderhaus) ist eine spezielle Einrichtung, die zunächst in den nordischen Staaten, unter anderem Island, Norwegen und Schweden entstanden ist, um Kinder, die Opfer oder Zeugen von Gewalt geworden sind, in kindgerechter Umgebung zu vernehmen und Unterstützung zukommen zu lassen.

- Die wesentlichen Ziele dieses Ansatzes bestehen darin:
- Die polizeiliche Vernehmung und Anhörung durch die sozialen Dienste der Kinder- und Jugendhilfe zu bündeln und alle Dienste unter einem Dach zusammenzuführen;
- Sicherzustellen, dass Kinder in einer kindgerechten, positiven Umgebung angehört werden, die ihren Bedürfnissen entspricht;
- Die Zusammenarbeit von Fachkräften der sozialen Dienste, forensischen Medizinern, Kinderärzten, sowie Vertretern von Polizei und Justiz zu fördern, um Kindern angemessene Unterstützung zukommen zu lassen;
- Die Vernehmungen durch geschulte Fachkräfte durchzuführen und in ihrer Anzahl auf ein Minimum zu beschränken, indem die Fachkräfte zum Kind kommen und nicht umgekehrt das Kind von einem Dienst zum nächsten „weitergereicht“ wird;
- Bei Vernehmungen auf spezielle audio-visuelle Aufnahmetechnik zurückzugreifen und direkte Interaktion mit Beobachtern in benachbarten Räumen zu ermöglichen.

Mit diesen Zielen stellt das Barnahus-Modell einen idealtypischen Mechanismus dar, wie er von den Leitlinien für eine kindgerechte Justiz selbst in den allgemeinen Bestimmungen gefordert wird, um auf die speziellen Bedürfnisse von Kindern und

Jugendlichen einzugehen, die Opfer oder Zeugen von Gewalt geworden sind.⁹

Die Vernehmung und Begleitung von Kindern vor, während und nach gerichtlichen Verfahren unter Wahrung des Kindeswohls wird durch das Barnahus gesichert, indem Kinder in kindgerechter Umgebung angehört werden, die multidisziplinäre Zusammenarbeit an einzelnen Fällen („case management“) zwischen verschiedenen Stellen gestärkt wird und so verfahrensbezogene Verzögerungen vermieden werden. Weiterhin werden in der Regel forensische Befragungen und Interviews durch eine einzige Fachkraft unter der Nutzung von Videotechnologien durchgeführt werden, um eine vielfache Befragung von Kindern und so eine Re-traumatisierung zu vermeiden. Auch medizinische und psychologische Untersuchungen können vor Ort stattfinden. Die Fachkräfte, die in solchen Kinderhäusern tätig sind, stehen unter Supervision und werden kontinuierlich geschult. Schließlich findet im klassischen Kinderhausansatz regelmäßig auch die jeweilige nationale Präventionsarbeit, die Datenerhebung und die Netzwerkarbeit mit weiteren Akteuren über die Kinderhäuser statt. Die aufgelisteten Elemente zählen zu den Barnahus-Qualitätsstandards, die über das EU-Projekt und Barnahus-Netzwerk Promise definiert wurden.¹⁰ In diesem sind heute an die dreißig bestehende oder in Entstehung befindliche Kinderhäuser aus ganz Europa sowie weitere unterstützende Organisationen als Mitglieder vertreten. Es wird geschätzt, dass heutzutage in Europa um die fünfzig Einrichtungen nach diesem Modell entstanden sind, wobei vermutlich nicht alle die in den Europarats-Leitlinien enthaltenen Kriterien in vollem Umfang erfüllen. Aber, Tatsache ist, dass inzwischen zahlreiche europäische Länder versuchen, solche Modelle der kindgerechten Justiz umzusetzen, inspiriert durch die Leitlinien oder durch den europäischen Erfahrungsaustausch.

Die Erfahrungen, die in bestehenden Kinderhäusern gemacht wurden, sind extrem positiv, vor allem im Umgang mit Kinderopfern von sexueller Gewalt, oder auch Kinderzeugen von häuslicher Gewalt, also sehr sensiblen Bereichen. Im Bereich der sexuellen Gewalt beruht die Arbeit des Europarats auf der durch entsprechende Forschung belegten Annahmen, dass 70 bis 85 Prozent der Kinder, die Opfer sexuellen Missbrauchs werden, den Täter persönlich kennen; oder dieser sogar aus dem sogenannten Vertrauensumfeld (Familie, Erziehungsbeauftragte oder sonstiges persönliches

Umfeld) stammt und dass etwa 30 Prozent aller betroffenen Kinder bis ins Erwachsenenalter nie über den erfahrenen Missbrauch berichten.

Seit der Einrichtung des Barnahus in vielen Ländern hat sich jedoch die Anzahl der ermittelten Fälle verdoppelt, die Anzahl der strafverfolgten Fälle und ausgesprochenen Urteile haben sich sogar verdreifacht; dies belegen zum Beispiel die Zahlen aus Island. Das Barnahus scheint es also Kindern zu erleichtern, gegen Straftäter oder auch als Zeugen auszusagen, und trägt somit zu effektiveren Justizverfahren bei.¹¹

Aufgrund der positiven Erfahrungen mit dem Barnahus trägt auch der Europarat aktiv zur weiteren Verbreitung des Modells in Europa bei, vor allem durch die Kooperationsprojekte, die, neben der Geschäftsstelle des bereits erwähnten Lenkungsausschusses CDENF, ebenfalls vom Referat für Kinderrechte betreut werden. Aktuell (seit 2018) wird zum Beispiel ein gemeinsames EU-Europaratsprojekt als Unterstützung für strukturelle Reformen (DG REFORM) durchgeführt, bei dem es darum geht, das erste Barnahus in Slowenien in Übereinstimmung mit internationalen Standards einzurichten. In enger Zusammenarbeit mit dem Justizministerium der Republik Slowenien, wurde zunächst eine Machbarkeitsstudie durchgeführt, sodann die Gesetze entsprechend revidiert und politische Aktivitäten entwickelt. Derzeit sind konkrete Maßnahmen in Vorbereitung, die darauf abzielen, die engere Zusammenarbeit zwischen verschiedenen Stellen zu fördern und Fachkräfte besser zu schulen.

Gezielte Schulung des Fachpersonals durch den HELP-Kurs

Neben den Möglichkeiten zur Förderung des Barnahus-Modells durch Kooperationsprojekte in einzelnen Ländern verfügt der Europarat über ein weiteres Instrument, um den Ansatz der kindgerechten Justiz zu fördern und zu verbreiten. Ein spezieller „HELP-Kurs“, also ein Kurs für „Human Rights Education for Legal Professionals“ zielt darauf ab, die Prinzipien und Elemente der kindgerechten Justiz allen interessierten Richtern, Staatsanwälten und Rechtsanwälten durch gezielte Schulung näher zu bringen.¹² Zu den Hauptkomponenten der HELP-Kurse des Europarates zählen nicht nur die kostenlose Onlinekurse, sondern auch damit verbundene Netzwerke, in denen sich Fachleute aus verschiedenen Ländern jährlich treffen und austauschen können. Die Kurse

9. Nähere Informationen auf den Webseiten des Europarates und von Child Hub: <https://www.coe.int/en/web/children/barnahus-project-in-slovenia>; <https://childhub.org/en/promising-child-protection-practices/what-barnahus-and-how-it-works>.

10. Siehe die Webseite des EU-geförderten Promise-Netzwerkes <https://www.childrenatrisk.eu/promise/>.

11. JOHANSSON Susanna, STEFANSEN Kari, BARKETEIG Elivis and KALDAL Anna (ed.), *Collaborating against Child Abuse: Exploring the Nordic Barnahus Model*, Palgrave Macmillan, Cham, 2017, https://www.researchgate.net/publication/321501731_Collaborating_Against_Child_Abuse_Exploring_the_Nordic_Barnahus_Model.

12. Für nähere Informationen siehe die Webseite des HELP-Programmes: <https://www.coe.int/en/web/help/home>.

werden von Juristen aus verschiedenen Ländern sehr gut angenommen, und der Europarat fördert regelmäßig die länderspezifische Ausformulierung der Kurse, um die Lektionen an die nationalen Rahmenbedingungen anzupassen und spezifische Kurse für Juristen zu entwickeln. Grundsätzlich geht es in den HELP-Kursen darum, die Kenntnis der europäischen Menschenrechtskonvention zu stärken und weiter zu verbreiten.

Der HELP-Kurs für kindgerechte Justiz existiert seit 2017; er beruft sich weitestgehend auf die Leitlinien und bringt diese inzwischen in mehr als zehn verschiedenen Sprachen juristischen Fachleuten in verschiedenen Mitgliedsstaaten des Europarates näher.¹³

Aktuelle Anwendung und Umsetzung des Konzeptes in verschiedenen Themenbereichen

Nach diesem kurzen Überblick, der den Zugang zu den Leitlinien des Europarates für eine kindgerechte Justiz, sowie den Modellen und Hilfsmitteln für ihre Umsetzung erleichtern soll, abschließend noch ein rascher Exkurs in einige der aktuellen Anwendungsgebiete der Leitlinien.

In der Vergangenheit lag das Hauptaugenmerk des Europarates und auch der Regierungen der Mitgliedsstaaten im Bereich der kinderfreundlichen Justiz häufig auf der Situation von Kindern als Opfer und Zeugen. Andere Abteilungen und Gremien des Europarates und andere internationale Organisationen befassen sich zusätzlich mit der Situation von Kindern in Konflikt mit der Justiz, zum Beispiel der Europäische Ausschuss zur Verhütung von Folter und unmenschlicher oder erniedrigender Behandlung oder Strafe - European Committee for the Prevention of Torture and Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (CPT)¹⁴ – oder die Vereinten Nationen durch ihre kürzliche Studie zur Situation von Kindern, denen die Freiheit entzogen wurde; auch wenn der hier behandelte Freiheitsentzug natürlich vielfältige Gründe hat.¹⁵ Ein weiterer Fokus der Europaratsarbeit der vergangenen Jahre waren Kinder, denen im Rahmen der Migration die Freiheit entzogen wurde, zum Beispiel im Rahmen der Kampagne gegen Freiheitsentzug in der Migration (Campaign to end immigration detention of children (bis 2020); gefördert vor allem durch die Parlamentarische Versammlung des Europarates.¹⁶

Auch das Referat für Kinderrechte und der von diesem betreute Ausschuss CDENF hat durch weitere Standards und Instrumente zum Kinderschutz im Migrationsbereich beigetragen und hierbei vor allem den Aspekt der kinderfreundlichen Asylverfahren näher beleuchtet, vor allem durch ein Handbuch zum Zugang zum Recht, sowie zu kindgerechten Informationen und -Verfahren für Kinder, die von Migration betroffen sind.¹⁷

Derzeit, und seit Beginn 2020, stehen die kindgerechte Justiz und die Wahrung des Kindeswohls im Rahmen von familienrechtlichen Verfahren im Zentrum der Arbeit des Europarat-Lenkungsausschusses für Kinderrechte (CDENF), in enger Zusammenarbeit mit dem Europäischen Ausschuss für rechtliche Kooperation (CDCJ). In einem eigens hierfür geschaffenen Unterausschuss werden derzeit, durch den fachlichen Austausch von nationalen Experten, neue Europaratsempfehlungen zur Situation von Kindern in konfliktbeladenen elterlichen Trennungen und Scheidungen, sowie zur Inobhutnahme von Kindern nach Vernachlässigung oder Missbrauch vorbereitet.

Die Leitlinien selbst, das Barnahus-Modell und der HELP-Kurs zur kindgerechten Justiz, aber auch die aktuelle Gremienarbeit, mögen allen juristischen Fachpersonen unter den Lesern dieses Artikels zur Inspiration dienen, entweder weil die Stärkung der Kinderrechte im sie betreffenden Justizsystem bereits beschlossene Sache ist und sie erste Anleitungen hierfür suchen, oder aber weil sie andere in ihrem beruflichen Umfeld von der Notwendigkeit von kinderfreundlicheren Justizsystemen und -verfahren überzeugen wollen.

13. Siehe speziell zum HELP-Kurs für eine kindgerechte Justiz: [https://www.coe.int/en/web/help/courses#\(%2258133235%22:\[6\]\)](https://www.coe.int/en/web/help/courses#(%2258133235%22:[6])); <http://help.elearning.ext.coe.int/course/index.php?categoryid=48>.

14. Siehe auch die CPT-Webseite: <https://www.coe.int/en/web/cpt>.

15. United Nations Office of the High Commissioner for Human Rights, *Children deprived of liberty - the United Nations Global Study*, <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/CRC/StudyChildrenDeprivedLiberty/Pages/Index.aspx>, Zugriff vom 02.05.2021.

16. Siehe auch die Kampagnen-Webseite: <https://pace.coe.int/en/pages/campaign-detention-children>.

17. Nähere Informationen der bis 2020 entwickelten Ressourcen auf: <https://www.coe.int/en/web/children/projects>.

Literaturverzeichnis

Council of Europe, Empfehlung des Europarats über die Partizipation von Kindern und Jugendlichen unter 18, https://search.coe.int/cm/Pages/result_details.aspx?ObjectId=09000016809485b6, Zugriff vom 02.05.2021.

Council of Europe, Leitlinien des Ministerkomitees des Europarates für eine kindgerechte Justiz / Council of Europe Committee of Ministers guidelines of child-friendly justice, Council of Europe Publishing, Strasbourg, 2012, <http://rm.coe.int/CoERMPublicCommonSearchServices/DisplayDCTMContent?documentId=09000016806ad0c3>.

Council of Europe, „Listen – Act – Change“ Council of Europe Handbook on children’s participation, <https://www.coe.int/en/web/children/-/-listen-act-change-launch-of-a-new-council-of-europe-guide-on-children-s-participation>, Zugriff vom 02.05.2021.

Deutsches Kinderhilfswerk e.V. (DKHW), Zugang zum Recht für Kinder – kindgerechte Justiz, <https://www.dkhw.de/schwerpunkte/kinderrechte/kindgerechte-justiz/>, Zugriff vom 30.04.2021.

European Union Agency for Fundamental Rights and Council of Europe, Handbook on European law relating to the rights of the child, Publications Office of the European Union, Luxembourg, 2017, <https://fra.europa.eu/en/publication/2015/handbook-european-law-relating-rights-child>.

JOHANSSON Susanna, STEFANSEN Kari, BAKKETEIG Elivis and KALDAL Anna (ed.), Collaborating against Child Abuse: Exploring the Nordic Barnahus Model, Palgrave Macmillan, Cham, 2017, https://www.researchgate.net/publication/321501731_Collaborating_Against_Child_Abuse_Exploring_the_Nordic_Barnahus_Model.

Übereinkommen des Europarates zum Schutz von Kindern vor sexueller Ausbeutung und sexueller Gewalt („Lanzarote-Konvention“), [https://www.coe.int/en/web/children/convention#%2212441481%22:\[2\]](https://www.coe.int/en/web/children/convention#%2212441481%22:[2]), Zugriff vom 02.05.2021.

United Nations Office of the High Commissioner for Human Rights, Children deprived of liberty - the United Nation’s Global Study, <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/CRC/StudyChildrenDeprivedLiberty/Pages/Index.aspx>, Zugriff vom 02.05.2021.

PARTIE II.

Perspectives nationales sur l'évolution de la justice pour enfants en conflit avec la loi

Modèle protectionnel versus modèle sanctionnateur – La justice pour enfants belge schizophrénique?

Auteur – Author – Autor

Jacques Fierens est docteur en droit et il a une licence en philosophie. Il est professeur extraordinaire émérite de l'Université de Namur, professeur émérite de l'Université catholique de Louvain et chargé de cours honoraire de l'Université de Liège. Il a entre autres enseigné la philosophie du droit, les droits de l'homme, le droit de la famille et de la protection de la jeunesse, le droit pénal international et l'aide sociale. Depuis de nombreuses années, il porte un intérêt particulier aux droits des personnes en situation de pauvreté, aux droits de l'enfant, et à la problématique de l'accès au droit. Il est avocat au barreau de Bruxelles depuis 1977.

Jacques Fierens holds a doctorate in law and a degree in philosophy. He is extraordinary professor emeritus of the University of Namur, professor emeritus of the Catholic University of Louvain and honorary lecturer at the University of Liège. He has taught, among other things, philosophy of law, human rights, family and youth protection law, international criminal law and social welfare. For many years, he has been particularly interested in the rights of people living in poverty, the rights of the child, and the issue of access to law. He has been a member of the Brussels Bar since 1977.

Jacques Fierens hat einen Dokortitel in Rechtswissenschaften und einen Abschluss in Philosophie. Er ist außerordentlicher Professor emeritus der Universität Namur, Professor emeritus der Katholischen Universität Löwen und Ehrendoktor der Universität Lüttich. Er hat unter anderem Rechtsphilosophie, Menschenrechte, Familien- und Jugendschutzrecht, internationales Strafrecht und Sozialfürsorge gelehrt. Sein besonderes Interesse gilt seit vielen Jahren den Rechten von Menschen, die in Armut leben, den Rechten des Kindes und der Frage des Zugangs zum Recht. Er ist seit 1977 Mitglied der Brüsseler Anwaltskammer.

Résumé – Abstract – Zusammenfassung

En Belgique, le régime applicable aux jeunes en conflit avec la loi diffère selon l'appartenance de celui-ci à une des trois communautés, la Communauté française, la Communauté flamande ou la Communauté germanophone. Les deux premières ont récemment légiféré. La contribution compare les systèmes mis en place et, notamment, leur prise en compte de l'âge de la responsabilité pénale, les mesures ou les sanctions possibles, l'existence de mécanismes « de diversion » qui permettent de soustraire le jeune à la procédure judiciaire, ou encore les offres dites réparatrices. Les différences les plus profondes se situent au niveau des modèles judiciaires eux-mêmes, la Communauté française prétendant faire perdurer un système « protectionnel » et la Communauté flamande voulant instaurer un système « sanctionnateur ». L'auteur tente d'évaluer les deux approches au regard des exigences de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant et conclut à l'inadéquation du système flamand à cet égard.

In Belgium, the regime applicable to a young person in conflict with the law differs according to whether he or she belongs to one of the three communities, the French Community, the Flemish Community or the German-speaking Community. The first two have recently reformed their legislation. The contribution compares the systems in place and, in particular, how they take into account the age of criminal responsibility, the possible measures or sanctions, the existence of "diversion" mechanisms that make it possible to remove the young person from the judicial procedure, or the so-called restorative justice offers. The most profound differences are to be found in the judicial models themselves, with the French Community seeking to maintain a "protective" system and the Flemish Community seeking to establish a "repressive" system. The author attempts to evaluate both approaches through the lens of the requirements of the International Convention on the Rights of the Child and concludes that the Flemish system is inadequate in this respect.

In Belgien unterscheiden sich die Gesetzesgrundlagen für Jugendliche, die mit dem Gesetz in Konflikt geraten, je nachdem, ob sie einer der drei Gemeinschaften angehören, der Französischen Gemeinschaft, der Flämischen Gemeinschaft oder der Deutschsprachigen Gemeinschaft. Die ersten beiden haben vor kurzem neue Gesetze erlassen. Der Beitrag vergleicht die eingerichteten Systeme und insbesondere ihre Berücksichtigung des Alters der strafrechtlichen Verantwortlichkeit, mögliche Maßnahmen oder Sanktionen, die Existenz von Diversionsmechanismen, mit denen der Jugendliche ein Gerichtsverfahren erspart werden kann, oder auch die sogenannten Wiedergutmachungsangebote. Die tiefgreifendsten Unterschiede bestehen in den Justizmodellen selbst, wobei die Französische Gemeinschaft den Anspruch erhebt, ein „schützendes“ System fortzuführen, während die Flämische Gemeinschaft ein „sanktionierendes“ System einführen will. Der Autor versucht, die beiden Ansätze anhand der Anforderungen des Internationalen Übereinkommens über die Rechte des Kindes zu bewerten und kommt zu dem Schluss, dass das flämische System in dieser Hinsicht nicht angemessen ist.

MODÈLE PROTECTIONNEL VERSUS MODÈLE SANCTIONNATEUR

LA JUSTICE JUVÉNIILE BELGE SCHIZOPHRÉNIQUE ?

Jacques Fierens

(Université de Namur – Université de Liège –
Université Catholique de Louvain)

1. Suite à la « sixième réforme de l'Etat » de nombreuses compétences ont été transférées du niveau fédéral belge aux Communautés, dont « La protection de la jeunesse, en ce compris la protection sociale et la protection judiciaire »¹. Dans ce contexte ont été promulgués le décret du 18 janvier 2018 de la Communauté française portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse², le décret du 15 février 2019 du Conseil flamand concernant le droit de délinquance juvénile (betreffende het jeugddelinquentierecht)³ et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale relative à l'aide et à la protection de la jeunesse⁴. La Communauté germanophone n'a pas encore légiféré en la matière. Le décret de la Communauté française et l'ordonnance bruxelloise, comme leur titre l'indique, concernent aussi l'aide à la jeunesse, au sens de ce qui concerne globalement le « mineur en danger », tandis que le décret flamand est exclusivement consacré à la protection de la jeunesse, au sens de ce qui concerne le mineur « en conflit avec la loi »⁵. Il faut cependant s'interroger sur la pertinence du vocable « protection » en ce qui concerne le décret du 15 février 2019, les Flamands l'ayant expressément rejeté.
2. Cette contribution a pour intention, en laissant de côté l'ordonnance bruxelloise et ses spécificités, de donner un aperçu synoptique

des nouvelles législations communautaires, francophone et flamande. Ces dernières cristallisent en effet une différence d'orientation radicale. Le décret de la Communauté française entendant maintenir la tradition « protectionnelle » qui prévalait en Belgique depuis la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse. Le décret flamand a choisi le modèle dit « sanctionnateur »⁶. Les thèmes abordés sont ceux qui permettent le mieux de comparer les deux approches. Les décrets contiennent aussi des dispositions qui ne seront pas abordées parce que moins significatives, relatives à la prévention, à la formation des intervenants, à la participation du jeune à la procédure, au droit de l'enfant d'être entendu, à la participation de ses parents, à l'assistance d'un avocat, à l'octroi du temps et des facilités nécessaires pour la préparation de la défense, à la non-discrimination entre les enfants ou à la collecte des données. Ajoutons que de nombreuses dispositions du décret flamand ont été passées au crible du contrôle de la Cour constitutionnelle, saisie d'un recours en annulation⁷.

1. L'âge de la responsabilité pénale et l'application des mesures en fonction de l'âge

A. Le décret de la Communauté française

3. Selon le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, la « majorité pénale » (termes qui ne figure dans aucune loi) est fixée à l'âge de 18 ans, déterminé au moment de la commission des faits (art. 2, 19, littera b et 55).
4. Seules les mesures provisoires de surveillance, d'accompagnement et de guidance sont applicables aux jeunes âgés de moins de douze ans au moment de la commission des faits (art. 101, § 4). Au fond, seule la réprimande leur est applicable (art. 109).

1. Voy. l'art. 5, § 1^{er}, II, 6^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, tel que modifié par la loi spéciale du 6 juin 2014, qui précise quelles compétences demeurent fédérales, dont l'organisation des juridictions de la jeunesse, de leur compétence territoriale et de la procédure devant ces juridictions.

2. Entré en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

3. Entré en vigueur le 1^{er} septembre 2019.

4. Aux termes de l'article 95, l'ordonnance entre en vigueur à une date à déterminer par le Collège réuni de la Commission communautaire commune. En pratique, il faudra attendre la conclusion d'un accord de coopération entre la Communauté française, la Communauté flamande et la Commission communautaire commune.

5. La distinction entre l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse, au sens rappelé, n'est pas significative en droit international.

6. Pour une comparaison plus détaillée incluant l'ordonnance bruxelloise et une confrontation avec le prescrit de l'Observation générale n° 24 du Comité des droits de l'enfant (CRC/C/24), consacrée à l'enfant dans le système de justice pour mineurs, voy. FIERENS Jacques, « La protection de la jeunesse 'communautarisée' et l'Observation générale n° 24 du Comité des droits de l'enfant », in *Actualités du droit de la famille*, Partie I, 2019/9, p. 302-316 ; Partie II, 2019/10, p. 330-347.

7. Voy. l'arrêt n° 22/2021 du 11 février 2021, dont il sera tenu compte ci-après.

5. Le tribunal ne peut ordonner la mesure d'hébergement en institution publique en régime ouvert, à l'égard du jeune âgé d'au moins quatorze ans au moment de la commission des faits fermé, que sous les conditions de l'article 124, § 2, et en régime fermé que sous les conditions de l'article 124, § 3.
6. Le tribunal de la jeunesse peut, même si la réquisition du ministère public est postérieure à la date à laquelle le jeune a atteint l'âge de dix-huit ans, prendre ou maintenir des mesures provisoires jusqu'à ce que le jeune ait atteint l'âge de vingt ans (art. 101, § 5). Les mesures prennent fin lorsque le jeune atteint l'âge de dix-huit ans, mais sur réquisition du ministère public, en cas de mauvaise conduite persistante ou de comportement dangereux du jeune, le tribunal peut prolonger les mesures au fond pour une durée déterminée ne dépassant pas le jour où le jeune atteint l'âge de vingt ans. Lorsque le fait qualifié d'infraction a été commis après l'âge de seize ans, le tribunal peut prendre ou maintenir des mesures au fond pour une durée déterminée ne dépassant pas le jour où le jeune atteint l'âge de vingt ans (art. 110)⁸.
7. La possibilité, pour le tribunal de la jeunesse, de se dessaisir de l'affaire si le jeune est âgé de seize ans au moins peut être vue comme une exception à l'âge de la majorité pénale.

B. Le décret flamand

8. Le décret flamand fixe aussi l'âge de la « majorité pénale » à dix-huit ans (art. 19, al. 2 et 28), mais lorsque le tribunal de la jeunesse est saisi de l'affaire d'une personne qui a commis un délit de mineur avant l'âge de dix-huit ans, il peut imposer une sanction lorsque cette personne atteint l'âge de dix-huit ans au cours de la procédure, ou lorsque la citation par le ministère public est introduite après que la personne précitée ait atteint l'âge de dix-huit ans (art. 28, al. 2).
9. Le « mineur » (minderjarige) désigne une personne d'au moins douze ans qui n'a pas atteint l'âge de dix-huit ans au moment où elle commet le délit de mineur (art. 2, 10°).
10. Le juge de la jeunesse, au cours de la phase préparatoire, peut ordonner un placement dans une division d'une institution communautaire⁹ à l'égard d'un mineur âgé entre douze et quatorze ans au moment des faits, lorsque les conditions cumulatives de l'article 26, § 3, sont remplies.
11. Les « réactions » (art. 2, 17°) au « délit de mineur » prennent fin au plus tard lorsque le suspect mineur ou le délinquant mineur atteint l'âge de vingt-trois ans. Le traitement au niveau du ministère public, visé au chapitre 3, prend également fin lorsque le mineur atteint l'âge de vingt-trois ans.
12. Le dessaisissement est prévu à l'article 38, si le jeune a seize ans au moins.

8. La loi du 8 avril 1965 prévoyait l'âge de 23 ans (art. 37, § 3).

9. Voy. l'arrêté du Gouvernement flamand du 7 juin 2019 modifiant l'arrêté royal du 12 novembre 2009 portant création d'un centre fédéral fermé pour mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 avril 2019 portant organisation des institutions communautaires et portant exécution de diverses dispositions du décret sur le droit en matière de délinquance juvénile, en ce qui concerne l'organisation du centre de détention flamand.

C. Commentaires

13. Les correspondances entre l'âge, d'une part, la possibilité de mesures, de sanctions ou de dessaisissement d'autre part, peuvent être résumées dans le tableau suivant :

	Décret Communauté française	Décret flamand
Moins de 12 ans	Mesures provisoires : surveillance, accompagnement et guidance	
	Mesure au fond : réprimande uniquement	
À partir de 12 ans		Sanction par le tribunal de la jeunesse, de maximum 2 ans de placement en milieu fermé, sous les conditions de l'art. 37, § 4 (mais annulation de l'art. 37, § 1 ^{er} , al. 2 et § 4)
De 12 à 14 ans	Mesure provisoire ou au fond : placement en institution publique, en régime ouvert ou fermé, sous les conditions de l'art. 124	Placement par le juge de la jeunesse (phase préparatoire) dans une division d'une institution communautaire
		Sanction par le tribunal de la jeunesse, de maximum 5 ans de placement en milieu fermé sous les conditions de l'art. 37, § 4
À partir de 16 ans	Possibilité de dessaisissement	Possibilité de dessaisissement
		Sanction par le tribunal de la jeunesse, de maximum 7 ans de placement en milieu fermé sous les conditions de l'art. 37, § 4
Jusqu'à 20 ans	Mesures provisoires possibles	
	Prolongation possible des mesures au fond	
Jusqu'à 23 ans		Maintien possible des sanctions et de la mise à disposition

14. L'âge de la « majorité pénale », passé de seize ans à dix-huit ans par la loi du 8 avril 1965, demeure tel dans les deux Communautés, et s'aligne ainsi sur l'âge qui met fin au statut d'« enfant » au sens de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant¹⁰ (voy. l'art. 1^{er}). C'est une excellente chose parce que l'enfant ou le jeune lui-même, mais aussi la société, sont mieux protégés par les systèmes de protection de la jeunesse que par le système pénal prévu pour les majeurs, obsolète, inefficace, voire criminogène en lui-même. C'est pour les mêmes raisons qu'il faut craindre les propositions récurrentes de diminuer l'âge de cette majorité pénale¹¹.
15. C'est encore parce que l'application de mesures plutôt que de sanctions pénales aux jeunes en conflit avec la loi est préférable à la répression qu'il convient d'approuver la possibilité de les maintenir jusqu'à l'âge de vingt ans ou, encore mieux, de vingt-trois ans. Par contre, s'il s'agit de sanctions, la prolongation n'a qu'une visée répressive contraire à l'esprit de la Convention.
16. Nous dirons plus loin pourquoi le maintien de la possibilité de dessaisissement est à l'évidence contraire à la CIDE (infra, n° 73 et ss.).

2. La « déjudiciarisation »

A. Le décret de la Communauté française

17. Le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse énonce parmi les principes généraux que l'aide et la protection s'inscrivent dans une optique de déjudiciarisation (art. 1^{er}, 7°).
18. La « déjudiciarisation » de la protection de la jeunesse avait été explicitement un des leitmotivs qui a accompagné la communautarisation de l'aide à la jeunesse, à la charnière des années quatre-vingts et nonante¹². La protection de la jeunesse, quant à elle, a été historiquement « déjudiciarisée », sous le vocable doctrinal de « mesures de diversion », d'abord par l'extension de certaines pratiques prétoriennes bruxelloises,

ensuite spécialement par la réforme de la loi du 8 avril 1965 et par la loi du 15 mai 2006¹³. À l'origine, le terme « diversion » renvoie à une tentative de limiter l'entrée de jeunes délinquants dans le circuit judiciaire en utilisant d'autres voies de traitement, moins stigmatisantes¹⁴, et correspond ainsi à la « première catégorie » de « mesures », mise en évidence par le Comité.

19. Lorsqu'elles sont mises en œuvre par le parquet, il ne s'agit pas à proprement parler de « mesures », puisqu'elles ne sont pas décidées par un juge ou le tribunal de la jeunesse¹⁵, ce qui est leur but même. Il s'agit de la lettre d'avertissement du procureur du Roi accompagnant le classement sans suite¹⁶, de la convocation par lui pour rappel à la loi, ou de la « médiation-parquet¹⁷ » (art. 95 et 96). Le ministère public doit en principe proposer la médiation. S'il s'en abstient, il doit motiver spécialement sa décision à cet égard. L'absence d'une telle motivation entraîne la nullité de la saisine du tribunal de la jeunesse. Lorsque le jeune a exécuté l'accord de médiation selon les modalités prévues, le ministère public en dresse un procès-verbal et, si la médiation a été proposée à son initiative, met fin à l'action publique (art. 97), ce qui constitue une nouveauté au regard de la loi du 8 avril 1965.

B. Le décret flamand

20. Le décret flamand prévoit la lettre d'avertissement du procureur du Roi et la convocation du jeune et de ses parents ou des responsables de son éducation, pour rappel à la loi (art. 9 et 10).
21. L'originalité du décret est d'avoir donné explicitement au procureur du Roi le pouvoir de soumettre le classement sans suite à des conditions déterminées, si le suspect mineur ne nie pas avoir commis le « délit de mineur » (art. 11)¹⁸. Si le suspect mineur a rempli les conditions prévues, le procureur du Roi en dresse un procès-verbal et l'action publique s'éteint. Si le suspect mineur n'a pas entièrement rempli les conditions prévues, le procureur du Roi peut saisir le juge de la jeunesse de l'affaire.

10. Ci-après « la CIDE ».

11. Dans son *Observation générale n° 20 (2016) sur la mise en œuvre des droits de l'enfant pendant l'adolescence*, le Comité des droits de l'enfant se dit gravement préoccupé par le nombre d'États qui cherchent à abaisser l'âge de la responsabilité pénale. Il demande aux États de maintenir l'âge de la majorité pénale à 18 ans (¶ 88).

12. Voy. TULKENS Françoise et MOREAU Thierry, *Droit de la jeunesse*, Larcier, Bruxelles, 2000, p. 255.

13. *Loi du 15 mai 2006 modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse et à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction*.

14. Voy. DE FRAENE Dominique, « *Diversions et diversification des alternatives : un gisement sans fin ?* », in *Journal du droit des jeunes* (261), p. 15-19.

15. Contrairement au Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, le décret flamand distingue le juge de la jeunesse qui agit dans la phase préparatoire et prend des ordonnances du tribunal de la jeunesse qui statue au fond par jugements.

16. C'est une reprise de l'article 45ter de la loi du 8 avril 1965.

17. C'est une reprise de l'article 45quater de la loi du 8 avril 1965.

18. Il suffit qu'il ne nie pas le délit de mineur. Ces dispositions n'empêchent dès lors pas le mineur d'invoquer en la matière son droit de garder le silence. Voy. l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 22/2021 du 11 février 2021, B.29.2.

22. Le procureur du Roi peut proposer par écrit aux personnes intéressées de participer à une médiation (art. 12).
23. Autre originalité, le ministère public peut aussi lui-même proposer au suspect mineur d'élaborer un « projet positif » (een positief project) (art. 13), ce que le décret de la Communauté française réserve au tribunal de la jeunesse. Aux termes de l'article 2, 16°, du décret flamand, le projet positif est la participation à une activité, à un programme ou à une formation, ou l'exécution d'une tâche ou d'un projet. Le projet positif vise à restaurer les conséquences du comportement ou du délit de mineur et/ou les dommages causés. Le procureur du Roi peut soumettre une telle proposition lorsqu'il existe des indices graves de culpabilité et que le suspect mineur ne nie pas le « délit de mineur ». Si le mineur n'a pas entièrement exécuté le projet positif, le procureur du Roi en dresse un procès-verbal qu'il joint au dossier. Il peut saisir le juge de la jeunesse de l'affaire (art. 13, § 2, al. 2 et 3).

C. Commentaires

24. La priorité de la médiation ou de l'offre restauratrice est affirmée dans les deux décrets. Les conditions et les effets des médiations sont similaires, à travers des procédures qui garantissent suffisamment, au moins en théorie, les droits des enfants, dont le respect de la présomption d'innocence. Toutes les procédures de déjudiciarisation n'aboutissent cependant pas nécessairement à un classement définitif de l'affaire.
25. La « déjudiciarisation » est beaucoup moins prononcée en matière de protection de la jeunesse qu'en matière d'aide à la jeunesse, mais il est normal que seul le tribunal de la jeunesse, plutôt qu'une administration, puisse prendre une mesure contraignante à l'égard d'un jeune en conflit avec la loi. Les mesures de diversion relèvent dès lors, à juste titre, de l'initiative du ministère public ou du tribunal lui-même, ce qui maintient l'enfant ou le jeune dans la sphère du judiciaire¹⁹.

3. Les offres restauratrices

A. Le décret de la Communauté française

26. Certaines possibilités données au tribunal de la jeunesse, reprises de la loi du 8 avril 1965, tendent à une dépénalisation plutôt qu'à une « déjudiciarisation » de la délinquance juvénile, puisque par hypothèse le tribunal est saisi. Il peut, pendant la phase préparatoire, c'est-à-dire à partir de sa saisine jusqu'à la décision au fond, à titre de mesure de garde ou d'investigation, proposer une offre restauratrice et examiner la faisabilité d'un projet écrit proposé par le jeune (art. 101, § 3).

Les offres restauratrices sont la médiation et la concertation restauratrice en groupe.

La médiation permet au jeune qui est soupçonné ou qui a commis un fait qualifié infraction, aux personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard, aux personnes qui l'hébergent en droit ou en fait ainsi qu'à la victime d'envisager, ensemble et avec l'aide d'un médiateur neutre, les possibilités de rencontrer les conséquences notamment relationnelles et matérielles du fait qualifié infraction. La concertation restauratrice en groupe permet au jeune qui est soupçonné ou qui a commis un fait qualifié infraction, à la victime, à leur entourage social ainsi qu'à toutes personnes utiles, d'envisager, en groupe et avec l'aide d'un médiateur neutre, des solutions concertées sur la manière de résoudre le conflit résultant du fait qualifié infraction, notamment en tenant compte des conséquences relationnelles et matérielles de ce fait. (art. 115, § 1^{er})²⁰.

27. Il peut aussi, toujours durant la phase préparatoire, imposer au jeune d'effectuer une prestation d'intérêt général en rapport avec son âge et ses capacités, de trente heures au plus.
28. Aucune mesure provisoire ne peut être prise en vue d'exercer une sanction immédiate. Une mesure provisoire ne peut être prise que si sa finalité ne peut être atteinte d'une autre manière et pour une durée aussi brève que possible (art. 101, § 1^{er}, al. 3 et 4)²¹. Le jeune concerné est évidemment présumé innocent.

19. Le risque de confusion entre « déjudiciarisation » et « déjuridisation » est en effet très perceptible en matière d'aide à la jeunesse, et ne doit pas contaminer la protection de la jeunesse. En Communauté française, depuis la réforme de 1991 menée au nom de la déjudiciarisation, les modalités d'exécution des mesures prises à l'égard des enfants en conflit avec la loi sont confiées aux directeurs de la protection de la jeunesse. L'aide à la jeunesse vise l'aide (parfois prétendument) « consentie » ou « volontaire » et est centrée sur l'acteur-clé qu'est le conseiller de l'aide à la jeunesse. Ces lignes de force ont pour conséquence de faire basculer les jeunes et leur entourage dans un monde de négociations et de valorisation de la psychologie ou de la criminologie dont les théories sont souvent instables et contradictoires. En bref, les jeunes délinquants, pour éviter d'être confiés aux juges et aux avocats, sont souvent confiés aux psychologues et aux criminologues. Ce n'est sans doute pas un mal en soi, sauf si les situations en viennent à échapper au droit ou si l'invocation de celui-ci est perçue comme un problème. C'est sans doute pour cette raison que les décrets insistent sur le respect des droits des enfants et des jeunes, de leurs parents, de leur famille et de leurs familiers, y compris dans les processus de médiation.

20. Ces définitions sont inspirées par l'article 37bis de la loi du 8 avril 1965, inséré par la loi du 15 mai 2006.

21. La prestation éducative et d'intérêt général comme mesure au fond, qui nous éloigne davantage encore de la déjudiciarisation, peut atteindre 150h.

29. Le tribunal de la jeunesse statuant au fond envisage prioritairement une offre restauratrice et examine ensuite la faisabilité d'un projet écrit proposé par le jeune (art. 108, al. 1^{er}). Les modalités d'exécution de l'offre restauratrice sont détaillées aux articles 116 et 117 du décret.

B. Le décret flamand

30. Au cours de la procédure préparatoire, le juge de la jeunesse peut faire au suspect mineur une offre restauratrice de médiation ou de concertation restauratrice en groupe. On entend par médiation : la concertation entre le suspect ou le délinquant mineurs, les parents, les responsables de l'éducation, la victime et les personnes exerçant l'autorité parentale sur la victime mineure ou les responsables de son éducation, afin de leur offrir la possibilité de faire face, ensemble et avec l'aide d'un médiateur impartial, aux conséquences relationnelles et matérielles d'un délit de mineur. On entend concertation restauratrice en groupe : la concertation entre le suspect ou le délinquant mineurs, la victime, leur entourage social ainsi que toute personne utile, afin de leur offrir la possibilité d'envisager, en groupe et avec l'aide d'un médiateur impartial, des solutions élaborées en concertation quant à la manière dont le conflit découlant du délit de mineur peut être résolu, compte tenu notamment des conséquences relationnelles et matérielles de ce délit de mineur (art. 2, 1^o et 6^o)²². L'offre restauratrice (*herstelrechtelijk aanbod*) est privilégiée en première instance. Si le juge de la jeunesse ne fait aucune offre restauratrice, il motive spécifiquement sa décision sur ce point (art. 20, § 1^{er}). Si l'accord est exécuté selon les règles prévues avant le prononcé de la décision imposant une mesure, le juge de la jeunesse tient compte de l'accord et de son exécution. Si l'accord est exécuté après le prononcé de la décision imposant une mesure, le juge de la jeunesse peut être saisi de l'affaire afin d'alléger la mesure ordonnée à l'égard du suspect mineur (art. 22, § 10).

31. Le juge de la jeunesse peut lui aussi proposer au suspect mineur d'élaborer un projet positif. Les conditions et les limites de son contenu, la procédure et le contrôle sont similaires à ceux du projet proposé au procureur du Roi, sauf qu'il peut compter au maximum soixante heures (art. 23, § 1^{er}).

32. Durant la procédure au fond, le tribunal de la jeunesse peut faire une offre restauratrice de

médiation ou de concertation restauratrice en groupe au délinquant mineur. L'offre restauratrice est privilégiée. Si le tribunal de la jeunesse ne fait aucune offre restauratrice, il motive sa décision (art. 29, § 1^{er}).

C. Commentaires

33. Le statut de la prestation d'intérêt général imposée durant la phase préparatoire est pour le moins ambigu. Les interrogations à propos d'une telle prestation imposée durant la phase préparatoire ne sont pas neuves. Sous l'empire de la loi du 8 avril 1965, la Cour de cassation en a admis la validité dans la mesure où elle décidée en vue de permettre la réalisation des investigations de la phase préparatoire et qu'elle ne constitue pas une sanction anticipée, une réparation ou une mesure exclusivement éducative²³. La pratique révèle que ces nuances relatives aux intentions de la décision judiciaire ne sont pas nécessairement faciles à respecter.

4. Les mesures imposées et les sanctions

A. Le décret de la Communauté française

34. Le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse retient les mesures suivantes pendant la phase préparatoire, qualifiées de mesures « de garde ou d'investigation » (art. 101) :

1^o soumettre le jeune, par l'intermédiaire du directeur, à la surveillance du service de la protection de la jeunesse ;

2^o imposer au jeune d'effectuer une prestation d'intérêt général en rapport avec son âge et ses capacités, de trente heures au plus, organisée par un service agréé ;

3^o soumettre le jeune à un accompagnement ou à une guidance aux fins d'observation ;

4^o soumettre le jeune à des conditions en vue de son maintien dans son milieu de vie, conformément à l'article 121 ;

5^o éloigner le jeune de son milieu de vie, c'est-à-dire le placer.

35. Les facteurs que le tribunal de la jeunesse doit prendre en compte pour choisir la mesure la plus appropriée et qui requièrent une motivation particulière sur ce point sont (art. 98) :

22. Ces définitions sont, comme celles du décret de la Communauté française, inspirées par l'article 37bis de la loi du 8 avril 1965, inséré par la loi du 15 mai 2006, mais le vocabulaire a été adapté aux intentions du législateur flamand.

23. Cass., 21 mai 2003. Voy. le commentaire de de Terwangne Amaury, « La prestation éducative et philanthropique : entre sanction et investigation. La Cour de cassation rouvre le débat », in *Journal du droit des jeunes* (226), p. 31-35.

- 1° l'intérêt du jeune ;
- 2° sa personnalité et son degré de maturité ;
- 3° son milieu de vie ;
- 4° la gravité des faits, leur répétition et leur ancienneté, les circonstances dans lesquelles ils ont été commis, les dommages et les conséquences pour la victime ;
- 5° les mesures antérieures prises à l'égard du jeune et son comportement durant l'exécution de celles-ci ;
- 6° la sécurité publique.

Mais la disposition ajoute (*in cauda venenum*) :
 « La disponibilité des moyens en matière d'éducation et de traitement et de toutes autres ressources envisagées est également prise en compte. »

- 36. La réprimande ne peut pas être cumulée avec d'autres mesures imposées, mais les autres peuvent être cumulées entre elles (art. 111).
- 37. L'hébergement en institution publique en régime fermé – c'est-à-dire la privation de liberté – ne peut être ordonné à titre de mesure provisoire que lorsque les conditions suivantes sont rencontrées : 1° le jeune a un comportement dangereux pour lui-même ou pour autrui ; 2° il existe de sérieuses raisons de craindre que le jeune, s'il était remis en liberté, commette de nouveaux faits qualifiés infractions, se soustraie à l'action de la justice, tente de faire disparaître des preuves ou entre en collusion avec des tiers. La durée de cette mesure provisoire ne peut excéder trois mois. Ces mesures peuvent être prolongées de mois en mois, si des circonstances graves et exceptionnelles se rattachant aux exigences de la sécurité publique nécessitent le maintien de ces mesures, sur la base du rapport établi par l'institution en vertu de l'article 65, alinéa 2 (art. 105).
- 38. En cas de placement, le tribunal de la jeunesse doit respecter la hiérarchie prévue à l'article 122 qui énonce que lorsque le tribunal de la jeunesse décide d'éloigner le jeune de son milieu de vie, il envisage de le confier dans l'ordre de priorité suivant : 1° à un membre de sa famille ou à un de ses familiers ; 2° à un accueillant familial qui n'est ni un membre de sa famille ni un de ses familiers ; 3° à un établissement approprié en vue de son éducation ou de son traitement ; 4° à une institution publique. L'hébergement en institution publique en régime ouvert est privilégié par rapport à l'hébergement en institution publique en régime fermé.

- 39. Lorsqu'il statue au fond, le tribunal de la jeunesse peut décider la surveillance, en en précisant l'objet (art. 119), ou l'accompagnement et la guidance dont l'exécution peut être une condition au maintien du jeune dans son milieu de vie (art. 120).
- 40. Le tribunal de la jeunesse peut décider, statuant au fond, le maintien dans le milieu de vie sous conditions (art. 121). Lorsque le tribunal de la jeunesse décide de soumettre le jeune à des conditions en vue de son maintien dans son milieu de vie, il peut lui imposer les conditions suivantes, le cas échéant de façon cumulative : 1° ne pas fréquenter certaines personnes ou certains lieux déterminés qui ont un rapport avec le fait qualifié infraction qui a été commis, pendant une période déterminée ; 2° ne pas exercer une ou plusieurs activités déterminées au regard des circonstances de l'espèce, pendant une période déterminée ; 3° respecter l'interdiction de sortir dont la durée ne peut excéder trois mois et dont il précise les modalités ; 4° respecter d'autres conditions ou interdictions ponctuelles dont il précise la durée et les modalités.
- 41. Le tribunal de la jeunesse peut décider, statuant au fond, l'éloignement du milieu de vie, c'est-à-dire le placement. La hiérarchie de l'article 122 s'applique évidemment comme dans le cas de mesures provisoires.
- 42. Lorsque le tribunal de la jeunesse décide de confier le jeune à une institution publique (connues en Communautés françaises sous le nom d'« IPPJ », « institutions publiques de protection de la jeunesse »), sa décision détermine la durée de la mesure, qui ne peut être prolongée que pour des raisons exceptionnelles liées au comportement dangereux du jeune pour lui-même ou pour autrui, ainsi que le caractère ouvert ou fermé du régime.
- 43. Le tribunal ne peut ordonner la mesure d'hébergement en institution publique en régime ouvert qu'à l'égard du jeune âgé d'au moins quatorze ans au moment de la commission des faits et qui : 1° soit a commis un fait qualifié infraction qui, s'il avait été commis par une personne majeure, aurait été de nature à entraîner, au sens du Code pénal ou des lois particulières, une peine d'emprisonnement correctionnel principal de cinq ans ou une peine plus lourde, autre qu'un fait qualifié de vol ou de recèlement sans circonstance aggravante et autre qu'un fait qualifié de fraude informatique ; 2° soit a commis un fait qualifié de coups et blessures, avec circonstance aggravante ; 3° soit a précédemment fait l'objet d'un jugement définitif ordonnant

une mesure d'hébergement en institution publique en régime ouvert ou fermé et a commis un nouveau fait qualifié infraction ; 4° soit fait l'objet d'une révision de la mesure pour le motif qu'il n'a pas respecté la ou les mesures, provisoires ou au fond, imposées précédemment (dans ce dernier cas, la durée de la mesure ne peut excéder six mois et ne peut être prolongée) (art. 124, § 2).

44. Le tribunal ne peut ordonner la mesure d'hébergement en institution publique en régime fermé qu'à l'égard du jeune âgé d'au moins quatorze ans au moment de la commission des faits et qui : 1° soit a commis un fait qualifié infraction qui, s'il avait été commis par une personne majeure, aurait été de nature à entraîner, au sens du Code pénal ou des lois particulières, une peine de réclusion de cinq ans à dix ans ou une peine plus lourde ; 2° soit a commis un fait qualifié de violation grave du droit international humanitaire ou un fait qualifié infraction terroriste ; 3° soit a commis un fait qualifié d'attentat à la pudeur avec violence ou menaces, de coups et blessures ayant entraîné soit une maladie paraissant incurable, soit une incapacité de travail personnel de plus de quatre mois, soit la perte de l'usage absolu d'un organe, soit une mutilation grave, d'association de malfaiteurs ayant pour but de commettre des crimes ou de menace, verbale ou écrite, d'attentat contre les personnes, punissable d'une peine criminelle ; 4° soit a précédemment fait l'objet d'un jugement définitif ordonnant une mesure d'hébergement en institution publique en régime ouvert ou fermé et a commis un nouveau fait qualifié infraction visé ci-dessus aux 1°, 2° ou 3° ; 5° soit fait l'objet d'une révision de la mesure au fond ou provisoire, pour le motif qu'il n'a pas respecté la ou les mesures imposées précédemment ou pour le motif qu'il n'a pas respecté une autre mesure, imposée précédemment, et qu'il a commis un nouveau fait qualifié infraction visé au paragraphe 2, 1°, 2° ou 3° (dans ce dernier cas, la mesure ordonnée ne peut excéder six mois et ne peut être prolongée) (art. 124, § 3).

45. Le tribunal peut ordonner la mesure d'hébergement en institution publique en régime ouvert ou fermé à l'égard d'un jeune âgé de douze à quatorze ans qui a gravement porté atteinte à la vie ou à la santé d'autrui et dont le comportement est particulièrement dangereux (art. 123).
46. Les droits des jeunes faisant l'objet d'une mesure d'éloignement de leur milieu de vie, les droits des jeunes confiés à une institution publique, la surveillance et le contrôle des institutions publiques et le régime qui y est applicable, y compris les éventuelles mises en isolement, font l'objet de dispositions particulières dans le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, inspiré notamment par les normes du Comité de prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) (art. 60 à 94)²⁴.

B. Le décret flamand

47. Le décret flamand, et c'est sa principale caractéristique, a voulu explicitement abandonner le modèle protectionnel prévalant depuis 1965, au profit d'un modèle de « responsabilisation »²⁵ qui correspond en réalité à un modèle répressif ou punitif. Si des mesures de « rétablissement » (herstel) ne sont pas prises ou n'aboutissent pas, le mineur délinquant subira une « sanction » (sanctie) destinée à répondre à un « délit » (delict). Dans la phase préparatoire uniquement, le mineur pourra faire l'objet de « mesures », dont la privation de liberté.
48. Selon l'article 16, pour guider sa décision et imposer « une réaction » (reactie²⁶), le juge de la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse tient compte de tous les facteurs suivants, « selon l'ordre énuméré²⁷ » : 1° la gravité des faits, le dommage et les conséquences pour la victime ; 2° la personnalité et la maturité du suspect ou du délinquant mineur ; 3° la récidive, ou le risque de récidive ; 4° la sécurité de la société ; 5° l'entourage quotidien du suspect ou du délinquant mineur ; 6° la sécurité du suspect ou du délinquant mineur. La décision prise doit faire ressortir clairement que les facteurs énoncés ont été pris en compte.

24. Voy. aussi l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juillet 2019 relatif aux institutions publiques de protection de la jeunesse, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 2019 instituant une Commission de surveillance des lieux de privation de liberté des jeunes et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 2019 instituant la Commission de recours des jeunes privés de liberté.

25. Doc. parl., VI. Parl., sess. 2017-2018, n° 1.650-1, p. 5.

26. La réaction est « la mesure (maatregel) ou la sanction en guise de réponse sociale à un délit de mineur » (art. 2, 17°).

27. Ces mots ont été annulés par l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 22/2021 du 11 février 2021 : « En prévoyant, à l'article 16, § 1er, attaqué, que le juge de la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse doit tenir compte des facteurs précités « selon l'ordre énuméré », en ne faisant apparaître qu'à la deuxième, ou respectivement, aux cinquième et sixième places la personnalité et le degré de maturité du suspect ou délinquant mineur ainsi que son environnement et sa sécurité, le décret attaqué ne garantit toutefois pas que l'intérêt de l'enfant primera toujours pour toute décision qui le concerne, conformément à l'article 22bis, alinéa 4, de la Constitution et à l'article 3, paragraphe 1, de la Convention relative aux droits de l'enfant. » (B.15.3)

49. Les cumuls possibles des sanctions sont énoncés à l'article 29, § 2 et les critères qui doivent guider le tribunal de la jeunesse dans le choix des sanctions à l'article 29, § 3. L'« admission du délinquant mineur dans une division au sein d'une institution communautaire », c'est-à-dire l'enfermement, demeure en principe la réponse ultime à la délinquance juvénile, les autres sanctions devant si possible être appliquées prioritairement.
50. Le juge de la jeunesse, durant la procédure préparatoire, peut imposer les mesures suivantes, le cas échéant de manière cumulative, par ordre croissant de la portée de la mesure et toujours en combinaison avec une mise sous surveillance par le service social : 1° un projet positif d'au maximum soixante heures ; 2° une mesure ambulatoire ; 3° des conditions ; 4° confier le suspect mineur à une division au sein d'une institution communautaire, créée pour les personnes qui se voient imposer une réaction en application du présent décret, en vue d'une orientation en milieu fermé d'au maximum un mois ; 5° confier le suspect mineur à une division au sein d'une institution communautaire, en vue d'un encadrement en milieu fermé d'au maximum trois mois. Les mesures visées aux 1° à 3°, sont préférables à l'admission du mineur dans une division au sein d'une institution communautaire. Le décret précise que toutes les mesures visées à l'alinéa 1er impliquent de manière active les parents ou les responsables de l'éducation et les autres personnes pertinentes de l'entourage quotidien du suspect mineur (art. 20).
51. Le tribunal de la jeunesse statuant au fond peut réprimander le délinquant mineur. Il indique alors avoir pris connaissance du délit de mineur commis, informe qu'il réprovoque ces faits et en appelle à la responsabilité du mineur précité, en lui enjoignant d'agir différemment à l'avenir. Le tribunal de la jeunesse peut également rappeler leurs responsabilités aux parents ou responsables de l'éducation (art. 31).
52. Comme déjà mentionné, le tribunal de la jeunesse peut imposer à un délinquant mineur une « sanction ambulatoire » qui concerne le traitement dans un service psychologique ou psychiatrique, un service d'éducation sexuelle, un service spécialisé dans le domaine de l'alcoolisme ou de la toxicomanie, ou l'encadrement contextuel axé sur le soutien généraliste du mineur et de toutes les parties prenantes de son milieu familial et éducatif et d'autres domaines importants de sa vie (art. 33).
53. Le tribunal de la jeunesse peut imposer à un délinquant mineur de respecter des conditions spéciales pendant une période déterminée. La durée maximale pendant laquelle les conditions s'appliquent ou la période maximale pendant laquelle la condition concernée doit être mise en œuvre est en principe de deux ans (art. 34).
54. Le tribunal de la jeunesse peut confier un délinquant mineur à une division au sein d'une institution communautaire en vue d'une orientation en milieu fermé de maximum un mois. Cette sanction ne peut être prononcée à l'égard de personnes âgées de moins de quatorze ans que dans des circonstances exceptionnelles (art. 35).
55. Le tribunal de la jeunesse peut confier un délinquant mineur à une division au sein d'une institution communautaire en vue d'un encadrement en milieu fermé de trois, six ou neuf mois. Cette sanction ne peut être prononcée à l'égard de personnes âgées de moins de quatorze ans que dans des circonstances exceptionnelles. Le tribunal de la jeunesse détermine la durée de l'encadrement en milieu fermé dans son jugement (art. 36).
56. Aux termes de l'article 37 du décret, le tribunal de la jeunesse peut aussi confier un délinquant mineur à une division au sein d'une institution communautaire en vue d'un encadrement en milieu fermé de maximum deux, cinq ou sept ans²⁸. La durée maximale ne peut excéder la peine qui serait prévue lorsque l'infraction aurait été commise par un majeur. Cette sanction, selon le décret, ne peut être prononcée à l'égard de personnes âgées de moins de seize ans au moment du délit de mineur que dans des circonstances exceptionnelles. Toutefois, la Cour constitutionnelle a estimé que l'article 37 du décret attaqué, en ce qu'il permet au tribunal de la jeunesse d'imposer un encadrement en milieu fermé de maximum deux ou cinq ans à un mineur qui était âgé de moins de seize ans au moment où il a commis le délit de mineur, viole les articles 12, alinéa 2, et 14 de la Constitution²⁹. La sanction est prononcée par un jugement particulièrement motivé et ne peut être prononcée que lorsque toutes les conditions suivantes sont cumulativement remplies : 1° le délinquant mineur est au moins âgé de seize ans au moment du délit de mineur ; 2° il y a présomption de la capacité à commettre une faute (een vermoeden van

28. La traduction officielle du décret en français, parue au Moniteur du 26 avril 2019, commet une erreur pour le moins significative en disant « deux, cinq ou sept mois » (p. 40.963).

29. Arrêt n° 22/2021 du 11 février 2021, B.56.

schuldbekwaamheid), présomption réfragable, compte tenu de la personnalité et de la maturité du mineur et de son contexte social ; 3° toute autre sanction est inadaptée ou a échoué ; 4° le délit de mineur commis par ledit mineur est un fait tel que visé aux articles 136bis, 136ter, 136quater, 136sexies, 137, 140, 141 (certaines violations graves du droit international humanitaire et infractions terroristes), 373, 375, 376, 379, 393, 394, 395, 396, 397, 400, 401, 417ter, 417quater, 428, § 5, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474 et 475 du Code pénal (atteintes aux personnes particulièrement graves) dans la mesure où il est passible de plus de cinq ans de réclusion ; 5° l'intégrité physique et psychique du mineur précité ou de tiers est en danger ; 6° un encadrement en milieu fermé est nécessaire. Cette sanction ne peut excéder le jour où le délinquant mineur atteint l'âge de vingt-cinq ans.

57. Par dérogation à la condition 1° ci-dessus, le tribunal de la jeunesse peut ordonner la sanction visée au § 1er à l'égard de délinquants mineurs qui n'ont pas encore atteint l'âge de seize ans au moment du délit de mineur si les conditions cumulatives mentionnées aux 2°, 3°, 5° et 6° sont remplies et que le délit de mineur est commis par un mineur qui, au moment des faits, est âgé d'au moins douze ans et n'a pas encore atteint l'âge de quatorze ans. Dans ce cas, la sanction ne peut être imposée que si le délit de mineur commis, s'il avait été commis par un majeur au sens du Code pénal ou des lois spéciales, est passible d'une peine correctionnelle d'emprisonnement à titre principal de cinq à dix ans ou d'une peine plus lourde. La durée maximale de la sanction est de deux ans. Si les conditions cumulatives mentionnées aux 2°, 3°, 5° et 6° sont remplies et que le délit de mineur est commis par un mineur qui, au moment des faits, est âgé d'au moins quatorze ans et n'a pas encore atteint l'âge de seize ans, la durée de la sanction ne peut dépasser cinq ans.
58. Le placement d'un délinquant mineur dans une division au sein d'une institution communautaire est combiné, le cas échéant, avec la mise à la disposition du tribunal de la jeunesse pendant au maximum dix ans, après la fin de la sanction précitée. La mise à disposition ne peut être prononcée que si les conditions suivantes sont cumulativement remplies : 1° le délit de mineur commis par le délinquant mineur est un fait tel que visé aux articles 136bis, 136ter, 136quater, 136sexies, 137, 140, 141, 376, alinéa 1er, 393, 394, 395,

396, 397, 417ter, alinéa 3, 2°, 428, § 5, 474 et 475 du Code pénal dans la mesure où il est passible de vingt ans ou plus de réclusion ; 2° le délinquant mineur est pleinement conscient, au moment des faits, de la gravité des faits et des conséquences de son acte, compte tenu de sa personnalité, de son entourage et de son degré de maturité, sans préjudice de l'article 71 du Code pénal³⁰ ; 3° un suivi est nécessaire après l'expiration de la sanction en vue de protéger l'intégrité physique et psychique du délinquant mineur ou des tiers et compte tenu de la gravité des faits punissables en vue de protéger la société contre un risque élevé de récidive. Les conditions visées aux 1°, 2° et 3°, doivent être cumulativement réunies au moment de la décision de mise à disposition du tribunal de la jeunesse et à l'expiration de la durée de la sanction. Le tribunal de la jeunesse ne peut en principe imposer la mise à disposition qu'après avoir fait procéder à des examens social et médico-psychologique par une équipe multidisciplinaire.

59. Lors de l'exécution de la mise à disposition, le tribunal de la jeunesse peut imposer une sanction ambulatoire au délinquant mineur ou imposer des conditions. Dans ces deux cas, une surveillance électronique est possible ; il peut aussi, lors de l'exécution de la mise à disposition, confier le délinquant mineur à une division d'une institution communautaire. La mise à disposition du tribunal de la jeunesse prendra fin en tout état de cause lorsque le délinquant mineur aura atteint l'âge de vingt-cinq ans.

C. Commentaires

60. En ce qui concerne la nature des mesures que le juge ou le tribunal de la jeunesse peuvent imposer au mineur à qui un fait qualifié infraction peut être imputé, le décret de la Communauté française peut être jugé conforme au prescrit des articles 37 et 40 de la CIDE, sous une importante réserve : la pratique est-elle ou sera-t-elle vraiment respectueuse du principe selon lequel la privation de liberté ne doit être décidée qu'en dernier ressort et pour une durée aussi brève que possible, spécialement pendant la phase préparatoire ? La question se pose depuis 1965.
61. Le décret flamand s'engage quant à lui, en toute lucidité, dans un système répressif somme toute effrayant et manifestement contraire tant

30. « Il n'y a pas d'infraction lorsque l'accusé ou le prévenu était atteint, au moment des faits, d'un trouble mental qui a aboli sa capacité de discernement ou de contrôle de ses actes ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister. »

à la lettre qu'à l'esprit des articles 37 et 40 de la CIDE et de l'Observations générale n° 24. Les sanctions possibles d'enfermement jusqu'à une durée de sept ans et la mise à disposition du tribunal de la jeunesse en constituent les plus spectaculaires illustrations.

62. Le premier facteur à prendre en compte dans le choix des mesures ou des sanctions est, selon le décret de la Communauté française, l'intérêt du jeune, tandis que le décret flamand vise la gravité des faits, le dommage et les conséquences pour la victime. Ce décret ne mentionne l'intérêt du mineur qu'à propos de la transmission d'informations (art. 44, al. 3) ou de l'éventuelle révision des mesures (art. 72 modifiant l'art. 60 de la loi du 8 avril 1965).
63. Le délai maximum de privation de liberté avant la décision d'un juge est régi par l'article 12, alinéa 3, de la Constitution et échappe donc aux compétences communautaires. Il a été porté de 24 heures à 48 heures par la loi du 24 octobre 2017³¹.
64. Les deux décrets contiennent des dispositions spécifiques relatives aux jeunes ayant commis des infractions graves au droit humanitaire ou des infractions terroristes. Sont évidemment visés les jeunes éventuellement mobilisés dans les rangs islamistes ou salafistes. Ces dispositions sont mal équilibrées avec les engagements internationaux de la Belgique résultant de l'article 38, § 4, de la CIDE et du Protocole facultatif se rapportant à la Convention internationale relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, ratifié par la Belgique, qui impose de considérer de tels enfants comme des victimes plutôt que des coupables notamment en imposant aux Etats d'accorder aux enfants qui ont été enrôlés ou utilisés dans des hostilités toute l'assistance appropriée en vue de leur réadaptation physique et psychologique et de leur réinsertion sociale article 6, § 3.
65. Le décret flamand protège en outre les droits des enfants privés de liberté de manière moins explicite que le décret de la Communauté française.

5. Les enfants traités comme des délinquants adultes

A. Le décret de la Communauté française

66. En parfaite contradiction avec l'article 1er, 9°, du Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, qui énonce que les mineurs ayant commis un fait qualifié infraction ne peuvent en aucun cas être assimilés aux majeurs quant à leur degré de responsabilité et aux conséquences de leurs actes, l'article 125 maintient la possibilité, pour le tribunal de la jeunesse, de se dessaisir et de renvoyer l'affaire au ministère public aux fins de poursuite devant les juridictions compétentes s'il y a lieu. Cette procédure, de plus en plus controversée, existe depuis 1965³².
67. Les conditions du dessaisissement sont les suivantes :
 - le jeune déféré au tribunal de la jeunesse en raison d'un fait qualifié infraction doit être âgé de seize ans ou plus au moment de ce fait ;
 - le tribunal estime inadéquate une mesure de protection ;
 - le jeune a déjà fait l'objet d'une mesure d'hébergement en institution publique en régime fermé pour un fait antérieur déclaré établi par jugement définitif ;
 - le fait pour lequel le jeune est poursuivi est soit un fait consistant en une atteinte à l'intégrité physique ou psychique d'autrui, qui, s'il avait été commis par une personne majeure, aurait été de nature à entraîner, au sens du Code pénal ou des lois particulières, une peine d'emprisonnement correctionnel principal de cinq ans ou une peine plus lourde, soit un fait qualifié de violation grave du droit international humanitaire ou un fait qualifié infraction terroriste, qui, s'il avait été commis par une personne majeure, aurait été de nature à entraîner, au sens du Code pénal ou des lois particulières, une peine d'emprisonnement correctionnel principal de cinq ans ou une peine plus lourde.

31. Voy. aussi l'art. 31 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police qui fixe l'arrestation administrative à 12 heures maximum. En principe, un mineur ne fait pas l'objet d'un mandat d'arrêt (arrestation judiciaire) et l'affaire n'est pas mise à l'instruction, sauf les exceptions inscrites à l'article 49 de la loi du 8 avril 49 et à l'article 106 du Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse.

32. Voy. dans sa dernière version, l'article 57bis de la loi du 8 avril 1965, tel qu'inséré par la loi du 13 juin 2006. Par son arrêt n° 49/2008 du 13 mars 2008, la Cour Constitutionnelle a annulé l'article 57bis, § 1er, en ce qu'il dispose que « si la personne concernée est soupçonnée d'avoir commis un crime non correctionnalisable », l'affaire est renvoyée au ministère public aux fins de poursuite devant la juridiction compétente en vertu du droit commun. Cette annulation a eu pour conséquence la création de la « cour d'assises pour mineur » par la loi du 31 juillet 2009 modifiant l'article 119 du Code judiciaire et l'article 57bis de la loi du 8 avril 1965, puis par la loi du 21 décembre 2009 relative à la réforme de la cour d'assises. Cette cour d'assises spécifique doit, pour être valablement constituée, être composée d'au moins deux magistrats ayant suivi la formation continue visée à l'article 259sexies, § 1er, 1°, alinéa 3, ou à l'article 259sexies, § 1er, 2°, alinéa 2, du Code judiciaire, c'est-à-dire la formation prévue pour les juges de la jeunesse.

Toutefois, la condition d'avoir déjà fait l'objet d'une mesure d'hébergement en institution publique en régime fermé pour un fait antérieur ne doit pas être remplie dans les cas suivants :

1° le fait pour lequel le jeune est poursuivi est un fait qui, s'il avait été commis par une personne majeure, aurait été de nature à entraîner, au sens du Code pénal ou des lois particulières, une peine de réclusion de dix à quinze ans ou une peine plus lourde ;

2° le jeune ne collabore pas aux mesures provisoires ou s'y soustrait ;

3° l'âge du jeune au moment du jugement, qui n'est pas dû à la durée anormalement longue de la procédure, rend inopérant le recours à une mesure de protection (on vise ici les jeunes jugés à l'approche de leurs vingt ans, âge à partir duquel une mesure de protection n'est plus possible).

Contrairement à une opinion répandue, en cas de dessaisissement, le tribunal de la jeunesse ne renvoie pas le jeune devant une juridiction qui appliquera le droit pénal commun. Il renvoie l'affaire au ministère public aux fins de poursuite devant les juridictions compétentes « s'il y a lieu », ce qui signifie que le parquet peut décider que les poursuites pénales sont inopportunes, ce qui est rare, il faut en convenir.

68. Le décret de la Communauté française précise que la motivation du dessaisissement doit porter sur la personnalité du jeune et sur son degré de maturité, et que la nature, la fréquence et la gravité du ou des faits qui lui sont reprochés sont prises en considération dans la mesure où elles sont pertinentes pour l'évaluation de sa personnalité.

69. Le tribunal ne peut se dessaisir d'une affaire qu'après avoir fait procéder à l'étude sociale et à un examen médico-psychologique. Le tribunal peut se dessaisir sans disposer d'un tel rapport lorsqu'il constate que le jeune se soustrait à cet examen ou refuse de s'y soumettre. Le tribunal peut se dessaisir d'une affaire sans disposer de l'étude sociale et de l'examen médico-psychologique s'il s'agit d'un fait qualifié de crime punissable d'une peine supérieure à la réclusion de vingt ans et que le jeune n'est poursuivi qu'après avoir atteint l'âge de dix-huit ans.

B. Le décret flamand

70. Selon l'article 38 du décret flamand, le tribunal de la jeunesse peut se dessaisir du suspect mineur aux conditions cumulatives suivantes :

- le suspect mineur était âgé de seize ans ou plus au moment des faits ;
- le tribunal de la jeunesse ne juge pas appropriée l'une des sanctions visées à l'article 29, § 2 (la réprimande, l'exécution d'un projet positif, une sanction ambulatoire, l'imposition de conditions, le placement au sein d'une institution communautaire en vue d'une orientation ou en vue d'un encadrement en milieu fermé) ;
- le suspect mineur a fait l'objet d'une ou plusieurs sanctions visées aux articles 35, 36 et 37 (le placement au sein d'une institution communautaire en vue d'une orientation en milieu fermé ou en vue d'un encadrement en milieu fermé) ;
- le délit de mineur commis porte sur un fait visé aux articles 373, 375, 393, 394, 395, 396, 397, 400, 401, 417ter, 417quater, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474 et 475 du Code pénal ou une tentative de commettre un fait tel que visé aux articles 393, 394, 395, 396 et 397 du Code pénal ; il s'agit, en résumé, de l'attentat à la pudeur, du viol, du meurtre, de l'homicide volontaire non qualifié meurtre et des lésions corporelles volontaires les plus graves, de la torture et des traitements inhumains ou dégradants, du vol commis à l'aide de violences ou de menaces ou du meurtre commis pour faciliter le vol ou l'extorsion ;
- ou lorsque le suspect mineur a commis un fait tel que visé aux articles 136bis, 136ter, 136quater, 136sexies, 137, 140 et 141 du Code pénal (violations graves du droit international humanitaire et infractions terroristes) qui, s'il avait été commis par un majeur, serait passible d'une peine d'emprisonnement de cinq à dix ans ou d'une peine plus lourde.

71. La motivation du dessaisissement est établie en fonction de la personnalité du suspect mineur, de son degré de maturité et de son entourage. La nature, la fréquence et la gravité des faits mis à charge du suspect mineur sont prises en considération si elles contribuent à l'évaluation de sa personnalité.

72. Le tribunal de la jeunesse ne peut se dessaisir de l'affaire, sauf exceptions, qu'après avoir fait procéder à des examens social et médico-psychologique par une équipe multidisciplinaire.

73. Le dessaisissement a pour conséquence le renvoi au ministère public en vue de la poursuite devant le tribunal compétent, qui applique le droit pénal de droit commun et la procédure pénale de droit commun (met het oog op vervolging voor de bevoegde rechtbank die het gemeen strafrecht en de gemeenrechtelijke strafprocedure toepast). Il est significatif que le décret flamand n'évoque plus, comme l'article 57bis de la loi du 8 avril 1965 ou l'article 125 du Code de la Communauté française, un renvoi au ministère public pour poursuites « s'il y a lieu » (« als daartoe grond bestaat »)³³.

C. Commentaires

74. Le maintien du dessaisissement constitue une violation évidente de l'article 40, § 3, de la CIDE, tel qu'interprété par le Comité. Il dispose que les Etats parties s'efforcent de promouvoir l'adoption de lois, de procédures, la mise en place d'autorités et d'institutions spécialement conçues pour les enfants suspectés, accusés ou convaincus d'infraction à la loi pénale. La Cour constitutionnelle a refusé de rencontrer ce moyen dans les arrêts n° 49/2008 du 13 mars 2008 et n° 154/2010 du 22 décembre 2010 concernant deux demandes d'annulation de l'article 57bis de la loi du 8 avril 1965.

75. Pourtant, depuis que la Belgique dépose des rapports périodiques devant le Comité, celui-ci n'a eu de cesse de lui rappeler ce manquement à ses obligations internationales³⁴.

76. De son côté, l'organe d'avis de la Commission nationale pour les droits de l'enfant³⁵ a adopté le 29 mars 2017 un avis appelant les Communautés à abandonner le dessaisissement, considéré comme un échec du système de justice intégré pour mineurs³⁶.

77. Le maintien, et même, le cas échéant, l'atténuation des conditions du dessaisissement, sont d'ordre politique, voire électoral. Un

argument souvent invoqué en sa faveur est la préservation du modèle de protection (que le décret flamand a par ailleurs choisi de renier). En évinçant la petite minorité de délinquants apparemment « incorrigibles » du système, la « pureté » de celui-ci peut être préservée pour les autres jeunes. Une telle approche méconnaît la CIDE, dont les droits des enfants à l'égalité de traitement et à la protection juridique. En outre, les mesures prises dans le cadre de la justice pour mineurs doivent également être soumises à un questionnement critique, tant dans leur adéquation qu'en ce qui concerne l'utilisation excessive du placement en centres fermés, par exemple. Dans la pratique, le discours de protection employé dans la législation et le débat public font bien souvent place à une application répressive et prétendument « responsabilisante » des mesures disponibles dans la justice pour mineurs. Cette « mystification terminologique » a été dénoncée par Michel van de Kerchove dès les années 1970³⁷. Le dessaisissement demeure illogique, voire aberrant : partant du constat supposé qu'aucune réaction sociale spécifique au traitement de la délinquance n'est adéquate suite au comportement de tel jeune, la procédure aboutira à la moins efficace : l'enfermement en prison. Si cette dernière est spécialement adaptée aux enfants comme dans certaines institutions communautaires, on en revient à remplacer à terme l'enfermement des jeunes par l'enfermement des jeunes, dans les mêmes conditions.

78. Une étude de l'Institut national de criminalistique et de criminologie (INCC) n'hésite pas à affirmer que « [l]e choix du dessaisissement apparaît dès lors comme entièrement contraire à l'objectif de la (ré)intégration, unanimement présenté dans les groupes de travail comme la finalité essentielle de la réaction à la délinquance juvénile. (...) À l'heure où les Communautés reprennent le pouvoir législatif en matière de protection de la jeunesse, une opportu-

33. L'expression est reprise en ce qui concerne le dessaisissement éventuel des juridictions compétentes en matière d'infractions routières (art. 5, dernier al., du décret flamand).

34. Examen des rapports présentés par les Etats parties en application de l'article 44 de la Convention. Observations finales du Comité des droits de l'enfant : Belgique (CRC/C/15/add. 38), 20 juin 1995, §§ 11 et 15 ; Examen des rapports présentés par les Etats parties en application de l'article 44 de la Convention. Observations finales : Belgique (CRC/C/BEL/CO/3-4), 18 juin 2010, §§ 82 et 83 ; Observations finales concernant le rapport de la Belgique valant cinquième et sixième rapports périodiques (CRC/C/BEL/CO/5-6), 28 février 2019, §§ 46 et 47. Le Comité reproche en vérité à la Belgique de ne pas avoir « éliminé toute possibilité qu'un enfant soit jugé par un tribunal pour adultes », à quoi il pourrait être objecté que la chambre spécifique du tribunal de la jeunesse et la cour d'assises spécifique, devant lesquelles un jeune pourrait comparaître après dessaisissement, ne sont pas des « tribunaux pour adultes ». Le fait qu'elles appliquent le code pénal de droit commun et les garanties très limitées de leur composition spécifique ne les feraient toutefois certainement pas considérer, par le Comité, comme compatibles avec l'article 40 de la Convention.

35. Voy. l'accord de coopération entre l'Etat, la Communauté flamande, la Région flamande, la Communauté française, la Région wallonne, la Communauté germanophone, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française portant création d'une Commission nationale pour les droits de l'enfant, conclu à Bruxelles, le 19 septembre 2005, Monit., 10 novembre 2006.

36. En ligne, < <https://ncrk-cn.de.be> >. L'avis mentionne l'existence d'alternatives constructives, effectivement disponibles.

37. Van de Kerchove Michel, « Des mesures répressives aux mesures de sûreté en de protection. Réflexions sur le pouvoir mystificateur de langage », in *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1976-77, p. 245-279.

nité s'ouvre à elles de revoir les conditions du dessaisissement et, dans l'hypothèse où il est maintenu, de déterminer les conséquences de celui-ci pour le mineur. (...) L'argument selon lequel, c'est à Bruxelles que la plupart des jeunes font l'objet d'un dessaisissement si bien que le dessaisissement serait dès lors 'nécessaire' pour protéger la société, ne peut convaincre. Cet argument part de l'hypothèse erronée sur laquelle la société est mieux protégée par une approche dans le cadre du droit pénal que par une approche dans le cadre du droit des jeunes, une hypothèse qui comme on l'a signalé, est contredite par les études scientifiques. La plupart des pays ne possèdent d'ailleurs pas un tel système ; au contraire, de nombreux pays ont même un système adapté pour les jeunes adultes qui commettent des faits criminels y compris au-delà de dix-huit ans (par exemple avant vingt-et-un ans). Pour conclure, le chiffre absolu de jeunes Bruxellois qui font l'objet d'un dessaisissement est particulièrement peu élevé ; il doit donc être possible, selon nous, de trouver pour ce petit groupe de jeunes une alternative constructive au sein du système bruxellois relatif à la délinquance juvénile. Il est de la responsabilité de la COCOM d'y veiller et ce faisant de donner suite aussi bien à des arguments scientifiques forts qu'aux normes des droits de l'enfant »³⁸.

Conclusions

79. Au regard de la lettre et de l'esprit de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant et de l'Observation générale n° 24 du Comité des droits de l'enfant, la manière dont l'enfant ou le jeune en conflit avec la loi est traité par le décret du 18 janvier 2018 de la Communauté française portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse est globalement satisfaisante, notamment en ce qui concerne la priorité à donner aux mesures de diversion, mais sous l'importante exception de la possibilité, pour le tribunal de la jeunesse, de se dessaisir et de laisser agir les instances répressives prévues pour les délinquants adultes, dont l'inadéquation et l'inefficacité sont notoires.
80. La totale subsidiarité de l'enfermement d'un enfant ou d'un jeune en tant que mesure de dernier ressort et d'une durée aussi brève que possible est mal garantie et peut concerner, dans les deux décrets, des enfants de douze ans à peine.

81. La manière dont est appréhendé le mineur soupçonné, accusé ou convaincu de violations graves du droit humanitaire ou de crimes terroristes pose aussi question.

Un jeune fanatisé a d'abord besoin de protection pour que la société soit protégée.

82. Le décret du 15 février 2019 du Conseil flamand concernant le droit de délinquance juvénile constitue un déni de la plupart des principes de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant et des observations ou recommandations du Comité. Il témoigne de ce grand mouvement de pendule entre la répression et la protection, qui a écrit l'histoire de notre droit de la jeunesse. La Constitutio Criminalis Carolina de Charles-Quint, en 1532, avait amorcé un traitement différencié du délinquant enfant et un adoucissement relatif de la répression à son égard. Le Code pénal de 1810, celui de 1867, la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance avaient progressivement fait valoir le principe fondamental selon lequel un enfant ne peut jamais être assimilé à un délinquant adulte et a droit à la protection de la société. Ce fut alors la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, dont les fondements ont été ébranlés – retour du pendule – par la réforme de 2006. Le décret flamand signe le retour aux idées du XVI^e siècle et aux réflexes les moins nuancés du droit pénal. Il perpétue aussi le long dialogue de sourds entre les criminologues, d'une part, les législateurs, le ministère public et, souvent, les juges, d'autre part.
83. Dans la Belgique fédérale, ce qui n'est manifestement pas encore acquis, dans l'esprit des législateurs ou des électeurs, dans celui des magistrats ou des policiers, est la conviction que respecter les droits de l'enfant est le meilleur moyen de protéger la société, y compris les victimes des faits qualifiés infraction.

38. Asselman Helene et al., *Vers une approche de la délinquance juvénile à Bruxelles. Recommandations pour la réforme du droit bruxellois relatif à la délinquance des mineurs*, https://nicc.fgov.be/upload/files/ODcriminologie/3-_rapport_reforme_du_droit_bruellois_relatif_a_la_delinquance_des_mineurs_-_resume.pdf, accédé le 25.03.2021, p. 21.

Bibliographie

ASSELMAN Helene et al., Vers une approche de la délinquance juvénile à Bruxelles. Recommandations pour la réforme du droit bruxellois relatif à la délinquance des mineurs, https://nicc.fgov.be/upload/files/ODcriminologie/3-_rapport_reforme_du_droit_bruuxellois_relatif_a_la_delinquance_des_mineurs_-_resume.pdf, accédé le 25.03.2021.

DE FRAENE Dominique, « Diversion et diversification des alternatives : un gisement sans fin ? », in Journal du droit des jeunes (261).

DE TERWANGNE Amaury, « La prestation éducative et philanthropique : entre sanction et investigation. La Cour de cassation rouvre le débat », in Journal du droit des jeunes (226), p. 31-35.

FIERENS Jacques, « La protection de la jeunesse 'communautarisée' et l'Observation générale n° 24 du Comité des droits de l'enfant », in Actualités du droit de la famille, Partie I, 2019/9; Partie II, 2019/10.

TULKENS Françoise et MOREAU Thierry, Droit de la jeunesse, Larcier, Bruxelles, 2000.

VAN DE KERCHOVE Michel, « Des mesures répressives aux mesures de sûreté en de protection. Réflexions sur le pouvoir mystificateur de langage », in Revue de droit pénal et de criminologie (1976-77).

FRIEDER DÜNKEL

Jugendstrafrecht in Deutschland und im internationalen Vergleich

Autor – Auteur – Author

Professor Dr. Frieder Dünkel ist ein deutscher Strafrechtler und Kriminologe. Von 1992 bis zu seinem Ruhestand im Jahr 2015 war er als Professor Inhaber des Lehrstuhls für Kriminologie an der Universität Greifswald. Dünkel war bis 2016 Präsident der Europäischen Gesellschaft für Kriminologie (ESC).

Professeur Dr. Frieder Dünkel est un expert de droit pénal et de criminologie allemand. De 1992 jusqu'à sa retraite en 2015, il a occupé la chaire de criminologie à l'université de Greifswald. Dünkel a été président de la Société européenne de criminologie (ESC) jusqu'en 2016.

Professor Dr. Frieder Dünkel is a German expert in criminal law and criminology. From 1992 until his retirement in 2015, he held the chair of criminology at the University of Greifswald. Dünkel was president of the European Society of Criminology (ESC) until 2016.

Zusammenfassung – Résumé – Abstract

Professor Dr. Frieder Dünkel thematisiert in seinem Artikel die Geschichte des Jugendstrafrechts und die grundlegenden Ideen, die wir mit dem Jugendstrafrecht oder einem Jugendrecht beziehungsweise Jugendschutzrecht verbinden. Die grundlegenden Ideen eines eigenständigen Jugendstrafrechts stammen von den Entwicklungen anfangs des 20. Jahrhunderts mit der Entdeckung von „Jugend“ als eigenständiger Lebens- und Entwicklungsphase. So bilden Erziehung statt Strafe, minimale Intervention, die Einstellung des Verfahrens und Diversion sowie ein moderates, der geminderten Schuld Rechnung tragendes Strafen den Grundstein für das heutige Jugendstrafrecht. Die internationalen Tendenzen finden Ausdruck in Empfehlungen und Mindeststandards des Europarats, der Vereinten Nationen und neuerdings auch Richtlinien der Europäischen Union. Trotz unterschiedlicher Ausprägungen entsprechend einer mehr oder weniger ausgeprägten Orientierung am sogenannten Justiz- oder Wohlfahrtsmodell kann man von einem weitgehenden internationalen Konsens in Menschenrechtsfragen sprechen. Deutliche Unterschiede kann man allerdings bei der Frage des altersbezogenen Geltungsbereichs des Jugendstrafrechts mit Blick auf den Beginn der Strafmündigkeit und bei der Frage des Umgangs mit 18- bis 20-jährigen Heranwachsenden erkennen. Prof. Dr. Dünkel erläutert anschließend das deutsche Jugendstrafrecht, insbesondere die rechtlichen Grundlagen, die Sanktionspraxis und hierbei vor allem die Problematik der Behandlung der Altersgruppe der Heranwachsenden. Angesichts neuer entwicklungspsychologischer und neurowissenschaftlicher Erkenntnisse ergeben sich Reformforderungen, die auf eine Ausweitung des Jugendstrafrechts auf bis zu 21-Jährige und unter Umständen bis zur Mitte des dritten Lebensjahrzehnts abzielen. Der internationale Vergleich belegt, dass dies eine zunehmend akzeptierte evidenzbasierte Reformforderung ist.

Professeur Dr. Frieder Dünkel thématise dans son article l'histoire du droit pénal des mineurs et les idées fondamentales que nous associons au droit pénal des mineurs ou à un droit de la jeunesse ou de la protection de la jeunesse. Les idées fondamentales d'un droit pénal des mineurs autonome proviennent des développements du début du 20e siècle avec la découverte de la « jeunesse » comme phase de vie et de développement à part entière. Ainsi, l'éducation plutôt que la punition, l'intervention minimale, la suspension de la procédure et la déjudiciarisation ainsi qu'une peine modérée tenant compte de la culpabilité réduite constituent la pierre angulaire du droit pénal des mineurs actuels. Les tendances internationales se traduisent par des recommandations et des normes minimales du Conseil de l'Europe, des Nations Unies et, plus récemment, par des directives de l'Union européenne. Malgré les différences d'orientation plus ou moins marquée vers le modèle de justice ou de bien-être, on peut parler d'un large consensus international sur les questions des droits de l'homme. On peut toutefois constater de nettes différences sur la question du champ d'application du droit pénal des mineurs en fonction de l'âge, eu égard au début de la responsabilité pénale, et sur la question du traitement des adolescents de 18 à 20 ans. Monsieur Dünkel explique ensuite le droit pénal des mineurs allemand, en particulier les bases juridiques, la pratique des sanctions et surtout la problématique du traitement du groupe d'âge des adolescents. Au vu des nouvelles connaissances en matière de psychologie du développement et de neurosciences, il existe des exigences de réforme visant à étendre le droit pénal des mineurs jusqu'à 21 ans et, dans certaines circonstances, jusqu'au milieu de la troisième décennie. La comparaison internationale prouve qu'il s'agit d'une exigence de réforme de plus en plus acceptée et fondée sur des preuves.

In his article, Professor Dr. Frieder Dünkel addresses the history of juvenile criminal law and the fundamental ideas that we associate with juvenile criminal law or a juvenile or youth protection law. The basic ideas of an independent juvenile criminal law originate from the developments at the beginning of the 20th century with the discovery of "youth" as an independent phase of life and development. Thus, education instead of punishment, minimal intervention, discontinuation of proceedings and diversion, and moderate sentencing that takes into account diminished culpability form the cornerstones of today's juvenile criminal law. International trends find expression in recommendations and minimum standards of the Council of Europe, the United Nations and, more recently, directives of the European Union. In spite of differing characteristics corresponding to a more or less pronounced orientation toward the so-called justice or welfare model, one can speak of a broad international consensus on human rights issues. However, clear differences can be seen in the question of the age-related scope of juvenile criminal law with regard to the beginning of the age of criminal responsibility and in the question of dealing with 18 to 20 year old adolescents. Prof. Dr. Dünkel then explains German juvenile criminal law, in particular the legal basis, the practice of sanctions, and especially the problem of dealing with the age group of adolescents. In view of new findings in the fields of developmental psychology and neuroscience, there are calls for reform aimed at extending juvenile criminal law to young people up to the age of 21 and possibly up to the middle of the third decade of life. International comparison demonstrates that this is an increasingly accepted evidence-based reform demand.

JUGENDSTRAFRECHT IN DEUTSCHLAND UND IM INTERNATIONALEN VERGLEICH

Frieder Dünkel (*Universität Greifswald*)

1. Einleitung – Grundlegende Orientierungen des Jugendstrafrechts im internationalen Vergleich¹

1.1 Historische Grundlagen und Orientierungen (Wohlfahrts- und Justizmodell)

Die grundlegenden Ideen eines eigenständigen Jugendstrafrechts kommen aus der Entwicklung Anfang des 20. Jahrhunderts, als Jugend als soziales Problem entdeckt wurde und Jugend etwas Eigenständiges wurde, auch in Frage der Behandlung durch das Strafrecht oder durch Interventionen gegenüber abweichendem oder kriminellen jugendlichen Verhalten. Die kriminologische Grundlage für ein eigenständiges Jugendstrafrecht ist, dass wir es bei Jugendlichen mit einer Übergangssituation vom Kindes- oder Jugendalter ins Erwachsenenleben zu tun haben, eine Übergangssituation, in der bestimmte Probleme und Schwierigkeiten auftreten können. Wir haben in der Geschichte des Jugend(straf)rechts gelernt, dass es besser ist, mit erzieherischen Sanktionen als mit Strafsanktionen zu reagieren. Deswegen ist die Entwicklung des Jugendstrafrechts eng mit dem Gedanken der „Erziehung statt Strafe“ verknüpft. Wir haben auch gelernt, dass Jugendkriminalität in der Regel eine Episode im Leben darstellt. Bestimmtes (unter Umständen strafrechtlich relevantes) Risikoverhalten verschwindet mit dem Eintritt ins Erwachsenenleben, normalerweise spätestens im dritten Lebensjahrzehnt. Es gibt nur wenige kriminelle Karrieren, die länger andauern, aber auch bei sogenannten Intensiv- und Mehrfachtätern kann man im dritten Lebensjahrzehnt eine Abschwächung und ein Ausgleiten aus der Kriminalität beobachten.

Die Sozialkontrolle gegenüber jugendlichem straffälligen Verhalten ist historisch gesehen in verschiedenen Varianten ausgestaltet worden. Das Ausgangsmodell war historisch gesehen das sogenannte Wohlfahrtsmodell („welfare model“), das Jugendschutzmodell – das luxemburgische und belgische Recht basieren auf dieser Grundorientierung – und vor allem in den USA, England, Spanien, Lateinamerika war diese der Ausgangspunkt für das Jugendstrafrecht. Interessanterweise, und das könnte für Luxemburg auch interessant sein, hat sich Lateinamerika mit der Verabschiedung der Kinderrechtskonvention 1989 und nachfolgend Reformgesetzen in allen Ländern des Kontinents weitgehend davon verabschiedet.² Es gibt dort kein Jugendhilfe- und Jugendstrafrecht vereinigendes Jugendschutzrecht mehr, sondern ein Jugendstrafrecht, ähnlich wie in Deutschland oder den Niederlanden, verknüpft mit einem selbständigen Jugendhilferecht.

In Kontinentaleuropa haben wir es im Allgemeinen (Ausnahmen sind Belgien und Polen) mit dem sogenannten Justizmodell zu tun, angelehnt in den Anwendungsvoraussetzungen an das Strafrecht, das heißt Anlass für justizielle Interventionen sind Straftaten, wie sie in den Strafgesetzbüchern definiert werden. Das Jugendstrafrecht ist jedoch verfahrensbezogen und im Hinblick auf die strafrechtlichen Reaktionen/Sanktionen ein besonderes (eigenständiges) Strafrecht, das zunehmend auch auf Justizgewährleistungsrechten basiert, auf Grundrechten für Jugendliche und Heranwachsende. Wie das Wohlfahrtsmodell auch basiert es auf dem Gedanken der Priorität von erzieherischen Maßnahmen. Beide Modelle konvergieren und demgemäß sind rein erzieherisch gedachte Maßnahmen vorrangig, aber auch tatproportionale oder schuldproportionale Sanktionen beziehungsweise Strafen vorgesehen. Zunehmend wurden „Due process“-Garantien, das heißt rechtsstaatliche Verfahrensgarantien, sowohl in Jugendstrafverfahren als auch in Jugendschutzverfahren, verankert.³ In Ländern wie zum Beispiel

1. Der Vortragsstil des am 19.3.2019 in Luxemburg gehaltenen Vortrags wurde beibehalten. Bibliographische Angaben wurden auf wenige notwendige Zitate reduziert, entsprechende Hinweise finden sich in Veröffentlichungen des Autors, vgl. z. B. zum europäischen Vergleich: DÜNKEL Frieder, 'Juvenile Justice and Crime Policy in Europe', in ZIMRING Franklin E., LANGER Maximo, TANENHAUS David S. (eds.), *Juvenile justice in Global Perspective*, New York University Press, New York, London, 2015, S. 9-62; DÜNKEL Frieder, 'Jugendkriminalpolitik in Europa und den USA: von Erziehung zu Strafe und zurück?', in DVJJ (ed.): *Jugend ohne Rettungsschirm? Herausforderungen annehmen!*, Forum Verlag Godesberg, Mönchengladbach, 2015, S. 527-565; DÜNKEL Frieder, 'Juvenile Justice and Human Rights: European Perspectives', in KURY Helmut, REDO Stawomir, SHEA Evelyn (eds.), *Women and Children as Victims and Offenders: Background, Prevention, Reintegration*, Springer International Publishing Switzerland, Zürich, 2017, S. 681-719; zum Jugendstrafrecht in Deutschland: DÜNKEL Frieder, 'Youth Justice in Germany', *Oxford Handbook on Juvenile Justice*, Internet-Publikation, https://rsf.uni-greifswald.de/storages/uni-greifswald/fakultaet/rsf/lehrstuehle/lis-duenkel/Veroeffentlichungen/Duenkel_-_Youth_Justice_in_Germany_-_Oxford_Handbooks_Online.pdf; DÜNKEL Frieder, HEINZ Wolfgang, 'Germany', in DECKER Scott H., MARTEACHE Nerea, (eds.), *International Handbook of Juvenile Justice 2nd ed.*, Springer International Publishing, Switzerland, 2017, S. 305-326.

2. BELOFF Mary, LANGER Maximo, 'Myths and Realities of Juvenile Justice in Latin America', in ZIMRING Franklin E., LANGER Maximo, TANENHAUS David S., (eds.), *Juvenile Justice in Global Perspective*, New York University Press, New York, London, 2015, S. 198-248.; CASTRO MORALES Alvaro, DÜNKEL Frieder, 'Jugendstrafrecht und Jugendstrafvollzug in Chile, Bolivien und Peru – Aktuelle Entwicklungen und Reformtendenzen', *ZIS (Zeitschrift für internationale Strafrechtsdogmatik)* (12), 2017, S. 1-10.

3. Ein jüngstes Beispiel für sind die auf der Grundlage der EU-Richtlinie 2016/800 verabschiedeten Reformen zu einem erweiterten Schutz Beschuldigter und Angeklagter in Jugend(straf)verfahren, in Deutschland das Gesetz zur Stärkung der Verfahrensrechte von Beschuldigten im Jugendstrafverfahren vom 17.12.2019. Zu einem Überblick über die Jugendgerichtsbarkeit und das Jugendstrafverfahren im europäischen Vergleich: vgl. GENSING Andrea, *Jugendgerichtsbarkeit und Jugendstrafverfahren im europäischen Vergleich*, Forum Verlag Godesberg, Mönchengladbach, 2014.

Schweden, in denen das Jugendhilferecht eine starke Bedeutung hatte, hat man festgestellt, dass auch durch Jugendhilfemaßnahmen im Interesse des Kindeswohls Rechte eingeschränkt werden und gegebenenfalls Menschenrechte verletzt werden können. Der Rechtsstaat muss auch in diesem Bereich Grenzen setzen und vor Willkür schützen.

In jüngerer Zeit werden weitere Grundorientierungen des Jugendstrafrechts diskutiert, die sich mit den herkömmlichen Verfahren verbinden lassen, zum einen der Vorrang der Diversion, das heißt der informellen Strafverfahrensenerledigung (Einstellung des Verfahrens aus Opportunitätsgründen wegen der geringen Schwere der Straftat). Das dahinterstehende Leitmotiv ist der Grundsatz der minimalen Intervention („minimum intervention“), der auf Erkenntnissen zu möglichen negativen Wirkungen (Stichwort Stigmatisierung) durch justizielle Interventionen beruht und kriminalitätstheoretisch mit dem sogenannten Etikettierungsansatz („labeling approach“) begründet wird. Die Ergebnisse zur Legalbewährung bei informellen Sanktionierungen im Vergleich zu förmlichen Verurteilungen bestätigen dieses Konzept als spezialpräventiv mindestens ebenbürtig und wegen der geringeren Eingriffsintensität im Sinne des Verhältnismäßigkeitsprinzips vorzugswürdig beziehungsweise geboten⁴.

Nicht zuletzt finden sich Elemente einer wiedergutmachungsorientierten Strafrechtspflege zunehmend in allen Jugendstrafrechtssystemen wieder.⁵

Grundlegende Prinzipien des Jugendstrafrechts sind „Erziehung statt Strafe“ und die minimale Intervention, das heißt der Vorrang von informellen Verfahrensenerledigungen und geringfügigen Sanktionen/Maßnahmen, häufig nicht Strafen, nicht einmal Erziehung, sondern schlicht die Einstellung des Verfahrens. Dass das Sinn macht und nicht eine Ermutigung zu weiteren Straftaten darstellt, lässt sich auch empirisch belegen. Bestrafung, insbesondere freiheitsentziehende Sanktionen sollen „ultima ratio“ sein, wenn alle anderen Sanktionen inadäquat erscheinen, und – wie in den internationalen Menschenrechtsstandards immer wieder betont – so kurz wie möglich, wenngleich natürlich nicht so kurz, dass gar keine erzieherisch sinnvolle Intervention möglich ist. In Deutschland gibt es

deswegen eine Mindeststrafe von sechs Monaten bei der Jugendstrafe, weil davon auszugehen ist, dass bei kürzeren Strafen ein vernünftiges erzieherisches Programm nicht organisierbar ist.

Auf die Charakteristika der verschiedenen Ausprägungen – wohlfahrtsorientiert, justizorientiert, „restorative justice“ und die in den 1990er Jahren in Großbritannien kritisierte bestrafungsorientierte Orientierung des „neo-correctionalist approach“ („getting tough on crime“),⁶ der teilweise auch in Frankreich und in den Niederlanden erkennbar war, mit einer härteren Bestrafung zum Beispiel von Rückfalltätern⁷ sind an anderer Stelle ausführlich dargestellt.⁸ Fasst man die Debatten und Reformentwicklungen der vergangenen drei Jahrzehnte zusammen, so wird deutlich, dass die in England um die Jahrtausendwende praktizierte Strategie mit harten und rigiden Strafsanktionen Jugendkriminalität zu bekämpfen, kein Zukunftsmodell ist. Vielmehr gibt es Anzeichen dafür, dass eine Rückbesinnung auf die Erziehung oder moderner gesprochen Förderung junger Menschen erfolgversprechender ist (siehe dazu später).

1.2 Reformentwicklungen seit den 1960er Jahren

Historisch gesehen gibt es in der Zeit nach dem Zweiten Weltkrieg Reformprozesse seit Mitte der 1960er Jahre. Die Tendenzen bis Ende der 1970er Jahre wurden in der amerikanischen Literatur mit dem Kürzel der 4 D's charakterisiert, vor allem „diversion“, also Einstellung des Verfahrens bei geringfügigen Delikten, der „decriminalisation“, das heißt der Entkriminalisierung insbesondere von sogenannten Statusdelikten, die nur in Verbindung mit dem Status von Minderjährigen einen staatlichen Interventionsanlass ergeben können (ein Problem auch des herkömmlichen Jugendrechts in Luxemburg). In diesem Sinn kann zum Beispiel Schule schwänzen oder von zu Hause weglaufen als „Delikt“ behandelt werden. Das dritte „D“ („de-institutionalisation“, das heißt die Entinstitutionalisierung), betrifft die Abschaffung der geschlossenen Unterbringung in Erziehungsheimen, zum Beispiel wegen der erwähnten Statusdelikte. Das vierte „D“ betraf die

4. HEINZ Wolfgang, *Sekundäranalyse empirischer Untersuchungen zu jugendkriminalrechtlichen Maßnahmen, deren Anwendungspraxis, Ausgestaltung und Erfolg. Gutachten im Auftrag des Bundesministeriums für Justiz und Verbraucherschutz. Konstanz: Universität Konstanz, 2019, https://www.bmfv.de/SharedDocs/Downloads/DE/Service/Fachpublikationen/Sekundaeranalyse_jugendkriminalrechtliche-Ma%C3%9Fnahmen.pdf?__blob=publicationFile&v=4; siehe auch unten 4.*

5. vgl. DÜNKEL Frieder, GRZYWA-HOLTEN Joanna, HORSFIELD Philip (eds.), *Restorative Justice and Mediation in Penal Matters – A stock-taking of legal issues, implementation strategies and outcomes in 36 European countries*, Forum Verlag Godesberg, Mönchengladbach, 2015; DÜNKEL Frieder, PAROŞANU Andrea, *Restorative Justice – Entwicklungen wiedergutmachender Verfahren und Maßnahmen in der Strafrechtspflege in Europa*. *Bewährungshilfe* (67/2020), S. 309-330; zur Restorative Justice im Jugendstrafrecht insb. DÜNKEL Frieder, HORSFIELD Philip, PAROŞANU Andrea, *European Research on Restorative Juvenile Justice. Volume 1: Research and selection of the most effective Juvenile Restorative Justice practices in Europe: Snapshots from 28 EU Member States*, International Juvenile Justice Observatory, Brussels, 2015.

6. s. CAVADINO Michael, DIGNAN James, *Penal Systems: A Comparative Approach*, Sage Publication, London, 2006.

7. DÜNKEL Frieder, *Juvenile Justice and Crime Policy in Europe*; S. 11 f.

8. *Ibid.*, S. 10-18.

verstärkte Orientierung an verfahrensrechtlichen Garantien für Minderjährige, also die Vertretung durch Rechtsbeistände beziehungsweise Anwälte, das Recht auf ein förmliches Justizverfahren mit all den Rechten, die Erwachsenen zur Verfügung stehen: „due process“.

In den 1970er und 1980er Jahren gab es in vielen Ländern eine Reformbewegung, im Rahmen derer neue alternative Sanktionen, wie die gemeinnützige Arbeit („community service“) oder soziale Trainingskurse, Mediation, Täter-Opfer-Ausgleich und andere sozialintegrative („erzieherische“) Maßnahmen entwickelt und flächendeckend eingeführt wurden. Die Vermeidung von Freiheitsentzug (Untersuchungshaft, geschlossene Heimerziehung und von Jugendstrafvollzug) standen im Vordergrund, das Modell der minimalen Intervention, der Vermeidung von stigmatisierenden Strafverfahren, aber auch der Vorrang der erzieherischen Intervention waren hierbei das Leitmotiv.

Seit Mitte der 1980er und in den 1990er Jahren hat sich das Klima gewandelt, einerseits die Orientierung an wiedergutmachungsorientierten Verfahren und Sanktionen („restorative Justice“, „Restitution“) das heißt die Einbeziehung von Opfern im Täter-Opfer-Ausgleich, Familienkonferenzen und ähnliches, aber auch, und das ist die neoliberale Tendenz des sogenannten „neo-correctionalist approach“, die Verantwortlichmachung („responsibilisation“) des Täters (und gegebenenfalls auch der Eltern), die mit dem Schlagwort von „no more excuses“ in England/Wales 1998 ihren gesetzlichen Niederschlag fand. Man hat auch die Eltern haftbar gemacht für das Fehlverhalten ihrer Kinder, wenn sie die Aufsichtspflicht verletzen und sogenannte „parenting orders“ eingeführt. Eine Ausweitung der strafrechtlichen Sozialkontrolle fand über sogenannte „Antisocial Behaviour Orders“ (ASBO), die Kriminalisierung von Verhalten, das eigentlich kein kriminelles Verhalten ist (Lärm, laute Partys feiern, oder anderes, was von Erwachsenen als belästigend empfunden werden kann), als Anlass für eine Intervention des Jugendgerichts geschaffen.⁹ Als viertes „R“, das die vier D’S der vorangegangenen Epoche überlagerte, kam die „Retribution“ hinzu, das heißt die bestrafungsorientierte Sanktionierung von Jugendlichen. Bemerkenswert insoweit ist die Änderung der Wortwahl: Aus dem „community treatment“ der 1960er Jahre wurde in England das

„community punishment“ oder „punishment in the community“. Damit wird der neoliberale, punitive Umschwung auch sprachlich sehr anschaulich.

Die Frage zur Jahrhundertwende war, ob diese neoliberale Orientierung das Leitmotiv für das Jugendstrafrecht in Europa oder sogar darüber hinaus sein wird. In den USA gab es noch weitergehende repressive Tendenzen, die sogar lebenslange Freiheitsstrafen ohne Begnadigungsmöglichkeit („life without parole“) für Minderjährige vorsahen. Diese Frage hat zahlreiche Forschungen ausgelöst, die den Reformprozess in Europa, aber auch weltweit in den Blick nahmen.¹⁰ Dazu, dass die repressive Wende der 1980er und 1990er Jahre vielfach eine Episode blieb, haben sicherlich die internationalen Menschenrechtsstandards beigetragen, wie die Kinderrechtskonvention von 1989, die UN-Regelungen (Beijing-Rules von 1985; Havana-Rules von 1990), die Europaratsempfehlungen (2003 und 2008), und auch sogenannte „opinion papers“ der Europäischen Union gehabt, die an dem Grundgedanken des Jugendstrafrechts als einem Recht, das Jugendliche fördern und erziehen, sie aber auch mit grundlegenden Verfahrensrechten schützen soll.

Bei den Reformen in den 1990er Jahren in Mittel- und Osteuropa ging es darum, nach dem Ende des Ostblocks ein moderateres Strafrecht in Anlehnung an die europäischen Menschenrechtsstandards zu entwickeln. An den neuen Gesetzgebungen vor allem den baltischen Staaten und Tschechien sieht man deutlich, dass man das alte sowjetische Modell mit einer Hinwendung zu westeuropäischen Vorbildern überwinden wollte. Nicht zuletzt konnten damit auch die Beitrittsverhandlungen zur Europäischen Union befördert werden.

Zur Abkehr von einem überwiegend bestrafungs- und abschreckungsorientierten Jugendstrafrecht in den USA hat sicherlich die Rechtsprechung des Supreme Court beigetragen, die ihrerseits stark von entwicklungspsychologischen und neurowissenschaftlichen Erkenntnissen beeinflusst wurde.¹¹ So wurde in einem Aufsehen erregenden Urteil (Roper v. Simmons, U.S. 1040, 2005) im Jahr 2005 die Todesstrafe gegen zur Tatzeit unter 18-Jährige als verfassungswidrig eingestuft und abgeschafft. Damit haben die USA ein wesentliches Postulat der Kinderrechtskonvention

9. vgl. zusammenfassend DÜNKEL Frieder, *Juvenile Justice and Crime Policy in Europe*, S. 9-62.; DÜNKEL Frieder, *Jugendkriminalpolitik in Europa und den USA: Von Erziehung zu Strafe und zurück?* In DVJJ (Hrsg.), *Jugend ohne Rettungsschirm?*, S. 527-565; DÜNKEL Frieder, *Youth Justice in Germany*.

10. vgl. DÜNKEL Frieder, GRZYWA-HOLTEN Joanna, HORSFIELD Philip, PRUIN Ineke (eds.), *Juvenile Justice Systems in Europe – Current Situation and Reform Developments*. 2. Aufl., Forum Verlag, Godesberg, Mönchengladbach, 2011.; DÜNKEL Frieder, *Juvenile Justice and Crime Policy in Europe*, S. 9-62; DÜNKEL Frieder, *Jugendkriminalpolitik in Europa und den USA: Von Erziehung zu Strafe und zurück?* In DVJJ (Hrsg.), *Jugend ohne Rettungsschirm?*, S. 527-565.

11. STEINBERG Laurence, *Adolescent Brain Science and Juvenile Justice Policymaking*, *Psychology, Public Policy, and Law* (23/4), 2017, S. 410-420, m.w.N.

erfüllt.¹² Schließlich wurde 2010 in der Entscheidung *Graham versus Florida* (560 U.S. 48, 2010) die lebenslange Freiheitsstrafe ohne gesetzliche Möglichkeit der bedingten Entlassung („life without parole“) dahingehend eingeschränkt, dass sie auf Mord beschränkt wurde. In der Folgeentscheidung *Miller versus Alabama* im Jahr 2012 (567 U.S., 2012) wurde „life without parole“ auch bei Mord nur noch als fakultative, nicht obligatorische Strafe zugelassen.¹³ „Life without parole“ wurde mit ähnlichen Argumenten, wie sie das Bundesverfassungsgericht 1977 in seiner Entscheidung zur lebenslangen Freiheitsstrafe gebrauchte, als grausame Strafe („cruel and unusual punishment“) eingestuft.¹⁴

Ein zweiter Eckpfeiler eines neuen Denkens in den USA ist das verstärkte Interesse an entwicklungsbezogenen Forschungsfragen, die Reifungsprozesse im Kindes- und Jugendalter in den Fokus nehmen.

Der Bericht des National Research Council vom November 2012 kann als paradigmatisch für den stärker entwicklungsbezogenen Umgang mit jungen Straffälligen angesehen werden. Er bleibt allerdings im Ergebnis für europäische Verhältnisse kriminalpolitisch sehr zurückhaltend, zumal er die Problematik Heranwachsender nur verklausuliert anspricht. Der jugendkriminalpolitische Ansatz geht daher vor allem gegen die Politik an, Jugendliche im Rahmen von Transfers an das Erwachsenengericht oder durch harte Strafen des Jugendgerichts wie Erwachsene zu behandeln. Dennoch enthält der Bericht mit Blick auf die neuro-wissenschaftlichen und entwicklungsbezogenen Aspekte das Potenzial für die Forderung nach Ausweitung des Jugendstrafrechts bis weit ins dritte Lebensjahrzehnt hinein.

Die entwicklungsbezogene Forschung hat gezeigt, dass junge Menschen weniger als Erwachsene in der Lage sind, ihr Verhalten in emotional aufgelau-

den Kontexten zu steuern,¹⁵ leichter von externen Einflüssen abhängig sind (wie dem Druck der Gleichaltrigengruppe und erwarteter unmittelbarer Bedürfnisbefriedigung) und Entscheidungen weniger unter Berücksichtigung langfristiger Konsequenzen treffen.¹⁶ Mit anderen Worten sind junge Menschen risikoorientierter in ihren Entscheidungen. Diese Risikobereitschaft sinkt nach Steinberg ab dem Alter von 17 Jahren bis zum Alter von 26 Jahren auf einen Skalenwert, der etwa bei der Hälfte des mit 17 Jahren erreichten Höchstwerts liegt. Die Übergangsphase dauert also bis in die Mitte des dritten Lebensjahrzehnts an.¹⁷

Die aus den entwicklungsbezogenen Forschungen abgeleiteten jugendkriminalpolitischen Forderungen beinhalten vieles, was dem klassischen Jugendstrafrecht entspricht. Der Begriff „accountability“ wird in diesem Sinn neu interpretiert.¹⁸ Es geht nicht mehr um die Orientierung an den harten Strafen des Erwachsenenrechts (Stichwort: lange Strafen, das heißt „serving time“), sondern um konstruktive, normverdeutlichende Reaktionen, die Elemente der Wiedergutmachung gegenüber dem Opfer („restitution“, „mediation“) oder der Gesellschaft enthalten (zum Beispiel „community service“). Ein zweiter Pfeiler des geforderten zukünftigen Jugendstrafrechts stellt die Orientierung an „evidenzbasierten“ Programmen der Rückfallvorbeugung wie zum Beispiel „aggression replacement therapy“ dar.¹⁹ Dabei sollen die bekannten Kriterien erfolgreicher Straftäterbehandlung („risk assessment“, „targeting criminogenic needs and responsivity“) beachtet werden und zugleich der jeweils geringstmögliche Eingriff erfolgen.²⁰ Deshalb wird ambulanten Sanktionen eindeutig der Vorrang gegeben.

Der dritte Pfeiler betrifft den Gedanken der Fairness. Jugendliche fair und mit Respekt ihrer Grundrechte zu behandeln, kann die moralische und die soziale Entwicklung (Eingliederung) fördern. Dies alles erscheint dem europäischen Leser wohl-

12. Vgl. Art. 37 KRK von 1989, der allerdings neben dem Verbot der Todesstrafe auch die lebenslange Freiheitsstrafe ohne gesetzliche Möglichkeit der bedingten Entlassung („life without parole“) verbietet.

13. Zum Zeitpunkt der Entscheidung sahen 29 der 51 Bundesstaaten „life without parole“ für unter-18-jährige Mörder vor, vgl. *Miller v. Alabama*, 567 U. S., 2012.

14. Für Europa hat der EGMR nunmehr ebenso votiert und „life without parole“ als grausame und unmenschliche Bestrafung abgelehnt. In diesem Kontext wurde das Recht auf „Hoffnung“ bzgl. einer Entlassung und damit der Resozialisierungsgrundsatz als unveräußerliches Menschenrecht anerkannt. Allerdings hat der EGMR zugleich eine Mindestverbüßungszeit von 25 Jahren im vorliegenden Fall akzeptiert, vgl. *Vinter and Others v. United Kingdom*, Application Nr. 66069/09 und 130/10, v. 9.7.2013; hierzu VAN ZYL SMIT Dirk, WEATHERBY Pete, CREIGHTON Simon, *Whole Life Sentences and the Tide of European Human Rights Jurisprudence: What Is to Be Done?*, *Human Rights Law Review*, 2014, S. 1-26.

15. SOMERVILLE Leah H., FANY Negar, MC-CLUER-TONE Erin B., *Behavioral and neural representation of emotional facial expressions across lifespan*, *Developmental Neuropsychology* (36), S. 408-428.

16. BONNIE Richard J., CHEMERS Betty M., SCHUCK Julie (eds.), *Reforming Juvenile Justice: A Developmental Approach*, DC: National Research Council of the National Academies, Washington, 2012, S. 1, 4-2.

17. STEINBERG Laurence et al., *Are adolescents less mature than adults? Minors' access to abortion, the juvenile death penalty, and the alleged APA "flip-flop"*, *American Psychologist* (64/2009); vgl. i. E. hierzu unten 6.

18. BONNIE Richard J., CHEMERS Betty M., SCHUCK Julie (eds.), *Reforming Juvenile Justice: A Developmental Approach*, Kapitel 7.

19. *Ibid.*, Kapitel 6.

20. zusammenfassend LÖSEL Friedrich, *Wie wirksam ist die Straftäterbehandlung im Justizvollzug?*, in RETTENBERGER Martin, DESSECKER Axel (eds.), *Behandlung im Justizvollzug, Kriminologische Zentralstelle, Wiesbaden, 2016, S. 17-52.*; ENDRES Johann, SCHWANENGEL Florian, *Straftäterbehandlung, Bewährungshilfe* (62/2015) m.jew. w.N.

vertraut, ja fast schon eine Selbstverständlichkeit. Allerdings zeigt die Forderung, dass jedem Jugendlichen anwaltlicher Beistand in jeder Phase des Verfahrens zustehen soll, und zwar durch Anwälte, die nicht wie bisher hoffnungslos überlastet sind, eine Dimension auf, die auch in Europa nicht zum jugendgerichtlichen Alltag gehört. Die neuen entwicklungsbezogenen Forschungsergebnisse stützen die traditionelle Sichtweise, dass man bei jungen Straffälligen generell von einer geminderten Schuld im Vergleich zu (älteren) Erwachsenen ausgehen muss. Zur Begründung wird angeführt: „Their choices are influenced by psychosocial factors that are integral to adolescence as a developmental stage and are strongly shaped by still-developing brain systems“.²¹ Unter Bezugnahme auf mehrere neuere Entscheidungen des U.S. Supreme Court (zum Beispiel *Roper v. Simmons* U.S. 1040, 2005, s.o.)²² wird die allgemeine Forderung abgeleitet, dass junge Rechtsbrecher milder bestraft werden müssen als Erwachsene.²³

Eine ähnliche Kehrtwende ist in England/Wales mit der Ausweitung der Diversion und der Stärkung klassischer jugendstrafrechtlicher ambulanter Sanktionen des Jugendstrafrechts erfolgt.²⁴ Das bedeutet zwar noch nicht, dass jegliche Verschärfungen des Jugendstrafrechts zurückgenommen wurden, beziehungsweise die in Teilbereichen neuerdings in Ungarn oder der Slowakei erkennbar sind, damit als überwunden gelten können, jedoch ist ein tendenziell stabiles und in seiner Grundorientierung moderates Jugendstrafrecht charakteristisch für Europa und mehr und mehr auch auf dem amerikanischen Kontinent.²⁵

2. Grundzüge des deutschen Jugendstrafrechts – Die Jugendgerichtsbarkeit sowie die Verzahnung von Jugendhilfe und Jugendstrafjustiz

Das deutsche Jugendstrafrecht ist anders als das belgische oder das luxemburgische, aber ebenso wie das niederländische Recht charakterisiert durch ein duales System aus Jugendhilfe- und Jugendstrafrecht, die jeweils unterschiedliche Anknüpfungspunkte für staatliches Handeln beziehungsweise Interventionen aufweisen: Zum einen die Kindeswohlgefährdung für die Veranlassung von Hilfeleistungen an die Familie, zum anderen Straftaten im Sinne des allgemeinen Strafgesetzbuches (StGB). Dem entsprechen auf der Verfahrensebene die Zuordnung des Jugendhilferechts zum Zivilrecht und des Jugendstrafrechts zum Strafrecht und den entsprechenden Gerichten.²⁶

Das Jugendhilferecht ist geregelt im Sozialgesetzbuch (SGB) VIII. Dort geht es um Kinder, die zur Förderung ihrer Entwicklung der Fürsorge bedürfen und das gilt für alle unter 18-Jährigen.²⁷ Die Hilfen können unter Umständen bis zum Alter von 27 Jahren fortgeführt werden, wenn sie vor dem 18. Lebensjahr begonnen haben. Das 1990 modernisierte Jugendhilferecht ist ein Leistungsgesetz, das im Idealfall zur Anwendung kommt, wenn die Eltern entsprechende Hilfen beantragen (im Gegensatz zum Jugendwohlfahrtsgesetz von 1922, das als Eingriffsrecht konzipiert war). Die Jugendämter gewähren demgemäß im Allgemeinen von den Eltern beantragte Hilfen, zum Beispiel weil sie mit dem Kind nicht mehr zurechtkommen. Ausnahmsweise ist daneben das Familiengericht zuständig, wenn Maßnahmen wegen einer Kindeswohlgefährdung angeordnet werden müssen, weil die Eltern sich weigern, entsprechende Hilfen

21. BONNIE Richard J., CHEMERS Betty M., SCHUCK Julie (eds.), *Reforming Juvenile Justice: A Developmental Approach*, S. 5-10.

22. Weitere aktuelle Entscheidungen betrafen den Ausschluss von lebenslanger Freiheitsstrafe ohne gesetzliche Entlassungsmöglichkeit („life without parole“) bei anderen als Morddelikten (*Graham v. Florida*) und der Ausschluss einer obligatorischen Verhängung von „life without parole“ bei bestimmten Morddelikten Jugendlicher (*Miller v. Alabama*), s.o. In der Begründung der mit 5 : 4 denkbar knappen Entscheidung wurde explizit auf die Notwendigkeit der Berücksichtigung der jeweiligen individuellen Umstände, des sozialen Umfelds und der Entwicklungsreife des Jugendlichen hingewiesen.

23. vgl. BONNIE Richard J., CHEMERS Betty M., SCHUCK Julie (eds.), *Reforming Juvenile Justice: A Developmental Approach*, S. 5-11. Nicht zuletzt werden festgelegte Mindeststrafen („mandatory sentences of confinement“) und der Transfer an Erwachsenengerichte abgelehnt. Selbst wenn ein entsprechender Transfer ausnahmsweise gerechtfertigt erscheine, müsse das Urteil auf einer individualisierten Strafzumessungsentscheidung basieren, vgl. BONNIE Richard J., CHEMERS Betty M., SCHUCK Julie (eds.), *Reforming Juvenile Justice: A Developmental Approach*, S. 5-13.

24. HORSFIELD Philip, *Jugendkriminalität in England und Wales – Entwicklungsgeschichte, aktuelle Rechtslage und jüngste Reformen*, Forum Verlag Godesberg, Mönchengladbach, 2015; DÜNKEL Frieder, *Jugendkriminalpolitik in Europa und den USA: Von Erziehung zu Strafe und zurück?* In DVJJ (Hrsg.), *Jugend ohne Rettungsschirm?*, S. 527-565.

25. vgl. zusammenfassend ZIMRING Franklin E., LANGER Maximo, TANENHAUS David S. (eds.), *Juvenile justice in Global Perspective*, New York University Press, New York/London, 2015.

26. In den Niederlanden gibt es eine entsprechende Parallelität seit der Reform von 1995, im Rahmen derer die Kompetenzen für Jugendhilfefragen den Zivilgerichten übertragen wurden, die allerdings nur eine prüfende Funktion im Hinblick auf die von den Jugendbehörden veranlassten Maßnahmen haben. Die Konsequenz für die Jugendstrafgerichtsbarkeit war, dass eine Spezialisierung der Jugendstrafgerichte wegen der geringen Fallzahlen nicht aufrechterhalten werden konnte, vgl. UIT BEIJERSE Jolande, *Entwicklungen im Jugendstrafrecht in den Niederlanden*; Zeitschrift für Jugendkriminalrecht und Jugendhilfe (30/2019), S. 50 f.; Abhilfe hätte nur die Einbeziehung der Heranwachsenden in die Jugendgerichtsbarkeit schaffen können, als man mit der Reform von 2014 die Anwendbarkeit des Jugendstrafrechts auf bis zu 22-Jährige erweiterte (s. dazu unten 3.3 und 6.), jedoch konnte sich der Gesetzgeber dazu im Gegensatz zu Deutschland nicht entschließen, dazu kritisch UIT BEIJERSE Jolande, *Entwicklungen im Jugendstrafrecht*, S. 53 f., die die weitgehende Bedeutungslosigkeit der Anwendungsmöglichkeiten jugendstrafrechtlicher Sanktionen bei bis zu 22-Jährigen darauf zurückführt.

27. § 1 Abs. 1 SGB VIII lautet: „Jeder junge Mensch hat ein Recht auf Förderung seiner Entwicklung und auf Erziehung zu einer eigenverantwortlichen und gemeinschaftsfähigen Persönlichkeit.“

anzunehmen. Dazu gehört insbesondere auch die Unterbringung in einem Erziehungsheim. Die Besonderheit ist, dass es in vielen Bundesländern keine geschlossenen Einrichtungen der Jugendhilfe gibt, insgesamt gibt es in ganz Deutschland nur circa 350 (teil-)geschlossene Plätze in Heimen der Jugendhilfe.

Zum anderen gilt das Jugendgerichtsgesetz (JGG) für 14- bis 17-jährige Jugendliche und die Heranwachsenden im Alter von 18 bis unter 21 Jahren, die ein Delikt begangen haben, das strafrechtlich von Bedeutung ist oder sein kann. Einen Überblick über die unterschiedlichen Anknüpfungspunkte für staatliches Handeln und die entsprechenden Reaktionen gibt die nachfolgende tabellarische Übersicht:

	Jugendhilferecht	Jugendstrafrecht
Persönlicher Anwendungsbereich (Altersgruppen)	0-17 18-20 (ausnahmsweise –27, vgl. § 41 SGB VIII)	14-17 18-20
Anknüpfungspunkt staatlicher Reaktionen	Gefährdung des Kindeswohls (vgl. § 27 SGB VIII, §§ 1666, 1666a, 1631b BGB)	Straftat nach den allgemeinen Bestimmungen des StGB bzw. des Nebenstrafrechts
Reaktionsformen	Hilfen zur Erziehung, vgl. insbesondere §§ 27-35 SGB VIII; vormundschaftsrichterliche Maßnahmen (§§ 1631b, 1666, 1666a BGB)	Diversion, §§ 45, 47 JGG Erziehungsmaßnahmen, Zuchtmittel, Jugendstrafe, vgl. §§ 5 Abs. 2, 9-12, 13-16a, 17, 18, 105 JGG
Träger der Maßnahmen	Freie Träger der Jugendhilfe, Jugendamt (Subsidiarität öffentlicher Jugendhilfe, § 4 II SGB VIII)	Freie und öffentliche Jugendhilfe, Bewährungshilfe, Jugendstrafvollzug

Übersicht 1: Das deutsche Jugendhilfe- und Jugendstrafrecht im Überblick

Im Jugendstrafrecht sind folgende Altersgruppen zu unterscheiden: Unter 14-Jährige, für die es keine strafrechtliche Verantwortlichkeit gibt (§ 19 StGB). Hier kommen nur Reaktionen des Jugendhilfebeziehungsweise. Familienrechts in Betracht (siehe oben). Bei 14- bis unter 18-Jährigen kann eine jugendstrafrechtliche Verurteilung erfolgen, wenn der Jugendliche nach seiner physischen und psychologischen Entwicklung reif genug ist, das Unrecht der Tat zu erkennen. In der Praxis wird diese Entwicklungsreife fast immer, häufig mit floskelhafter Begründung angenommen.

Mit 18 Jahren beginnt die absolute strafrechtliche Verantwortlichkeit. Die Heranwachsenden (18 bis unter 21 Jahre alt) werden nach Jugendstrafrecht abgeurteilt, wenn sie nach ihrer Entwicklungsreife einem Jugendlichen näherstehen als einem über 21-Jährigen, oder wenn es sich bei der Tat ein typisches Jugenddelikt handelt, also zum Beispiel Fußballhooliganismus, Raufereien, kleine Körperverletzungen, Graffiti und ähnliches, das heißt bei jugendtypischem, häufig spontanem, impulsiven Verhalten.

Die für das Jugendstrafrecht relevanten Altersgruppen sind in nachfolgender Übersicht 2 zusammengefasst.

Altersgruppen	
unter 14 Jahre (Kinder)	Absolute Strafunmündigkeit Anwendbar ist nur das Jugendhilferecht (SGB VIII, Kinder- und Jugendhilfegesetz 1990; BGB); Leistungen der Jugendhilfe grundsätzlich nur auf Antrag der Eltern; ausnahmsweise vormundschafts-/familiengerichtliche richterliche Anordnungen nach §§ 1631b, 1666, 1666a BGB (ggf. Einweisung in ein Erziehungsheim)
14 bis unter 18 Jahre (Jugendliche)	Relative Strafmündigkeit Anwendung des JGG, wenn eine Straftat im Sinne des StGB begangen wurde und der zur Tatzeit Jugendliche „nach seiner sittlichen und geistlichen Entwicklung reif genug“ war, „das Unrecht der Tat einzusehen und nach dieser Einsicht zu handeln“ (§ 3 JGG)
18 bis unter 21 Jahre (Heranwachsende)	Absolute Strafmündigkeit Anwendung des JGG, wenn der Heranwachsende zum Zeitpunkt der Tat nach seiner sittlichen und geistigen Entwicklung einem Jugendlichen gleichstand oder die Tat nach Art, Umständen und Beweggründen eine Jugendverfehlung darstellt (§ 105 Abs. 1 Nr. 1 und 2 JGG)
21 Jahre und älter	Ausnahmslose Anwendung des Erwachsenenstrafrechts (StGB) Ausnahme: Anwendung des JGG bei gleichzeitiger Aburteilung von mehreren in verschiedenen Altersstufen begangenen Straftaten, wenn das Schwergewicht der Taten im Alter von unter 21 Jahren lag, vgl. § 32 JGG

Übersicht 2: Relevante Altersgruppen des Jugendstrafrechts in Deutschland

Für anstehende Reformen des Jugendstrafrechts in Luxemburg erscheint die Übernahme des deutschen Konzepts einer individuell festzustellenden Entwicklungsreife für 18- bis 20-Jährige allerdings problematisch, weil damit komplizierte und häufig nur durch psychiatrisch-psychologische Gutachten festzustellende Fragen aufgeworfen werden. Die Empfehlung des Europarats von 2008 sieht demgemäß ein anderes Konzept vor,²⁸ nämlich nicht auf die Reifeentwicklung abzustellen, sondern das Jugendstrafrecht dann anzuwenden, wenn dieses von den Rechtsfolgen her vorzugswürdig erscheint (siehe dazu auch unten 6.). Bei über 21-Jährigen

ist in Deutschland mit wenigen Ausnahmen (siehe oben Übersicht 2) immer das Erwachsenenstrafrecht anzuwenden. Die Anwendung des Jugendstrafrechts für 14- unter 21-Jährige in Deutschland betrifft allerdings nicht nur den Rechtsfolgenbereich, sondern – und das ausnahmslos – vor allem auch die Kompetenz des Jugendgerichts, das heißt auch die Heranwachsenden werden immer von einem Jugendgericht abgeurteilt, was in Europa die Ausnahme ist (siehe unten 3.4).

28. European Rules for juvenile offenders subject to sanctions or measures, ERJOSM, Rec (2008)11, Rule 17.

Die Unterschiede in den rechtlichen Konsequenzen für Heranwachsende sind erheblich. Im Jugendstrafrecht existiert eine Fülle von Möglichkeiten: Eine breite Palette erzieherischer Maßnahmen und von Interventionen von der Diversion bis hin zur Jugendstrafe, die normalerweise bis 5 Jahre, in sehr schweren Fällen maximal bis zehn Jahre betragen kann (§ 18 JGG, s. u. 5.). Im Erwachsenenstrafrecht existiert in Deutschland ein sehr „sanktionsarmes“ Strafrecht mit im Grundsatz nur der Geldstrafe (die 2018 84 Prozent der Sanktionen ausmachte, der Freiheitsstrafe zur Bewährung (bei Strafen von bis zu zwei Jahren Dauer, elf Prozent der Verurteilten) und der zeitigen unbedingten Freiheitsstrafe von bis zu 15 Jahren sowie der lebenslangen Freiheitsstrafe.²⁹

Die Jugendgerichte in Deutschland sind zuständig für 14- bis unter 21-jährige Straffällige. Das JGG (§ 37) sieht spezialisierte Jugendrichter*innen und Staatsanwält*innen vor, und im Prinzip hat auch die Polizei mit Jugendsachbearbeiter*innen eine Spezialisierung vorgesehen. Ein zunehmendes demografisches Problem ist die geringer werdende Zahl von Jugendlichen, das durch die abnehmende Jugendkriminalität noch „verschärft“ wird. In ländlichen und kleinstädtischen Regionen sind spezialisierte Jugendrichter*innen nicht immer ausgelastet, weshalb sie häufig auch Dezernate des Erwachsenenstrafrechts bearbeiten müssen. Das „quantitative“ Problem wird aber dadurch gemindert, dass Heranwachsende in ihren Kompetenzbereich fallen.

Auf Einzelheiten des Verfahrens und insbesondere mit der EU-Richtlinie 2016/800 umgesetzte Reformen zum Schutz von minderjährigen Beschuldigten und Angeklagten wurde schon hingewiesen. Der Rechtsschutz für Jugendliche und Heranwachsende wurde vor allem durch eine regelmäßige Beteiligung eines Rechtsbeistands beziehungsweise Anwalts verbessert, der in Fällen möglicher freiheitsentziehender Sanktionen (Untersuchungshaft und Jugendstrafe) immer beigezogen werden muss. Eine Besonderheit im Jugendstrafverfahren besteht darin, dass es im Gegensatz zu Erwachsenenstrafverfahren nur eine Rechtsmittelinstanz, nämlich Berufung oder Revision gibt (§ 55 JGG), eine Schlechterbehandlung, die mit erzieherischen Funktionen begründet wird, die aber so nicht haltbar ist, sicherlich eine Schwachstelle des deutschen Jugendstrafrechts, die zudem Rule Nr. 13 der ERJOSSM von 2008 widerspricht.

Die Zusammenarbeit zwischen Jugendhilfe und Jugendstrafrecht erfolgt auf der Basis einer verpflichtenden Beteiligung des Jugendamts als Träger der Jugendhilfe (§ 52 SGB VIII). Die Jugendgerichtshilfe muss in der Regel in der Hauptverhandlung anwesend sein und ein entsprechender Jugendgerichtshilfebericht zu den persönlichen und sozialen Hintergründen des Angeklagten sollte vorliegen (§ 38 JGG). Die fallübergreifende Zusammenarbeit der Jugendrichter*innen und -staatsanwält*innen mit Einrichtungen oder Stellen, „deren Tätigkeit sich auf die Lebenssituation Jugendlicher auswirkt“ (§ 37a) wurde 2017 zwar beschlossen, das Gesetz aber noch nicht in Kraft gesetzt. Die Zusammenarbeit von Polizei, Jugendgerichtshilfe und Jugendstaatsanwaltschaft unter dem Dach der sogenannten Häuser des Jugendrechts ist in zahlreichen Kommunen institutionalisiert worden, wodurch schnellere und gegebenenfalls sachkompetentere Entscheidungen ermöglicht werden sollen. Die Jugendgerichtshilfe hat nicht nur hier, sondern auch im Verfahren und der Vollstreckung von Maßnahmen eine zentrale Bedeutung, die man im englischsprachigen Raum mit dem sogenannten „multi-agency-approach“ umschrieben hat.³⁰

Das Jugendhilferecht, anwendbar bis zum Alter von unter 18 Jahren, gegebenenfalls aber auch darüber hinaus bis zum Alter von 27 Jahren, hat die Förderung der Entwicklung der Persönlichkeit des Jugendlichen oder des Kindes zum Ziel (§ 1 SGB VIII). Hier gibt es einen Vorrang von privaten Non-profit-Organisationen (Freie Träger der Jugendhilfe), die akkreditiert sein müssen.

Die Kooperation zwischen Jugendhilfe und Jugendstrafrecht läuft zentral über die Jugendämter und die Jugendgerichtshilfe. Das sind Sozialarbeiter*innen bei den Kommunen, die einerseits für das allgemeine Jugendhilferecht zuständig sind, also für Problemfamilien allgemein, andererseits als Jugendhilfe im Strafverfahren auftreten. Sie fertigen die Sozialberichte über den Hintergrund der Persönlichkeit des Jugendlichen und seine familiären Verhältnisse an, sie sind bei der Implementation und Durchführung von erzieherischen Maßnahmen beteiligt, auch bei Projekten der Mediation, dem Täter-Opfer-Ausgleich et cetera, sind bei der Vermeidung von Untersuchungshaft (§ 72a JGG) oder bei einer vorläufigen Unterbringung gem. § 71 JGG involviert. Der große Bereich der gemeinnützigen privaten Träger betrifft vor allem die Organisation und Begleitung bei alternativen ambulanten Sanktionen, insbesondere auch

29. mindestens 15 Jahre; zusammen 5% der Verurteilten, vgl. zur seit Jahrzehnten insoweit relativ gleichförmigen Sanktionspraxis HEINZ Wolfgang, *Kriminalität und Kriminalitätskontrolle in Deutschland – Berichtsstand 2015 im Überblick Stand: Berichtsjahr 2015; Version: 1/2017. Originalpublikation im Konstanzer Inventar Sanktionsforschung 2017*, <http://www.ki.uni-konstanz.de/kis/>; zu Reformdefiziten und anstehenden Reformfragen: DÜNKEL Frieder, 'Reforms of the Criminal Sanctions System in Germany – Achievements and Unresolved Problems', *Juridica International (Estonia)* (28/2019), S. 37-48, <https://doi.org/10.12697/JI.2019.28.05>.
30. DÜNKEL Frieder, 'Youth Justice in Germany'; DÜNKEL Frieder, HEINZ Wolfgang, 'Germany'.

des Täter-Opfer-Ausgleichs, ferner sind sie bei der Unterbringung in einem Erziehungsheim, im allgemeinen offenen Einrichtungen, und schließlich im Bereich der Vermeidung von Untersuchungshaft sowie bei Wiedereingliederungsprogrammen der Jugendgefängnisse beteiligt.

3. Der Anwendungsbereich des Jugendstrafrechts im europäischen Vergleich – Altersgruppen

3.1 Strafmündigkeitsalter

Der Anwendungsbereich des Jugendstrafrechts und damit zusammenhängend das Strafmündigkeitsalter sowie der Eintritt der vollen strafrechtlichen Verantwortlichkeit nach Erwachsenenstrafrecht variiert in Europa erheblich.

Ein grundlegender Unterschied ist systembedingt und liegt in der eingangs dargestellten Orientierung am Wohlfahrts- beziehungsweise Justizmodell begründet. Belgien, Luxemburg, Polen, Portugal und Schottland sehen für unter 18- beziehungsweise 16-Jährige grundsätzlich ein Jugendhilferecht mit zivil- beziehungsweise familienrechtlichen Verfahrensformen und eine strafrechtliche Verantwortlichkeit grundsätzlich erst mit 18 Jahren vor. Anknüpfungspunkt staatlicher Reaktionen sind nicht nur Straftaten im Rechtssinn, sondern auch andere Formen der Delinquenz, die man im deutschen Jugendhilferecht als Kindeswohlgefährdungen bezeichnet (siehe oben 2.). In Belgien und Luxemburg werden von der strafrechtlichen Verantwortlichkeit mit 18 Jahren im Fall von schweren Delikten (in Belgien ferner bei Straßenverkehrsdelikten) Ausnahmen gemacht, indem mindestens 16-Jährige nach Erwachsenenstrafrecht abgeurteilt werden können, in Polen ist dies ab 15, in Portugal und Schottland ab 16 Jahren im Rahmen spezieller jugendstrafrechtlicher Verfahren möglich.

In den justizmodellorientierten Jugendstrafrechtssystemen, die staatliche Reaktionen in der Regel ausschließlich aus Anlass der Begehung von Straftaten vorsehen, liegt das Strafmündigkeitsalter zumeist bei 14, in den skandinavischen Ländern, Griechenland und Tschechien bei 15 Jahren (siehe Tabelle 1). Ein früheres Strafmündigkeitsalter gilt insoweit in England/Wales und Schottland mit zehn Jahren, auch in der Schweiz gilt das Jugendstrafrecht mit ausschließlich erzieherischen Sanktionen (mit gegebenenfalls Heimerziehung als stationärer Maßnahme) ab zehn Jahren, jedoch sind Jugendstrafen erst ab dem Alter von 15 Jahren möglich. Einige wenige Länder sehen die Altersgrenze von

zwölf Jahren für den Eintritt der Strafmündigkeit vor (Irland, Niederlande, Schottland), jedoch kann man aufgrund der Empfehlungen des Europarats³¹ von einem weitgehenden europäischen Konsens ausgehen, indem das Strafmündigkeitsalter „nicht zu niedrig“³² angesetzt werden soll, das heißt im Ergebnis bei circa 14 Jahren.

Eine weitere Differenzierung wird in einigen Ländern vorgenommen, indem neben der Strafmündigkeit eine weitere Altersstufe für die Bestrafungsmündigkeit bezüglich bestimmter freiheitsentziehender Sanktionen eingeführt wurde. So ist zum Beispiel die freiheitsentziehende Sanktion des Jugendgefängnisses in Kroatien und Serbien (bei einer Strafmündigkeit von 14 Jahren) erst ab 16 Jahren, in der Schweiz – wie erwähnt – ab 15 Jahren möglich.

Veränderungen gab es in den vergangenen Jahrzehnten vor allem in Richtung auf eine Anhebung des Strafmündigkeitsalters, so etwa in Griechenland von 13 auf 15 Jahre, in Irland von zehn auf zwölf (mit einer Bestrafungsmündigkeit bezüglich Jugendstrafe von 16 Jahren), in der Türkei von elf auf zwölf Jahre unter Einbeziehung der 15- bis 18-Jährigen in das Jugendstrafrecht, in Spanien von zwölf auf 14 Jahre, in Schottland von acht auf zwölf Jahre. Dänemark hat die Absenkung von 15 auf 14 Jahre wieder rückgängig gemacht und ist damit zur einheitlichen skandinavischen Jugendstrafrechtspolitik zurückgekehrt. Eine Ausnahme mit einer Absenkung des Strafmündigkeitsalters ist nur in England/Wales 1998 mit der Abschaffung des sogenannten „doli incapax“ bei Zehn- bis 13-Jährigen und aktuell unter dem Einfluss der rechtspopulistischen Regierung in Ungarn mit der Kriminalisierung Zwölf- und 13-Jähriger bei schweren, insbesondere Kapitaldelikten erkennbar.

31. vgl. Rule Nr. 4 der ERJOSSM von 2008.

32. gemeint ist damit eine Kritik an England/Wales und Nordirland, vgl. Council of Europe, European Rules for juvenile offenders subject to sanctions or measures, Council of Europe Publishing, Strasbourg, 2009, S. 36.

Tabelle 1:

Strafmündigkeitsalter und Mindestalter, ab dem Erwachsenenstrafrecht angewendet werden kann.

Land	Strafmündigkeitsalter	Alter, ab dem Erwachsenenstrafrecht angewendet werden kann/muss	Altersgruppen der Zuständigkeit von Jugendgerichten
Belgien		16/18	14-18
Bulgarien	14	18	14-18
Dänemark*	15	15/18/21	Keine spezialisierten Jugendgerichte
Deutschland	14	18/21	14-21
England/Wales	10/12/15**	10/18/21	10-18
Estland	14	18	Allg. Strafgerichte
Finnland*	15	15/18/21	Keine spezialisierten Jugendgerichte
Frankreich	13	18/21	10-18
Griechenland	15	18/21	15-18
Irland	12/16**	12/18/21	12-18
Italien	14	18/21	14-18
Kroatien	14/16**	18/21	14-21
Lettland	14	18	Allg. Strafgerichte
Litauen	14****/16	18/21	Allg. Strafgerichte
Luxemburg	16/18	16/18	-18
Niederlande	12	16/23	12-18
Nordirland	10	10/17/18/21	10-18
Norwegen*	15	18	Keine spezialisierten Jugendgerichte
Österreich	14	18/21	14-21
Polen	13*****	15/17/18	13-18
Portugal	12*****/16	16/21	12-16
Rumänien	14/16	18/(20)	Allg. Strafgerichte
Russland	14****/16	18/20	Allg. Strafgerichte
Schweden*	15	15/18/21	Keine spezialisierten Jugendgerichte

Land	Strafmündigkeitsalter	Alter, ab dem Erwachsenenstrafrecht angewendet werden kann/muss	Altersgruppen der Zuständigkeit von Jugendgerichten
Schweiz	10/15**	18*****	10-18
Schottland	12*****/16	16/21	8-16 (Children's Hearings); 16-18 (Jugendgerichte)
Serbien	14/16**	18/21	14-21
Slowakei	14/15	18/21	Allg. Strafgerichte
Slowenien	14****/16	18/21	14-18
Spanien	14	18	14-18
Tschechien	15	18/18 +	15-18
Türkei	12/15	18	12-18
Ukraine	14****/16	18 (21 Verbleib im Jugendvollzug)	Allg. Strafgerichte
Ungarn	12****/14	18 (20 bzgl. lebenslanger FS)	14-18
Zypern	14	16/18/21	14-18

* Nur Strafmilderungen im allg. Strafrecht

** Bestrafungsmündigkeit – Jugendstrafvollzug;

*** Nur für Straßenverkehrsdelikte

**** Nur für einige besonders schwere Delikte (Ungarn: Mord)

***** Anwendung des Jugendhilferechts, keine strafrechtliche Verantwortlichkeit i.e.S.

***** Das schweizerische Erwachsenenstrafrecht sieht als spezielle (erzieherische) Maßnahme die Unterbringung in einer Anstalt für junge Erwachsene im Alter von 18-25 Jahren vor (früher: Arbeitserziehungsanstalt), in der die Verurteilten bis zur Vollendung des 30. Lebensjahrs verbleiben können, vgl. Art. 61 schweiz. StGB.

3.2 Die Problematik Heranwachsender

Für die aktuellen und anstehenden Reformen des Jugendstrafrechts besonders bedeutsam ist die Frage der Behandlung von Heranwachsenden (in der Regel der 18- bis 20-Jährigen, siehe dazu auch unten 6.). Es gibt insofern zwei Regelungsmodelle: Einerseits die Regelung, das Jugendstrafrecht mit Rücksicht auf die Entwicklungsreife (so die deutsche Regelung des § 105 JGG) oder einfach, wenn jugendstrafrechtliche Sanktionen geeigneter erscheinen (so die Regelung in den Niederlanden), auf Heranwachsende anzuwenden. Zum anderen das Modell, das „junge Alter“ als Milderungsgrund im Rahmen der Anwendung des allgemeinen Strafrechts vorzusehen. Die erste Variante einer Anwendung jugendstrafrechtlicher Sanktionen

ist in zwanzig der 35 in der Greifswalder Studie erfassten europäischen Länder vorgesehen.³³ Einen spezifischen Milderungsgrund des „jungen Alters“ im allgemeinen Strafrecht gibt es in 17 Ländern. In Dänemark, Deutschland, England/Wales, Finnland, Italien, Portugal, Schweden und der Schweiz gibt es Regelungen im Sinn beider Modelle, das heißt die Anwendung jugendstrafrechtlicher oder spezifischer für Heranwachsende vorgesehener Sanktionen wie auch die Strafmilderung im Rahmen des allgemeinen Strafrechts. Allein in Bulgarien, Estland, Lettland, Rumänien, Spanien und der Türkei gibt es keinerlei Sonderregelungen für Heranwachsende.

Die Tendenz geht hier aufgrund der soziologischen, entwicklungspsychologischen und neurowissenschaftlichen Erkenntnisse (siehe unten 6.) eindeutig

33. DÜNKEL Frieder, GRZYWA-HOLTEN Joanna, HORSFIELD Philip, PRUIIN Ineke (eds.), *Juvenile Justice Systems in Europe*.

dahin, den Anwendungsbereich des Jugendstrafrechts auf Heranwachsende zu erweitern. Gelegentlich, wie in der Diskussion in Deutschland und in den Niederlanden erkennbar, wurde und wird auch für die Erweiterung des Jugendstrafrechts zu einem Jungtäterrecht für bis zu 24-Jährige plädiert.³⁴

Dementsprechend haben die ERJOSSM von 2008 in Rule Nr. 17 vorgeschlagen: „Junge erwachsene (gemeint sind 18- bis unter 21-Jährige) Straftäter/ Straftäterinnen können gegebenenfalls als Jugendliche betrachtet und als solche behandelt werden.“

Grundsatz Nr. 17 greift die bereits in Nr. 11 der Recommendation (2003) 20 vorgeschlagene weitergehende Einbeziehung von Heranwachsenden in das Jugendstrafrecht auf, indem Heranwachsende, wenn dies angemessen erscheint, wie Jugendliche behandelt werden sollen. Die Regeln verzichten auf die Festlegung auf ein Konzept wie dasjenige in § 105 JGG („Entwicklungsreife“ beziehungsweise „jugendtypische Tat“) und eröffnen damit generell die Möglichkeit der Einbeziehung Heranwachsender in das Jugendstrafrecht, zum Beispiel um spezifische, erzieherisch oder schlicht spezialpräventiv Erfolg versprechende Sanktionsformen des Jugendstrafrechts anzuwenden. Der Kommentar zu den ERJOSSM betont, dass Heranwachsende sich angesichts verlängerter Ausbildungszeiten und verzögerter sozialer Reife heutzutage generell in einem Übergangsstadium befinden, das ihre rechtliche Gleichstellung mit Jugendlichen und eine mildere Sanktionierung im Vergleich zu älteren Erwachsenen rechtfertigt.³⁵

Die meisten Länder haben dem Übergangsstadium, in dem sich auch Heranwachsende noch befinden, wie oben gezeigt, Rechnung getragen.³⁶ Am weitgehendsten hat nunmehr die Niederlande mit der zum 1. April 2014 in Kraft getretenen Reform das Jugendstrafrecht auf die Jungerwachsenen bis zur Vollendung des 23. Lebensjahrs ausgeweitet. Die bisher schon für bis zu 20-Jährige mögliche Anwendung jugendstrafrechtlicher Sanktionen wurde damit unter ausdrücklichem Hinweis auf die

aktuellen neurowissenschaftlichen und entwicklungspsychologischen Erkenntnisse (siehe unten 6.) erheblich ausgeweitet.³⁷

3.3 Transfer Jugendlicher in das Erwachsenenstrafrecht

Eine gegenläufige Entwicklung zur Hereinnahme Heranwachsender in das Jugendstrafrecht stellt der Transfer Jugendlicher in das Erwachsenenstrafrecht dar (sogenannte „waiver procedures“). Im Gegensatz zur Entwicklung in Kontinentaleuropa sehen die anglo-amerikanischen Jugend(straf)rechtssysteme die Möglichkeit vor, im Falle besonders schwerer Kriminalität Jugendliche aus dem Jugendstrafrecht auszunehmen und Erwachsenenengerichten zu überstellen. In England/Wales, Irland oder Nordirland kann das gegebenenfalls schon ab dem Alter von zehn oder zwölf Jahren erfolgen, ansonsten sehen die europäischen Länder insoweit nur ausnahmsweise vergleichbare Regelungen vor (zum Beispiel Belgien und die Niederlande bei mindestens 16-Jährigen). Hintergrund dürfte sein, dass das Höchstmaß der Jugendstrafe von zwei Jahren bei schwersten Kapitaldelikten nicht als angemessen angesehen werden kann. In allen anderen kontinentaleuropäischen Ländern gibt es eine Transfermöglichkeit bezüglich Jugendlicher nicht, zumal das Jugendstrafrecht ausreichende Sanktionsmöglichkeiten vorsieht (in Deutschland maximal fünf beziehungsweise zehn Jahre Jugendstrafe (siehe unten 5.)).

3.4 Altersbezogene Kompetenzen der Jugendgerichte

In der letzten Spalte von Tabelle 1 findet sich die Information zum altersmäßigen Zuständigkeitsbereich von Jugendgerichten. Die erste zu treffende Feststellung dazu ist, dass es in den skandinavischen Ländern keine spezialisierten Jugendgerichte gibt, weil die Fallzahlen zu gering sind, um eine Sondergerichtsbarkeit organisa-

34. LOEBER Rolf, et al., 'Overview, Conclusions, and Policy and Research Recommendations', in LOEBER Rolf, et al. (eds.), *Persisters and Desisters in Crime from Adolescence into Adulthood. Explanation, Prevention and Punishment*, Ashgate Farnham, Surrey, 2012, S. 368 ff., 394 ff. DÜNKEL Frieder, 'Juvenile Justice and Crime Policy in Europe', S. 9-62.; DÜNKEL Frieder, 'Jugendkriminalpolitik in Europa und den USA: Von Erziehung zu Strafe und zurück? In DVJJ (Hrsg.), *Jugend ohne Rettungsschirm?*, S. 527-565.; DÜNKEL Frieder, 'Juvenile Justice and Human Rights: European Perspectives', in KURY Helmut, REDO Sławomir, SHEA Evelyn (eds.), *Women and Children as Victims and Offenders: Background, Prevention, Reintegration*. Springer International Publishing Switzerland, Zürich, 2017, S. 681-719; DÜNKEL Frieder, GENG Bernd, PASSOW Daniel, 'Erkenntnisse der Neurowissenschaften zur Gehirnreifung („brain maturation“) – Argumente für ein Jungtäterstrafrecht', *Zeitschrift für Jugendkriminalrecht und Jugendhilfe* (28/2017), S. 123-129 m.w.N.

35. vgl. Council of Europe, *European Rules for juvenile offenders subject to sanctions or measures*, Council of Europe Publishing, Strasbourg, 2009, S. 42.

36. zusammenfassend PRUIN Ineke, DÜNKEL Frieder, *Better in Europe? European responses to young adult offending*, Barry Cadbury Trust, London, 2015.

37. SAGEL-GRANDE Irene, 'Kinder, Jugendliche, Heranwachsende und junge Erwachsene im niederländischen Strafrecht', in SPINELLIS C.D. et al. (eds.), *Europe in crisis: Crime, criminal justice, and the way forward. Festschrift für Nestor Courakis*, Sakkoulas Publications, Athen, 2017, S. 1.728 ff; UIT BEIJERSE Jolande, 'Entwicklungen im Jugendstrafrecht', S. 53; SCHMIDT Eva P., RAP Stephanie E., LIEFAARD Ton, 'Young Adults in the Justice System: The Interplay between Scientific Insights, Legal Reform and Implementation in Practice in The Netherlands', *Youth Justice* (20/2020), <https://doi.org/10.1177/1473225419897316>, S. 2 f.

torisch sinnvoll gestalten zu können. In den osteuropäischen Ländern Estland, Lettland, Litauen, Rumänien, Russland, der Slowakei und der Ukraine sind Jugendgerichte allenfalls im Aufbau und als Pilotprojekte eingerichtet, in der Regel also die allgemeinen Strafgerichte zuständig. Soweit es in Europa spezialisierte Jugendgerichte gibt, sind diese in der Regel für unter 18-jährige Minderjährige zuständig. Einzig Deutschland, Kroatien, Serbien und Österreich haben die Kompetenz der Jugendgerichte auf die Altersgruppe der Heranwachsenden erweitert.

3.5 Altersgrenzen im Jugendstrafvollzug

Eine weitere Frage in diesem Zusammenhang stellt sich mit Blick auf die Altersgruppe der Insassen des Jugendstrafvollzugs. Nachdem vielfach auch Heranwachsende zu jugendstrafrechtlichen Sanktionen wie dem Jugendgefängnis verurteilt werden können (siehe dazu 6.), liegt es nahe, den Aufenthalt im Jugendstrafvollzug über das Alter von 21 Jahren hinaus zu ermöglichen, um Ausbildungs- und Beziehungsabbrüche zu vermeiden. In Deutschland werden 14- bis 20-Jährige, wenn eine Freiheitsstrafe angezeigt ist, in der Regel nach Jugendstrafrecht abgeurteilt. Es ist sinnvoll, die Jugendstrafe bis zur Entlassung in einer Jugendstrafanstalt verbüßen zu lassen, wo die Teilnahme an schul- und berufsausbildenden und anderen sozialintegrativen Maßnahmen möglich ist, während die Verlegung in den Erwachsenenvollzug mit 18 oder 21 Jahren dysfunktional und gegebenenfalls sogar rückfallsteigernd sein kann. Ähnliche Regelungen existieren in anderen europäischen Ländern, die in der Regel Heranwachsende bis zum Alter von 21 Jahren im Jugendstrafvollzug belassen, in Montenegro, Serbien und Slowenien bis zum Alter von 23, in Deutschland und den Niederlanden von 25, in Österreich sogar von 27 Jahren.³⁸ Die Ausweitung des Jugendstrafrechts auf bis zu 22-Jährige in den Niederlanden hatte zur Folge, dass nunmehr die Jungerwachsenen generell im Jugendstrafvollzug bis zum Alter von 25 Jahren untergebracht werden, was sich angesichts der dortigen individuellen und stärker resozialisierungsorientierten Vollzugsgestaltung positiv auszuwirken scheint.³⁹

4. Theorie und Praxis der Diversion in Deutschland – Vorrang informeller Verfahrenserledigungen

4.1 Theoretische Grundlagen der Diversion

Der Vorrang informeller Verfahrenserledigungen (Diversion, das heißt die Einstellung des Verfahrens aus Opportunitätsgründen angesichts geringer Tatschwere oder -schuld) ist kriminologisch, erziehungswissenschaftlich, verfassungsrechtlich, verfahrensökonomisch und rechtssoziologisch begründbar.

Zunächst geht es kriminologisch um die Vermeidung von Stigmatisierung durch die förmliche Bestrafung seitens des Jugendgerichts, die zur Übernahmedes von den Instanzen sozialer Kontrolle zugeschriebenen negativen Selbstbilds als „Krimineller“ und zu einer Eigendynamik der negativen Verfestigung in Richtung krimineller Karrieren führen kann. Schädliche (nicht intendierte) Folgen der strafrechtlichen Sanktionierung wurden im sogenannten Stigmatisierungs- oder Etikettierungsansatz („labeling approach“) seit Ende der 1960er Jahre thematisiert. Als forschungsleitende Hypothese (Paradigmawechsel von der rein täterorientierten ätiologischen Forschung zur sogenannten Instanzenforschung) und kriminalpolitisch war und ist dieser Ansatz höchst bedeutsam, auch wenn die empirische Bestätigung der Labeling-Theorie nicht immer eindeutig ausfällt.

Eine zweite Begründung basiert auf dem Erziehungsgedanken des Jugendstrafrechts. Der Vorrang informeller erzieherischer Maßnahmen entspricht dem Prinzip „Erziehung statt Strafe“ und ist eng mit dem Subsidiaritätsgrundsatz (vgl. auch § 5 Abs. 2 JGG für die formellen Sanktionen) verknüpft. Wenn im Übrigen anderweitige erzieherische Maßnahmen im sozialen Umfeld bereits stattgefunden haben, sind informelle oder formelle Erziehungsmaßnahmen seitens der Jugendstrafrechtspflege in der Regel entbehrlich (vgl. dementsprechend § 45 Abs. 2 JGG).

Die verfassungsrechtliche Begründung in Verbindung mit dem Verhältnismäßigkeitsgrundsatz bedeutet, dass weniger eingriffsintensive vor eingriffsintensiveren Sanktionen Vorrang haben sollen. Ein formelles Strafverfahren ist daher nur zu rechtfertigen, wenn dies im Hinblick auf die zukünftige Integration (Wiedereingliederung) des Jugendlichen geeignet, erforderlich und geboten (verhältnismäßig im engeren Sinne) erscheint.

In verfahrensökonomischer Sicht ist der „Siegeszug“ der Diversion vor allem darauf zurückzuführen, dass sie ein ausgezeichnetes Instrument

38. DÜNKEL Frieder, 'Juvenile Justice and Crime Policy in Europe', S. 22 f.

39. SAGEL-GRANDE Irene, 'Kinder, Jugendliche, Heranwachsende und junge Erwachsene', S. 1732; SCHMIDT Eva P. et al., 'Young Adults in the Justice System', S. 1-20.

zur Steuerung der Arbeitsbelastung darstellt. Bei steigenden Fall- beziehungsweise Verfahrenszahlen konnte so die Arbeitsbelastung relativ konstant gehalten werden. In Deutschland wurde das in den Großstädten Berlin, Bremen und Hamburg erhöhte Fallaufkommen durch eine erheblich extensivere Einstellungspraxis „kompensiert“, wodurch die Verurteiltenbelastungsziffern (Verurteilte pro 100.000 der Altersgruppe) relativ konstant und auf dem Niveau der Flächenländer gehalten werden konnten (zu den regionalen Unterschieden der Diversionspraxis siehe unten).

Ein weiterer kriminologischer Hintergrund, der für die Geeignetheit der Diversion spricht, ist der Bagatelldarakter und die Episodenhaftigkeit der durchschnittlichen Jugendkriminalität. Im lebensgeschichtlichen Verlauf stellt Jugendkriminalität zumeist eine (relativ kurze) Episode dar, das heißt auch ohne justizielle Interventionen eine vorübergehende Erscheinung. Angesichts der in der Regel zu erwartenden sogenannten Spontanremission ist es daher gerechtfertigt, zunächst „zuzuwarten“ und vor allem bei Ersttätern das Verfahren einzustellen. Das dem traditionellen Jugendstrafrecht zugrundeliegende Bild des erziehungsbedürftigen Jugendlichen, das entsprechende zeitlich relativ unbestimmte Eingriffe (vergleiche die Jugendstrafe unbestimmter Dauer des JGG von 1943, die erst 1990 abgeschafft wurde) vor allem auch freiheitsentziehender Art (Heimerziehung oder Jugendstrafvollzug) legitimierte, ist seit Anfang der 1980er Jahre einer „aufgeklärt“ kriminologischen Betrachtung gewichen, die unter den Stichworten der Episodenhaftigkeit und des Bagatelldarakters der Jugendkriminalität auf die im Regelfall gerade nicht bestehende Erziehungsbedürftigkeit und im Zusammenhang damit staatliche Eingriffsnotwendigkeit verwies.⁴⁰ Die Dunkelfeldforschung zeigte, dass bestimmte, weniger schwerwiegende Eigentums- und Vermögensdelikte im Jugendalter als „normale“ Erscheinung auftreten (These der Ubiquität der Jugendkriminalität), die auch ohne besondere Interventionen wieder verschwinden.

Der rechtssoziologische Hintergrund besteht in der Non-Intervention, das heißt dem Sanktionsverzicht des Sanktionsberechtigten als „soziale

Kreditbeziehung“. Der Vorzug der Non-Intervention (hier: Diversion im Sinne des Jugendstrafrechts, aber auch Strafaussetzung anstelle von Inhaftierung) liegt rechtssoziologisch gesehen in dem gesteigerten Erwartungsdruck hinsichtlich zukünftigen Wohlverhaltens, der vom Sanktionsberechtigten gegenüber dem Normadressaten vermittelt wird. Der Normbrecher wird durch eine einseitige „Vorleistung“ des Sanktionsberechtigten im Sinne einer „sozialen Kreditbeziehung“⁴¹ zu besonderer Normtreue „verpflichtet“.⁴²

Nicht zuletzt gehört der Vorrang der Diversion zum festen und immer wieder bekräftigten Bestandteil der jugendstrafrechtlichen Menschenrechtsstandards.⁴³

4.2 Rechtliche Regelungen zur Diversion in Deutschland

Im deutschen Jugendstrafrecht ist die Diversion je nach Eingriffsintensität in einem Stufenmodell gesetzlich geregelt.⁴⁴ Vorrangig zu prüfen ist das Absehen von Verfolgung wegen der Geringfügigkeit der Schuld des Täters, vgl. § 45 Abs. 1 JGG (unter Verweis auf § 153 StPO), das Prinzip der Non-Intervention. Zuständig ist die Jugendstaatsanwaltschaft. Als zweites zu prüfen ist die Möglichkeit eines Absehens von Verfolgung, wenn eine erzieherische Maßnahme bereits durchgeführt oder eingeleitet worden ist (zum Beispiel durch die Eltern oder die Schule), vgl. § 45 Abs. 2 JGG. Einer erzieherischen Maßnahme steht das Bemühen des Jugendlichen gleich, einen Ausgleich mit dem Verletzten zu erreichen (Täter-Opfer-Ausgleich). Diese Reaktion nennt man Erziehungs-Diversion. Auch hier ist die Jugendstaatsanwaltschaft allein zuständig.

Die dritte Stufe bildet die sogenannte Diversion mit Intervention. Es geht um ein Absehen von Verfolgung, nachdem die Jugendstaatsanwaltschaft die Erteilung einer Verwarnung, der Weisung, gemeinnützige Arbeitsleistungen zu erbringen (in der Regel nicht mehr als 40 Stunden), der Weisung, sich zu bemühen, einen Ausgleich mit dem Verletzten zu erreichen (Täter-Opfer-Ausgleich), der Weisung, an einem Verkehrsunterricht teilzunehmen oder

40. HEINZ Wolfgang, *Kriminalität und Kriminalitätskontrolle in Deutschland – Berichtsstand 2015 im Überblick Stand: Berichtsjahr 2015*; HEINZ Wolfgang, *Sekundäranalyse empirischer Untersuchungen*.

41. vgl. RÖHL Klaus F., *Rechtssoziologie. Ein Lehrbuch*, Carl Heymanns Verlag, Köln, 1987, S. 206

42. vgl. auch RAISER Thomas, *Grundlagen der Rechtssoziologie: Das lebende Recht*, Mohr Siebeck, Tübingen, 2013, der hervorhebt, dass diese Strategie nur funktioniert, „wenn ein ausreichendes Sanktionspotential im Hintergrund steht, weil der Normbrecher andernfalls den Verpflichtungscharakter des Normverzichts nicht ernst nehmen würde.“

43. Er findet z. B. Ausdruck in den sog. *Beijing Rules*, Rules Nr. 11.1-11.4 (*United Nations Standard Minimum Rules for the Administration of Juvenile Justice, Mindestgrundsätze für die Jugendgerichtsbarkeit*) von 1985, in den *Europaratsempfehlungen über Social Reactions to Juvenile Delinquency* von 1987, (Rec. (87) 20, vgl. Rules Nr. 2 und 3), in der *Kinderrechtskonvention (Convention on the Rights of the Child)* von 1989 (vgl. Art. 40 (3) b), in den *United Nations Guidelines for the Prevention of Juvenile Delinquency* von 1990 (sog. *Riyadh-Guidelines*, vgl. Nr. 5 und 6), den *United Nations Standard Minimum Rules for Non-custodial Measures* (sog. *Tokyo-Rules*, vgl. Rule Nr. 5) oder in der *Europaratsempfehlung zu „New ways of dealing with juvenile delinquency and the role of juvenile justice“* von 2003 (Rec. 2003 (20), vgl. Rules Nr. 7, 8 und 10).

44. Zur historischen Entwicklung der deutschen Diversionsregelungen und Einzelproblemen vgl. HEINZ Wolfgang, *Sekundäranalyse empirischer Untersuchungen*, S. 730 ff.

von Auflagen (Schadenswiedergutmachung, Entschuldigung gegenüber dem Verletzten, gemeinnützige Arbeit beziehungsweise Geldbuße zugunsten einer gemeinnützigen Einrichtung) durch das Jugendgericht angeregt hat und der/die Jugendliche den jugendrichterlichen Weisungen oder Auflagen entsprochen hat (vgl. § 45 Abs. 3 JGG). Zuständig ist die Jugendstaatsanwaltschaft im Zusammenwirken mit dem Jugendgericht. Es handelt sich um das sogenannte formlose jugendrichterliche Erziehungsverfahren. Diese drei Modalitäten sind in der gleichen Reihenfolge auch nach einer Anklageerhebung auf der gerichtlichen Ebene zu prüfen (§ 47 JGG). Ein häufiger Anwendungsfall ist die Situation, dass ein Jugendlicher entsprechende Leistungen (zum Beispiel Täter-Opfer-Ausgleich) erst nach Anklageerhebung erbringt und sich die Situation bei Gericht so darstellt, dass nunmehr eine Einstellung des Verfahrens verantwortet werden kann.⁴⁵

4.3 Diversionspraxis

Die Diversionspraxis stellt sich im deutschen Jugendstrafrecht so dar, dass im Jahr 2017 nicht weniger als 77 Prozent der Verfahren aus Opportunitätsgründen eingestellt wurden (vergleiche Abbildung 1). Der wesentliche Anteil der Einstellungen betrifft die folgenlose Einstellung gem. § 45 Abs. 1 JGG oder in Verbindung mit anderweitigen Erziehungsmaßnahmen durch die Eltern, Schule et cetera beziehungsweise in Verbindung mit einem Täter-Opfer-Ausgleich gem. § 45 Abs. 2 JGG (zusammen circa 63 Prozent der Verfahren), während das formlose jugendrichterliche Erziehungsverfahren (§ 45 Abs. 3 JGG) kaum eine Rolle spielt. Eine gewisse Bedeutung hat die Einstellung auf der Gerichtsebene mit circa elf Prozent erlangt.

Im Längsschnittvergleich gegenüber 1981 gab es einen starken Anstieg der Diversionsraten von 44 auf 77 Prozent, wobei vor allem die jugendstaatsanwaltschaftliche Diversion einen erheblichen Bedeutungsgewinn verzeichnete.

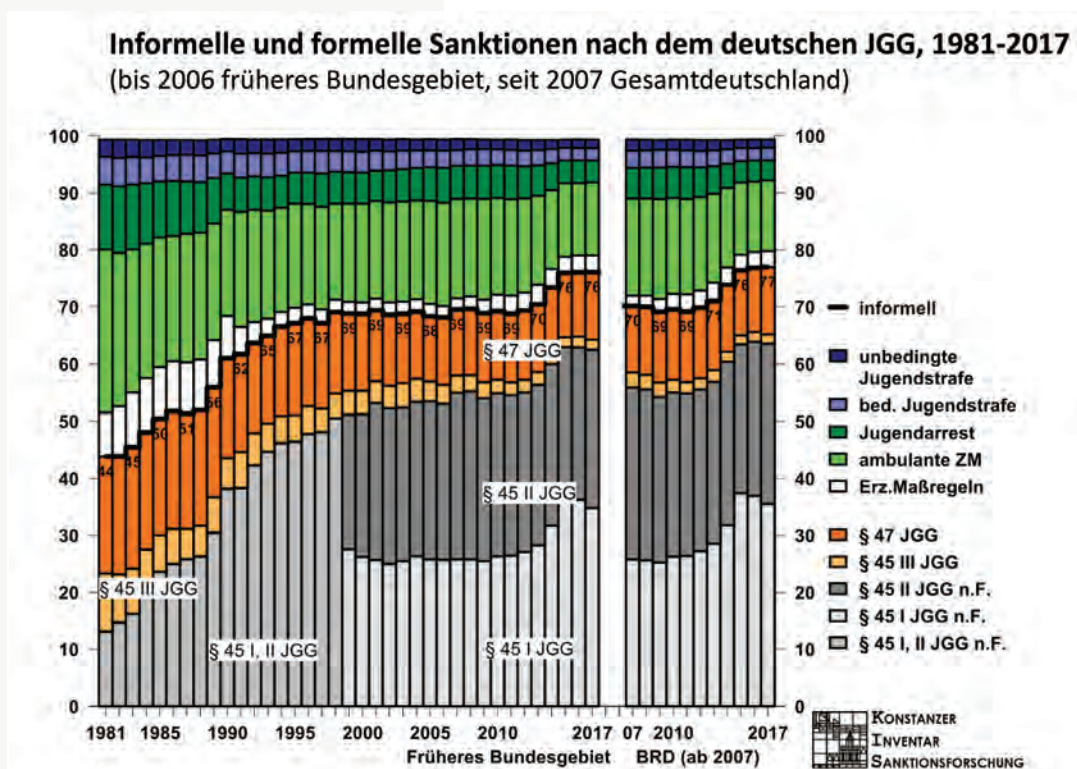


Abbildung 1: Einstellung des Verfahrens im Jugendstrafrecht bei 14- bis 20-jährigen Beschuldigten/Angeschuldigten gem. §§ 45, 47 JGG, 1981-2017 (Quelle: Heinz 2019, aktualisierte Daten aus Heinz 2017; 2019, persönliche Mitteilung).

45. Die Diversion gibt es auch im Erwachsenenstrafrecht (vgl. §§ 153 ff. Strafprozessordnung, StPO): Die Diversionsrate lag dort 2015 bei 60%. Von den verbleibenden Verurteilten erhielten 84% Geldstrafen, 11% Bewährungsstrafen, knapp 5% Freiheitsstrafen ohne Bewährung, d. h. die unbedingte Freiheitsstrafe ist auch bei Erwachsenen die absolute ultima ratio, vgl. HEINZ Wolfgang, Kriminalität und Kriminalitätskontrolle in Deutschland – Berichtsstand 2015, S. 92, 112. Bezogen auf alle informell und formell Sanktionierten lag ihr Anteil 2015 bei knapp 2%.

Die Erfolgsgeschichte der Diversion weist allerdings angesichts erheblicher regionaler Unterschiede seit jeher eine rechtsstaatlich bedenkliche Schwachstelle auf.

So wurden 2017 im Saarland lediglich 64 Prozent, in Bayern 68 Prozent, in Berlin, Bremen Hamburg und Brandenburg dagegen 87 bis 88 Prozent der Verfahren wegen Geringfügigkeit eingestellt (vgl. Abbildung 2). Eine eingriffsintensivere Erledigungspraxis wird vor allem in Bayern erkennbar, wo nur in 16 Prozent der Fälle ohne Sanktionierungen, das heißt folgenlos im Sinne einer bloßen Verwarnung eingestellt wurde, dafür aber häufiger (32 Prozent) in Verbindung mit anderweitigen erzieherischen Maßnahmen oder auch im Rahmen des formlosen jugendrichterlichen Erziehungsverfahrens (siehe oben 4.2).

In Berlin, Bremen und Brandenburg spielen folgenlose Einstellungen mit 47 bis 49 Prozent demgegenüber eine herausragende Rolle, die sogenannte Erziehungsdiversion gem. § 45 Abs. 2 JGG dagegen vor allem in Sachsen, Thüringen und Hamburg mit 36 bis 40 Prozent. Das formlose jugendrichterliche Verfahren gem. § 45 Abs. 3 JGG, das jeweils geringfügige Sanktionen beinhaltet, hat allein in Bayern und Schleswig-Holstein eine quantitativ nennenswerte Bedeutung. Insgesamt fallen damit regionale Besonderheiten auf, deren Ursachen im Einzelnen unklar sind, jedoch eher auf unterschiedlichen Justizpraktiken als auf einer unterschiedlichen Deliktsschwere beruhen. Versuche, die Diversionspraxis über Richtlinien zu vereinheitlichen, sind selbst innerhalb einzelner Bundesländer, die unterschiedliche lokale Traditionen aufweisen, gescheitert. Das ist umso bemerkenswerter, als das Bundesverfassungsgericht im Hinblick auf die Diversion bei Betäubungsmitteldelikten (bzgl. des Besitzes von geringen Mengen) schon 1994 eine verfassungsrechtlich begründete Gleichbehandlung für geboten ansah (vgl. BVerfGE 90, 145; NJW 1994, 1577).

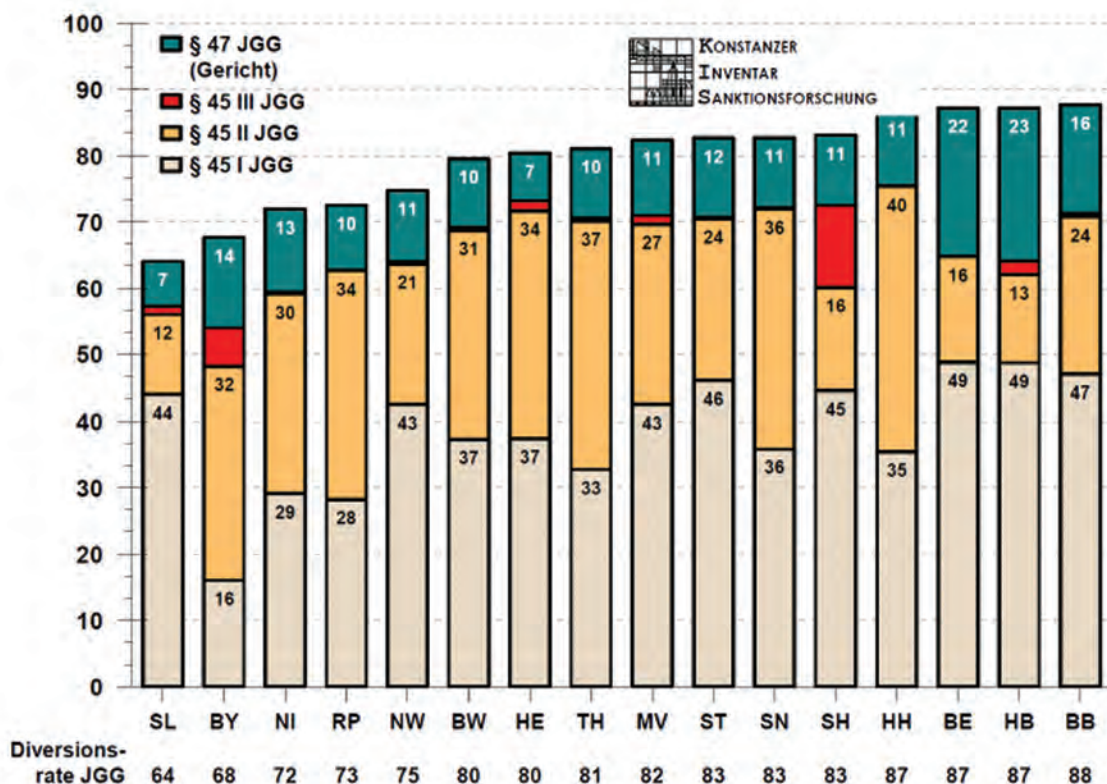


Abbildung 2: Einstellung des Verfahrens im Jugendstrafrecht bei 14- bis 20-jährigen Beschuldigten/Angeklagten gem. §§ 45, 47 JGG im Bundesländervergleich, 2017 (Quelle: Heinz 2019, aktualisierte Daten aus Heinz 2017; 2019, persönliche Mitteilung).

Die in Bayern, dem Saarland und Rheinland-Pfalz etwas strengere Handhabung der Diversionsvorschriften (im Sinne einer Bestrafungsorientierung) wurde im Rahmen einer auf das Jahr 1994 bezogenen Sonderauswertung deutlich, indem vor allem bei Mehrfachauffälligen seltener von den Diversionsregeln Gebrauch gemacht wurde. In diesen Ländern wurde im Falle einer dritten Auffälligkeit nur in circa 35 Prozent, bei weiteren Auffälligkeiten nur bei 13 bis 21 Prozent der Fälle von Bagatelldelikten das Verfahren durch eine Einstellung beendet, während dies in den Stadtstaaten (Berlin, Bremen, Hamburg) und Brandenburg bei der dritten Auffälligkeit in 80 bis über 90 Prozent der Fälle erfolgte, bei der vierten Auffälligkeit in Bremen und Hamburg immer noch in 81 beziehungsweise 89 Prozent der Fälle.⁴⁶

Zur Frage, ob sich diese „Milde“ auszahlt und nicht im Gegenteil die Jugendlichen zum „Weitermachen“ motiviert, da es an einer normverdeutlichenden Sanktion fehlt, gibt es aus den 1990er Jahren den interessanten Befund, dass sich bei Erstauffälligen ein deutlicher spezialpräventiver Effekt zugunsten der Diversion im Vergleich zu einer förmlichen Verurteilung zeigte (27 versus 36 Prozent erneuter Auffälligkeit, vergleiche Abbildung 3), der auch bei wiederholter Anwendung der Diversionsvorschriften immerhin keine schlechtere Legalbewährung bei den mit Diversion bedachten Auffälligen ergab.⁴⁷ Unter Verhältnismäßigkeitsgesichtspunkten ist die Diversion damit allemal vorzugswürdig.

Nachentscheidungen innerhalb von 3 Jahren nach der Art der erstmaligen Sanktionierung bei "einfachem Diebstahl" bei Jugendlichen. Geburtsjahrgang 1961

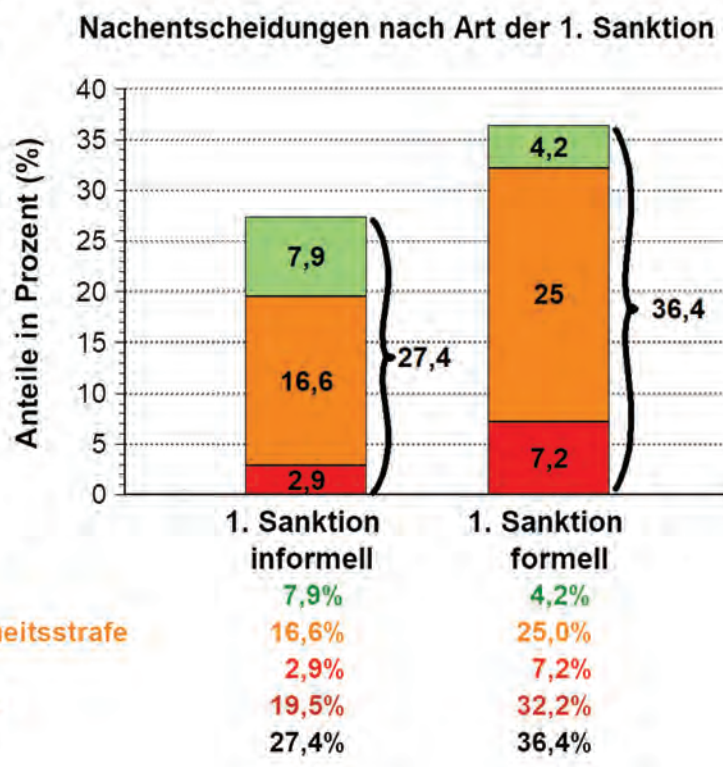


Abbildung 3: Rückfall nach einer Einstellung des Verfahrens vs. förmlicher Verurteilung (Quelle: Storz 1992).

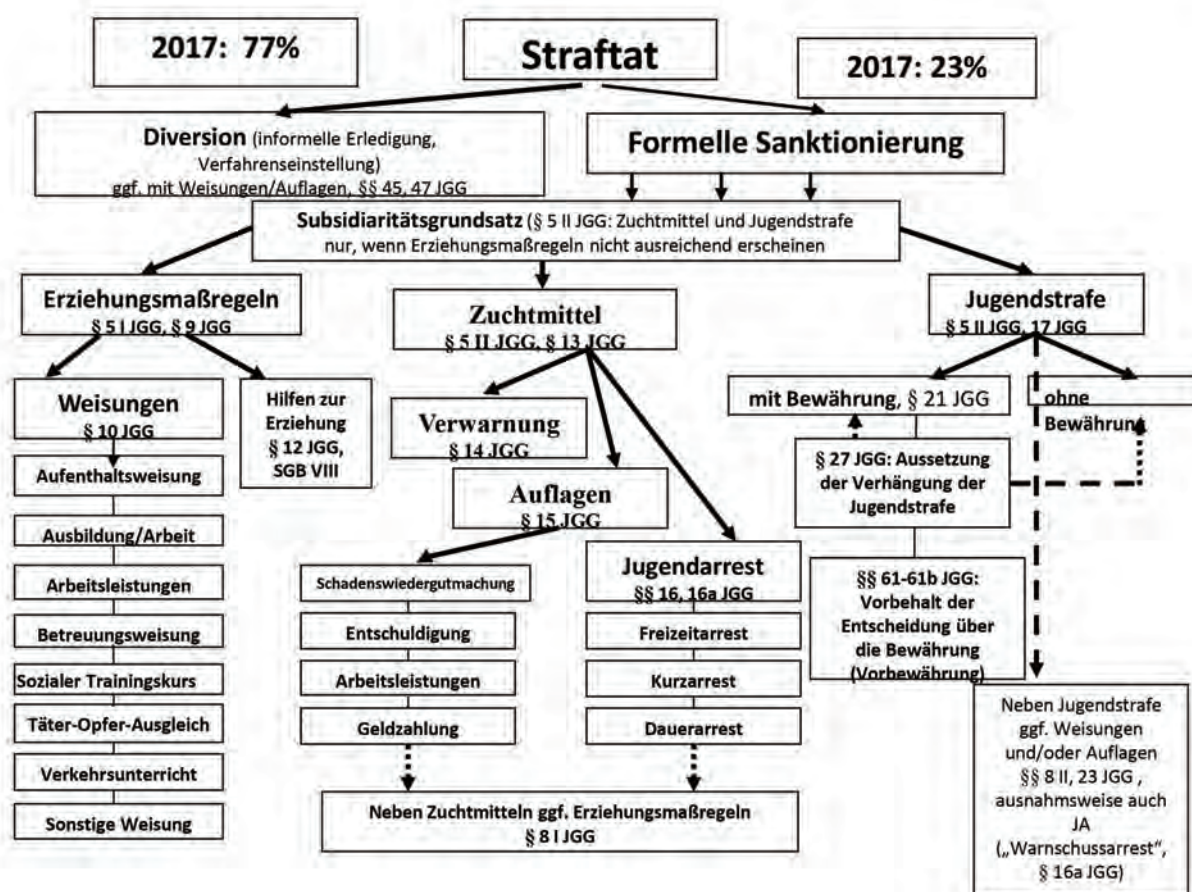
46. vgl. HEINZ Wolfgang, 2019, Sekundäranalyse empirischer Untersuchungen, S. 776.

47. vgl HEINZ Wolfgang, Sekundäranalyse empirischer Untersuchungen, S. 2.087.

5. Die jugendrichterliche Sanktionspraxis in Deutschland

Das Sanktionenspektrum des JGG in Deutschland ist breit gefächert und teilt sich in Erziehungsmaßnahmen, Zuchtmittel und die Jugendstrafe auf. Die nachfolgende Übersicht 3 zeigt das Sanktionsgefüge, das in zweierlei Hinsicht durch den Subsidiaritätsgrundsatz bzgl. der eingriffsintensiveren Sanktion geprägt ist. Nach § 5 Abs. 2 JGG hat das Jugendgericht vorrangig Erziehungsmaßnahmen anzuwenden und von Zuchtmitteln und der Jugendstrafe nur Gebrauch zu machen, wenn Erziehungsmaßnahmen nicht ausreichend erscheinen. Gemäß § 17 Abs. 2 JGG ist die Jugendstrafe ultima ratio. Jugendstrafe wegen sogenannter schädlicher Neigungen⁴⁸ ist nur zulässig, wenn Erziehungsmaßnahmen oder Zuchtmittel zur Erziehung nicht ausreichen, oder wenn sie wegen der Schwere der Schuld erforderlich ist.

Rechtsfolgen der Jugendstraftat im Jugendstrafrecht in Deutschland



Übersicht 3: Die formellen Rechtsfolgen der Straftat im deutschen Jugendstrafrecht (Jugendgerichtliche Sanktionierung)

48. Die Begrifflichkeit ist seit Jahrzehnten umstritten und wird wegen ihrer Disponibilität und Unschärfe überwiegend abgelehnt. Eine Reform scheiterte jedoch bislang an den ebenfalls häufig unbefriedigenden Lösungsvorschlägen, vgl. EISENBERG Ulrich, KÖLBEL Ralf, Jugendgerichtsgesetz. JGG-Kommentar, 22. Aufl., C.H. Beck, München, 2021, § 17 Rn. 20 ff. m. w. N.

Die jugendrichterliche Sanktionspraxis hat den Grundsatz der Jugendstrafe als ultima ratio konsequent umgesetzt, mit dem Ergebnis, dass nur circa 1,5 Prozent der informell und formell sanktionierten 14- bis 21-Jährigen eine Jugendstrafe ohne Bewährung erhalten, weitere 3,5 Prozent einen Jugendarrest in Form eines kurzen Arrests von bis zu vier Tagen oder eines Dauerarrests von ein bis vier Wochen. Insgesamt ergibt dies die „Internierungsrate“ von fünf Prozent in Abbildung 4.

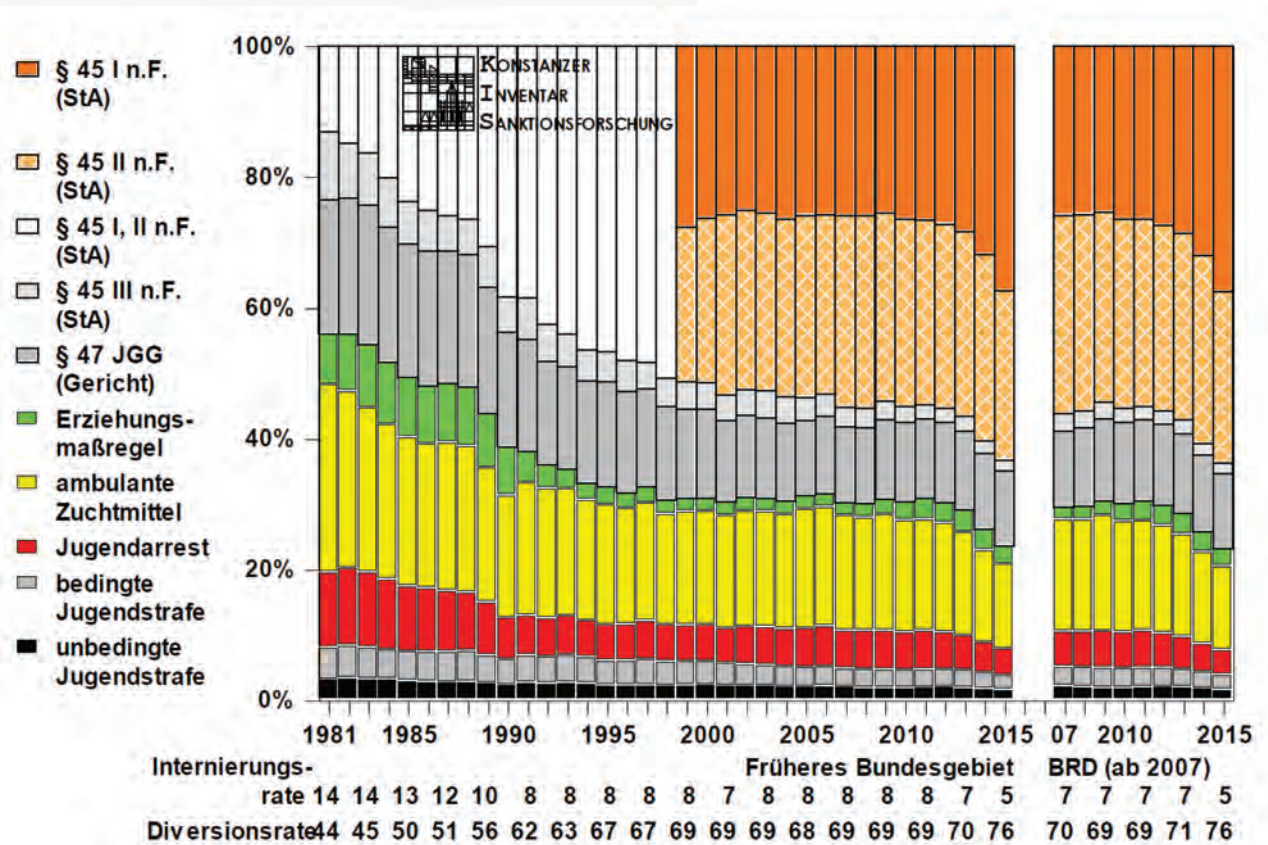


Abbildung 4: Die jugendrichterliche Sanktionspraxis in Deutschland, 1984 bis 2015. Prozentsatz der informell und formell Sanktionierten. (Quelle: Heinz 2019, S. 993)

Die Aussetzung der Jugendstrafe zur Bewährung hat einen enormen Zuwachs erfahren. 1955 wurden noch lediglich 32 Prozent, 2015 dagegen 61 Prozent aller Jugendstrafen zur Bewährung ausgesetzt (vgl. Abbildung 5). 2018 waren es 59 Prozent aller Jugendstrafen (=71 Prozent aller grundsätzlich aussetzungsfähigen Strafen von bis zu zwei Jahren). Bezogen auf die regelmäßig aussetzungsfähigen Jugendstrafen von bis zu einem Jahr (§ 21 Abs. 1 JGG) lag die Aussetzungsquote bei 80 Prozent, bezogen auf die nur unter besonderen Umständen aussetzungsfähigen Strafen von mehr als einem bis zu zwei Jahren bei 59 Prozent.⁴⁹

Die Strafaussetzung zur Bewährung ist damit seit ihrer Einführung im Jahr 1953 zur Regelstrafe im Bereich der Jugendstrafe geworden. Die Jugendkriminalpolitik, vermehrt auf die Arbeit der Bewährungshilfe zu setzen, war außerordentlich erfolgreich, denn die Rückfallquoten gingen trotz der vermehrten Strafaussetzung auch bei Wiederholungstätern ständig zurück.⁵⁰

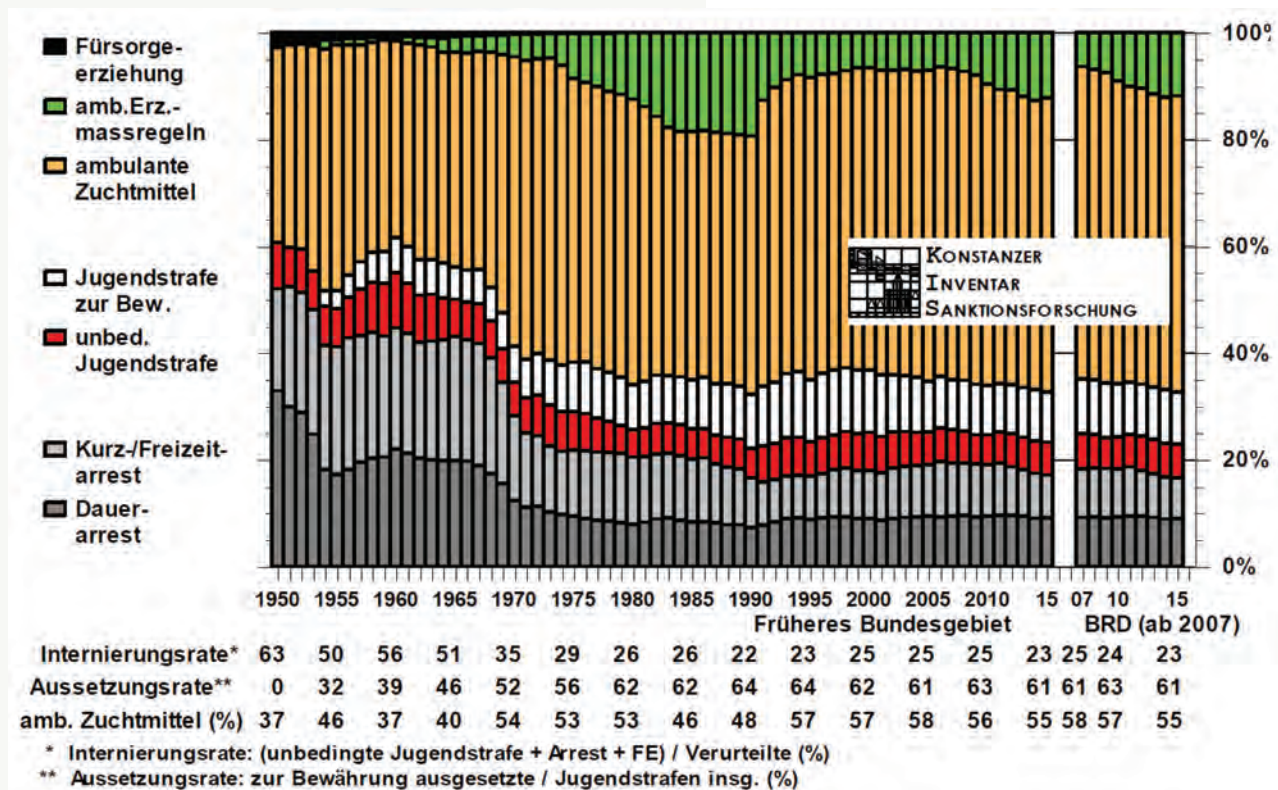


Abbildung 5: Nach Jugendstrafrecht Verurteilte nach der schwersten formellen Sanktion. Prozentanteile bezogen auf alle Verurteilten (Quelle: Heinz 2019, S. 991)

49. berechnet nach Statistisches Bundesamt (2019): Strafverfolgungsstatistik 2018, S. 300 f.

50. vgl. dazu i. E. DÜNKEL Frieder, 'Rechtliche, rechtspolitische und programmatische Entwicklungen einer Sozialen Strafrechtspflege in Deutschland', in DBH-Fachverband für Soziale Arbeit, Strafrecht und Kriminalpolitik/Justizministerium Mecklenburg-Vorpommern (eds.), Kriminalpolitische Herausforderungen. Bewährungs- und Straffälligenhilfe auf neuen Wegen, Books on Demand, 2009, S. 20-60, m. w. N.

Mit Blick auf die Länge verhängter Jugendstrafen bestätigt sich eine insgesamt moderate jugendrichterliche Sanktionspraxis (vgl. Tabelle 2). Nur knapp 14 Prozent der unbedingten Freiheitsstrafen betragen mindestens drei Jahre, 67 Prozent liegen im Bereich von sechs Monaten bis zu zwei Jahren. Zwar sind die längeren Jugendstrafen von drei bis fünf Jahren prozentual etwas angestiegen und diejenigen von unter einem Jahr zurückgegangen, jedoch ist dies mit dem zunehmenden Anteil von Gewaltdelinquenten an den Verurteilten zu erklären. Bemerkenswert ist der Rückgang der absoluten Verurteiltenzahlen von 8.055 im Jahr 2007 auf 3.753 im Jahr 2019, der den Rückgang der Gefangenenraten eindrucksvoll erklärt.⁵¹

Tabelle 2:
Dauer verhängter Jugendstrafen ohne Bewährung, 2005-2019
(bis 2006: alte Bundesländer, ab 2007 Gesamtdeutschland)

Jahr	JS ohne Bew. insg. (= 100%)	6 M. - 1 J. (abs.)	6 M. - 1 J. (%)	1 - 2 J. (abs.)	1 - 2 J. (%)	2 - 3 J. (abs.)	2 - 3 J. (%)	3 - 5 J. (abs.)	3 - 5 J. (%)	5 - 10 J. (abs.)	5 - 10 J. (%)
2005	6.535	2.062	31,6	2.549	39,0	1.327	20,3	514	7,9	83	1,3
2006	6.675	2.033	30,5	2.561	38,4	1.426	21,4	564	8,5	91	1,4
2007	8.055	2.529	31,4	3.118	38,7	1.639	20,4	648	8,1	121	1,5
2008	7.265	1.996	27,5	2.873	39,6	1.626	22,4	633	8,7	137	1,9
2010	6.383	1.543	24,2	2.527	39,6	1.588	24,9	645	10,1	80	1,3
2012	5.939	1.390	23,4	2.386	40,2	1.405	23,7	662	11,2	96	1,6
2013	5.196	1.014	19,5	2.049	39,4	1.281	24,7	564	10,9	66	1,3
2015	4.167	1.010	24,2	1.627	39,4	969	23,3	467	11,2	83	2,0
2017	3.881	957	24,7	1.468	37,8	935	24,1	474	12,2	47	1,3
2018	3.719	887	23,9	1.369	36,8	967	26,0	439	11,8	57	1,5
2019	3.753	859	22,9	1.407	37,5	979	26,1	441	11,8	67	1,8

Quelle: Statistisches Bundesamt (Hrsg.) (2005-2019): Strafverfolgung. Fachserie 10 Reihe 3.

51. s. dazu DÜNKEL Frieder, GENG Bernd, HARRENDORF Stefan in diesem Band.

6. Reformfragen: Die Problematik Heranwachsender – Empirische Argumente der Entwicklungspsychologie, Soziologie und Neurowissenschaften für ein Jungtäterstrafrecht?

6.1 Kriminologischer Anknüpfungspunkt: Die Alters-Kriminalitätskurve

Kriminologischer Ausgangspunkt der Überlegungen zur Sanktionierung 18- bis 20-jähriger Heranwachsender oder 21- bis 25-jähriger

Jungerwachsener ist die sogenannte Alters-Kriminalitätskurve, die auf ein ubiquitäres Phänomen hinweist, nämlich das Ausklingen krimineller Karrieren im dritten Lebensjahrzehnt (siehe Abbildung 6). Die Kurve stimmt gut mit Beobachtungen zur Episodenhaftigkeit der Jugendkriminalität und der im Allgemeinen spätesten in der dritten Lebensdekade zu beobachtenden sozialen Integration in das Erwachsenenleben im Beruf, mit der Gründung einer Familie et cetera überein. Was sind allerdings die Erklärungen für diese Integration und warum tritt diese Entwicklung heutzutage erst später, nämlich im Durchschnitt Mitte der dritten Lebensdekade ein?

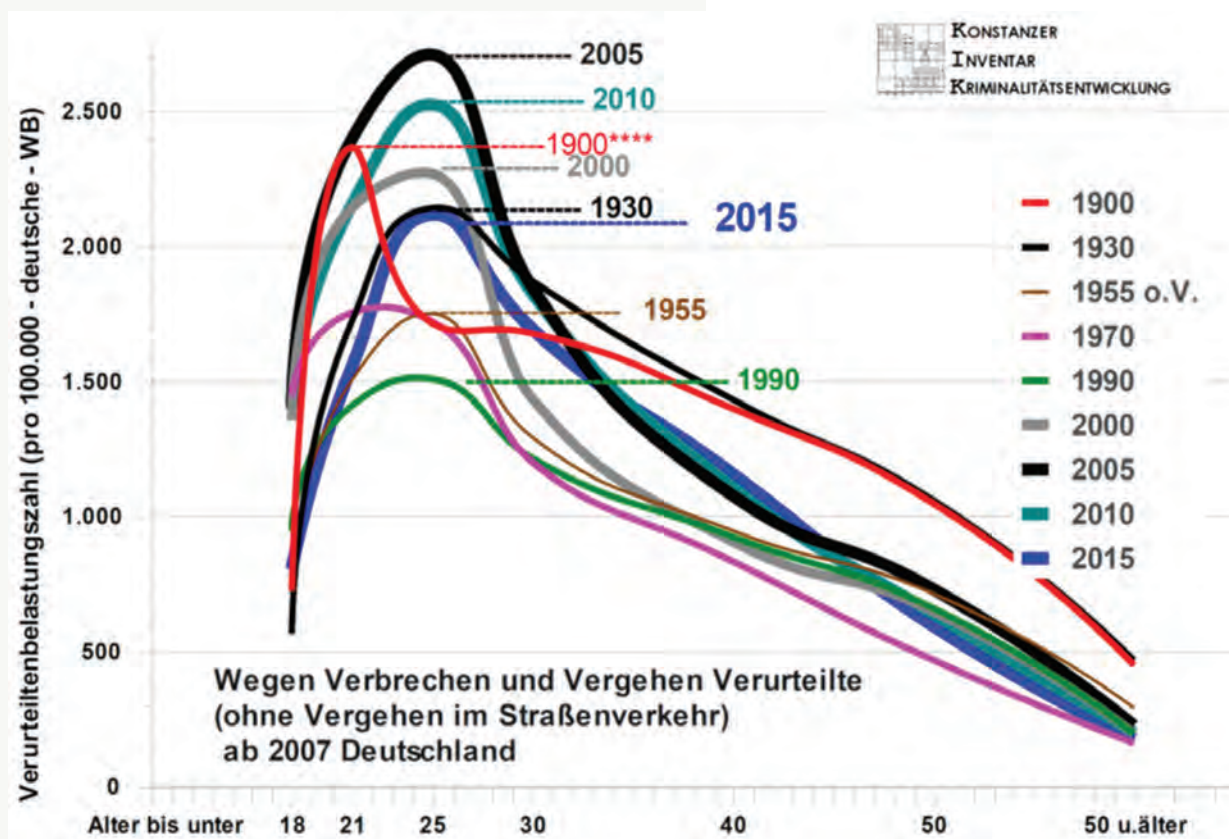


Abbildung 6: Die Alters-Kriminalitätskurve auf der Basis der Verurteilten 1900-2015.
Quelle: Heinz 2019, S. 164

6.2 Entwicklungspsychologische und soziologische Erkenntnisse zum Erwachsenwerden in den letzten Jahrzehnten

In soziologischer Sicht haben sich einige Faktoren wie das Ende der Schul- und Berufsausbildung stark zu den älteren Jahren der ausgehenden zweiten und beginnenden dritten Lebensdekade verlängert. Die Integration in den Arbeitsmarkt erfolgt häufiger erst mit Mitte 20, die Gründung einer Familie (Heirat) hat sich vom Durchschnittsalter von 23 bis 24 Jahren in den 1970er Jahren auf 30 bis 31 Jahre erhöht, die Geburt des ersten

Kindes hat sich parallel dazu ebenfalls um fast eine Dekade (von circa 23 auf 30 bis 31 Jahre) verzögert. Dies kann man in ähnlicher Form europaweit beobachten.⁵² Entwicklungspsychologische Reifeprozesse sind zwar individuell unterschiedlich, die Herausbildung höherer kognitiver Steuerungsfähigkeiten dauern häufig bis Mitte der dritten Lebensdekade (bis circa der Vollendung des 25. Lebensjahres).

Der Europarat hat in den Empfehlungen bezüglich junger Rechtsbrecher (ERJOSSM) 2008 formuliert, dass „Reflecting the extended transition to

52. vgl. <http://www.bib-demografie.de>.

adulthood“ es gerechtfertigt sei, Heranwachsende wie Jugendliche zu behandeln (Rule 17, siehe auch oben 2.). Damit wird mit Blick auf die neuen soziologischen und entwicklungspsychologischen Erkenntnisse anerkannt, dass die Übergangszeit ins Erwachsenenleben heutzutage länger dauert.

6.3 Neurowissenschaftliche Erkenntnisse zur Gehirnreifung und der Ausbildung höherer kognitiver Steuerungsfähigkeiten

Zur Genese, Entwicklung und zu den differentiellen Verlaufsprozessen der Delinquenz von der Kindheit über die Adoleszenz bis ins Erwachsenenalter liegen mittlerweile Erkenntnisse der Neurowissenschaften vor, die für das Verständnis der Alters-Kriminalitäts-Kurve einen zusätzlichen und ergänzenden Erklärungsbeitrag leisten können. Insbesondere die spätere Entwicklungsphase von

der Spätadoleszenz (etwa ab 18 Jahren) zum Jung-erwachsenen (bis Mitte der dritten Lebensdekade) erfährt im Licht aktueller neurowissenschaftlicher Befunde einen erweiterten kriminologischen Interpretationsrahmen.

Einer der wesentlichsten neuen neurowissenschaftlichen Erkenntnisse betrifft dabei die Entwicklung und Plastizität des menschlichen Gehirns („brain maturation“). Entgegen der bisherigen Vorstellungen konnte in Langzeitstudien gezeigt werden, dass sich das Gehirn von Jugendlichen in der Adoleszenz weiter und zum Teil dramatisch umstrukturiert und dass sich diese Entwicklung bis etwa zum 25. Lebensjahr und möglicherweise darüber hinaus fortsetzt.

Ein interessantes neurobiologisches Modell, das eine Erklärung von typisch adoleszenten Verhaltensweisen darstellt, wurde von der New-Yorker Arbeitsgruppe um Casey entwickelt.⁵³ Dieses Modell geht von einer spezifischen „Imbalance“ zwischen einer vergleichsweise frühen Reifung der subkortikalen limbischen Hirnareale und einer verzögerten Reifung der präfrontalen Kontrollareale aus (siehe Abbildung 7).

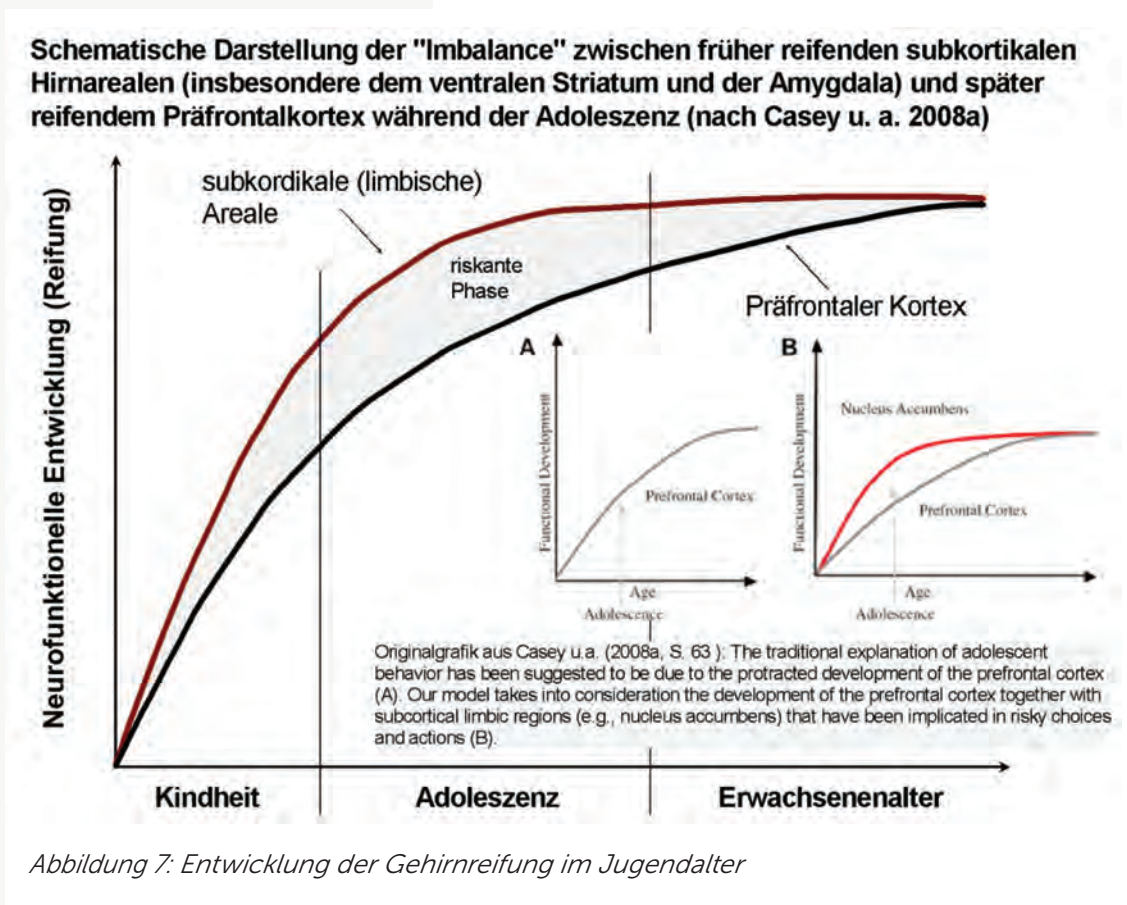


Abbildung 7: Entwicklung der Gehirnreifung im Jugendalter

53. vgl. CASEY, B. J., JONES Rebecca M., SOMERVILLE Leah H., 'Braking and Accelerating of the Adolescent Brain', *Journal of Research on Adolescence* (21/2011), S. 21-33.; CASEY B. J., GETZ Sarah, GALVAN Adriana, 'Current directions in risk and decision making' *The adolescent brain*, *Developmental Review* (28/2008), S. 62-77.

Eine zentrale Annahme ist, dass bei Jugendlichen in affektiv-emotionalen Situationen das früher gereifte subkortikale limbische System und das Belohnungssystem („Reward“-System) die „Oberhand“ über das noch nicht ausgereifte präfrontale Kontrollsystem gewinnen. Dieser Mechanismus könnte erklären, warum für die Adoleszenz problematische Verhaltensreaktionen (zum Beispiel ein erhöhtes Risikoverhalten) charakteristisch sind. Auch die beschriebenen noch unreifen strukturellen Verbindungen zwischen subkortikalen Hirnstammarealen und kortikalen Arealen tragen vermutlich dazu bei, dass die Bottom-up-Prozesse noch nicht in ausreichendem Maße verarbeitet werden können. Ferner könnte im komplexen Wechselspiel mit individuellen Prädispositionen das Ungleichgewicht zwischen präfrontal gesteuerten Top-down-Prozessen und

subkortikal gesteuerten Bottom-up-Prozessen im Jugendalter dazu beitragen, dass es in dieser Altersspanne zu einem starken Anstieg psychisch-affektiver Erkrankungen kommt.⁵⁴ In Übereinstimmung mit diesem neurobiologischen Modell der Gehirnreifung findet sich eine Vielzahl von psychologischen Befunden zur altersabhängigen Entwicklung der internalen Verhaltenskontrolle, die eine deutliche Zunahme verschiedener Monitoring-Fähigkeiten und eine dazu parallel verlaufende Abnahme riskanter Verhaltensweisen beim Übergang von der Spätadoleszenz zum Jungerewachsenenalter nachweisen.⁵⁵

Exemplarisch hierzu haben Steinberg et al. in einer Studie mit 935 Personen im Alter zwischen zehn bis dreißig Jahren unter and deren kognitive und psychosoziale Fähigkeiten untersucht.⁵⁶ Die Ergebnisse zeigen insbesondere für höhere selbst-reflexive kognitive und psychosoziale Handlungskontrollfähigkeiten eine bis zum Alter von circa 25 Jahren stetige Zunahme im Altersverlauf (siehe Abbildung 8).

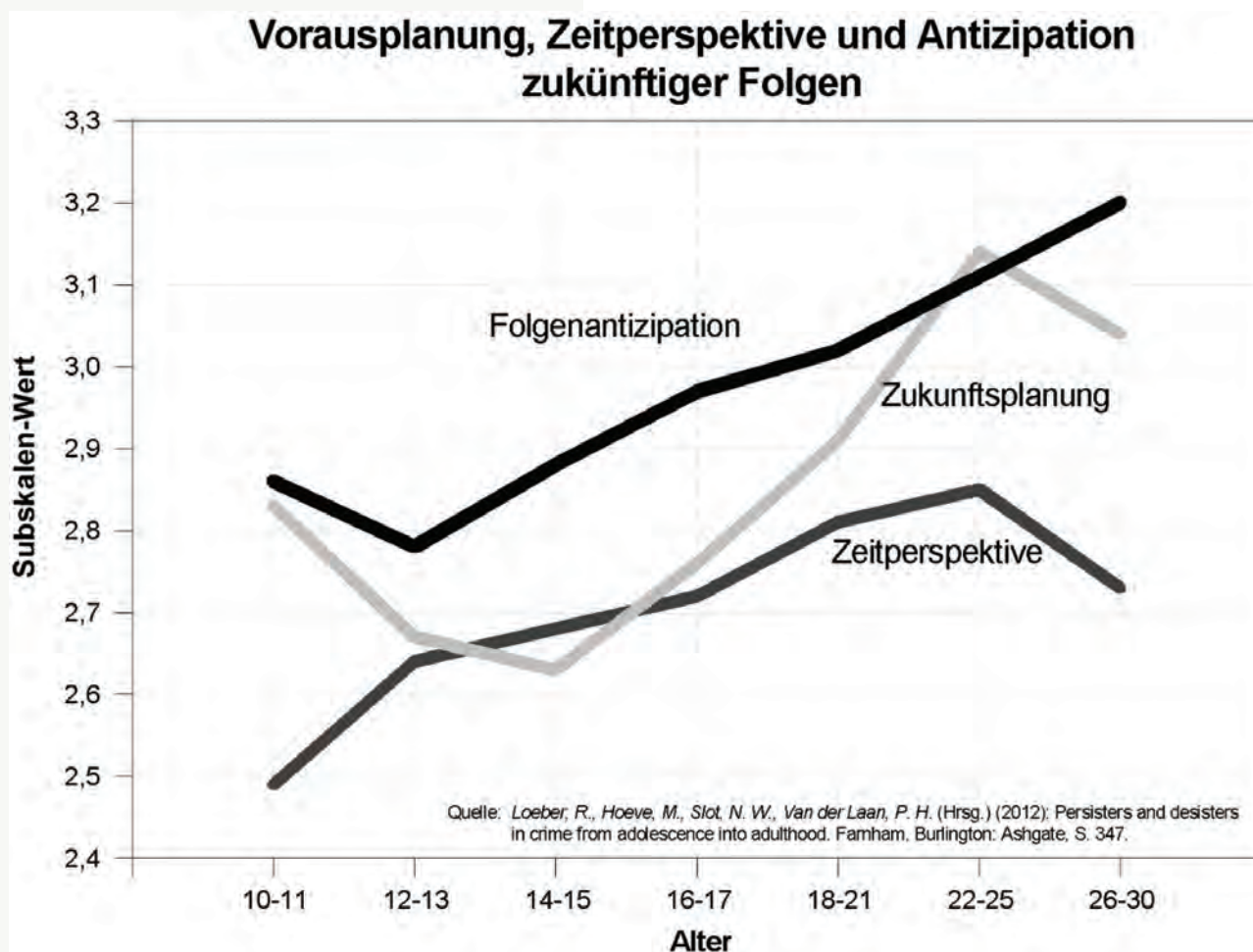


Abbildung 8: Entwicklung kognitiver Kompetenzen im Jugendalter

54. CASEY B. J. et al., 'Current directions in risk and decision making', S. 62 ff.

55. vgl. zusammenfassend SCHMIDT Eva P. et al., 'Young Adults in the Justice System', S. 3 ff.

56. STEINBERG, Laurence et al., 'Age differences in sensation seeking and impulsivity as indexed by behavior and self-report: Evidence for a dual systems model', *Developmental Psychology* (44/2008); STEINBERG Laurence et al., 'Are adolescents less mature than adults? Minors' access to abortion, the juvenile death penalty, and the alleged APA "flip-flop"', 2009.

Die Befunde legen nahe, dass sich die Fähigkeit zur strukturierten Vorausplanung ab der frühen Adoleszenz bis Mitte 20 besonders ausgeprägt ansteigend entwickelt. Auch hinsichtlich der Antizipation möglicher Handlungsfolgen ist eine beachtliche Zunahme feststellbar, die bis zum Ende der untersuchten Altersspanne durchgehend ansteigt.

Insgesamt verweisen die Befunde zur anatomisch-physiologischen Gehirnreifung sowie zur kognitiven und psychosozialen Reifeentwicklung damit auch auf eine beachtliche Assoziation mit der Alters-Kriminalitäts-Kurve. Die altersbedingte Kriminalitätsentwicklung zwischen zehn und 30 Jahren mit ihrem Anstieg, dem Maximalwert und dem anschließenden Rückgang der Prävalenzraten und auch der Deliktsschwere kann mit individuellen Unterschieden in der strukturell-funktionellen Gehirnreifung und der damit verknüpften kognitiven und psychosozialen

Entwicklung zusammenhängen. Damit werden auch entwicklungspsychologische Argumente unterstützt, die für eine prinzipielle Einbeziehung von Heranwachsenden und Jungerwachsenen bis zum Alter von circa 25 Jahren in das Jugendstrafrecht plädieren.

Steinberg und Kollegen haben dieses „maturity gap“, das heißt die Diskrepanz zwischen intellektueller und psychosozialer Reife inzwischen weltweit untersucht. In neuen Publikationen zeigen Steinberg et al. auf, dass dieses Phänomen nicht nur in den USA, sondern global in allen Ländern, die im Rahmen einer groß angelegten Vergleichsstudie betrachtet wurden, zu beobachten ist (hier in Italien, Schweden, Kenia, Jordanien, Indien, auf den Philippinen, in Thailand, Kolumbien, Zypern, und selbst in China).⁵⁷ Es handelt sich demgemäß um ein universelles Problem, das von kulturellen Besonderheiten weitgehend unberührt zu sein scheint (siehe Abbildung 9).

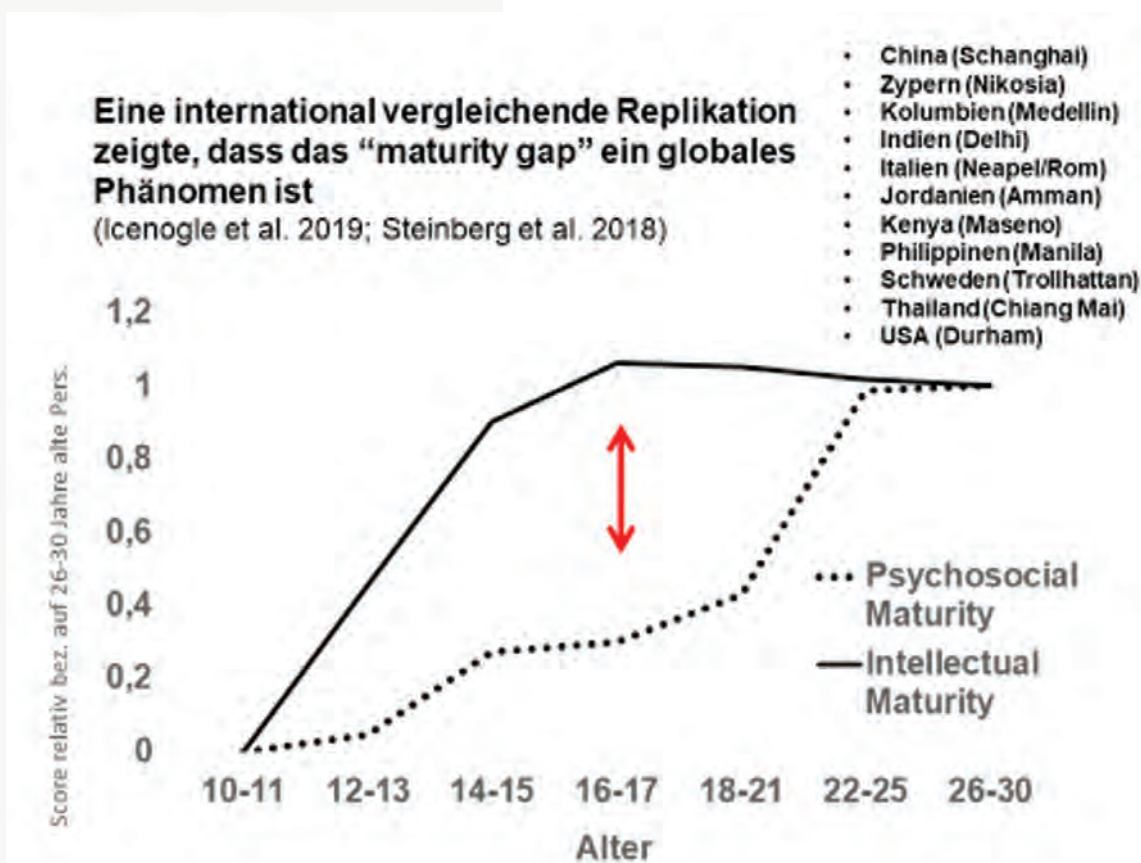


Abbildung 9: Die Entwicklung der Intellektuellen und psychosozialen Reife im Jugend- und Jungerwachsenenalter im interkulturellen Vergleich

57. STEINBERG Laurence et al., 'Around the world, adolescence is a time of heightened sensation seeking and immature self-regulation', *Developmental Science* (21/2018); ICENOGLE Grace, STEINBERG Laurence et al., 'Adolescents' cognitive capacity reaches adult levels prior to their psychosocial maturity: Evidence for a "maturity gap" in a multinational, cross-sectional sample', *Law and Human Behavior* (43/1/2019).

6.4 Schlussfolgerungen

Im Ergebnis sprechen die entwicklungspsychologischen, soziologischen und neurowissenschaftlichen Erkenntnisse für die Ausweitung des Jugendstrafrechts beziehungsweise für Strafmilderungen gegenüber Heranwachsenden beziehungsweise Jungerwachsenen bis zum Alter von 21 bis 25 Jahren.⁵⁸

Schaut man über die europäischen Grenzen hinaus, so ist eine altersbezogene Ausweitung des Jugendstrafrechts eher die Ausnahme, wenngleich zur Zeit wichtige Diskussionen dazu in den USA laufen, die auch bereits zu ersten Reformen in dieser Richtung in einzelnen Bundesstaaten geführt haben (siehe unten). In Lateinamerika gibt es nur in Ausnahmefällen Möglichkeiten die Besonderheiten Heranwachsender jugendstrafrechtlich zu berücksichtigen.⁵⁹ In den überwiegend muslimisch geprägten Staaten des Nahen und Mittleren Ostens sowie Afrikas hat Salaymeh immerhin in acht von 47 erfassten Ländern eine obere Altersgrenze des Jugendstrafrechts von 19 bis 21 Jahren ermittelt.⁶⁰

Einen Sonderfall repräsentiert traditionell das japanische Jugendstrafrecht, das seit jeher das Jugendstrafrecht für 14- bis einschließlich 19-Jährige vorsieht. Allerdings wurde die Absenkung des Anwendungsbereichs des Jugendstrafrechts auf 18 Jahre im Zuge der Absenkung des zivilrechtlichen Volljährigkeitsalters von 21 auf 18 Jahre diskutiert.

In den USA gibt es eine Reformbewegung, im Rahmen des unter dem Stichwort „emerging adulthood“ von der Columbia University in New York initiierten Projekts, das sich auf der Basis entwicklungspsychologischer und neurowissenschaftlicher Erkenntnisse sehr aktiv für ein erweitertes Jugendstrafrecht einsetzt. In der Folge haben zum Beispiel Vermont das Jugendstrafrecht bis zum Alter von 19 Jahren (ab 2022: 20 Jahre) ausgeweitet, und es sind Modell- beziehungsweise Pilotprojekte mit einer Ausweitung der Jugendgerichtsbarkeit bis 19, 21 oder 24 Jahren geplant und/oder implementiert worden. Washington State hat im Januar 2021 die Zuständigkeit der Jugendgerichte von 17 auf 19 Jahre erhöht, ferner können Heranwachsende bis zum Alter von 22 beziehungsweise 23 Jahren in einer Jugend(strafvollzugs)einrichtung verbleiben. Ähnliche Reformüberlegungen gibt es in Kalifornien, Colorado, Connecticut, Illinois, Massachusetts und Nebraska.⁶¹

6.5 Die Anwendungspraxis der Heranwachsendenregelung in Deutschland

Die Regelung, dass Heranwachsende nach Jugendstrafrecht abgeurteilt werden können (§ 105 JGG), wurde in Deutschland in der unmittelbaren Nachkriegszeit im Jahr 1953 eingeführt. Anlass war, dass der Eindruck bestand, dass viele Heranwachsende einer Generation elternloser beziehungsweise vaterloser Jugendlicher angehören, die möglicherweise durch die Kriegswirren und den Verlust des Vaters eine Reifeverzögerung erlebt haben. Die Regelung des § 105 JGG war zunächst nur als Ausnahmeregelung vorgesehen, wurde jedoch in der Rechtsprechung immer mehr zum Regelfall, zumal zunehmend erkannt wurde, dass 18- bis 20-jährige Heranwachsende sich regelmäßig noch in einem dynamischen Entwicklungs- und Reifeprozess befinden.

Der Bundesgerichtshof (BGH), das oberste Gericht in Zivil- und Strafsachen, hat als Leitlinie für die Praxis vorgegeben, dass Jugendstrafrecht immer dann anzuwenden sei, wenn „Entwicklungskräfte noch in größerem Umfang wirksam sind“.

(BGHSt12,116; 36, 38). Auch hat die Rechtsprechung bei nicht aufzuklärenden Zweifeln, ob es sich bei den Heranwachsenden um Jugendlichen gleichzustellende junge Menschen handelt, in dubio pro Jugendstrafrecht votiert, das heißt im Zweifel ist Jugendstrafrecht anzuwenden. Dies hat zu dem starken Anstieg der Anwendung des Jugendstrafrechts bei Heranwachsenden von 22 Prozent im Jahr 1955 auf inzwischen auch für Gesamtdeutschland 66 Prozent im Jahr 2015 geführt (siehe Abbildung 10).

58. DÜNKEL Frieder et al., 'Erkenntnisse der Neurowissenschaften', S. 123-129.; zum europäischen Vergleich siehe oben 3; zurückhaltend dazu, aber für eine die geminderte Schuldfähigkeit Jungerwachsener im Vergleich zu über 21- bzw. 25-jährigen Erwachsenen berücksichtigende Kriminalpolitik vgl. STEINBERG, Laurence, 'Adolescent Brain Science and Juvenile Justice Policymaking', *Psychology, Public Policy and Law* (23/4/2018).

59. Brasilien, Uruguay, vgl. CASTRO MORALES Alvaro, DÜNKEL Frieder, 'Jugendstrafrecht und Jugendstrafvollzug in Chile, Bolivien und Peru'.
60. SALAYMEH Lena, 'Juvenile Justice in Muslim-Majority States', in ZIMRING Franklin E., LANGER Maximo, TANENHAUS David S. (eds.), *Juvenile Justice in Global Perspective*, New York University Press, New York/London, 2015, S. 264 ff.

61. Vgl. hierzu den Bericht des Emerging Adulthood-Projekts unter <https://justicelab.columbia.edu/sites/default/files/content/EAJ%20in%20Washington%20State%20-%20January%202021.pdf>. (letzter Aufruf 28.3.2021).

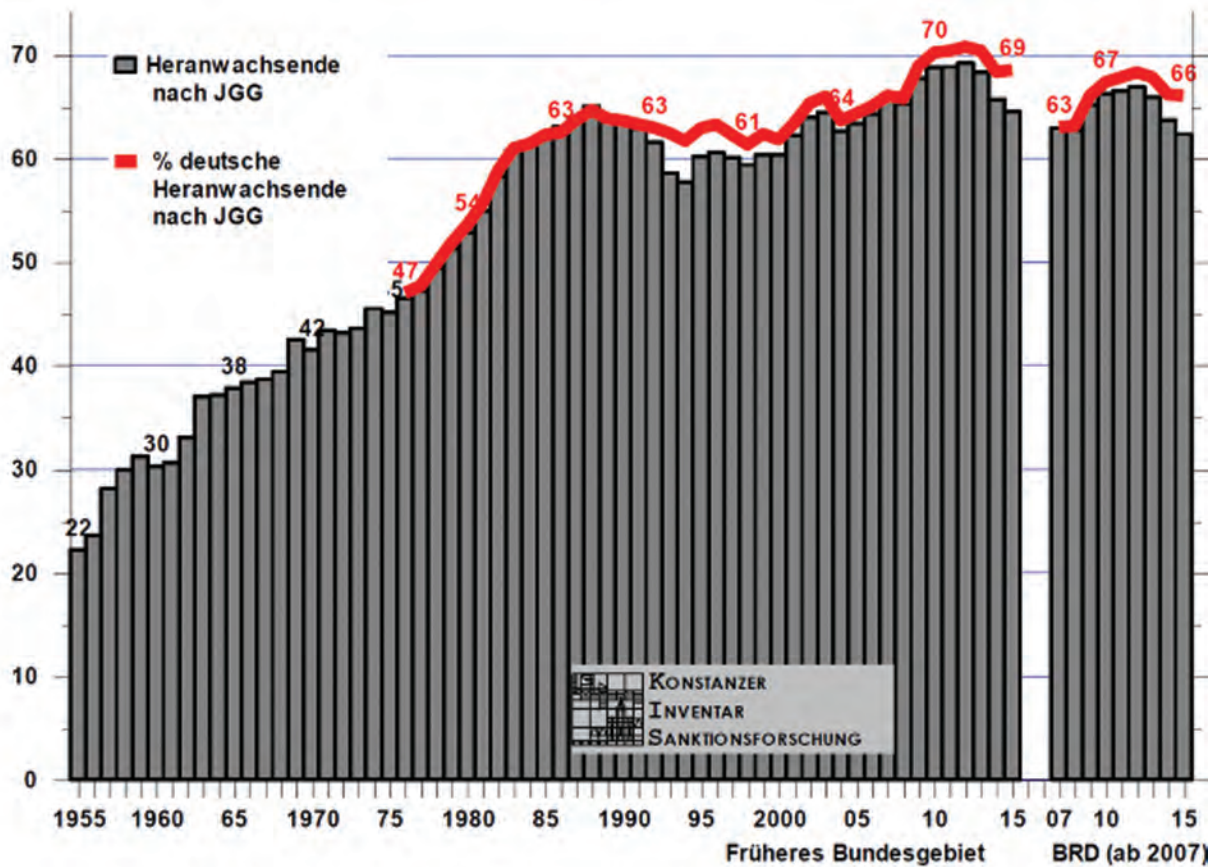


Abbildung 10: Die Einbeziehung Heranwachsender in das Jugendstrafrecht in Deutschland (§ 105 JGG), 1955 bis 2015 (Quelle: Heinz 2019, S. 607).

Deutschland nimmt damit in Europa insofern eine Sonderstellung ein, als die Länder, die eine Anwendung von Jugendstrafrecht bei Heranwachsende ermöglichen, dies in der Praxis nur ausnahmsweise umsetzen. Die bis 2014 mögliche Anwendung des Jugendstrafrechts bei 18- bis 20-jährigen Heranwachsenden in den Niederlanden wurde nur in knapp zwei Prozent der Fälle genutzt. Die auf eine Steigerung der Nutzung jugendspezifischer Sanktionen und zugleich altersmäßige Ausweitung auf bis zu 22-Jährige angelegte Reform von 2014 hat nur einen sehr begrenzten Erfolg gehabt. Im zweiten Viertel von 2015 stieg der Anteil auf 4,4 Prozent,⁶² inzwischen sind die Anteile auf circa acht Prozent gestiegen, 21- und 22-Jährige profitieren davon immer noch selten.⁶³ Ähnlich niedrig waren die Quoten Heranwachsender, die nach Jugendstrafrecht abgeurteilt wurden, in den ehemaligen jugoslawischen Republiken Kroatien, Serbien oder Slowenien.⁶⁴ Als

Gründe für die im Gegensatz zu Deutschland sehr restriktive Praxis der Anwendung jugendstrafrechtlicher Maßnahmen bei über 18-Jährigen in den Niederlanden sind die unklaren gesetzlichen Vorgaben zu sehen, die den Gerichten keine eindeutigen Handlungsanweisungen beziehungsweise Kriterien vorgeben.⁶⁵ Ein weiterer Schwachpunkt der Reform dürfte mitentscheidend sein: Über die Anwendung des Jugendstrafrechts entscheiden die Erwachsenengerichte auf Vorschlag der Staatsanwaltschaft. Den Erwachsenengerichten sind Fragen des Jugendstrafrechts eher fremd und sie wenden deshalb lieber die ihnen vertrauten Sanktionen an.⁶⁶ Eine erfolgreiche Umsetzung der gut gemeinten Intention des Gesetzgebers hätte verbindlichere gesetzliche Kriterien und Verfahrensvorschriften vorausgesetzt.⁶⁷

Die Anwendung des § 105 JGG in Deutschland ist regional unterschiedlich. 2017 wurden in den neuen Bundesländern nur in 43 Prozent, im früheren Gebiet Westdeutschlands dagegen in 65 Prozent der Fälle

62. UIT BEIJERSE Jolande, 'Entwicklungen im Jugendstrafrecht', S. 53.

63. Persönliche Mitteilung von UIT BEIJERSE Jolande, April 2020; vgl. auch SCHMIDT Eva P. et al., 'Young Adults in the Justice System', S. 11., die für 2016 einen Anteil von 5% berichten.

64. s. DÜNKEL Frieder, 'Juvenile Justice and Crime Policy in Europe', S. 25.

65. SCHMIDT Eva P. et al., 'Young Adults in the Justice System', S. 11 ff., 13.

66. UIT BEIJERSE Jolande, 'Entwicklungen im Jugendstrafrecht', S. 53.

67. SCHMIDT Eva P. et al., 'Young Adults in the Justice System', S. 15.

Jugendstrafrecht angewandt.⁶⁸ Die Unterschiede basieren zum Teil auf der differenziellen Sanktionspraxis bei Straßenverkehrtsdelikten (Trunkenheitsfahrten, Verkehrsgefährdungen et cetera), die in den ostdeutschen, aber auch manchen westdeutschen Bundesländern überwiegend nach Erwachsenenstrafrecht abgeurteilt werden. Grund dafür ist, dass nur im Erwachsenenstrafprozess das schriftliche Strafbefehlsverfahren existiert, im Rahmen dessen die bei Verkehrsdelikten üblichen Geldstrafen verfahrensökonomisch vorteilhaft (in kürzerer Zeit als im Wege eines auf mündlicher Verhandlung beruhenden Urteils) verhängt werden können. Es gibt noch einige andere deliktsspezifische Besonderheiten, die darauf beruhen, dass im Jugendstrafrecht

die Strafrahmen des allgemeinen Strafrechts nicht gelten (vgl. § 18 Abs. 1 S. 3 JGG). Um im Falle schwerer Kriminalität die hohen Mindeststrafrahmen von beispielsweise drei oder fünf Jahren beim schweren Raub oder fünf Jahren beim Totschlag zu vermeiden, wenden die Jugendgerichte fast ausnahmslos Jugendstrafrecht an, um erzieherisch sinnvolle und ausreichende Strafen von zum Beispiel ein bis drei Jahren Jugendstrafe verhängen zu können. Dies drückt sich in den in Abbildung 11 deutlich werdenden deliktsspezifischen Unterschieden aus. Die Tendenz bei den besonders schweren Delikten praktisch immer das mildere Jugendstrafrecht anzuwenden ist relativ einheitlich in ganz Deutschland, auch in Ostdeutschland.⁶⁹

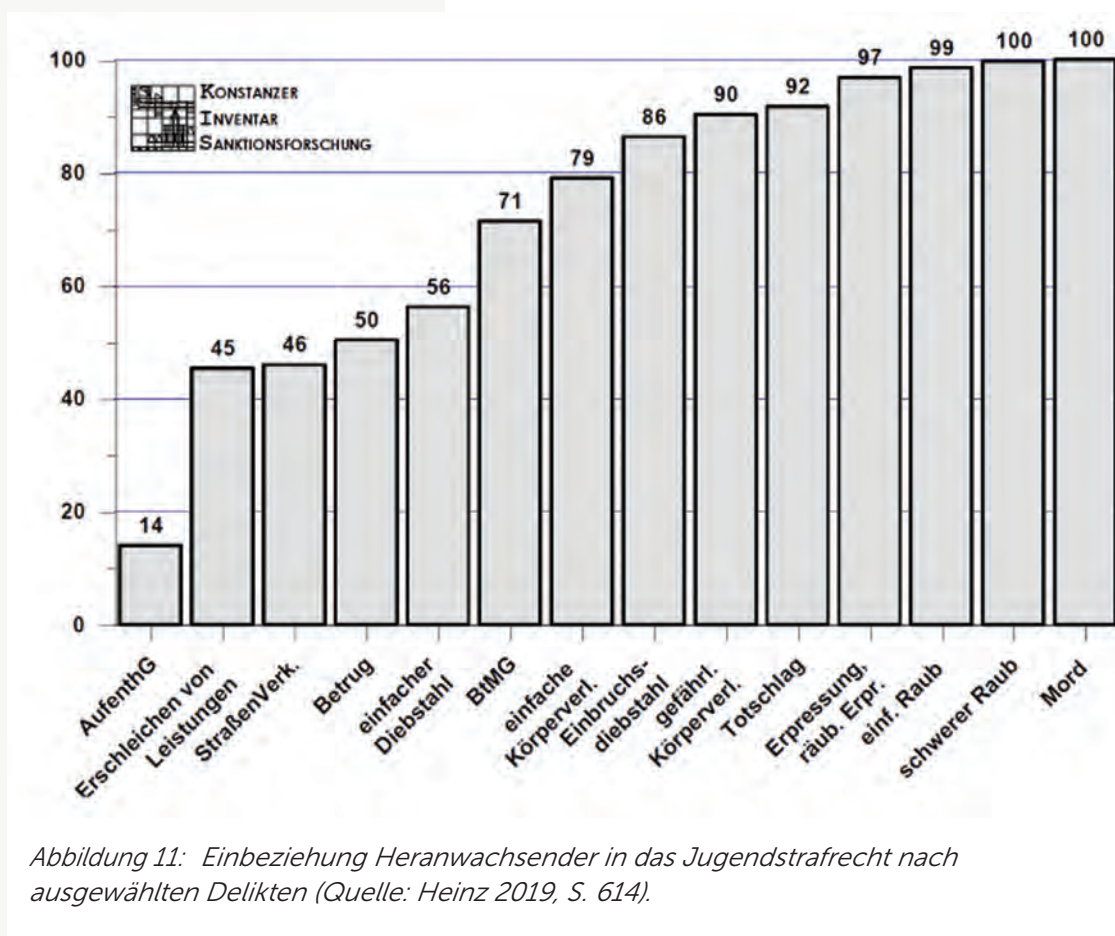


Abbildung 11: Einbeziehung Heranwachsender in das Jugendstrafrecht nach ausgewählten Delikten (Quelle: Heinz 2019, S. 614).

Als Konsequenz aus der rechtsstaatlich bedenklichen regional unterschiedlichen Anwendungspraxis und angesichts der unter 6.2 und 6.3 dargestellten wissenschaftlichen Erkenntnisse zu Reifungsprozessen junger Menschen wird in Deutschland schon lange die ausnahmslose Einbeziehung der Heranwachsenden in das Jugendstrafrecht gefordert, ferner auch die fakultative Anwendung bei 21- bis 24-jährigen Jungerwachsenen.⁷⁰

68. HEINZ Wolfgang, 'Kriminalität und Kriminalitätskontrolle in Mecklenburg-Vorpommern', in DRENKHahn Kirstin, et al. (eds.), *Kriminologie und Kriminalpolitik im Dienste der Menschenwürde. Festschrift für Frieder Dünkel zum 70. Geburtstag*, Forum Verlag Godesberg, Mönchengladbach, 2021, S. 121 ff.

69. für Mecklenburg-Vorpommern als ostdeutsches Bundesland vgl. HEINZ Wolfgang, 'Kriminalität und Kriminalitätskontrolle in Mecklenburg-Vorpommern', S. 122.

70. DÜNKEL Frieder et al., 'Erkenntnisse der Neurowissenschaften', S. 123-129, m.w.N..

7. Zusammenfassende Einschätzung und Reformüberlegungen aus europäisch vergleichender Sicht

Das deutsche Jugendstrafrecht ist durch eine erstaunliche Stabilität gekennzeichnet. Verschärfungen der Sanktionspraxis (den sogenannten „Punitive Turn“) hat es nicht gegeben. Auch in der Gesetzgebung gab es nur in Randbereichen Tendenzen zugunsten stärker bestrafungsorientierter Reformen.⁷¹ Generell sind die Jugendgerichte in ihren Sanktionsentscheidungen heute genauso wie vor zwanzig Jahren im Durchschnitt eher moderat und besonnen eingestellt. Nach wie vor herrscht eine erzieherische Orientierung vor, auch das Prinzip der minimalen Intervention, der Diversion, selbst bei Wiederholungstätern wird weiterhin als Leitlinie akzeptiert, auch wenn einzelne Jugendrichter*innen, die an Brennpunkten wie in Berlin tätig waren und sind, gelegentlich durch medial stark beachtete repressivere Praktiken aufgefallen sind. Jugendstrafe bleibt die absolute Ausnahme und die neuen ambulanten Maßnahmen wie Täter-Opfer-Ausgleich, soziale Trainingskurse und insbesondere gemeinnützige Arbeit sind erfolgreich implementiert worden. Schon wenige Jahre nach der Wende in Ostdeutschland und der deutschen Wiedervereinigung (1990) war die Angebotsstruktur bzgl. ambulanter Maßnahmen in Ost- und Westdeutschland weitgehend angeglichen, weil sehr viel Geld in die neuen Bundesländer geflossen ist und die Jugendämter sehr gut aufgebaut wurden. Auch die Professionalisierung der Jugendgerichtsbarkeit, von Jugendstaatsanwält*innen und Jugendrichter*innen ist gesichert; derzeit wird eine weitere Qualitäts-offensive zugunsten der erzieherischen Ausbildung und Kompetenzen der Jugendstaatsanwaltschaften/Jugendgerichte auf der Gesetzesebene diskutiert.

Aus den Erfahrungen in Deutschland und im europäischen Vergleich lassen sich einige abschließende Thesen für die Reform des Jugendstrafrechts und der Jugendstrafrechtspraxis formulieren:

1. Ein eigenständiges am Erziehungs- oder Fördergedanken junger Menschen ausgerichtetes Jugendstrafrecht hat sich bewährt. Es spricht wegen der zunehmend als wichtig erkannten Grundrechte junger Straffälliger viel dafür, im Grundsatz ein justizmodellorientiertes Jugendstrafrecht zu etablieren, das auch bei rein erzieherischen Reaktionen rechtsstaatliche Prinzipien der Verhältnismäßigkeit bewahrt.
2. Erziehung vor Strafe und bei wiederholter oder schwerwiegender Delinquenz ein moderates,

besonnenes Strafen, das die Entwicklungschancen der jungen Straffälligen nicht verbaut, gehören als Leitprinzipien dazu.

3. Jugendstrafrecht sollte entsprechend der Erfahrungen und der Praxis der meisten europäischen Länder erst mit einem Alter von 14 oder 15 Jahren beginnen.
4. Heranwachsende im Alter von 18 bis 20 Jahren sollten aufgrund neuerer entwicklungspsychologischer, soziologischer und neurowissenschaftlicher Erkenntnisse in jedem Fall, fakultativ aber auch Jungerwachsene bis zum Alter von ca. 25 Jahren in das Jugendstrafrecht einbezogen werden.
5. Die internationalen Menschenrechtsstandards fordern darüber hinaus, den Schutz junger Straffälliger im Verfahren auszubauen und ihnen die gleichen Verfahrensrechte wie Erwachsenen einzuräumen.
6. Die vorläufige Freiheitsentziehung (Heimunterbringung, Untersuchungshaft) ist wegen der stärkeren Verletzlichkeit junger Menschen in besonderem Maße einzuschränken.
7. Das Sanktionsspektrum sollte vor allem bei episodenhafter Jugendkriminalität auf informelle Verfahrenserledigungen und vor allem wieder gutmachungorientierte Verfahren ausgerichtet sein (Mediation, Täter-Opfer-Ausgleich, „conferencing“).
8. Jugendrichterliche Sanktionen sollen erzieherisch wirksam und normverdeutlichend, zugleich aber immer auch durch das Prinzip der Verhältnismäßigkeit begrenzt sein.
9. Freiheitsentziehende Sanktionen sollten die absolute „ultima ratio“ bleiben und von möglichst kurzer Dauer sein.
10. Der Jugendstrafvollzug wird in einem Jungtäterstrafrecht für bis zu 20-Jährige oder darüber hinaus zwangsläufig ein Vollzug für junge Erwachsene sein, der nach evidenzbasierten Prinzipien der erfolgreichen Straftäterbehandlung zu organisieren ist.⁷²

71. Dazu kann man die Reform von 2013 zählen, mit der der sog. Warnschussarrest, d. h. die Verbindung von einem bis zu vierwöchigen Jugendarrest mit einer zur Bewährung ausgesetzten Jugendstrafe eingeführt wurde. Zuvor war eine derartige Koppelung gesetzlich ausgeschlossen. Ferner wurde die Höchststrafe bei 18-20-jährigen Heranwachsenden für den Fall des Mordes mit besonderer Schwere der Schuld von 10 auf 15 Jahre heraufgesetzt, vgl. § 105 Abs. 2 S. 2 JGG. Letztere Reform ist quantitativ bedeutungslos, der Warnschussarrest wird regional sehr unterschiedlich gehandhabt, am häufigsten in Bayern, das generell eine härtere Sanktionspraxis als die norddeutschen Bundesländer aufweist, vgl. i. E. HEINZ Wolfgang, *Kriminalität und Kriminalitätskontrolle in Deutschland – Berichtsstand 2015*.

72. s. dazu DÜNKEL Frieder, GENG Bernd, HARRENDORF Stefan in diesem Band.

Literatur

- BELOFF Mary, LANGER Maximo, 'Myths and Realities of Juvenile Justice in Latin America', in ZIMRING Franklin E., LANGER Maximo, TANENHAUS David S., (eds.), *Juvenile Justice in Global Perspective*, New York University Press, New York, London, 2015, S. 198-248.
- BISHOP Donna M., FELD Barry C., 'Trends in Juvenile Justice Policy and Practice', in FELD Barry C., BISHOP Donna M. (eds.), *The Oxford Handbook of Juvenile Crime and Juvenile Justice*, Oxford University Press, New York, 2012, S. 898-926.
- BONNIE Richard J., CHEMERS Betty M., SCHUCK Julie (eds.), *Reforming Juvenile Justice: A Developmental Approach*, DC: National Research Council of the National Academies, Washington, 2012.
- CASEY B. J., GETZ Sarah, GALVAN Adriana, 'Current directions in risk and decision making', *The adolescent brain*, *Developmental Review* (28/2008), S. 62-77.
- CASEY B. J., JONES Rebecca M., HARE Todd A., 'Annals of the New York Academy of Sciences 1124', *The adolescent brain*, *Developmental Review* (28/2008), S. 111-126.
- CASEY, B. J., JONES Rebecca M., SOMERVILLE Leah H., 'Braking and Accelerating of the Adolescent Brain', *Journal of Research on Adolescence* (21/2011), S. 21-33.
- CASTRO MORALES Alvaro, DÜNKEL Frieder, 'Jugendstrafrecht und Jugendstrafvollzug in Chile, Bolivien und Peru – Aktuelle Entwicklungen und Reform-tendenzen', *ZIS (Zeitschrift für internationale Strafrechtsdogmatik)* (12/2017), S. 1-10.
- CAVADINO Michael J., DIGNAN James, *Penal Systems: A Comparative Approach*, Sage Publication, London, 2006.
- Council of Europe, *European Rules for juvenile offenders subject to sanctions or measures*, Council of Europe Publishing, Strasbourg, 2009.
- DÜNKEL Frieder, 'Rechtliche, rechtspolitische und programmatische Entwicklungen einer Sozialen Strafrechtspflege in Deutschland', in DBH-Fachverband für Soziale Arbeit, Strafrecht und Kriminalpolitik/Justizministerium Mecklenburg-Vorpommern (eds.), *Kriminalpolitische Herausforderungen. Bewährungs- und Straffälligenhilfe auf neuen Wegen*, Books on Demand, 2009, S. 20-60.
- DÜNKEL Frieder, 'Juvenile Justice and Crime Policy in Europe', in ZIMRING Franklin E., LANGER Maximo, TANENHAUS David S. (eds.), *Juvenile justice in Global Perspective*, New York University Press, New York, London, 2015, S. 9-62.
- DÜNKEL Frieder, 'Jugendkriminalpolitik in Europa und den USA: Von Erziehung zu Strafe und zurück?', in DVJJ (ed.) *Jugend ohne Rettungsschirm? Herausforderungen annehmen!*, Forum Verlag Godesberg, Mönchengladbach, 2015, S. 527-565.
- DÜNKEL Frieder, 2016, *Youth Justice in Germany*, *Oxford Handbook on Juvenile Justice*, Internet-Publikation, <http://www.oxfordhandbooks.com/view/10.1093/oxfordhb/9780199935383.013.68>, S.1-55.
- DÜNKEL Frieder, 'Juvenile Justice and Human Rights: European Perspectives', in KURY Helmut, REDO Stawomir, SHEA Evelyn (eds.), *Women and Children as Victims and Offenders: Background, Prevention, Reintegration*. Springer International Publishing Switzerland, Zürich, 2017, S. 681-719.
- DÜNKEL Frieder, 'Reforms of the Criminal Sanctions System in Germany – Achievements and Unresolved Problems', *Juridica International (Estonia)* (28/2019), <https://doi.org/10.12697/JI.2019.28.05>, S. 37-48.
- DÜNKEL Frieder, GENG Bernd, PASSOW Daniel, 'Erkenntnisse der Neurowissenschaften zur Gehirnreifung („brain maturation“) – Argumente für ein Jungtäterstrafrecht', *Zeitschrift für Jugendkriminalrecht und Jugendhilfe* (28/2017), S. 123-129.
- DÜNKEL Frieder, GRZYWA-HOLTEN Joanna, HORSFIELD Philip (eds.), *Restorative Justice and Mediation in Penal Matters – A stocktaking of legal issues, implementation strategies and outcomes in 36 European countries*, Forum Verlag Godesberg, Mönchengladbach, 2015.
- DÜNKEL Frieder, GRZYWA-HOLTEN Joanna, HORSFIELD Philip, PRUIN Ineke (eds.), *Juvenile Justice Systems in Europe – Current Situation and Reform Developments*. 2. Aufl., Forum Verlag Godesberg, Mönchengladbach, 2010.
- DÜNKEL Frieder, HORSFIELD Philip, PAROŞANU Andrea, *European Research on Restorative Juvenile Justice. Volume 1: Research and selection of the most effective Juvenile Restorative Justice practices in Europe: Snapshots from 28 EU Member States*, International Juvenile Justice Observatory, Brussels, 2015.
- DÜNKEL Frieder, HEINZ Wolfgang, 'Germany', in Decker Scott H., Marteache Nerea, (eds.), *International Handbook of Juvenile Justice 2nd ed.*, Springer International Publishing Switzerland, Zürich, 2017, S. 305-326.
- DÜNKEL Frieder, PAROŞANU Andrea, 'Restorative Justice – Entwicklungen wiedergutmachender Verfahren und Maßnahmen in der Strafrechtspflege in Europa', *Bewährungshilfe* (67/2020), S. 309-330.
- ENDRES Johann, SCHWANENGEL Florian, 'Straftäterbehandlung', *Bewährungshilfe* (62/2015), S. 293–319.
- EISENBERG Ulrich, KÖLBEL Ralf, *Jugendgerichtsgesetz. JGG-Kommentar*, 22. Aufl., C.H. Beck, München, 2021.
- FELD Barry C., BISHOP Donna M., 'Transfer of Juveniles to Criminal Court', in FELD Barry C., BISHOP Donna M. (eds.), *The Oxford Handbook of Juvenile Crime and Juvenile Justice*, Oxford University Press, New York, 2012, S. 801-842.
- GARLAND David, *The Culture of Control: Crime and Social Order in Contemporary Society*, The University of Chicago Press, Chicago, 2001.
- GENSING Andrea, *Jugendgerichtsbarkeit und Jugendstrafverfahren im europäischen Vergleich*, Forum Verlag Godesberg, Mönchengladbach, 2014.
- GOLDSON Barry, 'New punitiveness. The politics of child incarceration', in MUNCIE John, HUGHES Gordon, MCLAUGHLIN Eugene (eds.), *Youth Justice. Critical Readings*, Sage in association with the Open University, London, 2002, S. 386-400.
- HABERMAS Jürgen, *Die neue Unübersichtlichkeit*, Suhrkamp, Frankfurt/Main, 1985.
- HAVERKAMP Rita, *Kriminalität junger Frauen und weiblicher Jugendvollzug*, 'Neue Kriminalpolitik' 27, 2015, S. 301-318.

HEINZ Wolfgang, *Kriminalität und Kriminalitätskontrolle in Deutschland – Berichtsstand 2015 im Überblick* Stand: Berichtsjahr 2015; Version: 1/2017. Originalpublikation im Konstanzer Inventar Sanktionsforschung 2017, <http://www.ki.uni-konstanz.de/kis/>.

HEINZ Wolfgang, 2019, *Sekundäranalyse empirischer Untersuchungen zu jugendkriminalrechtlichen Maßnahmen, deren Anwendungspraxis, Ausgestaltung und Erfolg*. Gutachten im Auftrag des Bundesministeriums für Justiz und Verbraucherschutz. Konstanz: Universität Konstanz, https://www.bmjv.de/SharedDocs/Downloads/DE/Service/Fachpublikationen/Sekundaeranalyse_jugendkriminalrechtliche-Ma%C3%9Fnahmen.pdf?__blob=publicationFile&v=4.

HEINZ Wolfgang, 'Kriminalität und Kriminalitätskontrolle in Mecklenburg-Vorpommern', in DRENKHANN Kirstin, et al. (eds.), *Kriminologie und Kriminalpolitik im Dienste der Menschenwürde*. Festschrift für Frieder Dünkel zum 70. Geburtstag, Forum Verlag Godesberg, Mönchengladbach, 2021, S. 101-133.

HORSFIELD Philip, *Jugendkriminalität in England und Wales – Entwicklungsgeschichte, aktuelle Rechtslage und jüngste Reformen*, Forum Verlag Godesberg, Mönchengladbach, 2015.

ICENOGLA Grace, STEINBERG Laurence et al., 'Adolescents' cognitive capacity reaches adult levels prior to their psychosocial maturity: Evidence for a "maturity gap" in a multinational, cross-sectional sample', *Law and Human Behavior* (43/1), (2019), S. 69-85. <https://doi.org/10.1037/lhb0000315>.

JEHLE Jörg-Martin, ALBRECHT Hans-Jörg, HOHMANN-FRICKE Sabine, TETAL Carina, *Legalbewährung nach strafrechtlichen Sanktionen Eine bundesweite Rückfalluntersuchung 2010 bis 2013 und 2004 bis 2013*, Forum Verlag Godesberg, Mönchengladbach, 2016.

JEHLE Jörg-Martin, HEINZ Wolfgang, SUTTERER Peter, *Legalbewährung nach strafrechtlichen Sanktionen*, Forum Verlag Godesberg, Mönchengladbach, 2003.

LOEBER Rolf et al., 'Overview, Conclusions, and Policy and Research Recommendations', in LOEBER Rolf, et al. (eds.), *Persisters and Desisters in Crime from Adolescence into Adulthood. Explanation, Prevention and Punishment*, Ashgate Farnham, Surrey, 2012, S. 335-412.

LÖSEL Friedrich, 'Wie wirksam ist die Straftäterbehandlung im Justizvollzug?', in RETTENBERGER Martin, DESSECKER Axel (eds.), *Behandlung im Justizvollzug*, Kriminologische Zentralstelle, Wiesbaden, 2016, S. 17-52.

PRUIN Ineke, DÜNKEL Frieder, *Better in Europe? European responses to young adult offending*, Barry Cadbury Trust, London, 2015.

RAISER Thomas, *Grundlagen der Rechtssoziologie: Das lebende Recht*, Mohr Siebeck, Tübingen, 2013.

RÖHL Klaus F., *Rechtssoziologie. Ein Lehrbuch*, Carl Heymanns Verlag, Köln, 1987.

SAGEL-GRANDE Irene, 'Kinder, Jugendliche, Heranwachsende und junge Erwachsene im niederländischen Strafrecht', in SPINELLIS Calliope D., et al. (eds.), *Europe in crisis: Crime, criminal justice, and the way forward*. Festschrift für Nestor Courakis, Sakkoulas Publications, Athen, 2017, S. 1713-1732.

SALAYMEH Lena, 'Juvenile Justice in Muslim-Majority States', in ZIMRING Franklin E., LANGER Maximo, TANENHAUS David S. (eds.), *Juvenile Justice in Global Perspective*, New York University Press, New York/London, 2015, S. 249-287.

SCHMIDT Eva P., RAP Stephanie E., LIEFAARD Ton, 'Young Adults in the Justice System: The Interplay between Scientific Insights, Legal Reform and Implementation in Practice in The Netherlands', *Youth Justice* (20/2020), S. 1-20. <https://doi.org/10.1177/1473225419897316>.

SOMERVILLE, L. H., FANY, Negar., MCCLURE-TONE, Erin B., 'Behavioral and neural representation of emotional facial expressions across lifespan', *Developmental Neuropsychology* (36/2011), S. 408-428.

STEINBERG Laurence, 'Adolescent Brain Science and Juvenile Justice Policymaking', *Psychology, Public Policy and Law* (23/4/2018), S. 410-420.

STEINBERG, Laurence et al., 'Age differences in sensation seeking and impulsivity as indexed by behavior and self-report: Evidence for a dual systems model', *Developmental Psychology* (44/2008), S. 1.764-1.778.

STEINBERG, Laurence et al., 'Are adolescents less mature than adults? Minors' access to abortion, the juvenile death penalty, and the alleged APA "flip-flop"', *American Psychologist* (64/2009), S. 583-594.

STEINBERG Laurence et al., 'Around the world, adolescence is a time of heightened sensation seeking and immature self-regulation', *Developmental Science* (21/2018), <https://doi.org/10.1111/desc.12532>.

STORZ Renate, 'Jugendstrafrechtliche Reaktionen und Legalbewährung. Ergebnisse einer Untersuchung zur erneuten justitiellen Registrierung nach formeller und informeller jugendstrafrechtlicher Sanktionierung von Jugendlichen des Geburtsjahrgangs 1961 anhand von Daten des Bundeszentralregisters', in HEINZ Wolfgang, STORZ Renate (eds.), *Diversions im Jugendstrafverfahren der Bundesrepublik Deutschland*, Bundesministerium der Justiz, Bonn, 1992, S. 131-221.

UIT BEIJERSE Jolande, 'Entwicklungen im Jugendstrafrecht in den Niederlanden', *Zeitschrift für Jugendkriminalrecht und Jugendhilfe* (30/2019), S. 50-54.

VAN ZYL SMIT Dirk, WEATHERBY Pete, CREIGHTON Simon, 'Whole Life Sentences and the Tide of European Human Rights Jurisprudence: What Is to Be Done?', *Human Rights Law Review*, (2014), S. 1-26.

ZIMRING Franklin E., LANGER Maximo, TANENHAUS David S. (eds.), *Juvenile justice in Global Perspective*, New York University Press, New York/London, 2015.

Jugendstrafvollzug in Deutschland – Aktuelle Daten und Probleme

Autoren – Auteurs – Authors

Professor Dr. Frieder Dünkel ist emeritierter Inhaber des Lehrstuhls für Kriminologie an der Universität Greifswald.

Bernd Geng, Soziologe (M.A.), war bis 2015 wissenschaftlicher Mitarbeiter am Lehrstuhl für Kriminologie (Prof. Dr. Frieder Dünkel) an der Universität Greifswald, danach dort bis zum Ruhestand Ende 2019 wiss. Mitarbeiter am Lehrstuhl für Kriminologie, Strafrecht, Strafprozessrecht und vergleichende Strafrechtswissenschaften (Prof. Dr. Stefan Harrendorf) und seit 2020 Lehrbeauftragter ebenda.

Professor Dr. Stefan Harrendorf ist Inhaber des Lehrstuhls für Kriminologie, Strafrecht, Strafprozessrecht und vergleichende Strafrechtswissenschaften an der Universität Greifswald

Professeur Dr. Frieder Dünkel est titulaire émérite de la chaire de criminologie à l'université de Greifswald.

Bernd Geng, sociologue (M.A.), était jusqu'en 2015 collaborateur scientifique à la chaire de criminologie (Prof. Dr. Frieder Dünkel) à l'Université de Greifswald, puis jusqu'à son départ à la retraite fin 2019, collaborateur scientifique à la chaire de criminologie, de droit pénal, de droit de procédure pénale et de droit pénal comparé à l'Université de Greifswald (Prof. Dr. Stefan Harrendorf). Depuis 2020, il est chargé de cours à cette même université.

Professor Dr. Stefan Harrendorf est titulaire de la chaire de criminologie, de droit pénal, de droit de procédure pénale et de droit pénal comparé à l'université de Greifswald.

Professor Dr. Frieder Dünkel is holder emeritus of the Chair of Criminology at the University of Greifswald.

Bernd Geng, sociologist (M.A.), was a research assistant at the Chair of Criminology (Prof. Dr. Frieder Dünkel) at the University of Greifswald until 2015. He was a research assistant at the Chair of Criminology, Criminal Law, Criminal Procedure and Comparative Criminal Law (Prof. Dr. Stefan Harrendorf) until his retirement at the end of 2019, and has been a lecturer there since 2020.

Professor Dr. Stefan Harrendorf holds the Chair of Criminology, Criminal Law, Criminal Procedure Law and Comparative Criminal Law at the University of Greifswald.

Zusammenfassung – Résumé – Abstract

Professor Dr. Frieder Dünkel, Bernd Geng und Professor Dr. Stefan Harrendorf thematisieren die Situation des Jugendstrafvollzugs in Deutschland, dessen Klientel zu 90 Prozent 18- bis 24-jährige Jungerwachsene sind. Sie erläutern Fragen zur Struktur und den Behandlungsansätzen des Jugendstrafvollzugs, zur Rückfälligkeit nach einer Entlassung aus dem Jugendstrafvollzug sowie zum Erfolg von Resozialisierungsmaßnahmen und zu notwendigen Reformen.

Professeur Dr. Frieder Dünkel, Bernd Geng et Professeur Dr. Stefan Harrendorf thématisent la situation de l'exécution des peines privatives de liberté pour les jeunes en Allemagne, dont la clientèle est constituée à 90 percent de jeunes adultes de 18 à 24 ans. Ils expliquent les questions relatives à la structure et aux approches de traitement de l'exécution des peines pour mineurs, à la récidive après une libération de l'exécution des peines pour mineurs ainsi qu'au succès des mesures de resocialisation et aux réformes nécessaires.

Professor Dr. Frieder Dünkel, Bernd Geng and Professor Dr. Stefan Harrendorf address the situation of the juvenile prison system in Germany, where 90 percent of inmates are young adults aged 18 to 24. They explain questions concerning the structure and treatment approaches of the juvenile prison system, recidivism after release from the juvenile prison system as well as the success of resocialization measures and necessary reforms.

JUGENDSTRAFVOLLZUG IN DEUTSCHLAND – AKTUELLE DATEN UND PROBLEME

Frieder Dünkel, Bernd Geng, Stefan Harrendorf
(Universität Greifswald)

Jugendstrafanstalten und die Entwicklung der Gefangenenzahlen

Jugendstrafvollzug in Deutschland ist ein Vollzug für im Prinzip 18- bis 24- oder 25-Jährige. Es gibt kaum Jugendliche in Gefängnissen: Nur circa zehn Prozent aller Jugendstrafgefangenen, das sind circa 300, sind unter 18 Jahre alt. Das bedeutet, dass es strukturell in einem Land mit einer großen Fläche und 16 Bundesländern keinen Sinn ergeben würde, Anstalten vorzuhalten, die nur für unter 18-Jährige zuständig sind. Eine gemeinsame Unterbringung mit nicht straffälligen Jugendlichen aus dem Bereich der Jugendhilfe erscheint aus verfassungsrechtlicher Perspektive problematisch. Die sogenannten Erziehungsheime der Jugendhilfe sind in Deutschland zumeist offene Einrichtungen, die geschlossene Abteilungen nur für kurze Perioden („time out“-Bereiche) vorhalten. Eine gemeinsame Unterbringung mit Jugendstrafgefangenen würde daher für diese Gruppe zu unverhältnismäßigen zusätzlichen Rechtsbeschränkungen führen und wäre zudem mit Blick auf den Gleichheitssatz des Art. 3 Abs. 1 GG, der auch die Gleichbehandlung wesentlich ungleicher Sachverhalte verbietet, verfassungswidrig. Wenn aber wie in Deutschland und den meisten anderen europäischen Ländern auch heranwachsende und jungerwachsene Straffällige die Klientel des Jugendstrafvollzugs ausmachen,¹ so kann man größere Anstalten mit einem differenzierten Behandlungs- und Ausbildungsangebot (zum Beispiel im Bereich der Berufsausbildung) in allen Bundesländern und Regionen vorhalten.

In Deutschland gibt es 28 Jugendstrafanstalten mit einer Belegkapazität von insgesamt etwas mehr als 7.000 Haftplätzen, die allerdings im März

2020 bei einer Belegung von 3.557 nur zu circa 50 Prozent ausgelastet waren. Von den 27 Anstalten des geschlossenen Vollzugs haben 20 weniger als 300 Haftplätze, eine Anstalt mehr als 400 (Adelsheim, Baden-Württemberg) und drei Anstalten (Berlin, Hameln, Niedersachsen und Wuppertal-Rondorf, Nordrhein-Westfalen) mehr als 500 Haftplätze.² Die meisten Anstalten sind in kleinere Pavillonbauten (Häuser), alle Anstalten nach Wohngruppen von circa 10 bis zu 30 Gefangenen gegliedert. Im größten Bundesland Nordrhein-Westfalen gibt es fünf, in Bayern vier Anstalten, in neun Ländern allerdings nur eine einzige Anstalt.³

Der Jugendstrafvollzug ist fast ausschließlich ein Vollzug an männlichen Verurteilten.

Am 31. März 2020 waren von den 3.557 erfassten verurteilten Inhaftierten des Jugendstrafvollzugs in der Strafvollzugsstatistik lediglich 125 (= 3,5 Prozent) weiblich. Im Erwachsenenvollzug lag der Frauenanteil mit 5,9 Prozent ebenfalls sehr niedrig, aber deutlich höher.⁴ Aus der absolut gesehen sehr geringen Zahl wird das Problem, einen eigenständigen Jugendvollzug für weibliche Gefangene vorzuhalten, evident. Mit Ausnahme von Mecklenburg-Vorpommern, wo junge weibliche Inhaftierte in der Justizvollzugsanstalt Neustrelitz in einer getrennten Wohngruppe im Vollzug für männliche Jugendstrafgefangene untergebracht werden, werden junge weibliche Gefangene in den anderen Bundesländern in Abteilungen des Frauenvollzugs oder getrennten Abteilungen in Anstalten, die im Übrigen dem Männervollzug dienen, untergebracht.⁵

Die Belegung im Jugendstrafvollzug hat seit Anfang der 1990er Jahre vor allem in den „neuen“ Bundesländern eine dynamische Entwicklung genommen. Nachdem zu Beginn der 1990er Jahre die Jugendgefängnisse weitgehend leer standen, stieg die Belegung bis zum Jahr 2001 drastisch an und lag Anfang der 2000er Jahre um mehr als 40 Prozent über derjenigen in Westdeutschland. Die Gründe hierfür waren unter anderem in dem besonders ausgeprägten Anstieg der registrierten Jugendkriminalität und vor allem der Jugendgewalt in den neuen Bundesländern Mitte der 1990er Jahre zu

1. Die European Rules for Juvenile Offenders subject to sanctions or measures von 2008 (Rec. (2008)11) sehen in Rule 22 ausdrücklich vor, dass die dort formulierten Menschenrechtsstandards auch für alle mit jugendlichen Straftätern gemeinsam untergebrachten Personen, hier die 18-25-Jährigen gelten, vgl. Council of Europe, „European Rules for juvenile offenders subject to sanctions or measures“, Council of Europe Publishing, Strasbourg, 2009, S. 44.

2. DÜNKEL Frieder, GENG Bernd, Die Entwicklung des Jugendstrafvollzugs in Deutschland nach dem Urteil des BVerfG von 2006 – Befunde einer empirischen Erhebung bei den Jugendstrafvollzugsanstalten, *Bewährungshilfe* (59/2012), S. 119.

3. Berlin, Bremen, Hamburg, Mecklenburg-Vorpommern, Niedersachsen, Saarland, Sachsen-Anhalt, Schleswig-Holstein und Thüringen. In der einzigen Jugendvollzugsanstalt in Mecklenburg-Vorpommern (knapp 300 Plätze) werden aufgrund des starken Belegungsrückgangs seit dem 1.9.2018 Freiheitsstrafen von bis zu 4 Jahren bei jungen Erwachsenen im Alter von bis zu 30 Jahren vollstreckt, wobei die Unterbringung in vom Jugendstrafvollzug getrennten Abteilungen erfolgt. Zum Stichtag 31.3.2020 befanden sich nur noch 104 junge männliche und weibliche Jugendstraf- sowie Untersuchungsgefangene in dieser Anstalt.

4. 2.493 von 42.490 Strafgefangenen und Sicherungsverwahrten, vgl. Statistisches Bundesamt (Hrsg.) (2020): *Strafvollzug – Demographische und kriminologische Merkmale der Strafgefangenen zum Stichtag 31. März eines Jahres*. Fachserie 10 Reihe 4.1, Wiesbaden Tabelle 2, S. 12.

5. Vgl. HAVERKAMP Rita, ‚Kriminalität junger Frauen und weiblicher Jugendvollzug‘, *Neue Kriminalpolitik* (27/2015), S. 311; zur Entwicklung statistischer Kennziffern der Belegung, Deliktsstruktur und Dauer des Vollzugs siehe S. 306 ff.

finden. Die höchste Jugendstrafgefangenenrate wurde in den neuen und alten Bundesländern im Jahr 2001 beziehungsweise 2003 erreicht, seither fällt die Kurve leicht und seit 2011 stärker ab. Der Rückgang seit 2000 beträgt insgesamt 41 Prozent (vgl. Abbildung 1).

Inzwischen kann nahezu von einer Angleichung der Jugendstrafgefangenenraten in Ost und West ausgegangen werden (Jugendstrafgefangenenrate 2020: 63 versus 55 pro 100.000 der 15- bis 25-jährigen Bevölkerung, vgl. Abbildungen 1 und 2).⁶

Der Rückgang der Gefangenenraten beruht auf der stark rückläufigen Jugendkriminalität, insbesondere Gewaltkriminalität (Raub, Körperverletzung et cetera). Diese Entwicklung spiegelt sich in der Strafverfolgungsstatistik wider: Die absolute Zahl der jährlich zu unbedingten Jugendstrafen Verurteilten sind seit 2007, dem ersten Jahr einer gesamtdeutschen Erfassung der Verurteiltenzahlen, um 54 Prozent gesunken (absolut von 8.055 auf 3.753 im Jahr 2019),⁷ das heißt der „Input“ in den Jugendstrafvollzug ist drastisch gesunken und mit ihm die stichtagsbezogene Gefangenenrate. Teilweise dürften auch die rückläufigen Rückfallquoten bei Jugendstrafen (siehe dazu unten) und der Ausbau von Gewaltpräventionsprogrammen mit zu dem Rückgang beigetragen haben.

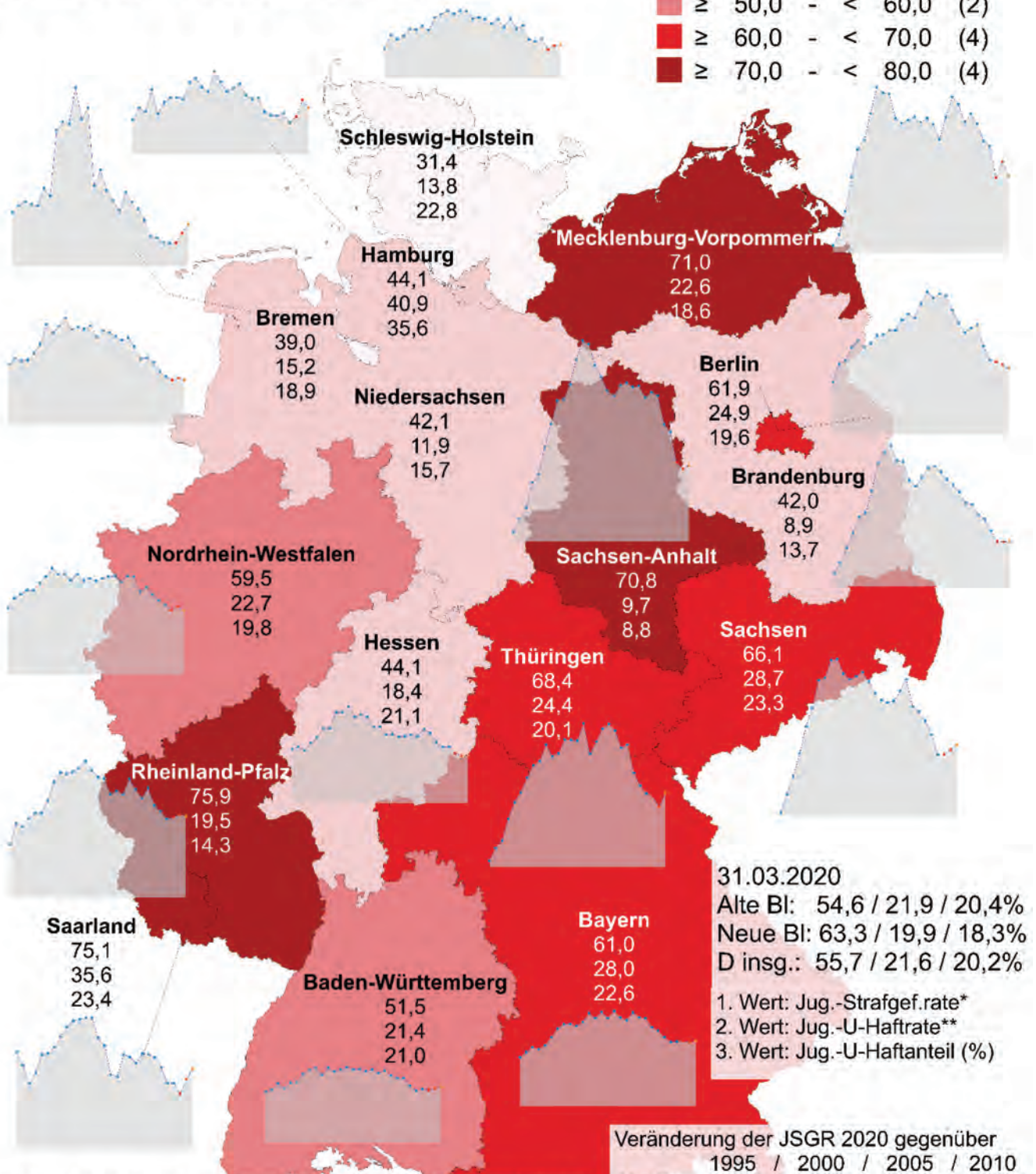
6. Datengrundlage für die Berechnung der Jugendstrafgefangenenraten und der Untersuchungshaftraten bei Jugendlichen und Heranwachsenden bilden jeweils die vom Statistischen Bundesamt turnusmäßig veröffentlichten Statistiken: „Bevölkerung am 31.12. [des Jahres] nach Alters- und Geburtsjahren“ (Tabelle B15) und „Bestand der Gefangenen und Verwahrten in den deutschen Justizvollzugsanstalten nach ihrer Unterbringung auf Haftplätzen des geschlossenen und offenen Vollzugs jeweils zu den Stichtagen 31. März, 31. August und 30. November eines Jahres“. Ab 2019 erscheint diese Statistik im monatlichen Turnus mit den Bestandsdaten am letzten Tag um 24 Uhr des jeweiligen Monats unter dem Titel „Bestand der Gefangenen und Verwahrten in den deutschen Justizvollzugsanstalten nach ihrer Unterbringung auf Haftplätzen des geschlossenen und offenen Vollzugs“. Demgegenüber basieren die im Artikel dargestellten Daten zur Alters- und Deliktsstruktur der Jugendstrafgefangenen auf der Statistik „Strafvollzug – Demographische und kriminologische Merkmale der Strafgefangenen zum Stichtag 31. März eines Jahres. Fachserie 10 Reihe 4.1“, die wie die „Bestandsstatistik“ gleichfalls in der Reihe Rechtspflege vom Statistischen Bundesamt herausgegeben wird, vgl. FN 4.

7. Statistisches Bundesamt (ed.), Strafverfolgung 2019. Fachserie 10 Reihe 3, Wiesbaden, 2020, Tab. 4.1. www.destatis.de/DE/Themen/Staat/Justiz-Rechtspflege/_inhalt.html.

**Gefangeneneraten im Jugendstrafvollzug*
im Bundesländervergleich am 31.3.2020
und deren Entwicklung ab 1992
(jew. zum 31.3. des Jahres)**

Jugendstrafgefangenen-Rate
am 31.3.2020

- ≥ 30,0 - < 40,0 (2)
- ≥ 40,0 - < 50,0 (4)
- ≥ 50,0 - < 60,0 (2)
- ≥ 60,0 - < 70,0 (4)
- ≥ 70,0 - < 80,0 (4)



31.03.2020
 Alte BI: 54,6 / 21,9 / 20,4%
 Neue BI: 63,3 / 19,9 / 18,3%
 D insg.: 55,7 / 21,6 / 20,2%

- 1. Wert: Jug.-Strafgef.rate*
- 2. Wert: Jug.-U-Haftrate**
- 3. Wert: Jug.-U-Haftanteil (%)

Veränderung der JSGR 2020 gegenüber
 1995 / 2000 / 2005 / 2010
 Alte BI: -13,3% / -35,9% / -36,6% / -32,2%
 Neue BI: +14,4% / -51,7% / -50,5% / -47,0%
 D insg.: -9,6% / -41,0% / -40,8% / -35,3%

* Verurteilte Insassen des Jugendstrafvollzugs (am 31.3.2020) einschließlich gem. § 89b Abs. 1 JGG (§ 92 Abs. 2 JGG a.F.) aus dem Jugendstrafvollzug Ausgenommene - pro 100.000 der 15- bis 25-jährigen Bevölkerung (am 31.12.2019)

** pro 100.000 der 14- bis 21-jährigen Bevölkerung (am 31.12.2019)

© Lehrstuhl für Kriminologie und Strafrecht, Universität Greifswald

Abbildung 1: Gefangeneneraten bzgl. verurteilter Jugendlicher und Heranwachsender in Deutschland im Bundesländervergleich

Die Entwicklung der Strafgefangenenraten im Jugendstrafvollzug 1992-2020*

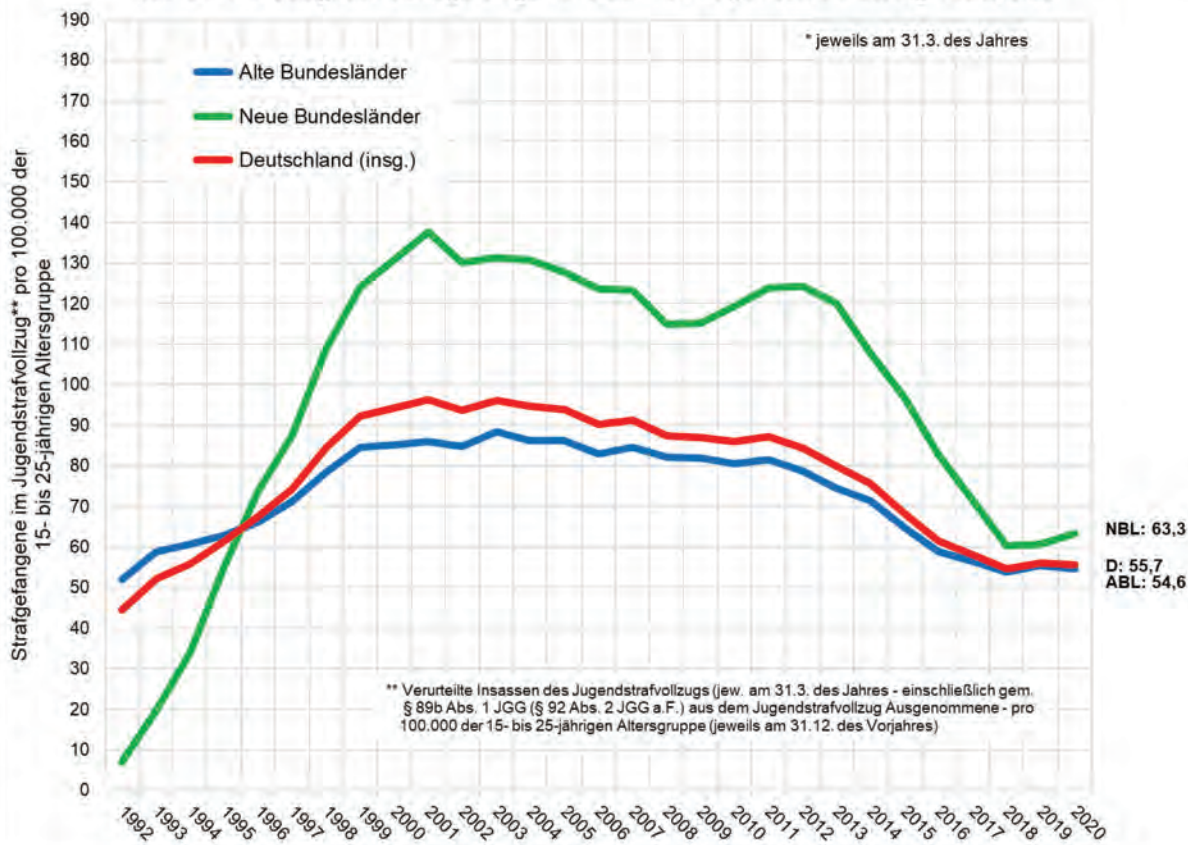


Abbildung 2: Entwicklung der Gefangenenraten im Jugendstrafvollzug in den neuen und alten Bundesländern

Zugleich wird deutlich, dass die Länge verhängter unbedingter Jugendstrafen sich nicht wesentlich verändert hat. Die Hälfte der stichtagsbezogen erfassten Jugendstrafgefangenen verbüßt eine Jugendstrafe mit einer Gesamtdauer von bis zu zwei Jahren, nur vier Prozent verbüßen vier bis fünf Jahre und knapp vier Prozent mehr als fünf Jahre.⁸ Noch deutlicher als die Strafgefangenenzahlen sind die Untersuchungshaftraten bei Jugendlichen und Heranwachsenden zurückgegangen und zwar um rund 58 Prozent seit 1995. Hier deuten sich abgesehen von dem Rückgang schwerer Kriminalität Jugendlicher und Heranwachsender Veränderungen des Sanktionsverhaltens der Gerichte an, die von der Untersuchungshaft entsprechend der gesetzlichen Vorgaben (§§ 71, 72 JGG) und angesichts des verbesserten Rechtsschutzes aufgrund einer dann obligatorischen Beiordnung eines Rechtsbeistands seltener Gebrauch zu machen scheinen.

Gefangenenstruktur und offener Vollzug

Die Gefangenenstruktur hat sich im Zeitraum seit 1990 (und früher) deutlich verändert. Dies lässt sich an der Deliktsstruktur der stichtagsbezogen erfassten verurteilten Jugendstrafgefangenen ablesen. Der Anteil wegen gewaltloser Eigentumsdelikte Inhaftierter ist von 51,9 Prozent (1990, alte Bundesländer) auf 36,8 Prozent (2000, Gesamtdeutschland), 28,8 Prozent* (2010) und schließlich 23,5 Prozent im Jahr 2020 gesunken (insgesamt -54,7 Prozent). Dafür nahm der Anteil von wegen Gewaltdelikten Inhaftierten deutlich zu: Körperverletzungsdelikte machten 1990 nur knapp sieben Prozent aus, 2010 wurde mit 24,3 Prozent der Höchstwert registriert, der bis 2020 leicht auf 21,6 Prozent sank, aber damit immer noch gegenüber 1990 dreimal so hoch ist. Sexualdelikte machten bis 2010 jeweils drei bis vier Prozent der Anlauftaten aus, 2020 stieg der Anteil auf 6,2 Prozent an. Vorsätzliche Tötungsdelikte sanken von einem Anteil von 5,7 Prozent (1990) auf 3,5 Prozent im Jahr 2018 und erreichten 4,7 Prozent im Jahr

8. DÜNKEL Frieder, GENG Bernd, HARRENDORF Stefan, „Systemsprenger*innen? Junge Menschen im Strafvollzug – Entwicklungsdaten zu Belegung, Öffnung und Merkmalen der Gefangenenstruktur im Jugendstrafvollzug“, in KIESLINGER Daniel, DRESSSEL Marc, HAAR Ralph (eds.), *Systemsprenger*innen. Ressourcenorientierte Ansätze zu einer defizitären Begrifflichkeit*, Lambertus Verlag, Freiburg, 2021, S. 113-156.

2020. Den größten Anteil an der Gesamtzahl der Gefangenen im Jugendstrafvollzug weisen unter den Gewaltdelikten die Raubtaten auf. Dieser stieg von 18,5 Prozent auf 31,1 Prozent im Jahr 2020 (+68,1 Prozent).

Nimmt man Tötungs-, Sexual-, Körperverletzungs- und Raubdelikte zusammen, so waren 2020 63,6 Prozent der Stichtagspopulation wegen eines Gewaltdelikts inhaftiert, was nahezu einer Verdoppelung des Anteils im Vergleich zu 1990 entspricht (1990: 34,1 Prozent, = +86,5 Prozent).⁹ Die so veränderte Gefangenenstruktur spiegelt nicht so sehr einen Anstieg der Gewaltkriminalität junger Menschen wider (die im Gegenteil seit Jahren rückläufig ist), sondern eine Tendenz in der Sanktionspraxis der Gerichte, Jugendstrafe bei gewaltlosen

Eigentums- und Vermögensdelikten zunehmend seltener anzuwenden. Damit erhöht sich bei einer insgesamt stark rückläufigen Jugendstrafvollzugspopulation (siehe oben) prozentual der Anteil von Gewaltdelikten unter den Anlasstaten der Inhaftierten. Die Veränderungen der Gefangenenstruktur könnten ferner einen Erklärungsansatz für die niedrigen Zahlen von im offenen Vollzug Untergebrachten geben, denn wegen Gewaltdelikten Inhaftierte werden aufgrund entsprechender Risikoprognosen seltener in den offenen Vollzug verlegt. Andererseits sprechen die länderspezifischen Unterschiede der Anteile im offenen Vollzug Untergebrachter (siehe Abbildung 3) für erhebliche ungenutzte Spielräume beim Ausbau überleitungsorientierter Maßnahmen.

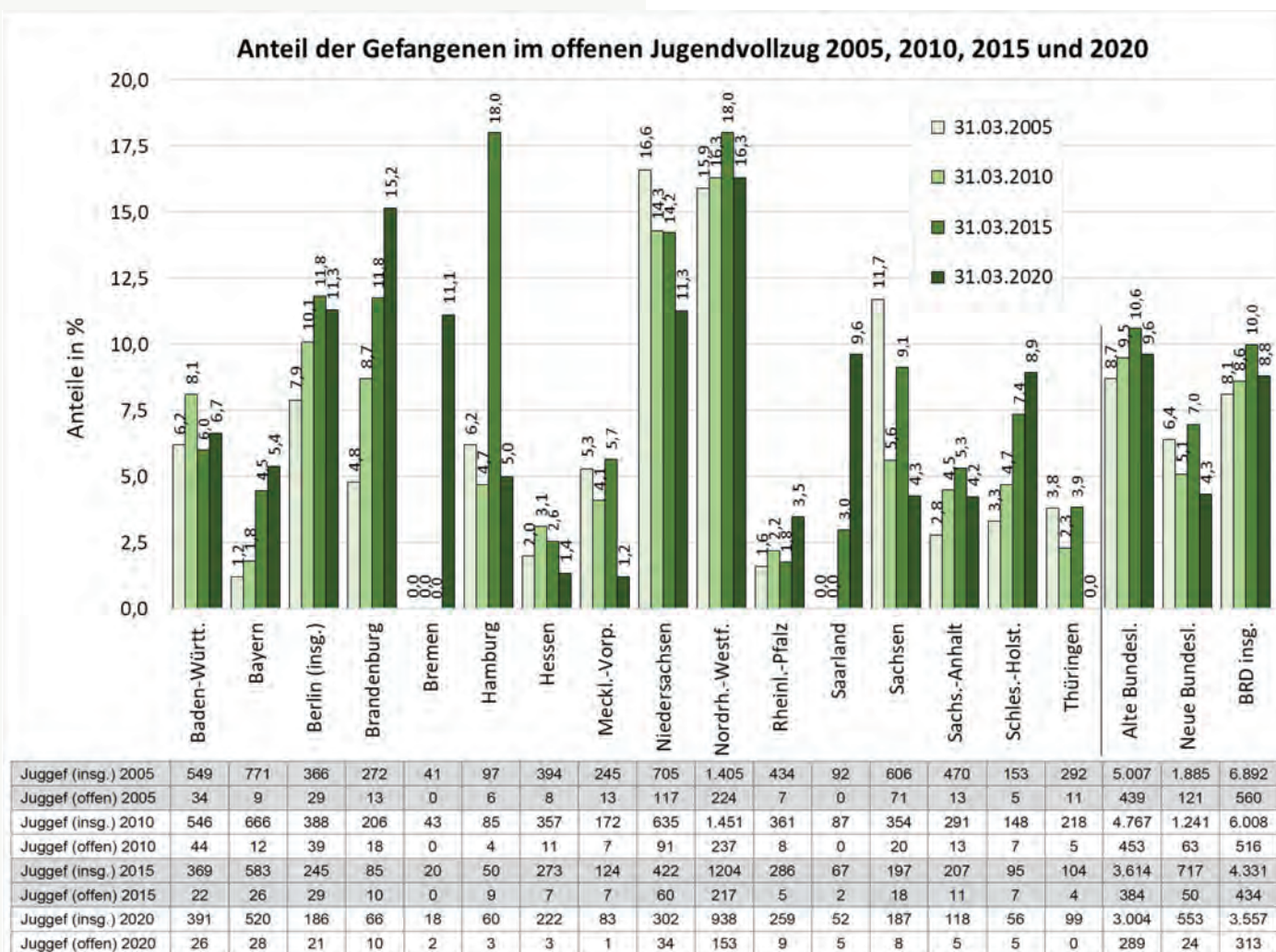


Abbildung 3: Anteil der Jugendstrafgefangenen im offenen Vollzug

9. Zu den Deliktsstrukturangaben vgl. Statistisches Bundesamt (ed.), *Strafvollzug – Demographische und kriminologische Merkmale der Strafgefangenen zum Stichtag 31. März eines Jahres*. Fachserie 10 Reihe 4.1, Tabelle 5, S. 1.990 ff, https://www.destatis.de/DE/Themen/Staat/Justiz-Rechtspflege/_inhalt.html.

Der offene Jugendvollzug ist in Deutschland seit jeher unterentwickelt. Befanden sich am 31. März 2020 insgesamt 8,8 Prozent der Jugendstrafgefangenen im offenen Vollzug (siehe Abbildung 3), so waren es im Erwachsenenstrafvollzug mit 14,5 Prozent deutlich mehr Gefangene. In den vergangenen Jahrzehnten war der Unterschied noch deutlicher. Der geringe Anteil von Jugendstrafgefangenen im offenen Vollzug ist erstaunlich, zumal die gesetzlichen Vorgaben für den Jugendstrafvollzug eigentlich eher großzügiger ausgestaltet sind. Die Vorgabe des früheren § 91 Abs. 3 JGG, einen Vollzug „in weitgehend freien Formen“ zu ermöglichen, haben alle Bundesländer außer Bayern in ihre jugendstrafvollzugsrechtlichen Regelungen übernommen, zumeist als besondere Form der Vollzugslockerung.

Bemerkenswert ist die Entwicklung des offenen Jugendstrafvollzugs im Ländervergleich in der Praxis. So hat Niedersachsen mit eher restriktiven gesetzlichen Regelungen in der Praxis lange Zeit einen weit überdurchschnittlichen Anteil von Jugendstrafgefangenen im offenen Vollzug untergebracht, während sich andererseits die besonders restriktiven Regelungen in Hessen auch statistisch niederschlagen. Allerdings sind die Anteile von Jugendstrafgefangenen im offenen Vollzug in Niedersachsen seit 2004 (21,2 Prozent) stark zurückgegangen und lagen 2020 mit 11,3 Prozent nur noch knapp über dem Bundesdurchschnitt. Der offene Jugendstrafvollzug existiert in etlichen Bundesländern praktisch nicht. In Bayern, Hamburg, Hessen, Mecklenburg-Vorpommern, Rheinland-Pfalz, Sachsen, Sachsen-Anhalt und Thüringen waren 2020 jeweils weniger als rund fünf Prozent der jungen Gefangenen im offenen Vollzug untergebracht (siehe Abbildung 3).

Demgegenüber werden nennenswerte Anteile im offenen Vollzug in Berlin, Niedersachsen und Nordrhein-Westfalen und neuerdings auch in Brandenburg, Bremen und im Saarland erkennbar. Während in Berlin und Nordrhein-Westfalen die überdurchschnittlichen Anteile von Gefangenen im offenen Vollzug stabil gehalten wurden, sind in Hamburg und in Niedersachsen stark rückläufige Tendenzen auszumachen. Betrachtet man die absoluten Zahlen, so wird deutlich, dass es sich zum Stichtag 31. März 2020 in elf der 16 Bundesländer um maximal zehn Gefangene handelt, der offene Vollzug also auch insoweit eher ein Schattendasein fristet. Entscheidend für den Ausbau des offenen Vollzugs ist offensichtlich nicht die mehr oder weniger problematische

Gefangenenstruktur, sondern der politische Wille, den offenen Vollzug im Rahmen eines verantwortbaren Übergangsmanagements zu nutzen, wie die positiven Beispiele in Berlin, Brandenburg und Nordrhein-Westfalen (eingeschränkt auch immer noch in Niedersachsen) belegen.¹⁰

Der Anteil Gefangener mit ausländischer Staatsangehörigkeit lag am 31. März 2020 im Jugendstrafvollzug bei 32,7 Prozent, in den alten Bundesländern bei 34,8 Prozent und in den neuen Bundesländern bei 20,9 Prozent. Brandenburg hatte mit 10,6 Prozent den niedrigsten und Bremen mit 58,8 Prozent den höchsten Anteil nichtdeutscher Jugendstrafgefangener. Im Erwachsenenstrafvollzug lag der Ausländer*innenanteil mit 34,1 Prozent nur wenig höher als im Jugendstrafvollzug (neue Bundesländer: 16,9 Prozent, alte Bundesländer: 37,0 Prozent; max. Hamburg: 51,1 Prozent, min. Sachsen-Anhalt: 11,1 Prozent).¹¹ Die Gruppe der Gefangenen mit Migrationshintergrund und deutscher Staatsangehörigkeit wird in der Strafvollzugsstatistik hingegen nicht erfasst. Die besonderen Problemlagen auch der Gefangenen mit Migrationshintergrund sind weitgehend bekannt, ein wichtiger Unterschied zu ausländischen Gefangenen ist aber, dass sie nicht von Ausweisung und Abschiebung bedroht sind, was auch mit Blick auf Resozialisierungsmaßnahmen und Lockerungen des Vollzugs sehr vorteilhaft ist.¹²

10. DÜNKEL Frieder, GENG Bernd, HARRENDORF Stefan, ‚Entwicklungsdaten zu Belegung, Öffnung und Merkmalen der Insassenstruktur im Jugendstrafvollzug‘, *Zeitschrift für Jugendkriminalrecht und Jugendhilfe* (30/2019), S. 316-328.

11. Online-Abfrage in der Datenbank „genesis“ des Statistischen Bundesamtes vom 28.4.2021: *Strafgefangene und Sicherungsverwahrte: Bundesländer, Stichtag, Nationalität, Geschlecht, Altersgruppen, Art des Vollzugs zum Stichtag 31.3.2020*, <https://www-genesis.destatis.de/genesis/online?operation=previous&levelindex=1&step=1&titel=Ergebnis&levelid=1619569651843&acceptscookies=false#abreadcrumb>

12. DÜNKEL Frieder, GENG Bernd, HARRENDORF Stefan, *Entwicklungsdaten*, S. 316-328.

Infrastruktur der Behandlungsmaßnahmen

Zur Infrastruktur von Behandlungsangeboten im Jugendstrafvollzug ist festzustellen, dass sich die Situation seit 2006 deutlich verbessert hat.

Die Ausführungen zur Gefangenenstruktur haben deutlich gemacht, dass es der Jugendstrafvollzug in Deutschland mit einer sehr problematischen Klientel zu tun hat. Wie wird der Vollzug dieser Herausforderung gerecht und inwieweit haben sich die Strukturen der Wiedereingliederungsprogramme darauf eingestellt? Hierzu haben Dünkel und Geng zum Zeitpunkt des Urteils des Bundesverfassungsgerichts im Jahr 2006, in dem die Verfassungswidrigkeit der damals fehlenden Ermächtigungsgrundlage für Grundrechtseingriffe im Jugendstrafvollzug festgestellt wurde,¹³ und vier Jahre danach Erhebungen zu den „Behandlungsmaßnahmen und -programmen“ sowie zur Personalstruktur, insbesondere mit Blick auf die sogenannten Fachdienste des Behandlungspersonals durchgeführt.¹⁴

In der Befragung der Jugendstrafanstalten wurde versucht, die Behandlungs- und Bildungsangebote detailliert zu erfassen. Hierbei wurde deutlich, dass 2010 im geschlossenen Jugendvollzug in allen Anstalten Schulbildungsmaßnahmen und zumindest kurzfristige Berufsausbildungsmaßnahmen angeboten wurden (vgl. Tabelle 1).

Auch längerfristige Berufsausbildungsmaßnahmen (89 Prozent), Arbeitstherapie (86 Prozent), Anti-Gewalt-/Anti-Aggressivitätstraining (82 Prozent) sowie Suchtberatung beziehungsweise Suchttherapievorbereitung (93 Prozent) gehören zum Standard, während eigene Suchttherapieangebote nur in sechs von 28 Anstalten vorgehalten wurden (21 Prozent). Immerhin zwei Drittel der Anstalten (68 Prozent) boten spezielle Maßnahmen der Entlassungsvorbereitung an, wohingegen die Nachsorge nach der Entlassung nur ausnahmsweise vorgesehen ist (36 Prozent).

Die Daten lassen natürlich keine Rückschlüsse auf die Qualität und die Teilnehmerszahlen, insbesondere erfolgreiche Abschlüsse von Maßnahmen erkennen, können aber im Vergleich zur Erhebung von 2006 als Indikator für ein nach wie vor gutes Behandlungs- und Bildungsangebot im Jugendstrafvollzug angesehen werden.¹⁵ Vor allem Maßnahmen der Entlassungsvorbereitung und eines strukturierten Übergangsmagements wurden auf- und ausgebaut.

13. BVerfGE 119, S. 69 ff.

14. DÜNKEL Frieder, GENG Bernd, „Aktuelle rechtstatsächliche Befunde zum Jugendstrafvollzug in Deutschland. Ergebnisse einer Erhebung bei den Jugendstrafanstalten zum 31.01.2006“, *Zeitschrift für Jugendkriminalrecht und Jugendhilfe* (18/2007), S. 143-152; DÜNKEL Frieder, GENG Bernd, „Neues aus der (Jugend-)Anstalt. Folgen des Urteils des BVerfG zur Verfassungsmäßigkeit des Jugendstrafvollzugs – 5 Jahre danach“, *Neue Kriminalpolitik* (22/2011), S. 137-143; DÜNKEL Frieder, GENG Bernd, *Die Entwicklung des Jugendstrafvollzugs*, S. 115-133.

15. DÜNKEL Frieder, GENG Bernd, *Aktuelle rechtstatsächliche Befunde*, S. 148.

Tabelle 1:

Behandlungs- und Bildungsmaßnahmen im geschlossenen Jugendstrafvollzug (eigene Erhebungen zum Stichtag 31.3.2010)

Art des Programms (geschlossener Jugendstrafvollzug, n = 28 Jugendstrafanstalten, 31.03.2010)	Angebot vorhanden (n)	Anteil in %
Soziales Training/Training sozialer Kompetenzen	22	78,6
Anti-Gewalt-/Anti-Aggressivitäts-Training	23	82,1
Suchtberatung/Suchttherapievorbereitung	26	92,9
Sucht-/Drogentherapie	6	21,4
Spezielles Sexualstraftäter-Programm*	5	17,9
Andere Psychotherapeutische Behandlungsmaßnahmen	16	57,1
Kunst-/Musik-/Bewegungstherapie o.ä.	9	32,1
Sonstige Behandlungsmaßnahmen** (zum Beispiel Opferempathie o. ä.)	13	46,4
Strukturierte freizeitpädagogische Maßnahmen	23	82,1
Sprach-/Integrationskurse für Ausländer*innen und Gefangene mit Migrationshintergrund	18	64,3
Schulbildungsmaßnahmen (Voll- oder Teilzeitmaßnahmen während der Arbeitszeit)	28	100,0
Arbeitstherapeutische Angebote	24	85,7
Kurzfristige Berufsvorbereitungs- bzw. Berufsausbildungsmaßnahmen (bis 12 Mon.)	28	100,0
Längerfristige Berufsausbildung (> 12 Mon.)	25	89,3
Spezielle Maßnahmen der Entlassungsvorbereitung (z. B. Bewerbungstraining etc.)	19	67,9
Schuldnerberatung/Schuldenregulierung	23	82,1
Durch die Anstalt organisierte Nachsorge für die Zeit nach der Entlassung (z. B. aufsuchende Sozialarbeit)	10	35,7
Sonstige Angebote***	15	53,6

* BPS-spezifischer Teil, BPS-Behandlungsprogramm, spez. Sexualstraftäterprogramm in Sozialtherapie, SOTP

** Entspannungsgruppe, Gesprächskreis, Kurs „Wie präsentiere ich mich richtig“, Kurs „Partnerschaft und Sexualität“, Stressbewältigungsgruppe, Workshop „Soziale Beziehungen“

*** Alphabetisierungskurs, Fahrerlaubnis Flurförderfahrzeuge, Förderkurse Mathematik, Deutsch, Gitarrengruppe, Gruppenmaßnahme - Straftatbearbeitung: „Verantwortung übernehmen - Abschied von Hass und Gewalt“, Kooperationstraining, MABIS, PMR-Entspannungsgruppe, Seelsorge (unterschiedliche Betreuungsmaßnahmen), Sportneigungsgruppen Unbeschäftigte, tiergestützte Maßnahmen, Übergangsmangement, Vater-Kind-Gruppe, Berufsentwicklungsprojekte, EDV-Zertifizierungskurse, Erlebnispädagogische Aktionswoche/-tage, Gesprächskreis Jugend, Gruppenmaßnahme - Konfliktlösungsstrategien: „Leben ohne Gewalt“, Krisenintervention, Maßnahme „junge Väter“ zur Stärkung familiärer Bindungen

Eine weitere positive Entwicklung ist mit Blick auf die deutlich verbesserte Personalstruktur erkennbar. Der Ausbau der personellen Ausstattung ist eine in dieser Dimension überraschende Begleiterscheinung der gesetzlichen Reform des Jugendstrafvollzugs. Es zeigt sich, dass zumindest einige Länder die Verpflichtung zur Schaffung eigener Jugendstrafvollzugsgesetze nutzten, um entgegen dem allgemeinen Trend des Stellenabbaus im öffentlichen Dienst eine teilweise geradezu atemberaubende Qualitätsoffensive durchzusetzen. Dies gilt insbesondere in Hinblick auf das Behandlungspersonal für Hessen, wo die Zahl der Stellen im Bereich Sozialarbeit und Sozialpädagogik von 25 auf 63,5 mehr als verdoppelt wurde. Auch in Rheinland-Pfalz wurden die entsprechenden Stellen nahezu verdoppelt. In der Konsequenz kamen 2010 auf eine*n Sozialarbeiter*in lediglich elf (Hessen) beziehungsweise sieben (Rheinland-Pfalz) Gefangene.¹⁶ Im Bundesdurchschnitt verbesserte sich die Betreuungsdichte von eins zu 32 auf eins zu 17 (das heißt eine um 45 Prozent geminderte Fallbelastung), die durch rückläufige Belegungszahlen noch verstärkt wurde.

Auch die Ausstattung mit Stellen für Psycholog*innen hat sich stark verbessert, vor allem infolge der in allen neuen Jugendstrafvollzugsgesetzen vorgesehenen Sozialtherapeutischen Abteilungen. Die durchschnittliche Betreuungsdichte (die natürlich wegen der Konzentration der entsprechenden Stellen in der Sozialtherapie eher ein theoretischer Wert ist) sank von 67 Gefangenen pro Stelle auf knapp 50 mit allerdings großen regionalen Schwankungen im Bundesländervergleich.¹⁷

Eine vertiefte Bestandsaufnahme durch von der Wense in Berlin, Mecklenburg-Vorpommern, Niedersachsen und Nordrhein-Westfalen Mitte der 2010er Jahre ergab, dass sich die Personalsituation beziehungsweise Betreuungsdichte durch den erheblichen Belegungsrückgang bei weitgehend stabilen Personalstellenplänen noch weiter verbessert hat. Dennoch stellte er fest, dass der Bedarf beispielsweise an Anti-Gewalt-Trainings-

programmen keineswegs als gedeckt angesehen werden konnte. Die Konzeptionen von Programmen des Sozialen Trainings, des Anti-Gewaltbeziehungsweise Anti-Aggressivitäts-Trainings und des Übergangsmangements entsprachen überwiegend wissenschaftlich fundierten Standards. Andererseits wurde deutlich, dass die Qualität der Behandlungsprogramme im Bereich der Arbeits- und Ergotherapie außerordentlich problematisch beziehungsweise unzulänglich war.¹⁸

Rückfall und Bewährung nach einer Entlassung aus dem Jugendstrafvollzug

Die Fundamentalkritik am Strafvollzug seit den 1960er-Jahren behauptet zum Teil pauschal, dass dieser in seinen Resozialisierungsbemühungen gescheitert sei, wofür die hohen Rückfallquoten als Beleg herangezogen werden. Dass dies keineswegs der Fall ist, sondern zum Teil eher ermutigende Ergebnisse eines auf Wiedereingliederung orientierten Vollzugs existieren, wird leider in der (medialen) Öffentlichkeit und teilweise auch Fachwelt gelegentlich verkannt oder negiert.

2003 wurde erstmals in Deutschland eine umfassende Rückfallstatistik vorgelegt, die alle im Jahr 1994 Verurteilten und Entlassenen nach einem vierjährigen Risikozeitraum auf erneute registrierte strafrechtliche Auffälligkeiten untersuchte.¹⁹ Die vorläufig aktuellste vierte Rückfallstatistik von 2021 deckt den Zeitraum 2004 bis 2016 und damit einen Risikozeitraum von bis zu zwölf Jahren ab, und zudem ein dreijähriges Rückfallintervall.²⁰

Betrachtet man zunächst die Rückfallquoten, wie sie seit 1994 immer wieder erhoben wurden, so ergibt sich zunächst der Befund, dass nach einer Entlassung aus dem Jugend- oder Erwachsenenvollzug nach einem Risikozeitraum von drei Jahren für die Entlassungsjahrgänge 2004, 2007, 2010 und 2013 48 Prozent, 46 Prozent, 45 Prozent und 46 Prozent (Erwachsenenvollzug) beziehungsweise 69 Prozent, 69 Prozent, 64 Prozent und wieder 64 Prozent (Jugendvollzug) erneut als rückfäll-

16. DÜNKEL Frieder, GENG Bernd, *Die Entwicklung des Jugendstrafvollzugs*, S. 123.

17. -26%; vgl. DÜNKEL Frieder, GENG Bernd, *Die Entwicklung des Jugendstrafvollzugs*, S. 125.

18. VON DER WENSE Moritz, 'Ein programmspezifischer Vergleich von Struktur, Konzepten und Umsetzung in Berlin, Mecklenburg-Vorpommern, Niedersachsen und Nordrhein-Westfalen', *Behandlungsprogramme im Jugendstrafvollzug*, Forum Verlag Godesberg, Mönchengladbach, 2021.

19. JEHLE Jörg-Martin, HEINZ Wolfgang, SUTTERER Peter, *Legalbewährung nach strafrechtlichen Sanktionen*, Forum Verlag Godesberg, Mönchengladbach, 2003.

20. 2013-2016, vgl. JEHLE Jörg-Martin, ALBRECHT Hans-Jörg, HOHMANN-FRICKE Sabine, TETAL Carina, *Legalbewährung nach strafrechtlichen Sanktionen. Eine bundesweite Rückfalluntersuchung 2013 bis 2016 und 2004 bis 2016*, Forum Verlag Godesberg, Mönchengladbach, 2021.

lig registriert wurden.²¹ Das allein sagt allerdings nichts über die Wirksamkeit oder Unwirksamkeit des Strafvollzugs aus, da sich in den höheren Rückfallquoten eingriffsintensiverer Maßnahmen gerade auch die von Anfang an schlechtere Legalprognose der mit entsprechenden Maßnahmen belegten Personen spiegelt. Für die Jugendstrafe, die in ihrem Hauptanwendungsfall sogenannter „schädlicher Neigungen“ sogar zwingend eine (erheblich) negative Legalprognose voraussetzt, ist das besonders deutlich.²² Ebenso wenig kann man daher unmittelbar aus den etwas niedrigeren Rückfallquoten der zur Bewährung ausgesetzten Freiheits- und Jugendstrafen (für das Bezugsjahr 2013 39 Prozent im Erwachsenenstrafrecht und 58 Prozent im Jugendstrafrecht) auf die Überlegenheit ambulanter Sanktionen schließen – allerdings sprechen auch die Ergebnisse der Rückfallforschung dafür, sich im Zweifel für die mildeste vertretbare Reaktion zu entscheiden.²³

Immerhin deuten die Rückfallraten nach Verbüßung einer Freiheits- oder Jugendstrafe mit seit 1994 leicht rückläufigen Quoten an, dass der Strafvollzug „besser“ geworden sein könnte (zum Beispiel mit Blick auf die Entlassungsvorbereitung und das Übergangsmangement).

Aussagen zur Wirksamkeit bestimmter Vollzugs- und Entlassungsformen können jedoch nur anhand qualitativ aussagekräftiger kontrollierter Begleitforschungen vorgenommen werden, die es in Deutschland nur vereinzelt gibt.²⁴

Davor soll aber noch auf einen stabilen Befund der Rückfallstatistik eingegangen werden, der belegt, dass die Rückfallquote bezüglich der Wiederkehr in den Vollzug weit geringer ist als bei einer Berücksichtigung auch lediglich bagatellhafter Rückfälle. Von den aus dem Jugendstrafvollzug Entlassenen werden zwar nahezu zwei Drittel innerhalb von drei Jahren strafrechtlich wieder auffällig, jedoch „nur“ knapp 27 Prozent kehren in den Vollzug zurück. Im Erwachsenenvollzug betrug die „Wiederkehrquote“ der 2010 Entlassenen knapp 21 Prozent (vgl. Tabelle 2). Eine Bewertung dieser Zahlen ist natürlich auch mit Blick auf eventuell nicht registrierte Rückfälle, die im Dunkelfeld geblieben

sind, nur mit aller Vorsicht möglich. In jedem Fall wird man angesichts der schwierigen, zumeist mehrfach vorbestraften Klientel des Jugendstrafvollzugs weder von einem überwiegenden Scheitern des Strafvollzugs noch von einem optimalen Resultat der Rückfallverhinderung sprechen können.

21. JEHLE Jörg-Martin, ALBRECHT Hans-Jörg, HOHMANN-FRICKE Sabine, TETAL Carina, *Legalbewährung nach strafrechtlichen Sanktionen. Eine bundesweite Rückfalluntersuchung 2004 bis 2007*, Forum Verlag Godesberg, Mönchengladbach, 2010.; JEHLE Jörg-Martin, ALBRECHT Hans-Jörg, HOHMANN-FRICKE Sabine, TETAL Carina, *Legalbewährung nach strafrechtlichen Sanktionen. Eine bundesweite Rückfalluntersuchung 2007 bis 2010 und 2004 bis 2010*, Forum Verlag Godesberg, Mönchengladbach, 2013.; JEHLE Jörg-Martin, ALBRECHT Hans-Jörg, HOHMANN-FRICKE Sabine, TETAL Carina, *Legalbewährung nach strafrechtlichen Sanktionen. Eine bundesweite Rückfalluntersuchung 2010 bis 2013 und 2004 bis 2013*, Forum Verlag Godesberg, Mönchengladbach, 2016.; JEHLE Jörg-Martin, ALBRECHT Hans-Jörg, HOHMANN-FRICKE Sabine, TETAL Carina, *Legalbewährung nach strafrechtlichen Sanktionen. Eine bundesweite Rückfalluntersuchung 2013 bis 2016 und 2004 bis 2016*, Forum Verlag Godesberg, Mönchengladbach, 2021.

22. vgl. § 17 Abs. 2 JGG.

23. HEINZ Wolfgang, *Sekundäranalyse empirischer Untersuchungen zu jugendkriminalrechtlichen Maßnahmen, deren Anwendungspraxis, Ausgestaltung und Erfolg. Gutachten im Auftrag des Bundesministeriums für Justiz und Verbraucherschutz, 2019*, Universität Konstanz, Konstanz, https://www.jura.uni-konstanz.de/typo3temp/secure_downloads/109923/0/ebd8a9f3f3260387bb308a49fb2b691acf59e5e2/Gutachten_JGG_Heinz_insg_01.pdf, S. 2292 f.

24. HEINZ Wolfgang, *Sekundäranalyse empirischer Untersuchungen*, S. 2.088.

Tabelle 2:

Rückfallquoten nach unterschiedlichen Sanktionen anhand der Rückfallstatistiken 2013 beziehungsweise 2021

Bezugsentscheidung (Klammern 2007)	2013 (in	Rückfall insgesamt (innerhalb von 3 Jahren)	Verurteilung zu FS/JS ohne Bewäh- rung für die Rückfalltat
FS ohne Bewährung		45,9% (46,2%)	20,9% (23,4%)
FS mit Bewährung		39,0% (38,8%)	11,5% (12,7%)
JS ohne Bewährung		64,5% (68,4%)	26,9% (35,2%)
JS mit Bewährung		58,3% (61,9%)	23,1% (26,1%)
Jugendarrest		61,6% (65,2%)	9,1% (10,7%)
Sonstige Verurteilung nach JGG		51,1% (52,9%)	3,5% (4,2%)
§§ 45, 47 JGG (Diversion)		34,2%	0,9%

Quelle: Eigene Berechnungen nach Jehle u. a. 2021, S. 56 ff.; Jehle u. a. 2013, S. 34 ff.

FS = Freiheitsstrafe; JS = Jugendstrafe; in Klammern die Werte der Rückfallstatistik 2013 bezogen auf 2007 Entlassene bzw. Sanktionierte.

Die differenziertere Betrachtung bestätigt im Übrigen die bekannten kriminologischen Befunde, dass ältere Entlassene seltener rückfällig werden als jüngere und dass Rückfälle nach Eigentumsdelikten häufiger als nach Gewalt- und Sexualdelikten auftreten. Zudem korreliert die Rückfälligkeit positiv mit der Zahl der Vorstrafen und Vorverurteilungen.²⁵ Einen interessanten Detailbefund hat die zweite Rückfallstatistik im Vergleich der 1994 mit den 2004 Entlassenen ergeben: Die Rückfallquote insgesamt sank bei der FS ohne Bewährung von 53 auf 48 Prozent, bei der Jugendstrafe ohne Bewährung von 75 auf 66 Prozent. Auch bei der Bewährungsstrafe verbesserten sich die Rückfallquoten entsprechend.²⁶ Man könnte – allerdings zweifellos nur unter Vorbehalt – daraus schließen, dass der Strafvollzug und die Bewährungshilfe besser im Sinne der Rückfallvermeidung geworden sind. Dafür sprechen der Aufschwung, den die Sozialtherapie insbesondere

seit 1998 genommen hat, und die Neustrukturierungen in der Bewährungs- und Straffälligenhilfe. Jenseits harter Belege weist die Entwicklung in eine tendenziell positive Richtung und setzte sich auch in der Rückfallstatistik 2021 bezogen auf die Entlassenen von 2013 fort (siehe oben).

Um über die Wirkung des Strafvollzugs auf die spätere Legalbewährung etwas aussagen zu können, bedarf es methodisch aufwendiger Versuchsarrangements, die Selektionseffekte kontrollieren und einzelne Maßnahmen des Behandlungsvollzugs genau erfassen.²⁷ Den dazu verfügbaren Erfahrungsstand der Resozialisierungsforschung mit Blick auf den Jugendstrafvollzug haben wir an anderer Stelle zusammengefasst.²⁸ Einen sehr guten Überblick über den Forschungsstand bietet zudem ein Gutachten von Heinz aus dem Jahr 2019, das im Internet frei verfügbar ist; eine ausführliche Darstellung findet sich dort auf S. 2.000 ff., die Zusammenfassung auf S. 2.086 ff.

25. zusammenfassend JEHLE Jörg-Martin, ALBRECHT Hans-Jörg, HOHMANN-FRICKE Sabine, TETAL Carina, Legalbewährung nach strafrechtlichen Sanktionen. Eine bundesweite Rückfalluntersuchung 2007 bis 2010 und 2004 bis 2010, Forum Verlag Godesberg, Mönchengladbach, 2013.; JEHLE Jörg-Martin, ALBRECHT Hans-Jörg, HOHMANN-FRICKE Sabine, TETAL Carina, Legalbewährung nach strafrechtlichen Sanktionen. Eine bundesweite Rückfalluntersuchung 2010 bis 2013 und 2004 bis 2013, Forum Verlag Godesberg, Mönchengladbach, 2016.; JEHLE Jörg-Martin, ALBRECHT Hans-Jörg, HOHMANN-FRICKE Sabine, TETAL Carina, Legalbewährung nach strafrechtlichen Sanktionen. Eine bundesweite Rückfalluntersuchung 2013 bis 2016 und 2004 bis 2016, Forum Verlag Godesberg, Mönchengladbach, 2021.; HARRENDORF Stefan, Rückfälligkeit und kriminelle Karrieren von Gewalttätern: Ergebnisse einer bundesweiten Rückfalluntersuchung, Universitätsverlag, Göttingen, 2007, https://www.univerlag.uni-goettingen.de/bitstream/handle/3/isbn-978-3-938616-82-6/harrendorf_GSK_1_book.pdf?sequence=1.

26. von 40% auf 37% bzw. von 54% auf 49% bei der Jugendstrafe, vgl. JEHLE Jörg-Martin, ALBRECHT Hans-Jörg, HOHMANN-FRICKE Sabine, TETAL Carina, Legalbewährung nach strafrechtlichen Sanktionen. Eine bundesweite Rückfalluntersuchung 2004 bis 2007, Forum Verlag Godesberg, Mönchengladbach, 2010, S. 29.

27. zu den methodischen Voraussetzungen i.E. vgl. SUHLING, Stefan, 'Evaluation der Straftäterbehandlung und der Sozialtherapie im Strafvollzug – Ansätze zur Bestimmung von Ergebnis-, Struktur- und Prozessqualität', in WISCHKA Bernd, PECHER Willi, VAN DEN BOOGAART, Hilde (ed.), Behandlung von Straftätern. Sozialtherapie, Maßregelvollzug, Sicherungsverwahrung, Herbolzheim, Centaurus-Verlag, 2015; HEINZ Wolfgang, Sekundäranalyse empirischer Untersuchungen, S. 1.665 ff. m. w. N.

28. DÜNKEL Frieder, GENG Bernd, HARRENDORF Stefan, „Systemsprenger*innen“, S. 113-156.

Danach zeigt sich insgesamt, dass der Kenntnisstand zum Erfolg der ambulanten und stationären Straftäterbehandlung sehr viel differenzierter ist als noch vor zwanzig Jahren. Eine Vielzahl von Studien belegt, dass beachtliche Erfolgsraten erzielbar sind.

Dazu trugen die Forschungen im anglo-amerikanischen Raum wesentlich bei.²⁹ Lösel beziffert in der Zusammenschau verschiedener Meta-Analysen mit hunderten von Einzelstudien die durchschnittlich erzielten Effektstärken mit $d = .20$, was bei einer ohne Behandlung zu beobachtenden Rückfallquote von 55 Prozent eine Rückfallreduktion um zehn Prozentpunkte beziehungsweise einer Minderung der Rückfälligkeit um 18 Prozent entspräche.³⁰ Selbst bei Sexualdelikten, die a priori eine geringe Rückfallwahrscheinlichkeit von circa 20 Prozent aufweisen, sind Minderungen um etwa ein Viertel zu erwarten³¹. Wenn die Behandlung nach den Prinzipien des Risk-Needs-Responsivity-Ansatzes³² durchgeführt wird, also orientiert an dem individuellen Rückfallrisiko (risk), den kriminogenen Bedürfnissen (needs) und der individuellen therapeutischen Ansprechbarkeit (responsiveness), sind sogar noch deutlich höhere Effekte erzielbar: Nach Metaanalysen weisen dem R-N-R-Prinzip entsprechende Behandlungsmaßnahmen eine mittlere Effektstärke von 0,26 auf, was unter bestimmten Bedingungen als Reduktion der Rückfallraten um 26 Prozentpunkte gedeutet werden kann.³³ Das ist insofern ermutigend, als bei derartigen risikoorientierten Ansätzen gerade bei den besonders rückfallgefährdeten Personengruppen die stärksten Effekte erreicht werden können.

Schlussbemerkungen

Der Rückgang der Jugendstrafgefangenenraten in Deutschland um gut 41 Prozent seit 2005 ist bemerkenswert. Er spiegelt die stark gesunkenen Jugendkriminalitätsraten wider und hat zu dem erfreulichen Ergebnis beigetragen, dass es keine Überbelegung in Jugendgefängnissen gibt. Diese sind zu Institutionen für Jungerwachsene im Alter von 18 bis 25 Jahren geworden, in denen Jugendliche im engeren Sinn (das heißt 14- bis unter 18-Jährige) kaum eine Rolle mehr spielen (nur noch circa zehn Prozent der Gefangenen des Jugendstrafvollzugs). Die sehr selektive Anwendung von Jugendstrafe (als „ultima ratio“) hat andererseits dazu geführt, dass es sich bei dem Klientel des Jugendstrafvollzugs um besonders problembelastete junge Menschen handelt, die häufig mehrfach auffällig und in ambulanten Maßnahmen gescheitert sind. Darunter sind viele mit Gewaltdelikten auffällig geworden, es gibt Subkulturen und es gibt auch nach Studien alltägliche Gewalt, nicht immer in Form von körperlicher Gewalt, aber „bullying“ und andere Formen psychischer Repressionen unter den Gefangenen sind durchaus an der Tagesordnung.³⁴ Hieraus resultiert ein enormer Behandlungsbedarf und es wird dafür erzieherisch qualifiziertes Personal, mit Psycholog*innen, Sozialarbeiter*innen und auch allgemein Vollzugsdienstmitarbeiter*innen, die entsprechend geschult sind, benötigt. In Deutschland wurde die Personalstruktur im Jugendstrafvollzug seit 2006 stark ausgebaut und es wurden gute Behandlungsprogramme entwickelt, nicht zuletzt in den sozialtherapeutischen Einrichtungen, die inzwischen in allen Jugendstrafanstalten vorgehalten werden.³⁵ Es gibt Anhaltspunkte dafür, dass diese Programme auch wirksam sind. Noch immer fehlt es allerdings in Deutschland an systematischer Evaluationsforschung darüber, was wirkt, bei wem, und unter welchen Bedingungen.³⁶

29. vgl. u.a. ANDREWS Donald A., ZINGER Ivan, HOGE Robert D., Bonta James, GENDREAU Paul, CULLEN Francis T., *Does Correctional Treatment work? A Clinically Relevant and Psychologically Informed Metaanalysis*, *Criminology* (28/1990), S. 369-404.; zusammenfassend DÜNKEL Frieder, GENG Bernd, HARRENDORF Stefan, „Systemsprenger*innen“?, S. 143 ff.

30. 2016, S. 19 ff., vgl. dort insbes. Tabelle 1, S. 20

31. LÖSEL Friedrich, 'Wie wirksam ist die Straftäterbehandlung im Justizvollzug?', in RETTENBERGER Martin, DESSECKER Axel (eds.), *Behandlung im Justizvollzug*, Kriminologische Zentralstelle, Wiesbaden, 2016, S. 19, 21.

32. R-N-R ANDREWS Donald A., BONTA James, *The psychology of criminal conduct*. 5. Aufl., Matthew Bender and Company, New Providence, 2010.; ANDREWS Donald A., ZINGER Ivan, HOGE Robert D., Bonta James, GENDREAU Paul, CULLEN Francis T., *Does Correctional Treatment work?*, S. 369-404.

33. ANDREWS Donald A., BONTA James, *The psychology of criminal conduct*. 5. Aufl., Matthew Bender and Company, New Providence, 2010, S. 14 f., S. 73 f.

34. NEUBACHER Frank, 'Aktuelle empirische Befunde der deutschen Kriminologie zur Gewalt unter Gefangenen', in BAIER Dirk, MÖBLE Thomas (eds.), *Kriminologie als Gesellschaftswissenschaft. Festschrift für Christian Pfeiffer zum 70. Geburtstag*, Nomos Verlag, Baden-Baden, 2014a, S. 485-501.; NEUBACHER Frank, *Gewalt im Jugendstrafvollzug – Ein Überblick über Ergebnisse des Kölner Forschungsprojekts*, *Forum Strafvollzug* (63/2014b), S. 320–326.; NEUBACHER Frank, BOXBERG Verena, 'Gewalt und Subkultur', in MAELICKE Bernd, SUHLING Stefan (eds.), *Das Gefängnis auf dem Prüfstand*, Springer, Wiesbaden, 2018, S. 195-216.

35. DÜNKEL Frieder, GENG Bernd, *Neues aus der (Jugend-)Anstalt*, S. 137-143.; DÜNKEL Frieder, GENG Bernd, *Die Entwicklung des Jugendstrafvollzugs*, S. 115-133.

36. HEINZ Wolfgang, *Sekundäranalyse empirischer Untersuchungen*, S. 1.692 ff.

Für den deutschen Jugendstrafvollzug, der in vielerlei Hinsicht an den Prinzipien erfolgreicher resozialisierender Behandlung ausgerichtet ist, gibt es daher in Verbindung mit den Erkenntnissen der sogenannten Desistance-Forschung (zu den Gründen und Erscheinungsformen der Beendigung krimineller Karrieren) Anlass zu einem begrenzten Optimismus, ohne dass damit die Notwendigkeit einer weiteren Verbesserung und vor allem auch Evaluation der eingesetzten Resozialisierungsmaßnahmen und -programme in Frage gestellt wird.³⁷

Trotz der schwierigen Klientel des Jugendstrafvollzugs sind Erfolge im Sinne einer sozialen Wiedereingliederung möglich und in der praktischen Arbeit immer wieder belegt.

Aus europäisch vergleichender Perspektive kann die Zukunft des Jugendstrafvollzugs nicht in einer altersbezogenen Trennung Jugendlicher einerseits und Heranwachsender beziehungsweise Jungerwachsener andererseits liegen, da die Zahl der Jugendlichen (das heißt unter 18-Jähriger) so gering sein würde, dass selbst in einem großen und wohlhabenden Land wie Deutschland keine Strukturen mit differenzierten Resozialisierungsangeboten vorgehalten werden könnten. Eine gemeinsame Unterbringung jugendlicher Straffälliger mit nach Jugendhilferecht in Erziehungsheimen Untergebrachten scheidet aus grundsätzlichen verfassungsrechtlichen Erwägungen aus. Somit ist der in Deutschland beschrittene Weg eines Jugendstrafvollzugs für in der Regel Jungerwachsene nahezu „alternativlos“. Selbstverständlich kann es in diesem Kontext sinnvoll sein, im Sinne einer Binnendifferenzierung Jugendliche in getrennten Wohngruppen unterzubringen, aber auch das sollte kein Dogma sein, denn je nach örtlichen Gegebenheiten ist eine Durchmischung unterschiedlicher Altersgruppen pädagogisch durchaus vertretbar oder sogar eine bessere Option.

Eine Subkulturbildung im Jugendstrafvollzug wird im Übrigen weniger ausgeprägt sein, wenn die Anstalten konsequent resozialisierungsorientiert im Sinne einer bestmöglichen Förderung und nach Prinzipien der Teilhabe der Gefangenen in einer demokratischen Gemeinschaft organisiert werden (siehe hierzu auch Walkenhorst in diesem Band).

37. ANDREWS Donald A., ZINGER Ivan, HOGUE Robert D., Bonta James, GENDREAU Paul, CULLEN Francis T., *Does Correctional Treatment work?*, S. 369-404.; weitere Belege bei DÜNKEL Frieder, GENG Bernd, HARRENDORF Stefan, „Systemsprenger*innen“?, S. 113-156.

Literatur

- ANDREWS Donald A., BONTA James, "The psychology of criminal conduct". 5. Aufl., Matthew Bender and Company, New Providence, 2010.
- ANDREWS Donald A., ZINGER Ivan, HOGE Robert D., BONTA James, GENDREAU Paul, CULLEN Francis T., 'Does Correctional Treatment work? A Clinically Relevant and Psychologically Informed Metaanalysis', *Criminology* (28/1990), S. 369-404.
- Council of Europe, "European Rules for juvenile offenders subject to sanctions or measures", Council of Europe Publishing, Strasbourg, 2009.
- DÜNKEL Frieder, „Rechtliche, rechtspolitische und programmatische Entwicklungen einer Sozialen Strafrechtspflege in Deutschland“, in DBH-Fachverband für Soziale Arbeit, Strafrecht und Kriminalpolitik/Justizministerium Mecklenburg-Vorpommern (eds.), *Kriminalpolitische Herausforderungen. Bewährungs- und Straffälligenhilfe auf neuen Wegen*. Zinnowitz 2008, Books on Demand 2009, Norderstedt, 2009, S. 20-60.
- DÜNKEL Frieder, *Reforms of the Criminal Sanctions System in Germany – Achievements and Unresolved Problems*, *Juridica International (Estonia)* (28/2019), S. 37-48, <https://doi.org/10.12697/JI.2019.28.05> .
- DÜNKEL Frieder, GENG Bernd, 'Aktuelle rechtstatsächliche Befunde zum Jugendstrafvollzug in Deutschland. Ergebnisse einer Erhebung bei den Jugendstrafanstalten zum 31.01.2006', *Zeitschrift für Jugendkriminalrecht und Jugendhilfe* (18/2007), S. 143-152.
- DÜNKEL Frieder, GENG Bernd, „Neues aus der (Jugend-)Anstalt. Folgen des Urteils des BVerfG zur Verfassungsmäßigkeit des Jugendstrafvollzugs – 5 Jahre danach“, *Neue Kriminalpolitik* (22/2011), S. 137-143.
- DÜNKEL Frieder, GENG Bernd, *Die Entwicklung des Jugendstrafvollzugs in Deutschland nach dem Urteil des BVerfG von 2006 – Befunde einer empirischen Erhebung bei den Jugendstrafvollzugsanstalten, Bewährungshilfe* (59/2012), S. 115-133.
- DÜNKEL Frieder, GENG Bernd, HARRENDORF Stefan, „Entwicklungsdaten zu Belegung, Öffnung und Merkmalen der Insassenstruktur im Jugendstrafvollzug“, *Zeitschrift für Jugendkriminalrecht und Jugendhilfe* (30/2019), S. 316-328.
- DÜNKEL Frieder, GENG Bernd, HARRENDORF Stefan, '„Systemsprenger*innen“? Junge Menschen im Strafvollzug – Entwicklungsdaten zu Belegung, Öffnung und Merkmalen der Gefangenenstruktur im Jugendstrafvollzug', in KIESLINGER Daniel, DRESSEL Marc, HAAR Ralph (eds.), *Systemsprenger*innen. Ressourcenorientierte Ansätze zu einer defizitären Begrifflichkeit*, Lambertus Verlag, Freiburg, 2021, S. 113-156.
- HARRENDORF Stefan, *Rückfälligkeit und kriminelle Karrieren von Gewalttätern: Ergebnisse einer bundesweiten Rückfalluntersuchung*, Universitätsverlag, Göttingen, 2007, https://www.univerlag.uni-goettingen.de/bitstream/handle/3/isbn-978-3-938616-82-6/harrendorf_GSK_1_book.pdf?sequence=1 .
- HEINZ Wolfgang, *Kriminalität und Kriminalitätskontrolle in Deutschland – Berichtsstand 2015 im Überblick Stand: Berichtsjahr 2015; Version: 1/2017*. Originalpublikation im Konstanzer Inventar Sanktionsforschung 2017, <https://www.jura.uni-konstanz.de/ki/sanktionsforschung-ki/> .
- HEINZ Wolfgang, *Sekundäranalyse empirischer Untersuchungen zu jugendkriminalrechtlichen Maßnahmen, deren Anwendungspraxis, Ausgestaltung und Erfolg. Gutachten im Auftrag des Bundesministeriums für Justiz und Verbraucherschutz*, 2019, Konstanz: Universität Konstanz, https://www.jura.uni-konstanz.de/typo3temp/secure_downloads/109923/0/ebd8a9f3f-3260387bb308a49fb2b691acf59e5e2/Gutachten_JGG_Heinz_insg_01.pdf .
- HEINZ Wolfgang, „Kriminalität und Kriminalitätskontrolle in Mecklenburg-Vorpommern“, in DRENKHahn Kirstin, et al. (eds.), *Kriminologie und Kriminalpolitik im Dienste der Menschenwürde. Festschrift für Frieder Dünkel zum 70. Geburtstag*, Forum Verlag Godesberg, Mönchengladbach, 2021, S. 101-133.
- HAVERKAMP Rita, „Kriminalität junger Frauen und weiblicher Jugendvollzug“, *Neue Kriminalpolitik* (27/2015), S. 301-318.
- JEHLE Jörg-Martin, ALBRECHT Hans-Jörg, HOHMANN-FRICKE Sabine, TETAL Carina, *Legalbewährung nach strafrechtlichen Sanktionen. Eine bundesweite Rückfalluntersuchung 2004 bis 2007*, Forum Verlag Godesberg, Mönchengladbach, 2010.
- JEHLE Jörg-Martin, ALBRECHT Hans-Jörg, HOHMANN-FRICKE Sabine, TETAL Carina, *Legalbewährung nach strafrechtlichen Sanktionen. Eine bundesweite Rückfalluntersuchung 2007 bis 2010 und 2004 bis 2010*, Forum Verlag Godesberg, Mönchengladbach, 2013.
- JEHLE Jörg-Martin, ALBRECHT Hans-Jörg, HOHMANN-FRICKE Sabine, TETAL Carina, *Legalbewährung nach strafrechtlichen Sanktionen. Eine bundesweite Rückfalluntersuchung 2010 bis 2013 und 2004 bis 2013*, Forum Verlag Godesberg, Mönchengladbach, 2016.
- JEHLE Jörg-Martin, ALBRECHT Hans-Jörg, HOHMANN-FRICKE Sabine, TETAL Carina, *Legalbewährung nach strafrechtlichen Sanktionen. Eine bundesweite Rückfalluntersuchung 2013 bis 2016 und 2004 bis 2016*, Forum Verlag Godesberg, Mönchengladbach, 2021.
- JEHLE Jörg-Martin, HEINZ Wolfgang, SUTTERER Peter, *Legalbewährung nach strafrechtlichen Sanktionen*, Forum Verlag Godesberg, Mönchengladbach, 2003.
- LÖSEL Friedrich, „Wie wirksam ist die Straftäterbehandlung im Justizvollzug?“, in RETTENBERGER Martin, DESSECKER Axel (eds.), *Behandlung im Justizvollzug. Kriminologische Zentralstelle*, Wiesbaden, 2016, S. 17-52.
- NEUBACHER Frank, „Aktuelle empirische Befunde der deutschen Kriminologie zur Gewalt unter Gefangenen“, in BAIER Dirk, MÖBLE Thomas (eds.), *Kriminologie als Gesellschaftswissenschaft. Festschrift für Christian Pfeiffer zum 70. Geburtstag*, Nomos Verlag, Baden-Baden, 2014a, S. 485-501.
- NEUBACHER Frank, „Gewalt im Jugendstrafvollzug – Ein Überblick über Ergebnisse des Kölner Forschungsprojekts“, *Forum Strafvollzug* (63/2014b), S. 320-326.
- NEUBACHER Frank, BOXBERG Verena, 'Gewalt und Subkultur', in MAELICKE Bernd, SUHLING Stefan (eds.), *Das Gefängnis auf dem Prüfstand*, Springer, Wiesbaden, 2018, S. 195-216.

Statistisches Bundesamt (ed.), Deutsche und Nichtdeutsche Bevölkerung nach Alters- und Geburtsjahren und nach Bundesländern jeweils am 31.12. des Jahres, Tabelle B15, (Tab. B15 wird bei <www.destatis.de> nicht veröffentlicht und muss daher vom Statistischen Bundesamt angefordert werden.).

Statistisches Bundesamt (ed.), Bestand der Gefangenen und Verwahrten in den deutschen Justizvollzugsanstalten nach ihrer Unterbringung auf Haftplätzen des geschlossenen und offenen Vollzugs, https://www.destatis.de/DE/Themen/Staat/Justiz-Rechtspflege/_inhalt.html .

Statistisches Bundesamt (ed.), Strafvollzug – Demographische und kriminologische Merkmale der Strafgefangenen zum Stichtag 31. März eines Jahres. Fachserie 10 Reihe 4.1., Wiesbaden, https://www.destatis.de/DE/Themen/Staat/Justiz-Rechtspflege/_inhalt.html .

Statistisches Bundesamt (ed.), Strafverfolgung. Fachserie 10 Reihe 3, Wiesbaden, www.destatis.de/DE/Themen/Staat/Justiz-Rechtspflege/_inhalt.html .

STORZ Renate, „Jugendstrafrechtliche Reaktionen und Legalbewährung. Ergebnisse einer Untersuchung zur erneuten justiziellen Registrierung nach formeller und informeller jugendstrafrechtlicher Sanktionierung von Jugendlichen des Geburtsjahrgangs 1961 anhand von Daten des Bundeszentralregisters“, in HEINZ Wolfgang, STORZ Renate (eds.), Diversion im Jugendstrafverfahren der Bundesrepublik Deutschland, Bundesministerium der Justiz, Bonn, 1992, S. 131-221.

SUHLING Stefan, „Evaluation der Straftäterbehandlung und der Sozialtherapie im Strafvollzug – Ansätze zur Bestimmung von Ergebnis-, Struktur- und Prozessqualität“, in WISCHKA Bernd, PECHER Willi, VAN DEN BOOGAART, Hilde (ed.), Behandlung von Straftätern. Sozialtherapie, Maßregelvollzug, Sicherungsverwahrung, Herbolzheim, Centaurus-Verlag, 2015, S. 162-232.

VON DER WENSE Moritz, „Ein programmspezifischer Vergleich von Struktur, Konzepten und Umsetzung in Berlin, Mecklenburg-Vorpommern, Niedersachsen und Nordrhein-Westfalen“, Behandlungsprogramme im Jugendstrafvollzug, Forum Verlag Godesberg, Mönchengladbach, 2021.

Jugendstrafvollzug im Wandel – ausgewählte Aspekte der Jugendstrafvollzugsgesetzgebung nach dem Urteil des deutschen Bundesverfassungsgerichts vom 31. Mai 2006

Autor – Auteur – Author

Professor im Ruhestand Dr. Philipp Walkenhorst war bis 2019 Professor für das Lehrgebiet „Erziehungshilfe und Soziale Arbeit“ im Department Heilpädagogik und Rehabilitation an der Humanwissenschaftlichen Fakultät der Universität zu Köln. Er war acht Jahre lang als Jugendschöffe beim Amts- und beim Landgericht und über mehr als zwanzig Jahre lang als Berater von Jugendstrafanstalten in Deutschland tätig. Unter anderem war Prof. Dr. Walkenhorst Mitglied einer Kommission des deutschen Bundesjustizministeriums, welche 2003 einen umfassenden Gesetzesentwurf zur Regelung des Jugendstrafvollzugs in Deutschland vorlegte. Nach der Föderalismusreform wirkte Prof. Dr. Walkenhorst unter anderem als Sachverständiger in Kommissionen und bei parlamentarischen Anhörungen zu den Jugendstrafvollzugs- und Jugendarrestvollzugsgesetzen der einzelnen Bundesländer mit. Zudem befasste er sich intensiv mit Fragen der Kooperation der verschiedenen Systeme professioneller Erziehung in Deutschland (Schule, Kinder- und Jugendhilfe, Kinder- und Jugendpsychiatrie sowie Jugendstrafrechtspflege).

Professeur à la retraite, Philipp Walkenhorst était professeur dans le domaine de l'aide éducative et du travail social au sein du département de pédagogie curative et de rééducation de la faculté des sciences humaines de l'université de Cologne jusqu'en 2019. Il a travaillé pendant huit ans comme échevin des mineurs auprès du tribunal d'instance et du tribunal de grande instance et pendant plus de vingt ans comme conseiller de différents établissements pénitentiaires pour mineurs en Allemagne. Walkenhorst a notamment fait partie d'une commission du ministère fédéral allemand de la Justice qui a présenté en 2003 un projet de loi complet sur la réglementation de l'exécution des peines pour mineurs en Allemagne. Après la réforme du fédéralisme, le professeur Walkenhorst a participé, entre autres, en tant qu'expert à différentes commissions et à des auditions parlementaires sur les lois relatives à l'exécution des peines et à la détention des mineurs dans les différents Länder. En outre, il s'est intéressé de près aux questions de coopération entre les différents systèmes d'éducation professionnelle en Allemagne (école, aide à l'enfance et à la jeunesse, psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent et justice pénale pour mineurs).

Professor emeritus Dr. Philipp Walkenhorst was professor for the teaching area "Educational Assistance and Social Work" in the Department of Therapeutic Pedagogy and Rehabilitation at the Faculty of Human Sciences at the University of Cologne until 2019. He worked as a juvenile court judge at the local court and the regional court for eight years and for more than 20 years as a consultant to various juvenile detention centers in Germany. Among other things, Prof. Dr. Walkenhorst was a member of a commission of the German Federal Ministry of Justice, which in 2003, presented a comprehensive draft law for the regulation of the juvenile penal system in Germany. After the federalism reform, Prof. Dr. Walkenhorst participated as an expert in various commissions and parliamentary hearings on the juvenile detention laws of the individual German states. He also dealt intensively with questions of cooperation between the various systems of professional education in Germany (schools, child and youth welfare, child and youth psychiatry, and juvenile criminal justice).

Zusammenfassung – Résumé – Abstract

Professor Dr. Philipp Walkenhorsts Beitrag ist ein Plädoyer für seine Vision eines gelungenen Jugendstrafvollzugs. Jugendliche sollten in erster Linie nicht aufgrund ihrer Taten bestraft werden, sondern gelehrt werden „pro-sozial“ zu handeln. Als Beispiel für eine individuelle Förderung und Hilfeleistung der betroffenen Jugendlichen nennt er unter anderem den Förderplan. Zudem sollte das Setting, in dem sich die hilfsbedürftigen Jugendlichen aufhalten, einerseits zur Förderung beitragen und andererseits auch motivierend und ansprechend für die Jugendlichen wirken.

La contribution du professeur Dr Philipp Walkenhorst est un plaidoyer pour sa vision d'un système de justice juvénile efficace. Les jeunes ne doivent pas être punis en premier lieu à cause de leurs actes, mais il faut leur apprendre à agir de manière « pro-sociale ». Il mentionne notamment le plan de soutien comme un exemple de soutien et d'assistance individuels pour les mineurs concernés. En outre, le cadre dans lequel séjournent les jeunes ayant besoin d'aide doit, d'une part, contribuer à la promotion et, d'autre part, être motivant et attrayant pour les jeunes.

Professor Dr. Philipp Walkenhorst's contribution is a plea for his vision of a successful juvenile justice system. Young people should not be punished primarily because of their deeds, but should be taught to act "pro-socially". Among other things, he mentions the support plan as an example of individual support and assistance for the juveniles concerned. In addition, the setting in which young people in need of help stay should, on the one hand, contribute to promotion and, on the other hand, also be motivating and appealing to young people.

JUGENDSTRAFVOLLZUG IM WANDEL – AUSGEWÄHLTE ASPEKTE DER JUGENDSTRAFVOLLZUGSGESETZGEBUNG NACH DEM URTEIL DES DEUTSCHEN BUNDESVERFASSUNGSGERICHTS VOM 31. MAI 2006

Philipp Walkenhorst (*Universität Köln*)

Zur jüngeren Vorgeschichte der deutschen Jugendstrafvollzugsgesetzgebung

Für junge Menschen gelten in Deutschland neben den Schulgesetzen der 16 Bundesländer zum einen das Kinder- und Jugendhilfegesetz¹ für alle jungen Menschen unter 27 Jahren. Dieses ist als wichtigstes Gesetzeswerk Teil des Kinder- und Jugendhilferechts, welches das Gesamt der Rechtsvorschriften des Bundes- und Landesrechts für den Bereich der (außerschulischen) Kinder- und Jugendhilfe beinhaltet. Geregelt werden bundeseinheitlich die Leistungen für junge Menschen (Kinder, Jugendliche, junge Volljährige ab 18 Jahren) sowie deren Eltern und Personensorgeberechtigte, sofern sie ihren tatsächlichen Aufenthaltsort in Deutschland haben. Für den hier besonders interessierenden Bereich straffälliger, das heißt bestehende Straftatbestände verletzender und zur Anzeige gekommener Verhaltensweisen junger Menschen von zur Tatzeit 14 bis unter 18 Jahren findet das Jugendgerichtsgesetz (JGG) Anwendung, welches sowohl die Rechtsfolgen (= Sanktionen) als auch die Gerichtsverfassung, das Jugendstrafverfahren sowie die Vollstreckung und den Vollzug der jugendstrafrechtlichen Sanktionen regelt. Zentraler Unterschied zum Erwachsenenstrafrecht ist, dass nach § 2 Abs. 1 S. 2 JGG die Rechtsfolgen und unter Beachtung des elterlichen Erziehungsrechts auch das Verfahren vorrangig am „Erziehungsgedanken“ auszurichten sind. Dies gilt nach Einzelfallprüfung durch das zuständige Jugendgericht auch für junge Menschen, die zum Tatzeitpunkt 18, aber noch nicht 21 Jahre alt waren, sofern sie zur Zeit der Tat nach ihrer sittlichen und geistigen Entwicklung noch einem Jugendlichen gleichstanden oder es sich nach Art, Umständen oder Beweggründen der Tat um eine Jugendverfehlung handelt (§ 105 JGG). Die Interventionssystematik der Rechtsfolgen von Jugendstraftaten umfasst in zunehmender Eingriffsintensität Weisungen und Auflagen (§§ 10, 11, 23, 65 JGG), Zuchtmittel (§§ 13, 14, 15, 16, 16a JGG) sowie die Jugendstrafe (§§ 17, 18 JGG). Freiheitsentziehende Sanktionen des Jugendstraf-

rechts sind einerseits im Rahmen der Zuchtmittel der Jugendarrest (von einem Wochenende bis zu vier Wochen, durchgeführt in eigenen Jugendarresteinrichtungen oder manchmal auch Arresträumen bei den Amtsgerichten) und zum anderen die Jugendstrafe mit einer Mindestdauer von sechs Monaten und einer Höchstdauer von fünf Jahren. Sofern es sich bei der Straftat um ein Verbrechen handelt, für das nach allgemeinem Strafrecht eine Höchststrafe von mehr als zehn Jahren Freiheitsstrafe angedroht ist, so beträgt das Höchstmaß der Jugendstrafe zehn Jahre (§ 18 JGG). Das Höchstmaß der Jugendstrafe für junge Menschen, die zum Tatzeitpunkt Heranwachsende waren, aber nach Jugendstrafrecht verurteilt wurden, beträgt zehn Jahre. Handelt es sich jedoch bei der Tat um Mord und reicht das Höchstmaß nach § 18 JGG Abs. 3 Satz 1 wegen der besonderen Schwere der Schuld nicht aus, so beträgt das Höchstmaß 15 Jahre. Während bis zum Jahre 2006 der Vollzug der oben genannten freiheitsentziehenden Maßnahmen durch bundeseinheitliche Verwaltungsvorschriften und nicht durch eigene Gesetze geregelt wurde, stellte das Bundesverfassungsgericht 2006 diese Praxis als verfassungswidrig fest und verlangte eine künftige gesetzliche Regelung des Vollzugs von Jugendarrest und Jugendstrafe in eigenen Gesetzen². Bis 2006 waren der Bund und damit das Bundesjustizministerium für die einschlägige Gesetzgebung zuständig. Durch die im Juni und Juli 2006 vom Deutschen Bundestag und Bundesrat beschlossene Föderalismusreform wurden nunmehr die 16 Bundesländer allein für die Strafvollzugsgesetzgebung zuständig. Die Länderparlamente verabschiedeten in der Folge allesamt bis zum ihnen vom Bundesverfassungsgericht gesetzten Termin 2008 eigene (Jugend-) Strafvollzugsgesetze und teilweise auch schon Jugendarrestvollzugsgesetze, angelehnt, wenn gleich im Detail durchaus davon unterschieden, an den Referentenentwurf eines Jugendstrafvollzugsgesetzes des Bundesjustizministeriums von 2004 beziehungsweise 2006³.

Der Rahmen: die Ausrichtung von Verfahren und Maßnahmen der Jugendstrafrechtspflege am „Erziehungsgedanken“

Nach § 2 Abs. 1 S. 1 JGG soll die Anwendung des Jugendstrafrechts vor allem erneuten Straftaten eines Jugendlichen oder Heranwachsenden entgegenwirken. Für die Jugendstrafvollzugsgesetze der Bundesländer gilt die entsprechende Vorgabe des Bundesverfassungsgerichts in seinem

1. KJHG = Sozialgesetzbuch VIII

2. vgl. Bundesverfassungsgericht, Leitsatz zum Urteil des Zweiten Senats vom 31. Mai 2006 - 2BvR 1673/04 -- 2BvR 2402/04 - Zum Erfordernis einer gesetzlichen Grundlage für den Jugendstrafvollzug, Karlsruhe, hier: Nr. 43ff.

3. vgl. dazu OSTENDORF Heribert, „Konsequenzen aus dem Urteil des Bundesverfassungsgerichts vom 31. 5. 2006 für die gesetzliche Ausgestaltung des Jugendstrafvollzuges“, in *Neue Kriminalpolitik*, (18/3), S. 91-93.

Urteil vom 31. Mai 2006: „Der Vollzug der Freiheitsstrafe muss auf das Ziel ausgerichtet sein, dem Inhaftierten ein künftig straffreies Leben in Freiheit zu ermöglichen“⁴. Von großer Bedeutung und in seiner inhaltlichen Interpretation breit diskutiert ist der schon zitierte § 2 Absatz 1 Satz 2 JGG, welcher im Hinblick auf die genannte Zielsetzung die Ausrichtung von Verfahren und Maßnahmen des Jugendstrafrechts am „Erziehungsgedanken“ vorschreibt. Damit ist auch die Jugendstrafe erzieherisch zu gestalten. „Erziehung“ bezeichnet zumindest aus fachwissenschaftlicher Perspektive auch und gerade im jugendstrafrechtlichen Kontext die Förderung der Entwicklung der Persönlichkeit des jungen Menschen⁵ sowie in der Konsequenz daraus die Ermöglichung des entsprechenden Lernens unter Einsatz der Erziehungs- und Lenkungsmittel der Ermutigung, Unterstützung und Begleitung, auch Korrektur, Grenzsetzung und Gegenwirkung mit dem Ziel der Verselbständigung des noch unselbstständigen jungen Menschen⁶. Formales Ziel so verstandener Erziehung ist die Schaffung, Änderung oder Erhaltung psychischer Dispositionen im Sinne von Wahrnehmungs-, Deutungs- und Verhaltensbereitschaften von Menschen⁷. Mit der inhaltlichen vollzuglichen Zielsetzung der Reintegration und einer straffreien Lebensführung (siehe oben) haben Sühne und Vergeltung für das begangene Unrecht in der Ausgestaltung der Haftzeit keine Bedeutung mehr: „Der Freiheitsentzug mit den weiteren damit verbundenen Rechtseinbußen als solcher ist die Tatvergeltung... Tatumstände und Tatschuld dürfen aber nicht erneut zu Erschwerungen herangezogen werden, sie sind abschließend im Rahmen der Straffestsetzung berücksichtigt“⁸. Eine zusätzliche Übelzufügung ist damit nur noch zulässig nach Pflichtverstößen des jungen Inhaftierten auf dem Wege eines formellen Disziplinarverfahrens⁹. Ansonsten geht es bei der Ausgestaltung der Haftzeit immer und vor allem um die Ermutigung der Kognitionen sowie konkreten Verhaltensweisen der inhaftierten jungen Menschen für eine zumindest nicht straffällige Lebensführung. Dies bedeutet, dass die Umsetzung der Jugendstrafe selbst grundsätzlich nicht als Fortführung der gerichtlichen Straftatsanktionierung beziehungsweise Bestra-

fung in der konkreten Haftsituation zu verstehen ist, sondern als dort angesiedelter Versuch, den jungen Menschen im Sinne der genannten Zielsetzung zu befähigen und zu motivieren. Allerdings ist die Zielsetzung hier, anders als im Bereich der Jugendhilfegesetzgebung, limitiert auf die Befähigung für eine künftige Lebensführung in Freiheit, ohne Straftaten und in sozialer Verantwortung. Aus „...welcher Motivation sich der Bürger rechtskonform verhält, kann und muss dem Staat letztlich gleich sein, auch wenn die moralische Fundierung der Rechtsordnung beim einzelnen Bürger eine größere Gewähr für Rechtstreue liefert. Dieses zukünftige Legalverhalten ist entscheidend“¹⁰. In diesem Rahmen soll der Vollzug der Jugendstrafe durch eine an den Entwicklungspotentialen der jungen Inhaftierten orientierte Förderung zudem dazu beitragen, individuelle Benachteiligungen zu vermeiden oder abzubauen¹¹.

So hatte auch das Bundesverfassungsgericht in seinem schon erwähnten Urteil vom 31. Mai 2006 den Akzent der „Förderung“ im Sinne des Vollzugsziels als zentrale Aufgabe des Jugendstrafvollzugs betont: „Auf den Jugendlichen wirkt die Freiheitsstrafe in einer Lebensphase ein, die auch bei nicht delinquentem Verlauf noch der Entwicklung zu einer Persönlichkeit dient, die in der Lage ist, ein rechtschaffenes Leben in voller Selbständigkeit zu führen. Indem der Staat in diese Lebensphase durch Entzug der Freiheit eingreift, übernimmt er für die weitere Entwicklung des Betroffenen eine besondere Verantwortung. Dieser gesteigerten Verantwortung kann er nur durch eine Vollzugsgestaltung gerecht werden, die in besonderer Weise auf Förderung – vor allem auf soziales Lernen sowie die Ausbildung von Fähigkeiten und Kenntnissen, die einer künftigen beruflichen Integration dienen – gerichtet ist. Hinzu kommt, dass beim jugendlichen Straftäter die Lebensspanne nach Verbüßung der Haft typischerweise besonders lang ist. Er wird in verhältnismäßig jungen Jahren – in einem statistisch betrachtet immer noch vergleichsweise hoch kriminalitätsanfälligen Alter – wieder in die Freiheit entlassen. Erfolgreiche Wiedereingliederung ist deshalb sowohl im Hinblick auf das weitere Leben des Betroffenen als auch im Hinblick auf den Schutz der Allgemein-

4. vgl. Bundesverfassungsgericht, Leitsatz..., 2006, hier: Nr. 51

5. vgl. BREZINKA Wolfgang, *Grundbegriffe der Erziehungswissenschaft. Analyse, Kritik, Vorschläge* (5. verbesserte Auflage), E. Reinhardt, München – Basel, 1990, hier S. 90ff.

6. vgl. unter anderem GEISSLER Erich E., *Erziehungsmittel* (6. Durchgesehene Auflage), Klinkhardt, Bad Heilbrunn/Obb., 1982, hier S. 20ff.

7. vgl. BREZINKA Wolfgang, *Grundbegriffe...*, S. 79ff.

8. OSTENDORF Heribert, „§ 1 Grundlagen“, in OSTENDORF Heribert (Hrsg.), *Jugendstrafvollzugsrecht – Handbuch, Nomos, Baden-Baden, 2012b*, hier: S. 98f.

9. z.B. §§ 53, 54 JStVollzG NRW. Im Text wird als Beispiel für die 16 Länderjugendstrafvollzugsgesetze vorwiegend das Gesetzeswerk des Bundeslandes Nordrhein-Westfalen zitiert (= JStVollzG NRW). Die Bestimmungen der anderen Bundesländer können in einzelnen Vorschriften davon abweichen.

10. OSTENDORF Heribert, „§ 1 Grundlagen“, 103, Rn 25.

11. vgl. beispielsweise § 2 JStVollzG NRW

heit vor weiteren Straftaten von besonders großer Bedeutung¹².

In einem solchen Ansatz nimmt das fachlich qualifizierte pädagogische Handeln eine entscheidende Stellung ein. Es bedeutet zunächst einmal und grundsätzlich die Interpretation des Erziehungsbegriffes als Förderung im Sinne der Ermöglichung von Lernen im Sinne des Vollzugsziels. Grundformen eines professionellen pädagogischen Handelns sind das Unterrichten (eine wesentliche, jedoch nicht ausschließliche Aufgabe des Pädagogischen Dienstes), das Informieren und das Beraten (als wesentliche Aufgaben des Sozialen und des Pädagogischen Dienstes, ebenso des Allgemeinen Vollzugsdienstes) sowie das Arrangieren und das Animieren (als Aufgabe aller Mitarbeiter/innen im Justizvollzug)¹³. Diese Formen sind allesamt in den einschlägigen Bestimmungen der Jugendstrafvollzugsgesetze der Bundesländer angelegt.

Im Sinne einer auch sprachlichen Annäherung an die Semantik der Jugendhilfe ist einzig und allein das Bundesland Hessen so konsequent gewesen und hat, anders als alle anderen Jugendstrafvollzugsgesetze, allein den Begriff der „Förderung“ als Leitbegriff der Jugendstrafvollzugsgesetzgebung verwendet (zum Beispiel § 5: Leitlinien der Förderung, Maßnahmen; § 9: Feststellung des Förderbedarfs; § 10: Förderplan). So stellt beispielsweise der Begriff des „Förderplans“ den Bezug zur (schulischen) Förderung in der Heil- und Sonderpädagogik her (in der Jugendhilfe wird in der Regel der Begriff des „Hilfeplans“ verwendet). Der Förderbegriff ist kein Euphemismus, sondern stellt zumindest die vollzugliche und vom Bundesverfassungsgericht auch eingeforderte Förderung der Entwicklung der jungen Inhaftierten in den Vordergrund. Der Umstand, dass alle anderen 15 Jugendstrafvollzugsgesetze der einzelnen Bundesländer von Erziehung UND Förderung sprechen, lässt die berechtigte Annahme zu, dass man, zumindest in diesem jugendstrafrechtlichen Kontext, seitens des Gesetzgebers und damit der Politik Sorge hatte, der strafende Aspekt der Inhaftierung käme mit der Konzentration auf den Förderaspekt zu kurz. Fachwissenschaftlich ist es sicher großer Unsinn, Erziehung und Förderung als unterschiedliche Schwerpunktsetzungen zu differenzieren. Erziehung ist fachwissenschaftlich wie schon erwähnt als Förderung der Entwicklung der Persönlichkeit des jungen Menschen zu definieren¹⁴. Bemerkenswerterweise findet sich eine inhaltliche Begriffsakzentuierung der Erziehung

ansonsten in den Jugendstrafvollzugsgesetzen lediglich im Kontext gegenwirkender Erziehungsmittel, wo es um den Umgang mit Regelverstößen geht, nämlich den „erzieherischen Maßnahmen“ (Hessen) beziehungsweise dem „erzieherischen Gespräch“ (NRW) als Vorstufe zu formellen Disziplinarmaßnahmen¹⁵. Dies kann zumindest als Hinweis auf das dahinterliegende, eher reduktionistische und auf Sanktionierung beziehungsweise vor allem Gegenwirkung abzielende Erziehungsverständnis gesehen werden.

Die Wortwahl spielt in derartigen Gesetzeswerken eine ganz erhebliche Rolle. Sie schafft einerseits in Zusammenhang mit den jeweiligen konkreten Bestimmungen zumindest die Bedingung der Möglichkeit, in diesem Kontext das vollzugliche Denken und Handeln in eine bestimmte Richtung zu lenken (im gegebenen Fall weg von der Bestrafung hin vor allem zur Befähigung für die Erreichung des Vollzugsziels). Zum anderen geht es bei der hier in Rede stehenden Zielgruppe um junge Menschen im Überschneidungsbereich von verschiedenen Gesetzeswerken, die allesamt die Befähigung und Entwicklungshilfe beziehungsweise -förderung junger Menschen beabsichtigen und inhaltlich wie auch zeitlich im Idealfall als Bestandteile einer abgestimmten „Förderkontinuität“ an unterschiedlichen Orten betrachtet werden können. Unter der Annahme, dass auch das Jugendstrafrecht und seine Sanktionen letztlich der Befähigung der jungen Menschen zur Erreichung einer Lebensführung in Freiheit und ohne Straftaten dienen, ist es durchaus angemessen, auch terminologisch die entsprechenden Rechtsvorschriften den flankierenden oder parallel laufenden Gesetzeswerken anzupassen. So wurde im hessischen Jugendarrestvollzugsgesetz erstmals der Begriff der Arrest-„Anstalt“ zur Bezeichnung des Vollstreckungsortes durch den auch in der Jugendhilfe üblichen Begriff der „Jugendarresteinrichtung“ ersetzt¹⁶.

Die jugendvollzuglichen Gestaltungsgrundsätze

Gestaltungsgrundsätze können als Wegweiser für den Vollzug, die Vollzugsleitung und die Vollzugsbediensteten verstanden werden¹⁷. Auch wenn für den inhaftierten jungen Menschen daraus keine unmittelbaren Rechte abgeleitet werden können, so sind sie doch für die Gestaltung des Vollzuges im Rahmen der Hausordnung sowie für Einzelentscheidungen zu berücksichtigen (ebd.).

12. vgl. Bundesverfassungsgericht, Leitsatz..., 2006, hier: Nr. 53

13. vgl. zu diesen Grundformen im Einzelnen GIESECKE Hermann, *Pädagogik als Beruf* (12. überarb. Auflage), Beltz Juventa, Weinheim – München, 2015, hier: S. 72ff.

14. BREZINKA Wolfgang, *Grundbegriffe...*, S. 90ff.

15. Vgl. z. B. § 53 JStVollzG NRW; § 54 Hessisches JStVollzG

16. § 1 Hessisches Jugendarrestvollzugsgesetz

17. vgl. OSTENDORF Heribert, „§ 1 Grundlagen“, hier: S. 107, Nr. 34.

Als für den Jugendstrafvollzug geltende und in allen Jugendstrafvollzugsgesetzen niedergelegte Gestaltungsgrundsätze sind zu benennen¹⁸

1. die Angleichung der vollzuglichen Lebensverhältnisse an die im Sinne des Vollzugsziels positiv zu bewertenden Aspekte der Lebensverhältnisse außerhalb des Vollzuges durch Zurverfügungstellung von Räumen weitgehend eigenverantwortlichen Entscheidens und Handelns im vollzuglichen Kontext (frühe Verlegung in Wohngruppen oder den Offenen Vollzug, Angebot von unterschiedlichen Freizeitangeboten, Einkaufsmöglichkeiten etc., aber auch die Offenlegung und rationale Bearbeitung von Alltagskonflikten und Angelegenheiten des täglichen Lebens);
2. die (Re-)Integration des inhaftierten jungen Menschen nach der Haft durch sorgfältige Vorbereitung der Haftentlassung, durch ein qualifiziertes Übergangsmanagement sowie durch Begleitungsangebote und Stabilisierungshilfen für die schwierige Zeit nach der Haftentlassung entweder im Kontext der Bewährungshilfe (bei Strafrestaussatzung zur Bewährung) oder bei Verbüßung der Endstrafe auf freiwilliger Basis¹⁹ sowie
3. die Gegenwirkung gegen die hinreichend bekannten entwicklungshemmenden Aspekte des Freiheitsentzuges (zum Beispiel durch vollzugsöffnende Maßnahmen wie der Erhaltung dem Vollzugsziel förderlicher Sozialkontakte nach „draußen“, begleitete oder unbegleitete Ausführungen, Unterbringungsformen des „Offenen“ Vollzugs, Einräumung vieler Möglichkeiten der zumindest ansatzweisen Übernahme von Selbstverwaltung und Selbstverantwortung).

Diese schon aus dem Erwachsenenvollzug bekannten Grundsätze werden im Hinblick auf den Jugendvollzug ergänzt durch den eigenständigen Auftrag der „erzieherischen Gestaltung“ (§ 3 Abs. 1 S. 1 JStVollzG NRW) im Hinblick auf das Vollzugsziel. Im Rahmen dieser erzieherischen Gestaltung soll der Vollzug die „Bereitschaft der Gefangenen zu einer eigenverantwortlichen und gemeinschaftsfähigen Lebensführung in Achtung der Rechte anderer ... wecken und ... fördern“²⁰, das heißt dazu animieren und motivieren. Zur erzieherischen Gestaltung gehört ebenso die Erhaltung

und Stärkung der Gesundheit, der Selbstachtung sowie der Fähigkeiten und Fertigkeiten der jungen Inhaftierten durch sinnvolle Beschäftigungsmöglichkeiten wie auch die Hilfe dabei, „sich als sozial verantwortungsvolle Mitglieder der Gesellschaft zu entwickeln“²¹.

Von pädagogisch erheblicher Bedeutung im Hinblick auf die Individualisierung der vollzuglichen Förderung ist zudem die Anerkennung und Betonung der angemessenen Berücksichtigung der unterschiedlichen Lebens- beziehungsweise Lernausgangslagen der jungen Inhaftierten insbesondere im Hinblick auf Geschlecht, Entwicklungsstand, Zuwanderungshintergrund, Religion, Behinderung und sexuelle Identität²², was sicherlich für die Mitarbeitenden des Vollzuges nicht immer einfach ist. Ebenso wird im Hinblick auf mögliche finanzielle Einschränkungen klargestellt, dass der Jugendvollzug im Hinblick auf personelle Ausstattung, sachliche Mittel und Organisation an dessen Zielsetzung und Aufgaben sowie den altersspezifischen besonderen Bedürfnissen der inhaftierten jungen Menschen auszurichten ist²³.

Drei Säulen der jugendvollzuglichen Förderung

1. Die Feststellung des Förderbedarfs

Analog pädagogischer Settings im System der Förderschulen, der Kinder- und Jugendhilfe sowie der Kinder- und Jugendhilfe steht am Anfang jugendvollzuglicher Förderung eine Feststellung des Förder- und Erziehungsbedarfs. Angesichts der in der Regel kurzen Verweildauern im Jugendstrafvollzug von durchschnittlich zwölf bis 20 Monaten²⁴ setzt der Gesetzgeber hier eine Frist von in der Regel vier Wochen, innerhalb derer ein entsprechender Förderplan für den inhaftierten jungen Menschen aufzustellen ist²⁵. Gegenstand des Plans sind Informationen über die Persönlichkeit und die Lebensverhältnisse der jungen Menschen, über die Ursachen und Umstände der zu der Inhaftierung führenden Straftaten, die Lebenssituation bei der Haftentlassung und die Eignung für mögliche sozialtherapeutische Maßnahmen. Ebenso sollen im Sinne einer Ressourcenorientierung vorhandene Fähigkeiten und Entwicklungsmöglichkeiten sowie weitere Umstände, deren Stärkung zu

18. vgl. § 3 Abs. 2 JStVollzG NRW

19. vgl. § 3 Abs. 2 JStVollzG NRW

20. § 3 Abs. 1 S. 2 JStVollzG NRW

21. *Ibid.*

22. § 3 Abs. 3 JStVollzG NRW

23. § 3 Abs. 5 JStVollzG NRW

24. WALKENHORST Philipp & FEHRMANN Sarah, „Jugendarrest, Jugendstrafvollzug und Jugenduntersuchungshaft: Grundlegungen – Wirkungen – Perspektiven“, in MAELICKE Bernd & SUHLING Stefan (Hrsg.), *Das Gefängnis auf dem Prüfstand*, Springer, Wiesbaden, 2018, hier: S. 279ff.

25. § 11 Abs. 1. S. 4 JStVollzG NRW

einer Lebensführung ohne Straftaten beitragen kann, ermittelt werden. Zur Förderung ihrer Mitwirkungsbereitschaft sind seitens des durchführenden Personals den jungen Inhaftierten das Vollzugsziel, die Bedeutung des Vollzugsplans, die vorhandenen schulischen und beruflichen Aus- und Weiterbildungsangebote, Beschäftigungsmöglichkeiten sowie die weiteren Förder- und Erziehungsangebote zu erläutern. Zudem sind in diesem Sinne die Ergebnisse der Feststellungen zum Förder- und Erziehungsbedarf mit den inhaftierten jungen Menschen zu erörtern wie auch sinnvolle Anregungen und Vorschläge der Betroffenen aufgegriffen und bei der Vollzugsplanung angemessen berücksichtigt werden sollen²⁶.

Allerdings werden aus der Praxis noch große Probleme bei der Informationsbeschaffung aus anderen Systemen wie unter anderen den Schulen berichtet, weil diese sich in etlichen Fällen unter Berufung auf den Datenschutz gegen eine Weitergabe der Informationen sperren. Dabei geht es auf diesem Wege der Amtshilfe um die Förderung der jungen Inhaftierten und die dazu notwendige Erhebung der (schulischen) Lernausgangslagen, um eine entsprechend zielführende schulische Bildung anbieten zu können²⁷.

Die Konkretisierung und Operationalisierung des jeweiligen Förderbedarfs erfolgt mit dem Instrument des „Vollzugsplans“²⁸ beziehungsweise des „Förderplans“²⁹. Der Vollzugsbeziehungsweise Förderplan enthält Angaben insbesondere zu folgenden Bereichen:

1. festgestellter Förder- und Erziehungsbedarf,
2. Vollzugsform,
3. Art der Unterbringung im Vollzug, insbesondere in Wohn- oder Behandlungsgruppen oder in einer sozialtherapeutischen Einrichtung,
4. Teilnahme an schulischer oder beruflicher Bildung, Zuweisung von Arbeit sowie arbeitstherapeutische Förderung,
5. Art und Umfang der Teilnahme an therapeutischer Behandlung oder anderen Förder- und Erziehungsmaßnahmen,
6. Art und Umfang der Teilnahme an Sport- und Freizeitangeboten,

7. vollzugsöffnende Maßnahmen,
8. Maßnahmen zur Pflege der familiären Kontakte und zur Gestaltung der Außenkontakte, insbesondere bei heimatferner Unterbringung,
9. ehrenamtliche Betreuung,
10. opferbezogene Förder- und Erziehungsmaßnahmen sowie Maßnahmen und Angebote zum Ausgleich von Tatfolgen,
11. Maßnahmen zur Sicherung berechtigter Schutzinteressen von Opfern oder gefährdeten Dritten,
12. Schuldnerberatung und Schuldenregulierung,
13. Maßnahmen zur Haftverkürzung,
14. Suchtberatung und Maßnahmen der Gesundheitsförderung,
15. voraussichtlicher Entlassungszeitpunkt,
16. Maßnahmen zur arbeitsmarktorientierten Vorbereitung der Entlassung, insbesondere die Fortsetzung oder Aufnahme einer beruflichen oder schulischen Ausbildung oder einer beruflichen Tätigkeit nach der Entlassung, sowie weitere Maßnahmen zur Stabilisierung der Lebensführung und frühzeitige Vorlagefristen,
17. Empfehlungen zur Wahrnehmung von Angeboten und Leistungen Dritter zur Sicherung der Eingliederung nach der Entlassung,
18. Bestimmung der für die Koordination der Entlassungsplanung zuständigen Person und
19. Fristen zur Fortschreibung des Vollzugsplans³⁰.

Diese Planung erscheint zunächst sehr detailliert, umfangreich und zeitraubend. Das ist durchaus eine Rückmeldung von Hafteinrichtungen aus der Praxis. Aber: Gleichzeitig wird darauf verwiesen, dass dieses sehr operationalisierte Vorgehen durchaus ein Quantensprung an Qualität sei, weil jetzt sehr differenziert auf die verschiedensten Bereiche der Förderung Rücksicht genommen werden könne, was vorher in diesem Umfang nicht unbedingt der Fall war. Durch die nunmehr gewählten Kriterien der Förderplanung gehe man jetzt auch

26. § 11 Abs. 1 S. 3; Abs. 3 JStVollzG NRW

27. vgl. auch Die Präsidentin des Landtags Nordrhein-Westfalen (Hrsg.), Bericht der Enquetekommission zur Erarbeitung von Vorschlägen für eine effektive Präventionspolitik in Nordrhein-Westfalen (zit. als EK III NRW 2010), http://www.aba-fachverband.org/fileadmin/user_upload/user_upload%202010/fachpolitik/EK_Praevension_Abschlussbericht.pdf. Zugriff vom 20.01.2021, hier: S. 182,

28. so § 12 JStVollzG NRW

29. § 10 Hessisches JStVollzG

30. § 12 Abs. 2 JStVollzG NRW

viel stärker in Richtung Ressourcenorientierung und damit nicht nur Feststellung dessen, was jemand nicht kann, sondern konzentriert darauf, an welchen vorhandenen Fähigkeiten und Fertigkeiten die vollzugliche Förderung ansetzen kann.

Andererseits zeigte die Evaluation des hessischen Jugendstrafvollzugs zwar, dass alle befragten jungen Inhaftierten zu Beginn der Haft einen Förderplan erhielten. Auch bejahten 64,4 Prozent der Probanden die Aussage eher oder voll, dass die im Förderplan genannten Maßnahmen hilfreich für die Zeit nach der Haft wären. 59 Prozent sahen die im Förderplan genannten Maßnahmen als durchaus ihren eigenen Wünschen und Zielen entsprechend an. Allerdings stimmten etwas mehr als die Hälfte der Probanden (52,6 Prozent) der Aussage eher oder voll zu, dass sie zu wenig Mitspracherecht gehabt hätten³¹. Die Erhöhung des Mitspracherechts bietet hier einen Ansatzpunkt, um eine bessere Akzeptanz und Bewertung des Förderplans insgesamt zu erreichen, nicht zuletzt auf dem Hintergrund, dass die Jugendstrafvollzugsgesetze eine Mitwirkungspflicht der jungen Inhaftierten vorschreiben. Die Förderplanung böte damit eine gute Ausgangsbasis einer positiven Erfahrung der Mitwirkungspflicht, der ja auch eine Verpflichtung der Hafteinrichtung zur Bereitstellung solcher Mitwirkungsmöglichkeiten entspricht.

2. Das „Curriculum“ jugendvollzuglicher Maßnahmen: die „Inhaltsbereiche der Förderung“

Die als zielführend angesehenen beziehungsweise bewerteten Gegenstände beziehungsweise Inhaltsbereiche vollzuglicher Förderung beziehungsweise Bildung werden vom Gesetzgeber benannt als die Auseinandersetzung mit den eigenen Straftaten und ihren Folgen, schulische Bildung, berufliche Qualifizierung sowie arbeitstherapeutische Angebote, soziale Rehabilitation und die verantwortliche Gestaltung des alltäglichen Zusammenlebens, der freien Zeit sowie der Außenkontakte³².

Die Auseinandersetzung mit der eigenen Straffälligkeit ist hier, wie schon vorgehend

herausgearbeitet, nicht als Umsetzung eines andauernden Schuldvorwurfs zu sehen, sondern als Versuch, in kontinuierlichem, angeleiteten Einzel- wie auch Gruppengespräch sich mit der eigenen Biographie, den Begleitumständen eigener Straffälligkeit und den eigenen, beeinflussbaren Anteilen an diesen Entwicklungen auseinanderzusetzen sowie daraus konstruktive Schlüsse für die künftige Lebensführung zu ziehen. Die Bearbeitung der Straftat und ihrer Kontexte ist insofern als dringliche Anfrage an den jungen Inhaftierten zu verstehen: „Was ist mit mir los, dass ich immer wieder rückfällig werde, dass ich in bestimmten Situationen ausraste, dass ich dem Gruppendruck nicht standhalten kann, dass ich mich dagegen nicht wehren kann, dass ich mich immer wieder auf Drogen einlasse, dass ich in die Dealer-Szene reingegangen bin?“. Diese und andere sind Fragestellungen unter der Zielsetzung, zumindest einmal über alternative Denk- und Handlungsoptionen nachzudenken beziehungsweise solche überhaupt einmal zu denken. Allerdings fielen in der Evaluation des hessischen Jugendstrafvollzugs die Bewertungen der jungen Inhaftierten der Gruppenmaßnahmen zur Auseinandersetzung mit der eigenen Straftat eher mäßig aus. Nur etwas mehr als ein Drittel der Probanden waren mit der Maßnahme zufrieden³³. Hier wäre näher zu untersuchen, welche Faktoren der Inhalte, der Methodik oder des umsetzenden Personals hierbei eine Rolle spielten.

Schulische und berufliche Qualifizierungen setzen an den vielfach vorhandenen und dokumentierten Defiziten der jungen Inhaftierten an, um sie wieder anschlussfähig an eine berufliche und soziale Teilhabe zu machen³⁴. Hier ist angesichts der zum Teil massiven Defizite sowie der in der Regel kurzen Verweildauern im Vollzug auf den hier umso mehr naheliegenden Aspekt der Nachsorge und Nachbegleitung zu verweisen, damit die Qualifizierungsansätze auch in Freiheit weitergeführt und vor allem auch -finanziert werden können³⁵. Die schulischen und beruflichen Maßnahmen, an denen nahezu alle Probanden teilnehmen mussten, wurden in der hessischen Untersuchung von den jungen Inhaftierten als zufriedenstellend bewertet, was insofern bedeutsam erscheint, als diese Bewertungen auch etwas über die

31. vgl. COESTER Marc, KERNER Hans-Jürgen, STELLMACHER Jost, ISSMER Christian & WAGNER Ulrich, „Die Evaluation des Hessischen Jugendstrafvollzugs - Hintergrund und Ergebnisse des Forschungsprojekts sowie Implikationen für die künftige Praxis und Forschung“, in MARKS Erich & STEFFEN Wiebke (Hrsg.), *Prävention und Freiheit. Zur Notwendigkeit eines Ethik-Diskurses. Ausgewählte Beiträge des 21. Deutschen Präventionstages 2016, Forum-Verlag Godesberg, Mönchengladbach 2017, hier: S. 257.*

32. vgl. z.B. § 4 Abs. 3 JStVollzG NRW

33. vgl. COESTER Marc et al., „Die Evaluation...“, hier: S. 257.

34. vgl. unter anderem OSTENDORF Heribert, „Vorbemerkungen“, in OSTENDORF Heribert (Hrsg.), *Jugendstrafvollzugsrecht – Handbuch, Nomos, Baden-Baden, 2012a, S. 60ff.*

35. vgl. beispielsweise EK III NRW 2010, S. 143

Akzeptanz der Maßnahmen bei den jungen Inhaftierten aussagen³⁶.

Arbeitstherapeutische Angebote richten sich an diejenigen jungen Inhaftierten, die aus den unterschiedlichsten Gründen zu kontinuierlicher, konzentrierter und längerer Arbeitstätigkeit (oder auch Lerntätigkeit) noch nicht in der Lage sind und erst darauf vorbereitet werden müssen. Solche Angebote schaffen für diese einen Ansatz, überhaupt einmal Erfolge haben, wenn sie sich ein wenig konzentrieren, anstrengen, ein einfaches Werkstück herstellen und zwei oder drei Stunden durchhalten.

Soziale Rehabilitation umfasst alle Förderangebote und Trainingsmaßnahmen mit dem Ziel des systematischen Erlernens eines tragbaren, nicht-straftälligen und im Sinne des Vollzugsziels angemessenen Sozialverhaltens. Hierzu gehören Anti-Gewalt-Programme, Suchtpräventionsprogramme et cetera, aber auch Väter- und Mütter-Kurse, Knigge-Kurse und ähnliche Angebote. In der Evaluation des hessischen Jugendstrafvollzugs war die Bewertung der gewaltpräventiven Maßnahmen durch die jungen Inhaftierten zufriedenstellend. Weiterhin stimmte eine große Mehrheit der Probanden eher oder voll der Position zu, durch die jeweilige Maßnahme gelernt zu haben, mit Konflikten besser umgehen zu können, andere Meinungen mehr akzeptieren zu können und auf Provokationen gelassener reagieren zu können³⁷.

Die verantwortliche Gestaltung des alltäglichen Zusammenlebens zielt auf die Notwendigkeit, im Hier und Jetzt und unter nicht einfachen Bedingungen die zukünftige Gestaltung des eigenen Alltags jenseits der Erwerbstätigkeit oder auch unter Bedingungen von Arbeitslosigkeit in den Blick zu nehmen, zu antizipieren und soweit als möglich unter den vollzuglichen Bedingungen, zum Beispiel im Rahmen von Wohngruppen, dessen produktive Bewältigung im Sinne des Vollzugsziels einzuüben³⁸. Lange konzentrierte man sich auf die Applikation isolierter spezifischer Programme, auf Anti-Aggressivitätstraining, kognitive Trainingsansätze und vieles mehr. Dass jedoch der Alltag von morgens bis abends selbst ein Dauertraining sozialen Verhaltens ist, von der Ansprache des Weckens über das gemeinsame Frühstück (sofern überhaupt möglich), den Gang zur Arbeit, den Aufenthalt mit anderen in der Schulabteilung, am Arbeitsplatz oder in der Berufsausbildung

bis hin zur Gestaltung der Freizeit, der Essenszubereitung in der Wohngruppe (Was wollen wir morgen kochen? Wollen wir überhaupt zusammen etwas kochen? Machen wir uns alleine etwas zu essen?), wird häufig übersehen oder vernachlässigt. Der Alltag ist nunmehr mit der gesetzlichen Regelung ein eigener, wesentlicher Gestaltungsbereich. Dort ereignen sich pädagogische Prozesse ständig und in konzentrierter Form, unter anderem in den alltäglichen Aushandlungsprozessen des sozialen Miteinanders, den Grenzüberschreitungen einzelner, den Reaktionen darauf, der Durchsetzung der Hausordnung (oder eben auch nicht), dem sich nach einer Aufwallung wieder zurücknehmen, dem sich auch einmal für etwas entschuldigen, letztlich also dem Miteinanderleben. Hier geht es nicht um die hehren theoretischen Werte der Gesellschaft, sondern: irgendwer hat wieder fünf Tage lang im Kühlschrank verschimmeltes Brot liegen lassen, die Toilette ist nicht sauber, im Wohnbereich sieht es aus wie im Schweinestall, jemand hat sich in das Waschbecken erbrochen und dieses anschließend nicht gereinigt. Es sind die klassischen Mühsamkeiten, die sich in jedem Haushalt in Freiheit auch abspielen. Damit handelt es sich um gute Vorübungen für das Leben nach der Haft, wenn man eines Tages selbst vielleicht eine Familie hat oder allein beziehungsweise zu zweit in einer kleinen Wohnung lebt.

Gerade der Wohngruppenvollzug dient dieser Einübung sozialverträglichen Zusammenlebens sowie der Übernahme von Verantwortung für sich und andere³⁹. Er soll den jungen Inhaftierten ermöglichen, ihren Vollzugsalltag weitgehend selbstständig zu regeln. Zu einer Wohngruppe gehören neben Hafträumen weitere Räume und Einrichtungen zur gemeinsamen Nutzung. Sie soll durch fest und dauerhaft zugeordnete Bedienstete betreut werden. Die Wohngruppe bietet allerdings per se auch Möglichkeiten subkulturellen Einflusses. Sie besteht nicht aus Menschen, mit denen man normalerweise zusammenleben müsste oder gar wollte, sondern sie besteht leider zunächst aus einer Negativselektion junger Menschen, die zeitweise miteinander oder nebeneinander leben müssen. Sie ist auch kein Abbild einer familienähnlichen Struktur und ist derart auch nicht ohne weiteres und für alle jungen Inhaftierten ein angemessenes positives Übungsfeld für ein Leben im Sinne des Vollzugsziels.

36. vgl. COESTER Marc et al., „Die Evaluation...“, hier: S. 256.

37. vgl. *Ibid*, hier: S. 257.

38. vgl. § 17 Abs. 4 JStVollzG NRW

39. vgl. auch EK III NRW 2010, S. 186, Nr. 18.

Nachzudenken ist darüber, ob es unter den Inhaftierten junge Menschen gibt, die einer sehr individuellen Förderung und Begleitung bedürfen und für die eine Wohngruppe mit ihren Risiken und Nebenwirkungen eher kontraindiziert ist. So wurden in der hessischen Rückfalluntersuchung solche Maßnahmen von den jungen Inhaftierten als besonders positiv erlebt, die einen Einzelbetreuungscharakter hatten (zum Beispiel ehrenamtliche Betreuung, psychotherapeutische Maßnahmen) oder freizeitorientiert (unter anderem Sportmaßnahmen oder Computerkurse) waren⁴⁰.

Die mit der Institution des Vollzugs gegebene strukturelle Konzentration problematischer Verhaltensmodelle junger Inhaftierter auf engstem Raum sowie die damit gegebene Gefahr einer „negativen Ansteckung“ und dissozialen Subkulturbildung ist in ihren bedenklichen Auswirkungen nicht zuletzt durch die enge Begleitung seitens des Personals (zum Beispiel Bezugsbetreuersysteme), ein breites, motivierendes und aktivierendes, auch partizipativ angelegtes Förderprogramm sowie durch vielerlei vollzugsöffnende Maßnahmen in gewissen Grenzen reduzierbar, wenngleich nicht zu beseitigen. Zumindest ist immer wieder zu versuchen, die jungen Inhaftierten mit anderen, normkonformen (jungen) Menschen außerhalb der Hafteinrichtung zusammenzubringen, mit den Jugend- und Heranwachsendenabteilungen von Sportvereinen, der freiwilligen Feuerwehr, dem Roten Kreuz, Orten und Gelegenheiten, an denen prosozial eingestellte junge Menschen präsent sind, die zum einen alternative positive Verhaltensmodelle im Sinne des Vollzugsziels darstellen und die zum anderen zumindest ein gewisses nachhaltig angelegtes Beziehungs-, Aktivitäts- und Qualifizierungsangebot unterbreiten⁴¹.

Nicht zuletzt zur Unterbindung negativer subkultureller Einflüsse ist ein von sinnvollen Aktivitäten geprägter und strukturierter Alltag eine wesentliche Voraussetzung⁴². Deshalb war eine zentrale Reformforderung der Jugendstrafvollzugsgesetzgebung die Vorhaltung eines umfassenden Freizeitangebots auch an den Wochenenden und Feiertagen, um der

dann grassierenden Langweile etwas entgegenzusetzen. Allerdings haben nur Nordrhein-Westfalen und Berlin einen entsprechenden Passus in die Jugendstrafvollzugsgesetze aufgenommen⁴³.

Die gleichen Überlegungen gelten für die gegenwärtige und zukünftige Gestaltung der freien Zeit insgesamt⁴⁴. Dieser Bereich ist im Hinblick auf das Vollzugsziel nicht allein der Rekreation und Entspannung beziehungsweise dem „Abhängen“ überlassen. Auch hier findet materiales und soziales Lernen statt, auch hier ist ein Ort der Vorbereitung auf die Zeit nach der Haftentlassung zu sehen, in der je nach den Umständen sehr viel freie Zeit ohne Arbeitstätigkeit und mit all ihren Verführungen zur Verfügung steht. Andererseits beinhaltet die unter anderem von Dünkel⁴⁵ vorgetragene Forderung nach einem von sinnvollen Aktivitäten geprägten „durchstrukturierten“ Alltag zur Unterbindung subkultureller Einflüsse eine gewisse pädagogische Ambivalenz im Hinblick auf die Rückkehr in die Freiheit. Ein seitens der Hafteinrichtung qualitativ hochwertiger und entsprechend von morgens bis abends entsprechend der Förder- beziehungsweise Vollzugsplanung von der Hafteinrichtung durchstrukturierter Alltag, bei dem im Grunde fast keine freien Zeiten mehr zur tatsächlich eigenen Verfügung bleiben, sondern jede verfügbare Minute dem in der Tat so bedeutsamen schulischen, beruflichen und sozialen Lernen gewidmet ist, überlässt dem jungen Menschen eben auch kaum eine Entscheidung darüber, was er oder sie mit vorhandener „freier“ Zeit anfangen will. Zudem lässt eine solche „Verplanung“ kaum unterschiedliche, mit den Fachkräften reflektierte Erfahrungen des Umgangs mit freier Zeit als Lernchance zu, sei es als Langweile, Empfindung, die Zeit totzuschlagen, Frustration zu erleben, Empfindungen der Leere zu spüren, sich betäuben zu wollen, etwas auszuhecken, um wenigstens durch Störung der Ordnung Bewegung in die bleiern erscheinende Zeit zu bringen oder eben die Motivation, im Sinne des Vollzugsziels kreativ zu werden bzw. sich durch die Freizeitangebote anregen zu lassen. Erfah-

40. vgl. COESTER Marc et al., „Die Evaluation...“, 2017, hier: 256; vgl. auch die Ausführungen zur zunehmenden Individualisierung von Erziehungshilfen für besonders problembelastete Jugendliche bei LORENZ Heike, „Individualpädagogik – Erlebnispädagogik. Schnittmengen und Differenzen“, in BUCHKREMER Hansjosef & EMMERICH Michaela (Hrsg.), *Individualpädagogik im internationalen Austausch*, Dr. Kovac, Hamburg, 2008, S. 98ff.

41. so beispielsweise die Jugendanstalt Hameln; siehe Jugendanstalt Hameln, *Feuerwehrgrundausbildung „Truppmann 1“*, <https://jugendanstalt-hameln.niedersachsen.de/themen/ehrenamt/feuerwehrprojekt/feuerwehrgrundausbildung-104934.html>, Zugriff vom 26.01.2021.

42. vgl. DUENKEL Frieder, *Jugendstrafvollzugsgesetzgebung...*, S. 425

43. vgl. § 55 Abs. 1 JStVollzG NRW und § 62 Abs. 1 BlnJStVollzG

44. vgl. dazu schon STELLY Wolfgang & THOMAS Jürgen, *Wege aus schwerer Jugendkriminalität*, Institut für Kriminologie der Universität Tübingen, Tübingen, 2004, <http://psydok.psycharchives.de/jspui/bitstream/20.500.11780/3382/1/Wegegesamt.pdf>. Zugriff vom 02.02.2021, S. 265

45. DUENKEL Frieder, *Jugendstrafvollzugsgesetzgebung...*, S. 425

rungen, welche vor der Inhaftierung sicher in vielen Fällen schon vorhanden waren, pädagogisch aber nicht aufgegriffen wurden und jetzt in der Haft sehr wohl das Material einer reflektierenden und animierenden Begleitung durch das Personal und mit den inhaftierten jungen Menschen darstellen können.

Auch für die Ausgestaltung der Außenkontakte zur eigenen Familie, zu Freunden und Freundinnen oder Bekannten und schließlich für die vollzugsöffnenden Maßnahmen gilt die Überlegung, hier frühzeitig in der Haft schon Übungs- und Erprobungsräume für die Rückkehr in die oftmals auch schwierige Freiheit zu schaffen und zu gestalten, um schon vor der Inhaftierung existierende, möglicherweise hilfreiche Sozialbeziehungen aufrechtzuerhalten oder gegebenenfalls auch die Gelegenheit für neue solcher nicht-delinquenten tragfähigen Beziehungen zu schaffen⁴⁶. Auch hier wie bei allen anderen vorgängigen Ausführungen ist immer wieder einem leider im politischen Raum und in der nicht informierten Öffentlichkeit verbreiteten Missverständnis zu begegnen: Die jungen Inhaftierten werden mit all den genannten Lerngelegenheiten nicht noch für ihre Straftaten belohnt und zu weiteren solchen ermutigt. Selbst auf Seiten des Vollzugspersonals wird immer wieder die Frage gestellt, was denn an einem solchen „Hotelvollzug“ noch Strafe sei. Eine solche Auffassung ist naheliegend, verkennt aber die ethische Verpflichtung und fachliche Notwendigkeit, die jungen inhaftierten Menschen mit zivilgesellschaftlich akzeptierten Formen des Umgangs und Miteinander-Lebens vertraut zu machen anstatt sie davon auszuschließen und sie durch einen Umgang wie in Straflagern zu Barbaren werden zu lassen⁴⁷. Die dunklen Seiten des Lebens sind vielen von ihnen sehr vertraut und schrecken sie nicht ab. Die große Aufgabe ist es, sie mit, dann aber auch Erfolg versprechenden, Möglichkeiten einer legalen, straffreien und dennoch befriedigenden Lebensführung vertraut zu machen und sie auch entsprechende positive Erfahrungen machen zu lassen. Dies ist aber nur durch Förderung im oben genannten Sinne und nicht durch fortgesetzte Bestrafung möglich.

3. *Übergang in die Freiheit, die Nachsorge und Zusammenarbeit mit Dritten*

Auch der Jugendstrafvollzug kann mit den ihm zur Verfügung stehenden begrenzten Mitteln bei weitem nicht alle eigentlich anstehenden Resozialisierungs- beziehungsweise Integrationsaufgaben angehen, die im Einzelfall angesichts mehrfacher Problembelastungen zur Bearbeitung anstehen. Mittlerweile setzt sich die Ansicht durch, dass der Übergang aus einem mehr oder weniger hoch strukturierten und verregelten Alltag einer Haftenrichtung in die meist unsicheren oder ungesicherten Lebensverhältnisse in der Freiheit mit vielfältigen Belastungen und Herausforderungen verbunden ist, die viele haftentlassene Menschen überfordern, wenn sie diese allein bewältigen wollen. Die Folge sei dann ein Rückfall in gewohnte (delinquente) Verhaltensmuster sowie der Rückfall in erneute Straffälligkeit. Generell gilt, dass die Rückfallgefahr in den ersten Monaten nach Haftentlassung besonders hoch ist, je jünger die Haftentlassenen sind. Zumindest erscheint die Annahme plausibel, dass begleitende Stabilisierungshilfen im Rahmen der Bewährungshilfe oder auf freiwilliger Basis bei Vollverbüßung der Haftzeit zumindest dazu beitragen können, das Vollzugsziel einer nicht-straffälligen Lebensführung besser zu erreichen als ohne solche Angebote.⁴⁸ Immerhin wurden in der Evaluation des hessischen Jugendstrafvollzugs sowohl entlassungsvorbereitende Maßnahmen im Rahmen des Übergangsmangements als auch alltagspraktische Übungen von den jungen Inhaftierten recht positiv bewertet⁴⁹. Andererseits deuten verschiedene Untersuchungen darauf hin, dass die Lebenslagen inhaftierter junger Menschen nach Beendigung der Inhaftierung unverändert von deutlichen und eher rückfallbegünstigenden psychosozialen Belastungen geprägt sind. Auszugehen ist von nach wie vor hoher Gewaltbereitschaft (77 Prozent) und Impulsivität (46 Prozent) der Haftentlassenen, weiterhin fehlenden Schulabschlüssen (50 Prozent), andauernder potentieller Suchtgefährdung (46 Prozent) und vorhandenen Schulden von im Mittel circa 5.000 Euro zum Ende der Haftzeit bei 71 Prozent. Bei 25 Prozent lag der Betrag noch höher⁵⁰. Bemerkenswerterweise fiel

46. § 42 JStVollzG NRW

47. vgl. z.B. zur zerstörenden Wirkung der sowjetischen Straflagern unter Stalin SCHALAMOW Warlam, *Durch den Schnee. Erzählungen aus Kolyma I*, Matthes und Seitz, Berlin, 2007, Band 1 und 2.

48. vgl. dazu WIRTH Wolfgang, „Steuerung und Erfolgskontrolle im Übergangsmangement“, in MAELICKE Bernd & SUHLING Stefan (Hrsg.), *Das Gefängnis auf dem Prüfstand*, Springer, Wiesbaden, 2018, S. 501f.

49. vgl. COESTER Marc et al., „Die Evaluation...“, S. 256.

50. vgl. beispielsweise HARTENSTEIN & HINZ 2014, S. 125 für den sächsischen Jugendvollzug; BIESCHKE 2014, S. 234 für die Sozialtherapeutische Abteilung der Jugendanstalt Neustrelitz.

zumindes in der Evaluation des hessischen Jugendvollzuges die Notenbewertung zur Schuldenberatung am Schlechtesten von allen Maßnahmen aus. Nur etwas mehr als ein Drittel der befragten jungen Inhaftierten schien mit der Beratung zufrieden zu sein und hatten diese mit der Note 1 oder 2 bewertet. 39,4 Prozent bewerteten die Schuldenberatung mit der Note 4 oder 5⁵¹. Wenn doch gerade die Schuldenproblematik eine erhebliche Hypothek für einen Neuanfang bedeutet, ist hier näher zu untersuchen, weshalb die Kritik an entsprechenden Hilfeangeboten so deutlich ausfällt.

Nur bei 42 Prozent der jungen Inhaftierten waren zum Entlassungszeitpunkt intakte Elternbindungen zu verzeichnen⁵². Die internen Förderangebote des Jugendvollzuges beeinflussen die milieu- und lebensweltbezogenen Variablen kaum, weil sie „dem Jugendlichen kein anderes Milieu schaffen können und ein anderer Freundes- und Bekanntenkreis meist auch nicht zur Verfügung steht. Damit aber sind Rückfälle in vielen Fällen vorprogrammiert“⁵³.

Wenn es denn zutrifft, dass auf der einen Seite die Peers als Verstärker, wenn nicht sogar als Ursache sozial auffälligen Verhaltens fungieren und sich andererseits Jugendliche bei ähnlichen Problemlagen im „Durchhalten“ der Abwendung von delinquentem Verhalten bestärken können, dann erscheint die Empfehlung „Weg von den delinquenten Peers!“, um den Prozess der Peerverstärkung delinquenten Verhaltens zu durchbrechen beziehungsweise die Loslösung von den Peers vorwegzunehmen, nur bei einem Teil der Probanden angemessen⁵⁴. Gerade bei Jugendlichen, deren Peers aus demselben Wohngebiet kommen und die längere Freundschaften miteinander verbinden, ist ein solcher Ansatz eher wenig erfolgversprechend. Hier bietet sich eher ein gruppenbezogenes, jugendhilfebasiertes Hilfs- beziehungsweise Unterstützungsangebot an. Da Peers in dieser Lebensphase als Orientierungspunkt sehr zentral sind, kann eine gruppenbezogene sozialpädagogische Arbeit (beispielsweise in Form von Stadtteilarbeit) hier sogar erfolgversprechender sein als

eine individuelle Betreuung (ebd.). Dies aber setzt voraus, dass entsprechende Erkenntnisse verbreitet werden, dass die betroffenen Akteure inklusive des Jugendstrafvollzugs miteinander im Austausch stehen und die kommunale Jugendhilfe beziehungsweise Jugendarbeit auf entsprechende Bedarfe reagiert.

So müssen die im Jugendvollzug angebotenen „Befähigungsmaßnahmen“⁵⁵ als zwar notwendige, doch nicht hinreichende Maßnahmen klassifiziert werden, die in vielen Fällen geradezu zwingend zu ergänzen sind durch entsprechende Anschluss- beziehungsweise Stabilisierungshilfen in Zusammenarbeit mit den hier zuständigen ambulanten Diensten der Bewährungshilfe, der Straffälligenhilfe, der Jugendhilfe und weiterer in Betracht kommender Träger⁵⁶.

§ 45 Abs. 1 JStVollzG NRW schreibt die gemeinsame, von der Hafteinrichtung und dem inhaftierten jungen Menschen zu leistende Haftentlassung vor. So sollen den jungen Menschen Kontakte zu außervollzuglichen Organisationen und Bildungsstätten sowie Stellen und Personen ermöglicht werden, die ihnen nach der Entlassung persönliche und soziale Hilfestellung leisten können. Die Personensorgeberechtigten und gegebenenfalls das Jugendamt sowie der ambulante Soziale Dienst der Justiz sind von der bevorstehenden Entlassung zu unterrichten und nach Möglichkeit in die Planungen einzubeziehen. Ebenso sollen frühzeitig vor dem voraussichtlichen Entlassungstermin die Hafteinrichtungen mit öffentlichen Stellen, freien Trägern sowie anderen Organisationen und Personen zusammenarbeiten, um mit den jungen Inhaftierten eine geeignete Ausbildungsstätte oder Arbeit, eine angemessene Unterkunft und ein stabilisierendes soziales Umfeld vorzubereiten.

Zur Integration in den Arbeitsmarkt sollen zudem durch vollzugsübergreifende Zusammenarbeit die Ausbildungs- und Beschäftigungsperspektiven der inhaftierten jungen Menschen verbessert werden⁵⁷. Damit angesprochen ist die immer noch verbesserungsbedürftige vollzugsübergreifende Zusammenarbeit mit den ambulanten sozialen Diensten der Justiz, den Einrichtungen

51. vgl. COESTER Marc et al., „Die Evaluation...“, S. 258.

52. vgl. KERNER Hans-Jürgen, STELLMACHER Jost, COESTER Marc, WAGNER Ulrich et al., *Systematische Rückfalluntersuchung im Hessischen Jugendvollzug. Abschlussbericht über eine empirische Studie zur Legalbewährung bzw. zur Rückfälligkeit von jungen männlichen Gefangenen der Entlassungsjahrgänge 2003 und 2006*, Eigenverlag, Tübingen und Marburg, 2011 (Schlussbericht), S. 12ff.

53. EGG Rudolf, „Wird der Jugendstrafvollzug dem Erziehungsziel gerecht?“, in *Forum Strafvollzug* (63/1), hier: S. 50.

54. vgl. STELLY Wolfgang & THOMAS Jürgen, *Wege aus...*, S. 265.

55. WIRTH Wolfgang, „Jugendliche im Jugendstrafvollzug: Von quantitativen Rückblicken zu qualitativen Ausblicken“, in KAPLAN Anne & ROOS Stefanie (Hrsg.), *Delinquenz bei jungen Menschen – Ein interdisziplinäres Handbuch*, Springer, Wiesbaden, 2021, hier: S. 454.

56. *Ibid.*

57. z.B. § 45 Abs. 2 JStVollzG NRW

der Freien Straffälligenhilfe, den Schulen und Berufsschulen sowie den Arbeitsagenturen und Jobcentern sowie insbesondere auch der Jugendhilfe⁵⁸, zusammengefasst unter dem Begriff des „Übergangsmanagements“ und der „Übergangsbegleitung“.

Weibliche Inhaftierte im Jugendstrafvollzug

Hinzuweisen ist in diesem Zusammenhang auf die schwierige Lage junger Frauen im Jugendstrafvollzug. Für sie gibt es vergleichsweise wenige Plätze, die oft wohnortfern und in der Regel im Erwachsenenstrafvollzug verortet sind, so dass die Aufrechterhaltung sozialer Beziehungen beziehungsweise der Kontakt zu den relevanten Einrichtungen und Organisationen am Wohnort deutlich erschwert ist⁵⁹. Hauptsächlich verbüßen junge Frauen kurze Freiheitsstrafen oder Ersatzfreiheitsstrafen. Etwa die Hälfte der Frauen im Vollzug leidet an einer Betäubungsmittelabhängigkeit. Die häufig vergleichsweise schlechtere Ausbildungssituation führt nach der Haftentlassung zu geringeren Beschäftigungsquoten sowie einem höheren Anteil von Sozialhilfeleistungen und prekären Lebenslagen. In Deutschland waren am 31. August 2016 nur 136 weibliche Jugendliche inhaftiert⁶⁰. Es gibt keine eigenständigen Hafteinrichtungen für straffällige Mädchen und junge Frauen. Hier besteht die Herausforderung darin, einen frauenspezifischen Behandlungsansatz zu entwickeln, der den komplexen Problemlagen inhaftierter junger Frauen eher gerecht wird als die jetzige Praxis. Die Jugendhafteinrichtung Iserlohn ist die erste dieser Einrichtungen in Deutschland, welche unter der Perspektive der Koedukation eine eigene Abteilung für Mädchen und junge Frauen eingerichtet hat und mit einem spezifischen, auf diese Zielgruppe konzentrierten Förderprogramm eine koedukative Unterbringung ermöglicht. Zu überlegen ist hier die Einrichtung einer Mutter-Kind-Station für diejenigen jungen Mütter, bei denen prognostisch die Wahrscheinlichkeit gegeben ist, dass sie ihre Mutterfunktion auch ausüben können.

Offener Vollzug und Vollzug in freien Formen

Ein im Grundsatz bedeutendes Gestaltungsmittel ist der offene Vollzug in einer Justizvollzugsanstalt ohne oder mit verminderten Sicherheitsvor-

kehrungen. Hier haben die inhaftierten Menschen mehr Bewegungsfreiheit im Innern und leichtere Möglichkeiten für vollzugsöffnende Maßnahmen, wenn Flucht- und Missbrauchsgefahr hinreichend sicher ausgeschlossen werden können. Der offene Vollzug ist der bessere Vollzug für eine Resozialisierung. Er ist zwar nicht der Regelvollzug in quantitativer Hinsicht, qualitativ jedoch ist er als „Vorrangvollzug“ zu betrachten. Auch und gerade hier sollten Aus- und Weiterbildung regelmäßig außerhalb der Vollzugseinrichtung ermöglicht werden. Dies gilt ebenso für therapeutische Maßnahmen⁶¹. So ist im Jugendbereich der offenen Justizvollzugseinrichtung Gießen in Hessen der Vollzugsalltag im Wohngruppenvollzug organisiert. Elf junge Inhaftierte können dort untergebracht werden. Es finden wöchentliche Gruppengespräche, moderiert durch eine Sozialpädagogin oder den Stationsdienst, statt. Auf der Wohngruppe befinden sich eine Gemeinschaftsküche und ein Freizeitraum. Die jungen Inhaftierten sollen zu sinnvoller Freizeitgestaltung angeleitet werden unter anderem durch das Angebot einer Laufgruppe sowie durch ein Kunstprojekt, welches von einer externen Kunstpädagogin geleitet wird. Zudem erhalten die jungen Inhaftierten die Möglichkeit, sich in Vereinen außerhalb der Anstalt sportlich oder kreativ-musisch zu betätigen⁶². Ein weiteres Ziel ist die Vermittlung der inhaftierten jungen Menschen in ein Ausbildungs- oder Arbeitsverhältnis außerhalb der Einrichtung. Auch der Besuch einer Schule in der näheren Umgebung zur Erlangung eines schulischen Abschlusses ist von hier aus möglich. Für den offenen Vollzug als nicht geeignet angesehen werden besonders sucht- und fluchtgefährdete inhaftierte Menschen oder solche, die bereits eine Vollzugslockerung (Urlaub beziehungsweise Ausgang) missbraucht haben, sowie diejenigen, gegen die ein Auslieferungs-, Ausweisungs-, Ermittlungs- beziehungsweise Strafverfahren anhängig ist.

Unabhängig von dem je nach Bundesland sehr unterschiedlichen Stellenwert des offenen Vollzuges werden jedoch nirgends die Platzkapazitäten vollständig genutzt. Auch über die Zeit hinweg wird sichtbar, dass der offene Vollzug als Form des begleiteten Übergangs in die Freiheit, als Baustein zur Erprobung neu erlernter oder wieder entdeckter Verhaltensweisen im Sinne des Vollzugsziels und damit als Mittel indizierter Prävention in den vergangenen Jahrzehnten an Bedeutung verloren

58. vgl. WIRTH Wolfgang, „Jugendliche...“, hier: S. 456.

59. vgl. EK III NRW 2010, 138; auch MICHELS Maren, „Straffällig gewordene Frauen“, in MAELICKE Bernd & SUHLING Stefan (Hrsg.), *Das Gefängnis auf dem Prüfstand*, Springer, Wiesbaden, 2018, hier: S. 388.

60. vgl. MICHELS Maren, „Straffällig gewordene Frauen“, hier: S. 393.

61. vgl. OSTENDORF Heribert, „§ 2 Vollzugsplanung“, in OSTENDORF Heribert (Hrsg.), *Jugendstrafvollzugsrecht – Handbuch, Nomos, Baden-Baden, 2012c, S. 130f.*

62. vgl. *Informationen der Homepage der JVA Gießen*, <https://justizvollzug.hessen.de/justizvollzug/jva-gie%C3%9Fen/offener-vollzug>, Zugriff vom 14.02.2021.

hat⁶³. Bemerkenswert ist zudem, dass der Anteil Jugendstrafgefangener im offenen Vollzug deutlich geringer ausfällt als im Erwachsenenvollzug⁶⁴. Allerdings liegen nur wenige empirische Studien vor, welche die Legalbewährung der aus dem offenen Vollzug Entlassenen untersuchten⁶⁵.

Die Form des „Jugendstrafvollzugs in freien Formen“ ermöglicht es, den Vollzug außerhalb einer Justizvollzugseinrichtung in einer stationären Einrichtung der Jugendhilfe oder auch in einer Wohngemeinschaft mit Hauseltern durchzuführen⁶⁶. So bestimmt § 14 Abs. 5 JStVollzG NRW, dass junge Inhaftierte mit ihrer Zustimmung im Vollzug in freien Formen untergebracht werden, wenn sie dessen besonderen erzieherischen Anforderungen genügen. Allerdings wurde nach einem gescheiterten ersten Ansatz diese Vollzugsform erst einmal auf Eis gelegt. Dagegen werden in Baden-Württemberg in zwei Einrichtungen der Jugendhilfe, dem „Seehaus“ in Leonberg sowie dem „Projekt Chance Creglingen-Frauental“, Plätze für jeweils 15 männliche junge Inhaftierte der Jugendanstalt Adelsheim vorgehalten. Besondere bauliche Sicherungen weisen beide Einrichtungen nicht auf. Allerdings bleibt auch in solchen Einrichtungen der formale Status des „Gefangenen“ erhalten. Die jungen Inhaftierten durchlaufen ein auf dem Stufenprinzip basierendes Trainingsprogramm, welches ihnen zunehmend mehr Freiheiten und Teilhabemöglichkeiten bietet. Prosoziales Lernen wie auch eine „positive Gruppenkultur“ sind wesentliche Bestandteile der Förderung. Schulische und berufliche Qualifizierungsangebote, handwerklich-praktische Arbeiten, Sport und Freizeitangebote sind weitere Programmbestandteile, ebenso eine integrierte Nachbetreuung⁶⁷. Bis Ende 2013 durchliefen 278 junge Menschen diese Haftform, von denen 170 bis zur Entlassung in diesen beiden Einrichtungen verblieben (= 59 Prozent). Festzustellen sind jedoch diesbezüglich erhebliche Unterschiede zwischen beiden Einrichtungen (Creglingen: Haltequote bei etwa 80 Prozent, Seehaus deutlich darunter). 118 junge Inhaftierte wurden vorzeitig zurückverlegt (disziplinarische Gründe; eigener Rückverlegungswunsch; unerlaubtes Entfernen aus der Einrichtung; formale Gründe). Möglicherweise hängen

hohe Abbruchquoten mit der unterschiedlichen konzeptionellen Gestaltung beider Einrichtungen zusammen (enges Regelwerk, Beurteilungssystem, religiöse Beeinflussung). Bedeutsame Vorkommnisse beziehungsweise Sicherheitsgefährdungen der Anwohner waren nicht zu verzeichnen. Als Vorteil dieser Vollzugsform wird die Gewährung von deutlich mehr Freiheiten und Mitgestaltungsmöglichkeiten, eine geringere Dominanz des Sicherheits- und Ordnungsgedankens, die Ermöglichung tragfähiger Beziehungen, ein geringerer subkultureller Einfluss sowie eine insgesamt deutlich reduzierte Diskrepanz zwischen dem Leben in der Einrichtung und dem Alltag in Freiheit entsprechend dem Angleichungsgrundsatz hervorgehoben⁶⁸. Die Analyse der Rückfallraten aller 88 Absolventen des Vollzugs in freien Formen, die zwischen März 2004 und Januar 2010 entlassen wurden, für den dreijährigen Risikozeitraum, basierend auf den Daten des Bundeszentralregisters, zeigen allerdings, dass die aus dem Vollzug in freien Formen Entlassenen sich hinsichtlich ihrer Legalbewährung nur geringfügig vom geschlossenen Regelvollzug unterscheiden. Auch wenn es sich hier um eine Positivauswahl handelt, sind aufgrund der Selektionskriterien beispielsweise das niedrige Alter und die Überrepräsentation mittlerer Strafzeiten als rückfallbegünstigende Faktoren zu berücksichtigen⁶⁹.

Freiwilliger Verbleib in der Haftenrichtung nach Haftende

Bei den Überlegungen zur Jugendstrafvollzugsgesetzgebung spielte die Frage der Nachsorge und Nachhaltigkeitssicherung jugendvollzuglicher Qualifizierungsbemühungen eine zentrale Rolle im Hinblick auf die Erreichung des Vollzugsziels. Neben der Möglichkeit vollzugsöffnender Maßnahmen, der nachhaltigkeitsorientierten Gestaltung der Entlassungsvorbereitung, der Übergangsgestaltung in die Freiheit und den Ansätzen einer stabilisierenden Nachbegleitung entweder im Rahmen von Bewährungsaufgaben bei Haftentlassung auf Bewährung oder auf freiwilliger Basis nach Verbüßung der Endstrafe wurde zudem die Möglichkeit eines zeitlich begrenzten freiwilligen Verbleibs in der Haftenrichtung beim Vorliegen

63. vgl. PRAETOR Susann, „Anspruch und Wirklichkeit – Zur Auslastung des offenen Vollzuges in Deutschland“, in *forum kriminalprävention* (4/2016), S. 6f.

64. vgl. DUENKEL Frieder, GENG Bernd & VON DER WENSE Moritz, „Entwicklungsdaten zur Belegung, Öffnung und Lockerungspraxis im Jugendstrafvollzug“, in *Zeitschrift für Jugendkriminalrecht und Jugendhilfe* (3/2015), S. 233.

65. z.B. SUHLING Stefan & REHDER Ulrich, „Zum Zusammenhang zwischen Vollzugslockerungen, Unterbringung im offenen Vollzug und Legalbewährung bei Sexualstraftätern“, in *Forensische Psychiatrie, Psychologie, Kriminologie* (3/2009), S. 37–46.

66. vgl. zum Folgenden WALKENHORST Philipp & FEHRMANN Sarah, „Jugendarrest...“, S. 294f.

67. vgl. STELLY Wolfgang & THOMAS Jürgen, *Evaluation des Jugendstrafvollzugs in Baden-Württemberg – Bericht 2013/2014*, <https://www.jura.uni-tuebingen.de/einrichtungen/ifk/homepages/stelly/veroeffentlichungen/evaluationsbericht-jugendstrafvollzug-2013-2014>, Zugriff vom 13.02.2021, S. 42.

68. vgl. STELLY Wolfgang & THOMAS Jürgen, „Evaluation...“, S. 44; siehe auch BIENDL Christian, *Jugendstrafvollzug in freier Form – am Beispiel des ‚Projekt Chance‘*. Hartung-Gorre, Konstanz, 2005, S. 112ff.

69. vgl. dazu STELLY Wolfgang & THOMAS Jürgen, „Evaluation...“, S. 46.

wichtiger Gründe geschaffen. Der junge Mensch hat hier die Möglichkeit, auf Kosten der Justiz oder gegebenenfalls unter finanzieller Mitbeteiligung nach Haftende freiwillig für eine bestimmte Zeit in der Hafteinrichtung unter Einhaltung ihrer Hausordnung zu verbleiben. So kann beispielsweise nach § 28 Abs. 1 Hessisches JStVollzG die Hafteinrichtung dem jungen Inhaftierten auf Antrag gestatten, nach Entlassung eine im Vollzug begonnene Bildungsmaßnahme fortzuführen und abzuschließen, soweit 1. dies anderweitig nicht möglich oder nicht zumutbar ist, 2. dies zum Erreichen des Erziehungsziels erforderlich ist, 3. der Abschluss der Maßnahme in einem engen zeitlichen Zusammenhang zum Entlassungszeitpunkt steht und 4. Gründe der Sicherheit oder Ordnung der Anstalt dem nicht entgegenstehen. In Nordrhein-Westfalen präzisiert § 48 Abs. 1 JStVollzG NRW diese Möglichkeit hinsichtlich ihrer Dauer auf bis zu drei Monate nach Haftentlassung. Eingeräumt wird zudem die Möglichkeit einer Wiederaufnahme auf eigenen Antrag und freiwilliger Basis innerhalb von sechs Monaten nach Entlassung und bis zur Dauer von drei Monaten zur Bewältigung einer Krisensituation, um bislang erreichte Erfolge vollzuglicher Förderung nicht zu gefährden⁷⁰. Im Saarland stellt die Jugendhafteinrichtung Ottweiler für Haftentlassene, die über keine Wohnmöglichkeit verfügen, ein Nachsorgehaus zur vorübergehenden Unterbringung zur Verfügung⁷¹. Vergleichbar den Übergangshilfen nach individualpädagogischen Betreuungsmaßnahmen ist natürlich damit zu rechnen, dass auch hier und trotz Begleitung durch Fachkräfte deliktisches Verhalten wie Drogenerwerb, vereinzelte körperliche Auseinandersetzungen und sonstige Regelverstöße nicht auszuschließen sind. Hier geht es dann jedoch um die Frage, den jungen Menschen erneut und wegen vergleichsweise geringen Fehlverhaltens zu sanktionieren und ihn damit gegebenenfalls zu verlieren oder dies im Sinne einer „pädagogischen Grauzone“ als vorübergehende Kollateralschäden des Herauswachsens aus der Straffälligkeit anzusehen und sich auf die Aufgabe einer stabilen fachlichen Begleitung zu konzentrieren.

Ebenso besteht (anders als im Erwachsenenvollzug) die Möglichkeit, im Rahmen der Vermittlung in nachsorgende Maßnahmen auch eine nachgehende Betreuung unter Mitwirkung von Vollzugsbediensteten zu realisieren⁷².

Das Personal

Neben den zu vermittelnden Inhalten der Förderung sowie den entsprechenden, den spezifischen Kontextbedingungen angepassten Lehr- und Lernmethoden ist von wesentlicher Bedeutung für die gesetzlich eingeforderte „erzieherische Gestaltung“ sowie das entsprechende pädagogische Handeln im Jugendstrafvollzug die ihm zugrunde liegende und durch das gesamte Personal mitzutragende normative Orientierung der Anerkennung der verfassungsbasierten Grundwerte, die das Zusammenleben in der Rechtsgemeinschaft ermöglichen⁷³. Die pädagogische Herausforderung liegt besonders für eine freiheitsentziehende und mit vielen Macht- und Disziplinierungsmitteln ausgestattete Institution wie den Strafvollzug darin, für ihre zu vermittelnden Werte und sowie die damit verbundenen Inhalte beziehungsweise Lerngegenstände (= Inhaltsbereiche der Förderung, siehe oben) bei den inhaftierten jungen Menschen zu „werben“, sie dafür sowie für ein entsprechendes Verhalten zu gewinnen, ein entsprechendes Lernarrangement sowie die zugehörige Methodik zu Verfügung zu stellen und für dieses Lernen zu „animieren“. Der Zugang über die pädagogischen Handlungsformen des „Arrangierens“ und „Animierens“ erscheint für diesen vollzuglichen Kontext deshalb so bedeutsam, weil der junge Mensch nach der Haftentlassung letztlich frei ist, zu tun und zu lassen, was er will. Es gibt genügend Möglichkeiten, wieder in illegales Handeln abzutauchen, trotz aller Warnhinweise die alten, problematischen Verkehrskreise wieder aufzusuchen und erneut straffällig zu werden, was ja in der Mehrheit der Fälle zumindest temporär auch der Fall ist⁷⁴.

So sind eine entsprechende Didaktik, die zugehörigen Vermittlungsmethoden und ein soziales Klima weiterzuentwickeln, auf deren Hintergrund theoretisch wie empirisch mit einer gewissen Erfolgswahrscheinlichkeit diese zentralen Wertorientierungen gelebt, erlebt und die angebotenen Inhalte motivierend vermittelt werden können. Dies wiederum verweist auf die hier nur zu streifende Frage, ob und inwieweit der Jugendvollzug als Bildungs- und Lerneinrichtung sich nicht intensiver mit den Befunden zur Frage der Gestaltung positiver adressatenspezifischer Lern- und Einrichtungskulturen auseinandersetzen müsste, um die zweifellos vorhandenen Ressourcen und Lernmotivationen junger Inhaftierter noch besser im Sinne des Vollzugsziels nutzen zu können.

70. § 48 Abs. 2 JStVollzG NRW.

71. JVA Ottweiler, Internet-Homepage, https://www.saarland.de/jvaotw/DE/home/home_node.html, Zugriff vom 14.02.2021, S. 1.

72. unter anderem § 45 Abs. 3 S. 3 JStVollzG NRW; z.B. wenn diese ein gutes Vertrauensverhältnis zu einzelnen jungen Inhaftierten aufgebaut haben.

73. vgl. dazu ARLOTH Frank & WITZIGMANN Tobias, „Der Erziehungsauftrag im Jugendstrafvollzug“, in KAPLAN Anne & ROOS Stefanie (Hrsg.), *Delinquenz bei jungen Menschen – Ein interdisziplinäres Handbuch*, Springer VS, Wiesbaden, 2021, hier: S. 153.

74. vgl. zu den Bedingungsbeziehungen im Einzelnen STELLY Wolfgang & THOMAS Jürgen, *Wege aus...*, S. 111ff.

Wertevermittlung durch eine moralische erzieherische Praxis ist ein wesentlicher Aspekt pädagogischen Handelns im Jugendvollzug⁷⁵. Jede stationäre Einrichtung der Jugendhilfe in Deutschland muss im Rahmen der Erteilung einer Betriebslaubnis die Fachlichkeit ihrer Mitarbeitenden, dokumentiert mindestens durch eine zweijährige Erzieher/innenausbildung, gegenüber den Aufsichtsbehörden wie rund den Landesjugendämtern nachweisen. Zwar schreiben auch die Jugendstrafvollzugsgesetze der Bundesländer für die erzieherische Gestaltung des Jugendstrafvollzugs die persönliche Eignung und fachliche Qualifikation des Personals vor⁷⁶. Ebenso wird die Durchführung regelmäßiger Fortbildungen sowie Praxisberatung und Praxisbegleitung für die Bediensteten vorgeschrieben. Allerdings bleibt offen, wie diese Eignung zu bestimmen und die fachliche Qualifikation nachzuweisen ist. Zudem ist auch die Praxisbegleitung und Supervision in ihrer Art und Häufigkeit weitgehend unbestimmt. Es ist davon auszugehen, dass etwa zwei Drittel bis drei Viertel der Bediensteten im Jugendvollzug Menschen sind, die keine genuin jugend- und heranwachsendenpädagogische Ausbildung genossen haben. Auch bei den vollzuglichen SchulpädagogInnen ist nur eine äußerst kleine Minderheit sonderpädagogisch im Bereich der hier relevanten Förderschwerpunkte „sozial-emotionale Entwicklungsförderung“ und / oder „Lernen“ qualifiziert. Dies bedeutet nun in keinsten Weise eine Herabwürdigung der verdienstvollen Arbeit, die durch alle Bediensteten in deutschen Jugendstrafvollzugseinrichtungen geleistet wird. Gleichzeitig konnte der Verfasser auf sehr vielen der von ihm selbst durchgeführten einschlägigen Personalfortbildungen feststellen, dass erhebliche Teile des berichteten pädagogischen Alltagshandelns in keiner Weise wenigstens ansatzweise theoriebasiert und damit einer sachlichen wissenschaftlichen Reflexion zugänglich waren. Gerade die Bediensteten des Allgemeinen Vollzugsdienstes, welche die meiste Zeit mit den jungen Inhaftierten verbringen und wesentliche Teile dieser Zeit auch mitgestalten, erhalten in ihrer zweijährigen Ausbildung nur rudimentäre jugend- und heranwachsendenpädagogische Kenntnisse. Als Inhalte mit deutlich umfangreicheren Stundenkontingenten wären hier

sicher erforderlich ein auch fachwissenschaftlich konsensfähiges Erziehungsverständnis sowie ein Verständnis der Risiko- und Schutzfaktoren des Aufwachsens in dieser Lebensphase, der wesentlichen Theorien der Entstehung und Aufrechterhaltung von normenkonformen und abweichenden beziehungsweise dissozialen Verhaltensweisen junger Menschen und ihrer Beeinflussung, der Entwicklungsaufgaben des Jugendalters, der Systematik und Folgenabschätzung des Einsatzes von Erziehungs-, Lenkungs- und Disziplinarmaßnahmen im Hinblick auf den Prozess der Verselbständigung und verantwortlichen Lebensführung in Freiheit, der verschiedenen Ansätze fachlich qualifizierter und erfolgversprechender Beziehungsgestaltung und Gesprächsführung mit jungen Menschen, der Individual- und Gruppenpädagogik, der aktivierenden und auch nachhaltig in Freiheit praktizierbaren animativen Freizeit- und Alltagsgestaltung⁷⁷ sowie der pädagogischen Bedeutung, des animierenden Arrangements und der Gestaltung der Räume, in denen sich die jungen Menschen aufhalten⁷⁸. Hinzu käme die Vermittlung konzeptioneller Ansätze pädagogischer und sozialer Arbeit unter den spezifischen Bedingungen des Freiheitsentzuges sowie der Pflichtklientenschaft, um nur einige relevante Themen zu nennen⁷⁹. Ein ehemaliger Handwerker, der sich im Bewerbungsgespräch vorstellt, kann von seiner Intuition und Ausstrahlung ein hervorragend geeigneter Jugendarbeiter sein. Dann aber darf er in der Ausbildung nicht allein gelassen werden, sondern es ist rechtlich und inhaltlich dafür zu sorgen, dass dieser Mensch mindestens eine Zusatzausbildung in Jugend- und Heranwachsendenpädagogik (beispielsweise analog der Erzieher/innenausbildung an Fachschulen) durchläuft. Sie sollten nachqualifiziert werden, damit sie auch theoretisch wissen, was sie tun. Diese Menschen, die sich in ihrem persönlichen Verwandten und Bekanntenkreis oftmals dafür rechtfertigen beziehungsweise verteidigen müssen, dass sie mit „solchen Verbrechern arbeiten“, sind in ihrem Wissen, ihren Kenntnissen, Methoden und humanen Werthaltungen zu stärken, um ein solides pädagogisch-demokratisches Fundament ihrer Arbeitstätigkeit zu erwerben und um selbstbewusst und fundiert sagen zu können: „Ich mache hier das Richtige und ich weiß auch,

75. vgl. WALTER Joachim, „Demokratie und Moralentwicklung im Jugendstrafvollzug? Das Just-Community-Projekt in der JVA Adelsheim - ein Praxisbericht“, in *Neue Kriminalpolitik* (15/4), S. 138-141.

76. z.B. § 72 Abs. 3 S. 1 Hessisches JStVollzG.

77. vergleiche z.B. WALKENHORST Philipp, *Animative Freizeitgestaltung im Strafvollzug als pädagogische Herausforderung*, in *DVJJ-Journal* (11/3), 265 – 277; WALKENHORST Philipp, „Freizeitpädagogik im Justizvollzug: Bespaßung oder Förderung? Skizzen einer animativen Freizeitdidaktik“, in *Justizministerium des Landes Nordrhein-Westfalen (Hrsg.)*, 6. Große Juristenwoche. *Behandlung im Justizvollzug – Anforderung und Herausforderung*, Düsseldorf, 2001, S. 178 – 195.

78. FEHRMANN Sarah, „Der Jugendstrafvollzug: Strafende Räume oder gute Schule? Ein Plädoyer“, in *KAPLAN Anne & ROOS Stefanie (Hrsg.)*, *Delinquenz bei jungen Menschen – Ein interdisziplinäres Handbuch*, Springer, Wiesbaden, 2021, S. 231-240.

79. vgl. zu dieser Thematik besonders CORNEL Heinz, „Erziehung und Soziale Arbeit in strafrechtlichen Zwangskontexten“, in *KAPLAN Anne & ROOS Stefanie (Hrsg.)*, *Delinquenz bei jungen Menschen – Ein interdisziplinäres Handbuch*, Springer, Wiesbaden 2021, S. 45-63.

wie ich das begründen kann.“⁸⁰ Zumindest in Deutschland verläuft die Ausbildung des Allgemeinen Vollzugsdienstes an den Justizvollzugsschulen der Bundesländer unter der Prämisse, „Allrounder“ im Sinne einer universellen Einsetzbarkeit dieses Dienstes in allen Haftformen und -einrichtungen zu qualifizieren. Dies nicht zuletzt vor dem Hintergrund, dass der Jugendstrafvollzug nur einen sehr kleinen Anteil der entsprechenden Dienstposten ausmacht und in der Konsequenz spezifische Themen des Jugendvollzugs einen ebenfalls nur sehr kleinen Anteil der Lehrinhalte stellen (einmal völlig abgesehen von der Frage, ob und inwieweit diese Inhalte didaktisch und methodisch angemessen vermittelt werden).

Ob es eine alle vollzuglichen Bedienstetengruppen verbindende Grundüberzeugung der eigenen pädagogischen „Mission“ und der zugehörigen Wahrnehmungsmuster und Verhaltensweisen gibt oder geben sollte, wäre einer näheren Betrachtung wert. Zumindest in der Praxis der eng zusammenarbeitenden Wohngruppenteams, welche in der Regel multiprofessionell zusammengesetzt sind und kontinuierlich miteinander arbeiten, ist die Wahrscheinlichkeit eines übergreifenden Fachkonsenses durchaus naheliegend.

Im Unterschied zu stationären Einrichtungen der Jugendhilfe ist die Fluktuation des Personals gerade im Allgemeinen Vollzugsdienst eher gering. Viele Bedienstete arbeiten teilweise schon Jahrzehnte dort und tun dies mit Leidenschaft und Engagement. Hier kommt es dann auch vor, dass „Ehemalige“ der jungen Inhaftierten sich wieder zurückmelden, mit ihrer Familie vorbeikommen und sich auch für die geleistete vollzugliche Arbeit bedanken, ohne die sie zumindest nach ihrer Einschätzung ihr Leben nicht so gut gemeistert hätten. Gerade diese sehr engagierten Mitarbeitenden hätten es verdient, dass ihr Dienstherr ihnen die Möglichkeit gibt, sich berufsbegleitend pädagogisch weiter zu qualifizieren und dafür dann auch honoriert zu werden.

Leider sehen die Jugendstrafvollzugsgesetze selbst für die Einrichtungsleitungen außer dem Status der Beamtin oder des Beamten des höhe-

ren Dienstes keinerlei weitere qualifikatorische Anforderungen vor.⁸¹ Dies disqualifiziert das Engagement und die durch Erfahrung in der Führungstätigkeit erworbenen Kenntnisse, Qualifikationen, Fähigkeiten und Fertigkeiten der derzeit aktiven Einrichtungsleitungen in keinsten Weise. Wenn jedoch, wie es aus der dem Jugendvollzug als Bildungs- und Ausbildungseinrichtung nahestehenden Schulwirkungsforschung bekannt ist, Schulleitungen eine herausgehobene Position bei der Schulentwicklung und der Förderung einer hohen Schulqualität einnehmen⁸², ist schon zu fragen, ob nicht in einem durchaus nachvollziehbaren System einer Arbeitsteilung eine juristisch qualifizierte Gesamtleitung und eine pädagogisch durch ein Hochschulstudium und Erfahrung in der Vollzugstätigkeit qualifizierte Erziehungsleitung als Doppelspitze ein angemessenes Modell einer Jugendvollzugseinrichtungsleitung darstellen können. Dies umso mehr, als die auch durch die empirische Forschung bekannten „Anstaltsleiter-effekte“ im Hinblick auf das Einrichtungsklima, die Ausnutzung pädagogischer Handlungsspielräume, die Bereitschaft zur Erprobung neuer Wege der Förderung der jungen Inhaftierten sich durchaus erheblich auf die bereitgestellten Möglichkeiten eine Hafteinrichtung auswirken. Unter anderem sei verwiesen auf zum Teil schon langjährige Kooperationen von Jugendhafteinrichtungen mit einschlägigen universitären Fachbereichen⁸³.

Die Drogenfrage

Ernüchert stellen Koop und Gerlach⁸⁴ fest: „Fast 50 Jahre Erfahrung hat der Strafvollzug nun mit dem Thema Drogen gesammelt, experimentiert, probiert, therapiert; alleine, gemeinsam mit externen Beratungsstellen, Therapieeinrichtungen und intramuralen wie extramuralen Kliniken. Eine wirkliche Lösung haben wir bis heute nicht gefunden. In der Nachschau sind wir schon vor Jahrzehnten an unsere Grenzen gestoßen zwischen Behandlung und Sicherheit. Von unseren Versuchen der totalen Isolation und Abschottung Drogenabhängiger von anderen Häftlingen über ‚drogenfreie Stationen‘ bis hin zu intramuralen Therapieab-

80. vgl. dazu WALKENHORST Philipp, „Skizzen zur Notwendigkeit berufsethischen Denkens und Handelns im (Jugend-)Strafvollzug“, in BECKA Michelle (Hrsg.), *Ethik im Justizvollzug*, Kohlhammer, Stuttgart, 2014, S. 223 – 248.

81. vgl. z.B § 71 Abs. 2 Hessisches JStVollzG

82. vgl. dazu WALKENHORST Philipp, „Jugendstrafvollzug als ‚gute Schule‘? Perspektiven eines neuen Anstaltsbildes und sein Niederschlag im Entwurf eines Jugendstrafvollzugsgesetzes.“ in Konferenz der Katholischen Seelsorge bei den Justizvollzugsanstalten in der Bundesrepublik Deutschland (Hrsg.), *Seelsorge im Strafvollzug. Materialien – Fortbildung – Erfahrungen*, Bd. 16, Berlin, 2005, S. 83–114.

83. beispielsweise die Jugendjustizvollzugsanstalt Iserlohn und Universität Dortmund, Fakultät Rehabilitationswissenschaften; Jugendstrafanstalt Berlin und Humboldt-Universität Berlin, Institut für Rehabilitationswissenschaften: hier wurde 2019 ein pädagogischer Beirat in Kooperation mit der Universität gegründet, der neben der Erkenntnisgewinnung auch dem Wissenstransfer an das Personal dienen soll und an dem neben der Wissenschaft alle Fachgruppen der Hafteinrichtung inklusive des Allgemeinen Vollzugsdienstes und des Sozialdienstes beteiligt und vertreten sind; Jugendjustizvollzugsanstalt Heinsberg und Universität zu Köln, Department Heilpädagogik und Rehabilitation; vgl. zur Wirkung und Einschätzung solcher Kooperationen SCHWEER Sabine, „Sozialpädagogische Bausteine im Jugendvollzug – eine Kooperation zwischen Jugendvollzug und Universität“, in KAPLAN Anne & ROOS Stefanie (Hrsg.), *Delinquenz bei jungen Menschen – Ein interdisziplinäres Handbuch*, Springer, Wiesbaden, 2021, S. 259–270.

84. KOOP Gerd & GERLACH Susanne, „Eine unendliche Geschichte - Das Thema Drogen und Strafvollzug“, in *Forum Strafvollzug* (70/1), hier: S. 5.

teilungen wurde alles versucht, mit dem Thema Drogen im Strafvollzug fertig zu werden.“ Bis heute bleibt der Justizvollzug ein Sammelbecken für suchtkranke Menschen. Drogen lassen sich nach wie vor zu leicht in Hafteinrichtungen einschmuggeln. Auch mit noch so guter Kontrolle wird man es wohl nicht schaffen, Drogen aus dem Strafvollzug fernzuhalten. Eine umfassende, allerdings nicht repräsentative aktuelle Erhebung in deutschen Hafteinrichtungen zeigte, dass zum Stichtag 31. März 2018 mit einem Anteil von 56 Prozent sich die meisten Inhaftierten mit einem Suchtproblem im Vollzug einer Jugendstrafe befinden⁸⁵. Hier ist, im Vergleich zu den anderen Haftarten, der Anteil substanzmissbrauchender Inhaftierter fast doppelt so hoch. Junge Menschen, die eine Jugendstrafe verbüßen, stellen zudem eine besonders vulnerable Gruppe in Bezug auf einen Substanzkonsum dar. Das Vorliegen einer Suchtproblematik bezeichnet insgesamt einen bedeutenden Risikofaktor für die Rückfälligkeit nach Haftentlassung. Dies konnte auch für weibliche Inhaftierte bestätigt werden: Ein unbearbeitetes Suchtmittelproblem erwies sich hier als wichtiger Rückfallfaktor nach Haftentlassung. Auch für Jugendliche zeigte sich, dass sich das Fortbestehen von Alkohol- oder Drogenproblemen negativ auf die Legalbewahrung nach der Entlassung aus der Haft auswirkt⁸⁶.

Opioidabhängige Inhaftierte haben zudem in den ersten zwei Wochen nach der Haftentlassung ein bis zu zwölfmal höheres Risiko, an einer Überdosis zu sterben. Bei einer Untersuchung zu Todesursachen von über 26.000 verstorbenen ehemaligen Inhaftierten zeigte sich der drogenbezogene Tod als häufigste Ursache (18 Prozent, gefolgt von Gewaltdelikten mit neun Prozent oder Suizid mit acht Prozent)⁸⁷. Auch wenn die Zuständigkeit des Justizvollzuges mit der Haftentlassung endet, ist es im Sinne durchgängiger Betreuungsansätze sowie einer nachgehenden Begleitung auf freiwilliger Basis in bestimmten Fällen sinnvoll, die Substitution vor Entlassung zu beginnen oder, im Falle einer kontinuierlichen Substitution, für einen nahtlosen Übergang zu sorgen (Wiedereintritt in die gesetzliche Krankenkasse, Vermittlung zum weiterführenden Substitutionsarzt beziehungsweise -ärztin et cetera), damit es nicht nach der

Entlassung zu einem Rückfall in alte Konsummuster kommt. Selbst wenn einige Suchtkranke unter den stark kontrollierten und kontrollierenden Bedingungen des Strafvollzuges zur Abstinenz in der Lage sind (obwohl im Justizvollzug Zugang zu Drogen besteht), beinhaltet dies nicht, dass sie dazu in der Lage sind, wenn sie in der Freiheit wieder Verantwortung für die Gestaltung ihres Alltag tragen müssen⁸⁸. Auch hier zeigt sich wiederum sehr deutlich die Notwendigkeit der Integration des (Jugend-)Strafvollzuges in „Förderketten“ auf drei Ebenen:

1. als organisatorische Verzahnung von Justizvollzug und Straffälligenhilfe
2. als strukturierte Vernetzung von Justizvollzug und (über-)örtlichen Hilfesystemen, hier spezifisch mit Suchtberatungsstellen, Therapieeinrichtungen und ehrenamtlichen Helfer/innen sowie
3. als systematische Vermittlung (ehemaliger) Inhaftierter in Arbeit oder berufliche Qualifizierungsmaßnahmen⁸⁹.

Das Gewaltproblem

Zweifel scheinen berechtigt an der Zero-Tolerance-Strategie gegenüber Gewalt unter (jungen) Inhaftierten. Die Anordnung von Disziplinarmaßnahmen scheint auf dem Hintergrund vorliegender empirischer Erkenntnisse im Hinblick auf die Reduktion gewalttätiger Übergriffe weitgehend unwirksam zu sein. Auch Daten einer Dunkelfeldstudie im Jugendstrafvollzug verweisen darauf, dass zwar die alleinige Anpassung der jungen Inhaftierten an die Verhaltenserwartungen der Bediensteten ohne gleichzeitige Übernahme der dahinterstehenden Normen und Werte zumindest die offen sichtbare Gewalt reduziert. Alles deutet jedoch darauf hin, dass diese Verhaltensänderungen deutlicher und auch nachhaltiger ausfallen, wenn sie in einem Kontext stattfinden, der auch von den jungen Inhaftierten als faire und gerechte Behandlung wahrgenommen wird. Hervorzuheben ist hier auch der Hinweis auf entsprechend wertegeleitete Verhaltensweisen der Bediensteten als wesentlichem Bestandteil einer gewaltreduzierenden Einrichtungskultur⁹⁰. Ein

85. vgl. STOLL Katarina, BAYER Michael & HAESSLER Ulrike, „Gefangene mit einer stoffgebundenen Suchtproblematik im deutschen Justizvollzug – Ergebnisse einer bundesweiten Stichtagserhebung zum 31. März 2018“, in *Forum Strafvollzug* (70/1), S. 15.

86. *Ibid.*

87. vgl. auch zum Folgenden HAESSLER Ulrike, STOEVER Heino, KEPPLER Karlheinz, LESTING Wolfgang, FAEHRMANN Jan & SCHUSTER Susanne, „Substitutionsbehandlung für Opiatabhängige im Justizvollzug – Empirische Erkenntnisse und rechtswissenschaftliche Überlegungen zu den Vorteilen dieser Behandlung“, in *Forum Strafvollzug* (70/1), S. 31f.

88. vgl. *Ibid.*, S. 31; vgl. zum Thema Drogen im Justizvollzug aktuell das Schwerpunktthema der Zeitschrift *Forum Strafvollzug* 2021 (70/1) mit weiteren Beiträgen.

89. vgl. WIRTH Wolfgang, „Steuerung...“, S. 504.

90. vgl. NEUBACHER Frank & BOXBERG Verena, „Gewalt und Subkultur“, in MAELICKE Bernd & SUHLING Stefan (Hrsg.), *Das Gefängnis auf dem Prüfstand*, Springer, Wiesbaden, 2018, S. 211.; vgl. zur Berufsethik im Vollzug auch WALKENHORST Philipp, „Abarbeiten oder Mission? Überlegungen zur beruflichen Haltung der Professionellen im Strafvollzug“, in KOOP Gerd & KAPPENBERG Barbara (Hrsg.), „Weichen gestellt für den Justizvollzug? Herausforderungen und Strategien“, *Gesellschaft für Fortbildung der Strafvollzugsbediensteten e.V.*, Wiesbaden, 2016, S. 54–69 (*Forum Strafvollzug*, Schriftenreihe Bd. 1).

vollzugliches Anti-Gewalt- oder terminologisch vielleicht besser „prosoziales“ Konzept könnte im Sinne einer langfristig angelegten Prozessorientierung auch ein immer wieder neu zu verhandelndes Ergebnis eines „bilateralen Verständigungsprozesses“⁹¹ darüber sein, was Gewalt in den Sichtweisen der beteiligten Inhaftierten wie auch der Mitarbeitenden ist, welche sinnvollen Regeln zum Umgang mit solchen Verhaltensweisen zu beachten sind und wie auf Regelverstöße reagiert werden soll. Damit sind die inhaftierten jungen Menschen im echten und wertschätzenden Austausch mit den Bediensteten, können sich als aktive Mitgestaltende des Miteinanders in der Einrichtung positiv selbstwirksam erfahren, können sich öffnen, eigene Handlungsweisen kritisch-konstruktiv überdenken und auch die Institution als eine lernende Organisation erfahren⁹².

Psychisch Erkrankte im Jugendstrafvollzug

Bei erheblichen Anteilen der Inhaftierten im Jugendstrafvollzug werden psychische Störungen diagnostiziert. Köhler et al. wiesen auf einen Anteil von 81 Prozent der Störungen des Sozialverhaltens und 77 Prozent einer Persönlichkeitsstörung im schleswig-holsteinischen Jugendvollzug hin⁹³. Insbesondere bei inhaftierten Jugendlichen handelt es sich in Bezug auf das Vorliegen psychischer Erkrankungen um eine hoch belastete Gruppe⁹⁴. Psychische Störungen bei jungen Inhaftierten, insbesondere Angststörungen, bleiben unentdeckt und werden durch die Vollzugssituation hervorgerufen oder weiter verstärkt. Plädiert wird für den Ausbau therapeutischer Angebote für betroffene junge Inhaftierte, um eine angemessene Behandlung auch innerhalb des Vollzuges zu ermöglichen. Das Vorliegen einer psychischen Erkrankung erschwert in jedem Fall die in der Vollzugszielsetzung angestrebte soziale Integration und stellt ebenso einen Risikofaktor für erneute Delinquenz nach Haftentlassung dar⁹⁵. Aus der Praxis berichtet werden auf der Phänomenebene massive psychiatrische Auffälligkeiten junger Menschen, ohne dass den Bediensteten entsprechende Fachkompetenzen zum Umgang mit solchen Verhaltensweisen zur Verfügung stehen.

Eine summarische Bewertung der bisherigen Entwicklungen

Ob freiheitsentziehende Sanktionen einen Beitrag zur Erreichung des Vollzugsziels der Verhinderung erneuter Straftatbegehung leisten können, ist seit Jahrzehnten Gegenstand kontroverser Diskussionen in Bezug auf die Ausgestaltung des (Jugend-) Strafvollzuges als angemessenem, lernförderlichem und zielführendem Rahmen zur Umsetzung des § 2 Abs.1 JGG. Fundamentalkritik⁹⁶ stellt eine unabdingbare kritische Wegbegleitung freiheitsentziehender Sanktionen dar und ist immer wieder neu zu diskutieren. Dennoch besteht weiterhin die Notwendigkeit, im Hinblick auf aktuell und künftig inhaftierte junge Menschen die Rahmenbedingungen einer nach jeweiligem Kenntnisstand qualitativ möglichst sehr guten Förderung auch schon im bestehenden Strafvollzugssystem zu beschreiben, ihre Voraussetzungen zu benennen und mit der Umsetzung Erfahrungen zu sammeln. Selbst wenn dies als Reformismus, Schönreden möglicherweise unzureichender Zustände, bemühte Qualifizierung und Stabilisierung eines als untauglich diskutierten Sanktionsinstruments kritisiert werden kann, so ist es im Hinblick auf das Menschenrecht der jungen inhaftierten Menschen auf Bildung und Förderung, ihr Wohlergehen und ihre zukünftigen Lebensperspektiven weiterhin ein berechtigtes und legitimes Anliegen. Es geht um die Ermöglichung von (Re-)Integration und künftig legaler gesellschaftlicher Teilhabe durch die erzieherisch förderliche Ausgestaltung der Haftzeit, solange zur Inhaftierung keine Alternativen vorhanden sind.

Hinsichtlich des Vollzugsziels der Befähigung zu einem Leben in Freiheit und ohne Straftaten bedarf es vor allem dreier Hauptkomponenten angemessener Förderung:

1. der vorinstitutionellen und diagnostischen Komponente, das heißt der Nutzung personenbezogener Erfahrungsbestände „abgebender“ Einrichtungen wie Schulen, Heime, sonstige Jugend- und Sozialhilfeeinrichtungen und des Einsatzes aktueller, möglichst dialogisch angelegter diagnostischer Verfahren zur Abklärung des bildungsbezogenen wie auch psychosozialen Förderbedarfs,

91. vgl. *Ibid.*, S. 212.

92. *Ibid.*

93. vgl. KOEHLER Denis, MUELLER Silvia & HINRICHS Günter, „Psychische Störungen bei Inhaftierten des Jugendstrafvollzuges“, in *Zeitschrift für Jugendkriminalrecht und Jugendhilfe* (18/3), S. 253ff.

94. vgl. zu internationalen Daten auch SCHAFFRATH Elke, KUHLMANN Wolfgang & SUHLING Stefan, „Psychiatrische Versorgung in der Jugendanstalt Hameln“, in *Zeitschrift für Jugendkriminalrecht und Jugendhilfe* (29/2), S. 110ff.

95. vgl. unter anderem ALLROGGEN Marc, „Das ist doch Wahnsinn! – Psychische Störungen und Jugenddelinquenz“, in *Zeitschrift für Jugendkriminalrecht und Jugendhilfe* (29/2), S. 106f.

96. vgl. unter anderem NICKOLAI Werner, „Warum der Jugendstrafvollzug abgeschafft gehört.“, in *Forum Strafvollzug* (6/2013), S. 371–372; auch GALLI Thomas, *Weggesperrt. Warum Gefängnisse niemandem nützen*, Edition Körber, Hamburg, 2020.

2. der institutionellen Komponente differenzierter, ressourcenorientierter Förderung entsprechend den festgeschriebenen Inhaltsbereichen, durch förderliche Unterbringungsformen, qualifiziertes Personal und weitestmögliche Angleichung des Anstaltslebens an die Lebensverhältnisse in Freiheit sowie
3. der nachinstitutionellen Komponente als qualifizierter Entlassungsvorbereitung sowie einzelfallorientierter Nachbegleitung, bei Haftentlassung auf Bewährung unter anderem durch die Bewährungshilfe, bei Entlassung nach Verbüßung der Endstrafe durch den Vollzug in Kooperation mit der freien Straffälligenhilfe, der Jugendhilfe und weiteren Organisationen sowie durch freiwilligen Aufenthalt in der Anstalt zum Abschluss von Bildungsmaßnahmen und weitere Stabilisierungsangebote⁹⁷.

Nach wie vor verbleibt als eines der zentralen pädagogischen Probleme hoch strukturierter, geschlossener und freiheitsentziehender Settings die oberflächliche Anpassung der jungen Inhaftierten an die institutionell vorgegebenen Regeln und Ordnungen, unterhalb derer sie im Verborgenen und in ihren subkulturellen Kontexten „draußen“ erlernte problematische, dissoziale und auch gesetzesverletzende Verhaltensweisen weiter praktizieren (können), ohne dass dies jenseits von Vertuschung einerseits oder Repression andererseits im pädagogischen Dialog immer wieder neu offen gelegt und thematisiert wird.

Auf der rechtlichen Ebene wurde darauf reagiert unter anderem mit der Empfehlung der Unterbringung der jungen Inhaftierten „in kleineren Wohngruppen, differenziert nach Alter, Strafzeit und Straftaten - etwa gesonderte Unterbringung von Gewalt- und Sexualtätern mit spezifischen Betreuungsmöglichkeiten –“⁹⁸. Auf der pädagogisch-konzeptionellen Ebene ist in dieser Hinsicht der Erziehungsbegriff zu erweitern im Sinne der Veränderung nicht nur offen sichtbarer Verhaltensweisen durch lerntheoretisch begründbare Konditionierungsprozesse, sondern auch der zugehörigen psychischen Dispositionen. Es geht letztlich um eine Einstellungsänderung beziehungsweise Erhaltung der Anteile von Wahrnehmungs- und Verarbeitungsbereitschaften, die wir als positiv im Sinne der vollzuglichen Zielsetzung betrachten und die kontinuierlich unterstützt und ermutigt werden müssen, um beständig zu werden.

Die eingesetzten Erziehungsmittel von der Ermutigung, dem Lob, der Anerkennung, bis hin zur Bestrafung und Gegenwirkung müssen ausgerichtet sein auf eine Transformation des Verhaltens von der institutionell bedingten Außensteuerung hin zur Verselbständigung und Mündigkeit. Das bedeutet, die jungen Menschen müssen auch unter freiheitsentziehenden Bedingungen permanent einbezogen werden in die Diskussion um ihre eigene Entwicklung. Sie müssen die faktische Verantwortlichkeit für ihr eigenes Schicksal erfahren. Zudem sind nicht zuletzt angesichts immer wieder neuer hinzukommender junger Inhaftierter die Regeln des Zusammenlebens im gegebenen Rahmen auch immer wieder neu einsichtig zu machen, zu verhandeln, festzulegen, zu erproben und gegebenenfalls zu ändern. Dies ist ein interaktiver, ständig andauernder, nie abgeschlossener und dynamischer Prozess der Verantwortungsübernahme als Vorbereitung auf das Leben in Freiheit, die eben auch eine Freiheit zum „Bösen“ sein kann. Dem Jugendvollzug stellt sich damit sehr wohl die Aufgabe, durch seine spezifische Ausgestaltung und sein Einrichtungsklima der Wertschätzung für die Güter der Menschenwürde, der Freiheit, der Demokratie zu werben und die jungen Menschen durch soweit als eben mögliche wertschätzende Erleben der Haft dafür zu gewinnen, dass dies vielleicht die bessere Lebensalternative im Vergleich zu ihrem Leben vor der Haft ist. Dies ist die große pädagogische Herausforderung in einem Kontext, der zunächst einmal Freiheitsentzug bedeutet und sehr schnell auch die Professionellen dazu verführen kann, ihre Macht zu ge-, aber eben auch zu missbrauchen.

Entschließt sich Luxemburg zu einer künftigen Zweispurigkeit von Jugendhilfe- und Jugendstrafrecht, was hier nicht zu kommentieren ist, so sollten nach Überzeugung des Autors sowohl die ambulanten als auch die stationären Sanktionen eines künftigen Jugendstrafrechts von Anfang an konsequent am Gedanken der Befähigung junger Menschen für eine Lebensführung in Freiheit und ohne Straftaten ausgerichtet werden. Von Anfang an muss klar sein, dass die rechtliche Übelzufügung allein in der Verurteilung zu einer ambulanten Maßnahme oder im gegebenen Fall zum Aufenthalt in einer stationären Einrichtung besteht. Alle Angebote und Strukturierungshilfen der Einrichtungen, in denen die Sanktionen vollzogen werden, müssen sich konsequent und auch an den Förderplänen sowie der Maßnahmenevaluierung überprüfbar am Förder- und Befähigungsgedanken orientieren. Dies bedeutet auf rechtlicher Ebene beispielsweise

⁹⁷ vgl. WALKENHORST Philipp, „Jugendstrafvollzug“, in *Aus Politik und Zeitgeschichte (7/2010)*, S. 22–28 (Beilage zur Wochenzeitung „Das Parlament“, Hrsg. Bundeszentrale für Politische Bildung).

⁹⁸ Bundesverfassungsgericht, Leitsatz..., Nr. 57.

die Festlegung operationalisierter und quantifizierter pädagogisch-fachlicher Mindeststandards für entsprechende Einrichtungen hinsichtlich

- ihrer räumlich-sächlichen Ausgestaltung,
- einer Wohngruppengröße, die sich an den Standards der Jugendhilfe für die stationäre Unterbringung junger Menschen mit erhöhtem Förderbedarf im Bereich Lernen beziehungsweise Verhalten orientiert,
- einer präzisen, an Ausbildungsgänge gebundenen Beschreibung von Mindestqualifikationen des zukünftig dort tätigen Personals,
- regelmäßigen, verpflichtenden und auch in der Dienstzeit verankerten fachlichen Fortbildungen und Supervisionen
- einer auch rechtlich vorgeschriebenen und zeitlich abgesicherten regelmäßigen Kooperation mit stationären Einrichtungen der Jugendhilfe, der Jugendpsychiatrie, jugendpsychotherapeutischen Einrichtungen sowie Einrichtungen der Suchthilfe im Sinne einer Aktualisierung und Weiterentwicklung der eigenen Förder- und Behandlungsangebote
- der Integration der vollzuglichen Angebote in die weiter oben schon beschriebenen Förderketten, um eine Stabilisierung der Lernerfolge im Sinne des Vollzugsziels nach der Entlassung aus der Einrichtung auf freiwilliger Basis zu gewährleisten sowie schließlich
- eine grundlegende inhaltliche und methodische Orientierung an den „Bedingungen bestmöglicher Förderung“ nicht nur auf dem Hintergrund der einschlägigen jugendvollzuglichen Erkenntnisse⁹⁹, sondern in einer bislang leider weder theoretisch noch praktisch erfolgten Zusammenschau der einschlägigen und zielgruppenbezogenen pädagogischen, sozialpädagogischen und (entwicklungs-)psychologischen Erkenntnisse aus der Schul- und Förderschulpädagogik, der stationären Jugendhilfe, der Jugendpsychiatrie und Psychotherapie, der Suchthilfe, der Sozialen Arbeit und der vollzugspädagogischen Forschungsergebnisse.

Vollzug oder Freiheitsentzug bedeutet in diesem Sinn vor allen Dingen Animation, an der Welt wieder teilzuhaben, sich auf das Leben in Freiheit in seiner Widersprüchlichkeit einzulassen, auch so etwas wie Glück und Freude zu erleben, nicht daran, andere Menschen zu demütigen oder zu überfallen, zu berauben, sondern zu erleben, dass man auch pro-sozial im Sinne des Vollzugsziels

handeln kann und der Weg dazu soweit als möglich gemeinsam mit dem inhaftierten jungen Menschen geebnet wird.

Was der junge Mensch daraus letztlich macht, ist letztlich seine oder ihre Entscheidung. Aus dieser Verantwortung kann man sie zwar nicht entlassen, aber man kann versuchen, sie dafür zu befähigen.

99. vgl. WALTER Joachim, „Bedingungen bestmöglicher Förderung im Jugendstrafvollzug“, in GOERDELER Jochen & WALKENHORST Philipp (Hrsg.), *Jugendstrafvollzug in Deutschland*, Forum-Verlag Godesberg, Mönchengladbach, 2007, S. 184–221.

Literatur

- ALLROGGEN Marc, „Das ist doch Wahnsinn! – Psychische Störungen und Jugenddelinquenz“, in Zeitschrift für Jugendkriminalrecht und Jugendhilfe (29/2), S. 106-109.
- ARLOTH Frank & WITZIGMANN Tobias, „Der Erziehungsauftrag im Jugendstrafvollzug“, in KAPLAN Anne & ROOS Stefanie (Hrsg.), Delinquenz bei jungen Menschen – Ein interdisziplinäres Handbuch, Springer, Wiesbaden, 2021, S. 147–163.
- BIENDL Christian, „Jugendstrafvollzug in freier Form – am Beispiel des `Projekt Chance`, Hartung-Gorre, Konstanz, 2005.
- BIESCHKE Volker, „Evaluation der Sozialtherapeutischen Abteilung in der Jugendanstalt Neustrelitz“, in Forum Strafvollzug (63/4), S. 232-237.
- BREZINKA Wolfgang, Grundbegriffe der Erziehungswissenschaft. Analyse, Kritik, Vorschläge, E. Reinhardt, München – Basel, 1990 (5., verb. Auflage).
- Bundesverfassungsgericht, Leitsatz zum Urteil des Zweiten Senats vom 31. Mai 2006 - 2BvR 1673/04 --2BvR 2402/04 - Zum Erfordernis einer gesetzlichen Grundlage für den Jugendstrafvollzug, https://www.bundesverfassungsgericht.de/SharedDocs/Entscheidungen/DE/2006/05/rs20060531_2bvr167304.html, Zugriff vom 17.01.2021 (im Text zit. als „BVerfG 2006“).
- COESTER Marc, KERNER Hans-Jürgen, STELLMACHER Jost, ISSMER Christian & WAGNER Ulrich, „Die Evaluation des Hessischen Jugendstrafvollzugs - Hintergrund und Ergebnisse des Forschungsprojekts sowie Implikationen für die künftige Praxis und Forschung“, in MARKS Erich & STEFFEN Wiebke (Hrsg.): Prävention und Freiheit. Zur Notwendigkeit eines Ethik-Diskurses. Ausgewählte Beiträge des 21. Deutschen Präventionstages 2016, Forum-Verlag Godesberg, Mönchengladbach, 2017, S. 229-270
- CONEN Marie-Luise & CECCHIN Gianfranco, „Wie kann ich Ihnen helfen, mich wieder loszuwerden? Therapie und Beratung in Zwangskontexten“, Carl Auer, Heidelberg, 2007.
- CORNEL Heinz, „Erziehung und Soziale Arbeit in strafrechtlichen Zwangskontexten“, in KAPLAN Anne & ROOS Stefanie (Hrsg.), Delinquenz bei jungen Menschen – Ein interdisziplinäres Handbuch, Springer, Wiesbaden, 2021, S. 45-63.
- DEIMEL Daniel, „Substanzkonsum, Abhängigkeitserkrankung und Strafvollzug - Eine Standortbestimmung und Ausblick“, in Forum Strafvollzug (70/1), S. 7-12.
- Die Präsidentin des Landtags Nordrhein-Westfalen (Hrsg.), „Bericht der Enquetekommission zur Erarbeitung von Vorschlägen für eine effektive Präventionspolitik in Nordrhein-Westfalen“, http://www.aba-fachverband.org/fileadmin/user_upload/user_upload%202010/fachpolitik/EK_Praevention_Abschlussbericht.pdf, Zugriff vom 20.01.2021 (zit. im Text als EK III NRW 2010).
- DUENKEL Frieder, GENG Bernd & VON DER WENSE Moritz, „Entwicklungsdaten zur Belegung, Öffnung und Lockerungspraxis im Jugendstrafvollzug“, in Zeitschrift für Jugendkriminalrecht und Jugendhilfe (3/2015), S. 232–241.
- DUENKEL Frieder, „Jugendstrafvollzugsgesetzgebung in Deutschland – Anmerkungen und Reminiszenzen zur juristischen Bearbeitung eines erziehungswissenschaftlichen Feldes“, in KAPLAN Anne & ROOS Stefanie (Hrsg.), Delinquenz bei jungen Menschen – Ein interdisziplinäres Handbuch, Springer, Wiesbaden, 2021, S. 419-442.
- EGG Rudolf, „Wird der Jugendstrafvollzug dem Erziehungsziel gerecht?“, in Forum Strafvollzug (63/1), S. 48-52.
- GALLI Thomas, „Weggesperrt. Warum Gefängnisse niemandem nützen“, Edition Körber, Hamburg, 2020.
- GEISSLER Erich E., Erziehungsmittel, Klinkhardt, Bad Heilbrunn/Obb., 1982 (6. durchges. Auflage).
- Gesetz zur Regelung des Jugendstrafvollzuges in Nordrhein-Westfalen (Jugendstrafvollzugsgesetz Nordrhein-Westfalen - JStVollzG NRW) vom 7. April 2017. In Kraft getreten am 1. September 2017 (GV. NRW. S. 511); geändert durch Artikel 4 des Gesetzes vom 12. Oktober 2018 (GV. NRW. S. 555), in Kraft getreten am 25. Oktober 2018; Artikel 6 des Gesetzes vom 2. Juli 2019 (GV. NRW. S. 339), in Kraft getreten am 17. Juli 2019, https://recht.nrw.de/lmi/owa/br_bes_text?sg=0&menu=0&bes_id=36725&aufgehoben=N&anw_nr=2, Zugriff vom 14.03.2021 (im Text zitiert als „JStVollzG NRW“).
- GIESECKE Hermann, Pädagogik als Beruf, Beltz Juventa, Weinheim – München, 2015 (12. überarb. Auflage).
- HAESSLER Ulrike, STOEVER Heino, KEPPLER Karlheinz, LESTING Wolfgang, FAEHRMANN Jan & SCHUSTER Susanne, „Substitutionsbehandlung für Opiatabhängige im Justizvollzug - Empirische Erkenntnisse und rechtswissenschaftliche Überlegungen zu den Vorteilen dieser Behandlung“, in Forum Strafvollzug (70/1), S. 29-33.
- HessJAVollzG - Hessisches Jugendarrestvollzugsgesetz vom 27. Mai 2015 (GVBl. Nr. 13 vom 05.06.2015 S. 223; 03.05.2018 S. 82 18; 12.11.2020 S. 778 20). Gl.-Nr.: 24-49, https://umwelt-online.de/recht//allgemei/laender/he/javg_ges.htm, Zugriff vom 10.03.2021.
- Hessisches Jugendstrafvollzugsgesetz (HessJStVollzG) vom 19. November 2007; letzte berücksichtigte Änderung: zuletzt geändert durch Artikel 1 des Gesetzes vom 12. November 2020 (GVBl. S. 778), <https://www.rv.hessenrecht.hessen.de/bshe/document/jlr-JStVollzGHerahmen>, Zugriff vom 14.03.2021.
- Jugendanstalt Hameln, Feuerwehrgrundausbildung `Truppmann 1`, <https://jugendanstalt-hamel.niedersachsen.de/themen/ehrenamt/feuerwehrprojekt/feuerwehrgrundausbildung-104934.html>, Zugriff vom 26.01.2021.
- Justizvollzugsanstalt Ottweiler, Internet-Homepage, https://www.saarland.de/jvaotw/DE/home/home_node.html, Zugriff vom 14.02.2021.
- KERNER Hans-Jürgen, STELLMACHER Jost, COESTER Marc, WAGNER Ulrich et al., Systematische Rückfalluntersuchung im Hessischen Jugendvollzug. Abschlussbericht über eine empirische Studie zur Legalbewährung bzw. zur Rückfälligkeit von jungen männlichen Gefangenen der Entlassungsjahrgänge 2003 und 2006, Eigenverlag, Tübingen und Marburg, 2011 (Schlussbericht).
- KOEHLER Denis, MUELLER Silvia & HINRICHS Günter, „Psychische Störungen bei Inhaftierten des Jugendstrafvollzuges“, in Zeitschrift für Jugendkriminalrecht und Jugendhilfe (18/3), S. 253-259.

- KOOP Gerd & GERLACH Susanne, „Eine unendliche Geschichte - Das Thema Drogen und Strafvollzug“, in Forum Strafvollzug (70/1), S. 5-6.
- LORENZ Heike, „Individualpädagogik – Erlebnispädagogik. Schnittmengen und Differenzen“, in BUCHKREMER Hansjosef & EMMERICH Michaela (Hrsg.), Individualpädagogik im internationalen Austausch, Dr. Kovac, Hamburg, 2008, S. 93-106.
- MICHELS Maren, „Straffällig gewordene Frauen“, in MAELICKE Bernd & SUHLING Stefan (Hrsg.), Das Gefängnis auf dem Prüfstand, Springer, Wiesbaden, 2018, S. 381-401.
- NEUBACHER Frank & BOXBERG Verena, „Gewalt und Subkultur“, in MAELICKE Bernd & SUHLING Stefan (Hrsg.), Das Gefängnis auf dem Prüfstand, Springer, Wiesbaden, 2018, S. 195-216.
- NICKOLAI Werner, „Warum der Jugendstrafvollzug abgeschafft gehört.“, in Forum Strafvollzug (6/2013), S. 371–372.
- OSTENDORF Heribert, „Konsequenzen aus dem Urteil des Bundesverfassungsgerichts vom 31.5.2006 für die gesetzliche Ausgestaltung des Jugendstrafvollzuges“, in Neue Kriminalpolitik (18/3), S. 91-93.
- OSTENDORF Heribert, „Vorbemerkungen“, in OSTENDORF Heribert (Hrsg.), Jugendstrafvollzugsrecht – Handbuch, Nomos, Baden-Baden, 2012, S. 29-81.
- OSTENDORF Heribert, „§ 1 Grundlagen“, in OSTENDORF Heribert (Hrsg.), Jugendstrafvollzugsrecht – Handbuch, Nomos, Baden-Baden, 2012, S. 83-113.
- OSTENDORF Heribert, „§ 2 Vollzugsplanung“, in OSTENDORF Heribert (Hrsg.), Jugendstrafvollzugsrecht – Handbuch, Nomos, Baden-Baden, 2012, S. 114-173.
- PRAETOR Susann, „Anspruch und Wirklichkeit - Zur Auslastung des offenen Vollzuges in Deutschland“, in forum kriminalprävention (4/2016), S. 3-7.
- SCHAFFRATH Elke, KUHLMANN Wolfgang & SUHLING Stefan, „Psychiatrische Versorgung in der Jugendanstalt Hameln“, in Zeitschrift für Jugendkriminalrecht und Jugendhilfe (29/2), S. 110-118.
- SCHALAMOW Warlam, Durch den Schnee. Erzählungen aus Kolyma I. Matthes und Seitz, Berlin, 2007, Band 1 und 2.
- SCHWEER Sabine, „Sozialpädagogische Bausteine im Jugendvollzug – eine Kooperation zwischen Jugendvollzug und Universität“, in KAPLAN Anne & ROOS Stefanie (Hrsg.), Delinquenz bei jungen Menschen – Ein interdisziplinäres Handbuch, Springer, Wiesbaden, 2021, S. 259–270.
- STELLY Wolfgang & THOMAS Jürgen, Wege aus schwerer Jugendkriminalität, Institut für Kriminologie der Universität Tübingen“, Tübingen, 2004, <http://psydok.psycharchives.de/jspui/bitstream/20.500.11780/3382/1/Wegegesamt.pdf>, Zugriff vom 02.02.2021.
- STELLY Wolfgang & THOMAS Jürgen, Evaluation des Jugendstrafvollzugs in Baden-Württemberg – Bericht 2013/2014. Stand: Juni 2015, <https://www.jura.uni-tuebingen.de/einrichtungen/ifk/homepages/stelly/veroeffentlichungen/evaluationsbericht-jugendstrafvollzug-2013-2014>, Zugriff vom 13.02.2021.
- STOLL Katarina, BAYER Michael & HAESSLER Ulrike, „Gefangene mit einer stoffgebundenen Suchtproblematik im deutschen Justizvollzug - Ergebnisse einer bundesweiten Stichtagserhebung zum 31. März 2018“, in Forum Strafvollzug (70/1), 12-18.
- SUHLING Stefan & REHDER Ulrich, „Zum Zusammenhang zwischen Vollzugslockerungen, Unterbringung im offenen Vollzug und Legalbewährung bei Sexualstraftätern“, in Forensische Psychiatrie, Psychologie, Kriminologie (3/2009).
- WALKENHORST Philipp, „Animative Freizeitgestaltung im Strafvollzug als pädagogische Herausforderung“, in DVJJ-Journal (11/3), S. 265–277.
- WALKENHORST Philipp, „Freizeitpädagogik im Justizvollzug: Bespaßung oder Förderung? Skizzen einer animativen Freizeitdidaktik“, in Justizministerium des Landes Nordrhein-Westfalen (Hrsg.), 6. Große Juristenwoche. Behandlung im Justizvollzug – Anforderung und Herausforderung, Düsseldorf, 2001, S. 178–195.
- WALKENHORST Philipp, „Jugendstrafvollzug als ‚gute Schule‘? Perspektiven eines neuen Anstaltsbildes und sein Niederschlag im Entwurf eines Jugendstrafvollzugsgesetzes“, in Konferenz der Katholischen Seelsorge bei den Justizvollzugsanstalten in der Bundesrepublik Deutschland (Hrsg.), Seelsorge im Strafvollzug. Materialien – Fortbildung – Erfahrungen, Bd. 16, Berlin, 2005, S. 83–114.
- WALKENHORST Philipp, „Jugendstrafvollzug“, in Aus Politik und Zeitgeschichte, (7/2010), S. 22–28 (Beilage zur Wochenzeitung „Das Parlament“, Hrsg. Bundeszentrale für Politische Bildung).
- WALKENHORST Philipp, „Skizzen zur Notwendigkeit berufsethischen Denkens und Handelns im (Jugend-)Strafvollzug“, in BECKA Michelle (Hrsg.), Ethik im Justizvollzug, Kohlhammer, Stuttgart, 2014, S. 223–248.
- WALKENHORST Philipp, „Abarbeiten oder Mission? Überlegungen zur beruflichen Haltung der Professionellen im Strafvollzug“, in KOOP Gerd & KAPPENBERG Barbara (Hrsg.), Weichen gestellt für den Justizvollzug? Herausforderungen und Strategien, Gesellschaft für Fortbildung der Strafvollzugsbediensteten e.V., Wiesbaden, 2016, S. 54–69 (Forum Strafvollzug, Schriftenreihe Bd. 1).
- WALKENHORST Philipp & FEHRMANN Sarah, „Jugendarrest, Jugendstrafvollzug und Jugenduntersuchungshaft: Grundlagen – Wirkungen – Perspektiven“, in MAELICKE Bernd & SUHLING Stefan (Hrsg.), Das Gefängnis auf dem Prüfstand, Springer, Wiesbaden, 2018, S. 265-311.
- WALTER Joachim, „Demokratie und Moralentwicklung im Jugendstrafvollzug? Das Just-Community-Projekt in der JVA Adelsheim - ein Praxisbericht“, in Neue Kriminalpolitik (15/4), S. 138-141.
- WALTER Joachim, „Bedingungen bestmöglicher Förderung im Jugendstrafvollzug. Ein Diskussionsbeitrag in der Folge des Urteils des Bundesverfassungsgerichts vom 31.5.2006.“, in Zeitschrift für Jugendkriminalrecht und Jugendhilfe 2006, Teil 1: S. 236–244; Teil 2: S. 369–377.
- WALTER Joachim, „Optimale Förderung oder was sollte Jugendstrafvollzug leisten?“ in Neue Kriminalpolitik (18/3), S. 93-98.

WALTER Joachim, „Bedingungen bestmöglicher Förderung im Jugendstrafvollzug“, in GOERDELER Jochen & WALKENHORST Philipp (Hrsg.), Jugendstrafvollzug in Deutschland, Forum-Verlag Godesberg, Mönchengladbach, 2007, S. 184–221.

WIRTH Wolfgang, „Steuerung und Erfolgskontrolle im Übergangsmanagement“, in MAELICKE Bernd & SUHLING Stefan (Hrsg.), Das Gefängnis auf dem Prüfstand, Springer, Wiesbaden, 2018, S. 501-521.

WIRTH Wolfgang, „Jugendliche im Jugendstrafvollzug: Von quantitativen Rückblicken zu qualitativen Ausblicken“, in KAPLAN Anne & ROOS Stefanie (Hrsg.), Delinquenz bei jungen Menschen – Ein interdisziplinäres Handbuch, Springer, Wiesbaden, 2021, S. 443-458.

ZOBRIST Patrick & KAEHLER Harro Dietrich, Soziale Arbeit in Zwangskontexten, Ernst Reinhardt, München – Basel, 2017 (3. Auflage).

Évolution de la justice pour enfants en France : de l'ordonnance de 1945 au nouveau Code de la justice pénale des mineurs

Autrice – Author – Autorin

Nadia Beddiar est Professeure de droit public, titulaire de l'HDR, à la Faculté de droit de l'Université catholique de Lille et chercheure associée au CERAPS-CNRS (Centre d'études et de recherches administratives politiques et sociales). Sa thèse de doctorat, soutenue en 2011, porte sur le statut juridique des mineurs détenus. Son habilitation à diriger des recherches s'intitule « Les droits et libertés du mineur usager du service public ». Ses recherches portent sur le droit pénitentiaire, les droits de l'enfant et le droit administratif. En tant que membre de la Chaire Enfance et Famille, elle enseigne les droits de l'enfant et le droit pénal des mineurs.

Nadia Beddiar is a professor of public law, holder of the HDR, at the Faculty of Law of the Catholic University of Lille and a research associate at the CERAPS-CNRS (Center for Political and Social Administrative Studies and Research). Her doctoral thesis, defended in 2011, deals with the legal status of detained minors. Her habilitation to direct research is entitled "The rights and freedoms of the minor user of public services". Her research focuses on prison law, children's rights and administrative law. As a member of the Child and Family Chair, she teaches children's rights and juvenile criminal law.

Nadia Beddiar ist Professorin für Öffentliches Recht, HDR, an der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Katholischen Universität Lille und assoziierte Forscherin am CERAPS-CNRS (Centre d'études et de recherches administratives politiques et sociales). Ihre 2011 verteidigte Doktorarbeit befasst sich mit dem Rechtsstatus von minderjährigen Häftlingen. Ihre Habilitation zur Leitung von Forschungsarbeiten trägt den Titel „Les droits et libertés du mineur usager du service public“ (Die Rechte und Freiheiten minderjähriger Nutzer des Öffentlichen Dienstes). Ihre Forschungsschwerpunkte sind das Strafvollzugsrecht, die Rechte des Kindes und das Verwaltungsrecht. Als Mitglied des Lehrstuhls Enfance et Famille unterrichtet sie Kinderrechte und Jugendstrafrecht.

Résumé – Abstract – Zusammenfassung

Nadia Beddiar décrit l'émergence et le fonctionnement de la justice pénale spécifique aux jeunes en France. Le système français actuel repose principalement sur une différenciation des acteurs compétents. La législation distingue deux cas spécifiques : le mineur en danger et le mineur délinquant. Pour les mineurs en danger, des mesures peuvent être prises pour assurer leur protection, notamment par le biais de l'aide sociale à l'enfance, tandis que pour les mineurs délinquants, une autorité relevant du ministère de la Justice, appelée « Protection judiciaire de la jeunesse », est compétente. Madame Beddiar explique que le nouveau code de la justice pénale des mineurs, entré en vigueur le 30 septembre 2021, remplace l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, éliminant ainsi les critiques de l'ancienne procédure. Madame Beddiar explique ensuite les problèmes du système de justice pénale en France, qui continue d'avoir recours à la privation de liberté et qui ne connaît pas d'âge d'irresponsabilité pénale. Comme point de critique de la nouvelle codification, Madame Beddiar souligne que la notion d'« intérêt supérieur de l'enfant » n'a pas été retenue dans la philosophie du nouveau code et que le temps judiciaire, voulu plus court, se conjugue avec une standardisation forte de la procédure pénale.

Nadia Beddiar describes the emergence and functioning of youth-specific criminal justice in France. The current French system is mainly based on a differentiation of the competent actors. The legislation distinguishes two specific cases: minors in danger and delinquent minors. For minors in danger, measures can be taken to ensure their protection, notably through child welfare, while for delinquent minors, an authority under the Ministry of Justice, called "Protection judiciaire de la jeunesse", is competent. Ms. Beddiar explains that the new code of juvenile criminal justice, which came into force on September 30, 2021, replaces Ordinance No. 45-174 of February 2, 1945, on delinquent children, thus eliminating the criticisms of the old procedure. Ms. Beddiar then explains the problems of the criminal justice system in France, which continues to rely on deprivation of liberty and has no age of criminal irresponsibility. As a point of criticism of the new codification, Mrs. Beddiar underlines that the notion of "best interest of the child" was not retained in the philosophy of the new code and that the judicial time, intended to be shorter, is combined with a strong standardization of the penal procedure.

Nadia Beddiar beschreibt die Entstehung und die Funktionsweise der jugendspezifischen Strafjustiz in Frankreich. Das derzeitige französische System beruht hauptsächlich auf einer Differenzierung der zuständigen Akteure. Die Gesetzgebung unterscheidet zwei spezifische Fälle: gefährdete Jugendliche und jugendliche Straftäter. Für gefährdete Minderjährige können Maßnahmen zu ihrem Schutz ergriffen werden, insbesondere durch die Kinderfürsorge, während für straffällige Minderjährige eine dem Justizministerium unterstehende Behörde zuständig ist, die als „Protection judiciaire de la jeunesse“ bezeichnet wird. Frau Beddiar erklärt, dass das neue Jugendstrafgesetzbuch, das am 30. September 2021 in Kraft trat, die Verordnung Nr. 45-174 vom 2. Februar 1945 über die straffällige Kindheit ersetzt und damit die Kritik am alten Verfahren beseitigt. Anschließend erläutert Frau Beddiar die Probleme des Strafjustizsystems in Frankreich, das weiterhin auf Freiheitsentzug zurückgreift und kein Mindestalter für strafrechtliche Mündigkeit kennt. Als Kritikpunkt an der neuen Kodifizierung hebt Frau Beddiar hervor, dass der Begriff des „Kindeswohls“ nicht in die Philosophie des neuen Gesetzbuches aufgenommen wurde und dass die gewollte kürzere Gerichtszeit mit einer starken Standardisierung des Strafverfahrens einhergeht.

ÉVOLUTION DE LA JUSTICE JUVÉNILE EN FRANCE : DE L'ORDONNANCE DE 1945 AU NOUVEAU CODE DE LA JUSTICE PÉNALE DES MINEURS

Nadia Beddiar (*Ecole Nationale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse à Roubaix*)

L'avènement d'une justice pénale spécifique aux enfants s'inscrit dans un vaste processus d'intérêt et de protection des mineurs, qui s'est développé au cours de la deuxième moitié du XIXe siècle. Sensible à l'égard de cette catégorie de population, le législateur a historiquement manifesté un souci pour l'enfance à travers la loi du 22 mars 1841 relative au travail des enfants employés dans les manufactures, usines et ateliers, puis la loi du 7 décembre 1874 sur la protection des enfants employés dans les professions ambulantes.

Le choc des deux conflits mondiaux a modifié la perception des mineurs en reconnaissant leur vulnérabilité à travers la création de dispositifs particuliers d'aide et de soutien. Le champ pénal a été investi avec l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, puis l'assistance éducative fut consacrée par celle du 23 décembre 1958.

La France dispose d'un système assez spécifique en termes de protection de l'enfance puisqu'il repose sur une catégorisation des publics et une différenciation des acteurs compétents.

La législation distingue l'enfant en danger et le mineur délinquant. Le premier est un enfant qui a évolué dans un environnement familial défaillant et qui connaît des difficultés ou des dysfonctionnements de diverses natures (maltraitance, désintérêt des représentants légaux...). L'article 375 du Code civil vise généralement la situation dans laquelle « la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur non émancipé sont en danger, ou si les conditions de son éducation ou de son développement physique, affectif, intellectuel et social sont gravement compromises ».

La protection de l'enfant en danger peut alors prendre la forme d'une prise en charge par le département, souvent à la suite d'un signalement et d'une décision du juge civil¹.

Tous les départements français disposent d'un service que l'on appelle l'ASE, Aide Sociale à l'Enfance. Cette structure dispose d'une compétence générale en matière d'accompagnement et d'hébergement des mineurs dits en danger².

La seconde catégorie concerne les mineurs auteurs d'infractions pénales. Ils sont pris en charge par les services et les établissements de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), administration œuvrant sous l'égide du ministère de la Justice³. Elle est chargée de mettre en œuvre des missions d'évaluations et d'investigations à la demande du magistrat et de réaliser l'accompagnement éducatif du mineur confié.

L'histoire de l'intervention sociale auprès des mineurs en difficulté repose ainsi sur cette distinction entre mineurs en danger et mineurs délinquants, ce qui peut paraître artificiel car il s'agit en pratique des mêmes personnes⁴. Un mineur délinquant n'est-il pas un mineur en danger ? Les professionnels travaillant auprès de ces publics confirment que les mineurs délinquants sont bien souvent des personnes qui, dans leur parcours, ont connu les services de l'ASE antérieurement.

Cet article s'intéresse plus spécifiquement à la réforme du droit pénal des mineurs en 2021, qui est un sujet érigé en arlésienne des politiques pénales depuis très longtemps.

Est-ce que la justice pénale des mineurs est un long fleuve tranquille ? La réponse est sans surprise négative ! Nous rappelons que le traitement pénal des mineurs délinquants est actuellement régi par l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante⁵. Depuis son entrée en vigueur, le législateur français n'a cessé de modifier ce texte, surtout à partir du début des années 2000, au point de le rendre illisible et en faisant disparaître son fil conducteur et sa philosophie⁶.

Le Code de la justice pénale des mineurs, adopté par le Parlement⁷, viendra remplacer l'ordonnance de 1945, le 30 septembre 2021.

1. CAPELIER Flore, *Comprendre la protection de l'enfance*, Dunod, Paris, 2015, 464 p.

2. Article L.221-1 du Code de l'action sociale et des familles (CASF).

3. La France a créé en 1945 une administration publique, l'Éducation surveillée, spécialement dédiée à l'aide et à l'accompagnement des mineurs en conflit avec la loi et leurs familles, ce qui constitue un progrès remarquable à cette époque.

Devenue PJJ grâce à un décret du 21 février 1990, cette administration, placée sous la tutelle du ministère régalién de la Justice, se définit comme une autorité du secteur social et médico-social. Son action est également assurée par le secteur associatif habilité.

4. BOURGOIN Nicolas, « De l'enfance en danger aux enfants dangereux : enjeux politiques de la refonte de l'ordonnance de 1945 », in *Enfances & Psy*, vol. 60, n° 3, 2013, p. 28-38.

5. Ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, JORF du 4 février 1945.

6. BEDDIAR Nadia [dir.], *70 ans de justice pénale des mineurs*, L'Harmattan, Paris, 2017, 197 p.

7. Loi n° 2021-218 du 26 février 2021 ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs (1), NOR : JUSF1928288L, JORF n° 0050 du 27 février 2021, texte n° 1.

Ainsi se termine une période agitée d'une trentaine d'années pendant laquelle les politiques successives ont tenté de réformer profondément l'ordonnance de 1945, pour lutter contre un phénomène, difficile à appréhender, d'impunité des mineurs délinquants et renforcer la lutte contre la récidive. Les interventions du législateur, frénétiques et répétitives, ont conduit progressivement à une atténuation des principes fondamentaux de la justice des mineurs, qui se caractérise principalement par sa spécialisation et son engagement à répondre aux besoins des mineurs.

Au regard de la sensibilité politique du sujet, tous les ministres de la Justice successifs ont échoué jusqu'au gouvernement actuel qui a choisi de ne pas soumettre son projet de réforme au processus parlementaire traditionnel et de recourir à la voie des ordonnances permises par l'article 38 de la Constitution.

La volonté du pouvoir exécutif de réaliser une réforme rapide de la procédure pénale des mineurs est marquante et elle a inquiété de nombreux acteurs de la justice juvénile qui dénonçaient une concertation en demi-teinte ou de surface, voire une précipitation⁸. Le Parlement a adopté l'ordonnance contenant le nouveau Code de la justice pénale des mineurs le 16 février 2021 et la loi a été promulguée le 26 février. Mais il a quand même décidé de reporter son entrée en vigueur, pour permettre aux magistrats, aux avocats et aux agents de la PJJ de s'approprier les nouvelles règles procédurales.

Pour comprendre le sens de l'évolution de la justice pénale des mineurs en France, il convient de revenir sur l'ordonnance de 1945 et sur ses principales mutations. Voulu par le législateur ou le pouvoir exécutif, ces révisions ont impulsé un processus mettant en retrait les dispositions protectrices, remplacées ou affaiblies par des critères de sévérité plus grande dans le traitement de la délinquance juvénile (I). La dernière réforme aboutit à présent à l'abrogation de l'ordonnance de 1945 et les observateurs apprécient avec attention la philosophie du nouveau Code de la justice pénale des mineurs. Malgré le report de son application, il convient de vérifier si cette codification poursuit, voire intensifie la tendance à la déspecialisation de la justice des mineurs ou si, à l'inverse, il s'efforce de redonner vie à des principes qui forment, historiquement, le cœur de cette justice pénale singulière (II).

I. Vers une justice pénale des mineurs moins spécialisée ?

La plus grande faiblesse du droit pénal des mineurs provient de sa force initiale. Si l'ordonnance du 2 février 1945 est un texte fondateur et historique intimant les acteurs de la justice à punir tout en protégeant les mineurs auteurs, le reproche fréquent qui lui était adressé est celui d'une jeunesse différente, aux profils sociologiques plus variés et aux comportements plus violents. Cette idée a régulièrement été le moteur des interventions successives du législateur pour modifier le texte jusqu'à le rendre très imparfait. L'ajout de dispositions l'a paradoxalement conduit à son appauvrissement (A). La boulimie législative, loin d'être une bonne chose, s'inscrit dans le contexte d'un système pénal qui réserve, et ce tout au long de l'histoire de la pénalité, un sort très punitif aux mineurs délinquants ou déviants, dans lequel la privation de liberté n'a jamais été écartée (B).

A. L'ordonnance du 2 février 1945 : une pérennité sous forme de « mille-feuille » législatif

Depuis la fin des années 1990, nous assistons, en France, à un processus de déspecialisation de la justice des mineurs, qui n'a pourtant cessé de s'adapter aux mineurs depuis la loi du 22 juillet 1912 qui a institué en France les tribunaux pour enfants pour répondre à la nécessité de leur protection.

L'affaiblissement du modèle protectionnel dans les années 1970 a progressivement laissé la place à des préconisations de nature sécuritaire dont la confirmation est intervenue au début des années 2000. En effet, le tournant répressif s'est manifesté par l'entrée en vigueur des lois dites Perben I et Perben II, votées en 2002 et en 2004, qui ont notamment créé les centres éducatifs fermés et les établissements pénitentiaires pour mineurs.

Ce changement de paradigme, glissant de la protection vers la répression, a été une étape importante en rendant visibles ses conséquences en termes de déspecialisation de la justice qui tend peu à peu à considérer les mineurs délinquants comme des majeurs. En plus de nouvelles structures de traitement pénal, cette évolution s'est traduite par la multiplication des exceptions permettant au magistrat de juger le mineur comme un majeur⁹.

Ce processus inquiétant a été néanmoins ralenti grâce à l'engagement de la France dans différentes conventions, contraignantes ou non, dont la Convention internationale des droits de l'enfant.

8. DAADOUCHE Christophe, « On ne peut pas réformer la Justice des mineurs sans débat », <https://www.lagazettedescommunes.com/595479/on-ne-peut-pas-reformer-la-justice-des-mineurs-sans-debat/> consulté le 1er mars 2021.

9. Loi n° 2007-1198 du 10 août 2007 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs, Art. 5, JORF n° 185 du 11 août 2007.

Pour contrebalancer la sévérité du législateur dans la procédure pénale des mineurs, un mouvement de reconnaissance plus ou moins timide de droits subjectifs a été amorcé afin de renforcer le statut des mineurs prévenus de la garde à vue jusqu'au jugement.

Avec le même esprit, la loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle du 16 novembre 2018 a supprimé le tribunal correctionnel pour mineurs, instauré par la loi du 10 août 2011 pour juger les auteurs récidivistes. La loi du 23 mars 2019¹⁰ est venue consacrer le droit à un avocat pour le mineur soumis à une audition libre, dont le régime juridique se distingue de la garde à vue¹¹.

Cette marche positive s'est évidemment inscrite dans une procédure pénale devenue éminemment complexe. L'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, texte fondateur de la justice pénale des mineurs, a subi 39 réformes consécutives depuis 1945. Aujourd'hui, il est devenu un document confus, quasiment illisible pour certains magistrats. Les modifications successives ont conduit à l'empilement d'une multitude de mesures : une mosaïque de mesures éducatives qui coexistent au sein d'un dispositif plus coercitif. Par exemple, l'article 131-5-1 du Code pénal concerne le stage de citoyenneté applicable aux mineurs à l'article 20-4-1 de l'ordonnance de 1945. En parallèle, le juge des enfants peut ordonner un stage de formation civique, prévu à l'article 15-1 6^o de l'ordonnance, sans que la différence avec le stage de citoyenneté soit flagrante et pertinente.

La lourdeur du texte a multiplié les difficultés pour sa compréhension et son appropriation par les professionnels, ce qui a conforté le gouvernement dans son projet de réforme en abrogeant l'ordonnance, remplacée par un code.

En parallèle de ce foisonnement de normes législatives, le Conseil Constitutionnel a, pour sa part, complété son œuvre en constitutionnalisant des principes dont il veillera, par la suite, à la défense de manière quelque peu critiquable¹².

Dans une célèbre décision rendue en 2002¹³, le juge constitutionnel reconnaît, dans la justice pénale des mineurs, un principe fondamental reconnu par les lois de la République (PFLRL). Cette qualité permet de sacraliser ainsi un principe en l'introduisant dans le bloc de constitutionnalité¹⁴.

Le Conseil constitutionnel reconnaît trois branches au sein de ce principe. Le premier principe est celui de l'atténuation de la responsabilité pénale des mineurs qui conduit simplement à considérer qu'en principe un mineur délinquant ne doit pas être jugé de la même manière qu'un adulte. Le deuxième principe concerne la spécialisation des juridictions. Depuis la création des tribunaux pour enfants en 1912, les mineurs délinquants doivent être jugés par des magistrats qui ont suivi une formation particulière, qui leur permet de comprendre le parcours de l'enfant et les difficultés qui l'ont conduit à commettre un passage à l'acte. Enfin, le troisième principe est la primauté de l'action éducative sur l'action répressive.

Si la constitutionnalisation des principes directeurs de la justice pénale des mineurs est une bonne chose, on regrette toutefois la grande souplesse du Conseil constitutionnel qui a validé des textes législatifs particulièrement répressifs, n'y voyant aucune contrariété avec le PFLRL¹⁵.

Avec l'aval du juge constitutionnel, la justice des mineurs a poursuivi sa marche vers plus de sévérité. Le taux de poursuite pénale est révélateur. En 2019, il est de 92,8 pour cent alors que pour les majeurs ce taux est de 87,7 pour cent¹⁶. La justice des mineurs n'est donc pas laxiste, malgré les idées reçues¹⁷.

À cela s'ajoute un critère d'efficacité : la réduction des délais de jugement. Désormais, la justice doit être rapide. On parle de « principe de célérité », bien qu'en pratique cette injonction laisse à désirer compte tenu des faibles moyens dont dispose la Justice.

D'après la communication du ministère de la Justice, les procédures pénales concernant un mineur durent environ 18 mois jusqu'à 23 mois¹⁸.

10. Loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice (1), NOR : JUST1806695L, JORF n° 0071 du 24 mars 2019, Texte n° 2.

11. PELLÉ Sébastien, « L'audition libre : réflexion sur quelques angles morts des droits de la défense », in Recueil Dalloz, 2021, p. 356.

12. LAZERGES Christine, « La démolition méthodique de la justice des mineurs devant le Conseil constitutionnel », in Revue de science criminelle, 2011, 728 p.

13. CC, décision n° 2002-461 DC du 29 août 2002.

14. ROUX Jérôme, « La reconnaissance par le Conseil constitutionnel du principe fondamental reconnu par les lois de la République relatif à la justice des mineurs », in Revue de droit public, 2002, p. 1.731-1.768.

15. En particulier concernant la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (1), NOR : IOCX0903274L, JORF n° 0062 du 15 mars 2011 (notamment la création d'un couvre-feu mineurs) et la loi n° 2011-939 du 10 août 2011 sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs (1), NOR : JUSX1107903L, JORF n° 0185 du 11 août 2011, Texte n° 1 (surtout la création des tribunaux correctionnels pour mineurs).

16. Chiffres clés de la Justice en 2019, sous-direction de la Statistique et des Études.

17. MUCCHIELLI Laurent, « Explosion de la violence des mineurs, laxisme de la justice. Le diagnostic qui sous-tend la loi sur la prévention de la délinquance est-il fondé ? », in Journal du droit des jeunes, vol. 261, n° 1, 2007, p. 22-30.

18. Justice des mineurs, Document de politique transversale, Projet de loi de finances 2021, p. 11.

Cette durée étant jugée trop longue en termes d'approche pédagogique pour les mineurs, le législateur a octroyé toujours plus de pouvoirs au procureur de la République. Aujourd'hui, le parquet joue un rôle central au point que la position du juge des enfants peut paraître subsidiaire.

Un nombre important d'affaires sont jugées par le procureur de la République et non pas par le juge des enfants, ce qui permet en pratique de gagner du temps en faisant l'impasse sur l'instruction, en contrepartie d'une reconnaissance de culpabilité de l'auteur poursuivi. Selon les chiffres du ministère de la Justice en 2019, 55,5 pour cent des affaires pénales ont été traitées par le parquet au titre des alternatives aux poursuites, alors que 35,9 pour cent des affaires ont fait l'objet d'une information judiciaire devant le juge des enfants ou le juge d'instruction¹⁹. La recherche de rapidité dans la procédure pénale des mineurs est un enjeu compréhensible qui conduit à émettre néanmoins des nuances. En effet, le parquet est composé de magistrats peu ou pas spécialisés en droit pénal des mineurs (sauf au sein des juridictions importantes). Il en est de même pour les magistrats siégeant dans les tribunaux de police pour juger les mineurs ayant commis une contravention de la première à la quatrième classe²⁰. Ces acteurs de la justice ne présentent pas nécessairement le recul et les clés de lecture sur les parcours et la psychologie des mineurs délinquants.

B. Un système de justice juvénile répressif

En France, le système de justice pénale des mineurs s'illustre malheureusement par un recours accru à la privation de liberté. Cette pratique est régulièrement dénoncée par des institutions internationales et nationales telles que le Comité des droits de l'enfant²¹ ou la Commission nationale consultative des droits de l'homme²².

L'institution pénale entretient un attachement ancien avec l'enfermement²³. Le droit pénal français fixe à 13 ans l'âge minimum pour une incarcération au sein d'EPM ou de quartiers mineurs au sein de certaines maisons d'arrêt.

Depuis début 2017, on assiste à une augmentation extrêmement visible du nombre de mineurs incarcérés. Au 1^{er} août 2017, 885 mineurs sont incarcérés. Ce chiffre a subi une légère inflexion et est passé à 744 au 1^{er} décembre 2020.

À ces chiffres s'ajoute une autre préoccupation liée au recours à la détention provisoire. Au cours des années, il est constant que 70 pour cent des mineurs soient incarcérés au titre de la détention provisoire. Un ratio de trente pour cent de jeunes condamnés à purger une peine de détention est constaté.

Ce recours à la privation de liberté ordonné par le juge des enfants trouve son explication dans la progressivité des réponses pénales. L'échec de mesures plus douces peut conduire le magistrat à prononcer une mesure plus sévère. Il existe également la volonté pour le juge des enfants de marquer un arrêt brutal dans le processus de délinquance du jeune. Évidemment, cette finalité n'est pas suffisante pour entamer un projet de réinsertion et de resocialisation pour le mineur incarcéré, tant les difficultés rencontrées à la sortie de détention sont grandes.

L'autre spécificité française, qui va bientôt changer grâce au CJPM, est l'absence d'âge de responsabilité pénale. L'engagement de la responsabilité pénale se fonde sur l'appréciation, par le juge, du discernement du mineur au moment de la commission des faits.

La Convention internationale des droits des enfants, les règles de Riyad²⁴, celles de Beijing²⁵ et une multitude de textes internationaux invitent les États à définir un âge minimum de responsabilité, c'est-à-dire un âge en dessous duquel le mineur n'aura pas à répondre de ses actes devant un juge pénal.

Jusque 2020, la France a toujours refusé d'inscrire dans la loi un âge de responsabilité pénale, privilégiant le discernement, apprécié de façon souveraine par le juge des enfants. Par contre, la législation prévoit un âge d'accès à la pénalité : dix ans²⁶ et treize ans pour la détention.

Cette situation, contraire aux engagements internationaux de la France, est critiquée de longue date et la réforme du droit pénal des mineurs devait naturellement consacrer des débats sur la question de

19. *Chiffres clés de la Justice en 2019, op. cit.*

20. *Défenseur des droits, avis n° 20-09, 1er décembre 2020.*

21. *Observations finales du Comité des droits de l'enfant concernant le cinquième rapport périodique de la France, 29 janvier 2016.*

22. *CNCDH, Avis sur la privation de liberté des mineurs, 27 mars 2018, 72 p.*

23. *FOUCAULT Michel, Surveiller et punir : naissance de la prison, Gallimard, Paris, 1993, 360 p. ; YVOREL Élise, Les enfants de l'ombre : La vie quotidienne des jeunes détenus au XXe siècle en France métropolitaine, PUR, Rennes, 2008, 356 p.*

24. *Résolution 45/112 du 14 décembre 1990, Principes directeurs des Nations Unies pour la prévention de la délinquance juvénile.*

25. *Résolution 40/33 du 29 novembre 1985, Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs.*

26. *L'ordonnance du 2 février 1945 (art. 15-1) prévoit que des sanctions éducatives peuvent être prononcées à l'encontre d'un mineur dès l'âge de 10 ans. L'article L.112-3 du nouveau Code de la justice pénale des mineurs prévoit qu'une mesure éducative judiciaire peut être prononcée à partir de cet âge.*

l'âge de la responsabilité pénale.

Sans abandonner pour autant la notion de discernement, auquel la France reste attachée, le CJPM pose, à l'article L. 11-1, une présomption de discernement, et non une présomption de responsabilité, dès l'âge de 13 ans. Un alinéa a été ajouté à cet article pour donner une définition de la notion de discernement : « Est capable de discernement le mineur qui a compris et voulu son acte et qui est apte à comprendre le sens de la procédure pénale dont il fait l'objet ».

On constate que si le CPJM est présenté comme une réforme historique, il n'a pas osé fixer un véritable âge de responsabilité pénale. La pratique des magistrats ne devrait donc guère changer.

La détermination de l'âge à partir duquel un mineur sera poursuivi pénalement est importante car un nombre élevé de mineurs est concerné chaque année. En 2019, 177.761 mineurs ont fait l'objet d'une procédure pénale dont 37.555 ont vu leur affaire classée faute de preuve ou en raison d'infractions mal caractérisées.

Il convient, par ailleurs, de garder à l'esprit la dichotomie entre mineurs en danger et mineurs délinquants dans l'activité des juges des enfants puisque 70 pour cent du temps d'un juge des enfants est consacré à la protection l'enfance et trente pour cent de son activité concerne les mineurs délinquants²⁷.

Enfin, la sévérité du traitement pénal des mineurs délinquants se traduit à l'importation progressive au sein de l'ordonnance de 1945, de dispositifs prévus dans le Code de procédure pénale (CPP), concernant les majeurs. Ainsi, les mineurs peuvent être soumis à un grand nombre d'obligations et d'interdictions lié au sursis probatoire²⁸ (anciennement sursis avec mise à l'épreuve). Le suivi socio-judiciaire²⁹, l'assignation³⁰ et la détention à domicile sous surveillance électronique³¹ leur sont applicables. La privation de liberté et le contrôle judiciaire³² sont souvent prononcés. En plus des peines et des mesures probatoires, des mesures procédurales sont communes aux mineurs et aux majeurs en ce qui concerne les finalités et leurs temporalités réduites. Ainsi, la convocation par officier de police judiciaire (art. 393 du CPP) permet à la personne mineure ou majeure sort-

ant de garde à vue de se présenter dans un délai de dix jours à deux mois devant la juridiction de jugement. La présentation immédiate (art 14-2 de l'ordonnance) est une modalité accélérée de jugement des mineurs âgés de 16 à 18 ans, sous certaines conditions³³. Ces modalités constituent des formes de banalisations des procédures de jugement accéléré³⁴, dont le principe est conservé par le CJPM³⁵. Néanmoins, la réforme est l'occasion de revenir sur des enjeux essentiels tels que la simplification de la procédure pénale et la limitation du recours à la détention provisoire.

II. La nouvelle codification face à l'enjeu de simplification de la procédure pénale

L'absence de lisibilité de l'ordonnance du 2 février 1945, conjuguée à sa lecture croisée quasi-systématique avec le Code de procédure pénale ont convaincu le Gouvernement de l'importance d'une réforme complète de la législation en la matière. Le rappel du processus d'adoption du CJPM permet de mesurer les précautions prises pour voir le projet effectivement se concrétiser (A). Il permet également de comprendre que ces nécessités se justifient par la définition d'une nouvelle procédure pénale orientée vers une plus grande efficacité, sans néanmoins révolutionner le contenu du traitement pénal des mineurs (B).

A. L'avènement du Code de la justice pénale des mineurs

Le processus d'adoption du CJPM a été relativement rapide et le point de départ s'inscrit sur le fondement de l'article 93 de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice des mineurs. C'est cet article qui autorise le Gouvernement à adopter un nouveau code par voie d'ordonnance. Ainsi, une loi d'habilitation a été votée par l'Assemblée nationale pour permettre au pouvoir exécutif d'intervenir dans le domaine de la loi.

Le projet de code figure dans l'ordonnance d'11 septembre 2019³⁶. Ensuite, le Gouvernement a déposé un projet de loi ratifiant cette ordonnance devant l'Assemblée nationale le 30 octobre 2019. Le texte a été renvoyé pour examen devant la

27. BELLON Laurence, *L'atelier du juge. À propos de la justice des mineurs*, Érès, Toulouse, 2011, 304 p.

28. Art L. 112-2 du CJPM et art. 15-1 de l'ordonnance de 1945.

29. Art. L. 122-3 du CJPM.

30. Art. L. 333-1 et suivants du CJPM et art 10-3 de l'ordonnance de 1945.

31. Art. L. 122-6 et art. 20-2-1 du CJPM.

32. Art. L. 331-1 et suivants du CJPM et art. 10-2 de l'ordonnance de 1945.

33. VLAMYNCK Hervé, « La procédure de comparution immédiate : vitesse ou précipitation ? », in *AJ Pénal*, 2011, p. 10 ; DE LAMY Bertrand, « Droit pénal des mineurs : une singularité limitée », in *Revue de science criminelle*, 2008, p. 133.

34. SULTAN Catherine, « La réforme de l'ordonnance de 1945 a-t-elle eu lieu ? », in *AJ Pénal*, 2007, p. 215.

35. Art. L.423-7 et art. L.521-8 du CJPM.

36. Ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du Code de la justice pénale des mineurs, *JORF* n° 0213 du 13 septembre 2019.

commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel et de l'administration générale de la République.

Les parlementaires ont proposé des amendements pour débattre du texte, l'enrichir, mettre en place les moyens. Devant les difficultés pour mettre d'accord les députés et les sénateurs, une commission mixte paritaire a été réunie et est parvenue à adopter, le 16 février 2021, la version définitive du projet qui constitue, par conséquent, un texte de compromis politique.

Sur la forme, la première série de remarques concerne la méthode employée par le Gouvernement. Le recours à l'article 38 de la Constitution prévoyant l'adoption d'un texte sous la forme d'ordonnance conduit à une absence de débat démocratique. Ce temps parlementaire traditionnel n'a pas eu lieu ce qui constitue un inconvénient majeur pour un sujet aussi sensible que le traitement de l'enfance délinquante.

Le recours à cette technique est bien établi puisque de nombreux codes (code de commerce, code de la route, code de la sécurité intérieure, code de l'éducation, code de l'environnement³⁷...) ont également été adoptés par le moyen des ordonnances de l'article 38 de la Constitution. Toutefois, le CJPM créé des innovations importantes pour lesquelles l'économie d'un débat parlementaire a été décidée. Ce choix est sûrement justifié par la crainte du Gouvernement d'un abandon de la réforme, faute de consensus parlementaire.

Pour légitimer ce passage en force, le ministre de la Justice avait bien annoncé une concertation avec les professionnels, sur un avant-projet qui avait circulé un peu avant l'été 2019. Sans surprise, le texte présenté n'a quasiment pas évolué, et ce malgré la bonne volonté de certains parlementaires. Le recours à une ordonnance et l'organisation d'une concertation minimale confèrent peu d'assise démocratique à la réforme.

Sur le fond, quelques idées peuvent être avancées sur un projet qui ne constitue pas une codification à droit constant. S'inspirant des propositions contenues dans le rapport Varinard³⁸ dont celle de création d'un code, le CJPM procède à une refonte complète de la procédure pénale des mineurs et abroge, en conséquence, l'ordonnance du 2 février 1945.

La réforme vise deux objectifs principaux : réduire considérablement les délais de jugement et faciliter l'indemnisation des victimes d'infractions commises par des mineurs.

L'ordonnance du 2 février 1945, on le sait, reposait sur une philosophie humaniste se combinant prévention, éducation et répression. Tel était le sens de son fameux préambule, qui, sans avoir de valeur normative, éclairait sur le sens de la normativité qu'il entendait donner à l'ordonnance.

À l'inverse, le CJPM n'est porteur d'aucune philosophie particulière³⁹.

Des consultations réalisées pendant l'été avaient fait remonter l'idée d'introduire un article préliminaire, idée qui a manifestement été reprise puisque le code s'ouvre bien sur un tel article. Mais l'espoir d'y trouver la philosophie générale du code est immédiatement déçu.

L'article reprend le PFRLR, dégagé par le Conseil constitutionnel dans sa décision du 29 août 2002, et il se limite à cela. Il est regrettable que la notion d'« intérêt supérieur de l'enfant » n'ait pas trouvée sa place en tant que principe matriciel, au sein de cet article préliminaire.

De même que l'article L.11-2 ne fait aucunement référence à la protection spéciale due aux mineurs pour décrire les finalités du droit pénal des mineurs. Il dispose en effet que : « Les décisions prises à l'égard des mineurs tendent à leur relèvement éducatif et moral ainsi qu'à la prévention de la récidive et à la protection de l'intérêt des victimes ».

Concernant le positionnement du CJPM dans l'œuvre pénale du législateur, la tendance d'un droit répressif occupant une place bien visible est maintenue.

La réforme propose un système binaire articulé autour de mesures éducatives et de peines.

Elle conserve la possibilité de placer un mineur dès l'âge de dix ans en retenue dans les locaux de police ou de gendarmerie et dès l'âge de 13 ans en établissement pénitentiaire. L'extension des dispositifs de contrôle applicables aux majeurs est confirmée au sein de la justice des mineurs. Ainsi, le suivi socio-judiciaire (art. L. 122-3) ou la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (L. 122-6) sont prévus par le Code.

Une grande avancée repose sur la disparition des sanctions éducatives qui pouvaient concerner un mineur de dix ans et l'introduction timide de modalités de justice restaurative comme la réparation pénale, mise en avant dans un module judiciaire.

37. <https://www.assemblee-nationale.fr/11/dossiers/codification.asp>

38. VARINARD André, *Adapter la justice pénale des mineurs, Entre modifications raisonnables et innovations fondamentales : 70 propositions, Rapport de la commission, La Documentation française, Paris, 2008, 271 p.*

39. BONFILS Philippe, « La philosophie du Code de la justice pénale des mineurs », in *Revue Droit de la famille*, n° 3, mars 2021, p. 17.

B. La fondation d'une nouvelle procédure pénale

Le Code de la justice pénale des mineurs est divisé en sept livres : des mesures éducatives et des peines (livre I) ; de la spécialisation des acteurs (livre II) ; dispositions communes aux différentes phases de la procédure pénale applicable (livre III) ; de la procédure préalable au jugement (livre IV) ; du jugement (livre V), l'application et l'exécution des mesures éducatives et des peines (livre VI) ; dispositions relatives à l'outre-mer (livre VII).

Il décrit une procédure dont les temporalités sont bien distinctes.

L'une des innovations repose sur la suppression de l'instruction par le magistrat (sauf pour les affaires graves et/complexes) et l'institution généralisée d'un mode de poursuite unique : la saisine de la juridiction de jugement spécialisée en deux temps.

Le nouveau rythme de ce temps judiciaire conduit le juge des enfants ou le tribunal pour enfants saisi de statuer d'abord sur la culpabilité du mineur et sur les intérêts de la partie civile, puis de prévoir une seconde audience destinée au choix de la peine. La rapidité de la procédure repose alors sur la césure du procès en deux temps.

Pour ne pas anéantir les principes directeurs de la justice des mineurs et en particulier celui selon lequel la peine doit être prononcée en tenant compte de la personnalité du mineur, le recours à la césure fait son grand retour dans la procédure mais il doit respecter un cadre précis. La césure peut être décidée si le magistrat considère que « les perspectives d'évolution de la personnalité du mineur le justifient » ou que « des investigations supplémentaires sur la personnalité du mineur le justifient ». Elle peut également être demandée par le procureur de la République si le dossier du mineur ne comprend aucun élément suffisant sur la personnalité du mineur en vue d'être jugé. Le délai compris entre six et neuf mois doit séparer le jugement sur la culpabilité et les intérêts civils et celui sur la peine.

La césure offre ainsi au magistrat la liberté de prendre le temps de disposer d'informations utiles sur l'évolution du mineur pendant un délai qu'il fixe, afin d'identifier la sanction la plus appropriée. Ce délai est qualifié de « mise à l'épreuve éducative » dans le Code de la justice pénale des mineurs et il peut se conjuguer avec un placement sous

contrôle judiciaire ou une assignation à résidence sous surveillance électronique.

La césure participe donc à l'individualisation de la peine, en s'écartant du processus rapide déployé lors du traitement en temps réel. Le juge des enfants semble alors revenir à un exercice plus serein et plus approprié de ses missions, en dehors de l'influence du parquet⁴⁰.

Le délai existant entre les deux procès permet, par conséquent, d'ouvrir une période dénommée « mise à l'épreuve éducative », afin de disposer d'éléments circonstanciés sur l'évolution, la personnalité du mineur, son environnement familial et social afin de favoriser l'individualisation de la réponse pénale. Pendant ce délai, le mineur sera donc suivi par un éducateur de la Protection judiciaire de la jeunesse qui établit un rapport de synthèse au magistrat sur le déroulement du suivi et la réalisation des obligations. Le mineur pourra aussi être placé en détention provisoire⁴¹.

Le maintien d'un temps judiciaire soutenu impose la consolidation du dossier unique de personnalité, institué par la loi du 10 août 2011 et dont les débuts furent difficiles. Ce dossier, tenu par la juridiction connaissant habituellement le mineur, permet de rassembler tous les éléments d'investigations et d'évaluations sur la situation personnelle du mineur⁴². Cet instrument devient le pivot des procédures engagées à l'encontre des mineurs délinquants⁴³. Il est alimenté par les informations contenues dans les expertises judiciaires, le recueil de renseignements socio-éducatif (art. L.322-2 du CJPM) et la mesure judiciaire d'investigation éducative (art. L.322-7 du CJPM).

Il sera possible par exception, notamment pour les faits de faible gravité ou lorsque le mineur est déjà connu de la juridiction et que des éléments de personnalité suffisants ont été recueillis, de statuer lors d'une audience unique sur la culpabilité et sur la sanction, sans recourir à la césure.

La mise en place des mesures probatoires répond à une nouvelle organisation bien que les mesures ne soient pas différentes de celles prévues dans l'ordonnance du 2 février 1945.

40. BEDDIAR Nadia, « La césure du procès pénal des mineurs », in *AJ Pénal*, 2019, p. 483.

41. Pour les mineurs âgés de 13 à 16 ans, la détention provisoire ne peut être prononcée qu'en cas de violations graves et répétées des obligations du contrôle judiciaire ou de non-respect d'un placement en centre éducatif fermé (art L. 311-4 du CJPM).

42. Art. L.322-8 du CJPM.

43. Ce dossier est conservé par la juridiction jusqu'au 18 ans révolus de la personne, ou jusqu'à l'exécution de la mesure éducative ou lorsque le juge des enfants exerce les fonctions de juge de l'application des peines. Voir Décret n° 2014-472 du 9 mai 2014 pris pour l'application de l'article 5-2 de l'ordonnance du 2 février 1945.

Conformément à la césure, en cas de déclaration de culpabilité lors de la première audience, la décision sur la sanction serait renvoyée six à neuf mois pour mettre en place la mise à l'épreuve. À ce titre, le juge pourra alors ordonner :

- une mesure éducative judiciaire provisoire,
- une mesure d'investigation sur la personnalité,
- des mesures de contrôle judiciaire.

Les différentes mesures éducatives probatoires existantes dans l'ordonnance de 1945 seront regroupées en une seule, dénommée la mesure éducative judiciaire. Elle peut être provisoire (avant le jugement sur la peine) ou définitive à titre de sanction. L'article L.112-2 du CJPM en donne une définition : elle constitue un accompagnement individualisé construit à partir d'une évaluation de la situation personnelle, familiale, sanitaire et sociale du mineur et vise sa protection, son assistance, son éducation, son insertion et son accès aux soins.

Elle comprend une intervention systématique de milieu ouvert ainsi que des suivis spécifiques sous forme de modules optionnels et complémentaires : module Réparation (avec l'accord du mineur, qui comprend aussi la médiation) ; module Placement ; module Santé ; module Insertion (accueil de jour, placement en internat scolaire).

Le caractère novateur de la mesure éducative judiciaire repose la possibilité qu'elle puisse être cumulée avec une peine dans les conditions de l'article L.111-3 du CJPM. Elle peut, par ailleurs être exécutée jusqu'à ce que l'auteur ait atteint l'âge de vingt-un ans, ce qui permet à cette mesure de jouer le rôle de la mise sous protection judiciaire, existante sous l'empire de l'ordonnance de 1945.

Enfin, cette mesure éducative judiciaire présente un potentiel de souplesse important car elle est modulable et modifiable à tout moment au cours de la mise à l'épreuve éducative. Le législateur a souhaité que la mesure éducative judiciaire absorbe, grâce aux modules, la liberté surveillée, la mesure de placement et les sanctions éducatives, la mesure de réparation et l'accueil de jour.

Des exceptions au cumul ont toutefois été prévues pour ne pas affaiblir le dispositif. Par exemple, il n'est ainsi pas possible de cumuler l'accueil de jour du module Insertion avec le module Placement, cette mesure et ce module pouvant paraître antinomiques.

Le juge des enfants peut prescrire, modifier ou lever la mesure éducative judiciaire d'office, à la demande du mineur ou de son avocat ou sur réquisitions du procureur de la République. Elle permet de prononcer des interdictions, dont le respect sera sanctionné au moment du jugement final sur la peine.

En plus des modules de la mesure éducative judiciaire, le juge pourra prononcer des interdictions et obligations telles qu'une interdiction de paraître pour une durée qui ne saurait excéder un an, dans le ou les lieux dans lesquels l'infraction a été commise ; une interdiction d'entrer en contact avec la victime ou les coauteurs ou complices, désignés par la juridiction, pour une durée d'un an maximum ; une interdiction d'aller et venir sur la voie publique entre 23 heures et six heures sans être accompagné de l'un de ses représentants légaux, pour une durée de six mois maximum ; l'obligation de remettre un objet détenu ou appartenant au mineur et ayant servi à la commission de l'infraction ou qui en est le produit et l'obligation de suivre un stage de formation civique, d'une durée qui ne peut excéder un mois, ayant pour objet de rappeler au mineur les obligations résultant de la loi.

En cas de commission d'une nouvelle infraction, les procédures sont regroupées et le mineur sera jugé lors d'une même audience sur les affaires concernées⁴⁴.

44. Art. L.521-25 du CJPM.

Conclusion

Il est assez délicat de développer une analyse critique exhaustive sur un appareil pénal qui n'est pas encore entré en vigueur au moment de l'écriture de cet article et qui n'a donc pas encore produit d'effet juridique. La partie réglementaire du code n'a pas encore été adoptée à ce jour. Ne disposant pas du recul nécessaire pour cette entreprise, la comparaison entre l'ordonnance du 2 février 1945 et le Code de la justice pénale des mineurs sur quelques aspects saillants conduit néanmoins à considérer que la nouvelle codification s'inscrit pleinement dans la continuité du texte précédent et ne crée donc pas de rupture.

La question de la célérité de la procédure pénale reste éminemment centrale dans l'ensemble des politiques criminelles et concerne plus encore la justice des mineurs. Oubliée depuis les années 80, la césure du procès des mineurs fait son grand retour et enferme la procédure dans des délais stricts. Ce choix amène a fortiori à penser que l'évolution de la personnalité du mineur sera remarquablement visible et mesurable en neuf mois. Le choix du législateur semble naïf ou bien éloigné de la réalité.

Par ailleurs, les pouvoirs et les prérogatives du procureur de la République sont parfaitement préservés dans la nouvelle procédure. Elle confirme qu'il est devenu un acteur incontournable dans la gestion de la délinquance juvénile car les alternatives aux poursuites sont consacrées, voire encouragées et il peut, en cas de poursuites, intervenir à tout moment de la procédure auprès du juge des enfants.

Ainsi, une cohérence est apportée par la réforme à tout point de vue : réaménager la procédure, freiner la multiplication des réponses pénales, systématiser l'intervention de l'avocat, renforcer la place de l'éducateur et l'omnipotence du parquet, le tout dans une temporalité trop ambitieuse, voire rêvée.

La déception peut quand même s'exprimer devant l'absence d'une vraie démarche de justice restaurative dans la procédure pénale des mineurs, qui ne se limite pas à la seule mesure de réparation⁴⁵. Les dispositions qui y sont relatives s'apparentent à un ajout artificiel en se contentant d'un simple renvoi vers l'article 10-1 du Code de procédure pénale.

Si la création du CJPM se voulait pourtant être un processus historique, l'occasion a été manquée d'accorder une place solide à la justice restaurative et d'adopter une approche globale du droit des mineurs.

En effet, le volet relatif au droit civil a été volontairement écarté, alors que son intégration aurait permis la création d'un grand Code de la jeunesse répondant avec exhaustivité aux problématiques juridiques, souvent complexes, liées à la minorité.

45. FAIDHERBE Julien, *Contribution à l'analyse de la justice restaurative*, Thèse de droit privé, université de Lille, soutenue le 14 octobre 2019, 363 p.

Bibliographie

- BEDDIAR Nadia [dir.], 70 ans de justice pénale des mineurs, L'Harmattan, Paris, 2017, 197 p.
- BEDDIAR Nadia, « La césure du procès pénal des mineurs », in AJ Pénal, 2019, p. 483.
- BELLON Laurence, L'atelier du juge. À propos de la justice des mineurs, Érès, Toulouse, 2011, 304 p.
- BONFILS Philippe, « La philosophie du Code de la justice pénale des mineurs », in Revue Droit de la famille, n° 3, mars 2021, p. 17.
- BOURGOIN Nicolas, « De l'enfance en danger aux enfants dangereux : enjeux politiques de la refonte de l'ordonnance de 1945 », in Enfances & Psy, vol. 60, n° 3, 2013, p. 28-38.
- CAPELIER Flore, Comprendre la protection de l'enfance, Dunod, Paris, 2015, 464 p.
- DAADOUCH Christophe, « On ne peut pas réformer la Justice des mineurs sans débat », <https://www.lagazettedescommunes.com/595479/on-ne-peut-pas-reformer-la-justice-des-mineurs-sans-debat/> consulté le 1er mars 2021.
- DE LAMY Bertrand, « Droit pénal des mineurs : une singularité limitée », in Revue de science criminelle, 2008, p. 133.
- FAIDHERBE Julien, Contribution à l'analyse de la justice restaurative, Thèse de droit privé, université de Lille, soutenue le 14 octobre 2019, 363 p.
- FOUCAULT Michel, Surveiller et punir : naissance de la prison, Gallimard, Paris, 1993, 360 p.
- LAZERGES Christine, « La démolition méthodique de la justice des mineurs devant le Conseil constitutionnel », in Revue de science criminelle, 2011, 728 p.
- MUCCHIELLI Laurent, « Explosion de la violence des mineurs, laxisme de la justice. Le diagnostic qui sous-tend la loi sur la prévention de la délinquance est-il fondé ? », in Journal du droit des jeunes, vol. 261, n° 1, 2007, p. 22-30.
- PELLÉ Sébastien, « L'audition libre : réflexion sur quelques angles morts des droits de la défense », in Recueil Dalloz, 2021, p. 356.
- ROUX Jérôme, « La reconnaissance par le Conseil constitutionnel du principe fondamental reconnu par les lois de la République relatif à la justice des mineurs », in Revue de droit public, 2002, p. 1731-1768.
- SULTAN Catherine, « La réforme de l'ordonnance de 1945 a-t-elle eu lieu ? », in AJ Pénal, 2007, p. 215.
- VARINARD André, Adapter la justice pénale des mineurs, Entre modifications raisonnables et innovations fondamentales : 70 propositions, Rapport de la commission, La Documentation française, Paris, 2008, 271 p.
- VLAMYNCK Hervé, « La procédure de comparution immédiate : vitesse ou précipitation ? », in AJ Pénal, 2011, p. 10 ;
- YVOREL Élise, Les enfants de l'ombre : La vie quotidienne des jeunes détenus au XX^e siècle en France métropolitaine, PUR, Rennes, 2008, 356 p.

Youth justice in Ireland, viewed from a children's rights perspective

Author – Autrice – Autorin

Ursula Kilkelly (BA, LL.M, PhD) is a professor of law with an established profile in children's rights and youth justice. At the University College Cork in Ireland, she is Head of the College of Business and Law. Professor Kilkelly's research expertise is in international children's rights law, with additional expertise in youth justice and detention. She is currently co-editor of Youth Justice, the Sage journal. Ursula's recent publications include books (an edited collection on the legal incorporation of the Convention on the Rights of the Child), on advancing children's rights in detention and on national human rights institutions for children.

Ursula Kilkelly (BA, LL.M, PhD) est professeure de droit et renommée dans le domaine des droits de l'enfant et de la justice pour mineurs. Elle est directrice du College of Business and Law de l'University College Cork en Irlande. Les recherches de Professeure Kilkelly portent sur le droit international des droits de l'enfant, ainsi que sur la justice et la détention des jeunes. Elle est actuellement co-éditrice de « Youth Justice », la revue de Sage. Les publications récentes de Madame Kilkelly comprennent des livres (une collection éditée sur l'incorporation juridique de la Convention relative aux droits de l'enfant), sur l'avancement des droits des enfants en détention et sur les institutions nationales des droits de l'homme pour les enfants.

Ursula Kilkelly (BA, LL.M, PhD) ist Rechtsprofessorin und spezialisiert in den Fachgebieten Kinderrechte und Jugendgerichtsbarkeit. Am University College Cork in Irland ist sie Leiterin des College of Business and Law. Professorin Kilkellys Forschungsschwerpunkt liegt auf den internationalen Kinderrechten, wobei sie sich zusätzlich mit Jugendgerichtsbarkeit und Inhaftierung befasst. Derzeit ist sie Mitherausgeberin der Sage-Zeitschrift „Youth Justice“. Zu Frau Kilkellys jüngsten Veröffentlichungen gehören Bücher (ein Sammelband über die rechtliche Einbindung der Kinderrechtskonvention), über die Förderung von Kinderrechten in Haft und über nationale Menschenrechtsinstitutionen für Kinder.

Abstract – Résumé – Zusammenfassung

Professor Dr Ursula Kilkelly analyses Ireland's youth justice system and its adherence to the core principles of Children's Rights, such as privacy and detention as a measure of last resort and for the shortest appropriate period of time. Ireland's flexibility when it comes to the law's definition of a child, its statutory system of police diversion and its system of family conference aim for a very child-friendly justice. Children need to be partners in a system designed to operate around them. By actively engaging with the minors and their families and relying on good data to monitor a system of transparency and accountability, the path to a child-friendly justice is paved.

Professeure Dr Ursula Kilkelly analyse le système irlandais de justice des mineurs et son adhésion aux principes fondamentaux des droits de l'enfant, tels que le respect de la vie privée et la détention en tant que mesure de dernier recours et pour la période la plus courte possible. La flexibilité de l'Irlande en ce qui concerne la définition légale de l'enfant, son système légal de déjudiciarisation par la police et son système de conférence familiale visent une justice très adaptée aux enfants. Les enfants doivent être partenaires d'un système conçu pour fonctionner autour d'eux. En s'engageant activement auprès des mineurs et de leurs familles et en s'appuyant sur de bonnes statistiques pour contrôler un système transparent et responsable, le chemin vers une justice adaptée aux enfants est tracé.

Professorin Dr. Ursula Kilkelly analysiert das irische Jugendstrafsystem und dessen Einhaltung der Kernprinzipien der Kinderrechte, wie Privatsphäre und Inhaftierung als letztes Mittel und für die kürzeste angemessene Zeit. Irlands Flexibilität bei der gesetzlichen Definition des Begriffs „Kind“, sein gesetzliches System der polizeilichen Diversion und sein System der Familienkonferenz zielen auf eine sehr kinderfreundliche Justiz ab. Kinder müssen Partner in einem funktionierenden System sein. Durch die aktive Einbindung der Minderjährigen und ihrer Familien und die Verwendung guter Daten zur Überwachung eines transparenten und rechenschaftspflichtigen Systems wird der Weg zu einer kinderfreundlichen Justiz geebnet.

YOUTH JUSTICE IN IRELAND, VIEWED FROM A CHILDREN'S RIGHTS PERSPECTIVE

Ursula Kilkelly¹ (*University College Cork*)

Introduction

International children's rights standards, like the Convention on the Rights of the Child and instruments like the Beijing Rules and the European Guidelines on Child-friendly Justice, recognise the rights of children in the justice system, prioritising diversion, detention as a last resort, and decision-making that is informed by the child's best interests and the right of the child to be heard. Ireland's youth justice system developed in parallel with these international instruments and political commitment has ensured that these standards have guided the national approach over the last two decades. As such, Ireland is an interesting exemplar of the international standards in practice, not a perfect one, but one which has taken direction from the international standards in an effort to maximise the protection of children's rights within a justice system. In that sense, there is much that can be learned from an analysis of Ireland's approach to youth justice as an example of how to protect children's rights in youth justice. The aim of this paper, therefore, is to explain the principal achievements of the Irish youth justice system, and the gaps that still remain following twenty years of reform in line with international standards. It does this in three parts. In the first part, it sets out the international standards on children's rights in youth justice. In particular, it has regard to specialisation, the relevance of age, detention as a last resort and the preference given to diversion. Part II considers the application of these standards to Irish youth justice before Part III considers the learning to be achieved from the application of international standards domestically. The piece concludes with some of the areas where international standards are not yet met in the Irish system and some recommendations are made as to how this might be achieved.

Part I

International Standards on Children's Rights and Youth Justice

Children's rights law consists of a substantial body of international standards, including legally binding and non-binding instruments adopted over several decades. The United Nations Convention on the Rights of the Child (CRC)² sets the benchmark for children's rights in all aspects of their lives, recognising the basic rights of all children, defined as those under 18 years of age.³ In the context of youth justice, the Convention recognises that children in conflict with the law have a right to be treated in a manner consistent with the promotion of their sense of dignity and worth, consistent with respect for human rights and which takes into account their age and the desirability of promoting their reintegration into society.⁴ In addition to recognising the detailed legal safeguards as part of the child's to a fair trial,⁵ the Convention requires the promotion of laws and institutions specifically applicable to children in conflict with the law, including a minimum age of criminal responsibility and an approach that promotes diversion from judicial proceedings provided legal safeguards are fully respected.⁶ The Convention requires that detention be limited to a measure of last resort,⁷ and the UN Committee on the Rights of the Child, the body that monitors implementation of the Convention, has highlighted the need for continued compliance with children's rights in detention, including rights to education, healthcare, protection from harm, and rehabilitation and reintegration.⁸

The CRC is supported by a host of international instruments that provide extensive guidance on the legal and non-legal measures that must be adopted to ensure the protection of children's rights in youth justice.⁹ Some of the measures that predate the adoption of the Convention in 1989 remain relevant today (such as the Beijing Rules;¹⁰ and other more general instruments, including the International Covenant on Civil and Political

1. Ursula Kilkelly is a Professor of Law at the School of Law, University College Cork, Ireland. Ursula is grateful to her research assistant, Laura Lanigan, for her support with this paper.

2. *United Nations Convention on the Rights of the Child (CRC) 1989*, adopted and opened for signature, ratification and accession by General Assembly resolution 44/25 of 20 November 1989.

3. *CRC*, Art 1.

4. *CRC*, Art 40(1).

5. *CRC*, Art 40(2).

6. *CRC*, Art 40(3).

7. *CRC*, Art 37(b).

8. *UN Committee on the Rights of the Child, General Comment No 24 on Children's Rights in the Child Justice System (2019)*, *CRC/C/GC/24*, at para 95.

9. *LIEFAARD Ton, Deprivation of liberty of children in light of international human rights law and standards*, *Intersentia, Antwerp/Oxford/Portland, 2008*.

10. *United Nations Standard Minimum Rules for the Administration of Juvenile Justice (The Beijing Rules)*, adopted by General Assembly resolution 40/33 of 29 November 1985.

Rights¹¹ and the Convention against Torture¹²), providing a formal and progressive basis for juvenile justice.¹³ Other instruments include the Riyadh Guidelines¹⁴ and the Havana Rules¹⁵ (both adopted in 1990), with more recent regional developments (European Rules for juvenile offenders subject to sanctions and measures;¹⁶ European Guidelines on Child-friendly Justice¹⁷) help to articulate the pathway towards a rights-compliant, child-friendly, youth justice system.

Together, these instruments seek to inform the development of national approaches to youth justice, ensuring alignment with children's rights standards. They constitute a core set of (common) minimum standards, facilitating communication and cross-comparison at the international level. They provide both the legal impetus and the moral imperative necessary for domestic law reform, instigating the movement towards the alignment of national youth justice systems with international standards. The standards have 'credibility' and a 'sense of timeless value' as the 'common language of youth justice'¹⁸ and they instigate a two-way pathway of states contributing to, and complying with, international consensus on juvenile justice. The depth and detail of the guidance reflects its applicability to the wide range of approaches to youth justice adopted around the world.¹⁹ Moreover, the value of the standards is further reflected in their real-world relevancy as they reflect consistency and coherence that exists between international guidance, research evidence and best practice in youth justice.²⁰

Children's rights standards are integral to the emergence of a rights-compliant youth justice system, even if there is no single way that this can be achieved, nor is there only one form it can take. What is important is that the Convention sets the minimum standards, affording extensive scope to states in their navigation and implementation. It is for each state then to adopt and adapt their

approach in the enshrinement of these standards in their legal, policy and practice landscapes. At the same time, the system must integrate certain key elements – the basic benchmarks or minimum standards of a rights-compliant, child-friendly youth justice system. These include compliance with the fundamental rights of children in conflict with the law, including (among others) due process rights,²¹ the right to be heard,²² and the pivotal position of the 'best interests' principle.²³ For instance, the Convention has not taken a firm view – nor has the Committee – on whether a wholly welfare-oriented system or a wholly justice-based system is more conducive to realising children's rights. What is imperative, regardless of the system applied or the approach taken, is that the minimum international standards are met.

Elements of a Rights-Compliant Youth Justice System

A. *Specialist, Child-Centred System*

International standards reflect the need for the age-appropriate treatment of children in conflict with the law, reiterating the need for a distinct and specialist youth justice system. As noted above, Article 40(3) of the CRC calls for specialisation, requiring the adoption of 'laws, procedures, authorities and institutions specifically applicable to children alleged as, accused of, or recognized as having infringed the penal law'. The system should be characterised by an approach that is consistent with the child's age and development, with the international standards demanding a commitment at all levels to treat children in conflict with the law as children first, irrespective of their circumstances and any offence with which they have been charged or convicted. The system must be child-centred, informed by (and adapted to) the developmental needs and maturity of children aged under 18 years. It must, in line with Article 40(1) of the CRC,

11. *International Covenant on Civil and Political Rights*, adopted by General Assembly resolution 2200A (XXI) of 16 December 1966.

12. *Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment*, adopted by the General Assembly resolution 39/46 of 10 December 1984.

13. LIEFAARD Ton, 'Juvenile justice from an international children's rights perspective', in VANDENHOLE Wouter, DESMET Ellen, REYNAERT Didier, and LEMBRECHTS Sara (eds.), *Routledge International Handbook Children's Rights Studies*, Routledge, London & New York, 2015, at p. 237.

14. *United Nations Guidelines for the Prevention of Juvenile Delinquency (The Riyadh Guidelines)*, adopted by General Assembly resolution 45/112 of 14 December 1990.

15. *United Nations Rules for the Protection of Juveniles Deprived of their Liberty (The Havana Rules)*, adopted by General Assembly resolution 45/113 of 14 December 1990.

16. *Council of Europe, Recommendation CM/Rec(2008)11 of the Committee of Ministers to member states on the European Rules for juvenile offenders subject to sanctions or measures*, Council of Europe, Strasbourg, 2008.

17. *Council of Europe, Guidelines of the Committee of Ministers of the Council of Europe on child-friendly justice, Building a Europe for and with children, Monograph 5*, Council of Europe, 2011.

18. KILKELLY Ursula, 'Youth justice and children's rights: Measuring compliance with international standards', in *Youth Justice* (2008) (8/3), p. 187-192, at p. 191.

19. MUNCIE John, 'Repenalisation and Rights: Explorations in Comparative Youth Criminology', in *The Howard Journal of Criminal Justice* (2006) (45/1), p. 42-70.

20. KILKELLY Ursula, 'Youth justice and children's rights', at p. 188.

21. CRC, Art 40.

22. CRC, Art 12.

23. CRC, Art 3.

ensure children are treated in a manner consistent with their dignity and worth, taking into account their age and the desirability of promoting their reintegration into society. Thus, children in conflict with the law must be treated by a system which recognises their inherent vulnerability and distinction from adult offenders (including physical and psychological development), shaping an age-appropriate, proportionate response which seeks to protect their wellbeing.²⁴

The child justice system should adopt a future-focused lens and embrace positive outcomes, with the best interests of the child requiring that the objectives of 'rehabilitation and restorative justice' are prioritised over the traditional objectives of 'repression/retribution'.²⁵ Established case law in the United States and other jurisdictions makes clear that the sentencing of children must take account of children's amenability, susceptibility and willingness to change, in an effort to support children on the pathway out of, and away from, conflict with the law.²⁶ The recognition of children's greater capacity for change has reinforced the need for a distinct approach to youth justice. It was recognised in *R v Gibbs* for example that young people have the potential to engage more effectively in a transformative process, changing their attitude to offending and perspective of their societal role.²⁷ It was similarly noted in *R v JW* that a young offender is particularly susceptible to change, increasing the potential for reform if exposed to positive influences.²⁸ According to the Committee on the Rights of the Child, the developmental needs of children must be prioritised, with a rights-based approach mandating continued compliance with children's basic rights, including their right to education.²⁹ This is necessary, for instance, to ensure that children in detention do not face excessive barriers to normal development, which could potentially

place them on an irreversible pathway to repeat offending.³⁰ Article 40 of the Convention provides for the child's right to rehabilitation and reintegration, requiring a variety of measures to ensure that children are firmly supported on the pathway away from further conflict with the law. These measures include 'care, guidance and supervision orders; counselling; probation; foster care; education and vocational training programmes and other alternatives to institutional care' in order to ensure that children are treated 'in a manner appropriate to their well-being and proportionate both to their circumstances and the offence'.³¹ The right to privacy is also important,³² given its role in promoting successful reintegration.³³ The negative labelling of young offenders may cause irreversible damage, opening the floodgates for a litany of short- and long-term problems.³⁴

The European Guidelines on Child-friendly Justice³⁵ reflect the unique needs of children in the child justice system, requiring such systems to be 'more focused on children's rights, more sensitive to children's interests and more responsive to children's participation in formal and informal decision making concerning them'.³⁶ The Guidelines promote the child's agency and right to participation, mandating an approach that provides the child with information, advocacy and support to actively participate in a system that is 'accessible, age appropriate, speedy, diligent' and adapted to the fulfilment of the child's needs and rights.³⁷

The international standards require that the system is administered by trained professionals, including specialist lawyers, judges, prosecutors and police officers.³⁸ The Committee routinely recommends children's rights training for all those who work with, and for, children in the justice system, with the recommendation that such training is 'systematic and continuous',³⁹ ensuring consistency with

24. UN Committee on the Rights of the Child, *General Comment No 24*, at para 2.

25. UN Committee on the Rights of the Child, *General Comment No 10, Children's rights in juvenile justice (2007)*, CRC/C/GC/10, at para 10.

26. KILKELLY Ursula, 'Advancing The Rights Of Young People In Juvenile Justice: The Impact Of Juvenile Law Center', in *Temple Law Review* (2016) (88/4), p. 629-652.

27. Attorney General's Reference (*R v Gibbs*) (No. 70 of 2009) EWCA Crim 2853, at para 13.

28. *R v JW* [2009] 2 Cr. App. R (S) 94, at para 30.

29. UN Committee on the Rights of the Child, *General Comment No 24*, at para 95.

30. GEARING Robin, SCHWALBE Craig, MACKENZIE Michael, IBRAHIM Rawan, BUSHNAQ Shadi, and BREWER Kathryne, 'C-FIT adolescent diversion program: A behavioral intervention pilot test for delinquent offenders', in *International Social Work* (2017) (60/5), p. 1.111-1.125, at p. 1.112; UN Committee on the Rights of the Child, *General Comment No 24*, at para 95.

31. CRC, Art 40(4).

32. CRC, Art 40 (2)(b)(vii); UN Committee on the Rights of the Child, *General Comment No 24*, at paras. 66-71.

33. UN Committee on the Rights of the Child, *General Comment No 24*, at para 70.

34. WILSON Holly and HOGÉ Robert, 'The Effect of Youth Diversion Programs on Recidivism: A Meta-Analytic Review', in *Criminal Justice and Behavior* (2013) (40/5), p. 497-518, at p. 498-499; TOLAN Graham and SEYMOUR Mairéad, 'Increasing the Potential for Diversion in the Irish Criminal Justice System: The Role of the Garda Síochána Adult Cautioning Scheme', in *Irish Journal of Applied Social Studies* (2014) (14/1), Article 7, p. 60-71, at p. 62.

35. Council of Europe, *Guidelines on Child-friendly Justice*.

36. LIEFAARD Ton, 'Child-Friendly Justice: Protection and Participation of Children in the Justice System', in *Temple Law Review* (2016) (88/4), p. 905-927, at p. 905-906.

37. Council of Europe, *Guidelines on Child-friendly Justice*, at p. 17.

38. UN Committee on the Rights of the Child, *General Comment No 24*, at para 112.

39. *Ibid.*

the most up-to-date standards, and including emerging research from a variety of relevant fields, such as the 'social and other causes of crime', 'the social and psychological development of children', and 'available diversion measures'.⁴⁰ As the international standards make clear, the delivery of child-friendly, rights-complaint juvenile justice depends on specialised services, support agencies and professionals.

The Outer Limits of Youth Justice

The CRC defines a child as every human being below the age of 18 years unless under the law applicable to the child, the majority is attained earlier. This definition, set out in Article 1, enshrines an important principle that seeks to maximise the application of the Convention's protection to all children, a point reinforced by Article 2 which requires states parties to respect and ensure CRC rights to each child without discrimination of any kind. With regard to children in conflict with the law, Article 40(3) of the CRC requires states parties to establish a minimum age below which children shall be presumed not to have the capacity to infringe the penal law. The Committee's guidance on the age of criminal responsibility, revised in light of recent jurisprudence, emerging best 'practice', and new research recommends that states parties increase their minimum age to 'at least 14 years of age'.⁴¹ With regard to the age at which children's entitlement to the protection of the juvenile ends, although Article 1 of the CRC permits states some flexibility, the Committee has recommended that states ensure a 'non-discriminatory full application of their child justice system to all persons below the age of 18 years at the time of the offence'.⁴² Moreover, the Committee commends states parties that allow the application of the child justice system to persons aged 18 and older whether as a general rule or by way of exception noting that this approach is 'in keeping with the developmental and neuroscience evidence that shows that brain development continues into the early twenties'.⁴³ This has translated into a shift in perspective and support for extending the protections of the youth

justice system and a move towards a system that is not a 'hard cliff edge' for young people who reach the age of 18 years.

Detention as a Last Resort

In the area of detention, international children's rights standards are something of a contradiction in terms, juxtaposing the rights to which children are entitled with the reality that deprivation of liberty necessarily restricts and impedes those rights. This tension is inherent in Article 37 of the CRC which requires that detention must be a 'measure of last resort', for the 'shortest appropriate period of time'. This principle reflects the necessity of detention in some cases as a legitimate, warranted, and justified measure - while reinforcing the centrality of limiting detention to 'truly exceptional cases'.⁴⁴

An implication of Article 37's principle is that children in detention are typically those with the most complex (often unmet) needs. Responding to this complexity, the international standards highlight how to offer maximum protection to the rights of children deprived of liberty, while minimising detention's negative effects. They advocate a child-friendly approach to the form and function of child detention, making clear, however, that in order to be rights compliant, children in detention must enjoy access to a range of rights like health and education, but also programmes, services and supports that are necessary to achieve their successful reintegration into society on release.⁴⁵

Diversion

Diversion can be defined as 'efforts to keep young people away from the formal criminal justice system due to the harm, including labelling, that it may cause'.⁴⁶ Berkery notes three key facets of diversion - diversion from the 'formal criminal justice system', 'conviction' and in turn 'future criminality'.⁴⁷ In line with this approach, the CRC envisages that diversion programmes can take a variety of forms, including community-based programmes,⁴⁸ family-based treatment,⁴⁹ and

40. *Ibid.*

41. *Ibid.*, at para 22.

42. *Ibid.*, at para 30.

43. *Ibid.*, at para 32.

44. NOWAK Manfred, *The United Nations Global Study on Children Deprived of Liberty*, United Nations, Geneva, 2019, at p. 668.

45. NOWAK Manfred, *The United Nations Global Study on Children Deprived of Liberty*, at p. 669.

46. KILKELLY Ursula, *Youth Justice in Ireland: Tough Lives, Rough Justice*, Irish Academic Press, Dublin, 2006, at p. 66.

47. BERKERY Sarah, 'Diversion as a Core Principle in the Irish Youth Justice System', in *Irish Journal of Family Law* (2018) (21/2), p. 27-35.

48. NEMOYER Amanda, GALE-BENTZ Elizabeth, GOLDSTEIN Naomi, and PEMA HARVEY Lisa, 'Factors Associated with Successful Completion of a Community-Based, Postarrest Juvenile Diversion Program and Subsequent Rearrest', in *Crime & Delinquency* (2020) (66/5), p. 603-626.

49. KRETSCHMAR Jeff M, TOSSONE Krystal, BUTCHER Fredrick, and MARSH Barbara, 'Examining the impact of a juvenile justice diversion program for youth with behavioral health concerns on early adulthood recidivism', in *Children and Youth Services Review* (2018) (91), p. 168-176.

restorative justice programmes.⁵⁰ The approach increasingly embraced is one of minimum intervention and maximum diversion, grounded in an increasing body of knowledge which draws attention to the vulnerability and complex needs of children who come into conflict with the law. Recent evidence that contact with the criminal justice system is 'inherently criminogenic'⁵¹ provides further support for the policy imperative to divert children at every stage away from the cycle of crime and diversionary strategies seek to provide an alternative approach to the traditional legal system, while having the potential to align with the rehabilitative and restorative objectives integral to youth justice.⁵² They can eliminate the negative and stigmatising effects of contact with the formal criminal justice system, and may reduce custody rates,⁵³ while at the same time reducing the risk of recidivism.⁵⁴ Diversionary programmes can have other interrelated (and indirect) effects, with mental health interventions and after-school programmes positively impacting on mental health and education outcomes respectively.⁵⁵ As a result, General Comment No 24 has emphasised the centrality of diversion in youth justice, pointing to its potential to extend to the majority of crimes:

Diversion should be the preferred manner of dealing with children in the majority of cases. States parties should continually extend the range of offences for which diversion is possible, including serious offences where appropriate... Diversion should be an integral part of the child justice system, and, in accordance with Art. 40 (3)(b) of the Convention, children's human rights and legal safeguards are to be fully respected and protected in all diversion processes and programmes.⁵⁶

Part II

Ireland's Experience of Reform

Ireland's youth justice system has evolved largely in parallel with and in line with these international standards.⁵⁷ Although the Irish youth justice system can be traced back to the Children Act 1908,⁵⁸ it was the legislative reform undertaken following Ireland's ratification of the CRC in 1992 that truly marked the beginning of Ireland's contemporary youth justice system. The Children Act 2001 ('2001 Act') provides the legal framework for the youth justice system,⁵⁹ which is based on a justice model, infused with welfare objectives. The Act has been implemented on a gradual basis, meaning that the system has continued to evolve. Aside from some administrative changes introduced by the Criminal Justice Act 2006 and the Children (Amendment) Act 2015,⁶⁰ however, the system has proven to be remarkably stable in the twenty years since the 2001 Act was adopted. In addition, the adoption of national strategy – in 2008⁶¹, 2013⁶² and 2021 forthcoming⁶³ – has ensured the continuing development of the system in line with children's rights. Although each strategy has its own emphasis and the goals have evolved from one document to the next, the focus throughout has remained firmly on the implementation and development of youth justice in line with the understanding of best practice and international children's rights standards. The process of developing each strategy has been consultative, involving practitioners and advocates as well as children themselves and their implementation has had oversight, so that any barriers or obstacles can be identified in a timely manner. Reviewing the achievements under the most recent national strategy, it is clear that the alignment of youth justice to children's policy has been key to its progressive development. In particular, the fact that responsibility for youth justice has rested with the Minister for Children (rather than the Minister for Justice for instance) over the years

50. SMITH Roger, 'Re-inventing Diversion', in *Youth Justice* (2014) (14/2), p.109-121; WONG Jennifer, BOUCHARD Jessica, GRAVEL Jason, BOUCHARD Martin, and MORSELLI Carlo, 'Can at-risk youth be diverted from crime? A meta-analysis of restorative diversion programs', in *Criminal Justice and Behavior* (2016) (43/10), p. 1.310-1.329.

51. MCARA Lesley and MCVIE Susan, 'Youth justice? The impact of system contact on patterns of desistance from offending', in *European Journal of Criminology* (2007) (4/3), p. 315-345, at p. 318.

52. UN Committee on the Rights of the Child, *General Comment No 10*, at paras. 10, 23-27.

53. BATEMAN Tim, 'Who Pulled the Plug? Towards an Explanation of the Fall in Child Imprisonment in England and Wales', in *Youth Justice* (2012) (12/1), p. 36-52.

54. WILSON Holly and HOGUE Robert, 'The Effect of Youth Diversion Programs on Recidivism', at p. 509-510; WONG Jennifer et al., 'Can at-risk youth be diverted from crime?', at p.1322; GEARING Robin et al., 'C-FIT adolescent diversion program', p. 1.111-1.125.

55. FADER Jamie, LOCKWOOD Brian, SCHALL Victoria, and STOKES Benjamin, 'A promising approach to narrowing the school-to-prison pipeline: The WISE arrest diversion program', in *Youth Violence and Juvenile Justice* (2015) (13/2), p. 123-142; GEARING Robin et al., 'C-FIT adolescent diversion program', p. 1.111-1.1125.

56. UN Committee on the Rights of the Child, *General Comment No 24*, at para 16.

57. KILKELLY Ursula, *Youth Justice in Ireland: Tough Lives, Rough Justice*.

58. *Children Act 1908*.

59. *Children Act 2001*.

60. *Criminal Justice Act 2006; Children (Amendment) Act 2015*.

61. *Irish Youth Justice Service, National Youth Justice Strategy 2008-2010*, Stationery Office, Dublin, 2008.

62. *Irish Youth Justice Service, Tackling Youth Crime Youth Justice Action Plan 2014-2018*, Department of Justice, Dublin, 2013.

63. *Department of Justice, Youth Justice Strategy 2020-2026* (2021 forthcoming).

has helped to ensure its alignment with national children's policy and services, meaning that the approach was one that prioritised children's rights and interests.⁶⁴ The next sections outline Ireland's approach to youth justice and in doing so highlight its compatibility with international standards.

Age and Youth Justice

Irish law provides that children below the age of twelve will not be prosecuted, effectively setting the minimum age of criminal responsibility in Ireland at twelve.⁶⁵ There is an exception with respect to indictable offences including murder, manslaughter and sexual assault, and children can be prosecuted for such crimes from the age of 10. Even though this provision has not been used to date, the existence of the exception has been criticised by the Committee on the Rights of the Child who recommended in 2019 that it be abolished and replaced with one standardised age.⁶⁶ In its last review of Ireland's implementation of the CRC, the Committee reiterated its concern about this law, and recommended that Ireland 'reinstate the provisions regarding the age of criminal responsibility ... at 14 years'.⁶⁷ The current law does require permission from the Director of Public Prosecutions before any child under 14 years can be prosecuted and this mechanism does act as a safeguard with respect to the prosecution of especially young children.

On a more positive note, the fact that section 3 of the Children Act 2001 defines the child as those under 18 years is consistent with Article 1 of the CRC, confirming a general commitment to treat children who come into conflict with the law as children, regardless of their circumstances or the nature of their offence. The 2001 Act also affords some flexibility with respect to children ageing out of the system in that, for instance, the Children's Court can hear cases involving children who are 18 and slightly over, in certain circumstances. Equally, under section 155 of the Act children may be held in the national child detention centre (Oberstown Children Detention Campus) beyond their 18th birthday, a provision which can be used to delay

or prevent a child going to prison. Extending the protections of the youth justice system to 'emerging adults' is to be explored under the new youth justice strategy, in line with the Committee's guidance in this area.⁶⁸

Diversion

Diversion is a cornerstone of the Irish youth justice system, in line with the international children's rights standards. In particular, Ireland has a statutory system of police diversion - the Garda Diversion Programme - which seeks to divert children away from offending by admitting them into a supportive programme of police intervention with a view to avoiding them coming before the courts.⁶⁹ The Programme began informally in the 1960s and was placed on a statutory footing, as a national programme to which all eligible children are referred, by the 2001 Act.⁷⁰ Children over twelve years who come into contact with the police and who meet the criteria - they must accept responsibility for the behaviour involved, be aged between twelve and 18 years and agree to be subject to police caution and supervision - are referred to the national diversion office which considers their suitability for admission to the Programme. The Programme is administered by specially trained members of the police known as Juvenile Liaison Officers whose role is to issue a caution to a child admitted to the Programme, providing supervision where required and convening family conference or restorative type events to develop actions that will prevent the child from further offending. The family conference is based on the New Zealand model⁷¹ and is designed to bring together the child's family and relevant others to support the child's rehabilitation and prevent him/her from further offending through a collaborative and shared approach.⁷² Recent research suggests that the Programme is effective in reducing recidivism rates, with 64 percent of those who received a first-time caution between 2013 and 2017 having not re-offended up to 2019.⁷³ There was a lower recidivism rate among those who received an informal caution as their first caution, not surprising given

64. KILKELLY Ursula and FORDE Louise, *Looking Back at Tackling Youth Crime: Youth Justice Action Plan 2014-2018: A Review of Progress Achieved and Lessons Learned* (2019 unpublished).

65. *Children Act 2001*, s 52(1).

66. *UN Committee on the Rights of the Child, General Comment No 24*, at para 25.

67. *UN Committee on the Rights of the Child, Concluding observations on the combined third and fourth periodic reports of Ireland (2016)*, CRC/C/IRL/CO/3-4, at paras. 71-72.

68. *UN Committee on the Rights of the Child, General Comment No 24*, at para 32.

69. KILKELLY Ursula, 'Diverging or Emerging from Law? The Practice of Youth Justice in Ireland', in *Youth Justice (2014) (14/3)*, p. 212-225.

70. BRENNAN Anna Marie, 'The Garda Diversion Programme and The Juvenile Offender: The Dilemma of Due Process Rights', in *Irish Criminal Law Journal (2012) (22/2)*, p. 46-53.

71. LYNCH Nessa, 'Youth Justice in New Zealand: A Children's Rights Perspective', in *Youth Justice (2008) (8/3)*, p. 215-228, at p. 220-221.

72. QUIGLEY Etain, 'Family Conferencing - The experience under the Children Act 2001', at 4th Annual Irish Criminal Justice Agencies Conference, *Youth Justice Policy in Ireland - Where to next?* (Dublin Castle Conference Centre, Upper Yard, Dublin Castle, 4 July 2017), at p. 60.

73. *An Garda Síochána, Annual Report of the Committee Appointed to Monitor the Effectiveness of the Diversion Programme 2017, Garda Youth Diversion and Crime Prevention Bureau, Dublin, 2017*, at p. 26.

that these children have usually been involved in minor or low level offending.⁷⁴

To put all of this in context, Ireland has a population of approximately five million, and in 2017, 10,607 children were referred to the Garda Diversion Programme.⁷⁵ The majority of children referred are admitted to the Programme, and typically an informal caution is the recommended course of action, i.e. the least formal intervention.⁷⁶ For instance, in 2017, 57 percent of children referred to the Programme received an informal caution, while 19 percent received a formal caution.⁷⁷ The main offence categories were theft (30,5 percent), public order offences (21,9 percent), damage to property (9,9 percent), assault (8,7percent) and drugs offences (7,2 percent).⁷⁸ This funnels down to a small minority of cases (with figures ranging from 13 to 17 percent between 2008 to 2017⁷⁹) deemed unsuitable for the Programme, which broadly coincides with the numbers of children referred to the courts for prosecution.⁸⁰

While there have been concerns about the extent to which the Programme extends protection to children's due process rights,⁸¹ it is nonetheless an exemplar of police diversion which diverts away from the courts many children who would otherwise be prosecuted. In addition to being consistent with the emphasis on diversion in the international children's rights standards, the Irish approach is also consistent with the findings of a 2013 meta-analytic study which found that diversionary mechanisms were effective in reducing recidivism rates, when compared to the formal justice system.⁸²

The Diversion Programme is supported by community-based Garda Diversion Projects, which aim to tackle offending behaviour via strategies focused on learning and development.⁸³ The Projects hinge on a community-based, collaborative approach between relevant agencies (including youth justice workers, JLOs and other community services) to support young people on pathways out of and away from offending.

They seek to support 'personal development', promote 'civic responsibility' and improve 'long-term employability prospects'.⁸⁴ The projects are both reactive and preventive in nature, with their scope extending to those at risk of involvement in anti-social or criminal behaviour,⁸⁵ thus, targeting those entangled in criminality and on its fringes.

Overall, Ireland is clearly committed to diverting children away from offending and prioritising early intervention in respect of children whose behaviour does not warrant the formality of the justice system. Good practice features of the Irish approach include the placement of police diversion on a statutory footing, which has helped to promote a level of fairness and consistency in its application, the establishment of a statutory monitoring group that promotes transparency of the Programme's operation and keeps it under regular review; and the establishment of a cohort of specially trained police officers, to ensure that children are treated in line with their needs and rights.

Children Court

The Children Act 2001 provides for Ireland's Children Court, which remains at the centre of the youth justice system.⁸⁶ The Court has a wide jurisdiction,⁸⁷ hearing all cases at first instance involving children under 18 years with the potential to consider more serious matters and those involving children who are ageing out of the system. There were around 4,000 matters dealt with by the Children's Court in 2019, largely for offences concerning drugs, assault and public order⁸⁸ and of those matters that resulted in orders made, nearly 50 percent (966) resulted in Probation Orders, with 196 detention orders made. The Act makes provision for a wide range of community-based sanctions, including (among others) a parental supervision order; probation order; a day centre order; an order restricting movement; and a supervision order.⁸⁹ These are designed to focus

74. *Ibid.*

75. *Ibid.*, at p. 12.

76. KILKELLY Ursula and BERGIN Pat, *Advancing Children's Rights in Detention*.

77. *An Garda Síochána, Annual Report of the Committee Appointed to Monitor the Effectiveness of the Diversion Programme 2017*, at p. 12.

78. *Ibid.*, at p. 17.

79. *Ibid.*, at p. 16. 13% were deemed unsuitable for admission in 2017.

80. KILKELLY Ursula, 'Policing, young people, diversion and accountability in Ireland', in *Crime, law and social change* (2011) (55/2-3), p. 133-151.

81. BRENNAN Anna Marie, 'The Garda Diversion Programme and The Juvenile Offender', p. 46-53.

82. WILSON Holly and HOGG Robert, 'The Effect of Youth Diversion Programs on Recidivism', at p. 498-499.

83. *Irish Youth Justice Service, Designing Effective Local Responses to Youth Crime: A Baseline Analysis of the Garda Youth Diversion Projects*, Department of Justice, Equality and Law Reform, 2009; SWIRAK Katharina, 'Problematising Advanced Liberal Youth Crime Prevention: The Impacts of Management Reforms on Irish Garda Youth Diversion Projects', in *Youth Justice* (2016) (16/2), p. 162-180.

84. *Irish Youth Justice Service, Designing Effective Local Responses to Youth Crime*, at p. 7.

85. *An Garda Síochána, Annual Report of the Committee Appointed to Monitor the Effectiveness of the Diversion Programme 2017*, at p. 22.

86. KILKELLY Ursula, 'Youth Courts and Children's Rights: The Irish Experience', in *Youth Justice* (2008) (8/1), p. 39-56, at p. 40.

87. *Children Act 2001*, s 75.

88. *Courts Service, Annual Report 2019*, Government Publications, Dublin, 2020, at p. 85.

89. *Children Act 2001*, pt 9.

on the child's welfare needs, such as mentoring and education support, and can be tailored to the child's individual circumstances and needs.⁹⁰ Consistent with the international standards, the measures seek to engage the support of the family, community, and state services to support the child away from further offending. They also help to ensure the application of the principle, set out in Irish law and in Article 37 of the CRC, that detention must be a measure of last resort.

In compliance with international standards, the Children Court provides a child-friendly court setting for children in conflict with the law, requiring court sittings that take place in a different building/room, or at a different day/time, from the ordinary/adult courts.⁹¹ Children should not come into contact with adult defendants or those attending other courts where possible,⁹² and the process must be as efficient as possible, with no unnecessary delays.⁹³ Consistent with the requirement in Article 40 of the CRC that children's privacy is protected, the legislation requires cases concerning children to be held in camera,⁹⁴ limiting attendance at court proceedings,⁹⁵ and prohibiting the reporting of any identifying material.⁹⁶ Judges who sit in the Children Court are required to undergo training before their assignment⁹⁷ although judicial training is not yet systematic to the extent that judges are specialised in children's cases. It is important however that under the legislation, all courts dealing with children's cases are required to have regard to a set of principles including that children have rights equal to adults before the law, that they have a right to participate in proceedings against them and that proceedings must not be used to have their welfare needs met. Moreover, in determining appropriate sanctions or measures, the courts must ensure under section 96 of the Act that any penalty imposed should 'cause as little interference as possible with the child's legitimate activities and pursuits, should take the form most likely to maintain and promote the development of the child and should take the least restrictive form that is appropriate in the circumstances'. This is recognised in the legislation to be important in order to preserve and strengthen the child's relationship with their family, to foster the family's ability to deal with their child's offending, to allow the child's education and training to continue without interruption and to allow children to reside in their own homes. Above all, the courts are required to

ensure that detention is imposed only as a measure of last resort.

Children prosecuted for more serious offences appear before either the Circuit Criminal Court or, in the case of murder, manslaughter and rape or sexual assault, the Central Criminal Court.⁹⁸ Although many of the above legislative requirements apply in these settings too – including, most importantly, the requirement of name suppression to protect the child's identity – the absence of a standardised approach to these cases can mean that the child's treatment is subject to the approach of the individual judge. The sensitive and careful handling of recent high-profile cases in the Central Criminal Court stands as an illustration of good practice, in line with international standards, where children's needs and circumstances were taken into account with shortened hearings and strict limitations on court reporting.

Child Detention

International standards are clear that in addition to being detained as a last resort, children deprived of their liberty must be treated in an age and development appropriate manner, consistent with efforts to return them successfully to their communities. Their substantive rights to health, education and protection from harm must be protected and their relationships with family – specifically mentioned in Article 37 of the CRC – must be strengthened through visits and communication and the family's involvement in their care. Ireland has a single national child detention facility – Oberstown Children Detention Campus (Oberstown) – which provides specialist, child-centred and multi-professional care and education to all children under 18 years detained by the courts on remand or detention orders. The facility can accommodate close to 50 children, both boys and girls, although daily occupancy during 2020 was 36 children, the majority of which were boys. Inspected annually by the national inspectorate (the Health Information and Quality Authority, HIQA), incremental improvements in the standard and quality of care provided have been documented year on year. Although improvements are still required, especially in areas of staff supervision and record keeping, in 2020, HIQA reported for the first time that Oberstown had met the standards inspected with judgements of either 'compliance'

90. KILKELLY Ursula, 'Diverging or Emerging from Law?', p. 212-225.

91. Children Act 2001, s 71(1)(b).

92. Children Act 2001, s 71(2).

93. Children Act 2001, ss. 73, 71(4).

94. Children Act 2001, s 94.

95. Children Act 2001, s 94.

96. Children Act 2001, s 93.

97. Children Act 2001, s 72.

98. Children Act 2001, s 75; KILKELLY Ursula, 'Youth Courts and Children's Rights', at p. 40.

or 'substantial compliance'.⁹⁹ According to HIQA, while life in a secure (locked) environment has its limitations and complexities, Oberstown has made 'considerable efforts to give young people a voice, not only in relation to their care, but in the operations of the campus'.¹⁰⁰ In 2020, it found that there were 'good systems in place to advocate for young people, and external independent advocates were welcomed to the campus to engage directly with young people, and hear their stories'.¹⁰¹ The participatory approach to child detention in Oberstown is one of its unique, rights-based features.

The process of reforming Oberstown from 2015 to date was complex and challenging but it offers an important case-study of how to advance children's rights in child detention.¹⁰² In addition to enhancing the quality of care provided, an important aim of the reform was to expand the service to accommodate all children under 18 years, bringing to an end the use of prison for older children who had for many years been detained in poor and inappropriate conditions.¹⁰³

Part III

Lessons in Implementing Children's Rights in Youth Justice

Although Ireland's youth justice system is not yet fully compliant with international children's rights standards, it nonetheless offers important lessons from which other jurisdictions might learn. For the most part, the Irish experience vindicates the priorities attached by the Committee on the Rights of the Child to general measures of implementation.¹⁰⁴ This is evident in a number of areas. First, the Irish experience indicates that rights compliance is at its strongest where children's rights approaches are set out in national law and where children's rights are themselves given statutory protection. For instance, placing police diversion on a statutory basis has been important in improving its consistent and fair application, while at the same time giving legislative expression to the principle of detention as a last resort has resulted, over a period of time, in fewer children in detention. Second and similarly, the priority given to national policy or strategy as a means of promoting the implementation of the CRC is evident also from the Irish experience. In particular, the adoption of multi-annual

strategies has helped to guide the implementation of youth justice in line with the goals set out. In Ireland's case, the consistency between national policy and the rights-based approach has been key to the system's continuing reform. It has also helped to highlight the future direction of the youth justice system, taking account of emerging evidence, the expertise of practitioners and advocates and the experiences of children themselves. Third, the allocation of sufficient resources has also been an important driver of reform. In addition to the investment in diversion programmes, the substantial capital investment in modern and expanded child detention facilities was crucial to secure delivery of the new rights-based detention for children. Finally, as repeatedly highlighted by the Committee on the Rights of the Child, training and specialisation of those who work with and for children has been key to the implementation of children's rights in Irish youth justice. Although it is far from systematic, where it has been achieved – such as in the development of specially trained police, in the Children Court and in child detention – specialism has been instrumental to ensuring that the rights of children affected are fulfilled.

Limitations of Ireland's Youth Justice System

Despite these achievements, elements of the Irish youth justice system remain out of line with international children's rights standards. The first of these relates to the absence in some parts of the system of independent complaints mechanisms, emphasised by international instruments as key to accountability and the oversight of children's enjoyment of their rights.¹⁰⁵ Admittedly, there are some mechanisms in place for responding to children's complaints. For instance, children can complain to the Garda Síochána Ombudsman Commission (GSOC) if they are unhappy with how they are treated by the police. However, GSOC has no child specific procedures to ensure the mechanism is accessible to children who are, in any event, unlikely to seek to hold police to account given their fear of repercussion. On a more positive note, children are reportedly satisfied with the internal complaints mechanisms in child detention where they can complain if they are unhappy about their treatment.¹⁰⁶ Children in detention can also access the complaints mechanism of the Ombudsman for

99. Health Information and Quality Authority (HIQA), *Report of Oberstown Children Detention Campus, Dates of Inspection 8-10 December 2020* (2021).

100. HIQA, *Children's Services Publication Statement, 18 March 2021*, available at www.hiqa.ie, accessed 29.03.21.

101. *Ibid.*

102. KILKELLY Ursula and BERGIN Pat, *Advancing Children's Rights in Detention*.

103. Ombudsman for Children's Office (OCO), *Young People in St Patrick's Institution*, OCO, Dublin, 2011.

104. UN Committee on the Rights of the Child, *General Comment No 5, General Measures of Implementation (2003)*, CRC/C/GC/5.

105. Council of Europe, *European Rules for juvenile offenders subject to sanctions or measures*, at paras. 121-122; UN Committee on the Rights of the Child, *General Comment No 24*, at para 95(i).

106. HIQA, *Children's Services Publication Statement, 18 March 2021*, available at www.hiqa.ie

Children who can then intervene on their behalf and some evidence exists that this can help children to have their rights vindicated. This service is now, according to the Ombudsman for Children, firmly embedded in the Oberstown Campus.¹⁰⁷ Beyond these specific and contrasting examples, however, children in the justice system have no access to independent complaints mechanisms with regard to their treatment during the court process; nor can they seek a remedy with regard to the failure on the part of the state to meet their needs. Of course, legal remedies are available to children who can and do seek to judicially review the actions of the justice system's legal actors, with varying degrees of success. Children's access to justice is not without difficulty however and barriers – of time, resources and representation – can put this remedy out of reach for many children.¹⁰⁸

A second gap in the Irish youth justice system lies in the inadequacy of data collection and monitoring systems.¹⁰⁹ While there have been some improvements in the recording, documenting and monitoring of the involvement of children in the youth justice system, these approaches are in general ad hoc and not system wide. For instance, there is good, disaggregated data available on children involved in police diversion,¹¹⁰ and our national children's detention centre regularly publishes data on the numbers of children on detention and remand orders, the use of restrictive practices like separation and restraint, and the backgrounds of young people in order to inform public debate and improve awareness.¹¹¹ Yet, despite being called out as a priority in national strategy, Irish youth justice lacks a coordinated data system, which is an important element of a progressive youth justice system. As the Committee on the Rights of the Child has made clear, detailed data is essential for monitoring children's experience of their

rights with a system of transparency and accountability.¹¹² Moreover, the growing evidence around children's rights in youth justice including robust studies on system contact,¹¹³ on children's rights in the justice process,¹¹⁴ and on the impact of trauma and violence¹¹⁵ highlight the need to find ways to ensure that this data informs policy development. In this respect, it is welcome that the new youth justice strategy commits to research collaboration and if implemented, this will help to strengthen the connection between academia and policy so that policy and practice are aligned to the latest research evidence.

A third, more substantive concern with the Irish youth justice system relates to how it responds to children who have committed serious crime. Admittedly, the international framework provides limited guidance on serious child offenders, and in many jurisdictions children who are charged with violent or sexual offences are routinely excluded from the youth justice system¹¹⁶ – pushed into the 'deeper' end of the system. The result is that serious child offenders are frequently subject to the most punitive treatment and sanctions – including long sentences of detention with little prospect of successful reintegration.¹¹⁷ It is important that in Ireland children charged with serious offences are subject to adapted processes during police questioning and court proceedings and if sentenced to detention they receive child-centred care in Oberstown Children Detention Campus. This ends when they reach 18 years however, when their sentence will be completed in prison where little specialist care is available. The protection of their identity is also likely to end when they reach the age of majority. Ironically, research has established that these children are among the most vulnerable, with very complex and acute needs¹¹⁸ although calls for their treatment to align with need, rather

107. Ombudsman for Children, *Annual Report 2019*, OCO, Dublin, 2020, at p. 32.

108. KENNAN Naomi and KILKELLY Ursula, *Children's involvement in criminal, civil and administrative judicial proceedings in the 28 Member States of the EU*, Policy Brief, Publications Office of the European Union, Luxembourg, 2015.

109. KILKELLY Ursula, 'Diverging or Emerging from Law?', at p. 223; Children's Rights Alliance, *Making Rights Real for Children: A Children's Rights Audit of Irish Law*, 2015, at p. 154-155.

110. See *Annual Reports of the Committee Appointed to Monitor the Effectiveness of the Diversion Programme*, established under Section 44 of the Children Act 2001, available at: <http://www.iyjs.ie/en/iyjs/pages/publications>, accessed on 11.03.2021.

111. See *Annual Reports of Oberstown Children Detention Campus*, available at: www.oberstown.ie, accessed on 11.03.2021.

112. UN Committee on the Rights of the Child, *General Comment No 24*, at paras. 113-115.

113. See for example, MCARA Lesley and MCVIE Susan, 'Youth justice? The impact of system contact on patterns of desistance from offending', p. 315-345.

114. See for example, KILKELLY Ursula, 'Youth justice and children's rights', p. 187-192; RAP Stephanie, 'A Children's Rights Perspective on the Participation of Juvenile Defendants in the Youth Court', in *The International Journal of Children's Rights* (2016) (24/1), p. 93-112.

115. See for example, FORD Julian, CHAPMAN John, MACK Michael, and PEARSON Geraldine, 'Pathways from Traumatic Child Victimization to Delinquency: Implications for Juvenile and Permanency Court Proceedings and Decisions' in *Juvenile and Family Court Journal* (2006) (57/1), p. 13-26; LOGAN-GREENE Patricia, NURIUS Paula, HERTING Jerald, HOOVEN Carole, WALSH Elaine, and ADAMS THOMSON Elaine, 'Multi-domain risk and protective factor predictors of violent behaviour among at-risk youth', in *Journal of Youth Studies* (2011) (14/4), p. 413-429.

116. LYNCH Nessa and LIEFAARD Ton, 'What is Left in the "Too Hard Basket"? Developments and Challenges for the Rights of Children in Conflict with the Law', in *The International Journal of Children's Rights* (2020) (28/1), p. 89-110.

117. LYNCH Nessa, 'Human rights for "Hard Cases": Alternatives to imprisonment for serious offending by children and youth', in STANLEY Elizabeth (ed.), *Human Rights and Incarceration*, Palgrave Studies in Prisons and Penology, Palgrave Macmillan, Cham, 2018, p. 153-179.

118. Oberstown Children Detention Campus, *Annual Report 2019*, Oberstown Children Detention Campus, Dublin, 2020, at p. 9; LYNCH Nessa and LIEFAARD Ton, 'What is Left in the "Too Hard Basket"?', at p. 94.

than punishment, have so far not been heeded.¹¹⁹ According to the Committee on the Rights of the Child, states parties should explore the extension of diversionary mechanisms to serious offenders where appropriate,¹²⁰ and the adoption of an evidence base should also yield more progressive responses to those who commit violent and sexual offences.¹²¹ As others have highlighted, however, these are challenging issues and there are very few systems of youth justice globally that extend the principles of children's rights fully to children charged with or convicted of more serious crime.¹²² Increasing application of the youth justice system to emerging adults would go some way to addressing these concerns.

The final concern relates to the fact that consistent with international trends,¹²³ the Irish youth justice system is contracting. There are declining numbers of children coming into conflict with the law at one end of the system¹²⁴ and fewer children are ending up in detention at the other.¹²⁵ The corresponding implication of this phenomenon – where progressive approaches have diverted children away from the justice system to child welfare and health services that can better address their needs – is that those children who do end up in the justice system have complex, unmet needs. Irish data indicates for instance that while the numbers in detention have decreased, year on year, children who spend time in detention have complex needs, heightened vulnerability, and have frequently experienced trauma and adversity.¹²⁶ A related issue is the changing nature of offending behaviour, with apparently increasing numbers of young, first time child offenders being convicted of the most serious offences.¹²⁷ Taken together, these issues translate into the need for an increasingly sophisticated and targeted response to these most difficult cases. Such approaches should involve the extension of youth justice principles and approaches to children often excluded from the child-centred approach, such as violent offenders and older younger people (including those in their early 20s). These developments indicate that it is now urgent to re-consider the use of orthodox, punitive approaches and to replace them with a single jurisdiction for children, that ensures their

needs are met regardless of the age or nature of their offence.¹²⁸

Conclusion

In conclusion, international children's rights standards are detailed and comprehensive in setting out the priorities for states parties committed to a rights-based approach to youth justice. This article has highlighted some of the key elements of the children's rights approach – ensuring detention is a measure of last resort; diversion from offending and from the criminal justice system; and adopting a child-friendly, age-appropriate response to all children who come into conflict with the law. The Irish experience is that these elements are critical to an effective and rights-respecting youth justice system which can be achieved with clarity of purpose in law and policy, and political commitment. The Irish experience highlights too that a proactive approach is required to entrench international standards into the national youth justice system, but that when this is done, systematically, it can pay dividends.

National approaches to youth justice must be informed by the extensive body of research evidence; emerging data; and active engagement with children who are key partners in the development and operation of the systems which revolve around them.

There is no one pathway to shaping a child rights-compliant system. Each country must find its own path to compliance with international best practice – guided by individual experience and knowledge, and the ultimate objective of enshrining international children's rights standards into the legal and policy framework.

119. KILKELLY Ursula, 'Time for a More Radical Form of Police Diversion', *Irish Examiner* from 19.01.2019.

120. UN Committee on the Rights of the Child, *General Comment No 24*, at para 16.

121. CHAFFIN Mark, 'Our minds are made up - don't confuse us with the facts: Commentary on policies concerning children with sexual behavior problems and juvenile sex offenders', in *Child Maltreatment (2008) (13/2)*, p. 110-121.

122. LYNCH Nessa, 'Human rights for 'Hard Cases'', p. 153-179; LYNCH Nessa and LIEFAARD Ton, 'What is Left in the "Too Hard Basket"?', p. 89-110.

123. LYNCH Nessa and LIEFAARD Ton, 'What is Left in the "Too Hard Basket"?', at p. 98.

124. An Garda Síochána, *Annual Report of the Committee Appointed to Monitor the Effectiveness of the Diversion Programme 2017*, at p. 26.

125. See Oberstown Children Detention Campus, *Campus Statistics*, <https://www.oberstown.com/campus-stats/>, accessed 11.03.2021.

126. Oberstown Children Detention Campus, *Annual Report 2019*, at p. 9.

127. DELAHUNT Miriam, 'The trial of children in the Central Criminal Court', in *The Bar Review Journal of The Bar of Ireland (2020) (25/1)*, p. 19-22.

128. LYNCH Nessa, 'Human rights for 'Hard Cases'', p. 153-179.

References

- An Garda Síochána, *Annual Report of the Committee Appointed to Monitor the Effectiveness of the Diversion Programme 2017*, Garda Youth Diversion and Crime Prevention Bureau, Dublin, 2017.
- Annual Reports of the Committee Appointed to Monitor the Effectiveness of the Diversion Programme, available at: <http://www.iyjs.ie/en/iyjs/pages/publications>, accessed on 11.03.2021.
- Annual Reports of Oberstown Children Detention Campus, available at www.oberstown.ie, accessed on 11.03.2021.
- Attorney General's Reference (R v Gibbs) (No. 70 of 2009) EWCA Crim 2853*.
- BATEMAN Tim, 'Who Pulled the Plug? Towards an Explanation of the Fall in Child Imprisonment in England and Wales', in *Youth Justice* (2012) (12/1), p. 36-52.
- BERKERY Sarah, 'Diversion as a Core Principle in the Irish Youth Justice System', in *Irish Journal of Family Law* (2018) (21/2), p. 27-35.
- BRENNAN Anna Marie, 'The Garda Diversion Programme and The Juvenile Offender: The Dilemma of Due Process Rights', in *Irish Criminal Law Journal* (2012) (22/2), p. 46-53.
- CHAFFIN Mark, 'Our minds are made up—don't confuse us with the facts: Commentary on policies concerning children with sexual behavior problems and juvenile sex offenders', in *Child Maltreatment* (2008) (13/2), p. 110-121.
- Children Act 1908.
- Children Act 2001.
- Children (Amendment) Act 2015.
- Children's Rights Alliance, *Making Rights Real for Children: A Children's Rights Audit of Irish Law*, 2015.
- Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, adopted by General Assembly resolution 39/46 of 10 December 1984.
- Council of Europe, Recommendation CM/Rec(2008)11 of the Committee of Ministers to member states on the European Rules for juvenile offenders subject to sanctions or measures, Council of Europe, Strasbourg, 2008.
- Council of Europe, Guidelines of the Committee of Ministers of the Council of Europe on child-friendly justice, Building a Europe for and with children, Monograph 5, Council of Europe, 2011.
- Courts Service, *Annual Report 2019*, Government Publications, Dublin, 2020.
- Criminal Justice Act 2006.
- DELAHUNT Miriam, 'The trial of children in the Central Criminal Court', in *The Bar Review Journal of The Bar of Ireland* (2020) (25/1), p. 19-22.
- Department of Justice, *Youth Justice Strategy 2020-2026* (2021 forthcoming).
- FADER Jamie, LOCKWOOD Brian, SCHALL Victoria, and STOKES Benjamin, 'A promising approach to narrowing the school-to-prison pipeline: The WISE arrest diversion program', in *Youth Violence and Juvenile Justice* (2015) (13/2), p. 123-142.
- FORD Julian, CHAPMAN John, MACK Michael, and PEARSON Geraldine, 'Pathways from Traumatic Child Victimization to Delinquency: Implications for Juvenile and Permanency Court Proceedings and Decisions', in *Juvenile and Family Court Journal* (2006) (57/1), p. 13-26.
- GEARING Robin, SCHWALBE Craig, MACKENZIE Michael, IBRAHIM Rawan, BUSHNAQ Shadi, and BREWER Kathryne, 'C-FIT adolescent diversion program: A behavioral intervention pilot test for delinquent offenders', in *International Social Work* (2017) (60/5), p. 1111- 1125.
- Health Information and Quality Authority (HIQA), *Children's Services Publication Statement*, 18 March 2021, available at www.hiqa.ie, accessed 29.03.21.
- Health Information and Quality Authority (HIQA), *Report of Oberstown Children Detention Campus*, Dates of Inspection 8-10 December 2020 (2021).
- International Covenant on Civil and Political Rights, adopted by General Assembly resolution 2200A (XXI) of 16 December 1966.
- Irish Youth Justice Service, *National Youth Justice Strategy 2008-2010*, Stationery Office, Dublin, 2008.
- Irish Youth Justice Service, *Designing Effective Local Responses to Youth Crime: A Baseline Analysis of the Garda Youth Diversion Projects*, Department of Justice, Equality and Law Reform, 2009.
- Irish Youth Justice Service, *Tackling Youth Crime Youth Justice Action Plan 2014-2018*, Department of Justice, Dublin, 2013.
- KENNAN Naomi and KILKELLY Ursula, *Children's involvement in criminal, civil and administrative judicial proceedings in the 28 Member States of the EU, Policy Brief*, Publications Office of the European Union, Luxembourg, 2015.
- KILKELLY Ursula, *Youth Justice in Ireland: Tough Lives, Rough Justice*, Irish Academic Press, Dublin, 2006.
- KILKELLY Ursula, 'Youth Courts and Children's Rights: The Irish Experience', in *Youth Justice* (2008) (8/1), p. 39-56.
- KILKELLY Ursula, 'Youth justice and children's rights: Measuring compliance with international standards', in *Youth Justice* (2008) (8/3), p. 187-192.
- KILKELLY Ursula, 'Policing, young people, diversion and accountability in Ireland', in *Crime, law and social change* (2011) (55/2-3), p. 133-151.
- KILKELLY Ursula, 'Diverging or Emerging from Law? The Practice of Youth Justice in Ireland', in *Youth Justice* (2014) (14/3), p. 212-225.

- KILKELLY Ursula, 'Advancing The Rights Of Young People In Juvenile Justice: The Impact Of Juvenile Law Center', in *Temple Law Review* (2016) (88/4), p. 629-652.
- KILKELLY Ursula, 'Time for a More Radical Form of Police Diversion', *Irish Examiner* from 19.01.2019.
- KILKELLY Ursula and BERGIN Pat, *Advancing Children's Rights in Detention : A Model for International Reform* (Forthcoming 2021).
- KILKELLY Ursula and FORDE Louise, *Looking Back at Tackling Youth Crime: Youth Justice Action Plan 2014-2018: A Review of Progress Achieved and Lessons Learned* (2019 unpublished).
- KRETSCHMAR Jeff M, TOSSONE Krystel, BUTCHER Fredrick, and MARSH Barbara, 'Examining the impact of a juvenile justice diversion program for youth with behavioral health concerns on early adulthood recidivism', in *Children and Youth Services Review* (2018) (91), p. 168-176.
- LIEFAARD Ton, *Deprivation of liberty of children in light of international human rights law and standards*, Intersentia, Antwerp/Oxford/Portland, 2008.
- LIEFAARD Ton, 'Juvenile justice from an international children's rights perspective', in VANDENHOLE Wouter, DESMET Ellen, REYNAERT Didier, and LEMBRECHTS Sara (eds.), *Routledge International Handbook Children's Rights Studies*, Routledge, London & New York, 2015.
- LIEFAARD Ton, 'Child-Friendly Justice: Protection and Participation of Children in the Justice System', in *Temple Law Review* (2016) (88/4), p. 905-927.
- LOGAN-GREENE Patricia, NURIUS Paula, HERTING Jerald, HOOVEN Carole, WALSH Elaine, and ADAMS THOMSON Elaine, 'Multi-domain risk and protective factor predictors of violent behaviour among at-risk youth', in *Journal of Youth Studies* (2011) (14/4), p. 413-429.
- LYNCH Nessa, 'Youth Justice in New Zealand: A Children's Rights Perspective', in *Youth Justice* (2008) (8/3), p. 215-228.
- LYNCH Nessa, 'Human rights for 'Hard Cases': Alternatives to imprisonment for serious offending by children and youth', in STANLEY Elizabeth (ed.), *Human Rights and Incarceration*, Palgrave Studies in Prisons and Penology, Palgrave Macmillan, Cham, 2018, p. 153-179.
- LYNCH Nessa and LIEFAARD Ton, 'What is Left in the "Too Hard Basket"? Developments and Challenges for the Rights of Children in Conflict with the Law', in *The International Journal of Children's Rights* (2020) (28/1), p. 89-110.
- MCARA Lesley and MCVIE Susan, 'Youth justice? The impact of system contact on patterns of desistance from offending', in *European Journal of Criminology* (2007) (4/3), p. 315-345.
- MUNCIE John, 'Repenalisation and Rights: Explorations in Comparative Youth Criminology', in *The Howard Journal of Criminal Justice* (2006) (45/1), p. 42-70.
- NEMOYER Amanda, GALE-BENTZ Elizabeth, GOLDSTEIN Naomi, and PEMA HARVEY Lisa, 'Factors Associated with Successful Completion of a Community-Based, Postarrest Juvenile Diversion Program and Subsequent Rearrest', in *Crime & Delinquency* (2020) (66/5), p. 603-626.
- NOWAK Manfred, *The United Nations Global Study on Children Deprived of Liberty*, United Nations, Geneva, 2019.
- Oberstown Children Detention Campus, *Annual Report 2019*, Oberstown Children Detention Campus, Dublin, 2020.
- Oberstown Children Detention Campus, Campus Statistics, <https://www.oberstown.com/campus-stats/>, accessed 11.03.2021.
- Ombudsman for Children's Office (OCO), *Young People in St Patrick's Institution*, OCO, Dublin, 2011.
- Ombudsman for Children, *Annual Report 2019*, OCO, Dublin, 2020.
- QUIGLEY Etain, 'Family Conferencing – The experience under the Children Act 2001', at 4th Annual Irish Criminal Justice Agencies Conference, *Youth Justice Policy in Ireland – Where to next?* (Dublin Castle Conference Centre, Upper Yard, Dublin Castle, 4 July 2017).
- RAP Stephanie, 'A Children's Rights Perspective on the Participation of Juvenile Defendants in the Youth Court', in *The International Journal of Children's Rights* (2016) (24/1), p. 93-112.
- R v JW* [2009] 2 Cr. App. R (S) 94.
- SCHWALBE Craig, GEARING Robin, MACKENZIE Michael J, BREWER Kathryne, and IBRAHIM Rawan, 'A meta-analysis of experimental studies of diversion programs for juvenile offenders', in *Clinical Psychology Review* (2012) (32/1), p. 26-33.
- SMITH Roger, 'Re-inventing Diversion', in *Youth Justice* (2014) (14/2), p. 109-121.
- SWIRAK Katharina, 'Problematising Advanced Liberal Youth Crime Prevention: The Impacts of Management Reforms on Irish Garda Youth Diversion Projects', in *Youth Justice* (2016) (16/2), p. 162-180.
- TOLAN Graham and SEYMOUR Mairéad, 'Increasing the Potential for Diversion in the Irish Criminal Justice System: The Role of the Garda Síochána Adult Cautioning Scheme', in *Irish Journal of Applied Social Studies* (2014) (14/1), Article 7, p. 60-71.
- United Nations Convention on the Rights of the Child (CRC) 1989.
- UN Committee on the Rights of the Child, *General Comment No 5, General Measures of Implementation* (2003), CRC/C/GC/5.
- UN Committee on the Rights of the Child, *General Comment No 10, Children's rights in juvenile justice* (2007), CRC/C/GC/10.
- UN Committee on the Rights of the Child, *Concluding observations on the combined third and fourth periodic reports of Ireland* (2016), CRC/C/IRL/CO/3-4.
- UN Committee on the Rights of the Child, General Comment No 24 on Children's Rights in the Child Justice System (2019), CRC/C/GC/24.

United Nations Standard Minimum Rules for the Administration of Juvenile Justice (The Beijing Rules), adopted by General Assembly resolution 40/33 of 29 November 1985.

United Nations Guidelines for the Prevention of Juvenile Delinquency (The Riyadh Guidelines), adopted by General Assembly resolution 45/112 of 14 December 1990.

United Nations Rules for the Protection of Juveniles Deprived of their Liberty (The Havana Rules), adopted by General Assembly resolution 45/113 of 14 December 1990.

WILSON Holly and HOGE Robert, 'The Effect of Youth Diversion Programs on Recidivism: A Meta-Analytic Review', in *Criminal Justice and Behavior* (2013) (40/5), p. 497-518.

WONG Jennifer, BOUCHARD Jessica, GRAVEL Jason, BOUCHARD Martin, and MORSELLI Carlo, 'Can at-risk youth be diverted from crime? A meta-analysis of restorative diversion programs' in *Criminal Justice and Behavior* (2016) (43/10), p. 1.310-1.329.

Das Jugendstrafrecht in der Schweiz

– zwischen Helfen und Strafen

Autorin – Autrice – Author

Dr. Ursina Weidkuhn war viele Jahre lang als Jugendrichterin in der Schweiz tätig. Seit 2012 ist sie hauptsächlich als Beraterin für Kinderjustiz in verschiedenen Ländern und Weltregionen tätig. Darüber hinaus nahm sie an einigen UN-Missionen im Kontext des internationalen Strafrechts teil. In ihrer Dissertation evaluierte Frau Weidkuhn nationale Jugendstrafrechtssysteme anhand internationaler Standards. Zudem ist sie professionelle Mediatorin mit praktischer Erfahrung im Täter-Opfer-Ausgleich und in der Mediation im familienrechtlichen Kontext.

Dr. Ursina Weidkuhn a servi pendant des années comme juge des mineurs en Suisse. Depuis 2012, elle est principalement active en tant que consultante en justice des enfants dans divers pays et régions du monde. Elle a en outre rejoint certaines missions de l'ONU dans le cadre du droit pénal international. Elle est l'autrice d'une thèse qui évalue les systèmes nationaux de justice pour mineurs par rapport aux normes internationales, ainsi qu'une médiatrice professionnelle avec une expérience pratique de la médiation victime-délinquant et de la médiation dans le contexte du droit de la famille.

Dr. Ursina Weidkuhn served for many years as juvenile judge in Switzerland. Since 2012, she is mainly active as Child Justice Consultant in various countries and world regions. She furthermore joined some UN missions in the context of international criminal law. She is the author of a thesis that evaluates national juvenile justice systems against international standards, and a professional Mediator with practical experience in victim-offender mediation and mediation in family law context.

Zusammenfassung – Résumé – Abstract

Durch die Linse des internationalen Rechts analysiert Dr. Ursina Weidkuhn die schweizerische Jugendstrafrechtsgesetzgebung. Einführend wird die Einbettung des schweizerischen Jugendstrafrechts im schweizerischen Kinderschutz-System kurz dargestellt, sowie die Geschichte des Jugendstrafrechts skizziert. Letzteres mündet in eine Präsentation der zentralen Merkmale des 'Kinderrechtsmodells', welches als Basis für die nachfolgende Evaluation des schweizerischen Jugendstrafrechts dient. In dieser Analyse lobt die Autorin die kinderfreundlichen Aspekte des schweizerischen Systems, wie die separate Gesetzgebung, die spezialisierten Behörden, die angepassten Verfahren, die restriktive Anwendung von Freiheitsentzug und das Angebot an alternativen Reaktionsformen. Sie weist zugleich auf einige 'Überbleibsel' aus dem Wohlfahrtsmodell hin, wie das tiefe Strafmündigkeitsalter, gewisse Mängel betreffend Rechtsstaatlichkeit, und die relativ schwache Begrenzung von freiheitsentziehenden Schutzmaßnahmen.

À travers le prisme du droit international, Dr. Ursina Weidkuhn analyse la législation suisse en matière de justice juvénile. Elle commence par une brève présentation de l'intégration de la justice des mineurs dans le système de protection de l'enfance en Suisse, et du développement historique de la justice des mineurs dans le monde. Ce dernier point conduit à une vue d'ensemble des éléments clés du « modèle des droits de l'enfant » de la justice pour mineurs qui sera utilisé comme base pour évaluer le système suisse. Dans cette analyse, l'autrice fait l'éloge des aspects du système suisse adaptés aux enfants, notamment les lois distinctes et les procédures adaptées, les autorités spécialisées, l'utilisation restrictive de la privation de liberté et les alternatives disponibles. Elle souligne également certains vestiges du modèle d'assistance, comme l'âge minimum très bas de la responsabilité pénale, et certaines lacunes en termes d'état de droit et de restriction des mesures de protection.

Through the lens of international law, Dr. Ursina Weidkuhn analyses the Swiss juvenile justice legislation. She starts with a short presentation of the embedment of juvenile justice in the system of child protection in Switzerland, and of the historical development of juvenile justice globally. The latter leads to an overview of key elements of the 'child rights model' of juvenile justice which will be used as basis for evaluating the Swiss system. In this analysis, the author commends the child-friendly aspects of the Swiss system, including the separate laws and adapted procedures, the specialized authorities, the restrictive use of deprivation of liberty, and the available alternatives. She also points at some remnants of the welfare model, like the very low minimum age of criminal responsibility, and some shortcomings in terms of rule of law and of the restriction of protection measures.

DAS JUGENDSTRAFRECHT IN DER SCHWEIZ – ZWISCHEN HELFEN UND STRAFEN

Ursina Weidkuhn

Einleitung

Dieser Artikel gibt den am 1. April 2019 in Luxemburg gehaltenen Vortrag in leicht geänderter Weise wieder.

Wie geht die Schweiz um mit Kindern und Jugendlichen, die mit dem Gesetz in Konflikt geraten? Bei der nachfolgenden Vorstellung des Schweizerischen Jugendstrafrechts wird mit Kontrasten gearbeitet: mit Bildern (im Vortrag), mit Vergleichen zu andern Ländern, mit Rückblick auf frühere Zeiten, sowie – und vor allem – mit Blick auf internationale Standards zum Jugendstrafrecht. Solches Kontrastieren soll dazu dienen, Kernmerkmale von Jugendstrafrechts-Systemen klarer erkennen und Systeme aus verschiedenen Ländern besser miteinander vergleichen zu können.

Ein paar Kernmerkmale im intuitiven Schnelltest, bevor wir uns der Analyse widmen:

Was denken Sie: ist das Schweizerische Jugendstrafrecht repressiv? Sie nicken. Nun ja, es gibt gewisse ‚repressive Anteile‘, sie sind aber nicht allzu ausgeprägt, wie wir sehen werden.

Weiter: bemühen wir uns um Reintegration der betroffenen Jugendlichen, wie es die Konvention für Kinderrechte nahelegt? Ja, die Resozialisierung ist eine klare Priorität unseres Systems.

Weiter: ob die Schweiz die Diversion (und Restoration) kennt, die außergerichtliche Verfahrenserledigung von Straffällen, wie von den internationalen Regelwerken zum Jugendstrafrecht empfohlen zwecks Vermeidung der negativen Folgen von Strafverfahren und Strafen? Ja, auch das kennen wir, aber nicht so ausgeprägt wie andere Länder; vermutlich, weil diese Folgen nicht so drastisch sind wie andernorts.

Ganz anders etwa in Südafrika, wo die Idee der Diversion und Restoration nach dem Wechsel von der Apartheid zur Demokratie stark propagiert und wo ihr in der revidierten Gesetzgebung ein hoher Stellenwert eingeräumt wurde. Dies geht auf Nelson Mandela persönlich zurück, der kurz nach seiner Wahl zum Präsidenten gesagt hat: „We must make sure that the juvenile justice system is the very last resort for juveniles.“¹ Das Land kam von einem stark repressiven System, damit war der Druck nach Alternativen zu diesem System

wesentlich größer als in der Schweiz. Zugleich fiel die Idee der Restoration in der jungen Demokratie auf besonders fruchtbaren Boden, hat doch bereits die zur Vergangenheitsbewältigung eingesetzte Wahrheitskommission darauf gebaut, und noch zuvor die traditionelle afrikanische Gesellschaft.

So hat jedes Land seinen Kontext, den es bei Vergleichen zu beachten gilt. Zugleich können Sie aufgrund der getätigten Stichwortsammlung – Repression, Resozialisierung, Diversion, Restoration – bereits jetzt erahnen, dass es im Folgenden zwar ums Strafrecht, aber nicht ums reine Strafen geht, sondern eben auch ums ‚Helfen‘, Unterstützen, Wiedergutmachen.

Teil 1: Grundlagen

I. Jugendstrafrecht und Kinderschutz

Bevor das schweizerische Jugendstrafrecht als solches betrachtet wird, soll seine Einbettung im schweizerischen Kinderschutz-System kurz betrachtet werden, weil dies in Luxemburg doch etwas anders gestaltet ist. Häufig beschäftigen sich verschiedene Länder ja mit den gleichen oder ähnlichen Inhalten, verpacken diese aber teilweise ganz unterschiedlich. Hier soll die schweizerische Verpackung kurz präsentiert werden, damit Sie die folgenden Ausführungen besser mit Ihrem eigenen Land vergleichen können.

- ‚Jugendstrafrechtlicher Kinderschutz‘

Das schweizerische Jugendstrafrecht sieht für Kinder und Jugendliche spezielle Sanktionsformen vor, welche nebst Strafen auch sogenannte (strafrechtliche) Schutzmaßnahmen beinhalten. Damit übernimmt das Jugendstrafrecht einen Teil des ‚Kindeschutzes‘ im weiteren Sinne – eben in Bezug auf Kinder und Jugendliche, die mit dem Gesetz in Konflikt geraten und zugleich schutzbeziehungsweise maßnahmebedürftig sind.

Zuständig zur Behandlung solcher Fälle sind die sogenannten Jugendanwaltschaften und/oder die Jugendgerichte. Der Begriff ‚Jugendgericht‘ hat bei uns immer einen strafrechtlichen Bezug.

- Zivilrechtlicher Kinderschutz

Der Kinderschutz im engeren Sinne findet seine Rechtsgrundlage im Zivilrecht.² Der zivilrechtliche Kinderschutz befasst sich mit Kindern und Jugendlichen, die infolge Kindeswohlgefährdung eines Schutzes bedürfen, aber (in der Regel) nicht zugleich mit dem Strafrecht in Kontakt gekommen sind.

1. Rede vom Parlament, 1994, zitiert in SKELTON Ann, *The Influence of the Theory and Practice of Restorative Justice in South Africa with Special Reference to Child Justice*, unpublished LLD Thesis, University of Pretoria 2005, p. 396.

2. Siehe Art. 307ff ZGB.

Zuständig zur Umsetzung des zivilrechtlichen Kinderschutzes sind die sogenannten Kinderschutzbehörden, und allenfalls die Zivilgerichte. Dieser Teil des Kinderschutzes wird hier nicht weiter betrachtet.

- **Verhältnis von Straf- und Zivilrechtlichem Kinderschutz**

Der zivil- und strafrechtliche Kinderschutz sind also in Bezug auf Rechtsgrundlage und zuständige Behörde vollkommen getrennt. In der Praxis überschneiden sich die Zuständigkeitsbereiche der beiden Behörden aber gelegentlich,³ was eine gute Kooperation zwischen den beiden erfordert. Eine große Nähe gibt es im Weiteren in Bezug auf den Katalog von Schutzmaßnahmen; beiden Behörden stehen ähnliche Interventionsmöglichkeiten zur Verfügung. Schließlich kommt es zu Überlappungen im Bereich des Massnahmenvollzugs, da beide teilweise auf die gleichen Angebote zurückgreifen.

- **Opferschutz**

Für (kindliche) Opfer von Straftaten ist schließlich zusätzlich die Opferschutzgesetzgebung relevant, die im weiteren Sinne ebenfalls ‚Kinderschutz‘ gewährt. Gestützt auf das sogenannte Opferhilfegesetz bieten beziehungsweise organisieren regionale Opferhilfestellen rasche und unbürokratische Beratung und Hilfe. Die Strafprozessordnung regelt die strafprozessualen Rechte der Opfer, und sieht dabei besondere Maßnahmen zum Schutz von kindlichen Opfern vor (zum Beispiel zur Vermeidung einer direkten Begegnung von Opfer und Angeschuldigtem). Einschränkende Maßnahmen auf Täterseite sind in Polizeigesetzen und im allgemeinen Strafprozessrecht vorgesehen.

II. Jugendstrafrecht im Wandel der Zeit

Bevor wir das Schweizerische Jugendstrafrecht anschauen, möchte ich im Weiteren einen Rückblick auf die Geschichte des Jugendstrafrechts werfen, damit wir später auch einordnen können, wo die Schweiz (und Luxemburg) im Wandel der Zeit steht.

Das Jugendstrafrecht ist eine relativ junge Disziplin. Man hat Kinder und Jugendliche strafrechtlich lange gleich oder ähnlich behandelt wie Erwachsene. Kinder wurden auch nicht als spezielle sozi-

ale Gruppe wahrgenommen; wir sehen etwa in früheren Gemälden, wie Kinder als kleine Erwachsene - und nicht wie ‚Kinder‘ – dargestellt werden. Das änderte sich um 1900, als ein Bewusstsein für verschiedene Altersgruppen und für altersspezifische Behandlung zu wachsen begann. Dies führte zu Beginn des 20. Jahrhunderts in verschiedenen Teilen der Welt zur Schaffung separater Institutionen, Gerichte und Regelungen für angeschuldigte und straffällig gewordene Kinder und Jugendliche.⁴

Die inhaltliche Ausgestaltung und Zielrichtung dieser separaten jugendstrafrechtlichen Systeme hat im Verlaufe der Zeit unterschiedliche Schwerpunkte verfolgt und war insbesondere vom sich wandelnden ‚Bild des Kindes‘ beziehungsweise seiner Rechte geprägt. Der Weg führte von den ‚Kinderrettern‘ zum Jahrhundertbeginn über eine liberale Befreiungsbewegung in den 1960/70er Jahren hin zu einer Kinderrechtsbewegung in den 80er Jahren.⁵ Parallel dazu erlebten jeweils unterschiedliche Strafrechtstheorien einen Aufschwung. Aus diesen Bewegungen entwickelten sich verschiedene Regelungsmodelle zum Umgang mit jugendlichen Angeschuldigten und Rechtsbrechern, deren wichtigsten Vertreter nachfolgend – ebenso wie weitere Tendenzen der jüngsten Zeit – kurz skizziert werden.⁶

- **Wohlfahrtsmodell**

Das sogenannte Wohlfahrtsmodell prägte den Umgang mit jugendlichen Angeschuldigten und Straftätern während beinahe 70 Jahren. Das Modell basiert auf dem Gedanken der Gewährung von Schutz und Wohlfahrt durch den Staat und erklärt strafbares Verhalten mit Faktoren, die außerhalb der Kontrolle des Einzelnen liegen. Entsprechend kann der Einzelne nicht für seine Handlungen verantwortlich gemacht werden, und die Schuldfrage rückt in den Hintergrund.⁷ Das Modell geht davon aus, dass Delinquenz symptomatisch ist, dass die Bedürfnisse beziehungsweise Defizite des Täters identifiziert werden können, und dass eine Behandlung möglich ist. Es zeichnet sich aus durch informelle Verfahren, individuelle Sanktionierung, weite Entscheidungsspielräume und zeitlich unbestimmte Sanktionen, deren Beendigung vom eingeschätzten (Erziehungs-) Erfolg abhängt. Dem Bild des schutzbedürftigen Jugendlichen

3. So kann etwa ein zunächst zivilrechtlicher Fall zum strafrechtlichen werden, oder umgekehrt. In gewissen Fällen kann es auch vorkommen, dass ein Kind bei beiden Behörden zugleich anhängig ist (z.B. bedingter Strafvollzug durch die Strafbehörde betreffend ein Kind, das durch die Zivilrechtsbehörde platziert ist).

4. Vgl. SLOTH-NIELSEN Julia, *The Role of International Law in Juvenile Justice Reform in South Africa*, unpublished LLD Thesis, University of the Western Cape, 2001, p. 52ff.; WEIDKUHN Ursina, *Jugendstrafrecht und Kinderrechte, Betrachtung des Schweizerischen Jugendstrafrechts im Lichte der Internationalen Rechte des Kindes und im Vergleich zu Südafrika*, Schulthess Verlag, Zürich, 2009, p. 9 mit weiteren Verweisen.

5. Vgl. FREEMANN Michael D.A., *Introduction: Rights, Ideology and Children*, in: *The Ideologies of Children's Rights*, Michael Freeman and Philip Veerman (eds), Dordrecht 1992, p. 3ff.; und VERHELLEN Eugeen, *The Convention on the Rights of the Child*, in: *Collected Papers Presented at the First International Interdisciplinary Course on Children's Rights*, Eugeen Verhellen (ed), Ghent 1996, p. 28f.

6. Wobei vorab zu vermerken ist, dass diese idealtypischen Modelle kaum je in ihrer Reinform anzutreffen sind.

7. Vgl. MUNCIE John, *Youth and Crime*, 2. edition, London 2004, p. 258.

steht dabei das 'patriarchalische' Bild des Jugendrichters als Ersatzvater gegenüber.⁸

In den 1960er Jahren geriet das Wohlfahrtsmodell zunehmend in Kritik. Seine Vorreiterrolle verlor es, nachdem der US Supreme Court im Fall *In re Gault* die Einführung von Verfahrensrechten auch in Jugendstrafverfahren gefordert und in einer vielzitierten Passage festgehalten hatte 'the condition of being a boy does not justify a kangaroo court'.⁹

- **Justizmodell**

Mit der Kritik am Wohlfahrtsmodell begann sich in den frühen 1970er Jahren ein alternatives Modell zu entwickeln. Er basierte auf dem traditionellen liberalen Ansatz, wonach Delinquenz eine Frage der Wahl und der Selbstverantwortung ist, beziehungsweise auf der Theorie der 'verdienten Strafe' ('desert' und 'just desert'). Das Modell rückt prozessuale Garantien, proportionale Strafen sowie Tat- und Schuldbeweis ins Zentrum. Demgegenüber werden behandlungsorientierte, zeitlich unbestimmte und ungleiche Sanktionen abgelehnt. Ein wesentliches Umdenken hatte auch in Bezug auf das Bild des Kindes stattgefunden; es wurde nicht mehr primär als schutzbedürftiges, sondern als eigenverantwortliches Wesen wahrgenommen.¹⁰

Auch das Justizmodell blieb von Kritik nicht verschont. So wurde etwa die völlige Ausblendung des sozialen Kontextes und allfälliger struktureller Probleme kritisiert und vermerkt, dass es Nährboden für einen auf 'law and order' ausgerichteten Ansatz bilden könne.¹¹

- **Einschub: Diversion und Restoration**

Aufgrund der Kritik am Wohlfahrtsmodell und unter dem Einfluss des 'labelling approach'¹² entwickelte sich um 1970/1980 eine Bewegung in Richtung 'decriminalisation, deinstitutionalisation and diversion'. Unter Diversion wird grundsätzlich die 'Wegführung' oder 'Umleitung' des Angeschuldigten vom formalen Gerichtsverfahren verstanden ('to divert away'). Als besondere Form der Diversion können restorative ausgerichtete Ansätze betrachtet werden, welche auf die Wiederherstellung der Beziehung zwischen Personen bzw. des 'Friedens' hinzielen (heute zum Beispiel in Form der Mediation).

Damit erlebte eine uralte Form der Konfliktlösung ein Comeback.¹³

- **Kinderrechtsmodell**

Im Verlaufe des 20. Jahrhunderts haben sich die Rechte des Kindes zu einem eigenständigen Thema in der Menschenrechtsdebatte entwickelt. Dabei wurden Kinder in zunehmendem Maß als selbstständige Träger von Rechten anerkannt.¹⁴ Vor diesem Hintergrund begann die internationale Gemeinschaft in den 80er Jahren, ein am Recht des Kindes orientiertes, recht umfassendes Regelwerk von Normen zum Jugendstrafrecht zu entwickeln.¹⁵

In Anlehnung an andere Autoren wird dieses Regelwerk beziehungsweise werden die internationalen Rechte des Kindes als ein weiteres jugendstrafrechtliches Regelungsmodell betrachtet, und als 'Kinderrechtsmodell' bezeichnet.¹⁶ Es dient heute vielen Staaten als Leitlinie bei der Erschaffung und Reform von jugendstrafrechtlichen Regelungen (für Vertragsstaaten der Kinderrechtskonvention enthält es auch verbindliche Vorgaben), und zeichnet sich durch folgende Merkmale aus:¹⁷

- **Separierung und Spezialisierung:** Die Idee der Errichtung separater Jugendstrafrechtssysteme mit speziellen Gesetzen, Verfahren, Behörden und Institutionen für Kinder und Jugendliche
- **Strafmündigkeitsalter:** Die Aufforderung zur Festlegung eines Strafmündigkeitsalters, welches eine bestimmte Grenze nicht unterschreiten soll
- **Diversion:** Die Unterstützung der Idee der Diversion, zu deren Verbreitung die Regelwerke selber beigetragen haben
- **Rechtsstaatlichkeit:** Den Ruf nach Sicherstellung prozessualer Garantien in jugendstrafrechtlichen Verfahren
- **Untersuchungshaft:** Den Grundsatz der Eindämmung der Untersuchungshaft. Freiheitsentzug soll generell nur als letztes Mittel und für die kürzest angemessene Zeit angeordnet werden

8. Vgl. DÜNKEL Frieder, *Jugendstrafrecht in Europa, Entwicklungstendenzen und Perspektiven*, in: *Entwicklungstendenzen und Reformstrategien im Jugendstrafrecht im europäischen Vergleich*, Frieder Dünkel, Anton van Kalmthout und Horst Schüler-Springorum (Hrsg.), Mönchengladbach 1997, p. 573; SLOTH-NIELSEN Julia, p. 61; WEIDKUHN Ursina, p. 10f mit weiteren Verweisen.

9. Vgl. *In re Gault*, 387, 28 U.S. 1 (1967). Kritik kam auch von anderen Seiten, siehe WEIDKUHN Ursina, p. 11.

10. Vgl. zum Ganzen MUNCIE John, p. 259ff; SLOTH-NIELSEN Julia, p. 66ff; WEIDKUHN Ursina, p. 11f mit weiteren Verweisen.

11. Vgl. MUNCIE John, p. 265f; WEIDKUHN Ursina, p. 12 mit weiteren Verweisen.

12. Vgl. DÜNKEL Frieder, p. 588.

13. Vgl. auch SLOTH-NIELSEN Julia, p. 242ff; WEIDKUHN Ursina, p. 12f mit weiteren Verweisen.

14. Vgl. etwa VERHELLEN Eugen, p. 33.

15. Zu diesem Regelwerk gehören die Mindestgrundsätze der Vereinten Nationen (VN) für die Jugendgerichtsbarkeit (Beijing Rules), die Regeln der VN zum Schutze von Jugendlichen im Freiheitsentzug, die Richtlinien der VN für die Prävention von Jugendkriminalität sowie die strafrechtlichen Bestimmungen der Kinderrechtskonvention in Art. 37 und Art. 40.

16. SLOTH-NIELSEN Julia, p. 110 und 114 mit Verweis auf Van Bueren, welche die Regelwerke bezeichnet hatte als 'legislative umbrella within which states can plan their juvenile justice systems' (vgl. VAN BUEREN Geraldine, *Child-Orientated Justice – An International Challenge for Europe*, *International Journal of Law and the Family* 6 (1992), p. 384).

17. Vgl. SLOTH-NIELSEN Julia, p. 115ff mit weiteren Verweisen.

- **Sanktionen:** Anforderungen an das Sanktionssystem: gewisse Sanktionen sollen verboten, freiheitsentziehende Sanktionen eingeschränkt und ambulante Sanktionen gefördert werden.

Die Auflistung kann ergänzt werden durch das Ziel der Resozialisierung, und die allgemeine Aufforderung zur Beachtung des Kindeswohls, aber auch zur Beachtung des Proportionalitätsprinzips im Eingriffsbereich. Und, allem voran: Kinder werden nicht mehr als Objekt betrachtet, sondern als Subjekt mit eigenen Rechten, das heißt, wir können nicht mehr einfach über den Kopf des Kindes hinweg entscheiden, sondern wir müssen es anhören und seine Meinung auch ernst nehmen.

Das Kinderrechtsmodell versucht in gewissem Masse eine Brücke zu schlagen zwischen den beiden früheren Modellen: Schutz soll gewährt und Reintegration angestrebt werden, ohne aber die Prinzipien der Proportionalität und Rechtsstaatlichkeit zu untergraben.

- **The latest: „Child-Friendly Justice“**

Zum Schluss noch einen kurzen Blick auf eine jüngere Entwicklung: den Ruf nach einer ‚Kinderfreundlichen Justiz‘, wie etwa in den gleichlautenden Leitlinien des Europarats empfohlen.¹⁸ Was ist darunter zu verstehen? Im Wesentlichen werden die oben beschriebenen Merkmale bzw. die Inhalte der Regelwerke wiederholt, aber mit etwas mehr Fleisch am Knochen: So wird zum Beispiel nicht nur ein Recht auf Anhörung kodifiziert, sondern erläutert, was es denn braucht für eine effektive Partizipation des Kindes, wie etwa: kein Übermaß an Formalität; Kommunikation in einer für das Kind verständlichen Art und Weise; angepassten Räumlichkeiten, etc.

Teil 2: Das Schweizerische Jugendstrafrecht im Lichte des ‚Kinderrechtsmodells‘

Wo steht nun die Schweiz im Lichte des Kinderrechtsmodells? Sie wissen, wir haben ein föderales System mit 26 Kantonen, das teilweise auch im Jugendstrafrecht zu unterschiedlichen Lösungen führt(e) – wobei es im Verlaufe der Zeit zunehmend vereinheitlicht wurde.

I. Strafzweck

Das Schweizerische Jugendstrafgesetz ist seit seiner Begründung spezialpräventiv ausgerichtet. Heute nennt es den Schutz und die Erziehung des Jugendlichen explizit als wegleitende Prinzipien

(Art. 2 JStG), und strebt die Resozialisierung der Jugendlichen an, was der Zielrichtung des internationalen Regelwerkes (siehe etwa Art. 40(1) KRK) entspricht.

II. Separierung und Spezialisierung

Die Schweiz folgte dem Aufruf von Artikel 40(3) KRK zur Errichtung separater Jugendstrafrechtssysteme sowie dem Trennungsgrundsatz in Bezug auf Kinder und Erwachsene im Freiheitsentzug gemäß Artikel 37(c) KRK, wie nachfolgend erläutert:

- **Separate Gesetze**

Die Schweiz kennt seit circa hundert Jahren spezielle Normen für jugendliche Angeschuldigte und Straftäter. Zunächst gab es solche vereinzelt auf kantonaler Ebene. Im Jahr 1937 wurden (materiell-) jugendstrafrechtliche Spezialregeln ins allgemeine gesamtschweizerische Strafgesetzbuch aufgenommen, während das Verfahrensrecht noch lange in den Händen der Kantone blieb. Seit 2003 beziehungsweise 2009 ist das Jugendstrafrecht in eigenen, separaten Bundesgesetzen kodifiziert: die materiellen Bestimmungen im Jugendstrafgesetz (JStG, in Kraft seit 2007), die formellen im Jugendstrafprozessgesetz (JStPO, in Kraft seit 2011). Das erstere definiert, für wen die speziellen Regeln anwendbar sind, und es sieht besondere Strafen und Maßnahmen für Kinder und Jugendliche vor. Das zweite erläutert die Besonderheiten des Jugendstrafverfahrens. Beide Gesetze bestehen aus circa fünfzig Artikeln und werden durch die allgemeine Strafrechts-Gesetzgebung ergänzt, soweit Sonderbestimmungen fehlen.

Diese (weitgehende) Separierung jugendstrafrechtlicher Normen entspricht den internationalen Vorgaben. Was fehlt sind umfassende, einheitliche Normen zum Straf- und Maßnahmevollzug im Jugendstrafrecht (und zumeist auch zur Mediation).

- **Spezialisierte Behörden**

In Bezug auf die Behördenorganisation gibt es unterschiedliche Modelle in den verschiedenen Sprachregionen. Die folgenden Ausführungen beschränken sich auf das sogenannte ‚Jugendankwalts-Modell‘ (Deutschschweiz und Tessin).

Nach diesem ist ein Jugendanwalt, eine Jugendanwältin, zuständig zur Strafuntersuchung und – unterstützt durch einen internen Sozialdienst – zur Abklärung der Persönlichkeit der betroffenen Jugendlichen. In den meisten (nicht schwersten) Fällen kann der Jugendanwalt den Fall auch gleich selber beurteilen und Strafen oder Schutzmaßnahmen aussprechen. Dies geschieht in einer

¹⁸ Siehe *Guidelines of the Committee of Ministers of the Council of Europe on Childfriendly Justice, 2010*, <https://www.coe.int/en/web/children/child-friendly-justice>.

Art provisorischem Urteil, das mittels Einsprache vor (Jugend-) Gericht gebracht werden kann. In schweren Fällen beziehungsweise wenn stark eingreifende Interventionen vorgesehen sind vertritt er/sie die Anklage vor (Jugend-) Gericht. In jedem Fall ist die Jugendanwaltschaft wieder zuständig zum Vollzug der angeordneten Strafen und Schutzmaßnahmen.

Im Gegensatz zu vielen anderen Staaten wählt der Jugendanwalt, die Jugendanwältin den Beruf aus freien Stücken, es gibt keine Zwangsrotation, und die Fluktuation ist relativ tief. Dies hat den Vorteil, dass die personelle Spezialisierung – die weitgehend ‚on the job‘ sowie durch Weiterbildungen während Fachtagungen erreicht wird¹⁹ – häufig nachhaltig ist.

Jugendanwälte arbeiten auf sogenannten Jugendanwaltschaften, deren Büroräumlichkeiten sich zumindest teilweise in ganz ‚normalen‘ Gebäuden befinden, und als solches nicht besonders abschreckend oder stigmatisierend wirken. Jugendanwaltschaften verfügen stets über einen internen Sozialdienst, und teilweise befinden sich unter dem gleichen Dach auch noch weitere Dienste, wie etwa spezialisierte polizeiliche Ermittler, oder spezielle Opferbefragungsräume mit Videokamera und speziell ausgebildeten Opferbefrager/innen.

Fast alle ‚jugendstrafrechtlichen Handlungen‘ spielen sich also in von Erwachsenenverfahren getrennten, speziellen und häufig recht kinderfreundlich gestalteten Räumlichkeiten ab, vor spezialisierten Fachleuten und im vergleichsweise informellem Rahmen (Büro statt Gerichtssaal), wo mit Kind und Familie ‚auf gleicher Höhe‘ gesprochen wird. Dies sind gute Voraussetzungen für eine effektive Partizipation durch das Kind. Die örtliche Nähe verschiedener Dienste führt überdies zu kurzen und direkten Kommunikationslinien, was die Verfahren beschleunigt und die interdisziplinäre Kooperation fördert. All dies ist ganz im Sinne der internationalen (und regionalen) Vorgaben.

Die Vereinigung verschiedener Rollen in der Person der Jugendanwälte ist eine der großen Stärken des schweizerischen Systems, da sie gleichbleibende Bezugspersonen für die betroffenen Kinder und ihre Familien mit sich bringt, und damit eine besondere Stabilität und Tragfähigkeit (oft dringend benötigte Elemente) sowie ganzheitliches Arbeiten ermöglicht. Gleichzeitig ist diese

Personalunion eine der größten Risikofaktoren des Systems, da sie eine hohe Machtkonzentration mit sich führt und Fragen aufwirft in Bezug auf die richterliche Unabhängigkeit. Mit den jüngsten Revisionen wurden diese Schwachstellen gemildert, aber nicht vollständig behoben.

Interessanterweise wurde die Schweiz in diesem Punkt vom Kinderrechtsausschuss nicht kritisiert.²⁰ Es scheint also, dass der Ausschuss die Vorteile des Modells stärker gewichtet als seine Nachteile.

- **Separate Institutionen**

Die Schweiz verfügt seit Jahrzehnten über zahlreiche staatliche und private Institutionen zur Platzierung von Kindern und Jugendlichen. Auch auf der Ebene der ambulanten (erzieherischen und therapeutischen) Hilfen besteht ein breites Angebot. Beides ermöglicht individuelle Lösungsfindung.

Eher spät wurde hingegen die strikte Separierung von Kindern/Jugendlichen und Erwachsenen in Gefängnissen durchgesetzt;²¹ wohl nicht zuletzt deswegen, weil das schweizerische System eben nicht primär auf Gefängnisse setzt bei der Behandlung von straffällig gewordenen jungen Menschen, sondern auf Resozialisierung, und es so an entsprechenden Einrichtungen – ‚Jugendgefängnisse‘ – weitgehend fehlt(e).

Im Bereich der stationären Schutzmaßnahmen wird der Trennungsgrundsatz demgegenüber bis heute – bewusst – nicht strikt umgesetzt, und es kommt in diversen Institutionen zur Durchmischung von über und unter 18-Jährigen. Das scheint akzeptabel, sofern dies im Interesse der über 18-Jährigen ist, aber auch gleichzeitig nicht den Interessen der jüngeren Kinder widerspricht.²²

III. Strafmündigkeitsalter

Wie von der Kinderrechtskonvention in Artikel 40(3)(a) gefordert hat die Schweiz ein Strafmündigkeitsalter definiert. Es wurde im Jahr 1937 beim siebten Altersjahr fixiert, was offensichtlich sehr tief ist. Als mögliche Gründe für diese Fixierung werden etwa die Angleichung an das Einschulungsalter genannt sowie der Umstand, dass der zivilrechtliche Kinderschutz zu dem Zeitpunkt wenig ausgebaut war.²³

Mit Erlass des JStG wurde es auf das heute noch geltende Strafmündigkeitsalter von zehn Jahren

19. Seit einigen Jahren wird überdies ein spezieller Ausbildungslehrgang ‚CAS Jugendstrafverfolgung‘ angeboten, der rege benutzt wird, aber auf Freiwilligkeit beruht; das JStG sieht keine Pflicht zur Spezialisierung vor.

20. In seinem ersten Bericht zur Schweiz (2002) hatte das Komitee die Schweiz gebeten, den angebrachten Vorbehalt zum Recht auf einen unabhängigen Richter zu überdenken in Anbetracht dessen, dass dieses Recht eine solche Personalunion nicht in jedem Fall ausschließe, siehe CRC/C/15/Add.182, para 7(e).

21. Seit 2003 kodifiziert, heute in Art. 28 JStPO. Gemäß Bundesgericht gibt es dazu keine Ausnahmen (siehe BGE 133 I 286), was weitergeht als die Kinderrechtskonvention fordert, siehe Art. 37c KRK.

22. Vgl. auch Kinderrechtsausschuss in General Comment No 24 para 93.

23. Vgl. WEIDKUHN Ursina, p. 78 mit weiteren Verweisen.

angehoben. Das ist immer noch sehr tief. Der Kinderrechtsausschuss – welcher eine Grenzziehung bei Alter 14 empfiehlt²⁴ – hatte noch während des laufenden Gesetzgebungsverfahrens seine Bedenken an dieser geplanten Erhöhung geäußert, doch diese Stimme scheint nicht gehört worden zu sein; und auch die Befunde der Entwicklungspsychologie scheinen nicht in die parlamentarischen Debatten eingeflossen zu sein.

Zur Rechtfertigung des tiefen Strafmündigkeitsalters wird regelmäßig auf dessen Schutzfunktion hingewiesen, beziehungsweise auf die Ermöglichung des frühen Eingreifens. Der Gedanke ist legitim, doch sollte Frühintervention soweit wie möglich auf zivilrechtlicher Ebene erfolgen, zur Vermeidung unnötiger Stigmatisierung durch das Strafrecht.

Von internationaler Seite wird die Schweiz also kritisiert für ihr Strafmündigkeitsalter, welches der Kinderrechts-Ausschuss als ‚below internationally acceptable standards‘²⁵ bezeichnet.

Dieser Kritik kann immerhin entgegengehalten werden, dass das JStG für Kinder bis zum 15. Altersjahr – nebst Schutzmaßnahmen – nur leichte Warnstrafen vorsieht; insbesondere kann ihnen gegenüber keine ‚Gefängnisstrafe‘ angeordnet werden.²⁶ Es bleibt aber sehr bedauerlich, dass die Schweiz die Kritik des Komitees nicht zum Anlass genommen hat, die Frage der Altersgrenze gründlich zu überdenken.

Einschub:

Die obere Grenzziehung zur Anwendbarkeit des Jugendstrafrechts liegt in der Schweiz grundsätzlich bei 18 Jahren. Ausnahmen sind möglich im Falle so genannter Übergangstäter bei gleichzeitiger Beurteilung von Straftaten, die teils vor und teils nach dem 18. Lebensjahr begangen worden sind.²⁷ Im Weiteren sieht das Erwachsenenstrafrecht gewisse Sonderregelungen für junge Erwachsene bis zum 25. Altersjahr vor.

IV. Diversion und Mediation

Dem Ruf der internationalen Regelwerke zur Förderung der Diversion (Art. 40(3)(b) KRK) kommt die Schweiz lediglich bis zu einem gewissen Grad nach.

Mit Erlass des JStG floss die Mediation erstmals in die schweizerische Strafrechtsordnung ein, womit die ersten Pilotversuche der Praxis eine gesetzliche Grundlage erhielten. Bedauerlicherweise scheint sie sich bislang insgesamt weniger stark verbreitet zu haben, als die schweizerische Verständigungs- und Vermittlungstradition hätte erwarten lassen, von einigen erfreulichen Ausnahmen abgesehen.²⁸

Den Begriff der Diversion als außergerichtliche Verfahrenserledigung im weiteren Sinne sucht man im schweizerischen Jugendstrafrecht hingegen vergeblich, und selbst im jüngsten Revisionsprozess blieb der Begriff unerwähnt. Dies erstaunt angesichts der großen Bedeutung, welcher die Diversion auf internationaler Ebene in den vergangenen Jahrzehnten erlangt hat, dürfte aber einfach zu erklären sein, wie eingangs bereits kurz erwähnt: das schweizerische Jugendstrafrecht trägt traditionellerweise einige Grundideen der Diversion bereits in sich. Es ist relativ informell, recht speditiv²⁹ und vergleichsweise wenig stigmatisierend – und es offeriert eine breite Palette von Alternativen zum Freiheitsentzug als Reaktion auf Jugendstraftaten. Entsprechend bestand kein dringender Bedarf, Kinder von formellen Verfahren, Repression und Stigmatisierung wegzuführen.

Faktisch gibt es dennoch gewisse Formen der Diversion, nämlich die Möglichkeit zum Verzicht auf Strafverfolgung in gewissen Fällen, die bereits erwähnte Mediation, sowie der sogenannte Vergleich.³⁰

V. Verfahrensrechtliche Aspekte

Das relativ informelle Verfahren mit der breiten Funktion des Jugendanwalts/der Jugendanwältin kann zwar Partizipation fördern und Verfahren beschleunigen, birgt aber auch Gefahren in Bezug auf das rechtsstaatliche Verfahren, wie es in Artikel 40(2) KRK gefordert wird. Die jüngsten Revisionsbestrebungen haben hier gewisse Abhilfe geschaffen und das Element der Rechtsstaatlichkeit verstärkt. Nachstehend werden ein paar ausgewählte Aspekte dazu betrachtet, und es wird

24. Siehe General Comment No 24, para 22.

25. Siehe Concluding Observations Switzerland, CRC/C/CHE/CO/2-4, para 72.

26. Siehe zum sogenannten Freiheitsentzug Art. 25 JStG, sowie weiter unten.

27. Art. 3 JStG.

28. Dazu zählt insbesondere der Kanton Freiburg, wo ein eigenständiges, jugendspezifisches ‚Mediationsbüro‘ erschaffen wurde; und die Stelle für Mediation im Jugendstrafverfahren im Kanton Zürich.

29. Gemäß URWYLER Christoph, JACHEN C. Nett, Evaluation der Wirksamkeit des Jugendstrafgesetzes, Schlussbericht, Berner Fachhochschule Soziale Arbeit, 2012, p. 104, dauern Jugendstrafverfahren im Durchschnitt 4.8 Monate (1990-2010).

30. Siehe Art. 5, 16 und 17 JStPO; Art. 21 JStG.

ein Blick geworfen auf den Persönlichkeitsschutz als ein weiteres Verfahrenselement von besonderer Bedeutung im Jugendstrafrecht.

- **Verteidigung**

Gemäß Art. 40(2)(b)(ii) und (iii) KRK haben die Staaten in jedem Straffall sicherzustellen, dass das Kind durch einen rechtskundigen oder sonst angemessen qualifizierten Beistand unterstützt wird. Im Falle der Anordnung von Freiheitsentzug haben die Vertragsstaaten gemäß Artikel 37(d) KRK sicherzustellen, dass dem Kind umgehend Zugang zu einem rechtskundigen und einem andern geeigneten Beistand gewährt wird.³¹

In der Schweiz wurde bei den jüngsten Revisionsbestrebungen der Anwalt der ersten Stunde eingeführt, was besonders bedeutsam ist, denn die erste Vernehmung zur Sache ist häufig entscheidend für die weitere Beweisführung und es nützt oft wenig, wenn ein Anwalt erst Monate später im Gerichtssaal dazukommt, wie in einigen Staaten noch vorgesehen. Weiter sieht die aktuelle Gesetzgebung – nebst dem Recht auf anwaltliche Vertretung in allen Fällen – eine zwingende anwaltliche Vertretung in gewissen Fällen vor, die nötigenfalls durch behördliche Anordnung sichergestellt wird.³² Eine derartige ‚automatische‘ Sicherstellung einer Verteidigung wenigstens in gewissen Fällen ist bei jungen Menschen ebenfalls besonders bedeutsam, da sie einer solchen Unterstützung eher bedürfen als erwachsene Personen, aber wohl seltener selber daran denken, solche Hilfe zu verlangen. Ähnliche Erwägungen finden sich in der EU-Richtlinie 2016/800 über Verfahrensgarantien in Jugendstrafverfahren.

Mit diesen Reformen wurde eine weitere Annäherung an die internationalen Standards erreicht, aber noch keine vollständige Übereinstimmung mit diesen, weil eine anwaltliche Verteidigung nicht für sämtliche Fälle von Freiheitsentzug sichergestellt ist.³³

- **Kritikpunkt Personalunion**

Diskussionswürdig bleiben die bereits oben aufgeworfenen Fragen rund um die Personalunion, nämlich: ob die weitgehend vorgesehene Personalunion von untersuchender und urteilender Behörde im Lichte des Grundsatzes der richterlichen Unabhängigkeit (Art. 40(2)(b)(iii) CRC) zulässig ist, und ob der hohen Machfülle dieser Funktion genügend Korrektive gegenüberstehen. Ersteres wird von der Schweiz bejaht und vom Kinderrechtsausschuss nicht kritisiert; und der Machtkonzentration wurde durch

den Ausbau von Verteidigungs- und Beschwerde-rechten in den vergangenen Jahren zumindest teilweise entgegengewirkt.

- **Persönlichkeitsschutz**

Ein weiteres zentrales Recht von Kindern, die mit dem Gesetz in Konflikt geraten sind, ist das Recht auf volle Achtung des Privatlebens in allen Verfahrensstadien (Art. 40(2)(b)(vii) KRK).

Ein Aspekt dieses Rechts betrifft die Öffentlichkeit von Verhandlungen. In der Schweiz ist die Nicht-öffentlichkeit von Jugendstrafrechtsverfahren der Regelfall, von der nur in sehr beschränkten Fällen abgewichen werden kann.³⁴ Diese Regelung ist im Einklang mit den internationalen Standards.

Ein weiterer Aspekt des Rechts auf Persönlichkeitsschutz betrifft die Veröffentlichung von Urteilen und anderer Informationen zum Verfahren. Die schweizerische Regelung besagt, dass solche Informationen ‚in geeigneter Weise‘ erfolgen sollen.³⁵ Idealerweise würde die Regelung zusätzlich explizit verlangen, dass solche Publikationen restriktiv gehandhabt werden müssen und nicht zum Bekanntwerden der Identität der betroffenen Jugendlichen führen dürfen.

Ein dritter Aspekt des Rechts auf Achtung des Privatlebens betrifft den Umgang mit Strafregistereinträgen. Hier sieht die Schweiz eine vergleichsweise restriktive Regelung vor, was der Zielsetzung der internationalen Regelwerke entspricht: nur gewisse Fälle sind eintragungspflichtig, die Einsichtnahme ins Strafregister ist gewissen behördlichen Stellen vorbehalten, und die Einträge werden nach einigen Jahren automatisch entfernt.³⁶

VI. Minimalisierung von Freiheitsentzug

Eine der klarsten Positionsbestimmungen der internationalen Instrumente besteht im Aufruf, Freiheitsentzug bei Kindern und Jugendlichen möglichst zu vermeiden. Soweit sich die Anordnung von Freiheitsentzug nicht vermeiden lässt, ist deren Dauer möglichst zu beschränken und eine besondere, altersangemessene Behandlung des Kindes sicherzustellen (vgl. Art. 37 KRK).

Hier können der Schweiz im internationalen Vergleich gute Noten erteilt werden, denn nur einem sehr kleinen Anteil von Kindern und Jugendlichen wird im Verlaufe des Jugendstrafverfahrens die Freiheit entzogen.

31. Zur abweichenden Formulierung in der (nicht offiziellen) deutsche Übersetzung der KRK (die auch hier, ‚oder‘ vorsieht), und warum der englische Text vorzugswürdig scheint siehe WEIDKUHN Ursina, p. 49.

32. Siehe Art. 23 und 24 JStPO.

33. Heute nicht vorgesehen für den Fall eines drohenden Freiheitsentzuges von weniger als 1 Monat, und für den Fall einer stationären Beobachtung/Persönlichkeitsabklärung. Siehe auch WEIDKUHN Ursina, p. 49 und 222.

34. Siehe Art. 14 JStPO.

35. Ibid.

36. Vgl. Art. 366, Art. 367 und Art. 369 StGB.

- **Untersuchungshaft**

Die Anzahl von Kindern in Untersuchungshaft ist vergleichsweise tief in der Schweiz. Gemäß einer Studie aus dem Jahr 2010 wird Untersuchungshaft lediglich in circa 2,4 Prozent aller Fälle angeordnet, und die Dauer ist normalerweise recht kurz (ein paar Tage oder Wochen).³⁷ Das sieht in vielen Staaten ganz anders aus.

Dieses gute Resultat dürfte primär auf die restriktive Formulierung von Haftgründen zurückzuführen sein, sowie auf das vorhandene Angebot von ambulanten Alternativen. Es hilft aber auch sehr, dass die meisten Kinder registriert sind, eine permanente Adresse haben und auf Vorladung hin erscheinen; Untersuchungshaft zur Sicherung des Erscheinens vor Gerichts (beziehungsweise Jugendanwaltschaft), wie in vielen Ländern nötig, braucht es also kaum.³⁸

- **Freiheitsentzug (Gefängnis) als Strafe**

Die Anzahl von Kindern und Jugendlichen, die zu einer Gefängnisstrafe verurteilt werden, ist ebenfalls tief in der Schweiz: Im Jahr 2018 etwa wurde diese Strafe in 5,8 Prozent aller Fälle ausgesprochen, eine unbedingte Gefängnisstrafe in weniger als zwei Prozent der Fälle, und die Dauer der Freiheitsstrafen blieb in der Mehrheit der Fälle unter sieben beziehungsweise unter 14 Tagen.³⁹

Dafür sorgen zunächst gesetzliche Beschränkungen zur Anordnung dieser Sanktionsform: sie ist nur auf über 15-Jährige anwendbar, und im Regelfall auf eine Maximaldauer von einem Jahr beschränkt. Lediglich in sehr eng begrenzten Fällen von schwersten Straftaten begangen durch Jugendliche ab dem 16. Altersjahr kann eine bis zu vier Jahren dauernde Freiheitsstrafe ausgesprochen werden. Im Weiteren ist die Gewährung des bedingten Strafvollzugs für die meisten Fälle als Regelfall definiert; es gibt die Möglichkeit zur Halbgefängenschaft und zum tagesweisen Vollzug; und die Möglichkeit zur vorzeitigen Entlassung wird von Amtes wegen geprüft.⁴⁰

Ein weiterer Grund für die tiefe Anzahl von Kindern in Gefängnissen ist darin zu finden, dass das Gesetz eine Palette von alternativen Strafen zur Verfügung stellt, die auch genutzt werden und umsetzbar sind. Insbesondere die sehr sinnvolle Strafform der so-

nannten persönlichen Leistung (sie umfasst gemeinnützige Arbeit und Teilnahme an Kursen, wie zum Beispiel Anti-Aggressions-Training, und kann somit erzieherisch, restorativ und teils auch leicht therapeutisch wirken) wird überaus häufig angewendet, im Jahr 2018 in gut 41 Prozent der Fälle, gefolgt von der Verwarnung (gut 28 Prozent) und der Geldbuße (gut 21 Prozent). Zusammen decken diese drei alternativen Strafformen also gut 90 Prozent aller Fälle.⁴¹

- **Fremdunterbringung als jugendstrafrechtliche Reaktion**

Wie eingangs erwähnt sieht das schweizerische Jugendstrafrecht nebst ‚Strafen‘ auch ambulante⁴² und stationäre⁴³ Schutzmaßnahmen vor für Kinder und Jugendliche, die mit dem Gesetz in Konflikt geraten. Sie können als Reaktion auf eine Straftat durch die Strafbehörde angeordnet werden, wenn ein entsprechender Schutzbedarf besteht. Sofern ein Kind/Jugendlicher gleichzeitig schuldfähig ist als auch maßnahmebedürftig, werden grundsätzlich sowohl Strafe als auch Schutzmaßnahme angeordnet, wobei letzterer im Vollzugs-Konfliktfall grundsätzlich Vorrang gewährt wird.⁴⁴

Aus Sicht des internationalen Rechts sind Fremdplatzierungen oder stationäre Schutzmaßnahmen grundsätzlich auch als Freiheitsentzug zu qualifizieren.⁴⁵ Dies bedeutet, dass sie ebenfalls nur als letztes Mittel und für die kürzest angemessene Zeit anzuordnen sind.

Ein Blick auf die schweizerische Sanktionspraxis zeigt auch hier eine zurückhaltende Anwendung: Die sogenannte Unterbringung als stationäre Schutzmaßnahme wird in weniger als ein Prozent aller Jugendstrafrechtsfälle angeordnet.⁴⁶ Damit dürfte das ‚last resort‘-Kriterium auch bei Platzierungen erfüllt sein.

Hingegen ist fraglich, ob das Erfordernis der ‚kürzest angemessenen Dauer‘ erfüllt ist, denn jugendstrafrechtliche Maßnahmen werden auf unbestimmte Zeit angeordnet und können bis zum 25. Altersjahr dauern. Umso wichtiger ist es, dass sehr regelmäßig überprüft wird, ob die Maßnahme fortgeführt werden muss oder ob sie aufzuheben ist.⁴⁷

37. Vgl. URWYLER Christoph et al, p. 132.

38. Einige Kritikpunkte aus Sicht des internationalen Rechts gibt es dennoch, etwa die Anordnungs-kompetenz durch den Jugendanwalt in den ersten 7 Tagen; das Fehlen einer Höchstgrenze der U-Haft; das Fehlen einer angemessenen Altersgrenze für U-Haft; sowie das Fehlen von detaillierten Mindestbedingungen in Haft.

39. Siehe Statistiken unter bfs.admin.ch. Die Studie von URWYLER Christoph et al zeigt für den Zeitraum 1999-2010 sehr ähnliche Zahlen auf.

40. Vgl. Art. 25ff JStG.

41. Die Studie von URWYLER Christoph et al zeigt für den Zeitraum 1999-2010 sehr ähnliche Zahlen auf.

42. Die sogenannte Aufsicht, die persönliche Betreuung und die ambulante Behandlung, siehe Art. 12-14 JStG.

43. Die sogenannte Unterbringung, siehe Art. 15 JStG. Sie umfasst jegliche Form von Fremdplatzierung.

44. Siehe Art. 12-15 und Art. 32 JStG.

45. Zur Definition von Freiheitsentzug siehe Regel 11 der Regeln der VN zum Schutze von Jugendlichen im Freiheitsentzug: "The deprivation of liberty means any form of detention or imprisonment or the placement of a person in a public or private custodial setting, from which this person is not permitted to leave at will, by order of any judicial, administrative or other public authority."

46. Siehe oben FN 39.

47. Vgl. Art. 19 JStG.

VII. Schlussbetrachtung

Wo steht die Schweiz nun im internationalen Vergleich und im Licht des internationalen Rechts, was würde Frau Renate Winter dazu sagen?

Sie würde wahrscheinlich – beziehungsweise man kann – sagen: „Ihr macht es gut in Bezug auf Separierung, Spezialisierung und Sanktionierung: ihr habt separate Gesetze, spezialisierte Einrichtungen und Behörden, recht kinderfreundlich ausgestaltete Verfahren, die eine effektive Partizipation fördern, und ihr reagiert individuell-resozialisierend sowie nur selten mit Freiheitsentzug.“ Also einigen sehr zentralen Merkmalen des Kinderrechtsmodells und der kinderfreundlichen Justiz wird gut Rechnung getragen.

Zu kritisieren bleiben das tiefe Strafmündigkeitsalter, gewisse Mängel betreffend Rechtsstaatlichkeit, und die relativ schwache Begrenzung von freiheitsentziehenden Schutzmaßnahmen – also einige, Überbleibsel' des (nicht mehr ganz zeitgemäßen) Wohlfahrtsmodells.

Diese Situation indiziert, dass auch nach Erlass der internationalen Regelwerke gewisse Spannungen zwischen Wohlfahrts- und Justiz-Modell bestehen bleiben; und in der Schweiz weiterhin ein behutsames Abwägen zwischen informell/kinderfreundlichem sowie formell/rechtsstaatlichem Vorgehen erforderlich bleibt.

Ich danke Ihnen für Ihre Aufmerksamkeit.

Bibliographie

- DÜNKEL Frieder, *Jugendstrafrecht in Europa, Entwicklungstendenzen und Perspektiven*, in: Entwicklungstendenzen und Reformstrategien im Jugendstrafrecht im europäischen Vergleich, Frieder Dünkel, Anton van Kalmthout und Horst Schüler-Springorum (Hrsg.), Mönchengladbach 1997, S. 565ff.
- FREEMANN Michael D.A., *Introduction: Rights, Ideology and Children*, in: The Ideologies of Children's Rights, Michael Freeman and Philip Veerman (eds), Dordrecht 1992, S. 3ff.
- MUNCIE John, *Youth and Crime*, 2. edition, London 2004
- SKELTON Ann, *The Influence of the Theory and Practice of Restorative Justice in South Africa with Special Reference to Child Justice*, unpublished LLD Thesis, University of Pretoria 2005
- SLOTH-NIELSEN Julia, *The Role of International Law in Juvenile Justice Reform in South Africa*, unpublished LLD Thesis, University of the Western Cape, 2001
- URWYLER, Christoph, JACHEN C. Nett, *Evaluation der Wirksamkeit des Jugendstrafgesetzes, Schlussbericht*, Berner Fachhochschule Soziale Arbeit, 2012
- VAN BUEREN Geraldine, *Child-Orientated Justice – An International Challenge for Europe*, International Journal of Law and the Family 6 (1992), S. 381ff.
- VERHELLEN Eugeen, *The Convention on the Rights of the Child*, in: Collected Papers Presented at the First International Interdisciplinary Course on Children's Rights, Eugeen Verhellen (ed), Ghent 1996, S. 27ff.
- WEIDKUHN Ursina, *Jugendstrafrecht und Kinderrechte, Betrachtung des Schweizerischen Jugendstrafrechts im Lichte der Internationalen Rechte des Kindes und im Vergleich zu Südafrika*, Schulthess Verlag, Zürich, 2009

Gesetzgebung

- Bundesgesetz über das Jugendstrafrecht (Jugendstrafgesetz, JStG) vom 20. Juni 2003, <https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2006/551/de>
- Schweizerische Jugendstrafprozessordnung (Jugendstrafprozessordnung, JStPO) vom 20. März 2009, <https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2010/226/de>
- Bundesgesetz über die Hilfe an Opfer von Straftaten (Opferhilfegesetz, OHG) vom 23. März 2007, <https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2008/232/de>
- Schweizerisches Zivilgesetzbuch (ZBG) vom 10. Dezember 1907, https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/24/233_245_233/de
- Schweizerisches Strafgesetzbuch (StGB) vom 21. Dezember 1937, https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/54/757_781_799/de

Abkürzungsverzeichnis

Art.	Artikel
BGE	Bundesgerichtsentscheid
KRK	Kinderrechtskonvention
JStG	Schweizerisches Jugendstrafgesetz
JStPO	Schweizerische Jugendstrafprozessordnung
P	Seite
para	Paragraph
StGB	Schweizerisches Strafgesetzbuch
VN	Vereinte Nationen
ZGB	Schweizerisches Zivilgesetzbuch

PARTIE III.

Perspectives nationales pour le Luxembourg :

A. État des lieux

B. Prises de positions

C. Interventions

CHAREL SCHMIT

Vaincre les dichotomies ! Phil nous attend !

Auteur – Author – Autor

Charel Schmit, pédagogue, a travaillé comme maître de conférences à l'Université du Luxembourg et membre de l'unité de recherche INSIDE. Outre la mise en place d'un programme d'études de bachelor en sciences sociales et éducatives pour les travailleurs sociaux, ses principaux sujets étaient le travail communautaire, les services sociaux de proximité, l'éthique professionnelle et les droits de l'enfant. De 2012 à 2020, il a travaillé comme « pédagogue-enseignant » au « Lycée technique pour professions éducatives et sociales » (LTPES). De 2005 à 2020, Monsieur Schmit a été président de l'ANCES - Association nationale des communautés éducatives et sociales, une plateforme de travail social pour les professionnels et les acteurs du secteur social au Luxembourg. Schmit était membre de la Commission nationale de l'UNESCO depuis 2006 et membre de la commission consultative des droits de l'homme au Luxembourg depuis 2014 à 2021. De 2020 à 2021, il fût nommé par le Ministère de la Justice et le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse comme coordinateur des travaux préparatoires de la réforme législative du système de justice et de protection de l'enfance au Luxembourg. Le 1^{er} février 2021, il succède à M. René Schlechter comme «Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher» (OKAJU) pour un mandat de huit ans.

Charel Schmit, educationalist, worked as senior lecturer at the University of Luxembourg and member of the research unit INSIDE. Beside the implementation of a bachelor study program in social and educational sciences for social worker, his main topics were community work, community based social services, professional ethics and child right's issues. From 2012 to 2020 he worked as "pédagogue-enseignant" (teacher) at the "Lycée technique pour professions éducatives et sociales" (LTPES). Since 2005 until 2020, Schmit was chairman of ANCES – Association nationale des communautés éducatives et sociales, a social work platform for professionals and stakeholders of the social sector in Luxembourg. Schmit was member of the national commission of UNESCO since 2006 and member of the consultative commission on human rights in Luxembourg since 2014 to 2021. From 2020 to 2021 he was appointed by the Ministry of Justice and Ministry of Education, Childhood any Youth as coordinator for the preparatory work of the legislative reform for the child justice and child protection system in Luxembourg. On 1st February 2021, he became the successor to Mr. René Schlechter as "Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher" (OKAJU) for an eight years mandate.

Charel Schmit, Erziehungswissenschaftler, arbeitete als Senior Lecturer an der Universität Luxemburg und Mitglied der Forschungseinheit INSIDE. Neben der Implementierung eines Bachelor-Studiengangs in Sozial- und Erziehungswissenschaften für Sozialarbeiter waren seine Hauptthemen Gemeinwesenarbeit, gemeindenahе soziale Dienste, Berufsethik und Kinderrechtsfragen. Von 2012 bis 2020 arbeitete er als « pédagogue-enseignant » (Lehrer) am « Lycée technique pour professions éducatives et sociales » (LTPES). Von 2005 bis 2020 war Schmit Vorsitzender der ANCES - Association nationale des communautés éducatives et sociales, einer Plattform für Fachleute und Akteure des sozialen Sektors in Luxemburg. Schmit war seit 2006 Mitglied der nationalen UNESCO-Kommission und von 2014 bis 2021 Mitglied der beratenden Kommission für Menschenrechte in Luxemburg. Von 2020 bis 2021 wurde er vom Justizministerium und dem Ministerium für Bildung, Kindheit und Jugend zum Koordinator für die Vorbereitungsarbeiten der Gesetzesreform für das Kinderjustiz- und Kinderschutzsystem in Luxemburg ernannt. Am 1. Februar 2021 folgt Charel Schmit Herrn René Schlechter als „Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher“ (OKAJU) für ein achtjähriges Mandat.

Résumé – Abstract – Zusammenfassung

Charel Schmit retrace la genèse de la loi luxembourgeoise de 1992 sur la protection de la jeunesse et la situe dans le contexte européen et international depuis la fin du XIX^{ème} siècle. Il se réfère aux quatre modèles de justice pour enfants: celui de la protection, celui de la punition, celui de la sanction et celui de la restauration. Schmit plaide pour une réforme en profondeur du régime luxembourgeois qui dépasse la dichotomie traditionnelle entre une protection de la jeunesse supposée plutôt être orientée vers l'aide et un droit pénal des mineurs basé sur la justice qui sanctionne et décrié comme uniquement répressif. Or, un troisième modèle s'est développé sous l'impulsion des droits de l'enfant. Les enfants et les jeunes qui entrent en conflit avec la loi ne doivent pas seulement bénéficier de garanties procédurales reconnues au niveau international devant une justice adaptée aux enfants (par exemple âge de la majorité pénale, libre choix et assistance par un avocat, diversion), mais l'objectif doit toujours être la vie future du jeune concerné sans crime, sa réhabilitation en tant qu'acteur responsable, la réparation et la restauration des liens sociaux abimés, sa réintégration dans la société pour assumer un rôle constructif au sein de celle-ci. C'est pourquoi l'aide à la jeunesse, la protection de l'enfance et le droit pénal des mineurs doivent s'articuler de manière complémentaires et être coordonnés afin d'atteindre au mieux cette resocialisation et réhabilitation.

Charel Schmit traces the genesis of the Luxembourg law of 1992 on youth protection and places it in the European and international context since the end of the 19th century. He refers to the four models of justice for children: protection ("welfare"), penal/repression ("justice model"), sanction and restorative justice. Schmit argues for an in-depth reform of the Luxembourg regime that goes beyond the traditional dichotomy between a youth protection that is supposed to be rather help-oriented and a juvenile criminal law based on punitive justice and decried as only repressive. However, a third model has developed under the impulse of rights of the child. Children and young people who come into conflict with the law should not only benefit from internationally recognised procedural guarantees before a child-friendly justice system (e.g. age of criminal majority, free choice and assistance by a lawyer, diversion), but the objective of juvenile criminal law should always be the future life of the young person concerned without crime, his or her rehabilitation as a responsible actor, the repair and restoration of damaged social ties, and his or her reintegration into society in order to take on a constructive role within it. This is why youth welfare, child protection and juvenile criminal law must be coordinated in a complementary manner in order to achieve this resocialisation and rehabilitation as well as possible.

Charel Schmit beschreibt die Entstehung des luxemburgischen Jugendschutzgesetzes von 1992 und ordnet es in den europäischen und internationalen Kontext seit dem Ende des neunzehnten Jahrhunderts ein. Er bezieht sich auf die vier Jugendjustizmodelle: das Modell des Schutzes („welfare“), das Modell der Strafjustiz, das Modell der Sanktion und das Modell der „restorative justice“. Schmit plädiert für eine grundlegende Reform des luxemburgischen Rechtssystems, die die traditionelle Dichotomie zwischen einem vermeintlich eher hilfensorientierten Jugendschutz und einem auf strafender Gerechtigkeit basierendem und als rein repressiv verschrienem Jugendstrafrecht überwindet. Nun hat sich aber unter dem Eindruck der Kinderrechte ein drittes Modell entwickelt. Kinder und Jugendliche, die mit dem Gesetz in Konflikt geraten, müssen nicht nur in den Genuss international anerkannter Verfahrensgarantien vor einer kindgerechten Justiz kommen (z. B. Strafmündigkeitsalter, freie Wahl und Unterstützung durch einen Anwalt, Diversion), sondern das Ziel eines Jugendstrafrechts muss immer das zukünftige Leben des betroffenen jungen Menschen ohne Verbrechen sein, seine Rehabilitation als verantwortungsbewusster Akteur, die Wiederherstellung beschädigter sozialer Beziehungen, seine Wiedereingliederung in die Gesellschaft, um eine konstruktive Rolle in ihr zu übernehmen. Aus diesem Grund müssen sich Jugendhilfe, Kinderschutz und Jugendstrafrecht gegenseitig ergänzen und koordiniert werden, um diese Resozialisierung und Rehabilitation bestmöglich zu erreichen.

« [L]E SYSTÈME À [...] APPLIQUER [AUX ENFANTS] DEVRAIT ÊTRE PLUTÔT ÉDUCATIF QUE RÉPRESSIF, PARCE QUE CES ENFANTS SONT GÉNÉRALEMENT PLUTÔT MALHEUREUX QUE VICIEUX. »

Auguste Ulveling (1859-1917) : *Protection de l'enfance, 1890.*

En 1974 fut démolie la pénitencier « La Petite Roquette » au milieu de Paris qui servait, au nom d'une justice « républicaine », de « Maison des jeunes détenus » de 1830 à 1920 à l'incarcération d'enfants mendiants et vagabonds. C'était à une époque où les droits de l'enfant n'existaient pas encore et cela illustre la manière brutale dont l'Etat traitait les enfants en conflit avec les forces de l'ordre (la mendicité et le vagabondage étaient interdits), et ce malgré le fait que la justice considérait l'institution comme progressiste et moderne.¹ L'architecture de la prison aux allures de forteresse, avec ses petites cellules dans lesquelles les enfants étaient isolés, livrés à eux-mêmes et éloignés de toute communication avec leurs pairs, en dit long sur un système qui avait tendance à enfermer les enfants âgés de sept à vingt-et-un ans et qui comprenait plutôt l'instruction et un emploi du temps minuté archi-strict. La réinsertion sociale n'existait pas, les jeunes pensionnaires pouvaient s'estimer heureux s'ils quittaient l'établissement indemnes et ne mouraient pas de faim, de froid ou ne survivaient pas pour d'autres raisons. En réalité, ces enfants étaient abandonnés par les adultes, par une société qui ne s'intéressait guère à eux.

Les destins de ces milliers de garçons avaient été découverts par hasard : dans une maison en Normandie, le criminologue Yann Bisiou a trouvé des lettres que ces enfants oubliés et désespérés avaient écrites à leurs parents et à d'autres membres de leur famille, mais qui avaient été interceptées par la direction et n'avaient donc jamais atteint leur destinataires.

Cette histoire vraie, un chapitre sombre des débuts de la protection des mineurs en France, rappelle la légende du héros tragique Philoctète de la mythologie grecque. Appelons-le Phil dans la suite. Phil, porteur d'armes, un arc et des flèches empoisonnées héritées d'Héraclès, fut exilé sur une île lointaine à cause d'une blessure purulente qu'il s'était faite avec une des flèches. Il y végéta pendant neuf ans. Personne ne voulait s'occuper de Phil, qui avait juré de ne plus jamais combattre pour les Grecs. Ce n'est que lorsqu'il devint clair que lui

et son arc seraient utilisés dans la bataille contre Troie qu'Ulysse l'autorisa à revenir, à condition que son fils Néoptolème lui prenne son arc par ruse. Mais celui-ci se ravisa et aida le blessé, qui l'accompagna jusqu'à Troie. Phil, un archer doué, tua Pâris et libéra les Grecs. La légende, dont plusieurs versions nous sont parvenues, aborde le thème de l'abandon humain d'un homme qui souffre et qui cherche confiance et protection, mais dont la société se détourne et tente même de le tromper au lieu de lui apporter le soutien nécessaire. De ce point de vue, Phil blessé est une figure symbolique de ces enfants et adolescents à qui la vie n'a pas souri, qui sont en conflit avec la loi en raison de la pauvreté, de la négligence ou de la violence et qui ont besoin de protection et de soutien, mais qui ne sont pas pris en charge par la société, mais au contraire rejetés et stigmatisés. Mais c'est aussi une métaphore pour la nécessité de la réhabilitation et de la réintégration dans une société qui a besoin de tous les membres pour avancer et « se libérer ».

Jeter un regard en arrière pour avancer

Le Luxembourg et la France sont étroitement liés dans la genèse d'un droit de protection des mineurs. En 1894, Paul Eyschen (1841-1915), ministre d'État (1888-1915) et ministre de la Justice (1876-1888) proposait au Conseil d'État – certes sous l'impulsion du magistrat et philanthrope Auguste Ulveling (1859-1917) – d'avancer sur la question de comment mieux protéger les enfants. Eyschen demande, dans une lettre, d'introduire une loi similaire à celle du 24 juillet 1889 en France sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés et d'avoir une loi qui ne se borne pas à la question de l'autorité paternelle. Il écrivit dans sa lettre du 19 octobre 1894 au Conseil d'État :

« Envisageant la puissance paternelle moins comme un droit des parents, que comme un pouvoir de protection institué dans l'intérêt de l'enfant et pour assurer l'éducation de l'enfant, le législateur français de 1889 a édicté tout un ensemble de normes destinées à protéger l'enfant contre les mauvais parents et à réprimer les abus de la puissance paternelle. »

Il dut attendre une année pour être sermonné par Henri Vannérus (1833-1921), Conseil d'État (1874-1921) et ministre de la Justice (1864-1874), qui lui répondit dans sa lettre du 2 août 1895 : « ...la situation actuelle est des plus satisfaisantes et dans ce cas il serait dangereux d'innover, le mieux étant l'ennemi du bien. » Cette réponse fut doublement négative en arguant que, premièrement, en France il y a d'autres situations qui ne

1. Cf. Faucher, Léon: *De la réforme des prisons (1838)*, pages 274-282. Cité par Michel Foucault : *Surveiller et punir. Naissance de la prison. 1975.*

se présentent pas au Luxembourg, et, deuxièmement, les dispositions actuelles en vigueur sont suffisantes pour empêcher les abus et scandales qui éventuellement peuvent se présenter. Selon l'article 72 du Code pénal, les mineurs peuvent être mis à disposition du Gouvernement.

Plus de 125 ans plus tard, les acteurs institutionnels luxembourgeois ont démontré leur volonté et capacité d'agir et d'innover, en suivant des normes et standards internationaux en matière de justice pour enfants en conflit avec la loi, en s'inspirant des meilleures pratiques développées chez nos voisins européens, en les rejoignant dans leurs efforts à toujours mieux implémenter les droits de l'enfant et en s'inscrivant dans le mouvement international et progressif des droits de l'enfant.

L'héritage méconnu et à redécouvrir d'Auguste Ulveling (1859-1917)

L'histoire des droits de l'enfant au Luxembourg étant peu connue à nos jours, la majorité ne connaît pas les personnes et mouvements sociaux qui se sont mobilisés pour la cause des enfants, leurs droits, leur protection etc... Un des personnages clé est Auguste Ulveling. Dans son rôle de président de la Commission administrative des maisons d'arrêt, le juriste et haut fonctionnaire luxembourgeois avait été l'un des premiers luxembourgeois à s'intéresser de plus près à la question de la « jeunesse moralement abandonnée » et à sa promotion. Dans son ouvrage publié en 1890, « Protection de l'enfance. Patronage des détenues et des libérés² », il s'intéresse aux enfants qui sont abandonnés par leurs parents et ceux qui entre en conflit avec la loi et résume en une phrase ce qui marquera la discussion « Erziehung statt Strafe » des décennies suivantes : « Cependant, à notre avis, le système à appliquer [aux enfants] devrait être plutôt éducatif que répressif, parce que ces enfants sont généralement plutôt malheureux que vicieux. » Déjà à l'époque, Ulveling préfère un placement dans une famille à un placement dans une maison d'éducation ou autre. Il consacre une deuxième publication à cette clientèle en 1905, qui contient les premières idées et principes directeurs pour une législation. Pour la première fois, la mission de s'occuper des enfants négligés ou délinquants est inscrite dans une proposition de loi en tant qu'obligation morale et juridique de l'État. Une idée progressiste en soi, mais qui ne sera reprise que cinq ans plus tard par le ministre d'État Paul Eyschen. En raison des troubles de la guerre, l'initiative n'a pas de suite et n'est reprise qu'en 1926 dans un projet qui aboutit à la loi du

2 août 1939 sur la protection de l'enfance, considérée aujourd'hui comme le précurseur de l'actuelle loi sur la protection de la jeunesse du 10 août 1992, tout en conservant la justice comme acteur essentiel. La principale innovation est l'introduction d'un juge spécial pour l'enfance et l'adolescence en détresse, doté de pouvoirs étendus et d'une grande marge d'appréciation : il peut ainsi, en cas d'urgence, retirer tout ou en partie des droits éducatifs aux parents qui ne remplissent pas la mission éducative ou qui ne la remplissent pas suffisamment du point de vue de la situation.

La première réforme de la « loi sur la protection de l'enfance » de 1971 perpétue cette idée patriarcale et paternaliste, qui caractérisera également la réforme suivante de 1992 : Le juge des enfants (unique) est remplacé par un tribunal pour enfants dont la compétence est étendue aux jeunes jusqu'à 21 ans.

Le retrait de la famille et la privation de liberté restent les principales « mesures éducatives » correctives de la justice à l'égard des jeunes en détresse, mais les mesures de restauration ne sont guère développées. Bien que les jeunes soient censés être protégés et non punis, dans la pratique, le comportement problématique du jeune est souvent au centre des préoccupations : au lieu d'aider la famille, celle-ci est souvent considérée comme un obstacle au bon développement de l'enfant et l'enfant en détresse est retiré de sa famille. C'est pourquoi les parents perdent en grande partie tous leurs droits et ne sont que peu impliqués dans le processus éducatif. Un point culminant négatif dans cette interprétation répressive de l'idée de protection s'exprime par l'enfermement de jeunes dans l'établissement pénitentiaire pour adultes de Schmassig, qui, à ce jour, fait l'objet de vives critiques nationales et internationales.

2. Auguste Ulveling, *Protection de l'enfance. Patronage des détenues et des libérés*, Luxembourg 1890

Critiques du régime luxembourgeois

Au Luxembourg, des voix sceptiques sur la loi de 1992 relative à la protection de la jeunesse se font entendre très tôt, notamment dans le secteur social – une critique qui ne s'arrêtera pas dans les années à venir, mais qui s'intensifiera au fur et à mesure que la loi sur la protection des mineurs s'avérera obsolète et dépassée dans le contexte européen. Des pédagogues sociaux, des psychologues pour enfants et des directeurs de foyers comme par exemple Gilbert Pregno³, Robert Soisson ou Jean-Marie Wagner⁴ s'interrogent sur les conséquences d'une protection de la jeunesse qui, sous prétexte de vouloir protéger les jeunes de parents dépassés par leur tâche éducative ou d'eux-mêmes, les retire de leur famille et à leur environnement familial pour les placer dans des foyers ou un centre fermé. Depuis 2017, les jeunes en conflit avec la loi sont placés dans le centre fermé « Unisec » à Dreibern. Les visites régulières et rapports du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT), puis celles de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK), du Contrôleur externe les lieux privés de liberté (CELPL) et les avis de la CCDH documentent l'écart de la législation et pratique actuelle avec les normes et recommandations internationales.

Alors que la Belgique et la France ont réformé leur système de justice pour enfants en raison du nombre élevé d'admissions en institution et des critiques croissantes à l'encontre des procédures, le Luxembourg peine à lancer le débat sur la réforme. Le débat, qui aboutit en 2000 à la création d'une commission parlementaire spéciale « Jeunesse en détresse », puis s'enlise pour ne reprendre de l'ampleur qu'à partir de 2017, oppose en principe deux modèles de justice des mineurs.

Au-delà des dichotomies « protectionnel » versus « pénal », « aider ou punir »

Ceux qui s'apprêtent à analyser et étudier les systèmes de justice pour enfants dans le monde sont rapidement orientés vers les modèles-types qui se sont développés dans les différents pays. À partir de la genèse du premier tribunal pour jeunes en 1899 à Chicago aux États-Unis⁵, les systèmes de justice et les organisations judiciaires ont fortement évolué.⁶

3. Gilbert Pregno, *Les enfants, orphelins de droits*, 1998

4. *Forum Nummer 205 (Januar 2001): Jugendschutz am Ende. Ein Gesetz hat ausgedient. Page 15.*

5. "Juvenile courts revolutionized the treatment of dependent, neglected, and delinquent children. The world's first juvenile court, located in Cook County, opened in July 1899, and served as the model for this new social welfare approach that emphasized individualized treatment of cases instead of rigid adherence to due process, and probation over incarceration. The juvenile court also substituted the ideal of rehabilitation for retribution. Located across the street from Hull House, Chicago's juvenile court symbolized the optimism of its famous neighbors and supporters, especially Jane Addams and Julia Lathrop. Within a generation, juvenile courts based on the Chicago model had been established in all the states except Maine and Wyoming, and in more than 20 foreign countries. By the end of the twentieth century, however, the initial faith in juvenile courts to reform wayward children had faded. Across the nation, including in Illinois, juvenile courts became increasingly indistinguishable from criminal courts." <http://www.encyclopedia.chicagohistory.org/pages/682.html>

6. Voir l'article de référence de Jean Trépanier : *La naissance et l'évolution de la justice des mineurs*. In : Jean Zermatten, éditeur responsable, et Philip D. Jaffé, Michel Lachat, Paola Riva Gapany, Renate Winter : *Justice juvénile : les Fondamentaux*. Institut international des droits de l'enfant. (mai 2017), p. 119-141. https://www.childsrights.org/documents/publications/livres/2016_justice-juvenile-les-fondamentaux.pdf

Plusieurs modèles de justices sont décrits dans la littérature. Ainsi, on peut distinguer les modèles dits « protectionnel », « pénal », « sanctionnel » ou « restaurateur ».⁷

Protectionnel	Pénal	Sanctionnel	Restaurateur
Ce modèle prône une intervention face au mineur déterminée par ses besoins, non par sa faute.	Ce modèle s'appuie sur les notions de rétorsion, revanche, rétribution, dissuasion, responsabilité morale.	Le mineur délinquant livre pendant son temps libre une prestation gratuite, qui de préférence se rapporte au délit commis.	Ce modèle introduit la victime comme acteur principal dans la définition de ce que doit être la solution du problème posé par un délit.
L'enfant n'est pas responsable de ses actes, mais victime des circonstances.	Une attention accrue est exigée pour la défense de la (vie en) société jugée plus protégée par un recours plus intensif et plus fréquent à l'enfermement.	Le modèle vise des finalités diverses : répressives, réparatrices, éducatives.	Le dommage causé, (élément central du modèle) sera réparé lors d'un processus de médiation entre auteur et victime.
Des mesures, à l'opposé de peines, permettent un accompagnement, une éducation ou un « traitement » sans limites.	Ce modèle recentre le débat sur l'acte délicteux	Ce modèle n'accorde qu'une place réduite à la victime même si l'objectif est de réparer symboliquement le mal commis.	Ce modèle accorde une place centrale à la victime dans la recherche d'une solution au dommage causé par l'auteur.
La différence entre comportement délinquant et comportement non délinquant s'estompe et disparaît.	Le mineur ayant commis un délit n'est plus considéré comme complètement irresponsable	Ce modèle impose un travail au profit de la collectivité qui se veut une alternative au placement ou à l'enfermement	Ce modèle se base sur la médiation qui tend à rendre l'acte intelligible et à trouver une solution acceptable et juste au conflit.
La même approche et les mêmes mesures peuvent être appliquées aux mineurs en danger ou aux mineurs délinquants, de façon interchangeable.	Ce modèle accorde davantage de garanties judiciaires, parmi lesquelles l'assistance d'un conseil à chaque stade de la procédure	La mesure de travail au profit de la collectivité n'est pas proportionnelle à la gravité des faits	Ce modèle tend à un équilibre entre la responsabilisation et la protection du mineur, auteur ou victime

7. DEI-Belgique : Les différents modèles de justice des mineurs. Module pédagogique n°2009/9 Décembre 2009. Fiche réalisée par Benoit Van Keirsbilck. <https://www.dei-belgique.be/index.php/component/jdownloads/send/14-les-enfants-et-la-justice/100-module-pedagogique-no2009-09-les-differents-modeles-de-justice-des-mineurs.html>

Dans les pays qui connaissent des régimes de type « pénal », un concept s'est peu à peu développé dès les années 1970, à savoir la « justice restaurative », considérée comme un « mouvement silencieux, populaire, apparemment discret, mais véritablement « révolutionnaire » comme l'indique Howard Zehr⁸, qui résume les caractéristiques de l'alternative au pénal dans le tableau ci-dessous.⁹

	Justice rétributive	Justice restaurative
Le crime	est une violation de la loi, et l'État s'érige en victime.	est une violation ou un préjudice infligé aux personnes et aux relations.
Le but de la justice	est d'établir qui est coupable (culpabilité) et d'appliquer une peine douloureuse (punition).	est d'identifier les obligations, pour satisfaire les besoins et promouvoir la réparation.
Le processus de justice	est un conflit entre adversaires dans lequel l'auteur est confronté aux règles de l'État et les intentions l'emportent sur les résultats, l'un des deux camps gagnant et l'autre perdant.	associe les victimes, les auteurs et la communauté dans un effort pour identifier les obligations et les solutions, en maximisant l'échange d'informations (dialogue, accord mutuel) entre eux.
Questions-clés	Quelles lois ont été enfreintes ?	Qui a été lésé par cet événement ?
	Qui les a enfreints ?	Quels sont ses besoins ?
	Que méritent-ils ?	Quelles sont les obligations et qui en est responsables ?
Problème	Définition étroite et abstraite d'une violation de la loi	Définition relationnelle d'une violation commise à l'encontre d'une personne.
	Seules les composantes légales sont pertinentes.	Le contexte général est pertinent.
	L'État comme victime.	Les personnes comme victimes.
Acteurs	L'État (actif) et l'auteur (passif)	La victime et l'auteur prévalent, en parallèle de la communauté et de l'État.
Processus	Conflictuel, autoritaire, technique et impersonnel.	Participatif, maximisant le partage d'information, le dialogue et l'accord mutuel.
	Approche centrée sur la faute et la culpabilité.	Approche centrée sur les besoins et les obligations
	Les « stratégies de neutralisation » sont favorisées	L'empathie et la responsabilité sont encouragés.
Résultat	Douleur, souffrance.	Correction des choses en identifiant les besoins et les obligations ; guérison, résolution de problèmes.
	Le préjudice causé par l'auteur est compensé par le préjudice qu'il lui est infligé	Les préjudices causés par l'auteur sont compensés par des décisions adéquates.
	Orienté vers le passé.	Orienté vers l'avenir.

8. Howard Zehr, sociologue, considéré comme pionnier de la justice restaurative en Amérique du Nord. Auteur de *Little Book of Restorative Justice – New Focus for Crime and Justice*.

9. Repris de l'édition française de la publication « *Justicia para crecer: Edition spéciale Congrès Mondial sur la Justice pour Enfants 2018* » (p. 5-9). <https://www.tdh.ch/fr/mediatheque/documents/justicia-para-crecer-edition-speciale-congres-mondial-justice-enfants-2018> Article publié à l'origine par Howard Zehr dans le magazine *Corrections Today* (États Unis, 1997).

La dichotomie entre « welfare model » et « justice model » a longtemps dominé le débat au Luxembourg, présentant le modèle protectionnel comme sans alternative si les politiques n'aiment pas dériver vers un système de répression aveugle. Cependant, le fait de tabouiser le débat sur les critiques fondamentales du régime protectionnel a conduit, non seulement à diaboliser ceux qui l'ont pourtant fait, mais surtout à rendre aveugle les acteurs face aux développements qui se sont fait ailleurs dans le monde afin d'améliorer la justice et faire avancer les lois sous l'impulsion et le dictum des droits de l'enfant, notamment la CRDE et la jurisprudence internationale.

Trop longtemps, le débat au Luxembourg est resté figé dans cette dichotomie entre le « welfare » et le « justice model » au risque de périr dans une guerre de tranchées, et ce tout en faisant abstraction de connaissances produites par les sciences criminologiques, par exemple. Cependant, cette dichotomie a permis d'écarter et de refouler toute tentative de réformes sérieuses ou structurelles du régime luxembourgeois. Les caractéristiques de cette dichotomie sont reprises dans le tableau ci-contre.

Le système de protection « protection de la jeunesse »	Le système de justice « justice pénale pour mineurs »
<i>Welfare regime « Wohlfahrtsmodell »</i>	<i>Justice model « Justizmodell »</i>
Doctrines « <i>parens patriae</i> ». Considère que l'enfant n'est pas responsable de ses actes, mais victime des circonstances : il faut donc non pas le punir, mais le protéger. L'intervention face au mineur est déterminée par ses besoins, non par sa faute ; d'où l'idée de soins, de mesures, de placement. Le rôle du juge est central, le pouvoir discrétionnaire étendu, les règles de droit souvent défaillantes. Modèle « paternaliste » / « maternaliste ».	Inspiré de la nécessité d'offrir au mineur un « due process of law ». Recentre le débat sur l'acte délictueux et accorde une grande importance aux garanties procédurales. Retour vers la sentence et vers la reconnaissance de la responsabilité du mineur. Tarification du comportement fautif et nouvelles mesures dites techniques.

Au niveau international, plusieurs alternatives ont émergé, notamment sous l'impulsion des droits de l'enfant et la nécessité dans le monde entier d'innover en la matière. Ainsi, le courant de la « médiation » fournissant des modes alternatifs de règlement des conflits (et litiges judiciaires) s'est développé en Europe dès les années 1990, propagé au Luxembourg par la création en 1998 d'un « centre de médiation » tendant à répondre à la prise en compte des droits de l'enfant, sous l'impulsion de Jos Bever, fondateur et président (1998-2006) du Centre de Médiation asbl. Dans les années 1970, des programmes de réconciliation entre victimes et délinquants ont été développés en Amérique du Nord (Ontario). Dans les années 1990, la « pensée restaurative » a pris de l'ampleur, notamment dans des pays comme l'Afrique du Sud

où elle était pratiquée dans le cadre des « Commission Vérité et Réconciliation ».

Dès le tournant du millénaire, le concept de la justice restauratrice est apparu dans les recommandations et programmes des organisations internationales (Nations Unies, Conseil de l'Europe, Union Européenne). Ainsi, la directive 2012/25/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 établissant les normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité a constitué le point de repère pour l'évolution du droit luxembourgeois pour les personnes adultes : la loi du 8 mars 2017 renforçant les garanties procédurales en matière pénale a créé un cadre législatif national pour la justice restaurative en matière pénale introduite au Code de procédure pénale, tout en introduisant une différenciation entre les rôles d'un facilitateur

et d'un médiateur¹⁰. Toutes ces évolutions font émerger depuis les trois dernières décennies un troisième modèle de justice basé sur les droits de l'enfant. Ce « troisième » modèle de justice est détaillé par Ursina Weidkuhn¹¹, se référant d'une part au modèle sur la Justice pour enfants en conflit avec la loi élaboré par Renate Winter et al. (1997-2014) pour l'ONUDC¹² et d'autre part aux travaux de Julia Sloth-Nielsen relatifs aux réformes en Afrique du Sud¹³, tout en se délimitant du modèle « Get tough » plutôt réactionnaire provenant des États-Unis dans les années 1990.¹⁴ Rappelons au passage les critères clé pour une justice qui correspond au « troisième » modèle de justice pour enfants, la « child's rights based juvenile justice », qui est en émergence depuis 1989 et se fonde sur les progrès réalisés dans le domaine des droits de l'enfant et de la justice restauratrice (restorative justice) .

Les principes énoncés ci-dessous sont également repris dans la loi modèle sur la Justice des Mineurs (1997-2014).

1. La nécessité d'un traitement équitable et humain ;
2. Le principe de **diversion** ;
3. La déjudiciarisation par des voies et mesures alternatives ;
4. La prise en compte de la parole du mineur ;
5. La privation de liberté comme mesure de **dernier ressort** et la plus brève possible ;
6. La privation de liberté, réponse aux seuls cas graves ;
7. L'exclusion de la peine capitale et du châtimement corporel ;
8. Le placement comme mesure d'exception ;
9. La juridiction spécialisée et indépendante pour mineurs, usant d'une procédure particulière, mais respectueuse de **droits procéduraux et des garanties judiciaires telles: la présomption d'innocence** avant toute condamnation, pas d'aveu imposé, publicité des débats sauf si la vie privée de l'enfant est menacée,

possibilité d'appel, assistance obligatoire d'un **conseil / avocat**, participation du mineur, meilleure application des principes de la **proportionnalité**, respecter la **légalité** des incriminations et des peines ;

10. L'objectif de la justice pour enfants : **la réinsertion, réintégration, paix sociale** ;
11. Des **alternatives à l'exécution des peines** et libération de la mesure dès que possible ;
12. Des offres de restauration / **Réparation à la victime** ;
13. L'âge minimum de la responsabilité pénale et évaluation de l'âge et maturité.

Cette évolution n'est pas encore finie et la CRDE continue à influencer les réformes des systèmes de justice pour enfants en conflit avec la loi. Ainsi, Louise Forde, qui a étudié le régime irlandais de provenance protectionnelle, indique par exemple le mouvement naissant de la « justice positive » : « A particularly positive trend in many jurisdictions is, however, to be found in an increasing level of explicit focus on the UNCRC within law and policy. Approaches based on "positive youth justice" such as the Children First, Offenders Second model which has begun to be developed and implemented in England & Wales (Case & Haines, 2018; Haines and Case, 2018), offer the potential for new ways to secure a more rights-compliant future for youth justice systems.^{15 16} »

Changement de paradigme : vers une justice pour enfants basée sur les droits de l'enfant

Depuis la fin du cycle de conférences de 2019 sur la justice juvénile au Luxembourg, le contexte politique de la réforme de la Loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse a changé fondamentalement.

Le projet de loi 7276, sujet cible de ces conférences, a été abandonné et l'édition d'un nouveau projet de loi basé sur les principes des droits de l'enfant est en cours. En effet, on remarqua rapidement que le projet présentait bel et bien certains

10. <https://mj.gouvernement.lu/fr/professions-droit/facilitateur-justice-restaurative.html>

11. Weidkuhn, Ursina: *Jugendstrafrecht und Kinderrechte*. Basel Genf 2009 (S.16-18) et Sloth-Nielsen, Julia: *The Role of International Law in Juvenile Justice Reform in South Africa's*. Western Cape 2001. <https://www.uwc.ac.za/Biography/Pages/Julia-Sloth-Nielsen.aspx>

12. *Model law / Loi type sur la justice pour mineurs et commentaires (ONUDC, 2014)* https://www.unodc.org/documents/justice-and-prison-reform/Justice_Matters_Involving-Web_version.pdf

13. Sloth-Nielsen, Julia: *The Role of International Law in Juvenile Justice Reform in South Africa's*. Western Cape 2001. <https://www.uwc.ac.za/Biography/Pages/Julia-Sloth-Nielsen.aspx>

14. Heidi Bauer-Felbel, Roland Stübi (Hg.): *Hilfe und Strafe - Geht das zusammen? Beispiele von Kooperation der Kinder- und Jugendhilfe und der Justiz in der Arbeit mit straffälligen Jugendlichen in der Gegenüberstellung Deutschland und Schweiz*. Berlin 2013. S. 57-65

15. Louise Forde (Brunel Law School, Brunel University London, UK): *Welfare, Justice, and Diverse Models of Youth Justice: A Children's Rights Analysis*. In: *The International Journal of Children's Rights*. Online publication: 12.11.2021. https://brill.com/view/journals/chil/29/4/article-p920_920.xml?ebody=references

16. Stephen Case (Loughborough University), Kevin Haines (University of South Wales): *Children First Offenders Second: The Centrality of Engagement in Positive Youth Justice*. In: *The Howard Journal of Crime and Justice*, 54(2) November 2014. <https://www.researchgate.net/journal/The-Howard-Journal-of-Crime-and-Justice-1468-2311>

changements sans pour autant constituer une réelle réforme, dans le vrai sens du terme, c'est-à-dire donner une nouvelle forme, respectivement de nouvelles réponses par rapport aux exigences des enfants et jeunes concernés, par rapport au terrain; un véritable changement de paradigme, avant tout par rapport aux droits de l'enfant et aux exigences de l'État de droit. Ainsi, des principes majeurs manquaient dans le texte, comme la définition d'un âge minimum pour la privation de liberté, la limitation dans le temps des mesures privatives de liberté et leur application uniquement en dernier ressort, les principes de diversion et de justice restauratrice, le libre choix de l'avocat et des garanties procédurales telles que renforcées peu avant en 2016 par une nouvelle directive européenne adoptée sous la présidence luxembourgeoise à l'Union Européenne. Finalement, le projet de loi 7276, a été abandonné et l'édition d'un nouveau projet de loi basé sur les principes des droits de l'enfant est en cours.

Suite à un accident cardio-vasculaire ayant eu lieu en août 2019 et de graves problèmes de santé qui en découlent, le ministre de la Justice Monsieur Félix Braz n'a pas pu continuer les travaux au sein du gouvernement et Madame Sam Tanson a pris sa relève aux rênes du Ministère de la Justice en été 2019. La rédaction de ce nouveau projet de loi est organisée par la nouvelle ministre de la Justice. Depuis, le gouvernement s'est engagé au niveau international pour une réforme d'envergure concernant le système de justice pour enfants, une première fois lors des engagements pris en novembre 2019 par le gouvernement luxembourgeois envers le Comité des droits de l'enfant (CDE)¹⁷ et récemment en mai 2021, lors de la candidature du Luxembourg à un siège au Conseil des Droits de l'homme des Nations Unies.¹⁸ Le Luxembourg s'est engagé aux Nations Unies de séparer strictement les mesures protectrices et pénales, d'introduire des garanties procédurales spécifiques pour mineurs et de déterminer un âge minimum concernant la privation de liberté. Le gouvernement luxembourgeois a aussi promis d'éviter tout contact entre prisonniers mineurs et majeurs et d'établir des institutions et services appropriés pour mineurs privés de leur liberté. Les engagements de novembre 2019 se lisent comme suit :

Pledges

1. The Ministry of Justice and the Ministry of Education, Children and Youth will introduce a comprehensive reform of the national legislation on the protection of youth to strengthen/bolster children's rights as guaranteed in the CRC taking into account the relevant European and international case-law and guidelines, including:

(i) the strict separation of protective and criminal law measures;

(ii) the introduction of specific procedural guarantees for minors;

(iii) the introduction of a minimum age for deprivation of liberty.

The national legislation as well as infrastructure will be adapted in order to foster a child rights-based juvenile justice system in accordance with the Guidelines of the Committee of Ministers of the Council of Europe and based on the reflections made by the Committee on the Rights of the Child in his document General Comment No.24 (2019) on children's rights in the child justice system.

No minor shall be imprisoned in an adult prison to avoid any contact or cohabitation with adult detainees and youth detention facilities shall be specifically tailored to children's needs. This legislation will be drafted in a national dialogue, including non-governmental stakeholders and professionals working with children, and based inter alia on the past and future recommendations from the Committee on the Rights of the Child.

Current legislation and infrastructure does not allow to sufficiently guarantee the protection of children's rights in accordance with the CRC, international standards and recommendations.

The Ministry of Justice has launched a series of consultations with all relevant stakeholders, including researchers and professionals working with children, to map the relevant concerns and swiftly amend national legislation. The Government aims to introduce the draft legislation on the protection of youth to Parliament in January 2022 at the latest. The lead of this reform is in the hands of the Ministry of Justice, in concertation with the Ministry of Education, Children and Youth, in charge of the coordination of the Child's rights policy.

En janvier 2020, Madame Renate Winter, juge et présidente honoraire du CDE, a commencé les consultations des acteurs dans le cadre de la

17. <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/CRC/CRC30Pledges/Pages/Luxembourg.aspx>

18. <https://maee.gouvernement.lu/fr/directions-du-ministere/affaires-politiques/droits-de-l-homme/candidature-cdh-22-24.html> « *Poursuivre les efforts législatifs visant à instaurer une justice pour mineurs orientée vers l'action préventive et la justice restauratrice, au sens de l'article 40 de la Convention relative aux droits de l'enfant, dans le cadre de la refonte de la loi relative à la protection de la jeunesse et dans le respect de son engagement pris à l'occasion du trentième anniversaire de la Convention ;* »

mission qui lui a été confiée. Elle a été mandatée par la ministre de la Justice Madame Sam Tanson, à rédiger une ébauche d'avant-projet de loi après avoir consulté l'ensemble des acteurs concernés en la matière (magistrature, acteurs médico-psycho-sociaux et pédagogiques, associations de terrain) et à examiner les positions et pistes respectives au regard des standards applicables conformément à la CRDE. Ces consultations qui se poursuivent à l'heure actuelle ont contribué à dynamiser le dialogue et les discussions interministérielles et interinstitutionnelles. Elles ont aussi permis de valoriser des perspectives et contributions d'acteurs peu ou pas reconnus et qui n'avaient pas été entendus dans les travaux antérieurs.

On peut espérer une institutionnalisation de ces consultations et ce dialogue retrouvé avec et entre les acteurs. De même, le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) a pris l'initiative « AEF Social Lab¹⁹ » pour contribuer à la réflexion et au développement du secteur de l'aide à l'enfance et à la famille (AEF) et de la protection de l'enfance (PJ). Cette plateforme d'échange, d'innovation et de co-création a été créée dans le cadre de l'élaboration du cadre de référence national de l'aide à l'enfance et à la famille (AEF) en vue de l'introduction d'instruments d'assurance qualité dans ce domaine et qui devra être mis en œuvre dans les années à venir. Jusqu'à présent, l'AEF Social Lab a réalisé un vaste processus de consultation des parties prenantes du secteur de l'AEF, lancé début novembre 2020, qui a alimenté ledit cadre de référence.

Au premier trimestre de l'année 2021, le CDE a analysé de près la situation luxembourgeoise dans le cadre du monitoring périodique. Après l'audition des acteurs non-gouvernementales en février 2021 et celle de la délégation nationale en juin, le CDE a publié ses observations finales avec une longue liste de recommandations²⁰ (voir l'encadré ci-après). Listé au 53^{ème} rang parmi 182 états, le Luxembourg a reculé dans le classement « Kids-Rights Index 2021²¹», notamment en raison de ses retards au niveau législatif et plus précisément au niveau du droit en général (législation, système

judiciaire, professions et professionnels du droit) ainsi que de l'absence d'une politique coordonnée implémentant la CRDE. Ci-après l'extrait respectif des observations finales du CDE de juin 2020 :

I. Mesures de protection spéciales (art. 22, 30, 32, 33, 35, 36, 37 b) à d) et 38 à 40)

Enfants demandeurs d'asile, réfugiés ou migrants (...) **Administration de la justice pour enfants 30.** *Le Comité prend note de l'information communiquée par l'État partie selon laquelle un nouveau projet de loi appelé à remplacer le projet de loi 7276 relatif à la protection des enfants dans le cadre du système de justice pour enfants est en cours de préparation. Il est néanmoins préoccupé par les points suivants :*

a) Les enfants de plus de 16 ans peuvent être traduits en justice devant les tribunaux ordinaires et, dans certains cas, leurs avocats sont commis par un juge ;

b) La législation relative à la protection des enfants ne fait aucune distinction entre les enfants victimes d'une infraction et les enfants en conflit avec la loi ;

c) L'État partie n'a pas instauré d'âge minimum pour la privation de liberté des enfants ;

d) Il n'existe aucune limite de temps en ce qui concerne la détention d'enfants dans des conditions quasi-carcérales dans les unités de sécurité (UNISEC), laquelle peut se prolonger jusque dans l'âge adulte ;

e) La loi permet toujours de placer un enfant en détention dans un centre pénitentiaire pour adultes ;

f) Le placement à l'isolement est fréquemment utilisé dans les cas de fuite répétée, que ce soit pour les enfants placés en internat socioéducatif ou pour les enfants détenus dans les unités de sécurité ;

g) Les placements temporaires en internat socioéducatif ne font l'objet d'aucun réexamen systématique.

19. L'AEF Social Lab est composé de représentantes du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, de l'ONE (Office national de l'enfance), de l'ANCES (Association nationale des communautés éducatives et sociales) et de la FEDAS Luxembourg (Fédération d'organismes du secteur social). Plus d'informations ainsi que ses rapports, synthèses et recommandations sont disponibles dans sa bibliothèque en ligne sur le site www.aef.lu.

20. (CRC/C/LUX/CO/5-6) : Convention relative aux droits de l'enfant (21 juin 2021) Comité des droits de l'enfant : Observations finales concernant le rapport du Luxembourg valant cinquième à sixième rapports périodiques. <https://docstore.ohchr.org/SelfServices/FilesHandler.ashx?enc=6QkG1d%2fPPRiCAqhKb7yhskCQMpSSjPI5PDLNZ4HKrMKkMPLIXPDIhZdf5xkX00esC0g9hksd%2fP9ewmbXCcU5KGdGB-Drhsm8uzzpBk%2fFvj6kGgYlrFis4160Yhn5s%2f>

21. <https://kidsrights.org/research/kidsrights-index/> Countries receive scores in five areas of children's rights 'life', 'education', 'protection', 'health' and 'enabling environment for child rights'. The performance in the latter category is based on the Concluding Observations adopted by The UN Committee on the Rights of the Child (CRC). More information about the methodology: <https://files.kidsrights.org/wp-content/uploads/2021/06/03095317/KidsRights-Index-2021-Report.pdf> (page 24). "The previous KidsRights Index Reports (2018-2020) already highlighted that developed countries do not necessarily do better than developing countries in terms of the realization of children's rights. This is among others because, in the CRC Committee's Concluding Observations and thus in Domain 5, and in line with the philosophy of the CRC itself, countries are assessed with respect to their relative capacity." (p. 33)

31. Se référant à son observation générale n° 24 (2019) sur les droits de l'enfant dans le système de justice pour enfants et à d'autres normes internationales et régionales pertinentes, notamment aux Lignes directrices du Comité des ministres du Conseil de l'Europe sur une justice adaptée aux enfants, le Comité invite instamment l'État partie à rendre son système de justice pour enfants pleinement conforme à la Convention et aux autres normes pertinentes. En particulier, le Comité recommande instamment à l'État partie :

a) D'accélérer l'adoption d'un nouveau projet de loi destiné à protéger les enfants dans le système de justice pour enfants et de remédier aux carences susmentionnées ;

b) De faire en sorte que tous les enfants âgés de moins de 18 ans, sans exception, qui sont soupçonnés, accusés ou reconnus coupables d'une infraction pénale soient pris en charge dans le cadre du système de justice pour enfants par des juges spécialisés correctement formés, en privilégiant la déjudiciarisation, la justice réparatrice et la réinsertion et en garantissant tous les droits en matière de procédure, y compris l'assistance d'un avocat spécialisé qui puisse, autant que possible, être choisi à partir d'une liste accessible ou commis par l'association du barreau ;

c) De séparer les mesures de protection visant les enfants qui ont été victimes d'une infraction ou qui risquent de le devenir de celles qui visent les enfants en conflit avec la loi, en prenant en compte l'intérêt supérieur des enfants concernés ;

d) De fixer un âge minimum pour la privation de liberté des enfants ;

e) De veiller à ce que la détention, y compris la détention en milieu quasi carcéral en unité de sécurité, soit une mesure de dernier ressort prise pour la durée la plus brève possible, et soit régulièrement examinée en vue de sa levée, et supprimer totalement la possibilité de transférer un enfant dans une prison ou un centre pénitentiaire pour adultes ;

f) De veiller à ce que le placement à l'isolement ne soit pas appliqué aux enfants et que toute séparation d'un enfant d'avec les autres soit la plus brève possible et ne soit appliquée qu'en dernier ressort pour protéger l'enfant ou autrui, en présence ou sous l'étroite supervision d'un fonctionnaire dûment formé ;

g) De faire en sorte que les mesures de placement en internat socioéducatif soient réexaminées régulièrement en vue de leur levée.

Au niveau national, le MENJE a annoncé l'élaboration, en 2022, d'un « plan d'action national – droits de l'enfant » à la suite du monitoring genevois, afin de mieux coordonner les efforts à entreprendre par les différents ministères luxembourgeois. On ne peut que saluer cette démarche afin d'accorder une plus grande importance aux droits de l'enfant dans les politiques sectorielles.

Ceci va de pair avec la période où le Luxembourg a accédé à un siège au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, pour le mandat 2022-2024, en affichant les droits de l'enfant parmi les priorités pour ce mandat. Il est d'une ultime urgence de remédier aux violations des droits de l'enfant et des droits fondamentaux sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, telles que l'emprisonnement de jeunes à la prison pour adultes au CPL (Centre pénitentiaire de Luxembourg).

Au niveau européen et international, le débat en la matière fut enrichi d'une part par la publication d'une nouvelle « Observation générale numéro 24 (2019) sur les droits de l'enfant dans le système de justice pour enfants » par le CDE et remplaçant celle de 2007 (numéro 10). D'autre part, l'« Étude mondiale sur les enfants privés de liberté »²² coordonnée par l'expert indépendant Prof. Manfred Nowak a été publiée en 2020. Le gouvernement luxembourgeois n'a malheureusement pas répondu au questionnaire de l'enquête qui prévoyait une levée statistique du nombre d'enfants privés de liberté à la date du 26 juin 2018. Nonobstant, cette étude mondiale avec une revue intégrale de la littérature scientifique sur l'impact de la privation de liberté sur le bien-être et le développement des enfants et jeunes est à considérer comme référence majeure dans le domaine.

« Avec la nouvelle observation générale n°24, le Comité des droits de l'enfant actualise et remplace l'observation de 2007 sur ce sujet, en tenant compte des derniers enseignements de recherche sur le développement ainsi que les changements dans le domaine du droit pénal des mineurs. Quelques changements importants sont résumés ci-dessous : Terminologie : dans la version anglaise le Comité utilise désormais le terme « child justice » au lieu de « juvenile justice » : il s'agit de l'ensemble des lois, normes, standards et procédures spécifiquement applicables aux enfants et aux institutions qui s'occupent d'enfants qui sont en conflit avec la loi. Le Comité s'efforce d'utiliser une terminologie aussi non discriminatoire que possible dans d'autres domaines également. Ainsi il utilise par exemple « prevention of child offending » au lieu de « prevention of juvenile delinquency » ;

22. <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/CRC/StudyChildrenDeprivedLiberty/Pages/Index.aspx> Publication du rapport final à télécharger sous : <https://omnibook.com/Global-Study-2019>

Prévention : la nouvelle observation générale souligne encore plus fortement la signification de la prévention et inclut donc également des mesures d'intervention précoce auprès des enfants qui n'ont pas encore atteint la majorité pénale ; Majorité pénale : Alors que la première version de l'observation générale recommande l'âge de douze ans comme limite inférieure à la responsabilité pénale, la nouvelle version du Comité est beaucoup plus explicite et recommande fortement de relever l'âge de la majorité pénale à au moins quatorze ans. Le Comité s'appuie sur les derniers enseignements de recherche sur le développement et de la neuroscience qui montrent que les enfants âgés de douze à treize ans sont incapables de comprendre les conséquences de leurs actes ainsi que les procédures pénales, en raison du développement de leur cerveau.

En ce qui concerne l'âge de la responsabilité pénale le Comité note également qu'il est très important de savoir comment un Etat traite les enfants en dessus et en dessous de l'âge fixé et si les mesures ordonnées répondent aux besoins des enfants ; Réclusion à perpétuité : Le Comité renforce le chapitre sur la réclusion à perpétuité et encourage les Etats parties à ne pas imposer aux enfants de peines d'emprisonnement à vie sans possibilité de libération conditionnelle ou libération ; La nouvelle version comprend par ailleurs un chapitre additionnel sur les enfants recrutés par des groupes non-gouvernementaux, y compris les groupes classés comme terroristes ; Le Comité encourage les Etats parties à recueillir systématiquement les données sur les enfants en conflit avec la loi. Les Etats devraient en particulier également examiner l'efficacité des mesures et inclure les enfants dans cette évaluation ».²³

Au niveau européen, il faut mentionner l'actuelle stratégie de l'Union Européenne concernant les droits de l'enfant, dont une des priorités est une justice adaptée aux enfants²⁴. Les principales actions à mettre en œuvre par la Commission européenne sont : « proposer en 2022 une initiative législative horizontale soutenant la reconnaissance mutuelle de la parentalité entre les États membres ; contribuer à la formation des professionnels de la justice sur les droits de l'enfant et une justice adaptée aux enfants, conformément à la stratégie européenne de formation judiciaire pour

la période 2021-2024²⁵, et par l'intermédiaire du réseau européen de formation judiciaire (REFJ)²⁶, des programmes « Justice » et « CERV », ainsi que de la plateforme européenne de formation du portail européen e-Justice²⁷ ; renforcer la mise en œuvre des lignes directrices du Conseil de l'Europe de 2010 sur une justice adaptée aux enfants ; fournir un soutien financier ciblé pour les projets transnationaux et innovants visant à protéger les enfants migrants dans le cadre du nouveau Fonds « Asile, migration et intégration » (FAMI) ; aider les États membres à mettre au point des alternatives efficaces et viables à la détention d'enfants dans le cadre des procédures de migration. » La Commission européenne invite les États Membres à : « aider les prestataires de formation judiciaire et tous les organismes de professionnels concernés à prendre en compte les droits de l'enfant et le principe d'une justice accessible et adaptée aux enfants dans leurs activités. À cet effet, ils devraient allouer les ressources nécessaires aux activités de renforcement des capacités susmentionnées et tirer parti du soutien de la FRA pour renforcer les capacités sur des points tels que la justice adaptée aux enfants et les enfants migrants ; développer des alternatives solides à l'action judiciaire en passant des solutions de substitution à la détention au recours à la justice réparatrice et à la médiation dans le cadre de la justice civile ; mettre en œuvre la recommandation du Conseil de l'Europe concernant les enfants de détenus²⁸ ; renforcer les systèmes de tutelle pour tous les enfants non accompagnés, notamment par la participation aux activités du réseau européen de la tutelle²⁹ ; promouvoir et garantir un accès universel, gratuit et immédiat à l'enregistrement et à la certification des naissances pour tous les enfants. Il convient en outre d'accroître la capacité des fonctionnaires de première ligne à résoudre les problèmes liés à l'apatridie et à la nationalité dans le contexte de la migration ; renforcer la coopération dans les affaires ayant une incidence transfrontière, afin de garantir le plein respect des droits de l'enfant. »

Le Conseil de l'Europe continue à promouvoir les droits de l'enfant et notamment le concept d'une « justice adaptée aux enfants » adopté en 2010³⁰. Ce concept est de plus en plus repris et développé au niveau international et dans le monde judiciaire, telle que par exemple l'Association internationale

23. <https://www.netzwerk-kinderrechte.ch/actualites/2019/comite-des-droits-de-lenfant-observation-generale-sur-le-systeme-de-justice-pour-mineurs>

24. « 4. Une justice adaptée aux enfants : une UE où le système de justice fait respecter les droits et les besoins des enfants » in : Stratégie de l'UE sur les droits de l'enfant <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52021DC0142&from=en>

25. Stratégie européenne de formation judiciaire pour la période 2021-2024, COM(2020) 713 final

26. Réseau européen de formation judiciaire <https://www.ejtn.eu/fr/>

27. Portail e-Justice, Plateforme européenne de formation judiciaire

28. Recommandation concernant les enfants de détenus, Conseil de l'Europe, CM/Rec(2018)5

29. Réseau européen de la tutelle <https://www.egnetwork.eu/>

30. Lignes directrices du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe sur une justice adaptée aux enfants (adoptée par le Comité des Ministres le 17 novembre 2010, lors de la 1098e réunion des Délégués des Ministres) <https://www.coe.int/fr/web/children/child-friendly-justice>

des magistrats de la jeunesse et de la famille qui ont adopté des « Lignes directrices sur les enfants en contact avec la justice »³¹.

Le Conseil de l'Europe a également mis en place en 2020 un comité d'experts pour élaborer des lignes directrices spécifiques pour l'évaluation de l'intérêt supérieur de l'enfant (ISE). Ce « Comité d'experts sur les droits et l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cadre des procédures de séparation des parents ou de placement (CJ/ENF-ISE) »³² est en train d'examiner les législations, les politiques et les pratiques professionnelles sur la façon dont l'intérêt supérieur de l'enfant et les droits de l'enfant sont protégés dans deux domaines sensibles, à savoir dans les cas de séparation des parents et dans les procédures de droit interne engagées par les autorités publiques pour limiter les responsabilités parentales ou celles relatives au placement d'un enfant, c'est-à-dire dans l'aide à et la protection de l'enfance (AEF-PJ). »³³ Les praticiens savent que l'évaluation est souvent mise en question et que son évaluation reste un défi.

Résultat de cette rétrospective et ce panorama d'aujourd'hui : si les acteurs laissent derrière eux les anciennes guerres de tranchées, les signes sont plus que jamais favorables à la modernisation de la justice des enfants au Luxembourg, de sorte qu'elle devienne conforme aux normes juridiques internationales, avec des procédures équitables et « child-friendly » et des garanties procédurales, qui considèrent les enfants et leurs parents comme des sujets de droit sur un pied d'égalité. Ne tardons donc pas avec les réformes, Phil nous attend !

31. Association internationale des magistrats de la jeunesse et de la famille (AIMJF): LIGNES DIRECTRICES SUR LES ENFANTS EN CONTACT AVEC LA JUSTICE. Préparées par un Groupe de travail international de l'AIMJF. Adoptées par le Conseil de l'AIMJF à Londres, le 21 octobre 2016. Ratifiées par les membres de l'AIMJF le 26 avril 2017. www.aimjf.org

32. <https://www.coe.int/fr/web/cdcj/cj/enf-ise>

33. Rapport annuel de l'OKAJU 2021, p. 174

Le système actuel de protection de la jeunesse et le rôle des autorités judiciaires

Autrice – Author – Autorin

Après ses études de droit à l'Université de Strasbourg, **Simone Flammang** a effectué son stage d'avocate à partir de 1996. Après avoir réussi l'examen d'admission, elle a rejoint la magistrature en 1999, où elle a travaillé pour le parquet des mineurs jusqu'en 2011. De 2011 à 2015, Simone Flammang a été juge au tribunal de la jeunesse de la Ville de Luxembourg. Depuis 2015, elle est Premier avocat général au Parquet général, où elle est notamment chargée de la protection de la jeunesse.

After studying law at the University of Strasbourg, Simone Flammang completed her legal traineeship as a lawyer in 1996. After passing the admission exam, she moved to the magistrate's office in 1999, where she worked for the juvenile prosecutor's office until 2011. From 2011 to 2015, Simone Flammang was a judge for the juvenile court in Luxembourg. Since 2015, she has been working for the Office of the Attorney General as First Advocate General, where she is responsible, in particular, for the protection of minors.

Nach ihrem Studium an der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Uni Straßburg absolvierte Simone Flammang ab 1996 ihr Referendariat als Rechtsanwältin. Nach bestandenem Zulassungsexamen wechselte sie 1999 in die Magistratur, wo sie bis 2011 für die Jugendstaatsanwaltschaft tätig war. Von 2011 bis 2015 war Simone Flammang Jugendrichterin der Stadt Luxemburg. Seit 2015 ist sie bei der Generalstaatsanwaltschaft als Erste Generalanwältin tätig und ist dort unter anderem für den Jugendschutz zuständig.

Résumé – Abstract – Zusammenfassung

Premier avocat général Simone Flammang décrit la mise en œuvre de certains articles de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse et donne un aperçu du rôle des autorités judiciaires dans la procédure de protection de la jeunesse. Les différents acteurs intervenant à ce niveau sont le tribunal de la jeunesse, le juge de la jeunesse, le Parquet et le Service Central d'Assistance Sociale (SCAS). Le mineur, agissant à part entière dans la procédure de protection de la jeunesse, bénéficie notamment du principe de l'irresponsabilité pénale et des mêmes droits et garanties procédurales qu'un adulte, dès lors que la loi relative à la protection de la jeunesse renvoie au Code de procédure pénale. Un mineur délinquant est prioritairement protégé, avant qu'il ne soit puni. Cette philosophie qui découle de la loi modifiée est ainsi appliquée par les autorités judiciaires, recevant des informations complémentaires sur l'environnement familial, social et scolaire.

First Advocate General Simone Flammang describes the implementation of certain articles of the 'loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse' and gives an overview of the role of the judicial authorities in the youth protection procedure. The various actors involved at this level are the youth court, the youth judge, the public prosecutor's office and the Central Social Assistance Service (SCAS). The minor, acting in his or her own right in the youth protection procedure, benefits in particular from the principle of non-criminal responsibility and from the same rights and procedural guarantees as an adult, in all cases in which the Youth Protection Act refers to the Code of Criminal Procedure. A juvenile offender is primarily protected, before he or she is punished, as presumed by the legislator. The judicial authorities, receiving additional information on the family, social and school environment of the minor, thus apply this philosophy of youth protection.

Erste Generalanwältin Simone Flammang beschreibt die Umsetzung bestimmter Artikel des Jugendschutzgesetzes vom 10. August 1992 und gibt einen Überblick über die Rolle der Justizbehörden im Jugendschutzverfahren. Die verschiedenen Akteure auf dieser Ebene sind das Jugendgericht, der Jugendrichter, die Staatsanwaltschaft und der Gerichtshilfe (SCAS). Für den Minderjährigen, der im Jugendschutzverfahren aus eigenem Recht handelt, gelten insbesondere der Grundsatz der Nichtstrafbarkeit und die gleichen Rechte und Verfahrensgarantien wie für einen Erwachsenen, in den Fällen in denen das Jugendschutzgesetz auf die Strafprozessordnung verweist. In den Augen des Gesetzgebers wird ein jugendlicher Straftäter in erster Linie geschützt, bevor er bestraft wird. Diese Philosophie, die sich aus dem Gesetz ableitet, wird somit von der Magistratur angewandt, die zusätzlich unterstützende Informationen über das familiäre, soziale und schulische Umfeld erhalten.

LE SYSTÈME ACTUEL DE PROTECTION DE LA JEUNESSE ET LE RÔLE DES AUTORITÉS JUDICIAIRES

Simone Flammang (*Premier avocat général au Parquet Général*)

L'article 7 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse dispose que les mineurs qui « se soustraient habituellement à l'obligation scolaire, qui se livrent à la débauche, qui cherchent leurs ressources dans le jeu, dans les trafics, dans des occupations qui les exposent à la prostitution, à la mendicité, au vagabondage ou à la criminalité ou dont la santé physique ou mentale, l'éducation ou le développement social ou moral se trouvent compromis » doivent être protégés.

Sur le plan judiciaire, interviennent au niveau de la protection de la jeunesse :

- le tribunal de la jeunesse : le juge de la jeunesse siégeant en audience publique, avec son greffier et un représentant du parquet.
- le juge de la jeunesse : magistrat du siège qui s'occupe exclusivement des affaires de protection de la jeunesse.
- le parquet (ou ministère public) : le procureur d'Etat et ses représentants (substituts), chargés en principe de la poursuite des infractions pénales, mais auxquels la loi de 1992 accorde certaines compétences en matière de protection de la jeunesse. Le parquet fonctionne 24 heures sur 24 et sept jours sur sept.
- le SCAS (Service Central d'Assistance Sociale) : service spécialisé dépendant du Parquet Général, n'agissant que sur mandat judiciaire. La section protection de la jeunesse du SCAS s'occupe des enquêtes sociales, des assistances éducatives et de l'encadrement des prestations philanthropiques ordonnées par les magistrats. Les collaborateurs du SCAS sont, de par leur formation, essentiellement des assistants sociaux et des psychologues.

La notion de mineur en danger :

L'article 2 de la loi du 10 août 1992 prévoit le principe de l'irresponsabilité pénale du mineur, ce qui veut dire que si un mineur commet un fait qualifié infraction par la loi pénale, il n'est pas poursuivi comme un adulte et ne peut pas être condamné à une peine, au sens pénal du terme.

Par contre, il peut faire l'objet de l'une des mesures de garde, d'éducation ou de préservation prévues par la loi de 1992.

Le législateur présume donc qu'un mineur qui commet des infractions ne doit pas être prioritairement puni, mais protégé, de sorte à ce qu'il puisse devenir un adulte épanoui et un membre responsable de la société.

Il en découle qu'

il n'existe pas de droit pénal des mineurs au Luxembourg pour le moment.

Exception : si le mineur qui commet l'infraction est âgé de plus de seize ans accomplis, il peut, sur requête du parquet et ordonnance motivée du juge de la jeunesse, être poursuivi et renvoyé devant une juridiction répressive ordinaire comme un adulte. Il s'agit d'une procédure exceptionnelle et formaliste, appelée « renvoi selon les formes et compétences ordinaires ».

Le signalement de la situation du mineur en danger :

Un signalement concernant un mineur en danger peut être adressé au juge de la jeunesse ou au parquet.

L'article 7 de la loi modifiée de 1992 prévoit que le juge de la jeunesse ou le procureur d'Etat sont informés « (...) par tout agent qualifié des secteurs de l'éducation, de la santé ou de l'assistance publique ».

Le signalement peut émaner d'une institution, d'un professionnel ou d'une personne privée.

Les mesures prises par les autorités judiciaires :

Dans la quasi-totalité des cas, avant de prendre une décision quant à la mesure à adopter, le juge ou le parquet demandent un complément d'informations sur le mineur signalé, soit à la Police Grand-Ducale, sous forme d'un rapport de moralité, soit au SCAS, sous forme d'une enquête sociale, afin de vérifier les indications contenues dans le signalement et de se procurer une vue générale et complète de la situation du mineur, quant à son environnement familial, social et scolaire.

A priori, on essaye, dans la mesure du possible, de fournir une protection au mineur, tout en le laissant dans son environnement familial. Cette aide prend le plus souvent la forme d'une assistance éducative et/ou de conditions au maintien en milieu familial (p.ex. : fréquenter les cours sans absences inexcusées, pratiquer un sport ou une autre activité parascolaire, suivre un traitement auprès d'un service spécialisé).

Si la situation du mineur ne permet pas qu'il soit maintenu dans sa famille, il fera l'objet d'un placement, soit auprès d'un tiers, dans un foyer d'accueil, dans un Centre Socio-Educatif de l'Etat, dans une institution

thérapeutique ou, dans les cas les plus graves et si une mesure d'enfermement s'impose, dans l'Unité de Sécurité (UNISEC) du Centre Socio-Educatif de l'Etat. La loi permet également le placement d'un mineur, dans des circonstances exceptionnelles, au Centre Pénitentiaire de l'Etat. Les autorités judiciaires n'y ont cependant que très exceptionnellement recours, et plus particulièrement si un enfermement s'impose en raison d'une infraction pénale grave commise par le mineur alors qu'aucune place n'est disponible à l'UNISEC (nombre limité à douze).

Un placement est en principe décidé par voie d'un jugement du tribunal de la jeunesse, auquel cas l'autorité parentale concernant le mineur est transférée à la personne ou à l'établissement auquel le mineur est confié.

Si la mesure de placement doit être prise en urgence, le juge de la jeunesse prend une mesure de garde provisoire. Selon la jurisprudence, le placement provisoire est également translatif de l'autorité parentale. Si le juge de la jeunesse ne peut pas être utilement saisi (weekend, jour férié ou pendant la nuit), le parquet est compétent pour prendre les mesures de garde provisoires. Il doit en référer au juge de la jeunesse le jour ouvrable suivant et celui-ci prend immédiatement le relais pour la suite de la procédure.

À chaque fois qu'il l'estime nécessaire, respectivement sur demande du mineur ou de sa famille, le juge de la jeunesse nomme un avocat pour assister le mineur. La nomination est obligatoire si le mineur est placé suite à la commission d'une infraction pénale.

Le mineur est un acteur à part entière de la procédure de protection de la jeunesse qui le concerne. Contrairement au droit commun, il détient – à titre personnel et sans assistance d'un adulte – tous les droits procéduraires, dont celui de saisir le juge de la jeunesse, de demander la mainlevée de son placement provisoire, d'interjeter appel contre les décisions du tribunal ou du juge de la jeunesse, voire de se pourvoir en cassation.

Le mineur auteur d'une infraction pénale :

Si le mineur a commis une infraction pénale, la Police Grand-Ducale dresse un procès-verbal ou bien un rapport qui est adressé au parquet. Le mineur bénéficie des mêmes droits et garanties procédurales qu'un adulte, dès lors que la loi relative à la protection de la jeunesse renvoie au Code de procédure pénale. De plus, l'agent de Police veille à avertir les parents ou détenteurs de l'autorité parentale de l'interpellation de leur enfant et ces derniers ont le droit d'assister à l'audition policière du mineur.

Après réception de l'enquête policière, le substitut du parquet-jeunesse décide alors des suites à réserver aux faits : classer l'affaire sans suite, demander des informations supplémentaires sur le mineur, prendre

une mesure alternative aux poursuites (p.ex. : envoyer au mineur un avertissement écrit, ordonner une médiation réparatrice ou imposer au mineur la consultation d'un service spécialisé) ou bien le citer devant le tribunal de la jeunesse.

Comme exposé déjà auparavant, le mineur ne peut pas être condamné à une peine par le tribunal de la jeunesse.

Par contre, l'infraction peut être retenue à son égard, auquel cas il sera réprimandé. En outre, le tribunal ordonne très fréquemment au mineur d'accomplir une « prestation philanthropique », c'est-à-dire un nombre déterminé d'heures de travail dans l'intérêt de la société, pour lequel le mineur ne sera pas payé.

Au cas où le tribunal de la jeunesse retient des infractions pénales à charge d'un mineur, ceci ne fait jamais l'objet d'une inscription au casier judiciaire. Les décisions sont inscrites dans un registre spécial auquel l'accès est très limité. Ceci vaut également pour les condamnations pénales par un tribunal répressif d'un mineur âgé de plus de seize ans accomplis, suite à une procédure de renvoi selon les formes et compétences ordinaires. Le mineur qui devient majeur aura donc toujours un casier judiciaire vierge.

À noter que la victime éventuelle de l'infraction commise par le mineur ne sera pas convoquée devant le tribunal de la jeunesse et qu'il n'est pas possible de s'y constituer partie civile. Pour obtenir réparation du dommage subi du fait de l'infraction commise par un mineur, il faut engager une action civile contre les parents ou responsables légaux du mineur qui sont civilement responsables pour ses actes.

Le mineur victime d'une infraction :

Le parquet-jeunesse est également compétent pour tous les dossiers dans lesquels un mineur est victime d'une infraction pénale, donc notamment pour tous les cas de maltraitance et d'abus sexuels.

Il s'agit-là d'affaires de droit pénal et le parquet est en charge de la poursuite des auteurs de ces infractions.

Parallèlement, le parquet examine s'il n'y a pas lieu, en sus du volet pénal de l'affaire, à veiller à la protection du mineur victime de l'infraction (p.ex. si l'auteur de l'abus se trouve dans l'entourage direct du mineur et si la famille ne protège pas l'enfant). Dans cette hypothèse, il saisit le juge de la jeunesse afin qu'une mesure de protection adéquate puisse être prise.

“Plutôt éducatif que répressif?” – The ramifications of the high minimum age of criminal responsibility in Luxembourg

Author – Autrice – Autorin

Fanny Dedenbach is a Luxembourgish historian and criminologist. The present study is based on her master’s dissertation in Criminology and Criminal Justice at the University of Oxford. After her studies, Ms. Dedenbach has started working in the Child and Family Services section of the Luxembourgish Ministry of Education, Childhood and Youth, where she has taken over the coordination of the reform process for the juvenile protection law from Charel Schmit.

Fanny Dedenbach est une historienne et criminologue luxembourgeoise. La présente étude est basée sur son mémoire de maîtrise en Criminologie et Justice pénale à l’Université d’Oxford. Depuis la fin de ses études, Madame Dedenbach a commencé à travailler auprès de la Direction générale de l’aide à l’enfance et à la famille du Ministère de l’Éducation nationale, de l’Enfance et de la Jeunesse (MENJE) au Luxembourg, où elle a repris la coordination de la réforme de la législation relative à la protection de la jeunesse de Charel Schmit.

Fanny Dedenbach ist eine luxemburgische Historikerin und Kriminologin. Die vorliegende Studie basiert auf ihrer Masterarbeit in Kriminologie und Strafjustiz an der Universität Oxford. Seit Abschluss ihres Studiums arbeitet Frau Dedenbach in der Abteilung für Kinder- und Familienhilfen des luxemburgischen Ministeriums für Bildung, Kindheit und Jugend, wo sie die Koordination der Reform des Jugendschutzgesetzes von Charel Schmit übernommen hat.

Abstract – Résumé – Zusammenfassung

Ms. Fanny Dedenbach, in her study, discusses the ramifications of the high minimum age of criminal responsibility in Luxembourg based on interviews with Luxembourgish practitioners and policy-makers. The philosophy of the Loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse is mainly focusing on the protection of the child involved, hence Luxembourg’s welfare-oriented system. The current legislation has been subject to a number of failed attempts of reforms. Although the law’s flexibility is a great strength, the imprecise wording can result in an extremely broad variety of outcomes for the juveniles, such as exceedingly repressive measures, for example. Furthermore, Ms. Dedenbach analyses the lack of procedural guarantees and tariffs in the Luxembourgish juvenile protection system. The study recommends a reform of the current system resulting in a lowering of the minimum age of criminal responsibility by making a clear distinction between punitive and protective measures.

Madame Fanny Dedenbach, dans son étude, discute des ramifications de l’âge minimum élevé de la responsabilité pénale au Luxembourg en se basant sur des entretiens avec des praticiens et des décideurs politiques luxembourgeois. La philosophie de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse du système luxembourgeois est concentré sur la protection sociale. Bien que la flexibilité de la loi soit une grande force, l’imprécision de sa formulation peut entraîner une grande variété de résultats pour les mineurs, comme par exemple des mesures excessivement répressives. En outre, Madame Dedenbach analyse le manque de garanties procédurales et de peines de prison minimales ou maximales dans le système luxembourgeois de protection des mineurs. L’étude conclut avec la recommandation d’une révision du système actuel aboutissant à un abaissement de l’âge minimum de la responsabilité pénale en faisant une distinction claire entre les mesures punitives et protectrices du système.

Frau Fanny Dedenbach erörtert in ihrer auf Interviews mit luxemburgischen Praktikern und politischen Entscheidungsträgern basierten Studie die Auswirkungen des hohen Mindestalters für die Strafmündigkeit in Luxemburg. Die Philosophie des Gesetzes vom 10. August 1992 zum Jugendschutz (Loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse) konzentriert sich in erster Linie auf den Schutz des betroffenen Kindes, weshalb das luxemburgische System wohlfahrtsorientiert ist. Obwohl die Flexibilität des Gesetzes eine große Stärke ist, kann die ungenaue Formulierung zu einer extrem großen Bandbreite von Folgen für die Jugendlichen führen, wie zum Beispiel zu äußerst repressiven Maßnahmen. Darüber hinaus analysiert Frau Dedenbach den Mangel an Verfahrensgarantien und Minimal- und Maximalstrafen im luxemburgischen Jugendschutzsystem. Die Studie kommt zu dem Schluss, dass das derzeitige System überarbeitet werden sollte, indem das Mindestalter für die Strafmündigkeit gesenkt wird und eine klare Unterscheidung zwischen Straf- und Schutzmaßnahmen getroffen wird.

“PLUTÔT ÉDUCATIF QUE RÉPRESSIF?” – THE RAMIFICATIONS OF THE HIGH MINIMUM AGE OF CRIMINAL RESPONSIBILITY IN LUXEMBOURG

Fanny Dedenbach (*University of Oxford*)

1. Introduction

1.1 Introduction

In law, as well as in official political statements, juvenile delinquents in Luxembourg are seen first and foremost as children in distress who need and deserve support.¹ Their offending behaviour, particularly violence, is often characterised as ‘only a symptom [...] of a deeper psychological suffering’.² It is on this ideological foundation that the Luxembourgish Loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse is built. This law regulates all matters concerning the development and behaviour of young people up to the age of 18, ranging from abuse and negligence, to misconduct and truancy, and to acts that would have fallen under penal law if committed by an adult.

Legally, a minor in Luxembourg cannot commit a crime, but only an infraction to penal law of different severities, and children only become criminally responsible at the age of 18.³ As such Luxembourg has the highest Minimum Age of Criminal Responsibility (MACR) in Europe. As the title of the law indicates, decisions taken by the court are portrayed as protective measures that are meant to guide the juvenile back to the right path or help them escape problematic environments. The protective approach to juvenile delinquents has been inherent in the Luxembourgish legislation since the late 19th century and has been popularised in the maxim ‘plutôt éducatif que répressif’.⁴

The present study will look at the ramifications of having such a high MACR. The following analysis is primarily based on original qualitative data collected during eleven interviews with twelve stakeholders within the legal, social and political fields in Luxembourg. These findings thus collected will be used in the two following ways.

On the one hand, factual information about the Luxembourgish juvenile protection and justice system will be drawn from the data. Because of

the scarcity of secondary literature on the juvenile justice and protection system in Luxembourg, as well as an almost complete absence of statistical material related to juvenile justice, this study will be using original qualitative data to paint a comprehensive picture of the Luxembourgish juvenile protection system. As will be discussed in the analytical chapter, the imprecision inherent in the Luxembourgish legislation related to juvenile delinquency has meant that many procedures are not actually officially regulated and recorded. By interviewing practitioners, I was able to supplement the inadequate amount of secondary data that was available and more fully understand the procedures within the juvenile justice and protection system.

On the other hand, the study will focus on the impressions that stakeholders had of the system in or on which they worked. It has recorded their impressions of strengths and weaknesses of the law⁵ and on how the law and MACR affects their work.

Both these data sets were analysed taking into consideration criminological research and human rights instruments, as well as international law. These bodies of work were used to compare interviewee impressions against or add further context or information to the analysis. All translations from Luxembourgish or French into English were done by the author. Sometimes the Luxembourgish or French original was used to keep the meaning. This is primarily true for organisations, for many of which no English equivalent exists. A list of concepts and institutions can be found in the annex.

1.2 Research Questions

This study will aim to answer the following research questions:

How does the high MACR in the Luxembourgish legislation affect different groups of people engaged in the criminal justice system?

What are the strengths and weaknesses inherent in the high MACR in Luxembourg?

What are policy makers’ and practitioners’ impressions of the Luxembourgish approach to dealing with juvenile delinquency?

1. European Commission, *Study on children’s involvement in judicial proceedings- Contextual overview for the criminal justice phase – Luxembourg*, European Commission, Luxembourg, 2014.

2. *Question parlementaire N° 743, 2.07. 2019.*

3. *Only in exceptional circumstances can a minor over the age of 16 at the time of the offence be transferred to adult court. This will be discussed further in the analytical part of the dissertation.*

4. ULVELING Auguste, *Protection de l’Enfance – Patronage des détenus et libérés*, Heintzé, Luxembourg, 1890. It translates to ‘Prioritising education over repression’.

5. *While interviewees mentioned a large variety of strengths and weaknesses that the current juvenile protection law displays, this study is primarily concerned with the high MACR and thus had to leave certain topics aside.*

1.3 A note about Luxembourg

At this point, it is important to remind the reader of the specific geographic, social and demographic circumstances of the Grand-Duchy of Luxembourg as well as the historical context of this study. Luxembourg's approach to juvenile delinquency has to be considered within the context of Luxembourg as one of the smallest countries in Europe, as well as the country with the highest GDP per capita.⁶

The small size of Luxembourg has also engendered a very small justice apparatus. People working with delinquent juveniles in their roles in the police, the state attorney's office, as judges or as social workers all know one another, know who is an expert in which matters and can easily call one another, which in turn allows practitioners to act fast if necessary.

At the time of writing, Luxembourg was preparing a new juvenile justice and protection law. Since the year 2000, there have been repeated reform attempts, all of them unsuccessful.⁷ The last of these attempts was started in 2018 and failed in 2019, at which point it was decided to go a radically new way and fully depart from the framework of the old law in the next attempt. According to a pledge made to the Children's Rights Committee, the Luxembourgish government aims to present the new draft in January 2022.⁸ Discussions about juvenile delinquency and justice were thus more relevant than ever at the time when the interviews were conducted.

2. Literature Review

2.1 Literature Review

The present study aims to fill two distinct gaps in scholarship. It both widens the current focus on the implications of a MACR, by looking at the other

end of the spectrum to what is normally studied, and also investigates the situation in Luxembourg, a jurisdiction that has so far been neglected by criminological research.

The MACR has attracted a lot of interest in academia, which is reflected in a very large body of work concerned with this topic. However, this interest has been rather narrowly concentrated on only one end of the age spectrum. Most studies relate to jurisdictions with a notoriously low MACR, such as England and Wales,⁹ Scotland,¹⁰ Australia,¹¹ or China.¹² This uniformity in focus, in turn, has resulted in a relatively homogenous debate, with little dissent, usually pointing out the absurdity of very young minimum ages. As a result, only one study was found that critically engaged with a high MACR. Abrams et al. compared Argentina and Finland, where the MACR is 16 and 15 respectively, to the Youth Justice Systems used in England and Wales, as well as Belize, where the MACR is notoriously low. While they found that a high MACR kept children out of prison, they also criticised that it left younger children who came in conflict with the law at risk of being institutionalised for potentially very long periods of time without the due process that would have been required in a criminal procedure.¹³ The present study aims to help fill this glaring gap in scholarship by studying an even more extreme example of a high MACR.

Despite the different focus, the present study uses many of the same tools and frameworks to analyse the repercussions of a very high MACR, such as neurological research,¹⁴ Children's Rights principles and international law,¹⁵ and the discrepancy between civil and criminal law.¹⁶

Apart from filling a glaring hole in scholarship by studying a jurisdiction with an extremely high MACR, the study advances our knowledge about

6. STATEC, *Luxembourg in Figures*, Statec, Luxembourg, 2019.

7. Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK), *Rapport 2019 au Gouvernement et à la Chambre des Députés*, ORK, Luxembourg, 2019.

8. Pledge by Luxembourg, <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/CRC/CRC30Pledges/Pages/Luxembourg.aspx>, accessed 20.06.2020.

9. FITZ-GIBBON Kate, 'Protections for children before the law: An empirical analysis of the age of criminal responsibility, the abolition of *doli incapax* and the merits of a developmental immaturity defence in England and Wales', in *Criminology and Criminal Justice* (16/4).

10. SUTHERLAND Elaine, 'Raising the minimum age of criminal responsibility in Scotland: law reform at last?', in *Northern Ireland Legal Quarterly* (67/3).

11. O'BRIEN Wendy and FITZ-GIBBON Kate, 'The Minimum Age of Criminal Responsibility in Victoria (Australia): Examining Stakeholders' Views and the Need for Principled Reform', in *Youth Justice* (17/2).

12. SHEN Anqi, 'The Age of Criminal Responsibility and Juvenile Justice in Mainland China: A Case Study', in *Northern Ireland Legal Quarterly* (67/3).

13. ABRAMS Laura S., JORDAN Sid P. and MONTERO Laura A., 'What is a Juvenile? A Cross-National Comparison of Youth Justice Systems' in *Youth Justice* (18/2).

14. DELMAGE Enys, 'The Minimum Age of Criminal Responsibility: A Medico-Legal Perspective', in *Youth Justice* (13/2); Howard League for Penal Reform, *Judging Maturity. Exploring the role of maturity in sentencing of young adults*, Howard League for Penal Reform, London, 2017.

15. I.e. HAMMARBERG Thomas, 'A Juvenile Justice Approach Built on Human Rights Principles', in *Youth Justice* (8/3); United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC), *Justice in Matters Involving Children in Conflict with the Law: Model Law on Juvenile Justice and Related Commentary*, UNODC, Vienna, 2013.; United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC), *Manual for the Measurement of juvenile justice indicators*, UNODC, Vienna, 2006; United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC), *Questions Transversales – Justice des mineurs: Compilation d'outils d'évaluation de la justice pénale*, UNODC, Vienna, 2008; *Convention of the Rights of the Child*, 1989.

16. GOLDSON Barry, 'Unsafe, Unjust and Harmful to Wider Society': Grounds for Raising the Minimum Age of Criminal Responsibility in England and Wales', in *Youth Justice* (13/2); DELMAGE, 'The Minimum Age...'

the juvenile justice system in Luxembourg, which has so far been largely ignored by academia. In terms of literature about Luxembourg and juvenile justice, in particular, only three publications were discovered. One was a study by the European Commission, which explained different aspects of the Luxembourgish judicial system's treatment of children, as victims, witnesses and defendants. While reasonably informative, the study unfortunately contained several factual errors, such as claiming that all children accused of a crime automatically received lawyers. Furthermore, the publication of the European Commission almost exclusively focussed on recounting which laws and procedures were in place but failed entirely to engage with criminological research in evaluating the effectiveness and appropriateness of the system.¹⁷ This lack of engagement with other criminological research was also a drawback of the Commission Consultative de Droits de l'Homme report on children in prison in Luxembourg. The study gives a very detailed and empathetic description of the lives that children lead in the Luxembourgish prison system, but strictly focusses on incarceration, barely taking the greater picture of juvenile justice and protection into account. Even in regard to incarceration, the data collected in this study is to a certain degree outdated, as the discussion surrounding sending juveniles to adult prison as well as the practice itself have significantly developed since.¹⁸ The last study, an article by Ulla Peters about children deprived of liberty in Luxembourg – published as part of a collection featuring similar pieces from different countries in Europe – was far more critical and comprehensive in its approach, featuring some of the same criticisms that were confirmed by the present study.¹⁹

2.2 Conclusion

The ramifications of a very high MACR are thus a topic that has been severely neglected by researchers. This study will fill that gap by analysing the implications the MACR of 18 has in Luxembourg through eleven interviews with twelve stakeholders within the political, social and judicial fields in the Grand-Duchy, all while relying on concepts drawn from criminological research and the litera-

ture on Human Rights and international law introduced above.

3. Methodology and Limitations

This study is based on eleven semi-structured interviews with twelve interviewees who all work as stakeholders in the political, social, and judicial spheres of the Juvenile Justice and Protection System in Luxembourg. All interviews were conducted in May and early June 2020.

3.1 Methodology

Interviewees were chosen through purposive sampling as the person in charge of their organisation or service which engaged either on a theoretical or practical level with juvenile delinquency.²⁰ Following the guidelines established by Rubin and Rubin, interviewees were selected for their expertise, willingness to talk, and representative range of viewpoints.²¹ This latter point was also the reason why both policy-makers and practitioners were included in this study. Snowball sampling was used on two occasions, as interviewees suggested another possible research participant without being prompted to do so.²² As elite interviewees, speaking in their respective roles, participants in this study were not offered anonymity. For the purpose of this study, it was important to be able to allocate specific statements to specific interviewees. A list of interviewees with their job titles and further information is available in Annex 1.²³

Interviewees were contacted by email and invited to take part in a video interview over Microsoft Teams (or in one case Skype4Business), as in-person interviews were impossible due to social distancing guidelines during the Covid-19 pandemic. Interviews were conducted through video or audio call. Most interviews lasted between 30 and 40 minutes, although three interviews were either significantly shorter (eleven minutes) or considerably longer (one hour 26 minutes and one hour 50 minutes). All interviews were audio-recorded using Quicktime Player, then transcribed and eventually analysed both by hand and using NVivo, with prior consent of the interviewees.

17. European Commission, 'Study on children's involvement in judicial proceedings – contextual overview for civil justice' – Luxembourg, July 2014

18. Commission Consultative des Droits de l'Homme, *La situation des mineurs en prison CCDH, Luxembourg, 2008.*

19. PETERS Ulla, 'Luxembourg', in SCHMIT Charel, LELLINGER Danielle, PETERS Ulla (eds.), *Minors deprived of liberty, Arc – Archiv fir sozial Aarbescht, Bildung and Erzéiung, Luxembourg, 2013.*

20. BACHMANN Ronet D. and SHUTT Russell K., 'Sampling', BACHMANN Ronet D. and SHUTT Russell K. (eds.), *The practice of research in criminology and criminal justice, SAGE Publications Inc, Los Angeles, 2017.*

21. RUBIN Herbert J. and RUBIN Irene, *Qualitative Interviewing: The Art of Hearing Data, SAGE Publications Inc., Thousand Oaks, London, 2012.*

22. BACHMANN and SHUTT, 'Sampling'.

23. Two other stakeholders were contacted and either declined to be interviewed or simply refused to reply to emails or pick up the phone. Additionally, two interviewees had agreed to take part but ran out of time to do so, because of their other commitments and additional work in relation to Covid-19.

Since the topics of this research are severely under-researched, this study takes an explorative and grounded theory approach to data-collection for which qualitative methods are the most appropriate.²⁴ Semi-structured interviews were chosen because of their good balance between giving space to interviewees to develop their thoughts, all while guiding participants through a number of topics that this study was focussing on. This approach made it possible for the researcher to gain a deeper understanding of what interviewees were saying and simultaneously making sure that all relevant points were considered.

Interviews were scheduled at a time most convenient for the interviewee, including in the evening and on weekends if requested by the interviewee. This ensured that interviewees were able to be in a quiet setting at a time they would not be disturbed by children for instance.²⁵ All questions were kept broad and open-ended to avoid influencing interviewees.²⁶ After the first few interviews, the questions were evaluated and the question about recidivism was removed as interviewees felt unable to answer it without access to statistical data.²⁷ All participants were asked about the strengths and weaknesses of the Luxembourgish approach to dealing with delinquent juveniles, the current law and judicial practices, as well as their personal philosophy and priorities in their job. In addition, certain interviewees were asked a number of questions related to practical matters in their specific field, such as training they had received, certain procedures they were following, or how they were taking decisions.

All interviews were conducted in Luxembourgish, the native language of all interviewees, allowing interviewees to express themselves most fully and allowing me to receive the best possible data. My ability to speak Luxembourgish was thus key in conducting this research. Furthermore, I believe that I could emphasise well with my interviewees because of our similar backgrounds. Without exception, all interviewees were white, middle-class and had undergone further education, just like me. This similarity in background might have also made them more comfortable in opening up to me. No monetary or physical reward was promised to interviewees for their participation.

3.2 Limitations

There are four major limitations of this study.

Conceived originally as a Master's thesis in Criminology and Criminal Justice at the University of Oxford, the time allocated for data collection, analysis and write-up of this study was extremely limited, with only about two months allocated to the entire research project. Without such a short time frame more interviews could have been conducted and additional data could have been collected. It would have been particularly useful to have had the time to conduct a second interview with each participant to clarify anything that was vague or not completely clear in the first interview, as well as to address additional problems and concepts that had appeared during a first cycle of analysis.²⁸ With more time, it would have been possible to show any initial conclusions to research participants to double-check on the accuracy of understanding their contributions. This would have increased the reliability of the collected data and conclusions.²⁹

An additional set of limitations of this study has resulted from the Covid-19 restrictions imposed by both the Luxembourgish government and the University of Oxford. As no in-person research was permitted, it was impossible to visit sites such as the CSEE Dreibern or the Unisec which would have enabled me to understand the work that is being done there more accurately. Additionally, while online interviews in general proved to be a time-efficient and effective way to conduct interviews, there were occasional technical difficulties. In particular, the sound recordings of interviews were occasionally unintelligible so that parts of certain interviews had to be ignored as I could not decipher what had been said. Luckily, the loss of material was very minor.

Another limitation of this study is related to the participants themselves. Because of the limited time frame, I was only able to speak to one person in each organisation. However, particularly within the judiciary and the police, I would have preferred to speak to more people as notably judges, prosecutors and police officers are likely to have different opinions about the law and the MACR, as well as great influence individually in the system. Additionally, my interviewees were an extremely homogenous group of people. They

24. KING Roy and WINCUP Emma, 'The process of criminological research', in KING Roy and WINCUP Emma (eds.), *Doing research on crime and justice*, Oxford University Press, Oxford, 2008.

25. GLESNE Corrine, *Becoming Qualitative Researchers: An Introduction*. 4th ed., Pearson Education, Harlow, 2011.

26. FOWLER Floyd J. Jr. and CONSENZA Carol, 'Writing Effective Questions', in DE LEEUW Edith D., HOX Joop J., DILLMAN Don A., *International handbook of survey methodology*, New York, London, L Erlbaum Associates, 2008.

27. GLESNE, *Becoming Qualitative Researchers*.

28. KING and WINCUP, 'The process...'

29. MAXWELL Joseph A., 'Designing a Qualitative Study', in BICKMANN Leonard and ROG Debra J., *The SAGE handbook of applied social research methods*, London; Los Angeles, SAGE Publications, Inc, London, Los Angeles, 2009.

were all white, middle-aged, middle-class, mostly university-educated native Luxembourgish-speakers, as is not surprising considering the language and educational requirements in their positions. They also all knew one another and had on previous occasions, mainly in the context of the failed juvenile protection law reform attempt 2018/19, spoken with one another about this topic. Some interviewees also voiced concerns or discomfort about taking positions on certain issues. They were also sometimes worried about offending someone else who they worked with or who was involved in this study. Within Luxembourg's very small administrative and judicial elite, reputation and good working relations are extremely important. The lack of anonymity, which was necessary for this type of study, may thus have caused interviewees to be a little less open about their beliefs than they would have been in an anonymous study. This decreases validity. Nonetheless, I have found that by and large interviewees were extremely honest about their opinions and naturally I have respected their wishes not to include certain statements in my work. They were also all given the opportunity to withdraw their data from the study, as well as to add or remove content from their transcripts, but no one changed or withdrew any part of their data.

Lastly, a major limitation of this study is the appalling lack of statistics and evaluation research within the field of juvenile justice and delinquency in Luxembourg. Without such data, both the interviewees and I had to rely on studies from other countries to shape our ideas and arguments. Unfortunately, findings from other jurisdictions may not fully apply to a country with as many unique features such as size, wealth, or population diversity as Luxembourg. Interviewees also regularly showed a certain degree of insecurity about not being able to base their opinions on evidence from evaluation research. Particularly issues surrounding gender and race could not adequately be discussed in this study, as the relevant data to support arguments does not exist or is too imprecise to draw conclusions from. Given the extraordinarily high levels of diversity and migration in Luxembourg that are unparalleled in other countries (STATEC 2019), race and ethnicity research from other countries could not be used either as it would have likely not applied in the Luxembourgish context.³⁰

4. Analysis and Discussion

This chapter will consider the ramifications of the high MACR in Luxembourg for different groups involved in the juvenile protection system by analysing the interviews in this study. It will further

compare the responses given by research participants with criminological research and international legislation on juvenile delinquency to analyse the differences between perception and reality of the Luxembourgish approach to youth crime.

4.1 Juvenile Delinquents

4.1.1 Imprecision and Flexibility

Most interviewees criticised the imprecision of the Loi du 10 août 1992. The protectionist legal approach inherent in the decision to have a MACR of 18 has resulted in a severe lack of regulation of judicial processes and the execution of rulings. In the words of state-attorney and former youth judge Simone Flammang 'When a person only reads the law, they cannot understand how we actually work in practice'.

In article 1, the law lists the only four broad actions that can be taken by the youth court. 'Depending on the circumstances', a young person can be 'reprimanded and kept with or sent to their guardians, telling the latter, if necessary, to better control them in the future', 'given educational assistance', 'sent to a trustworthy person or appropriate institution, including abroad, to live there, receive treatment, education, instruction, or professional training', or 'sent to a state re-educational facility'. The court can further make such a ruling dependent on the young person attending school, doing community service, or getting educational and (mental) health support. This gives the court a great deal of flexibility when dealing with a young delinquent, a fact that is considered both the greatest strength and the greatest weakness of the law, by a number of research participants.

This flexibility allows the court to find the response it deems most appropriate for juvenile delinquents, taking into consideration their background, family and school situation, as well as their physical and mental health. Every interviewee mentioned either explicitly or implicitly the need to take this information into account when determining an individualistic treatment to rehabilitate a young person. The great flexibility of judges was thus unanimously praised by interviewees.

Yet, the large flexibility given to youth judges has also been criticised as having the potential to lead to arbitrary decisions. The fact that the judge decides on the fate of the child not based on what they have done, but largely based on their background risks disadvantaging the most vulnerable members of society. The absence of tariffs inherent in the Luxembourgish system can thus result in harsher punishment for the least fortunate as

30. STATEC, Luxembourg...

signified by a quote from now state-attorney and former youth judge, Simone Flammang. When talking about the case-by-case consideration of what consequences are appropriate for a particular juvenile offender, Ms Flammang stated that

[the consequences for delinquent behaviour] greatly depend on where the minor is in life. How is his family situation? How is he doing in school? How does he develop in society? Is he about to be marginalised in society or even slide into a life of crime, in which case other measures have to be taken than when we realise that actually everything is all right? He has an intact family, everything works, he regularly attends school, where it is going reasonably well, he has plans for the future, and what he did was just a slip-up or foolishness.'

This implies that children from more deprived backgrounds risk more invasive rulings, even if youth judges and prosecutors do not mean for this to happen. While a privileged child might end up with some community service, a child coming from a broken family or low socio-economic background might be taken out of their family and possibly even be placed in a secure children's home or juvenile detention facility.

Underprivileged children thus further risk being marginalised in society and may face less desirable life-outcomes, if we follow the arguments made by McAra and McVie in the Scottish context. McAra and McVie argue that the more invasive the criminal justice response to juvenile delinquency is, the higher the likelihood of re-offending later in life.³¹ While their results cannot be transposed completely on Luxembourg, as some of their explanations do not apply to the Luxembourgish context, other risk factors are more pronounced in Luxembourg. Unlike the Scottish juvenile justice system, Luxembourg has an officially protective approach rather than a punitive one which provides more resources for education and therapy. Furthermore, Luxembourgish children do not receive a lasting criminal record which would cause additional risk factors for re-offending, such as increasing the risk of unemployment as adults.³² Their juvenile record, which can only be consulted by the court and relevant

actors in proceedings, is automatically cleared as soon as they turn 18.³³

However, other risk factors, particularly labelling, are likely play a larger role in a country as small as Luxembourg. With only one police unit specialised in juvenile delinquency, the issue of 'typical suspects' being suspected of a number of infractions is probably more pronounced.³⁴ Even among the general population, the names of delinquent juveniles, particularly those involved in high profile cases, become known quickly in a population of just over 600,000.³⁵

4.1.2 Procedural Fairness and Guarantees

The protective ideal of the law also has an influence on procedural rights and guarantees. About half the research participants, all of whom worked with juvenile justice in a theoretical context, voiced concerns about young offenders enjoying the procedural rights that are accorded to adults in criminal trials. Naturally, juveniles who are involved in court cases are informed of their right to legal counsel.³⁶ However, they are only automatically allocated one if they have already been placed out of their home or when the court believes it to be in the best interest of the child (Loi du 10 août 1992, Article 18). As a result, adversarial proceedings are not necessarily engaged in and (exculpatory) evidence is not necessarily brought forward. This lack of procedural guarantees was also criticised by the Conseil d'État, the Council of State, when analysing the last reform attempt in 2018/19, which had left large parts of the juvenile protection law of 1992 unchanged.³⁷ Luxembourg has since pledged to the CRC to introduce clear procedural rights for minors.³⁸

Even outside of proceedings, minors do not necessarily benefit from the same rights as adults as the example of interim custody shows. The Prison Inspectorate has complained both in their 2011 and 2015 reports that minors are not seen by the judge within 24 hours after having their liberty taken away as a result of law-breaking behaviour, as is the case for adults. Reacting to the 2011 report, judicial authorities stated that they saw no need to insist on a 24-hour delay as juveniles are normally

31. McAra Lesley and McVie Susan, 'Youth crime and justice: Key messages from the Edinburgh Study of Youth Transitions and Crime', in *Criminology and Criminal Justice* (10/2).

32. LEASURE Peter and STEVENS ANDERSEN Tia, 'Recognizing Redemption: Old Criminal Records and Employment Outcomes', in *NYU Review of Law and Social Change* (41).

33. European Commission, *Study on children's involvement...*

34. McAra Lesley and McVie Susan, 'The usual suspects?: Street-life, young people and the police', in *Criminal Justice* (5/1).

35. STATEC, *Luxembourg in Figures*.

36. European Commission, *Study on children's involvement...*

37. Conseil d'État, *Projet de loi instituant un régime de protection de la jeunesse et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire*, https://conseil-etat.public.lu/content/dam/conseil_etat/fr/avis/2019/22012019/52819.pdf, accessed on 10.03.2021.

38. Pledge by Luxembourg.

seen within three days or at the latest within one week.³⁹ Similarly, the lack of tariffs means that once a child is placed in the CSEE or a care home or foster family, they are initially placed until their 18th birthday.⁴⁰ Once a file for a young person is opened, the youth judge who opens it remains in charge of the case, unilaterally deciding on what measures are taken, for how long, and how often they are reviewed, although the child and their lawyer can ask for a revision of the measure once a year.⁴¹ In theory, young people could thus remain in the CSEE until they age out of the system, an aspect that was criticised by the Conseil d'État in the failed reform project of 2018/19.⁴² However, placements in the Unisec and in the CPL must be reconsidered every three or one month(s) respectively.⁴³

Two interviewees directly criticised the amount of power a single youth judge holds. Former Ombudsman Marie Anne Rodesch-Hengesch and Minister Delegate of Inner Security Henri Kox voiced concerns about the possibility that a youth judge might unknowingly hold a preconceived opinion, which might have severe consequences for the young people who are subjected to them. They would prefer for more judges to have a say and voice their opinion on a given youth.

The levels of arbitrariness and flexibility that are inherent in the protective nature of the Luxembourgish law risk causing legitimacy concerns among young people. Theories of procedural justice suggest that individuals who perceive the criminal justice system as fair are more likely to perceive the law as legitimate and to abide by it.⁴⁴ Thus, the lack of procedural guarantees that exists within the Luxembourgish Juvenile Protection System may lead to higher rates of re-offending. Such legitimacy concerns are particularly pronounced with ethnic minority and immigrant children whose families are often not familiar with the Luxembourgish juvenile protection system, as Ombudsman René Schlechter pointed out, and whose families often did not have the socio-economic resources to support their child as well as Luxembourgish families within legal proceedings, as Stefan Mackel explained.

4.1.3 Practical Consequences

4.1.3.1 Lack of Oversight

All practical consequences of a ruling, such as specific treatment plans, or even the deadline for community service to be completed, are not regulated by the law itself. Thus, those working directly with children, often in conjunction with youth judges themselves, have had to develop processes and standards to adhere to. Youth Probation Officer Jacquie Frapporti, for instance, explained how she had made arrangements with the court for judges to always mention a deadline by which community service would have to be completed within the ruling. Without such a deadline, the law allows for children to postpone community service hours until they reach their eighteenth birthday at which point the court cannot force them to complete their community service anymore. This imprecision was also pointed out by the Council of State in reviewing the last reform attempt of the juvenile protection law in 2018/19.⁴⁵

This imprecision and the possible repercussions it can have on the support that young people get are particularly visible in the execution of community service, which is supervised by the State Central Social Services (Service Central d'Assistance Sociale, SCAS). The juvenile protection law of 10th August 1992 does not include any information on how community service is to be executed or supervised, apart from stating that the work itself has to be 'appropriate for [the child's] age and capabilities' (Loi du 10 août 1992, Article 1).⁴⁶ A standardised model for execution and supervision had to be developed by social services themselves. Partially as a result of the small size of Luxembourg, only one person, Ms Jacquie Frapporti, is in charge of organising and supervising all community service given to every single minor in Luxembourg, a position she has held for years.⁴⁷ While Ms Frapporti is clearly extremely dedicated and truly believes in the transformative power that community service can have in the life of a young person, there is no guarantee that the only person in charge of such a service will always be as hardworking and competent as Ms Frapporti. The lack of legally regulated procedures inevitably entails a certain degree of lack of oversight and inability to properly control

39. *Service du contrôle externe des lieux privés de liberté, Les privations de liberté par la police grand-ducale, Service du contrôle externe des lieux privés de liberté, Luxembourg, 2011; Service du contrôle externe des lieux privés de liberté, Les privations de liberté par la police grand-ducale – Rapport de suivi, Service du contrôle externe des lieux privés de liberté, Luxembourg, 2015.*

40. *Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, Sozialpädagogisches Zentrum des Staates, <https://csee.gouvernement.lu/de.html>, accessed 24.06.2020.*

41. *ORK, Rapport 2019.*

42. *Conseil d'État, Projet de loi.*

43. *Question parlementaire N° 1521, 25.11.2019; Loi du 10 août 1992.*

44. *FAGAN Jeffrey and TYLER Tom R., 'Legal Socialization of Children and Adolescents', in Social Justice Research (18/3).*

45. *Conseil d'État, Projet de loi.*

46. *Ministère de la Justice, Rapport d'activité 2016, Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, Luxembourg, 2017.*

47. *Ministère de la Justice, Rapport d'activité 2017, Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, Luxembourg, 2018.*

the quality of support that young people receive and will receive in the future.

4.1.3.2 Educational Implications

Another significant issue with the Luxembourgish legislation was that the protective narrative of the law interfered with the requirements for educational and therapeutic work. The message juveniles receive in court is often unclear in several ways. Deputy Director of children's homes and former Dreibern educator Stefan Mackel and CSEE Dreibern director Ralph Schroeder, the two interviewees who had extensive experience of working with repeat and serious offenders, pointed out that sometimes a clearer message about the severity of an infraction could be sent, if the matter was treated in a penal context. Mr Schroeder talked about the difficulty of doing educational and therapeutic work with such offenders in the current system, as the confrontation with their infraction was lacking. Mr Mackel made a similar point with the example of two young men who had raped other children in their care home. One of them was sent to adult court and had to go through a criminal trial while the other case had remained in the protection-focused juvenile context. Mr Mackel explained that the first young man had made much more progress in addressing his problematic behaviour and had, in his opinion, received a more educational experience than the young man who had remained in youth court. Similarly, the paternalistic approach might harm desistance efforts by young people if we follow the findings of Colye, who argues, based on an interview study with Northern Irish young adults, that 'the subjective notion of maturity can represent a critical, active element in young adults' narratives of personal development and desistance'.⁴⁸ By primarily seeing young delinquents as victims of their circumstances, the Luxembourgish court system denies juveniles the maturity that may help them to take responsibility for their actions and desist from crime.

4.1.3.3 Barriers to Appropriate Treatment

The high MACR can also result in children not getting the treatment they need, particularly in a country as small as Luxembourg which will always rely to some extent on international co-operation. Half the participants in this study brought up the practice, enshrined in Article 1 of the Loi du 10 août 1992, that allows youth court to send children to institutions in other

countries for therapeutic, educational, or welfare purposes. They all agreed that sometimes such placements were necessary to allow a child to receive a certain specialised treatment that they could not undergo in Luxembourg due to a lack of specialised staff and institutions dealing with very rare and serious behavioural or health issues. Furthermore, civil servant Gilles Dhamen pointed out, that sometimes gaining some distance from one's environment can be a factor facilitating rehabilitation. In a country only measuring 2,596 km², such distance is difficult to achieve without resorting to placements abroad.⁴⁹

Indeed, the number of minors sent abroad is quite considerable: in 2007, 170 out of 987 Luxembourgish children who were living apart from their families were placed abroad,⁵⁰ as were 163 out of 1,149 in 2009.⁵¹ However, these statistics do not distinguish between children who are sent away because of an infraction and those who leave the country for medical or welfare reasons.

While the need for such international co-operations is thus unquestioned by stakeholders, the fact that the Luxembourgish judiciary operates on an exclusively protective basis has meant that some children do not receive the support they need. As juvenile justice expert Charel Schmit pointed out, the fact that Luxembourgish youths do not get criminal convictions means that they are sometimes not eligible to take part in a treatment programme aimed at young offenders abroad, many of which only work with convicted offenders.

4.1.3.4 Repression under the Guise of Protection

Regardless of its protective overall philosophy, the Luxembourgish juvenile justice and protection system can be extremely repressive. In fact, as several interviewees pointed out, there is a large degree of uncertainty about which measure is punitive and which is protective. Despite claims to the protectiveness and educational focus, the idea of punishment is clearly present both among practitioners and within the law itself. This is particularly visible when looking at the inherent idea that more severe infractions require harsher consequences. For instance, the law provides for longer periods during which a young person is taking part in a measure and/or on placement away from home, depending on whether the child has committed an infraction that would have been considered an offence (délit) or a crime (crime). 'Educational' measures for juveniles who have committed the equivalent of an offence can be deprived of their

48. COYLE Brendan, "What the F**k is Maturity?": Young Adulthood, Subjective Maturity and Desistance from Crime', in *British Journal of Criminology* (59), p. 1194.

49. Portail des Statistiques, Territory, <https://statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx>, accessed 20.06.2020.

50. Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK), *Rapport 2007 au Gouvernement et à la Chambre des Députés*, ORK, Luxembourg, 2007.

51. Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK), *Rapport 2009 au Gouvernement et à la Chambre des Députés*, ORK, Luxembourg, 2009.

liberty until age 21, while those who have committed the equivalent of a crime until age 25 (Articles 3 & 4). Surely, if measures were meant to be protective only, as implied by the title of the law, there would not be a distinction in degrees of harshness of so-called protective measures depending on the infraction committed by a juvenile.

The repressive nature of the system is furthermore illustrated in the use of the most repressive criminal justice tool: incarceration. Article 26 of the Loi du 10 août 1992 states that a minor can, under exceptional circumstances, be placed in adult prison for periods up to a month, at the end of which the placement can be renewed for another month at a time until the young person turns 18. Unlike similar laws in other countries, such as Belgium, for instance, where the conditions under which children can be incarcerated are strictly limited, the Luxembourgish law does not provide details of what these 'cases of absolute necessity' are exactly.⁵²

At the CPL Schrassig, juveniles are kept in a special wing, separate from adult detainees, although a complete separation is not possible as they can communicate with adult prisoners through windows and from the court, as well as running into them when going towards specialised facilities such as the infirmary.⁵³ The fact that juvenile delinquents are in a facility that does not completely prevent their contact with adult prisoners is against international law, as was pointed out by both ministers who took part in this study. Indeed, article 37c of the Convention on the Rights of the Child (1989) clearly states that 'every child deprived of liberty shall be separated from adults'.

The practice of sending juveniles into adult prison has been in consistent decline over the last few years, which is largely the result of two factors. The most important factor in this context is the opening of the Unité de Sécurité, called Unisec, a closed juvenile detention facility on the site of CSEE Dreibern in November 2017.⁵⁴ This facility, that had been in planning since 1992,⁵⁵ has always been intended as an alternative to imprisoning minors who had become too difficult to handle in Luxembourg's other institutions at the CPL.⁵⁶ Statistics clearly show that since the opening of the Unisec in November 2017, the number of young people sent to Schrassig has dropped drastically.

While in any given year since the juvenile protection law of 1992 came into existence, on average, between twenty and forty minors had been sent to Schrassig, with a sad record of 72 in 1997, only six juveniles had done so in 2018, none in 2019, and one in the first half of 2020.⁵⁷

The other reason for the decline in prison placements, however, is the clear political will expressed by the government and many of those who work within fields dealing with juvenile delinquents to abolish this practice. The incarceration of juveniles in adult prison was hotly debated in Luxembourg at the time of writing as in January 2020 the first minor in two years had been placed at CPL Schrassig, a move which had caused a great deal of uproar and press attention.⁵⁸ It is thus not surprising that half the interviewees mentioned the issue of incarceration, some of them referring to the 2020 case, before being asked about it.

Overwhelmingly, interviewees were opposed to placing minors into the adult prison in Schrassig, with only three people, Simone Flammang, Claude Weis and Stefan Mackel fully accepting this practice. Interestingly, policy makers such as the three ministers, the former Ombudsman, and juvenile justice expert Charel Schmit, voiced the clearest opposition. This dynamic where people working directly with delinquent juveniles are more accepting of harsher punishments than law makers is interesting in that it is inversed from the situation we observe in other countries, such as England, where politicians often call for particularly harsh treatment of juvenile delinquents as a way to improve their electoral results.

However, while there has been a clear political consensus in the last few years that minors should not be put in prison, this was not always the case. Unlike the vast majority of other European juvenile justice laws,⁵⁹ the Loi du 10 août 1992 does not provide a minimum age for a young person to be sent to the (adult) prison, provided the youth judge sufficiently justifies their decision, which was heavily criticised in the failed reform project of 2018/19.⁶⁰ Up until just a decade ago, a lot of very young people were incarcerated in adult prison. In the 2000s, there were multiple years in which children as young as twelve or thirteen were incarcerated in adult prison. In no year

52. EEMAN Morgane and VAN KEIRSBILCK Benoît, 'Belgium', in SCHMIT et al, *Minors deprived of liberty*.

53. Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK), *Rapport 2003 au Gouvernement et au Président de la Chambre des Députés*, ORK, Luxembourg, 2003.

54. Ministère de l'Éducation, *L'Unité de sécurité du centre socio-éducatif de l'État accueille des mineurs depuis le 1er novembre*, <http://www.men.public.lu/fr/actualites/articles/communiqués-conference-presse/2017/11/07-unisec/index.html>, accessed 15.06.2020.

55. ORK, *Rapport 2009*.

56. Ministère de l'Éducation, *L'Unité de sécurité*.

57. *Question parlementaire N° 595*, 3.04.2019; *Question parlementaire N° 1782*, 27.01.2020.

58. 'Un mineur de 17 ans incarcéré à Schrassig', *Le Quotidien* from 24.01.2020.

59. SCHMIT et al, *Minors deprived of liberty*.

60. Conseil d'État, *Projet de loi*.

in that decade the youngest prisoner in adult prison was older than 15.⁶¹ According to former Ombudsman, Marie Anne Rodesch-Hengesch, many of these children were also addicted to drugs and self-harming, making prison an even more inappropriate environment for them. The new Unisec juvenile detention facility has no lower age limit either and can, in theory, house children from birth to majority.⁶² Luxembourg, however, has since pledged to the CRC to introduce a minimum age for incarceration.⁶³

The incarceration of very young children in the adult prison was made more problematic due to its racist undertones. As the Ombudscommittee reported in a number of annual reports, many of the very young inmates were part of the Romani people.⁶⁴ According to Marie Anne Rodesch-Hengesch, many of these children had been criminally exploited by their family members to assist in burglaries as their small size made it easier for them to enter houses through windows. Judges would send these children into adult prison, hoping that family members would then contact the court and those who were exploiting the children could be found and prosecuted.

Unfortunately, it is impossible to tell from the data how long each child was in adult prison for as only the duration of the shortest and longest stay in a particular year are published. In all the years, the shortest stay was only one or two days, but some children stayed for several months, including one child in the year 2000 who had been incarcerated for 23 months. It has long been known that short prison sentences in particular are often counterproductive and increase the likelihood of re-offending among adult convicts.⁶⁵ Especially low-risk offenders, who are disproportionately common among juvenile delinquents,⁶⁶ are negatively affected by short periods of imprisonment.⁶⁷ Particularly very short stays of only a few days at an adult prison are reminiscent of so-called 'Scared Straight' programmes that expose at-risk or delinquent teenagers to the realities of adult prison to deter them from further crime. Since the inception of those programmes, it has become abundantly clear that exposing young people to adult prison, even for short periods of time actually significantly increases

the risk of recidivism.⁶⁸ The terrible fates that young people who have experienced adult prison endure after release were also recorded by the Ombudscommittee.⁶⁹ Marie Anne Rodesch-Hengesch had been following the cases of the young people she had met on her first visit to the CPL in 2003. By 2007, at least three of them had died of overdoses, while every single other child she had met – apart from the Romani children who had likely left the country since – had reoffended, with many being incarcerated again.

The political climate is of importance since the fact alone that the Unisec exists does not mean that political and societal opinions will not change if, for example, a particularly gruesome crime is committed by a young child. In the 2018/19 reform attempt for a new draft bill on juvenile protection, the *Projet de loi instituant un regime de protection de la jeunesse et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire*, still contained the possibility of placing children in prison despite the fact that the Unisec had been operating for a number of months already. This fact was severely criticised by Claudia Monti, the person in charge of all places of deprivation of liberty.⁷⁰ Opening the Unisec as a closed juvenile detention centre, all while keeping the option of putting problematic minors into adult prison, has the potential of leading to harsher interference in the lives of juvenile delinquents and an increasingly repressive approach of youth crime, which can be acted upon as soon as the political landscape changes.

Interestingly, in speaking about incarceration, interviewees had an extremely positive picture of the Unisec and did not consider living there as a form of incarceration. While many interviewees praised the Unisec as the solution to the uncomfortable topic of putting children into the CPL Schrassig, only two interviewees, Ralph Schroeder and Charel Schmit, pointed out the carceral character of the Unisec. The guards who work there have been trained in the Schrassig prison, and the building is built according to European prison norms. Young people are only allowed to move between different rooms together with a guard or other member of staff and are completely cut off from the outside. They cannot leave for weekend

61. ORK, *Rapport 2003*; ORK, *Rapport 2007*; ORK, *Rapport 2009*.

62. 'Geschlossene Einheit: "Unité de sécurité" in Dreibern fast bezugsfertig', *Luxemburger Wort* from 28.04.2015.

63. Pledge by Luxembourg.

64. ORK, *Rapport 2007*; ORK, *Rapport 2009*.

65. JOHNSTON Helen and GODFREY Barry, 'Counterblast: The Perennial Problem of Short Prison Sentences' in *The Howard Journal* (52/4).

66. GRAHAM John and BOWLING Benjamin, *Young People and Crime. Home Office Research Study 145*, Home Office, London, 1995.

67. GENDREAU Paul, GOGGIN Claire and CULLEN Francis T., *The Effects of Prison Sentences on Recidivism*, Solicitor General Canada, Ottawa, Ontario, 1999.

68. PETROSINO Anthony, TRUPIN-PETROSINO Carolyn, HOLLIS-PEEL Meghan E. and LAVENBERG Julia G. (2013). 'Scared Straight and Other Juvenile Awareness Programs for Preventing Juvenile Delinquency: A Systematic Review', in *Campbell Systematic Reviews* (9/5).

69. ORK, *Rapport 2007*.

70. MONTI Claudia, *Contre le placement de mineurs au CPL*, <https://www.wort.lu/fr/luxembourg/mineurs-detenus-a-schrassig-l-ombuds-fra-attaque-le-parquet-se-defend-5a8ed453c1097cee25b80ea0>, accessed 20.06.2020.

visits at home or to go to school and only meet their families in specific visitation rooms.⁷¹

4.1.3.5 Referral to Adult Court

Despite the undisclosed repressive tendencies, the Luxembourgish legislation seems to realise the inadequacy of a purely protective approach to juvenile delinquency, as the existence of the so-called désaisissement shows. This practice allows the court to send minors over the age of 16 at the time of the offence over to the adult system to be tried as adults if the court feels that protective measures are inadequate in this case. All research participants agreed that this practice was extremely rare. Only in cases of very serious and violent crimes, as well as organised crime, juveniles are sent to adult court. Yet, even for the most serious crimes, a decision to send a young person to adult court is not regularly taken. Marie Anne Rodesch-Hengesch mentioned one case during her time as Ombudsman where a young man who was 17 years and 364 days at the time had murdered his girlfriend's grandmother, but was still judged as a juvenile. Former youth judge, Simone Flammang, explained that such a decision had to be justified in writing and was not taken lightly. Apart from very serious acts, this practice is usually used in cases for serious repeat offenders who have taken part in juvenile protection measures for years without much improvement. Often, they have not had all their infractions as a juvenile adjudicated yet and have, since turning 18, continued to offend. In such cases the infractions committed as a juvenile are sometimes sent over to adult court to be adjudicated together with the acts committed as an adult, as the court believes that there is little point to sentence a young person to further educational and protective measures at the same time as they receive a criminal penalty for infractions as an adult. This, however, leaves the theoretical possibility of sentencing a minor to life imprisonment, albeit this sentence has never been passed.⁷² The désaisissement thus distorts ad absurdum the welfare-principle that the Luxembourgish legislation is based upon, by allowing for minors to be tried as adults and receive adult penalties.

4.2 Other Minors involved in the Juvenile Protection System

4.2.1 Slippery Slope to Repressive Measures

Apart from considering the implications of the high MACR in Luxembourg on delinquent juveniles, it is also worth thinking about how it affects those juveniles who, while engaged with the Youth Court, are not specifically delinquent in any real sense of the word. In its exclusively protectionist approach, the Luxembourgish Loi du 10 août deals with a large variety of issues affecting minors, ranging from neglect and abuse, to statutory offences, and behaviours that would have been criminal had they been committed by an adult. As a result, the same measures, as interventions by the court are called, can be imposed on a large variety of profiles. This issue is particularly relevant in the context of placements in the CSEE, the Unisec, and the CPL Schrassig. The extremely high MACR that results from the absence of a juvenile justice law has led to a sort of criminalisation of statute offences, which are offences that are only classed as such when committed by a minor. Since these forms of misbehaviour can result in the same consequences as infractions to penal law, statute offences are lifted onto a similar level of severity as actual delinquent behaviour within the legislation.

In Luxembourg, statute offences, such as skipping school, running away from home or a care home, or even 'misbehaviour or lack of discipline [causing] serious discontent to one's parents'(Loi du 10 août 1992, Articles 7-8), may result in being sent to the CSEE Dreibern or Schrassig, where disobedient juveniles live together with those who have committed acts that would have qualified as crimes or serious offences, up to and including murder.

While all juveniles within the Luxembourgish juvenile protection system can be considered victims to some extent or other, keeping real delinquents and statute offenders together in the same facilities can result in an escalation of the severity of measures imposed on the latter group. As Stefan Mackel explained, during his time at Dreibern, juveniles with pure victim profiles were often at the very bottom of the social hierarchy among the juveniles at the CSEE and would be victimised by youths who had a history of violent behaviour. It has been long established that bullying and hierarchical behaviour is a common problem in carceral context,⁷³ and particularly pronounced among young offenders.⁷⁴ As a result, these young people were more likely to run away from the CSEE, a disciplinary infraction which

71. *Geschlossene Einheit.*

72. *ORK, Rapport 2019.*

73. *MICHALSKI Joseph H., 'Status Hierarchies and Hegemonic Masculinity: A General Theory of Prison Violence', in The British Journal of Criminology (57/1).*

74. *SPAIN Alexandra C., 'Bullying among young offenders: findings from a qualitative study', in IRELAND Jane L. (ed.), Bullying among Prisoners. Innovations in theory and research, Willian Publishing, Oregon, 2005.*

can result in solitary confinement for up to 72 hours or being sent to the CPL Schrassig.⁷⁵ Indeed, reports drawn up by the ORK specifically mention young people who were incarcerated at CPL Schrassig because they had run away from the CSEE.⁷⁶ Luckily, this issue has been recognised by the responsible ministries, who call for young people in closed facilities to be separated according to the severity of their offence.⁷⁷

This practice of likening statute offenders to juveniles who commit infractions to penal law is even more appalling when considering that Article 56 of the Riyadh Guidelines states that 'In order to prevent further stigmatisation, victimisation and criminalisation of young persons, legislation should be enacted to ensure that any conduct not considered an offence or not penalized if committed by an adult is not considered an offence and not penalized if committed by a young person'.⁷⁸ The fact that the United Nations feel strongly about this issue has been underlined in the General Comment No. 10 of the UN Committee on the Rights of the Child which recommends that states abolish statute offences in order to guarantee equality between children and adults.⁷⁹ Despite having shown a commitment to the welfare of children involved in the justice apparatus by ratifying not only the Convention on the Rights of the Child but also its three Optional Protocols,⁸⁰ Luxembourg has not yet adapted its legislation to abide by these international, albeit non-binding standards.⁸¹

4.3 Victims

4.3.1 Victims' Rights

As the Luxembourgish system is based on protection, the needs of victims are not usually considered. Victims do not usually take part in proceedings as all minors involved in the court system are subject to special measures safeguarding their identity and personal files.⁸² Article 38 of the Loi du 10 août 1992 only gives them the right to read certain parts of their perpetrator's file necessary for filing claims for reparations. Restorative Justice is still a largely foreign concept in Luxembourg. The law does not make reference to Restorative Justice (RJ) as a measure to be imposed on a young person,

although there are European directives asking individual member states to do so.⁸³ In the rare cases RJ is used, there is thus no officially-established format of RJ conferences, no real supervision and no guarantees or regulations. Only 3 interviewees mentioned RJ as a concept. Juvenile justice expert Charel Schmit and Police Commissioner Claude Weis discussed RJ on a theoretical basis, while deputy director of children's homes Stefan Mackel talked about a case where it was used. All three of these participants seemed more concerned about how restorative justice could be used to rehabilitate the offender rather than considering the feelings and needs of the victim, although this bias may be the result of the perpetrator-focussed themes discussed in the interview in general.

4.3.2 Victims of Perpetrators already involved in the Juvenile Protection System

Victim's rights risk being overlooked, particularly in cases where a young perpetrator is already taking part in some measures or has been placed in a care home or CSEE. While the fact that prosecutors and youth judges are not required to intervene when a new infraction takes place, if they believe that the young person is already getting all the support they need, has been praised by Simone Flammang, this approach leaves out of sight a victim's desire to see the perpetrator face some consequences. This issue is accentuated for victims who are living in care homes or the CSEE, either because of their own delinquent behaviour, other misbehaviour, or the actions of their parents or guardians. If infractions happen within those institutions, the victim faces a double injustice. Not only have they been victimised in a place they have been sent to for their own protection, but they might also see their perpetrator not face any consequences as they are already taking part in therapeutic and/or educational measures. Unfortunately, there are no statistics on how often incidents of physical or sexual violence take place in Luxembourgish care homes or the CSEE. However, studies about similar institutions in other countries, as well as a number of

75. ORK, *Rapport 2009*.

76. *Ibid.*

77. *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et Ministre de la Justice, Note au Conseil du Gouvernement du Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et du Ministre de la Justice*, <https://gouvernement.lu/dam-assets/documents/actualites/2018/03-mars/28-braz-meisch-jeunesse/note-au-conseil-du-gouvernement-du-menej-et-du-mjust.pdf>, accessed on 10.03.2021.

78. *Riyadh Guidelines, UN General Assembly resolution 45/112 of 14 December 1990*.

79. *Committee on the Rights of the Child, General Comment No. 10 – Children's rights in juvenile justice, United Nations CRC, Geneva, 2007*.

80. *Pledge by Luxembourg*.

81. GILLEN John, 'The Age of Criminal Responsibility: "The Frontier between Care and Justice"', in *Child Care in Practice* (12/2).

82. *European Commission, Study on children's involvement*.

83. *European Parliament and Council, Directive 2012/29/EU of the European Parliament and of the Council of 25 October 2012 establishing minimum standards on the rights, support and protection of victims of crime, and replacing Council Framework Decision 2001/220/JHA*, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?qid=1421925131614&uri=CELEX:32012L0029>, accessed 27.06.2020.

mentions of physical and sexual violence in care homes or the CSEE made by interviewees, suggest that they at least take place at an above average rate.⁸⁴

4.4 Policy makers and Practitioners

Lastly, the Luxembourgish approach to juvenile delinquency has clearly also affected the way youth crime is understood by policy-makers and practitioners within the system.

4.4.1 Room for Misinterpretation

One prominent negative effect is the high degree of confusion surrounding the exact meaning of rulings, as well as the legal concept of MACR itself. The protective approach of the legislation is not only puzzling for children, but also for practitioners. The root cause of this problem is the existence of punishment within a system that preaches protection but practices repression. This curious ambivalent model of juvenile protection and justice produces diametrically opposed views of the meaning and reasoning behind rulings and measures taken by the youth court. This is exemplified in the remarks about community service, called *prestation philanthropique* in the Luxembourgish legislation made by state attorney and former youth judge Simone Flammang and Jacquie Frapporti, the person in charge of organising and supervising community service for minors. While Ms Flammang uses the Luxembourgish word *Strof*, meaning punishment, to refer to community service, Ms Frapporti explained that in the initial meeting with those juveniles sent to do community service, she spends a lot of time explaining to them that the community service is not a punishment (*Strof*) but a 'pedagogical measure, that is meant to give them the opportunity to think about what they have done [...] and prove that they can do something positive [...] to put a positive image of themselves next to the one where they did something stupid'.

The other confusing area appears to be a fundamental misunderstanding among a few interviewees of what exactly the term Minimum Age of Criminal Responsibility means. Police Commissioner Claude Weis, in particular, expressed a rather unorthodox interpretation of this concept. When asked about how he believes the minimum age of criminal responsibility affects young people, he replied

'Here [in Luxembourg] it is not like that. We do not say "You are only criminally responsible from age 18 onwards" – No you are criminally responsible before then. They call it a little differently. [...] No, that does not exist here. Here one is criminally responsible. Here one needs to take responsibility for one's actions, for one's infractions. That is very important. We do not just say, one is not criminally responsible until the age of 18, but no, there are punishments.'

Disregarding the misunderstanding of legal terminology, this statement speaks a deeper truth about the protection of juvenile delinquents in the Luxembourgish legal system as has been shown above. The unavoidable need to give responses to delinquent behaviour within a society, particularly infractions committed by older adolescents – some of whom may show high degrees of physical or sexual violence – cannot be circumvented by setting the MACR too high. On the contrary, in Luxembourg, the practical implications having set the MACR at 18 have essentially resulted in a system where no such age limits exist, as repressive measures are at least theoretically possible for the youngest members of society, albeit under the guise of protection.

4.4.2 Welfare-Orientation

A positive effect of the protection-based system, however, is the welfare-orientation exhibited by research participants. Every single interviewee displayed a deep belief in the need for an educational and welfare-oriented approach to juvenile delinquency. In talking about the strengths inherent in the Luxembourgish legal system, all but one interviewee, explicitly praised Luxembourg's welfare-focussed approach to juvenile delinquency. Participants talked about a combination of the need for an educational response to juvenile delinquency and taking into account the entire personality and background of the delinquent young person rather than just their infraction that are the philosophical foundations of the Luxembourgish youth justice system. They often referred to the flexibility that the current law offered them to determine the best possible approach to dealing with any one young person.

Rather than employing some vilification narrative that is so common in other countries, all interviewees were deeply concerned about the welfare of young people who had got in trouble

84. GIBBS Ian and SINCLAIR Ian, 'Bullying, sexual harassment and happiness in children's homes', in *Child Abuse Review* (9); SEKOL Ivana, 'Peer violence in adolescent residential care: A qualitative examination of contextual and peer factors', in *Children and Youth Services Review* (35).

and believed in rehabilitation over punishment.⁸⁵ Many practitioners in particular mentioned that delinquent behaviour to some degree is a normal part of growing up, either citing criminological research or personal experience and common sense. This fundamental belief in the protective ideals of the law seems also to be the reason why some interviewees are opposed to the idea of introducing a penal law for juveniles on top of the protective legislation and thus lowering the minimum age of criminal responsibility. Head of juvenile protection unit of the Luxembourgish police, Claude Weis, for instance, voiced fears that if a (lower) minimum age of criminal responsibility was set in order to introduce a juvenile penal law, organised crime might start exploiting children who are just under that age because they know that the children will not be prosecuted. His fears echo the problems with criminal child exploitation that some other countries face, such as County Lines child exploitation in the UK, but were very explicitly rejected by Justice Minister, Sam Tanson. Youth probation officer, Jacquie Frapporti, was concerned that seeing young people as criminals rather than disadvantaged children would be both not reflective of their actual situation and also unhelpful as she fundamentally believes that 'one cannot help juveniles with punishments'. Similarly, Simone Flammang expressed concerns that having a penal law for youths would force her and her colleagues to prosecute and punish every infraction by every young person, rather than consider whether that was a useful approach for the young person in question. She also mentioned the fear that a penal law might force her to only look at what a young person had done rather than at why they did it. It is thus clear that any opposition to a penal system for juveniles is fundamentally based on the fears of practitioners that they might no longer be able to protect young people enough and help them get back onto the right track once they have committed an infraction.

This unease around using the words 'penal' or 'punishment' in relation to young offenders is palpable even among some interviewees who are in principle in favour of the introduction of a juvenile justice system. Ombudsman René Schlechter, for instance, and his legal advisor Françoise Gillen, spent significant parts of the interview pointing out flaws that are inherent in the current juvenile protection law and would be automatically solved by adding a youth justice system. Yet, suddenly,

they backtracked, stating that 'we don't necessarily want to say: "there has to be a [juvenile] protection law and a penal law". We can also keep the protection law in principle.' Even Stefan Mackel, who stated multiple times during the interview that he 'clearly' was a 'supporter of a youth justice system', contradicted his own argument a few times, for example, by stating that 'he, as someone who has studied what he has studied, and does what he does, cannot advocate for the minimum age of criminal responsibility to be lowered to 14 systematically. On the contrary, I advocate increasing it to 21'. This statement, of course, disregards the reality to having to change the minimum age of criminal responsibility in order to introduce a penal law for minors and thus fix many of the problems that have been pointed out by interviewees and international observers.

This welfare-oriented approach was also visible when interviewees talked about the possibility of lowering the MACR in order to introduce a Youth Justice System to go alongside the protective system. While no one, including the Minister of Justice, wanted to suggest or felt comfortable suggesting a new Minimum Age of Criminal Responsibility that could be fixed in a future juvenile justice law, all interviewees who mentioned hypothetical scenarios of operating within a different (new) youth justice system, used 14, 15 or 16 years as possible ages at which to set the new MACR. These ages are in line with the comments made by Simone Flammang, that despite seeing children of all ages for infractions, she would only consider a punishment on top of protective measures from the grades 6ème or 5ème in the Luxembourgish school system onwards, which roughly equates to children aged 14 or 15. This unity indicates that all stakeholders are thinking about ages at the higher end of the international spectrum.⁸⁶ In fact, one interviewee, youth probation officer Jacquie Frapporti, was shocked when she heard that England and Wales had a MACR of 10, adding that even working with twelve or 13-year-old offenders was very different to working with older juveniles aged 16 or 17, as these 'children', as the interviewee called them, were not yet able to make the same reflections about their infraction.

A similar welfare-mindedness was displayed by those who talked about extending protections to young adults over the age of 18 if a juvenile justice system was introduced. Only Police Commissioner Claude Weis was opposed to such an extension,

85. CAMERON David, *PM's speech on the fightback after the riots*, <https://www.gov.uk/government/speeches/pms-speech-on-the-fight-back-after-the-riots>, accessed 23.06.2020; DIEHL Daniela, *Die 'Partyszene' – wer ist das?*, <https://www.tagesschau.de/inland/randalierer-stuttgart-101.html>, accessed 23.06.2020; 20 Minutes avec AFP, *Présidentielle: Emmanuel Macron veut interdire aux délinquants l'accès à certaines zones*, <https://www.20minutes.fr/elections/2016439-20170217-presidentielle-emmanuel-macron-veut-interdire-delinquants-acces-certaines-zones>, accessed 23.06.2020.

86. *Child Rights International Network, Minimum Ages of Criminal Responsibility Around the World*, <https://archive.crin.org/en/home/ages.html>, accessed 23.06.2020.

citing public outrage over sentences that are too lenient as the reason for his opposition. The other three interviewees who discussed this issue, Justice Minister Sam Tanson, State Attorney Simone Flam-mang, and deputy director of state children's homes Stefan Mackel, all supported the idea which had been originally introduced by former Justice Minister Félix Braz. They all based their support on the idea that maturity develops differently in different people and that 18 was a more or less arbitrary cut-off. While Ms Tanson mentioned the age of 21 as a potential limit under which an adult court could decide to send an immature defendant to juvenile court, Mr Mackel mentioned the possibility of extending that protection possibly up to the age of 26 included, an age at which the Office National de l'Enfance ceases to support a person. This would allow for greater uniformity within the juvenile protection and support the network that has been established by the state.

4.5 Conclusion

The high MACR in Luxembourg thus has a large array of ramifications for all those involved. The central strengths of the legislation are simultaneously its most important weaknesses. Flexibility and welfare-orientation are at the core of the law and have the potential of providing all-encompassing and individualised support and treatment for juvenile offenders who are perceived as children in need of support. Furthermore, the welfare ideal is deeply engrained in every single policy maker and practitioner who took part in this study, all of whom try their hardest to help the most disadvantaged and troubled children. On the down-side, the imprecision of the law and the large degree of flexibility have the potential to negatively affect juveniles in preventing true oversight of the services provided to them, interfering with their educational and rehabilitative needs, as well as exerting extreme forms of repression up and including being incarcerated in adult prison and being sentenced as an adult.

In trying to deal with an extremely large variety of cases, including child abuse and neglect, statute offences, and delinquency under the same heading of protection and with the same tools, the system has become confusing not just for children but also for the people working within it. The lack of procedural guarantees, as well as the failure to distinguish sufficiently between the different types of children who enter the system further, has the potential to increase re-offending rates by making proceedings appear unfair and paternalistic while criminalising children who have not committed any real infractions. Similarly, victims' rights are also almost completely ignored within the current legislation.

5. Conclusion

5.1 Study Outcomes

The ramifications of the high MACR in Luxembourg are manifold. Apart from the absence of victims' rights, the protection-based legislation is confusing not only for children involved in the court system, but also for practitioners. While the system strongly promotes a welfare-orientation which has been internalised by policy makers and practitioners alike, it also leaves room for potentially extremely repressive measures against juvenile delinquents and other children who are involved in the system. The imprecise wording of the law and the resulting flexibility have generated an extremely broad variety of outcomes for all sorts of juveniles involved in the juvenile protection system. Furthermore, the lack of procedural guarantees and the absence of a criminal trial may harm the rehabilitative outcomes for juveniles by creating concerns about procedural fairness and by potentially barring access to treatment both abroad and in Luxembourg itself.

The greatest strength as well as the most serious weakness is the flexibility inherent in dealing with juvenile delinquency within an exclusively protectionist framework. While the philosophical idea of protection behind the Loi du 10 août 1992 is of great value for encouraging a welfare-oriented approach to juvenile delinquents, the lack of procedural guarantees and tariffs remains a serious cause of concern. At its very best the Luxembourgish system enables practitioners to find the most appropriate response to young offenders and establish a rehabilitation plan that is appropriate for them. However, it is dangerous to rely on the continued goodwill and education of practitioners to ensure that the flexibility is indeed used in favour of juvenile delinquents. As past incarceration figures show, particularly in regard to very young children and minorities, politics can change, and while at the time of writing the most repressive facets of the system seem to be in decline, no one can guarantee it will remain that way. Judicial guarantees and protections for juveniles are only good enough if they hold up in the most violent and morally repulsive cases. While Luxembourg has fortunately been spared from atrocities committed by a very young child, such as the Bulger Case in England, a similarly shocking crime in Luxembourg could easily lead to a change in political and societal attitudes that is reflected in harsher treatment of delinquent youths. Introducing real procedural rights for children and strictly separating punishment from protection are thus unavoidable moves for a society that wants to adhere to modern Children's Rights legislation. A strict separation of delinquent youths and juvenile offenders would also help prevent the further

decline into the system of minors who are primarily disadvantaged as opposed to delinquent in the strict sense of the word.

One of the most interesting aspects of the study were the differences between policy makers' and practitioners' impressions of the Luxembourgish approach to juvenile delinquency. While all interviewees displayed a deep care for helping young people, policy makers were usually more concerned about Children's Rights narratives and legal guarantees and subsequently advocated for more lenient treatment of juvenile offenders. Policy makers were also more critical of the current legislation and generally advocated for a lowering of the MACR through the introduction of a juvenile justice law. Practitioners, on the other hand, were more interested in the practical work with the law and tended to accept slightly more repressive measures.

5.2 Recommendations

This study would first of all recommend to the Luxembourgish government that it should invest in statistical research around the topics of juvenile delinquency and justice. The current lack of research entails that neither legislators nor practitioners know what does or does not work in supporting minors who have come into conflict with the law and cannot adapt accordingly. I would thus urge the Luxembourgish government to invest money in a longitudinal study of outcomes for juveniles involved in the court and rehabilitation system, as well as evaluation research about specific educational and therapeutic measures used to support juvenile offenders.

This study would, furthermore, advocate for the separation of the juvenile justice system and the juvenile protection system, and the lowering of the MACR this entails. Having a MACR this high while simultaneously allowing for extreme forms of repression, creates a similar situation to not having a MACR at all. It is essential to be clear about whether a measure is punitive or protective, and to protect statute offenders or other disadvantaged juveniles who have not truly committed a crime from potentially extremely repressive consequences. Incarceration should be used as a very last resort, for the shortest appropriate amount of time and not take place within adult prison. Nonetheless, in reforming the legislation, I would urge the government not to abandon the important protective ideals of education and protection and keep certain positive aspects of the current law, such as expunging criminal records upon a child turning 18, as well as not necessarily prosecuting every infraction committed by a minor.

In addition, I would encourage legislators not to forget victims' rights and needs, when they reform the juvenile protection law. It is essential that victims are heard and have a chance to face their perpetrator, should they wish to do so. For this reason, I would urge the government to include the option for restorative justice proceedings in any new laws and favour such diversions from the formal criminal justice apparatus over traditional trials, especially since diversion measures have also been empirically linked to better outcomes for perpetrators themselves.

Bibliography

- ABRAMS Laura S., JORDAN Sid P. and MONTERO Laura A., 'What is a Juvenile? A Cross-National Comparison of Youth Justice Systems' in *Youth Justice* (18/2), pp. 1-20.
- Association internationale des magistrats de la jeunesse et de la famille (AIMJF), *Lignes Directives sur les Enfants en Contact avec la Justice*, AIMJF, Brussels, 2017.
- BACHMANN Ronet D. and SHUTT Russell K., 'Sampling', BACHMANN Ronet D. and SHUTT Russell K. (eds.), *The practice of research in criminology and criminal justice*, SAGE Publications Inc, Los Angeles, 2017.
- BLAKEMORE Sarah-Jayne and CHOUDHURY Suparna, 'Development of the adolescent brain: implications for executive function and social cognition', in *Journal of Child Psychology and Psychiatry* (47/3), pp. 296-312.
- BREWSTER David, 'Not Wired Up? The Neuroscientific Turn in Youth to Adult (Y2A) Transition Policy', in *Youth Justice* (20/3), pp. 1-20.
- CAMERON David, *PM's speech on the fightback after the riots*, <https://www.gov.uk/government/speeches/pms-speech-on-the-fightback-after-the-riots>, accessed 23.06.2020.
- Child Rights International Network, *Minimum Ages of Criminal Responsibility Around the World*, <https://archive.crin.org/en/home/ages.html>, accessed 23.06.2020.
- CHURCH Richard, GOLDSOON Barry, and HINDLEY Nick, 'The Minimum Age of Criminal Responsibility: Clinical, Criminological/ Sociological, Developmental and Legal Perspectives', in *Youth Justice* (13/2), pp. 99-101.
- Commission Consultative des Droits de l'Homme, *La situation des mineurs en prison CCDH*, Luxembourg, 2008.
- Committee on the Rights of the Child, *General Comment No. 10 – Children's rights in juvenile justice*, United Nations CRC, Geneva, 2007.
- Conseil d'État, *Projet de loi instituant un régime de protection de la jeunesse et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire*, https://conseil-etat.public.lu/content/dam/conseil_etat/fr/avis/2019/22012019/52819.pdf, accessed on 10.03.2021.
- Convention on the Rights of the Child*, 1989.
- COYLE Brendan, "'What the F**k is Maturity?": Young Adulthood, Subjective Maturity and Desistence from Crime', in *British Journal of Criminology* (59), pp. 1178-1198.
- DELMAGE Enys, 'The Minimum Age of Criminal Responsibility: A Medico-Legal Perspective', in *Youth Justice* (13/2), pp. 102-110.
- DIEHL Daniela, *Die 'Partyszene' – wer ist das?*, <https://www.tagesschau.de/inland/raandalierer-stuttgart-101.html>, accessed 23.06.2020.
- EEMAN Morgane and VAN KEIRSBILCK Benoît, 'Belgium', in SCHMIT Charel, LELLINGER Danielle and PETERS Ulla (eds.), *Minors deprived of liberty*, Arc – Archiv für Sozial Aarbescht, Bildung and Erziehung, Luxembourg, 2013.
- European Commission, *Study on children's involvement in judicial proceedings- Contextual overview for the criminal justice phase – Luxembourg*, European Commission, Luxembourg, 2014.
- European Parliament and Council, *Directive 2012/29/EU of the European Parliament and of the Council of 25 October 2012 establishing minimum standards on the rights, support and protection of victims of crime, and replacing Council Framework Decision 2001/220/JHA*, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?qid=1421925131614&uri=CELEX:32012L0029>, accessed 27.06.2020.
- FAGAN Jeffrey and TYLER Tom R., 'Legal Socialization of Children and Adolescents', in *Social Justice Research* (18/3), pp. 217-242.
- FITZ-GIBBON Kate, 'Protections for children before the law: An empirical analysis of the age of criminal responsibility, the abolition of doli incapax and the merits of a developmental immaturity defence in England and Wales', in *Criminology and Criminal Justice* (16/4), pp. 391-409.
- FOWLER Floyd J. Jr. and CONSENZA Carol, 'Writing Effective Questions', in DE LEEUW Edith D., HOX Joop J., DILLMAN Don A., *International handbook of survey methodology*, New York, London, L Erlbaum Associates, 2008.
- GENDREAU Paul, GOGGIN Claire and CULLEN Francis T., *The Effects of Prison Sentences on Recidivism*, Solicitor General Canada, Ottawa, Ontario, 1999.
- 'Geschlossene Einheit: "Unité de sécurité" in Dreibern fast bezugsfertig', *Luxemburger Wort* from 28.04.2015.
- GIBBS Ian and SINCLAIR Ian, 'Bullying, sexual harassment and happiness in children's homes', in *Child Abuse Review* (9), pp. 247-256.
- GILLEN John, 'The Age of Criminal Responsibility: "The Frontier between Care and Justice"', in *Child Care in Practice* (12/2), pp. 129-139.
- GLESNE Corrine, *Becoming Qualitative Researchers: An Introduction. 4th ed.*, Pearson Education, Harlow, 2011.
- GOLDSOON Barry, 'Counterblast: "Difficult to Understand or to Defend": A Reasoned Case for Raising the Age of Criminal Responsibility', in *The Howard Journal* (48/5), pp. 514-521.
- GOLDSOON Barry, "'Unsafe, Unjust and Harmful to Wider Society": Grounds for Raising the Minimum Age of Criminal Responsibility in England and Wales', in *Youth Justice* (13/2), pp. 111-130.
- Gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg, *Sozialpädagogisches Zentrum des Staates*, <https://csee.gouvernement.lu/de.html>, accessed 24.06.2020.
- GRAHAM John and BOWLING Benjamin, *Young People and Crime. Home Office Research Study 145*, Home Office, London, 1995.

- HAMMARBERG Thomas, 'A Juvenile Justice Approach Built on Human Rights Principles', in *Youth Justice* (8/3), pp. 193-196.
- HAPPOLD Matthew, 'The Age of Criminal Responsibility in International Law', in ARTS Karin and POPOVSKI Vesselin (eds.), *International Criminal Accountability and Children's Rights*, T.M.C. Asser Press, The Hague, 2007.
- Howard League for Penal Reform, *Judging Maturity. Exploring the role of maturity in sentencing of young adults*, Howard League for Penal Reform, London, 2017.
- International Juvenile Justice Observatory (IJJO), *Can anyone hear me? – Participation of children in juvenile justice: A manual on how to make European juvenile justice systems child-friendly*, IJJO, Brussels, 2016.
- JOHNSTON Helen and GODFREY Barry, 'Counterblast: The Perennial Problem of Short Prison Sentences' in *The Howard Journal* (52/4), pp. 433-437.
- KING Roy and WINCUP Emma, 'The process of criminological research', in KING Roy and WINCUP Emma (eds.), *Doing research on crime and justice*, Oxford University Press, Oxford, 2008.
- LEASURE Peter and STEVENS ANDERSEN Tia, 'Recognizing Redemption: Old Criminal Records and Employment Outcomes', in *NYU Review of Law and Social Change* (41), pp. 271-286.
- Loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse, 1992.
- MATHEWS Ben, 'Children's Criminal Responsibility in Australia: Some Legal, Psychological and Human Rights Issues', in *Australia and New Zealand Journal of Law and Education* (5/2), pp. 27-45.
- MAXWELL Joseph A., 'Designing a Qualitative Study', in BICKMANN Leonard and ROG Debra J., *The SAGE handbook of applied social research methods*, London, Los Angeles, SAGE Publications, Inc, London, Los Angeles, 2009.
- McARA Lesley and McVIE Susan, 'The usual suspects?: Street-life, young people and the police', in *Criminal Justice* (5/1), pp. 5-36.
- McARA Lesley and McVIE Susan, 'Youth crime and justice: Key messages from the Edinburgh Study of Youth Transitions and Crime', in *Criminology and Criminal Justice* (10/2), pp. 179-209.
- MICHALSKI Joseph H., 'Status Hierarchies and Hegemonic Masculinity: A General Theory of Prison Violence', in *The British Journal of Criminology* (57/1), pp. 40-60.
- Ministère de la Justice, *Rapport d'activité 2016*, Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, Luxembourg, 2017.
- Ministère de la Justice, *Rapport d'activité 2017*, Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, Luxembourg, 2018.
- Ministère de la Justice, *Rapport d'activité 2018*, Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, Luxembourg, 2019.
- Ministère de la Justice, *Rapport d'activité 2019*, Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, Luxembourg, 2020.
- Ministère de l'Éducation, *L'Unité de sécurité du centre socio-éducatif de l'État accueille des mineurs depuis le 1er novembre*, <http://www.men.public.lu/fr/actualites/articles/communiques-conference-presse/2017/11/07-unisec/index.html>, accessed 15.06.2020.
- Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et Ministre de la Justice, *Note au Conseil du Gouvernement du Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et du Ministre de la Justice*, <https://gouvernement.lu/dam-assets/documents/actualites/2018/03-mars/28-braz-meisch-jeunesse/note-au-conseil-du-gouvernement-du-menej-et-du-mjust.pdf>, accessed on 10.03.2021.
- MONTI Claudia, *Contre le placement de mineurs au CPL*, <https://www.wort.lu/fr/luxembourg/mineurs-detenus-a-schrasig-l-ombudsfra-attaque-le-parquet-se-defend-5a8ed453c1097cee25b80ea0>, accessed 20.06.2020.
- O'BRIEN Wendy and FITZ-GIBBON Kate, 'The Minimum Age of Criminal Responsibility in Victoria (Australia): Examining Stakeholders' Views and the Need for Principled Reform', in *Youth Justice* (17/2), pp. 134-152.
- Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK), *Rapport 2003 au Gouvernement et au Président de la Chambre des Députés*, ORK, Luxembourg, 2003.
- Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK), *Rapport 2007 au Gouvernement et à la Chambre des Députés*, ORK, Luxembourg, 2007.
- Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK), *Rapport 2009 au Gouvernement et à la Chambre des Députés*, ORK, Luxembourg, 2009.
- Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK), *Rapport 2019 au Gouvernement et à la Chambre des Députés*, ORK, Luxembourg, 2019.
- Parquet Général, *Communiqué du Parquet Général concernant le placement d'un mineur au Centre Pénitentiaire de Luxembourg en date du 24.01.2020*, <https://justice.public.lu/fr/actualites/2020/01/communiqu-parquet-general-mineur-au-cpl.html>, accessed 20.06.2020.
- PENNER Erika K., VILJOEN Jodi L., DOUGLAS Kevin S. and ROESCH Ronald, 'Procedural justice versus Risk Factors for Offending: Predicting Recidivism in Youth', in *Law and Human Behaviour* (38/3), pp. 225-237.
- PETERS Ulla, 'Luxembourg', in SCHMIT Charel, LELLINGER Danielle, PETERS Ulla (eds.), *Minors deprived of liberty*, Arc – Archiv fir sozial Aarbescht, Bildung and Erzéiung, Luxembourg, 2013.
- PETROSINO Anthony, TRUPIN-PETROSINO Carolyn, HOLLIS-PEEL Meghan E. and LAVENBERG Julia G. (2013). 'Scared Straight and Other Juvenile Awareness Programs for Preventing Juvenile Delinquency: A Systematic Review', in *Campbell Systematic Reviews* (9/5), pp. 6-55.
- Pledge by Luxembourg*, <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/CRC/CRC30Pledges/Pages/Luxembourg.aspx>, accessed 20.06.2020.
- Portail des Statistiques, *Territory*, <https://statistiques.public.lu/stat/TableViewer/tableView.aspx>, accessed 20.06.2020.

Projet de loi instituant un régime de protection de la jeunesse et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, Dossier Parlementaire n° 7276, 2018/19.

Question parlementaire N° 541, 22.03.2019.

Question parlementaire N° 581, 29.03.2019.

Question parlementaire N° 595, 3.04.2019.

Question parlementaire N° 743, 2.07.2019.

Question parlementaire N° 851, 1.07.2019.

Question parlementaire N° 1260, 22.09.2019.

Question parlementaire N° 1521, 25.11.2019.

Question parlementaire N° 1782, 27.01.2020.

Riyadh Guidelines, UN General Assembly resolution 45/112 of 14 December 1990.

RUBIN Herbert J. and RUBIN Irene, *Qualitative Interviewing: The Art of Hearing Data*, SAGE Publications Inc., Thousand Oaks, London, 2012.

SCHMIT Charel, LELLINGER Danielle and PETERS Ulla, *Minors deprived of liberty*. Arc – Archiv fir sozial Aarbescht, Bildung and Erziéung, Luxembourg, 2013.

SEKOL Ivana, 'Peer violence in adolescent residential care: A qualitative examination of contextual and peer factors', in *Children and Youth Services Review* (35), pp. 1901-1912.

Service du contrôle externe des lieux privatifs de liberté, Les privations de liberté par la police grand-ducale, Service du contrôle externe des lieux privatifs de liberté, Luxembourg, 2011.

Service du contrôle externe des lieux privatifs de liberté, Les privations de liberté par la police grand-ducale – Rapport de suivi, Service du contrôle externe des lieux privatifs de liberté, Luxembourg, 2015.

SHEN Anqi, 'The Age of Criminal Responsibility and Juvenile Justice in Mainland China: A Case Study', in *Northern Ireland Legal Quarterly* (67/3), pp. 357-371.

SPAIN Alexandra C., 'Bullying among young offenders: findings from a qualitative study', in IRELAND Jane L. (ed.), *Bullying among Prisoners. Innovations in theory and research*, Willian Publishing, Oregon, 2005.

STATEC, *Luxembourg in Figures*, Statec, Luxembourg, 2019.

STEINBERG Laurence, 'Risk taking in adolescence. New perspectives from brain and behavioural science', in *Association for Psychological Science* (16/2), pp. 55-59.

STONE Nigel, 'The View From the Cliff Edge: Patrolling the Juvenile-Adult Age Boundary', in *Youth Justice* (19/2), pp. 158-169.

SUTHERLAND Elaine, 'Raising the minimum age of criminal responsibility in Scotland: law reform at last?', in *Northern Ireland Legal Quarterly* (67/3), pp. 387-406.

20 Minutes avec AFP, *Présidentielle: Emmanuel Macron veut interdire aux délinquants l'accès à certaines zones*, <https://www.20minutes.fr/elections/2016439-20170217-presidentielle-emmanuel-macron-veut-interdire-delinquants-acces-certaines-zones>, accessed 23.06.2020.

ULVELING Auguste, *Protection de l'Enfance – Patronage des détenus et libérés*, Heintzé, Luxembourg, 1890.

United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC), *Justice in Matters Involving Children in Conflict with the Law: Model Law on Juvenile Justice and Related Commentary*, UNODC, Vienna, 2013.

United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC), *Manual for the Measurement of juvenile justice indicators*, UNODC, Vienna, 2006.

United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC), *Questions Transversales – Justice des mineurs: Compilation d'outils d'évaluation de la justice pénale*, UNODC, Vienna, 2008.

'Un mineur de 17 and incarcéré à Schrassig', *Le Quotidien* from 24.01.2020.

Annex 1 – List of Interviewees

Twelve interviewees took part in the eleven interviews that make up the empirical part of this study. This is a list of all interviewees with their job titles and important background information.

Interviewees were split into two categories:

Policy Makers

- Sam Tanson, Ministre de la Justice (Justice Minister). Also holds the office of Minister of Culture.
- Henri Kox, Ministre délégué à la Sécurité Intérieure (Minister Delegate of Inner Security). Primarily works as Minister for Housing and is also Minister Delegate of Defence.
- Gilles Dhamen, Chef de Direction de la Direction Générale de l'Aide à la Famille (Chief of Staff of the General Office for Family Support). Spoke on behalf of Claude Meisch, Ministre de l'Éducation Nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (Minister for Education, Childhood and Youth), who was delayed in the Chambre des Députés (the Parliament of Luxembourg) due to the COVID-19 pandemic.

- Charel Schmit, employed by the Ministry of Education and the Ministry of Justice to work on the Youth Justice Reform. Teacher and Expert in Pedagogy by training.
- Marie Anne Rodesch-Hengesch, First Luxembourgish Ombudsman for Children's Rights, between 2003 and 2012. Social worker by training.
- René Schlechter, Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (Ombudsman for Children and Juveniles). Was supported by Françoise Gillen, Conseillère de Direction 1ère Classe, Juriste (Directoral and Legal Advisor).

Practitioners

- Simone Flammang, Premier Avocat Général du Parquet Général (First Advocate General in the Prosecutor General's Office); and previously Juge de la Jeunesse (Youth Judge) between 2011 and 2015.
- Jackie Frapporti, Agent de Probation au Service Central d'Assistance Sociale (Youth Probation Officer at Central Social Services). Responsible for overseeing and arranging community service for minors.
- Ralph Schroeder, Directeur du Centre Socio-Educatif de l'État à Dreibern et à Schraassig (Director of the Secure Children's Home in Dreibern and Schraassig).
- Stefan Mackel, Directeur Adjoint à AITIA, Institut Étatique d'Aide à l'Enfance et à la Jeunesse (Deputy Director of AITIA, State Institute for Child and Youth Support), an institution formerly known as Maisons d'Enfants de l'État (State Children's Homes). Responsible for education at CSEE Dreibern (the Secure Children's Home Dreibern), between 2004 and 2017.
- Claude Weis, Commissaire en Chef de la Police Judiciaire, Service Protection de la Jeunesse et Infractions à Caractère Sexuel (Chief Commissioner at the Judicial Police, Juvenile Protection and Sexual Violence Unit).

Annex 2 – List of Locations, Services, and Concepts

- Centre Pénitencière du Luxembourg (CPL) in Schraassig. The only Luxembourgish closed prison, which is located in Schraassig, although on a different site than the CSEE Schraassig. Schraassig (or Schraasseg in Luxembourgish) is synonymous with the prison.
- Centre Socio-Éducatif de l'État (CSEE). Secure Children's Home holding children up to the age of 18 who have been placed there by the court – there are two such homes one in Dreibern (Dräibuer in Luxembourgish) for boys and one in Schraassig (Schraasseg in Luxembourgish) for girls. All major facilities are on the site of Dreibern, as such the word Dreibern is synonymous for all Secure Children's Homes.
- Conseil d'État (Council of State). Governmental body issuing an opinion on all government and parliament bills and draft regulations.
- Loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse (Juvenile Protection Law of 10th August 1992). The Luxembourgish law regulating responses to all welfare issues that concern minors, including juvenile delinquency.
- Ombuds Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK) (Ombudscommittee for Children's Rights). Mediation service for children and adolescents and oversight body in charge of protecting Children's Rights in Luxembourg – Change of name after legal reform in March 2020, now called Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKAJU) (Ombudsman for Children and Adolescents).
- Plutôt éducatif que répressif (Prioritising education over repression). The maxim on which the Luxembourgish approach to juvenile delinquency is built since the early 19th century.
- Service Central d'Assistance Sociale (SCAS) (Central Social Services)
- Unité de Sécurité (Unisec). Juvenile Detention Centre on the site of CSEE Dreibern. Closed detention facility for children and juveniles aged 0 to 18 years. Can house up to 12 juveniles, 9 boys and 3 girls.

Annex 3 – List of Acronyms

- CPL - Centre Pénitencière du Luxembourg (Adult Prison)
- CSEE – Centre Socio-Éducatif de l'État (Secure Children's Home)
- MACR – Minimum Age of Criminal Responsibility
- ORK - Ombuds Comité fir d'Rechter vum Kand (Ombudscommittee for Children's Rights) – Since renamed OKaJu – Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (Ombudsman for Children and Adolescents)
- SCAS - Service Central d'Assistance Sociale (Central Social Services)

RENÉ SCHLECHTER, FRANÇOISE GILLEN

Avis de l'ORK / OKAJU en 2020

Auteur.rice – Author – Autor/in

René Schlechter a fait ses études d'histoire à Paris (Licence), suivi par des études en Sciences de l'éducation à Münster (Dipl-Päd). Il a aussi participé à différentes formations complémentaires comme conseiller conjugal et en thérapie familiale. Monsieur Schlechter a travaillé dans un centre de consultation psychologique, puis il était pendant 20 ans chargé de direction du Kanner – Jugendtelefon (Service d'écoute anonyme). En 2013 il est devenu Ombudsman pour les droits de l'enfant, resp. Ombudsman pour les enfants et les jeunes (2020).

Françoise Gillen, Adjointe à l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher, juriste, a fait des études de droit à l'Université de Strasbourg. Elle a été Conseillère au ministère de l'Économie pendant trois ans (1995-1998). Entre 1998 et 2009 Françoise Gillen était Conseillère de direction à l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR) avant d'être engagée au sein de l'Ombuds-Comité pour les droits de l'enfant (depuis 2021 Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher) où elle s'occupe des affaires juridiques et des conseils juridiques. Elle a également suivi une formation continue en médiation familiale.

René Schlechter studied history in Paris (Licence), followed by studies in educational sciences in Münster (Dipl-Päd). He also participated in various further training courses as a marriage counsellor and in family therapy. Mr. Schlechter worked in a psychological counselling centre and was for 20 years in charge of the Kanner - Jugendtelefon (anonymous listening service). In 2013 he became Ombudsman for Children's Rights and Ombudsman for Children and Young People (2020).

Françoise Gillen, Deputy Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher, a lawyer, studied law at the University of Strasbourg. She was an advisor in the Ministry of Economy for three years (1995-1998) and a senior management advisor at the Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR) (between 1998 and 2009). In 2009 she joined the Ombudsman-Committee for the Rights of the Child (since 2021 Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher), where she is responsible for legal affairs and legal advice. She has also taken further training in family mediation.

René Schlechter studierte Geschichte in Paris (Licence), gefolgt von einem Studium der Erziehungswissenschaften in Münster (Dipl-Päd). Außerdem nahm er an verschiedenen Zusatzausbildungen als Eheberater und in Familientherapie teil. Herr Schlechter arbeitete in einer psychologischen Beratungsstelle, danach war er 20 Jahre lang Leitungsbeauftragter des Kanner - Jugendtelefons (Anonyme Beratungsstelle). Im Jahr 2013 wurde er Ombudsman für die Rechte des Kindes beziehungsweise Ombudsman für Kinder und Jugendliche (2020).

Françoise Gillen, Beigeordnete des Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher, Juristin, studierte Rechtswissenschaften an der Universität Straßburg. Sie war drei Jahre lang Beraterin im Wirtschaftsministerium (1995-1998). Von 1998 bis 2009 war sie Direktionsberaterin des Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR), bevor sie beim Ombuds-Komitee für die Rechte des Kindes (seit 2021 Ombudsman für Kinder und Jugendliche) als Juristin angestellt wurde, wo sie sich um Rechtsfragen und die Rechtsberatung kümmert. Außerdem hat sie eine Weiterbildung in Familienmediation absolviert.

Résumé – Abstract – Zusammenfassung

Cet article contient un rapport détaillé sur les recommandations de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK) avait faites aux législateurs dans le passé. De 2013 à aujourd'hui, l'organisation s'est efforcée d'améliorer la loi actuelle sur la protection de la jeunesse de 1992, qui est dépassée, car elle ne fait notamment pas de distinction entre les mineurs en conflit avec la loi et les mineurs ayant besoin d'aide. En ce qui concerne la protection des mineurs, l'ORK dénonce le transfert automatique du pouvoir punitif et suggère de donner au juge la possibilité de se prononcer sur cette question au cas par cas. L'année suivante, l'ORK a recommandé le développement de mesures socio-éducatives pour permettre aux familles de continuer à remplir leur rôle éducatif. Le maintien du jeune dans sa famille et son milieu de vie doit être une priorité et des alternatives à la détention des jeunes doivent être recherchées. Avec le démarrage des efforts de la réforme de la loi en 2016, l'ORK a également plaidé pour l'applicabilité de la loi aux mineurs non accompagnés. La nouvelle loi sur la protection des mineurs devrait clairement indiquer que tout enfant au Luxembourg en situation de détresse a droit à l'assistance de l'Office Nationale de l'Enfance (ONE). En outre, une loi aux dispositions clairement définies est nécessaire pour garantir un système de justice véritablement adapté aux enfants. En ce qui concerne la « justice adaptée aux enfants », l'ORK appelle le législateur à reconsidérer la procédure d'intervention de la police dans les affaires de protection de l'enfance, car l'intervention de la police peut provoquer un traumatisme dans l'environnement familial.

This article contains a detailed report on the recommendations that the Ombuds-Committee for children's rights (ORK) has given to the legislators in the past. Since 2013, the organisation has lobbied to improve the outdated current Juvenile Justice Act of 1992, as it, among other things, fails to distinguish between minors in conflict with the law and minors in need of assistance. In relation to the protection of minors, the ORK denounced the automatic transfer of punitive power and suggested that the judge be given the opportunity to decide on this issue on a case-by-case basis. The following year, the ORK recommended the development of socio-educational measures to help families to fulfil their educational role. Leaving the young person within the family and his or her living environment should be a priority, as should the search for alternatives to detention. With the beginning of the reform process in 2016, ORK also advocated for the applicability of the law to unaccompanied minors. The new law on the protection of minors should clearly state that any child in Luxembourg who is in distress has a right search assistance by the Office Nationale de l'Enfance (ONE). Furthermore, a law with clearly defined provisions is needed to ensure a truly child-friendly justice system. With regard to "child-friendly justice", ORK calls on the legislator to reconsider the procedure for police intervention in child protection matters, as police intervention can cause trauma in the family environment.

Dieser Beitrag enthält einen detaillierten Bericht über die Empfehlungen, die das Ombudskomitee für Kinderrechte (ORK) in der Vergangenheit an den Gesetzgeber gerichtet hatte. Von 2013 bis heute hat die Organisation auf die Verbesserung des veralteten, aktuellen Jugendschutzgesetzes von 1992 hingearbeitet, da dieses nicht unterscheidet zwischen Minderjährigen, die mit dem Gesetz in Konflikt stehen, und Minderjährigen, die Hilfe benötigen. Im Zusammenhang mit dem Jugendschutz prangerte das ORK die automatische Übertragung der Strafgewalt an und schlug vor, dem Richter die Möglichkeit zu geben, von Fall zu Fall über diese Frage zu entscheiden. Im darauffolgenden Jahr empfahl das ORK die Entwicklung sozialpädagogischer Maßnahmen, um die Familien in die Lage zu versetzen, ihrer Erziehungsaufgabe weiterhin gerecht zu werden. Der Verbleib des jungen Menschen mit seiner Familie und seinem Lebensumfeld sollte Vorrang haben und es sollten Alternativen zu der Inhaftierung für junge Menschen gesucht werden. Mit Beginn der Reformbestrebungen im Jahr 2016 setzte sich das ORK auch für die Anwendbarkeit des Gesetzes auf unbegleitete Minderjährige ein. Das neue Jugendschutzgesetz sollte eindeutig klarstellen, dass jedes Kind in Luxemburg, das sich in einer Notlage befindet, ein Recht auf Unterstützung durch das Office Nationale de l'Enfance (ONE) hat. Außerdem ist ein Gesetz mit klar definierten Bestimmungen erforderlich, um eine wirklich kinderfreundliche Justiz zu gewährleisten. Im Hinblick auf eine „kinderfreundliche Justiz“ fordert das ORK den Gesetzgeber auf, das Verfahren für polizeiliches Einschreiten in Kinderschutzangelegenheiten zu überdenken, da ein polizeiliches Einschreiten im familiären Umfeld ein Trauma auslösen kann.

AVIS DE L'ORK / OKAJU EN 2020

René Schlechter, Françoise Gillen

(Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand)

Le système national de protection de la jeunesse, et surtout la réforme de la loi sur la protection de la jeunesse, a été un des sujets transversaux les plus récurrents et discutés par l'ORK. Un cadre juridique adapté et adéquat pour garantir les droits des enfants et qui protège chaque enfant contre des violations représente en effet un des piliers d'un système des droits de l'enfant qui se respecte.

Depuis le premier rapport sous le mandat de M. Schlechter, l'ORK a rappelé dans chaque rapport annuel l'importance de procéder avec une réforme de la loi sur la protection de la jeunesse de 1992, et a fourni des recommandations sur la direction à prendre. Ainsi, en 2013, l'ORK rappelle que « le projet de loi 5351, déposé en 2004 et « suspendu » en 2011, portant modification de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse, n'a toujours pas abouti à une nouvelle proposition de texte. Il y a urgence à légiférer en la matière. »

L'ORK recommande d'y prévoir la possibilité pour le juge de se prononcer au cas par cas sur le transfert de l'autorité parentale. On pourrait concevoir que l'autorité parentale puisse, si l'intérêt de l'enfant l'exige, s'exercer de manière conjointe entre l'institution et les parents. L'ORK fait un appel à la politique pour promouvoir les solutions alternatives au placement et de s'en donner les moyens. Dans ce contexte, l'ORK recommande aussi d'établir un cadre légal clair afin d'améliorer la transparence des lieux où des enfants sont privés de liberté et de protéger ainsi efficacement leurs droits.

En 2014, l'ORK revient sur le sujet, en soulignant que la loi luxembourgeoise en vigueur pour la protection de la jeunesse ne donne pas les garanties procédurales dont toute personne, majeure ou mineure, doit profiter et ne permet pas de garantir les droits de l'enfant quand il s'agit d'un placement d'un mineur en lieu privatif de liberté. En effet, la loi ne parle pas du tout de détention de mineurs, mais uniquement de placement, même quand ce placement se fait dans un lieu privatif de liberté. Or, des enfants sont placés pour toute une série de raisons, mais la loi sur la protection de la jeunesse, qui a pour but de protéger tous les enfants, ne prévoit pas de vraie distinction entre mineurs en conflit avec la loi et des mineurs qui sont victimes de négligences ou violences. L'ORK réitère donc sa recommandation de procéder en urgence à la réforme de la loi sur la protection de la jeunesse.

Toujours lié à la protection de la jeunesse, en 2014 l'ORK se prononce également sur le transfert de l'autorité parentale, qui se fait de façon automatique sous la loi actuellement en vigueur. En outre, il est constaté que la loi sur la protection de la jeunesse en vigueur ne prévoit pas, de façon systématique, de prendre en considération l'opinion d'un enfant lors d'une décision de placement.

En 2015, la réforme de la loi sur la protection de la jeunesse a encore fait l'objet de recommandations de la part de l'ORK. Notamment, il a été recommandé d'assurer une différence entre des mesures de sanctions pour des actes illégaux commis par un enfant d'une part, et des mesures d'aide à un enfant en difficulté et/ou victime de négligence ou violence d'autre part. De plus, l'ORK a remarqué le retard du Luxembourg, par rapport à ses voisins, dans le développement de mesures socio-éducatives pour permettre aux familles de continuer à remplir leur rôle éducatif, et pour se distancier de l'unique approche actuelle qui consiste à vouloir protéger les enfants de leurs parents. Une priorité pour le maintien du jeune dans son milieu de vie et dans sa famille devrait être donnée, plutôt que de recourir au placement institutionnel. Pour y arriver, il est essentiel de favoriser la collaboration de la famille en utilisant les outils que sont l'accompagnement éducatif et la médiation.

Pour les jeunes en conflit avec la loi, la médiation peut aussi servir d'outil, à côté de mesures telles que les concertations restauratrices en groupe ou le travail d'intérêt général, qui sont de nature plus éducative que punitive. Encore aujourd'hui il y a des enfants qui sont placés en détention, malgré des années de discussions autour de cette pratique et un engagement politique à limiter la privation de la liberté des enfants, et surtout d'assurer que ceux-ci ne soient pas placés dans des structures inadaptées telles que les prisons pour adultes. La privation de la liberté ne devrait être appliquée qu'en dernier recours, dans une structure adaptée aux mineurs et pour une durée la plus courte possible, en tenant compte de l'intérêt supérieur de l'enfant. L'ORK reste attaché à sa position de principe qu'il faut absolument cesser de placer des mineurs au Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL).

En 2015, l'ORK a également réitéré son opinion que, sauf motifs graves, il ne convient pas d'enlever l'autorité parentale des parents de façon automatique lors d'un placement d'un enfant, et d'exclure ainsi le parent de toute décision future concernant leur enfant.

Dans l'intérêt supérieur de l'enfant, un retour en famille devrait être, de principe, l'objectif souhaité. Pour que cela reste une possibilité réelle, et pas seulement une hypothèse abstraite, il est indispensable de travailler sur la restauration ou

le renforcement du lien entre l'enfant placé et ses parents, ce qui paraît difficilement faisable si les parents sont mis à l'écart. Pendant l'année 2015 l'ORK a traité plusieurs dossiers qui démontraient que les parents qui perdent la garde et l'autorité parentale de leur enfant se sentent souvent malmenés et incompris, et qu'ils reçoivent souvent très peu d'informations concernant les raisons du placement, les possibilités de recours, ainsi que les services vers lesquels ils peuvent se diriger.

L'exercice de l'autorité parentale dans le cadre d'un placement devrait être guidé par :

- 1) l'intérêt supérieur de l'enfant, par lequel on doit trouver un équilibre qui permet un lien avec les parents sans pour autant nuire à la protection de l'enfant ;
- 2) un esprit de coopération, par lequel la posture professionnelle sera le respect et la reconnaissance des parents de l'enfant placé, et la recherche entente qui permet de coopérer autour de l'enfant ;
- 3) une prise de décision au cas par cas, capable de flexibilité pour répondre aux besoins spécifiques de chaque enfant et situation.

Ainsi, l'ORK a proposé d'insérer, dans le texte de loi sur la protection de la jeunesse, que le maintien des liens entre l'enfant et ses parents et avec ses frères et sœurs, majeurs ou mineurs, doit être facilité et mis en œuvre. Les besoins affectifs de l'enfant et le risque de rupture avec la famille doivent être pris en compte dans le texte de loi. Cela exigera des efforts considérables par les professionnels pour solliciter les parents, pour les associer aux décisions et pour les faire adhérer aux mesures d'aide proposées. Ce n'est pas une tâche facile, mais elle s'impose dans l'intérêt supérieur de l'enfant.

L'ORK a constaté déjà en 2015 que les institutions ont reconnu ce besoin de travailler avec les parents pour qu'un retour en famille soit envisageable, et pour permettre à l'enfant de comprendre et d'accepter sa situation. Reste encore au Gouvernement et au législateur de finaliser la réforme sur la loi de la protection de la jeunesse pour assurer qu'un cadre juridique adapté soit en place.

En 2016, l'ORK est encore revenu sur la réforme de la loi de la protection de la jeunesse, félicitant le Ministre de la justice Félix Braz de son intention de réformer la loi par une approche visant à impliquer de façon positive les parents dans les mesures d'aide et de soutien pour l'enfant, et plaidant pour une adoption rapide de la réforme, qui mettrait notamment fin au transfert automatique de l'autorité parentale en cas de placement.

La même année, l'ORK a également plaidé pour que la nouvelle loi soit applicable aussi aux mineurs non accompagnés. En effet, depuis la forte augmentation de mineurs non accompagnés arrivant au pays depuis 2015, le besoin d'un cadre juridique clair qui couvre également ces enfants – qui nécessitent souvent plus que d'autres des soins spéciaux – est devenu flagrant. Or, la loi sur la protection de la jeunesse datant de 1992 se limite à protéger les enfants qui sont résidents au Luxembourg, laissant les mineurs non accompagnés dans un flou juridique.

Dans son rapport de 2017, l'ORK constate que l'avant-projet de loi a été finalisé, et que ce dernier devrait être déposé en tant que projet de loi afin de lancer, finalement, un débat politique plus large et pouvoir s'accorder sur une nouvelle loi tant attendue.

En 2018, l'ORK s'exprime encore sur la réforme et fait remarquer que la loi actuellement en vigueur, qui date de 1992, doit absolument être remplacée car elle ne s'applique pas aux jeunes en détresse en absence de parents ou représentants légaux, puisqu'il faut pouvoir retirer l'autorité parentale de quelqu'un. Le vide juridique qui est causé est réel, et l'ORK a vu deux cas concrets dans l'année, où des très jeunes enfants sont restés entièrement sans protection et où aucune autorité nationale ne se sentait responsable pour agir. La nouvelle loi sur la protection de la jeunesse doit rendre parfaitement clair que chaque enfant se trouvant en détresse sur le territoire luxembourgeois a le droit à une assistance par l'Office National de l'Enfance (ONE).

L'ORK a aussi souligné sa satisfaction du fait que le nouveau projet de loi sur la protection de la jeunesse, déposé le 13 avril 2018, ne prévoit plus de transférer l'autorité parentale de façon automatique lors d'un placement d'un enfant.

Cela constitue un vrai et profond changement de paradigme, par lequel les professionnels des structures d'hébergement ne pourront plus se substituer aux parents, mais devront développer de modalités nouvelles de collaboration.

L'ORK reconnaît que ce changement provoque cependant une certaine inquiétude parmi les professionnels de la protection de la jeunesse, et recommande qu'une réflexion collective, incluant tous les domaines pertinents, soit menée afin de se préparer et développer des démarches pratiques nouvelles.

En 2019, l'ORK a émis un avis sur le Projet de loi 7276¹ instituant un régime de protection de la jeunesse. Dans cet avis, l'ORK fait une série de considérations générales sur le texte du projet de loi, et salue les progrès prévus concernant la priorité à donner au maintien de l'enfant dans son milieu familial ainsi que le maintien de l'autorité parentale auprès de parents même en cas de placement judiciaire.

En ce qui concerne la discussion autour d'un droit pénal pour mineurs, l'ORK a rappelé que le Luxembourg est un des rares pays qui se revendique d'une approche uniquement de protection du jeune en renonçant à se doter d'un Code pénal spécifique pour mineurs. Néanmoins, l'actuelle loi sur la protection de la jeunesse fait référence à des jeunes en conflit avec la loi et prévoit des mesures de sanction, sans pour autant prévoir les garanties procédurales qui devraient aller avec.

Une vraie « justice adaptée aux enfants » (child friendly justice) exige aussi qu'une telle loi soit formulée de façon à ne pas s'adresser uniquement aux spécialistes du judiciaire, mais qui peut aussi être comprise par les professionnels du terrain, les familles et les jeunes. Une loi avec des dispositions clairement définies sera mieux comprise par toutes les parties impliquées, ce qui rendrait le système judiciaire mieux adapté aux enfants, accroîtrait le respect de leurs droits, renforcerait leurs possibilités de participation effective, et améliorerait ainsi le fonctionnement de la justice.

Au niveau plus spécifique, l'avis contient également des recommandations concernant le droit de visite des parents d'enfants placés par le juge, qui devrait, selon l'ORK, être assuré de façon régulière, fiable et adaptés aux besoins de chaque enfant, afin de maintenir un lien entre enfant et parents toujours là où ce n'est pas nuisible à l'enfant. Le refus de contact d'un enfant avec ses parents ne doit jamais être utilisé en tant que sanction ou pour mettre de la pression sur le jeune.

L'ORK reste également attaché à sa position de principe qu'il faut absolument cesser de placer des mineurs au CPL.

Un enfant peut, en dernier ressort et pour la durée la plus courte possible, se voir privé de sa liberté. Néanmoins, cela doit toujours se faire dans un endroit adapté à l'enfant. Une prison pour adultes ne sera jamais un lieu adapté. Il faudrait également des règles très claires concernant la raison, les modalités et la durée de la privation de la liberté d'un jeune.

En ce qui concerne la « child friendly justice », l'ORK invite aussi le législateur à repenser la procédure de l'intervention de la police en matière de protection de l'enfance. Le fait de faire intervenir la police, en uniforme ou en civil, risque de traumatiser les enfants et traite inutilement les parents comme des « criminels ». Plutôt, le transfert d'un enfant devrait être préparé et organisé par les acteurs du secteur socio-éducatif. En cas de situation de danger, la police est en charge, mais doit bien adapter son intervention au cas par cas.

Finalement, par rapport aux familles d'accueil, qui sont des acteurs clé dans la protection de l'enfance, l'ORK souligne qu'il faudra trouver une façon de collaborer avec eux d'une façon constructive suite à la réforme en cours sur la protection de la jeunesse. En effet, quand l'autorité parentale ne sera plus transférée des parents biologiques de façon automatique, les familles d'accueil vont devoir faire face à leurs intérêts. Un équilibre devra se trouver, qui permet aux familles d'accueil de mener à bien leur travail et construire des relations de confiance avec les enfants qu'ils accueillent.

1. Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand, 2019 - Avis de l'ORK sur le Projet de loi 7276 instituant un régime de protection de la jeunesse, <http://ork.lu/index.php/fr/den-ork-get-sain-avis/830-2019-avis-de-l-ork-sur-le-projet-de-loi-7276-instituant-un-regime-de-protection-de-la-jeunesse-2>, accédé le 23.03.2021.

Une loi sur la protection des enfants doit consacrer notre bienveillance à leur égard

Auteur.rice – Author – Autor/in

Monsieur **Gilbert Pregno** est psychologue, thérapeute familial, formateur et auteur de nombreux articles sur la prise en charge des familles et sur les droits des enfants. Le 19 mars 2019, Monsieur Gilbert Pregno a été réélu comme président de la Commission consultative des droits de l'Homme au Grand-Duché de Luxembourg (CCDH).

Maître Deidre Du Bois a obtenu une Maîtrise en droit privé général et une Maîtrise en droit privé avec une spécialisation en administration de la justice en juillet 1995 après ses études de droit à l'Université Panthéon/Assas, Paris II. Elle a été admise au Barreau de Luxembourg en 1996 en qualité d'avocat stagiaire au sein de l'étude Dupong et Lecuit et depuis 2001 elle est associée de l'étude Dupong, Krieps, Du Bois & Dias Videira. Elle est spécialisée dans le droit de la famille et des mineurs et s'occupe notamment des questions de séparation et de divorce. En tant qu'avocate des enfants, elle représente régulièrement des mineurs dans des procédures judiciaires.

Mister Gilbert Pregno is a psychologist, family therapist, trainer and author of numerous articles on family care and children's rights. On 19 March 2019, Mr Gilbert Pregno was re-elected as President of the Consultative Commission on Human Rights in the Grand Duchy of Luxembourg (CCDH).

'Maître' Deidre Du Bois obtained a 'Maîtrise' in General Private Law and a 'Maîtrise' in Private Law with a specialization in Administration of Justice in July 1995 after her law studies at the University Panthéon/Assas, Paris II. She was admitted to the Luxembourg Bar in 1996 in her capacity as a trainee lawyer in the law firm Dupong and Lecuit and since 2001, she is a business partner at the law firm Dupong, Krieps, Du Bois & Dias Videira. Mrs. Du Bois specialized in family and juvenile law and deals with separation and divorce matters. As a children's lawyer, she regularly represents minors in court proceedings.

Herr Gilbert Pregno ist Psychologe, Familientherapeut, Ausbilder und Autor zahlreicher Artikel über Familienbetreuung und Kinderrechte. Außerdem wurde Herr Pregno am 19. März 2019 als Präsident der Beratenden Kommission für Menschenrechte im Großherzogtum Luxemburg (CCDH) wiedergewählt.

Rechtsanwältin Deidre Du Bois hat seit Juli 1995 einen Abschluss in Allgemeinem Privatrecht sowie in Privatrecht mit Schwerpunkt Rechtspflege nach ihrem Studium der Rechtswissenschaften an der Universität Panthéon/Assas, Paris II. Ihre Zulassung bei der Rechtsanwaltskammer Luxemburg erfolgte 1996 in ihrer Eigenschaft als Rechtsreferendarin in der Kanzlei Dupong und Lecuit und sie ist seit 2001 Partnerin in der Rechtsanwaltskanzlei Dupong, Krieps, Du Bois & Dias Videira. Sie ist auf Familien- und Jugendrecht spezialisiert und befasst sich mit Trennungs-, Scheidungs-, und Sorgerechtsfragen. Sie vertritt als Kinderanwältin regelmäßig Minderjährige in Gerichtsverfahren.

Résumé – Abstract – Zusammenfassung

Gilbert Pregno et Maître Deidre Du Bois écrivent principalement à propos de la détention des mineurs, ainsi que du placement des mineurs. Lors de la détention des mineurs, des alternatives pour l'incarcération des mineurs doivent être recherchées, car la Convention relative aux droits de l'enfant stipule que les mineurs ayant commis des infractions sont les plus vulnérables et doivent donc bénéficier de plus de garanties procédurales que les adultes. Une critique majeure est également que les mineurs ayant commis des infractions sont placés dans les mêmes institutions que les adultes, en violation des principes de la Convention des droits de l'homme, des libertés fondamentales et de la Convention internationale des droits de l'enfant. En outre, il est souligné que la détention de mineurs doit être une mesure de dernier recours, qu'elle doit être limitée aux infractions pénales, être temporaire et, le cas échéant, qu'elle ne doit être que pour une période appropriée plus courte. Monsieur Gilbert Pregno et Maître Deidre Du Bois critiquent donc également le placement des mineurs. Les mesures de placement d'enfants doivent également être un dernier recours et nécessairement temporaires, car elles constituent une intrusion importante dans la vie privée et familiale du mineur et de ses parents. La mesure peut être justifiée dans des situations dangereuses, par exemple dans le cas de parents criminels ou malades mentaux qui mettent en danger la vie et l'intégrité des enfants.

Gilbert Pregno and 'Maître' Deidre Du Bois are mainly writing about the detention of minors, as well as about the placement of minors. When detaining juveniles, alternatives for the incarceration of juveniles should be sought, as the Children's rights convention states that juveniles who have committed offences are the most vulnerable and should therefore be afforded more procedural guarantees than adults. A major criticism here is also that juveniles, who have committed offences, are placed in the same institutions as adults, in violation of the principles of the Convention on Human Rights, fundamental freedoms and the International Convention on the Rights of the Child. Furthermore, it is emphasized that the detention of juveniles should be measure of last resort, should be limited to criminal offences, should also be temporary and, if necessary, should only be for an appropriate shorter period and should also be temporary. Gilbert Pregno and 'Maître' Deidre Du Bois are therefore also critical of the residential placement of minors. Child placement measures should also be a last resort and necessarily temporary, as they constitute a major intrusion into the private and family life of the minor and his or her parents. This measure may be justified in dangerous situations, for example criminal or mentally ill parents who endanger the life and integrity of the children.

Gilbert Pregno und Rechtsanwältin Deidre Du Bois schreiben hauptsächlich über die Inhaftierung von Minderjährigen, als auch über die Unterbringung von Minderjährigen. Bei der Inhaftierung von Minderjährigen soll nach Alternativen für den Freiheitsentzug von Minderjährigen Ausschau gehalten werden, da die Kinderrechtskonvention vorschreibt, dass Minderjährige, die Straftaten begangen haben, besonders schutzbedürftig sind und ihnen deshalb mehr Rechtsgarantien zustehen sollten als den Erwachsenen. Ein großer Kritikpunkt hierbei ist ebenso, dass Jugendliche, die Straftaten begangen haben, in denselben Einrichtungen untergebracht werden wie Erwachsene, obschon dies einen Verstoß gegen die Grundsätze der Menschenrechtskonvention, gegen die Grundfreiheiten und gegen internationale Übereinkommen über die Rechte des Kindes darstellt. Zudem wird betont, dass die Inhaftierung von Jugendlichen das letzte Mittel sein sollte, auf Straftaten begrenzt werden, ebenfalls temporär sein und im Falle nur für einen angemessenen kürzeren Zeitraum erfolgen sollte. Herr Gilbert Pregno und Rechtsanwältin Deidre Du Bois kritisieren somit auch die Fremdunterbringung von Minderjährigen. Die Unterbringungsmaßnahmen für Kinder sollten ebenfalls das letzte Mittel darstellen und unbedingt temporär sein, da es einen erheblichen Eingriff in das Privat- und Familienleben des Minderjährigen und seiner Eltern darstellt. Die Maßnahme kann in Gefahrensituationen gerechtfertigt sein, zum Beispiel bei kriminellen oder psychisch kranken Eltern, die das Leben und die Integrität der Kinder gefährden.

UNE LOI SUR LA PROTECTION DES ENFANTS DOIT CONSACRER NOTRE BIENVEILLANCE À LEUR ÉGARD

Gilbert Pregno et Deidre Du Bois (*Commission consultative de droits de l'homme*)

Dès les années 90, la loi sur la protection de la jeunesse devait être modifiée pour tenir compte des nombreuses évolutions en la matière suite aux réformes qui avaient eu lieu dans nos pays voisins. Force est de constater que jusqu'à ce jour aucune évaluation globale du système protectionnel actuel n'a été faite. Le législateur ne dispose ni de statistiques, ni de rapports ou de recherches juridiques, sociologiques ou criminologiques qui permettraient d'analyser et de peser les avantages et les inconvénients d'un modèle protectionnel par rapport à un système de droit pénal pour mineurs.

Le système hybride, tel que le connaît le Luxembourg, qui mélange le système protectionnel tout en utilisant une procédure répressive, accorde finalement une grande place à l'esprit d'une philosophie répressive. En traitant tous les mineurs sous la même logique, le législateur crée une confusion entre les mineurs en infraction avec la loi et ceux qui ne le sont pas, mais qui devraient bénéficier essentiellement de mesures protectionnelles.

La loi laisse une trop grande marge d'interprétation aux juges et tribunaux de la jeunesse. Si cela a certes l'avantage de laisser aux magistrats une certaine flexibilité pour leur permettre d'adapter les réponses à la situation individuelle de chaque mineur, il faut néanmoins constater que les droits de la défense et les garanties procédurales fondamentales des mineurs et de leurs parents et/ou titulaires de l'autorité parentale risquent de ne pas être suffisamment garantis.

L'étude réalisée par la Commission consultative des Droits de l'Homme (CCDH) en 2015 synthétisant les décisions prises par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) en la matière mettait en exergue à quel point le juges strasbourgeois obligent les autorités nationales à protéger la santé des enfants et en même temps garantir le respect à une vie familiale des enfants et de leurs parents. La CEDH a toujours exigé que les autorités publiques envisagent d'abord des mesures moins radicales qu'une incarcération ou un placement de l'enfant. Et elle s'est aussi prononcée sur l'exécution de mesures « urgentes »: la CEDH a estimé que chaque mesure urgente doit être évaluée quant au principe de proportionnalité. La Cour a aussi insisté que toutes les mesures urgentes d'éloignement doivent en principe rester temporaires, le but ultime devant être de réunir l'enfant et ses parents.

La CCDH s'est toujours engagée pour une législation qui traite avec bienveillance les mineurs et qui met ces derniers au centre des préoccupations en tant que sujet et acteur de ses droits : tout doit être fait pour que cette « child-friendly » justice lui soit accessible.

Dans la suite nous allons nous concentrer sur deux aspects de notre législation : la question de l'incarcération des mineurs et celle des placements.

L'incarcération des mineurs

Il est primordial que tout doit être fait pour rechercher des modes alternatifs à l'emprisonnement des mineurs et de recourir à des mesures de dispersion. La CCDH estime que les mineurs qui ont commis des infractions sont ceux qui ont le plus besoin de protection et c'est la raison pour laquelle il est important de leur donner plus de garanties qu'aux adultes : ils ont moins de possibilités pour se défendre.

La privation de liberté des mineurs est traitée par de nombreuses normes supranationales, qui préconisent unanimement que la seule solution acceptable est le placement des mineurs dans une institution différente de celle réservée aux adultes.

Dès les années 1990, il a été constaté que le placement au Centre pénitentiaire de Luxembourg était inadmissible du point de vue des droits de l'enfant. Cette pratique, qui continue encore aujourd'hui, est fermement critiquée depuis des décennies par différentes instances nationales et internationales.

L'incarcération des mineurs dans une prison destinée aux adultes représente une grave entorse aux principes de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et libertés fondamentales ainsi que de la Convention internationale des droits de l'enfant.

Tout dispositif législatif maintenant une telle privation n'a jamais trouvé l'accord de la CCDH.

La CCDH insiste par ailleurs encore à ce que l'Unité de sécurité (UNISEC) n'accueille que des mineurs qui ont commis des infractions, et non pas des jeunes « désobéissants », auteurs d'incivilités, qui fuguent, manifestent des comportements indisciplinés ou refusent d'aller à l'école. Est-il besoin de rappeler que l'UNISEC remplit tous les critères d'une prison et il est dès lors évident que des mineurs n'ont pas leur place dans un centre pénitentiaire destiné à accueillir des adultes.

Par ailleurs toute loi sur la protection de la jeunesse, à l'instar du droit commun, doit clairement définir les types d'infraction qu'un mineur doit avoir commis pour être soumis à une mesure privative de liberté. Rappelons encore une fois que toute détention de mineurs doit être une mesure

de dernier ressort et limitée dans le temps et aux infractions graves. Il est aussi éminemment important de prévoir un âge minimum pour le placement d'un mineur dans une institution fermée. La possibilité de renvoyer les mineurs de plus de 16 ans devant les juridictions pénales ordinaires prévue à l'article 32 de la loi en vigueur est encore contraire aux recommandations du Comité des droits de l'enfant.

Il faut par ailleurs que chaque mineur en contact avec les autorités publiques, le juge de la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse, soit reconnu comme sujet de droits substantiels procéduraux lui garantissant tous les droits de la défense, tout en tenant compte de sa situation particulièrement vulnérable. De ce fait, il doit bénéficier de mesures spéciales de protection et de procédures adaptées à son âge, son niveau de maturité et son discernement.

Les garanties procédurales qui sont mises en place en matière de droit pénal pour adultes doivent constituer le minimum des garanties pour des mineurs en matière de protection de la jeunesse.

Force est cependant de constater que la loi luxembourgeoise ne garantit pas suffisamment le respect et la mise en œuvre effective de tous les droits de l'enfant et les garanties procédurales en matière pénale, tels que la présomption d'innocence, le respect des principes de légalité, de proportionnalité et de prévisibilité, le droit à l'information, le droit de participer effectivement à la procédure, le droit d'être entendu, le droit de bénéficier d'une assistance juridique ou de toute autre assistance appropriée, le droit à un interprète ou encore le droit d'accès au dossier. Les mêmes garanties et droits devraient d'ailleurs être accordés aux parents ou titulaires de l'autorité parentale.

Conformément au principe de prévisibilité, les mesures qui peuvent être prises ainsi que leurs conditions et critères d'applicabilité doivent être clairement définis dans la loi. Les pouvoirs du juge de la jeunesse et du tribunal de la jeunesse doivent être déterminés et limités. Toute décision doit être spécialement motivée et doit fixer avec précision la durée de la mesure, les objectifs à atteindre et des révisions efficaces et régulières dans des délais brefs. Des voies de recours accessibles et efficaces doivent être mises en place pour toute mesure prise par le tribunal de la jeunesse. Il faut garantir l'accès du mineur à un avocat de son choix qui sera tant le porte-parole du mineur que le défenseur de ses droits.

La CCDH s'est toujours inspirée des différentes normes internationales qui existent en la matière, dont notamment la Convention internationale relative aux droits de l'enfant, les Lignes directrices du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe sur une justice adaptée aux enfants, l'ensemble

des règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing) et la jurisprudence de la CEDH.

Les placements des enfants

Les mesures de placement judiciaire constituent une importante ingérence dans la vie privée et familiale du mineur et de ses parents et elles doivent absolument être le moyen de dernier recours et nécessairement être limitées dans le temps.

À la date du 1^{er} octobre 2020 il s'avère que le plus grand nombre de placements se font suite à l'intervention du tribunal de la justice : 72 pour cent pour les placements institutionnels, plus de 80 pour cent si l'on tient compte aussi des accueils en famille.

Ce sont souvent les professionnels du secteur de l'aide à l'enfance qui, confrontés à des enfants en grandes difficultés et voyant que leurs efforts n'aboutissent pas, s'adressent alors aux juges en leur demandant d'évaluer la situation ou alors d'intervenir par une mesure contraignante. Les juges se basent dans leur décision sur des rapports qui leur sont adressés par ces professionnels. De nombreuses décisions sont prises par une mesure de garde provisoire, ce qui revient par exemple à placer un enfant dans une institution sans que le juge ait rencontré ni l'enfant, ni sa famille. Dans ces cas, le Parquet charge la police d'exécuter la mesure qui se rend alors dans une école, un foyer de jour, une maison relais, une maternité ou au domicile pour prendre l'enfant et l'amener dans un centre d'accueil. Il est arrivé que des parents n'apprennent le placement de leur enfant qu'après que celui-ci ait déjà été transféré au centre d'accueil. Les seuls chiffres précis dont dispose la CCDH et qui ont été communiqués par les magistrats du Parquet et par les juges de la jeunesse font état de 126 mesures exécutées par les forces de police pour les mois de janvier à septembre 2017 pour le seul tribunal de Luxembourg.

Si de telles mesures de placement peuvent être justifiées dans des situations de dangerosité, par exemple en présence de parents criminels ou malades mentaux qui mettent en péril la vie et l'intégrité des enfants, d'enfants gravement maltraités ou négligés ou lorsqu'il s'agit de jeunes ayant commis des infractions graves, dans tous les autres cas tout doit être fait pour expliquer à l'enfant et à sa famille la nécessité de la mesure de placement et recueillir leur adhésion à cette mesure. C'est d'ailleurs ce qui se pratique dans de nombreux pays depuis la fin des années 80 du siècle dernier. Ne pas le faire s'inspire d'une démarche pénale, qui s'inscrit dans une logique punitive qui vise les parents.

Certains professionnels continuent d'estimer aussi qu'il faut procéder en brusquant les parents pour leur montrer les enjeux de la situation, afin de produire chez eux une sorte de reconnaissance de leur responsabilité. Or, une telle façon de procéder ne contribue pas à une telle prise de conscience avec des familles, dont certaines vivent depuis des générations dans la précarité avec une biographie marquée par de la violence et de la souffrance psychologique. Au contraire, elle est vécue comme une violence supplémentaire à laquelle la famille réagit soit par un semblant d'indifférence, soit le plus souvent avec un grand désarroi marqué par un profond sentiment d'impuissance. L'effet de la « traumatisation contrôlée » ne se produit pas. Un autre effet souhaité par ces méthodes trouve son origine dans un engagement pour l'enfant : on s'attend à ce que ce dernier adhère à la mesure qui a été prise et prenne ses distances par rapport à ses parents. Mais c'est méconnaître le psychisme des enfants, car même si l'enfant va mal il n'est pour autant pas prêt à en responsabiliser ses parents.

Il est intéressant de noter combien cette manière de penser impacte aussi la culture de nombreuses institutions qui accueillent les enfants qui alors reprennent à leur compte cette façon contraignante et punitive de penser le rôle des parents, perçus alors comme les ennemis de leur enfant.

Dans cette même logique

il n'est pas surprenant que les mesures de placement judiciaire sont assorties dans notre loi d'un automatisme qui est celui du transfert de l'autorité parentale.

Cette disposition fut introduite dès 1992 sur les argumentaires fournis par le Parquet qui estimait à l'époque que confier un enfant à une institution permettrait à ce dernier de développer de nouvelles racines tout en le protégeant ainsi de l'influence de ses parents. L'objectif était de créer ainsi une sorte de parentectomie.

Les choses ont évolué entretemps, lentement et péniblement, et il y a accord sur le fait que cette disposition doit être modifiée. Si la CCDH salue l'introduction dans une loi à venir du principe du maintien de l'autorité parentale auprès des parents en cas de placement judiciaire, elle estime néanmoins que les différentes composantes de celle-ci doivent être définies. Les droits procéduraux fondamentaux des parents et du mineur doivent être respectés pour garantir qu'il y ait une réelle prise en compte de cette autorité parentale et que son retrait ne soit soumis à aucun arbitraire.

Bibliographie :

Synthèse des décisions de la CEDH sur le droit au respect de sa vie privée et familiale, 30/04/2015, https://ccdh.public.lu/fr/actualites/2015/04/Synthese_Cour_EDH.html

Avis sur le projet de loi 7276 instituant un régime de protection de la jeunesse et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, 13/03/2019, <https://ccdh.public.lu/fr/actualites/2019/avis-sur-le-pl-7276-protection-de-la-jeunesse.html>

Appel du président de la CCDH au Premier Ministre concernant les interventions de la police dans les écoles, foyers et crèches en exécution de mesures judiciaires prises dans le cadre de la loi sur la protection de la jeunesse, 05/12/2014, <https://ccdh.public.lu/fr/actualites/2014/12/interventions-police.html>

DAVID LENTZ

Quelques réflexions pêle-mêle sur le Cycle de conférences et les enjeux futurs

Auteur – Author – Autor

David Lentz a remplacé Doris Woltz comme procureur d'État adjoint le 1^{er} janvier 2016. Il travaille au Parquet près le Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg et au Parquet Section Protection de la Jeunesse et Affaires Familiales.

David Lentz replaced Doris Woltz as Deputy State Attorney on 1st January 2016. He works at the Public Prosecutor's Office at the District Court of Luxembourg and at the Public Prosecutor's Office Youth Protection and Family Affairs Section.

David Lentz löste Doris Woltz am 1. Januar 2016 als stellvertretender Staatsanwalt ab. Er arbeitet bei der Staatsanwaltschaft des Bezirksgerichts Luxemburg und in der Abteilung für Jugendschutz und Familienangelegenheiten der Staatsanwaltschaft.

Résumé – Abstract – Zusammenfassung

En 2019, un ensemble de conférences a eu lieu à la Cité Judiciaire de Luxembourg, où plusieurs sujets sur le processus de réforme de la loi d'août 1992 sur la protection de la jeunesse ont été abordés. Après la conférence, et en consultant les intervenants et les participants, plusieurs points ressortent. Pratiquement tous les intervenants sans exception s'accordent à dire que la loi actuelle mérite au moins d'être restructurée et modernisée. En particulier, une restructuration est nécessaire pour aider les mineurs à sortir du conflit avec la loi, en trouvant la racine du problème. En outre, le projet de loi apportera des changements juridiques importants en séparant le droit pénal des mineurs et le droit de la protection de la jeunesse. Le système actuel et le système proposé ont sans aucun doute le même objectif, à savoir agir dans l'intérêt des enfants et selon des procédures qui respectent leurs droits. Leur objectif est d'aider le mineur à s'orienter vers un avenir meilleur. Néanmoins, le meilleur des textes est voué à l'échec si les praticiens n'ont pas la capacité d'accomplir leur mission et ne disposent même pas des ressources humaines pour le faire. Le Luxembourg peut laisser une impression positive à cet égard, car les autorités judiciaires ont relevé le défi d'être opérationnelles 24 heures sur 24. Surtout, l'autorité judiciaire a été à l'écoute des enseignants, éducateurs et travailleurs sociaux sur le terrain pour leur donner des conseils utiles, notamment sur le plan juridique, sans faire de distinction entre un mineur auteur et un mineur victime. En outre, ils se sont consacrés à la sensibilisation du système lui-même en ce qui concerne les questions juridiques où la distinction entre un mineur victime et un mineur auteur n'est pas claire. Outre les ressources humaines, le succès du projet dépend également de l'existence d'infrastructures appropriées. La pratique consistant à envoyer les mineurs dans des centres de détention pour adultes a donc grand besoin d'être réformée.

In 2019, a series of conferences took place in the Cité Judiciaire in Luxembourg, where several questions about the reform process of the law of August 1992 on youth protection were raised. After the conference, and consulting with the presenters and participants, several points stand out. Practically all the speakers without exception agree that the current law deserves at least to be revised and modernized. In particular, revision is needed in regards to helping minors to stay out of conflict with the law, through addressing the root of the problem. In addition, the draft law will make important legal changes by separating juvenile criminal law and youth protection law. The current system and the proposed system undoubtedly have the same aim, namely to act in the interests of children and according to procedures that respect their rights. It is their aim to help a minor move towards a better future. Nevertheless, the best of drafts is doomed to failure if practitioners lack the ability to accomplish their mission and do not have the necessary resources to do so. Luxembourg makes a rather positive impression in this regard, with judicial authorities having challenged themselves to be operational 24/7. Above all, the judicial authority has listened to teachers, educators and social workers in the field to give them useful advice, especially on legal issues, without distinguishing between a minor as a perpetrator and a minor as a victim. In addition, they have been dedicated to raising awareness within the system itself in regards to legal matters in which the distinction between a minor, who is a victim, and a minor, who is a perpetrator, is not clear. In addition to human resources, the success of the project also depends on having the appropriate infrastructures. The practice of minors being sent to adult detention facilities is therefore in dire need of reform.

2019 fand in der Cité Judiciaire in Luxemburg eine Konferenzreihe statt, in deren Rahmen Themen rund um den Reformprozess des Jugendschutzgesetzes vom August 1992 erörtert wurden. Nach der Konferenz und nach Rücksprache mit den Referenten und Teilnehmern fallen mehrere Punkte auf. Praktisch alle Redner waren sich einig, dass das derzeitige Gesetz zumindest umstrukturiert und modernisiert werden sollte. Insbesondere ist eine Umstrukturierung erforderlich, um straffällig gewordenen Minderjährigen besser zu helfen, und die Gründe ihrer Straffälligkeit anzugehen. Darüber hinaus werden mit dem Gesetzentwurf wichtige rechtliche Änderungen vorgenommen, indem Jugendstrafrecht und Jugendschutzrecht voneinander getrennt werden. Das derzeitige System und das vorgeschlagene System haben zweifellos das gleiche Ziel, nämlich im Interesse der Kinder und entlang Verfahren zu handeln, die ihre Rechte respektieren. Ziel ist es, den Minderjährigen auf dem Weg in eine bessere Zukunft zu helfen. Der beste Text ist jedoch zum Scheitern verurteilt, wenn Praktiker nicht in der Lage sind, ihre Aufgabe zu erfüllen, weil entsprechende personelle Ressourcen fehlen. Luxemburg kann in dieser Hinsicht positiv auftrumpfen, denn die Justizbehörden stellen sich der Herausforderung, rund um die Uhr einsatzbereit zu sein. Die Justizbehörde hat Lehrern, Erziehern und Sozialarbeitern vor Ort zugehört, um ihnen nützliche Ratschläge zu geben, besonders in rechtlichen Fragen, ohne dabei zwischen einem Minderjährigen als Täter und einem Minderjährigen als Opfer zu unterscheiden. Darüber hinaus hat sie sich für die Sensibilisierung innerhalb des Systems hinsichtlich rechtlicher Fragen eingesetzt, wo die Unterscheidung zwischen Minderjährigen als Opfer und Minderjährigen als Täter schwerfällt. Der Erfolg des Projekts hängt nicht nur von personellen Ressourcen ab, sondern zudem von verfügbaren geeigneten Infrastrukturen. Die Praxis der Einweisung von Minderjährigen in Haftanstalten für Erwachsene ist daher dringend reformbedürftig.

QUELQUES RÉFLEXIONS PÊLE-MÊLE SUR LE CYCLE DE CONFÉRENCES ET LES ENJEUX FUTURS

David Lentz (*Procureur d'État adjoint, Parquet Section Protection de la Jeunesse et Affaires Familiales, près le Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg*)

Il nous a été demandé au mois de février 2021 de coucher sur papier quelques pensées spontanées suite aux différentes conférences qui ont eu lieu en 2019 sur le site de la Cité Judiciaire et auxquelles nous avons assisté.

Les mots qui suivent chevauchent aussi bien le contenu du cycle de conférences que la situation actuelle d'attente des projets de loi annoncés qui ont vocation à profondément réformer la loi actuelle du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse.

Nous avons ainsi assisté à :

- Un Cycle de conférences en 2019 portant notamment sur le sujet des lois applicables dans les pays voisins aux mineurs entres autres délinquants.
- Plusieurs intervenants de qualité venant expliquer les approches diverses et variées dans la lutte contre la délinquance juvénile.
- Des débats et des échanges riches et nourris.
- La discussion autour d'une réforme planifiée de la loi luxembourgeoise traitant le sujet de la protection de la jeunesse.
- Les plaidoyers par certains en faveur d'un changement de paradigme : à la recherche d'une loi posant de nouvelles bases pour organiser une approche « adaptée » avec les mineurs en difficultés.

Allons-nous vers un consensus ?

Tout sera-t-il à l'avenir avec une réforme de la loi existante pour le mieux dans le meilleur des mondes ?

À la lecture de l'introduction, le lecteur pourrait partir du principe que nous évoluons effectivement vers un monde meilleur en remettant les pendules à zéro, en balayant toutes les prétendues inégalités criantes, existantes, injustes et omniprésentes dans la présente loi et en trouvant enfin une base de travail digne et juste pour s'investir dans un travail délicat avec les mineurs qui sont en difficultés.

C'est une pensée, une façon de voir qui est à nos yeux bien trop étroite et restrictive qui ne tient pas compte de la réalité vécue au quotidien sur le terrain.

Le sujet doit être abordé de manière multidisciplinaire et il est en fait bien plus complexe ; râcler l'écume et s'en contenter sans aller au fond des choses afin de les comprendre ne permettra pas de voguer vers le but souhaité.

Plusieurs points méritent d'être effleurés et discutés, ou du moins doivent être omniprésents dans l'esprit de ceux qui décident de l'avenir de notre jeunesse.

Osons poser quelques questions pertinentes :

1. La loi actuelle du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse est-elle une si mauvaise loi conduisant à une maltraitance institutionnelle ?

Pratiquement tous les intervenants sans exception sont d'accord pour affirmer que la loi actuelle mérite au moins d'être dépoussiérée, restructurée et modernisée. Certains oublis dans le texte, voire certaines améliorations substantielles ont fait l'objet de propositions notamment de la part de la magistrature et il était prévu, faute d'y remédier de suite, de souligner ces points lors des projets de réforme du texte de loi actuel.

L'objectif primaire du texte de loi existant est la protection de la jeunesse, permettant à des magistrats spécialisés aussi bien au niveau du Parquet qu'au niveau du Tribunal de la Jeunesse de disposer d'une vaste panoplie de moyens afin d'aboutir au but choisi, c'est-à-dire d'aider le jeune en souffrance en respectant son intérêt supérieur.

Cette loi est en ce sens spécifique qu'elle attribue aux mêmes magistrats la faculté d'intervenir aussi bien auprès des jeunes en souffrance physique, psychologique, sociale ou humaine ainsi qu'auprès des jeunes qui glissent dangereusement sur le chemin de la délinquance qui pourrait compromettre un avenir heureux.

Ce dérapage incontrôlé vers la délinquance devient grâce à la loi existante un dérapage contrôlé qu'il est possible de guider au travers des mesures prises par un magistrat dont le but est d'aider le mineur.

Ce dérapage sous contrôle a pour vocation de limiter les dommages et de remettre le mineur sur la bonne voie, qui a contrario, seul et sans assistance, se retrouverait sur une pente glissante qui risquerait de l'emmener vers l'enfer.

En effet, le magistrat aussi bien du Parquet que du Tribunal de la Jeunesse n'entend aucunement se limiter au seul fait reproché au mineur, mais tente d'autopsier et de disséquer la situation ainsi que la situation familiale du mineur afin de trouver le mal-être qui gangrène le jeune en perdition.

Le magistrat ne traite pas le symptôme, mais il tente de guérir la maladie afin de la faire disparaître.

Telle est l'approche, l'enjeu, le but des professionnels oeuvrant dans ce domaine depuis le vote de la loi actuelle.

Est-ce critiquable ?

Il appartient à chaque lecteur de trouver la réponse.

Cette loi est-elle parfaite ?

Certes non.

Peut-elle être améliorée ?

Oui.

Est-ce une raison suffisante pour la décrier comme étant une loi archaïque et nuisible pour les mineurs ?

Le lecteur ici aussi appréciera.

2. Le projet de loi annoncé faisant une nette distinction entre droit pénal des mineurs et protection de la jeunesse sera-t-il la bible salvatrice pour les jeunes ?

Au moment d'écrire ces quelques lignes, nous ne connaissons pas le contenu du projet. Il n'en demeure pas moins que ce sera un changement de paradigme, apportant sur le plan juridique des modifications importantes en se basant sur des textes distincts qui séparent le droit pénal des mineurs et le droit de la protection de la jeunesse.

Ce projet de loi annonce une approche différente de travail, annonçant des règles plus justes et (enfin ?) garanties de droits pour les mineurs.

Mais est-ce vraiment vrai ?

Le contenu est-il finalement tellement différent de ce qui se pratique actuellement ?

Quels seraient les droits supplémentaires qui seraient actuellement refusés aux mineurs ?

En quoi le Luxembourg ne garantirait-il pas tous les droits fondamentaux des jeunes impliqués dans une procédure ?

Le système actuel et le système proposé ont pourtant indubitablement le même but, c'est-à-dire agir dans l'intérêt des enfants et selon des procédures respectueuses de droits et dont le but est d'aider le mineur à aller vers un avenir meilleur.

Nous ne pouvons que conclure que le législateur de l'époque ainsi que les discussions des responsables politiques actuels qui consistent à proposer un texte en dissociant protection de la jeunesse d'un côté et droit pénal des mineurs de l'autre côté ont en tête le même but.

Tous les chemins mènent à Rome, et ceci, nous n'en doutons point, vaut également pour la réforme en cours.

Chaque système présente des avantages et des inconvénients, et il n'existe pas de texte parfait à tous points de vue.

Peu importe la dénomination du texte, le changement de paradigme, ou les questions philosophiques qui en découlent, ce qui importe avant tout, c'est un texte qui permette de veiller au mieux à l'épanouissement des jeunes qui sont dans le besoin.

Nous souhaitons tout simplement un texte de loi complet et accepté par toutes les parties en place et facilement à mettre en œuvre en tenant surtout compte de l'expérience des acteurs juridiques et autres sur le terrain.

3. Un nouveau texte de loi, certes, mais est-ce suffisant ?

Le meilleur des textes est voué à l'échec si les équipes sur le terrain ne sont pas à la hauteur et ne bénéficient pas des moyens humains pour accomplir leur mission.

C'est comme faire un voyage prometteur à bord d'un avion très sophistiqué offrant tout le confort imaginable, mais ne pas disposer d'équipage ou de pilotes pour piloter l'engin.

Les autorités judiciaires se sont mises au défi d'être opérationnelles à tout moment de la journée, jour et nuit, sept jours sur sept, 365 jours par. Seuls des magistrats qualifiés font partie des sections concernées qui interviennent dans ce domaine, secondés par des acteurs de terrain notamment du Service central d'assistance sociale (SCAS) mais aussi d'autres secteurs tous aussi dévoués, permettant de larges échanges professionnels qui conduisent à des enquêtes approfondies permettant de cerner toutes les questions qui peuvent se poser afin de conduire à la meilleure des solutions possibles.

Jusqu'à présent, les autorités judiciaires, dont notamment les Parquets, ont établi des contacts avec un grand nombre d'intervenants issus des différents Ministères, de groupes de professionnels, d'associations et autres, participé à des campagnes de prévention, élaboré des lignes directrices, proposé des formations et ont été à l'écoute notamment des pédagogues, éducateurs et assistants sociaux sur le terrain afin de les conseiller utilement notamment sur le plan juridique sans distinguer entre un mineur victime au sens large ou un mineur auteur d'une infraction.

Un nouveau texte ne devrait en aucun cas limiter ces contacts, et devrait au contraire veiller à la

pérennité de ce qui fonctionne, et permettre aux autorités judiciaires d'intervenir aussi bien dans le domaine des mineurs auteurs d'une infraction que des mineurs victimes ou en souffrance, car l'expérience nous a montré que bien souvent, le mineur auteur d'une infraction porte en même temps le lourd fardeau de la qualité de victime. Analyser un point de vue en rejetant l'analyse de l'autre entraînerait pour le mineur un cataclysme dangereux dans lequel le mineur se sentirait traité de manière injuste, ce qui ne pourrait que le conduire à se rebeller contre les mesures prises en principe à son profit par les professionnels.

Cloisonner les interventions des professionnels serait contre-productif.

4. Avons-nous les moyens matériels de mettre en musique les principes dégagés ?

Outre les moyens humains, la réussite du projet ne réside pas seulement dans un texte de loi, mais encore faut-il avoir les infrastructures adaptées.

Un texte sans personnel qualifié et dévoué et sans infrastructures est comparable à l'idée de vouloir partir en avion à l'autre bout du monde, mais sans équipage et sans moyen de transport.

Un pays doit se donner les moyens pour réussir, car la jeunesse d'aujourd'hui représentera la société de demain. C'est tout un monde.

Les infrastructures intervenant notamment dans la procédure pénale doivent être en place avant même l'adoption d'un texte ; l'inverse consisterait à mettre la charrue avant les bœufs.

Inimaginable, n'est-ce pas ?

Le droit pénal implique nécessairement la mise à disposition d'un endroit qui permette de mettre les jeunes les plus virulents en situation d'être suivis de manière adéquate par une équipe de professionnels en toute sécurité mais aussi de placer ces jeunes à l'écart le temps nécessaire pour leur faire comprendre la portée de leurs actes.

Nul doute qu'un Centre Pénitentiaire pour adultes n'est pas l'endroit adapté pour un jeune délinquant, mais il faut tout de même mettre en place une structure fermée permettant d'encadrer en toute sécurité les jeunes qui sont dangereux, et surtout les séparer d'autres jeunes certes créant également des problèmes, mais n'ayant pas encore atteint le degré de dangerosité des premiers.

L'UNISEC dont les places sont dramatiquement limitées et qui n'existe que depuis 2017 ne peut être un fourre-tout ; une nouvelle structure doit être pensée et réalisée.

Avant la récente ouverture de l'UNISEC, les magistrats n'avaient d'autre endroit à disposition que le Centre Pénitentiaire pour adultes à titre de centre fermé pour mineurs.

Un scandale !

Veillons à ne pas faire deux fois la même erreur en prévoyant dès le départ les infrastructures nécessaires à la réussite du projet.

À défaut donc d'infrastructures prêtes à l'emploi, oser proposer un nouveau texte faisant appel à de nouvelles procédures et structures n'est même pas envisageable.

5. Restons optimistes : la conclusion

Même s'il apparaît des divergences philosophiques sur le chemin à emprunter, tous les professionnels et les intervenants du Cycle de conférence se mettront d'accord sur le but poursuivi : l'intérêt supérieur de l'enfant.

Il doit rester au centre de nos préoccupations et nous guider dans nos décisions, quel que soit le texte de loi applicable ou le système envisagé.

Tous les êtres humains doivent en principe être soumis aux mêmes droits et obligations, mais il faut admettre qu'en ce qui concerne les enfants, sans vouloir faire de discrimination, ceux-ci ne sont manifestement pas comme nous autres adultes !

Il faut tout simplement faire un effort supplémentaire.

(Réflexions datées février 2021)

SIMONE BECK

« Ouvrez des écoles, vous fermerez des prisons. » (Victor Hugo)

Autrice – Author – Autorin

Simone Beck a étudié l'histoire, l'allemand et la philologie classique à Freiburg im Breisgau. Elle a enseigné au lycée technique Michel-Lucius et au Stater Kolléisch. En 1977, elle a rédigé un mémo sur la ville de Luxembourg dans le cadre de son stage de formation. De 2003 à 2005, elle a été directrice de l'Institut Pierre-Werner, puis à partir du 1er décembre 2005, elle a été employée pendant un certain temps comme conseillère du Grand-Duc Henri. Elle est également associée de recherche à la Fondation Forum des civilisations – Journées d'Echternach et contribue à la revue «Ons Stad». Depuis 2015, Madame Beck est présidente de la Commission luxembourgeoise pour la coopération avec l'UNESCO.

Simone Beck studied history, German and classical philology in Freiburg im Breisgau. She taught both at the "Lycée technique Michel-Lucius" and at the "Stater Kolléisch". In 1977, she wrote a memo on the city of Luxembourg in connection with her training internship. From 2003 to 2005, she was a director at the Pierre-Werner Institute, and then from 1st December 2005 she worked as advisor to the Grand Duke Henri. She is also a research associate at the Forum of Civilisations Foundation – Echternach Days and contributes to the journal "Ons Stad". Since 2015, Ms Beck has been President of the Luxembourg Commission for the cooperation with UNESCO.

Simone Beck studierte Geschichte, Germanistik und Altphilologie in Freiburg im Breisgau. Sie unterrichtete sowohl im „Lycée technique Michel-Lucius“, als auch am „Stater Kolléisch“. 1977 verfasste sie im Zusammenhang des Ausbildungspraktikums ein Memo über die Stadt Luxemburg. Von 2003 bis 2005 war sie Direktorin des Pierre-Werner-Instituts, und anschließend ab dem 1. Dezember 2005 war sie als Beraterin von Großherzog Henri tätig. Zudem ist sie wissenschaftliche Mitarbeiterin bei der Stiftung Forum der Zivilisationen – Echternacher Tage und schreibt Beiträge für die Zeitschrift „Ons Stad“. Seit 2015 ist Frau Beck Präsidentin der luxemburgischen Kommission für die Zusammenarbeit mit UNESCO.

Résumé – Abstract – Zusammenfassung

L'UNESCO a été la première organisation des Nations Unies à placer la Déclaration universelle des droits de l'homme au centre de ses activités. Aujourd'hui, cinq droits spécifiques sont sous la responsabilité directe de l'UNESCO, parmi lesquels le droit à l'éducation est considéré comme un droit humain fondamental. Le droit à l'éducation est considéré comme une nécessité pour le développement culturel, économique et social, ainsi que pour l'inclusion. En même temps, le droit à l'éducation va de pair avec la protection des enfants, c'est pourquoi l'UNESCO a lancé un projet sur l'éducation et la protection des jeunes (EPPE). L'objectif de l'UNESCO est d'« influencer sur les politiques et les pratiques par un plaidoyer fondé sur des constatations factuelles, la production et le partage de connaissances, la création de partenariats, le renforcement des capacités et l'assistance technique ». L'UNESCO vise également à faire en sorte que l'éducation puisse être considérée comme une alternative à l'incarcération. En outre, l'UNESCO a créé un programme appelé « réSEAU », qui rassemble les écoles associées à l'organisation et se concentre sur la promotion des enfants.

UNESCO was the first UN organization to place the Universal Declaration of Human Rights at the center of its activities. Today, five specific rights fall under the direct responsibility of UNESCO, among which the right to education is considered a fundamental human right. The right to education is seen as a necessity for cultural, economic and social development, as well as for inclusion. At the same time, the right to education goes with the protection of children, which is why UNESCO has launched a project on education and protection for young people (EPPE). UNESCO's goal is to 'influence policy and practice through evidence-based advocacy, knowledge generation and sharing, partnership building, capacity building and technical assistance'. UNESCO also aims to ensure that education can be seen as an alternative to incarceration. In addition, UNESCO has created a program called 'réSEAU', which brings together schools associated with the organization and focuses on the promotion of children.

Die UNESCO war die erste UN-Organisation, die die Allgemeine Erklärung der Menschenrechte in den Mittelpunkt ihrer Aktivitäten stellte. Heute fallen fünf spezifische Rechte in die direkte Zuständigkeit der UNESCO, worunter das Recht auf Bildung als ein grundlegendes Menschenrecht gilt. Dabei wird das jeweilige Recht auf Bildung als Notwendigkeit für die kulturelle, ökonomische und soziale Entwicklung, als auch für die Inklusion angesehen. Zugleich mit dem Recht auf Bildung geht der Schutz von Kindern mit, wodurch UNESCO ein Projekt der Bildung und des Schutzes für Jugendliche (EPPE) in die Welt gerufen hat. Ziel der UNESCO ist es, „Politik und Praxis durch faktengestützte Interessenvertretung, Wissensgenerierung und -austausch, Aufbau von Partnerschaften, Kapazitätsaufbau und technische Unterstützung zu beeinflussen“. Außerdem verfolgt UNESCO das Ziel, dass Bildung als Alternative für die Inhaftierung angesehen werden kann. Zudem hat UNESCO ein Programm mit dem Titel „réSEAU“ erstellt, bei dem die mit der Organisation in Verbindung stehenden Schulen zusammengeführt werden und das die Förderung von Kindern in den Mittelpunkt stellt.

« OUVREZ DES ÉCOLES, VOUS FERMEREZ DES PRISONS ». (VICTOR HUGO)

Simone Beck (*Commission luxembourgeoise pour la coopération avec l'UNESCO*)

« L'Organisation se propose de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité en resserrant, par l'éducation, la science et la culture, la collaboration entre nations, afin d'assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, que la Charte des Nations Unies reconnaît à tous les peuples. »¹

Ainsi stipule l'article premier de l'acte constitutif de l'UNESCO. Une organisation internationale créée dans l'immédiat après-guerre et aspirant à l'établissement d'une paix universelle et durable, reposant sur la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité. Une vision étroitement liée au respect de la justice et des droits de l'Homme.² L'UNESCO était la première institution des Nations Unies à placer la Déclaration universelle des droits de l'Homme au cœur de ses activités. Cette dernière couvrait dès son début l'ensemble des activités, des domaines de compétence et des objectifs envisagés. Ladite déclaration et notamment son respect sont des conditions préalables pour le bon développement de l'éducation, des sciences naturelles, des sciences sociales et humaines, de la culture, de la communication et de l'information. L'UNESCO envisageait dès l'adoption du texte en 1948, à faire connaître au mieux les engagements et objectifs repris par la Déclaration susmentionnée dans ses pays membres à travers divers programmes et moyens.³ Le 20 novembre 1989, les dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'Homme ont été élargies par les Nations Unies afin de garantir et de protéger d'une manière plus efficace les droits spécifiques de l'enfant.⁴

Aujourd'hui encore, cinq droits spécifiques relèvent de la compétence directe de l'UNESCO,⁵ notam-

ment l'article 26 stipulant que le droit à l'éducation est considéré comme un droit humain fondamental. Tout en s'adressant d'une manière générale aux adultes et aux enfants, l'éducation y est énoncée comme un outil essentiel permettant de vaincre la pauvreté et de participer pleinement à la vie en société.⁶ Ainsi le droit à l'éducation est universellement « reconnu comme un outil essentiel pour promouvoir l'inclusion ainsi que le développement économique, social et culturel ». ⁷ Les autres droits sont le droit de participer à la vie culturelle (article 27), le droit de bénéficier du progrès scientifique (article 27), le droit à la liberté d'opinion et d'expression (article 19), et depuis 2010 le droit à l'eau potable et à l'assainissement.⁸

De pair avec le droit à l'éducation des enfants va leur protection. C'est dans ce contexte que l'UNESCO a lancé un projet d'Éducation et de Protection de la petite jeunesse (EPPE) élaborant un cadre idéal pour le développement des enfants jusqu'à l'âge de huit ans. Pendant ces premières années les enfants sont le plus susceptible aux influences de leur entourage. C'est pourquoi il est absolument nécessaire de les encadrer au mieux et de garantir leur accès à l'éducation. Le but du projet est de préparer au mieux les enfants à l'école primaire tout en favorisant leur développement social, émotionnel, cognitif et physique. L'EPPE est ainsi un outil essentiel pour la promotion de l'égalité entre les sexes, du développement des ressources humaines et de la solidarité sociale.⁹ L'UNESCO vise à « influencer sur les politiques et les pratiques par un plaidoyer fondé sur des constatations factuelles, la production et le partage de connaissances, la création de partenariats, le renforcement des capacités et l'assistance technique ». ¹⁰ Les points clés de l'EPPE sont également repris et même renforcés par l'UNESCO dans son agenda « Education 2030 » visant à assurer aux filles et aux garçons « une éducation équitable, inclusive et de qualité, et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie » d'ici à 2030.¹¹ Pour l'UNESCO, la protection d'un enfant est étroitement liée à son droit à l'éducation. Il est donc absolument essentiel et même nécessaire que l'enfant soit reconnu

1. UNESCO, Acte constitutif de l'UNESCO, http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=15244&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html, consulté le 22.02.2021.

2. Cf. UNESCO, L'UNESCO et la Déclaration universelle des droits de l'Homme, <https://fr.unesco.org/udhr>, consulté le 22.02.2021.

3. Cf. Ibid.

4. Cf. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme (HCDH), Convention relative aux droits de l'enfant, <https://www.ohchr.org/fr/professionalinterest/pages/crc.aspx>, consulté le 22.02.2021.

5. Cf. UNESCO, L'UNESCO et la Déclaration universelle des droits de l'Homme, <https://fr.unesco.org/udhr>, consulté le 22.02.2021.

6. Cf. UNESCO, Le droit à l'éducation, <https://fr.unesco.org/themes/droit-a-education>, consulté le 22.02.2021.

7. UNESCO, L'UNESCO et la Déclaration universelle des droits de l'Homme, <https://fr.unesco.org/udhr>, consulté le 22.02.2021.

8. Cf. Ibid.

9. Cf. UNESCO, Éducation et protection de la petite enfance, <https://fr.unesco.org/themes/education-protection-petite-enfance>, consulté le 22.02.2021.

10. UNESCO, Action de l'UNESCO en matière d'éducation et de protection et la petite enfance, <https://fr.unesco.org/themes/education-protection-petite-enfance/action>, consulté le 22.02.2021.

11. UNESCO, Éducation 2030. Déclaration d'Incheon et Cadre d'action pour la mise en œuvre de l'Objectif de développement durable 4 : Assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie, 2016, p. 20-21.

comme « un agent actif et compétent doté de droits, prêt à apprendre et à se développer dans son intégralité, dès l’instant de sa naissance », comme le prévoit la Convention des Nations Unies relative aux droits de l’enfant.¹² Par ailleurs, l’UNESCO a été mandatée par les Nations Unies de gérer dans le monde entier la mise en œuvre de l’Objectif de développement durable N°4 de l’Agenda 2030 : une éducation de qualité pour tous.

À l’Université du Luxembourg, le professeur Jean-Paul Lehnens a créé, en 2011, la Chaire UNESCO en droits de l’Homme ayant pour objectif « de traiter [...] des questions clés relatives aux droits de l’homme, notamment ceux qui relèvent des compétences [...] et de la stratégie de l’UNESCO [...] ». ¹³ La Chaire susmentionnée met l’accent sur trois axes principaux (enseignement, recherche, société) et veille, dans sa fonction de centre de réflexion national, sur les thèmes prioritaires de l’UNESCO.¹⁴

Au-delà de ces aspirations plutôt théoriques et universelles, l’UNESCO a mis en place un programme surnommé « réSEAU » regroupant des écoles associées à l’organisation. Parmi 180 pays, l’UNESCO compte environ 10.000 écoles membres regroupées autour des objectifs communs : « élever les défenses de la paix dans l’esprit des enfants et des jeunes et les sensibiliser pour le développement durable ». Le but commun des écoles associées est de tester et d’adapter les approches et les valeurs élaborées par l’UNESCO. Le Luxembourg compte actuellement treize établissements, dont quatre écoles fondamentales regroupant des élèves de six à douze ans, qui sont – comme susmentionné par le programme EPPE – reconnus comme les plus sensibles aux valeurs de l’UNESCO. De plus, neuf écoles secondaires regroupant principalement des adolescents et jeunes adultes relevant des lycées classiques, techniques et même des écoles pour adultes. Le programme « réSEAU » envisage non seulement la mise en œuvre des visions de l’UNESCO, mais encourage également le contact et l’échange entre les écoles et leurs étudiants.¹⁵

En 1993, le Luxembourg a également adopté la Convention internationale relative aux droits de l’enfant, s’engageant ainsi à respecter les droits

spécifiques des enfants « quels que soient leur origine nationale ou sociale, leur couleur, leur genre, leur langue, leur religion, leurs opinions ou celles de leurs parents ». ¹⁶ En outre, des directives des Nations Unies et de l’UNESCO, comme par exemple le respect des droits de l’homme et l’accès à l’éducation, le Luxembourg s’est engagé à promouvoir les droits de l’enfant et à protéger les enfants contre l’exploitation et l’abus sexuel, contre les dangers liés à l’utilisation d’internet, et contre la punition corporelle à travers les moyens possibles.¹⁷

Toutefois, l’éducation ne permet pas seulement de lutter contre la pauvreté et d’apporter des changements sociaux, mais doit aussi être considéré comme un outil de prévention contre l’extrémisme et plus généralement la violence.

Dans ce cadre, l’UNESCO prévoit de renforcer les systèmes éducatifs nationaux. Au cœur de cette mission est située la transmission de valeurs favorisant une « citoyenneté mondiale responsable » aux jeunes enfants.¹⁸ L’UNESCO part du principe que la violence et l’extrémisme ne sont pas innés, mais des risques créés par l’homme suite à des « interprétations faussées de la culture, par la haine et par l’ignorance. »¹⁹ En promouvant et renforçant l’éducation à tous les niveaux scientifiques, culturels et sociaux, il paraît néanmoins possible de prévenir la violence et de protéger les adolescents et enfants d’entrer en conflit avec la justice. Dans ce contexte, l’UNESCO semble suivre le célèbre proverbe de Victor Hugo : « Ouvrez des écoles, vous fermerez des prisons ».

En complicité avec Maximilien Colbach.

12. UNESCO, *Les preuves sont là : il faut investir dans l’éducation et la protection de la petite enfance. État des lieux dans le monde, 2017*, p. 37.
13. Université du Luxembourg, *Chaire UNESCO en droits de l’Homme*, https://www.fr.uni.lu/chaire_unesco_en_droits_de_l_homme, consulté le 22.02.2021.

14. Cf. *Ibid.*

15. Cf. Commission luxembourgeoise pour la coopération avec l’UNESCO, *Écoles associées*, <https://unesco.public.lu/fr/ecoles-associees.html>, consulté le 22.02.2021.

16. Ministère de l’Éducation nationale, de l’Enfance et de la Jeunesse, *Droits de l’enfant*, <https://men.public.lu/fr/themes-transversaux/droits-enfant.html>, consulté le 22.02.2021.

17. Cf. *Ibid.*

18. Cf. UNESCO, *L’éducation comme outil de prévention de l’extrémisme violent*, <https://fr.unesco.org/preventing-violent-extremism/education>, consulté le 22.02.2021.

19. UNESCO, *Prévenir l’extrémisme violent*, <https://fr.unesco.org/preventing-violent-extremism>, consulté le 22.02.2021.

SOPHIE GOSSELIN

Délinquance Juvénile

18

Autrice – Author – Autorin

Sophie Gosselin a fait son diplôme d'assistante sociale à la Haute école Charleroi Europe à Louvain-la-Neuve, Belgique, en 2007. Deux ans plus tard, elle a fait un diplôme de Master en criminologie à l'Université catholique de Louvain-la-Neuve. Elle travaille comme criminologue au service du Service Central d'Assistance sociale (SCAS), qui est un service du Parquet général du Grand-Duché de Luxembourg. Depuis 2018, elle est trésorière de l'Association luxembourgeoise de Criminologie. Sophie Gosselin est aussi membre de la Confédération européenne de Probation CEP, FNPP (Foreign nationals in Prison and Probation) Expert group depuis 2021.

Sophie Gosselin graduated as a social worker from the Haute école Charleroi Europe in Louvain-la-Neuve, Belgium, in 2007. Two years later, she completed a master's degree in criminology at the Catholic University of Louvain-la-Neuve. She now works as a criminologist at the Service Central d'Assistance Sociale (SCAS), which is the probation and social service of the Public Prosecutor's Office of the Grand Duchy of Luxembourg. She is the treasurer of the Luxembourg Association of Criminology since 2018. Sophie Gosselin is also a member of the European Confederation of Probation CEP, FNPP (Foreign nationals in Prison and Probation) Expert group since 2021.

Sophie Gosselin machte 2007 ihren Abschluss in Sozialarbeit an der Hochschule Charleroi Europe in Louvain-la-Neuve, Belgien. Zwei Jahre später folgte ein Masterabschluss in Kriminologie an der Katholischen Universität Louvain-la-Neuve. Heute arbeitet sie als Kriminologin im Dienst des Service Central d'Assistance sociale (SCAS), der eine Abteilung (der Bewährungshilfe) der Generalstaatsanwaltschaft des Großherzogtums Luxemburg ist. Seit 2018 ist sie Schatzmeisterin der Association luxembourgeoise de Criminologie. Sophie Gosselin ist außerdem seit 2021 Mitglied der European Confederation of Probation CEP, FNPP (Foreign Nationals in Prison and Probation) Expert group.

Résumé – Abstract – Zusammenfassung

L'origine de la délinquance juvénile a longtemps été rapportée au fait que les enfants naissent et grandissent dans un environnement pauvre et défavorisé. Ainsi, il est expliqué que l'idéal d'une société de soutien (par exemple par l'aide des centres de détention), où le mineur est perçu comme une victime d'un environnement vulnérable, a été remplacé à cette époque par l'autonomisation du mineur qui doit assumer la responsabilité de ses actes. En outre, le problème du manque de places dû à l'admission croissante de mineurs dans les institutions est abordé. L'attention est attirée sur la nécessité, lors de la détermination des sanctions pénales à l'égard des mineurs, de tenir compte de l'âge du consentement, de l'âge de la responsabilité pénale, de l'âge minimum à partir duquel un mineur est pénalement responsable et du type de sanction à infliger à la personne concernée. Il est également souligné que la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant stipule que la privation de liberté et l'emprisonnement en tant que sanctions pénales ne doivent être utilisés qu'en dernier recours, et qu'il convient donc de rechercher des méthodes alternatives, telles que la prestation d'un service communautaire pour permettre au mineur délinquant de réparer les dommages causés à la société.

The origin of juvenile delinquency has long been related to the fact that children are born and grow up in a poor and disadvantaged environment. Mrs. Gosselin explains how the ideal of a supportive society (e.g. through detention centers), in which the minor is perceived as a victim of a vulnerable environment, was replaced by the empowerment of a minor who has to take responsibility for his actions. She addresses the lack of residential places due to an increasing admission of minors in institutions. And draws attention to the necessity to take into account the age of consent, the age of criminal responsibility and the minimum age at of a minor when determining criminal sanctions for delinquent behavior. The UN Convention on the Rights of the Child stipulates that deprivation of liberty and imprisonment as criminal sanctions should only be used as last resort, alternative methods should be found as a matter of priority instead.

Als Ursprung der Jugendkriminalität wurden stets Kinder angesehen, welche in einem armen und benachteiligten Umfeld geboren waren und aufwuchsen. Frau Gosselin erklärt, wie das Ideal einer unterstützenden Gesellschaft (z.B. durch Haftanstalten), in der der Minderjährige als Opfer eines gefährdeten Umfelds wahrgenommen wurde, durch die Stärkung der Selbstverantwortlichkeit von delinquenten Minderjährigen ersetzt wurde. Zudem geht sie auf das Platzproblem ein, weil immer mehr Minderjährige in Heimen untergebracht sind. Sie macht darauf aufmerksam, wie wichtig Alter und Strafmündigkeit sind für die Bewertung von delinquentem Verhalten und der Bemessung von adäquaten Strafen. Die UN-Kinderrechtskonvention legt fest, dass Freiheitsentzug und Inhaftierung als letztes strafrechtliches Mittel einzusetzen sind und somit nach alternativen Methoden Ausschau gehalten werden muss.

DÉLINQUANCE JUVÉNILE

Sophie Gosselin (*Association Luxembourgeoise de Criminologie asbl., ALC*)

Depuis l'ère des temps, le sujet relatif à la délinquance juvénile a fait l'objet de préoccupations légales et sociales. C'est essentiellement au début du XIX^e siècle, à l'époque de l'industrialisation, que l'émergence de la délinquance juvénile pose davantage question. L'enfant en danger est différencié de l'enfant dangereux. Par mineur en danger, on entendait les enfants vagabonds, orphelins ou abandonnés. Ceux dont la mère est dans l'indigence ou dont le père a été condamné pour un crime ou un délit se trouvant dans l'incapacité d'élever leur progéniture, alors placés auprès de familles, dans des hospices ou dans des institutions pouvant leur offrir une éducation digne. La création d'une politique d'assistance publique accompagnée d'un contrôle prend forme et sert à recueillir l'enfant dans le but de lui donner une éducation morale, lui apprendre un métier susceptible de lui donner par la suite, des moyens de subsistance. À cette même époque, les penseurs socialistes et marxistes incombent le phénomène de la délinquance juvénile à la croissance de l'industrialisation. L'enfant naît et grandit dans un environnement pauvre et défavorisé où le jeu, la prostitution, les excès de boisson et le vol sont ancrés. Pour les philanthropes de l'époque, il est évident que la société dans laquelle les enfants grandissent déteint sur leurs comportements. C'est donc à la société que revient la responsabilité et l'obligation de les éloigner de ce qui est considéré comme milieu criminogène¹. Des institutions spécialisées de type enfermement ainsi que des colonies pénitentiaires sont alors créées dans le but de les remettre sur le droit chemin.

L'émergence du système « Welfare » qui sous-entend le bien-être et la protection de l'enfant, dominant au niveau européen jusqu'aux années 90 préconisait la suppression d'un système judiciaire et surtout sanctionnel à l'égard des mineurs et ce, au bénéfice d'un système éducatif. La médiatisation de faits impliquant des mineurs délinquants et les pressions sociales exercées sur les politiques qui en découlent, ont contribué au remplacement de cet idéal d'une société solidaire où le mineur est perçu comme victime d'un environnement vulnérable, par la responsabilisation du mineur qui doit assumer ses actes. La responsabilité pénale du mineur et les sanctions à appliquer font débat au sein des politiques européennes.

La loi luxembourgeoise actuelle du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse vise une approche protectrice et ne différencie pas le

mineur en danger moral, physique et psychique, du mineur délinquant. Tel que c'était le cas chez nos voisins belges jusqu'en 2006, une sanction pénale à l'égard du mineur délinquant n'est pas prévue dans la présente loi luxembourgeoise, mais les termes de « mesures de garde, d'éducation et de préservation » laissent libre choix au juge de la jeunesse d'appliquer une mesure qu'il estime adéquate allant d'une mesure d'assistance surveillée par un service ambulatoire, jusqu'au placement en institution. Lorsque des manques de places sont constatés dans les foyers accueillants généralement des enfants ou jeunes n'ayant pas commis d'infractions pénales mais qu'il faut protéger à défaut de pouvoir l'être dans leur milieu de vie, les juges de la jeunesse n'ont d'autres choix que de recourir au placement au sein du Centre socio-éducatif de l'État. Ainsi, dans cette même institution, on retrouve des enfants ou jeunes délinquants, placés suite à la commission d'infractions « mineurs », mais aussi des enfants ou jeunes en danger, voire même des victimes. Certes, l'Unité de sécurité (UNISEC) qui a ouvert ses portes en novembre 2017 permet d'accueillir les jeunes ayant commis des infractions d'ordre « plus grave » et donc de les isoler des plus vulnérables et de la société. Mais là aussi, le nombre de places reste limité.

Il est à noter que selon les statistiques européennes, le nombre de placements de mineurs en institution au Grand-Duché de Luxembourg est l'un des plus élevés d'Europe. La loi visant l'introduction d'une justice juvénile au Luxembourg contribuera-t-elle à la diminution de placements, ou aura-t-elle l'effet contraire ? Le Centre socio-éducatif de l'État n'accueillera-t-il plus que les mineurs qui auront commis des infractions pénales « mineures » ou est-ce que la victime risquera-t-elle toujours d'y croiser son auteur ? Il y aura lieu de veiller à la théorie pénologique établie par Sonja SNACKEN relevant que l'augmentation des capacités de placement ne diminue point la saturation des institutions, mais crée l'effet inverse à savoir : plus il y a de places disponibles, plus il sera fait usage du recours au placement.

Un autre volet à prendre en considération dans le cadre de la mise en place de sanctions pénales à l'égard de mineurs est l'âge du discernement et l'âge de la responsabilité pénale. L'article 32 de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse donne la possibilité au juge de la jeunesse de se dessaisir et de renvoyer l'affaire concernant un mineur âgé d'au moins 16 ans devant la juridiction de droit commun, lorsqu'il estime inadéquate une mesure de garde, de préservation ou d'éducation. Même si l'application

1. KAMINSKI, D., *Histoire de la criminologie, Université Catholique de Louvain-la-Neuve, Ecole de criminologie, 2009, p. 57*

de la procédure de dessaisissement reste rare au Grand-Duché de Luxembourg, lorsqu'elle se fait, le juge de la jeunesse est censé considérer la personnalité du mineur ou du jeune et non la gravité de l'acte. Or, la médiatisation des faits graves impliquant des mineurs comme auteurs, engendre une panique morale au sein de la société qui accroît la pression exercée par l'opinion publique à l'égard des politiques et des mondes scientifiques et judiciaires.

La loi visant l'introduction d'une justice juvénile devra définir l'âge à partir duquel un mineur est accessible à la sanction pénale, mais aussi à quel type de sanction pénale. Tel que préconisé par la Convention internationale des Nations Unies relative aux droits de l'enfant de 1989, il y a lieu d'instaurer un âge minimum en dessous duquel aucune poursuite pénale ne pourra être engagée à l'encontre d'un mineur. L'importance que de la responsabilité pénale soit adaptée au degré de maturité de l'enfant ou du jeune est également primordiale lors de l'application d'une sanction pénale. L'Angleterre et le Pays de Galles, disposant d'un modèle de justice juvénile répressive depuis plus de cinquante ans, ont fixé l'âge de la responsabilité pénale à dix ans malgré les recommandations de la Convention internationale préconisant aux pays de ne jamais fixer l'âge de la responsabilité pénale en dessous de douze ans.

La Convention internationale des Nations Unies relative aux droits de l'enfant précise que l'enfermement et l'incarcération sont des sanctions pénales de dernier recours. Agir en amont, dans le cadre de la prévention de la délinquance et en aval, à l'aide de mesures alternatives à la privation de liberté.

Dans le cadre de la réalisation de la loi relative à la justice juvénile, la nécessité de proposer des mesures alternatives à l'enfermement est péremptoire. Le volet éducatif se doit de primer au volet sanctionnel. Tel que nous le connaissons en matière de droit pénal appliqué à l'égard des adultes, le port du bracelet électronique ne pourrait-il pas être une alternative à la détention applicable aux mineurs ? L'assignation à domicile impose des règles à respecter dans un cadre que le jeune connaît où l'influence criminogène qui peut être retrouvée dans les institutions fermées est généralement inexistante.

La loi actuelle relative à la protection de la jeunesse propose la réalisation d'une prestation philanthropique applicable au mineur ayant commis un acte réprimandable. La loi actuelle ne reprend pas le terme de « sanction », mais bien celui de « réprimande » étant donné que le jeune est considéré comme « en danger » et non comme « auteur d'une infraction pénale ». La réalisation

du nombre d'heures de travail à prononcer peut varier entre huit et quatre-vingt et elles doivent être exécutées dans l'intérêt de la société au sein d'une asbl ou de toute autre institution caritative. Cette « sanction » est comparable aux travaux d'intérêt général auxquels un adulte peut être condamné en alternative à une peine d'emprisonnement. Contrairement au système applicable aux adultes, la prononciation de la réalisation d'une prestation philanthropique n'est pas prévue comme alternative à un « placement », mais comme mesure singulière ayant pour but que le jeune répare le tort causé à la société. La loi visant l'introduction d'une justice juvénile devrait également reprendre cette mesure comme alternative à l'incarcération.

Le contexte familial, social et économique dans lequel le mineur grandit est généralement tributaire de son devenir. La société de consommation grandissante à l'ère de l'évolution technologique et le milieu compétitif du marché de l'emploi pèsent surtout comme épée de Damoclès sur les classes moyennes et précaires. Les parents souvent pris par de longues journées de travail ont moins de temps à consacrer à l'éducation de leur progéniture qui elle, se contente de plus en plus de s'instruire sur les réseaux sociaux et de faire de l'électronique un passe-temps indélébile où l'exemple de la violence est facile d'accès et peut être incitatrice pour certains. Les actes de violence allant du vol avec violence jusqu'au meurtre par arme blanche perpétrés par un mineur deviennent rapidement la cible de l'opinion publique qui est demandeuse de l'application d'une sanction pénale au nom de la victime et de ses proches. La justice restauratrice enjoignant l'auteur de se confronter à la victime impliquant le processus pédagogique de conscientisation de l'auteur à l'égard de la victime correspond à un nouveau modèle d'alternative à l'application d'une sanction. Son application amoindrit la stigmatisation judiciaire de l'auteur et réduit le sentiment de victimisation secondaire de la victime dont la pulsion punitive est diminuée suite à l'empathie développée lors de la rencontre entre les deux protagonistes. Ce modèle encore peu utilisé au niveau de la justice pénale adulte au Grand-Duché de Luxembourg devrait figurer dans la loi relative à la justice juvénile. Les questions qui devront se poser sont multiples, à savoir : Quels délits seront concernés par la mesure ? Quelle peine subsidiaire devrait être appliquée en cas d'échec ou de refus de s'adonner à la médiation ? Est-ce qu'une telle mesure satisfera la victime en termes de réparation du tort commis ? Quelles institutions s'adonneront à la tâche ?

Finalement, il y aurait lieu d'encourager d'autres mesures alternatives à la détention telles que l'intégration de jeunes dans des centres proposant un cadre strict et un déroulement journalier très

précis, composé d'activités physiques intenses de plusieurs heures par jour, de cours scolaires pour ceux qui sont encore en obligation scolaire, de cours de civilité et de savoir vivre en société pour tous ainsi que des entraînements anti-agression. Le terme de « stage éducatif » semble plus approprié que celui de « bootcamp » connu dans d'autres pays.

La taille du pays du Grand-Duché de Luxembourg rend difficile un éloignement du mineur de son réseau de condisciples de mauvaise influence. Les séjours de rupture à l'étranger sont proposés par l'Office National de l'Enfance (ONE) sous condition que le mineur adhère volontairement à la mesure. Craintif quant à l'inconnu qui l'y attend et n'ayant point l'habitude de se détacher de leur zone de confort, l'adhérence à un tel projet reste rare. Un tel séjour de rupture permettrait au mineur de découvrir un nouvel environnement, une culture et un mode de vie différent. Si le séjour peut être couplé à l'obligation de participer activement à la vie économique à savoir un travail par exemple dans les champs ou dans des institutions caritatives, le mineur serait confronté à un autre idéal de vie qui pourrait accentuer un changement de mentalité. Il y aurait lieu de se demander si une telle mesure pédagogique ne pourrait pas être imposée par un juge en guise d'alternative à la détention ?

Après un bref exposé sur l'évolution historique des visions relatives à la délinquance juvénile et du mineur en danger, l'ALC pointe dans le présent document l'importance de faire usage du placement du mineur délinquant en dernier recours. Lorsqu'une détention est prononcée, il faut veiller à ce que l'auteur et la victime ne se retrouvent pas dans la même institution. La question de l'âge de la responsabilité pénale attribuée au mineur délinquant fut également soulevée dans le cadre de l'implémentation d'une loi luxembourgeoise relative à la justice juvénile.

Finalement, un nombre important d'alternatives à la détention dans l'établissement de la loi de justice juvénile furent proposées.

Le volet éducatif peut être couplé au modèle sanctionnel, sans omettre l'application d'une justice restauratrice ayant pour but d'accentuer la responsabilité de l'auteur d'une infraction pénale.

„... jetzt braucht es Kümmerer“

Autor – Auteur – Author

Geert van Beusekom ist von Grundausbildung Erzieher und hat einen Bachelor in Sozial- und Erziehungswissenschaften. In seiner beruflichen Laufbahn arbeitete er vorwiegend in der offenen Jugendarbeit, in der stationären Kinder- und Jugendhilfe, in der Tagesbetreuung für Schulkinder sowie im Bereich der Fortbildung und Entwicklung im Bereich der „Aide à l'Enfance et la Famille“. Seit 2019 ist Geert van Beusekom tätig in einem Internat für Jugendliche und ehrenamtlich als Präsident der ANCES a.s.b.l., dem Fachverband der Sozialen Arbeit in Luxemburg.

Geert van Beusekom est éducateur de formation et bachelier en sciences sociales et éducatives. Au cours de sa carrière professionnelle, il a travaillé principalement dans le domaine du travail de jeunesse en milieu ouvert, de l'aide stationnaire aux enfants et aux jeunes, de l'accueil de jour pour les élèves ainsi que de la formation continue et du développement dans le domaine de l'Aide à l'Enfance et la Famille. Depuis 2019, Geert van Beusekom travaille dans un internat pour adolescents et il est président bénévole de l'ANCES a.s.b.l., l'association professionnelle du travail social au Luxembourg.

Geert van Beusekom is a trained educator and holds a bachelor's degree in social and educational sciences. In his professional career, he has worked mainly in youth social work, in residential care for children and teenagers, in day care for schoolchildren, and in further education and development in the field of "Aide à l'Enfance et la Famille". Since 2019, Geert van Beusekom has been working in a boarding school for young people and is volunteering as president of ANCES a.s.b.l., the professional association of social work in Luxembourg.

Zusammenfassung – Résumé – Abstract

Die Kinder-, Jugend- und Familienhilfe Luxemburgs steht vor neuen Herausforderungen. Mit dem neuen Gesetzentwurf werden Jugendschutz und Jugendstrafrecht voneinander getrennt. Der neue Bildungsrahmenplan für den Bereich der „Aide à l'enfance et à la famille“ definiert unter anderem die konzeptuelle Ausrichtung sowie Qualitätskriterien für die Organisationen und Professionellen, welche in dem Arbeitsfeld tätig sind. Der vorliegende Artikel formuliert aus Sicht des Praktikers, welche Voraussetzungen erfüllt werden müssen, um diesen Kriterien gerecht zu werden und eine klientenorientierte Hilfestellung zu bieten, welche unumgänglichen Prinzipien, wie Partizipation, Transparenz und die der Kinderrechtskonvention beinhalten. Letzten Endes sind es die Professionellen, die im alltäglichen Kontakt zu den Kindern, Jugendlichen und Familien stehen, welche ausschlaggebend sind für ein Gelingen der Hilfsmaßnahmen und die Umsetzung dieser neuen Verordnungen.

Les services d'aide à l'enfance, à la jeunesse et à la famille du Luxembourg sont confrontés à de nouveaux défis. Le nouveau projet de loi sépare la protection de la jeunesse et le droit pénal des mineurs. Le nouveau plan cadre de formation pour le domaine de l' « Aide à l'enfance et à la famille » définit entre autres l'orientation conceptuelle ainsi que les critères de qualité pour les organisations et les professionnels actifs dans le champ de travail. Le présent article formule, du point de vue du praticien, les conditions qui doivent être remplies pour répondre à ces critères et offrir une aide orientée vers le client, qui comprend des principes incontournables tels que la participation, la transparence et les principes de la Convention relative aux droits de l'enfant. En fin de compte, ce sont les professionnels qui sont en contact quotidien avec les enfants, les jeunes et les familles qui sont déterminants pour la réussite des mesures d'aide et l'application de ces nouveaux règlements.

Luxembourg's child, youth and family welfare services are facing new challenges. With the new draft law, youth protection and juvenile criminal law will be separated from each other. The new educational framework plan for the field of "Aide à l'enfance et à la famille" defines, among other things, the conceptual orientation as well as quality criteria for the organisations and professionals working in the field. This article formulates, from the practitioner's point of view, which requirements must be met in order to fulfil these criteria and to offer client-oriented assistance, which include indispensable principles such as participation, transparency and children's rights. Ultimately, the professionals, who are in daily contact with the children, young people and families, are decisive for the success of the assistance measures and the implementation of these new regulations.

„...JETZT BRAUCHTES KÜMMERER“

Geert van Beusekom (*Association Nationale des Communautés Éducatives et Sociales, ANCES*)

Heureka, ein Paradigmenwechsel vollzieht sich im Bereich des Jugendschutz sowie des Jugendstrafrechts in Luxemburg! Vielleicht nicht ganz so euphorisch wie einst Archimedes, jedoch mit großer Erleichterung und Genugtuung verfolgen wir als Fachverband für Soziale Arbeit, das Elaborat dieser zwei voneinander getrennten Gesetzestexte. Grundprinzipien, wie die des Kindeswohls und der Partizipation finden einen gleichmassigen Stellenwert wie restorative Ausrichtungen für Jugendliche, welche durch strafbares Verhalten auffällig geworden sind. In Kombination mit dem kürzlich erschienenen Bildungsrahmenplan für die Akteure in der Kinder- und Familienhilfe, wurde seitens der Regierung in den vergangenen Jahren eine gesetzliche Grundlage sowie ein pädagogischer Rahmen geschaffen, mit dem Ziel Familien, Kinder und Jugendliche öffentliche Hilfen zur Verfügung zu stellen und eine kindergerechte Justiz im Sinne der UN-Kinderrechtskonvention zu garantieren.

„Mission accomplie“ also, oder bleiben doch noch Bedenken? Wie einst Goethes' Mephisto seinen Schülern bereits riet, sich nicht nur auf das Grau der Theorie zu stützen, sondern auch die Vielfalt der Wirklichkeit im Blick zu behalten, stellt sich in diesem Fall die Frage, wie die Umsetzung der rechtlichen und pädagogischen Rahmenbedingungen in der Praxis gelingen kann?

Nun ist es nicht so, dass wir in Luxemburg die Uhren auf null stellen, und die Kinder- und Familienhilfe neu erfinden müssen. Bereits jetzt können wir auf ein gut funktionierendes und effizientes soziales System zurückgreifen, wovon etliche Familien, Kinder und Jugendliche profitieren. Damit die angestrebten Ziele, welche mit den neuen Verordnungen einhergehen, erreicht werden können und auch denen Kindern und Jugendlichen gerecht werden, welche erhöht auf Unterstützung angewiesen sind, da sie sonst drohen, durch das Raster der aktuellen Kinder- und Jugendhilfe zu fallen, müssen auch die praktischen Voraussetzungen dafür gegeben sind. Diese fangen bei der präventiven Unterstützung an.

Der präventive Ansatz in der Kinder- und Familienhilfe vermittelt oft den Eindruck, dass man vor allem frühzeitig denen Menschen niederschwellige Zugänge zu Angeboten macht, welche der sogenannten Risikogruppe angehören. Stigmatisierend

formuliert, sind es vor allem Alleinerziehende, sozial schwache Familien, oder Schulverweigerer, auf welche der Fokus der Prävention gelegt wird. Als Fachverband plädieren wir auf präventiv angelegte Angebote, denen allen Kindern, Mütter und Väter zugutekommen. Die öffentliche Verantwortung trägt darin, allgemeine Unterstützungsangebote zu gewährleisten, welche durch Mitbestimmung, Partizipation, Aufklärung und Hilfestellung gekennzeichnet sind und dazu beitragen, soziale Benachteiligungen abzubauen. Nimmt man den europäischen Index für soziale Gerechtigkeit¹ als Referenz für die Bemühungen und Ausgaben des Staates im Kampf gegen die soziale Ausgrenzung, so erzielt Luxemburg mit 6,13 Punkten, lediglich den 19ten Platz unter 41 Staaten der Europäischen Union. Es bleibt somit noch Platz nach oben. Beschränkt man sich auf die Alterssparte der Vorschul- und Grundschulkindern, so ergibt sich ein differenzierteres Bild. Durch finanzielle Unterstützungen wie zum Beispiel des „Chèque Service“, Kampagnen für die Förderung einer besseren Ernährung und mehr Bewegung, kostenloser Musikunterricht, nimmt Luxemburg im europäischen Vergleich hierzu eine Spitzenposition ein. Trotz aller Bemühungen des Staates, scheinen diese Angebote nur eine gewisse Bevölkerungsschicht zu erreichen. Der Luxemburger Jugendbericht aus dem Jahr 2015 gab beispielsweise hervor, dass „engagierte Jugendliche und junge Erwachsene in Luxemburg häufiger ein höheres Bildungsniveau aufweisen, meist über ein höheres Einkommen verfügen und mehrheitlich zwischen 15 und 24 Jahren alt sind.“² Zudem, so die Studie weiter, sind mehrheitlich Jugendliche mit Luxemburger Nationalität in Vereinen engagiert als Jugendliche mit Migrationshintergrund.

Auch wenn aktuelle Daten zu der Beteiligung von Jugendlichen in Vereinen oder gemeinnützigen Organisationen nicht vorliegen, kann man davon ausgehen, dass sich die Situation kaum verändert oder verbessert hat. Durch die Corona-Pandemie sind vor allem die Jugendlichen noch stärker in ihren Freiheiten und Freizeit eingeschränkt wie zuvor.

Die Frage, welche sich im Zusammenhang der Partizipation oft in politischen und wissenschaftlichen Kreisen gestellt wird, ist, wie jene Jugendliche erreicht werden können, welche den Zugang zu Sport, Kultur oder soziales Engagement nicht finden? Die Antwort darauf ist simpel. Es braucht Bezugspersonen im Umfeld des/der Jugendlichen, die sich für dessen Interessen und Bedürfnisse interessieren, und gemeinsam nach

1. Die Bewertungen nach dem Social Justice Index werden anhand von 36 Indikatoren in sechs Kategorien vorgenommen, welche unterschiedlich stark gewichtet werden: Armutsprävention (dreifach), Bildungsgerechtigkeit (zweifach), Arbeitsmarktzugang (zweifach), sozialer Zusammenhalt und Gleichbehandlung, Gesundheit und Generationengerechtigkeit (jeweils einfach).

2. vgl. *Übergänge vom Jugend- ins Erwachsenenalter; Kurzfassung des nationalen Berichtes zur Situation der Jugend in Luxemburg 2015, S.45*

Möglichkeiten suchen diese zu befriedigen und zu fördern. Jemand muss Verantwortung übernehmen und sich drum kümmern, dass Jugendliche einen Zugang zum Vereinsleben erlangen. Seien es nun Eltern, Verwandte, Lehrer/innen oder Erzieher/innen, welche die Initiative ergreifen und den/die Jugendlichen dahin begleiten. Dies setzt natürlich voraus, dass vor allem Letztere, also die Professionellen die nötigen Ressourcen haben um individuell mit den Jugendlichen zu arbeiten.

Wenn hier von Ressourcen die Rede ist, sind es nicht zwangsläufig die finanziellen Mittel, welche ausschlaggebend sind für eine gelingende Betreuung der Kinder und Jugendlichen. Die eigenen Kernkompetenzen der Fachkräfte legen den Grundstein dafür, wie man sich professionell entwickelt und somit reflexiv und selbstkritisch seinem Klientel zur Seite steht und gemeinsam versucht, Lösungswege auf schwierige Lebens- oder Alltagssituationen zu finden. Die Ausbildung zur pädagogischen Fachkraft, sei es nun Lehrer/in, Erzieher/in, Pädagoge, Sozialarbeiter/in, und so fort, hat sich in Luxemburg in den vergangenen Jahren stark verändert. Neben den klassischen Ausbildungswegen auf der Universität Luxemburg, der Erzieherschule (Lycée Technique des Profession Educatives et Sociales) oder weiterführende Studien an Hochschulen und Universitäten im Ausland, wurden Quereinsteigerprogramme geschaffen, um den Mangel an Fachkräften entgegenzuwirken. Bemängelt wird an dieser Stelle nicht, dass theoretisches Grundwissen nicht erworben wird, sondern vielmehr, dass das Sammeln praktischer Erfahrungen im Arbeitsfeld ausbleibt. Für angehende Professionelle, sind es genau die Praktika, die es ihm ermöglichen in einem geschützten Rahmen, Handlungskompetenzen zu erwerben und diese mit erfahrenen Professionellen zu evaluieren und zu verbessern. Der methodische Handwerkskoffer, den man braucht, um den Herausforderungen die sein Gegenüber ihm stellen zu meistern, fehlt. Ob Lehrer, Erzieher oder Sozialarbeiter, jeder von ihnen steht Krisensituationen gegenüber, wo ad hoc gehandelt werden muss. Diese zu bewältigen, verlangt Selbstsicherheit, Reflexivität und fachliche Kompetenz. Fehlen diese Attribute aufgrund einer unzureichenden praktischen Erfahrung, entwickeln sich schnell Anzeichen von Überforderung, Motivationslosigkeit und im schlimmsten Fall zu Ausfällen wegen Burn-Out.

Leider treffen diese Symptome nicht nur auf Berufsanfänger/innen zu. Auch erfahrene Fachkräfte erleben hohe Belastungen im Arbeitsleben. Laut einer Studie des deutschen Versicherers AOK aus dem Jahre 2020, stehen Arbeitnehmer/innen aus den Bereichen der Sozialpädagogischen und Heilpädagogischen Berufsbildern, auf der sechsten bzw. der siebten Stelle der Berufsgruppen, welche

aufgrund von Burnout krankgeschrieben sind. Um dem Phänomen entgegenzuwirken, müssen Träger und Arbeitnehmer Mittel an die Hand bekommen, um ihr Personal zu schulen, Supervisionen im Team oder auch Einzelsupervisionen anzubieten. In fine braucht es jedoch vor allem Leitungspersonen, die Zeit haben, neben ihren administrativen Aufgaben, neue Mitarbeiter einzuarbeiten, Mitarbeitergespräche zu führen, die Teammitglieder in der alltäglichen Arbeit zu unterstützen. Die Leitung hat sich vorrangig darum zu kümmern, dass jedes einzelne Mitglied seines Teams sich mit seinen Kompetenzen und Erfahrungen einbringen kann und sich persönlich wie auch beruflich weiterentwickeln kann.

Ist das Team gut aufgestellt und genießt das Vertrauen seiner Vorgesetzten, werden schwierige Situationen eher konstruktiv und lösungsorientiert angegangen und repressive Entscheidungen vermieden. Wichtiger Bestandteil der pädagogischen Arbeit ist die Präsenz der Pädagog/innen, das Aushalten und die Deeskalation von Machtkämpfen. Nach dem Prinzip der Neuen Autorität ist die persönliche Präsenz als auch die wachsame Sorge der Erwachsenen ausschlaggebend für die Entwicklung einer positiven Beziehungskultur, welche wiederum Entwicklungsprozesse ermöglicht. Diese Pattsituation, dass Professionelle sich nicht überfordert fühlen und das Schutzbefohlene vermittelt bekommen, dass man nicht sie persönlich, sondern ihr Verhalten nicht akzeptiert und die pädagogischen Maßnahmen das Ziel verfolgen, eine positive Verhaltensänderung herbeizuführen, stärkt die Beziehung zwischen Jugendliche und Professionelle. Das isolierte Agieren einzelner Pädagog/innen wird abgelöst durch gemeinschaftliches Vorgehen. Die Vorgehensweisen des Hilfesystems werden dadurch transparent und die gemeinsamen Ziele für die Betroffenen greifbar. Dies schafft Vertrauen und Verbindlichkeit. Dieses Commitment ist geprägt von der Überzeugung beider Akteure, dass es in schwierigen Situationen und angespannten Momenten richtig ist, an der Beziehung festzuhalten und sich trotzdem um sein Gegenüber zu kümmern. Dadurch entsteht Kontinuität im Hilfeprozess, welches dem Prinzip-des-Durchreichens des „schwierigen“ Jugendlichen an eine nächste Institution vorgebeugt werden kann.

Dieses Abschieben der Verantwortung an den/die Nächsten hat leider auch in Luxemburg eine traurige Tradition.

Das Prinzip des Schulverweises oder die Unterbringung in eine spezialisierte Institution ist für etliche professionelle Akteure das letzte Ass im Ärmel, wenn Kinder und Jugendliche sich dem System nicht anpassen. Nach dem Motto, „wir haben unser Möglichstes getan, sollen andere

sich jetzt um den Fall kümmern“, wird versucht, wieder Ruhe in die Klasse oder Wohngruppe zu bringen. Wer meint, dass somit dem Jugendlichen geholfen ist oder es eine Verhaltensänderung hervorruft, muss man an dieser Stelle leider enttäuschen. Die Ursache für auffälliges Verhalten liegt oft darin, dass die Biographie der Kinder und Jugendliche geprägt ist von negativen Bindungserfahrungen und sie erst wieder lernen müssen, sich auf Bezugspersonen einzulassen und Bindung aufzubauen. Dieser Lernprozess ist natürlich an die Präsenz und die Stabilität des Teams gekoppelt. Hohe Fluktuationsraten beim Personal wirken sich dabei ebenso negativ aus wie Institutionen mit einer hohen Belegkapazität, wo der Alltag durchorganisiert ist und kaum Zeit bleibt, sich um den Einzelnen in entsprechender Form zu kümmern.

Zusammengefasst, brauchen Kümmerer/innen eine hohe Fachlichkeit sowie Lust und Bereitschaft, sich mit Menschen zu befassen, diese ohne Vorurteile zu begegnen, Motivation um bei Rückschlägen immer auf ein Neues die Hand zu reichen und Bewältigungsstrategien zur emotionalen Selbstpflege.

Abschließend soll sich an dieser Stelle sich jenen Kümmerer/innen gewidmet werden, welche im öffentlichen Diskurs noch zu oft vergessen werden, den Pflegeeltern. Sei es nun Pflegeeltern, die als Verwandte Kinder aufnehmen oder jene, die im klassischen Sinne als Gastfamilie fungieren, sie sind wichtige Bausteine der Kinder- und Jugendhilfe im Land. Statistisch gesehen, wurden in den letzten zwölf Jahren etwa ein Drittel der Kinder und Jugendlichen in Fremdunterbringung von (Verwandschafts-)Pflegeeltern betreut. Pflegeeltern bieten den Kindern und Jugendlichen eine Form der Betreuung, die dem familienergänzenden Auftrag wohl am nächsten kommt. Sicherlich trägt die Tatsache dazu bei, dass das Stigma des Heimkindes nicht wie das Schwert des Damokles über dem Kind hängt. Ohne den bedingungslosen Einsatz der Pflegefamilien sähe die soziale Landschaft in Luxemburg im Bereich der Kinder- und Familienhilfe sicherlich blasser aus.

Welche Unterstützungsangebote bei welchem Klientel akzeptiert werden, sich verfestigen und entwicklungsfördernd sind, können keine Gesetzestexte und Qualitätsstandards definieren. Dennoch ist die Wichtigkeit dieser Verordnungen leitgebend dafür, welche Philosophie und Visionen hinter den Paragraphen und pädagogischen Vorgaben stecken. Das Wohl des Kindes steht hierbei an erster Stelle und die feste Überzeugung, dass Prävention und pädagogisches Einwirken zu nachhaltigeren Verhaltensänderungen führen als Strafe und Tadel. Die Zeit der Kümmerer/innen ist gekommen, um diese Ideale in die Praxis umzusetzen.

BÉATRICE KIEFFER, DAVID LENTZ, FERNAND SCHINTGEN,
JEAN-MARIE WAGNER, CLAUDIA MONTI, VALÉRIE DUPONG,
CHARLES MARGUE, SIMONE FLAMMANG, DEIDRE DU BOIS, SASCHA NEUMANN,
FÉLIX BRAZ

Table Ronde sur l'avenir de la protection de la jeunesse au Grand-Duché du Luxembourg

Béatrice Kieffer, ancienne juge-directrice au Tribunal de la jeunesse et des tutelles à Luxembourg-Ville. Aujourd'hui, Madame Kieffer est Première Conseillère à la Cour Supérieure de Justice.

Béatrice Kieffer, former leading judge at the Youth and Guardianship Court in Luxembourg City. Today, Mrs Kieffer is First Counsellor at the Superior Court of Justice.

Béatrice Kieffer, ehemalige Vorsitzende Richterin am Jugend- und Vormundschaftsgericht in Luxemburg-Stadt. Heute ist Béatrice Kieffer Erste Beraterin am Obersten Gerichtshof (Cour Supérieure de Justice).

D'Thema iwwer dat ech soll schwätzen ass d'Philosophie d'action, de Principe directeur dans la prise de décision, d'Particularitéit vum Juge de la Jeunesse. Déi dräi Punkte géing ech am Fong geholl zesumme behandelen. D'Interventioun vum Jugendriichter ass op dem Gesetz vun 1992 baséiert. An der éischter Konferenz déi d'Madamm Winter gemaach huet ass dat Gesetz zimmlech kritiséiert ginn, net nëmme wéinst dem Alter, mee och eben, well dat Gesetz d'Kand just géing als Objet consideréieren an net seng Rechter. Eng Reform vum Jugendgesetz ass en cours wou och Garantie solle virgesi ginn um Niveau vun der Prozedur an och de Rechter vun der Famill an dem Kand. Och wann déi Garantien elo nach net an engem Gesetz stinn, well dat net soen dat de Riichter dovun Abstractioun mecht. Dofir ass et mer wichteg ze erkläre wéi de Jugendriichter en Signalement vun engem Kand ugeet. Daat Gesetz erlaabt och gutt Decisiounen ze huelen, dofir ass et eben och wichteg, dass een d'Aart a Weis wéi

ee Riichter zur Decisioun kënt kann duerleeën. Wann ee Jugendriichter mat der Protectioun vun engem Kand befaass ass, dann ass datt d'Kand mat allsengen Attributer, mat all senge Rechter. Dat ass, niesen dem Recht kenger Gewalt ausgesat ze sinn, och säi Recht an der Famill ze bleiwen, och mat senge Geschwëster ze liewen, och ee Recht gehéiert ze ginn a Konditiounen déi kandgerecht sinn, an och dann notamment, mat Hëllef vun engem Affekot, deen och kann engem Kand d'Prozedur duerleeën, ouni och déi aktiv Roll vum Jugendriichter ervir ze hiewen, deen net an engem Büro setze bléift an nëmmen Decisiounen op Basis vun Dossieren hëlt, mee ee Riichter deen aktiv matmëscht, deen aktiv Informatiounen sicht, deen op kompetent Leit kann zeréckgräife fir seng Decisiounen ze huelen.

Dat si keng arbiträr Decisiounen, dat sinn Decisiounen déi ganz iwweeluecht sinn. Wann een sou an de Medie matkritt wéi mir duergestallt ginn, dann ass dat éischter ee schlecht Bild, wat vun eis gemoolt gëtt, wéi wann mir géifen arbiträr Decisiounen huelen. Dat gëtt och net esou vu Professionelle gesot, déi mat eis um Terrain schaffen. Ech mengen do ass eng gutt Kollaboratioun, déi wëssen och wéi mer schaffen, mee et ass einfach ee falscht Bild wat vun eis verbreet gëtt, wat ech extreem schued fannen, well dat awer och Inzidenzen huet, wéi d'Leit eis Jugendriichter empfangen a wéi de Jugendriichter da kann och bei senger Aarbecht zu engem Resultat kommen. Betreffend de Principe directeur, war ech eng Kéier op enger Konferenz wou en Professionellen d'Art a Weis vun de Jugendriichtere kritiséiert huet. Hien huet sech op en Reportage iwwert d'Aarbecht vun de franséische Jugendriichtere bezu fir ze soen dat en et gutt géif fannen dat de Jugendriichter de Suivi vun der Famill géif maachen an dat esou guer Jugendlecher géife vu „mon juge“ schwätzen.

Ech hunn et schued fonnt dat de Professionellen deen oft mat Jugendriichten a Kontakt ass an dofir misst wëssen dat et zu Lëtzebuerg selwecht ass, esou eng Ausso mécht déi de Leit déi net an dem Beräich schaffen en falscht Bild vum Jugendrichter ginn dee mat enger Situatioun befaass gëtt déi en vum Ufank bis zum Enn suivéiert.

Entweder kann et sinn dass de Jugendlechen 18 Joer kritt, oder dass entre temps eng Situatioun gutt evoluéiert huet, dass een d'Mesurë kann ophiewen, dass d'Interventioun vum Jugendrichter, wéi mir et ëmmer hoffen, temporär ass, dass déi Probleemer déi mer signaléiert kréie kënnen geléist ginn, mat de Léit, natierlech och mat den Elteren, mat de Professionellen. Et ass och de Prinzip deen uginn ass, fir d'éischt emol d'Kand an der Famill ze halen. Mir kréie Signalementer iwver verschidde Weeër, souwuel vum Parquet wéi vun der Schoul, oder vu Servicer, déi eben an enger Situatioun net weiderkommen. De Riichter kritt dann dat Signalement a geet dann op Informatiounssich. Dat kann hie maachen an deem dass hie selwer d'Elteren erariff, wann et zum Beispill ee Jugendlecher ass deen net méi an d'Schoul geet, da gëtt de Jugendleche mol an der Büro geruff. Ee ganz wichtege Acteur sinn natierlech och d'Agente vum SCAS wou een a méi dréngende Fäll kann eng dringend Enquête froen. Duerch déi Informatiounen déi ee kritt, kann ee kucke wat lass ass, wat de Problem ass, wat d'Kompetenze vun den Eltere sinn an dann op wat fir e Wee mir kënnen goen. De Jugendrichter ass en ganz aktive Riichter a probéiert déi beschten Decisioun fir d'Kand ze huelen. De Fokus ass awer ëmmer, dass d'Kand bei der Famill bléift, ausser an deene Fäll wou een direkt muss reagéieren a wou vläicht awer ee Placement muss gemaach ginn. Mer probéieren ëmmer an der Famill selwer Hëllef ëmzesetzen, well ech mengen mir hunn ganz vill Servicer, déi ganz gutt Aarbecht maachen an déi kënnen an der Famill aktiv ginn. Mer mussen op déi Servicer zeréckgräifen.

Wat awer och ganz wichteg ass, ass de Moment wou de Riichter saiséiert gëtt. Et kënnt och mol fir, dat de Jugendrichter ageschalt gëtt wann d'Kand schon am Pëtz léit. Dann ass d'Marge de manœuvre vum Riichter zimmlech kleng, an da gëtt de Riichter och engem gewëssenen Drock ausgesat, well da gëtt erwaart dass d'Kand placéiert soll gi well schon um Terrain geschafft ginn ass an d'Problemer net konnte behuewe ginn. De Riichter hannerfreet awer ëmmer rëm déi Informatiounen déi hie kritt a probéiert dann seng Decisioun op Basis vun dem Gesamtbild ze huelen. Et muss engem och bewusst sinn, dass et eppes anescht ass, wann een an enger Famill op fräiwëlleger Basis ka schaffen, oder wann ee Riichter mat drakënnt, well dann ass en gewës-

sene Kader dee gemaach gëtt. Ee gewëssenen „travail en famille sous contrainte judiciaire“ kann och ganz produktiv sinn. An sou Situatiounen gi jo da Rapporten vum SCAS gemaach, deen d'Famillen a Kanner kontaktéiert an eng Enquête mécht. Wann de Riichter dann sou ee Rapport liest an et erauskënnt, dass déi Famill matschafft, zum Beispill och mam Office National de Enfance, engem wichtege Acteur, wou d'Léit kënnen Hëllef froen, dann ass jo alles um gudden Wee.

Just well sou een Dossier eng Kéier op engem Pult vun engem Riichter léit, heescht dat nach laang net, dass ee Kand muss placéiert ginn an aus der Famill erausgeholl muss ginn. Eise Principe directeur ass de maintien en milieu familial, dass d'Rechter vum Kand och respektéiert ginn. Mee wann een en Rapport vum SCAS kritt an do eben e bësse méi Probleemer sinn, dass d'Eltere vläicht net matschaffen, oder dass déi vill probéieren mee et Probleemer um Niveau vum Jugendleche ginn, da kuckt ee wat fir Hëllef ee ka proposéieren. Dann keen een d'Elteren eleng oder mat de Kanner/ Jugendlechen an eng entre-vue ruffen oder si kommen an eng Sitzung wou uschléissend Decisiounen vum Jugendrichter geholl gin. Mee am Virfeld, éier déi Situatioun an d'Sitzung kënnt, ass oft d'Propositioun vum SCAS, dass d'Elteren informéiert gi wat fir eng Punkten net ganz gutt an der Famill lafen a wat fir eng Hëllef een da kann um Terrain siche goen. Dann hunn d'Famillen och Zäit déi Mesuren ëmzesetzen an, wann si dann an d'Sitzung kommen, gëtt de Constat gemaach, wéi et leeft, wat d'Probleemer sinn, a wéi ee weiderfuere kann. Dofir muss een och ofweie wéini ee signaléiert. Et muss een och de Jugendrichter gesinn als en Riichter dee kann een Input ginn. Duerch de Fait, dass de Riichter vläicht eng Kéier eng Entrevue huet mat der Famill a mat hier iwver d'Probleemer an eventuell Léisunge schwätzt, geséit een, dass sou eng Entrevue och eppes Positives ka sinn an dass de Jugendrichter net nëmmen Decisiounen hëlt a Placementer mécht, wéi et an der éischer Konferenz duergestallt ginn ass.

Wann de Jugendrichter en public an enger konkreter Situatioun kritiséiert gëtt, esou wei et de Fall war an der éischer Konferenz, da stellt sech oft eraus wann en déi Situatiounen hannerfreet, dat déi Duerstellung aus dem Kontext geholl ginn ass oder déi Informatiounen carrement falsch waren an dat déi Kritik net justifiéiert war. Ech fannen awer schued, dass de Riichter sou duergestallt gëtt an sech an dem Moment net kann äussere well en déi noutwendeg Informatiounen net hat. Wann en Professionelle mat enger Situatioun gëtt déi en net kann novollzéien da kann en dem Jugendgericht schreiwen, per Bréif oder Mail. Et besteet eng gutt Collaboratioun tëscht dem Jugendgericht an

de Servicer déi am Jugendschutz aktiv sinn. Wann an engem konkrete Fall ee Probleem ass, da soll ee mam Riichter doriwwer schwätzen, de Riichter drop opmierksam maachen, well mir Riichteren huelen Decisiounen op Basis vun deenen Informatiounen déi mer kréien. Mer denken eis déi Informatiounen net aus, mee dat si Fakten déi mer kréien. Do muss een zesumme Solutiounen ze fannen. Ech mengen och, dass de Jugendriichter an deem Sënn ee wichtegen Acteur ass an et wier wünschenswäert, wann mir als solche géife gesi ginn. Souguer wann et zu engem Placement kënnt, kann dat nëmme funktionéieren, wann een d'Elteren och mat an d'Boot hält. Dat ass och wat mir vun Ufank un probéieren, wann et machbar ass, dass mir d'Eltere mat an d'Boot huelen, dass si déi Décisioune kënnen novollzéien, an dass si wësse wat si kënnen maachen, fir dass sech de Riichter kann zu engem gewëssene Moment zeréckzéien. Schliisslech ass de But vun eiser Aarbecht och, dass et zu engem gewëssene Moment sou ka lafen, dass de Riichter net méi muss ee Kader setzen. Et ass och ganz agreabel fir en Jugendriichter wann ee kann d'Familien an d'Sitzung ruffe fir ee Placement oder ee „maintien en milieu familial“ mat Konditiounen opzehiewen an se ze felicitéieren, well si eben esou gutt matgeschafft hunn. Wann de Riichter ee Placement muss ordonéieren, dann ass et net geduecht, dass dat Placement bestoen(n)en bléift bis dat d'Kand 18 Joer huet. Ausser a Situatioune wou d'Kand a senger Famill enger Gefor ausgesat ass, wéi zb Gewalt, versicht de Jugendriichter iwwert déi Mesuren déi en dat d'Kand rëm kann zrëck an seng Famill goen. Do ginn et ganz vill Hëllef an et ass gutt wann d'Eltere Gebrauch dovou maachen.

De Jugendriichter ass och ee Riichter deen sech forméiert. Wann een als Riichter ufänkt, da muss een en Stage maachen, wou een och schonn eng Iddi vum domaine protection de l'enfance kritt. D'Riichtere kënnen och op d'École Nationale de la Magistrature goen, wou och vill Formatiounen zum Jugendschutz ugebuede ginn. Et ginn och vill Konferenze vum CEPAS gemat, wou Jugendriichter kënnen higoen. Et gi genuch Konferenzen am Jugendschutz ugebuede mat souwuel auslänneschen Intervenant'en wei och vun nationale Servicer déi um Terrain schaffe vun deene Jugendriichteren oft Gebrauch maache fir sech weider ze formeieren an dovou Gebrauch maache wann se Decisiounen huelen déi en groussen Impakt op Familien hunn.

Anescht wéi bei anere Riichteren, suivéiere Jugendriichteren d'Situatioun vum Kand vun Ufank bis zum Schluss. Dowéinst ass et och wichteg, dass mir all Informatiounen kréien. Well wann mir net all Informatiounen kréien, da sinn do Elementer déi eis feelen. Dofir ass et ëmmer wichteg, dass déi leit

déi ee Signalement gemaach hunn, eis an de SCAS och déi Informatiounen ginn déi mir brauchen.

Wéi scho virdru gesot, et ass net alles direkt ze signaléieren, mee och net ze waarden, bis dat d'Kand am Pëtz léit. Deen Riichter, dee mat enger Situatioun befaast gëtt, dee kuckt jo dann d'Elementer an et ka sinn, dat en eng Allianz mat den Eltere fënnt, mee vläicht awer net zu der Decisioun kënnt déi sech an der Urgence erwünscht ass. Et wär schued wann déi Méiglechkeet ausgeschloss ass well de Jugendriichter huet missen en Urgence eng Decisioun huelen.

Obwuel mir och mat de Servicer a Professionnelle ganz gutt schaffen, kënnt et heiansdo fir, dass de Jugendriichter net informéiert gëtt wann en Service den an der Famill intervenéiert ass oder mam Kand geschafft huet sech zeréckzitt an den Dossier clôturéiert. Et ass wichteg dat de Jugendriichter d'Informatioun kritt dat en Service net méi intervenéiert awer och de Grond gewuer gëtt firwat déi Interventioun beendegt ginn ass. Wann de Grond ass dat de Problem behuewe konnt ginn da kann de Jugendriichter sech zrëckzéien. Heiansdo kennt et awer och fir dat de Problem net konnt behuewe ginn obwuel de Service seng Interventioun beendegt huet. Wann de Jugendriichter déi Informatioun net kritt kann en keng aner Solutiounen proposéiere fir de Problem ze behuewen. Dat leeft da villäicht eng Zäit lang gutt a wann et da wierklech brennt, da gëtt de Jugendriichter nees reaktivéiert deen dann an der Urgence an ënnert grousem Drock Decisioune muss huelen déi hätte kennen evitéiert oder besser preparéiert ginn. Dofir ass et wichteg de Jugendriichter an der richteger Zäit ze saiséieren an em och dei noutwendeg Informatiounen ze gi fir dat kann am intérêt vum Kand geschafft ginn. Ech war op ville Formatiounen, do gëtt ëmmer vun der bienfaisance geschwat déi den Acteur, also och de Riichter, zu der Famill soll hunn. Mee do muss een och akzeptéieren, dass Ëmsetze vun Hëllef eng gewëssen Zäit brauchen an dat och kleng Progrès müssen a Betruecht geholl ginn eier ee méi extrem Solutiounen wéi en Placement proposéiert. Do muss een och um Terrain heiansdo e bëssen duerchhale fir da Fortschrëtter, och wann se nëmme kleng sinn, ze berécksiichtegen an se dem Jugendriichter matzedeele.

David Lentz a remplacé Doris Woltz comme procureur d'État adjoint le 1^{er} janvier 2016. Il travaille au Parquet près le Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg et au Parquet Section Protection de la Jeunesse et Affaires Familiales.

David Lentz replaced Doris Woltz as Deputy State Attorney on 1 January 2016. He works at the Public Prosecutor's Office at the District Court of Luxembourg and at the Public Prosecutor's Office Youth Protection and Family Affairs Section.

David Lentz löste Doris Woltz am 1. Januar 2016 als stellvertretender Staatsanwalt ab. Er arbeitet bei der Staatsanwaltschaft des Bezirksgerichts Luxemburg und in der Abteilung für Jugendschutz und Familienangelegenheiten der Staatsanwaltschaft.

Fir d'éischt emol wollt ech deen Organisateur Merci soe fir deen interessante Cyclus. Et war vill Juristerei an all déi, déi lo näischt mat Droit ze dinn hunn, konnten sech sou ee Bild maachen iwwer dat wat am Ausland Praxis ass. An sou kënne mer och haut endlech e wéineg droit comparé maache mat deem wat am Ausland geschitt, wat mer hei hunn, a wat mer vläicht enges Daags wäerte kréien. Ech sinn och frou, dass ech mol eng Kéier de Mikro hunn, well et wieren sou vill Saachen ze soen, mee ech muss dat leider op zéng Minutte limitéieren. Dowéinst fänken ech direkt un mat enger Fro, déi ech zweemol wäert stellen. Fir d'éischt emol : Wat ass de Parquet du point de vue vun den Theoretiker, also vun deenen déi net um Terrain schaffen ? Vill Léit hunn ee ganz negatiivt Bild dovun. De Parquet gëtt gesinn als eng Autoritéit déi repressiv ass, déi keen Häerz fir Kanner huet, dat sinn déi déi Polizisten an Uniformen an d'Schoule schécke fir d'Kanner do erauszerrappe bis virun d'Dier. Et si Léit déi mengen de Parquet géing sech a Famillen ameschen an Decisiounen huele wou mir näischt verluer hätten. De Parquet ass deen deen d'Placementer decidéiert a Foyeren an aner Institutiounen, déi guer net ubruecht sinn. De Parquet ass deen deen d'Kanner an d'Unisec oder an de Prisong setzt. Dat ass ongeféier d'Approche vu verschiddene Léit, wat de Parquet ubelaangt. De Parquet ass eng „maltraitance institutionelle“, sou gi mir genannt. De Parquet gëtt diaboliséiert.

Firwat gëtt sou vill Schlechtes iwwer de Parquet geschwat ? Ech weess et net. Dir mengt vläicht ech géing iwwerdreiwen. Ech ginn lech e Beispill. Den éischten Dag vun der Konferenz, wou d'Madame Winter hei war, waren e puer Interventiounen. An eng Interventioun war vun engem Intervenat, dee sot 'Ech wëll kee Riichter-bashing maachen, mee...' An do koum eng ganz Geschicht iwwer ee Kand, wat placéiert ginn ass, wat schein Riichter ni gesinn huet. De ganze Sall war schockéiert, ech

och. An dat konnt ech sou net si loossen, do sinn ech mol kucke gaangen, wat ass dat fir eng Affär ? Do huet sech erausgestallt, dass déi Affär guer net esou ass, wéi déi déi mer erzielt kritt hunn. D'Donnéeë ware ganz aneschtens. Ech hat mer erwaart, en cours de route, dass vläicht de Courage gehat hätt, eng Kéier bei der nächster Konferenz opzestoen an ze soe 'Ups dat war net grad esou wéi ech et gesot hunn', mee hien huet dat ni gemaach. Firwat gëtt de Parquet diaboliséiert ?

Dowéinst nach eng Kéier deselwecht Fro : Wat ass dann elo schlussendlech de Parquet ? De Parquet besteet aus Fraen a Männer, zum Deel Elteren, a stellt lech vir, déi hunn hier Kanner och gär. De Parquet, historesch gesinn, wat lo d'Sectioun Protection de la Jeunesse ubelaangt, huet bestanen aus zwee, dräi oder véier Leit, maximal. Dat ganzt Leed vun alle Kanner aus dem ganze Land op véier Puer Schëlleren ze droen, dat ass net méiglech. Déi déi um Terrain domadder schaffen, all déi Institutiounen, all déi Leit, déi dobausse schaffen, déi wësse wat dat fir eng Laascht ass. An fir maximal véier Leit dat mat sech erëmdroen ze loossen, dat ass net ze maachen. Dofir hunn mer och lescht Joer eng Evolutioun oder Revolutioun gemaach, an ech hunn geduecht, dass ee Kand net nëmmen ee Kand ass, mee och ee Member vun enger Famill. Dofir hunn mir d'Unitéit Protection de la Jeunesse - Jeunesse, an d'Section Famille zesummegeschloe fir doraus eng Sektoun ze maachen, d'Section Famille, dat sinn déi déi d'violences domestiques, abandons de famille, pensions alimentaires behandelen, dat sinn d'Affäre bei den „juges aux affaires familiales“, déi sech ëm de ganze familiären an zivilen Deel këmmen. Et muss een d'Kand als Ensembl an a sengem Ëmfeld kucken.

Dank der Politik hunn mir eng „augmentation des effectifs“ kritt. Doduerch si mer vu véier op elf Leit komm, déi sech ëm jeunesse a famillen këmmen, sou kann ech och méi oder wéineger garantéieren, dass dee selwechte Magistrat déi selwecht Famill suivéiert. Dann brauch een net all Kéier een néien Usprichpartner, doduerch gi keng Informatiounen verluer wann alles net méi puer mol muss erzielt ginn. Et kommen nëmme Volontairen op déi Posten, souguer wann eng Plaz eidel gëtt an sech net direkt een Ersatz fënnt. Ech wëll nëmme Leit, déi dat wëlle maachen.

Wéi ass et mat der Spezialisatioun. Léit déi op de Parquet kommen, déi Jeunesse a Famille maachen, kréie fir d'éischt eng Formatioun iwwer Méint vum Parquet, dass si d'Politik vum Parquet wat de Jugendschutz an d'Prozeduren, alleguerten déi Spezifizitéiten en interne léieren. Duerno ginn et och Formatiounen am Ausland. Dat ass eng Matière, wou een ëmmer muss an der

formation continue bléiwen, dofir ginn d'Léit och an d'Ausland geschéckt. Ech versichen och all Joers national oder international Spezialiste kommen ze loossen, fir ee Virtrag fir Formatiounen hei ze halen. Dat kann nëmmen op déi doten Aart a Wéis funktionéieren.

An effektiv, lo wou mir wësse wat de Parquet ass, wat schafft iwverhaupt de Parquet ? Dat ass och ee gudden Iwwergang par rapport zu deem wat mir an de leschten Wochen gesinn hunn. Mir hunn haut iwver Irland, Holland, e wéineg Eisträich duerch d'Madame Winter, Schwäiz an Däitschland héieren. A wann mir eis dat ukucken, schaffe mir all ongeféier op déi selwecht Aart a Wéis : d'Pedagogie. De Sozialarbechter huet ee grouse Rôl, an dat ass och richtig esou, wat d'justice juvénile ubelaangt. D'Repressioun fënnt sech ganz wéineg an deene Systemer, dofir awer d'Pedagogie ganz grouss. Ee vun den Intervenante sot, dass de Parquet muss de Courage hunn oft ze classéieren. E Kand wat eng Dommheet mëscht, dat kann ëmmer virkommen. Dat ass eng Foto „à un moment instantané“, an et ka gutt sinn, dass d'Kand dat déi Woch drop guer net méi mëscht. Den Intervenante sot, an Norddäitschland gëtt oft näischt gemaach bis de selwechten mineur déi fënneft oder sechst Kéier opfälleg ginn ass. Bis dohi klasséiert de Parquet a mëscht keng Poursuite, well en seet, dass et ëmmer nach méiglech ass, dass dee Jugendlechen sech nach fänkt. Ech mengen a Bayern gëtt schonn no zwee oder dräi Mol poursuivéiert. Dat heescht den „volet pédagogique“ gëtt ganz grouss geschriwwen.

Komme mer awer zu leschter Woch, an do soen ech den Organisateur Merci fir Frankräich invitéiert ze hunn, wëll do war et de genaue Contraire. Do gouf et keng Pedagogie, mee nëmme Repressioun. Garde à vue vu Mineure bis zu 96 Stonnen. Mir hunn mol keng garde à vue vun Majeuren hei. Sie hunn d'„détention préventive“ fir Mineuren, mir net. Si hunn Prisongsstrofe vun iwver 15 Joer, si hunn Mineuren déi am Erwuessenepisong zu 80 Prozent setzen, si hunn de Stack mat de Majeure praktesch vermëscht, dat ass eng ganz aner Welt. An do ware verschidden Intervenante déi gesot hunn, dass mir elo e puer Wochen dat eent héieren hunn an dann am Pays des Droits de l'Homme ass et just ëmgedréint, do gëtt just poursuivéiert. Ech wéilt mol net den pouvoir deen de Procureur a Frankräich huet, dat geet an déi falsch Richtung.

Mee wéi ass et dann zu Lëtzebuerg ? Et gëtt jo gesot Lëtzebuerg wier repressiv. Ech sinn an d'Sekretariat gaangen an hunn gefrot wéi den aktuelle Stand zu Lëtzebuerg ass. Ech kann lech folgend Zuele ginn, mat deenen Dir lech selwer eng Meenung maache kënnt, wéi de Parquet hei schafft an op en wierklech sou repressiv ass, wéi gesot gëtt. Mir kréie pro Joer ongeféier 1.100 nei Dossie-

ren. Ech schwätzen net vun deenen Dossieren déi schonn op sinn, wou de Mineur schonn eng Strofdot gemaach huet. Vun deene ginn der vill mol net bei de Jugendriichter eriwwer, well mir als Parquet versichen duerch mesures de diversion, duerch déi verschidde Mesuren déi eis zur Verfügung stinn, dat esou ze klären. Wann et natierlech ganz schlëmm ass, da gi mir et natierlech bei de Jugendriichter riwwer, well dat ass deen eenzege, dee mat deem Jugendleche ka schaffen. Mee bei Klenggekeeten, bei deene mer soen, dass mer dat nach esou reegele kënnen, ouni den Dossier ze judiciariséieren, ouni engem ee Stempel op d'Stier ze drécken, déi kläre mer bei eis.

Déi 1.100 Dossieren, do geet et natierlech ëm mineur victimes an mineurs auteurs, déi Zuel betrëfft déi zwee zesummen. All Joer gi mir ongeféier 200 Dossiere bei de SCAS. Do si Spezialisten, déi sech déi Saach ukucken, an déi schreiwen ee Rapport mat den néidege Conseilen, déi mir brauche fir déi Famill ze begleeden. Mir schécken ongeféier 80 Mineure bei services thérapeutiques, wou mer eis soen, dass et net drëms geet fir deem eng affaire ze maachen, mee fir deem ze hëllefen. En service thérapeutique, dat ass ee Pedagog, ee Psycholog, oder Sozialarbechter, dee soll mat dem Jugendleche schaffen. Ech wëll net wëssen, wat déi schwätzen, oder wéi d'Therapie ausgesäit, dat geet mech naischt un an ech verstinn och naischt dovun. Mee ech wëll nëmmen, dass de Sozialarbechter mir seet, dass de Mineur komm ass, dat geet mir duer. Et geet drëms, dass dee Mineur versteet, wat hie falsch gemaach huet an sou net a d'Recidive kann erafalen. Mir schécken ongeféier 150 Avertissementer fir Mineuren, déi eng Strofdot gemaach hunn, ze soen, dass mer si erwëscht hunn a lo ee Policeprotokoll hunn, an hinnen ze soen, dass se dat net eng zweete Kéier maache sollen. Bei ville funktionéiert dat, an dat ass och d'Zil. Et geet net drëms fir engem Mineur ee Stempel op d'Stier ze drécken, mee fir pedagogesch mat engem ëmzegoen. Momentan hunn mir, zwar net am Laf vum Joer, mee am ganzen, eng 40 Dossiere beim ONE, mir werten eng 100 „rapport d'évolution“ froe beim SCAS, mir hunn „enquêtes de moralité“, mir hunn Mediatioun ugefaangen. Wann een dat esou kuckt, intervenéiere mir als Parquet op ville Plaze fir net dem Mineur eng Affär ze maachen, mee mir hätte gär, dass hien eppes doraus léiert. An d'Kontakter um Terrain mat deenen eenzelen Institutiv funktionéiere ganz gutt.

Wéi vill Affäre bléiwen dann iwver a ginn an d'Setzung als droit pénal? Dorop wollt ech och nach zeréckkommen, den droit pénal gëtt et jo anscheinend net. Mee dach, de Parquet zitéiert wéi eng grouss Affär ënnert de Fittiche vum droit pénal. Do ginn d'éléments constitutifs plädéiert,

dat ass eng normal Situatioun vum Parquet fir d'Strofdot déi de Mineur gemaach huet. Et geet bei de Jugendriichter an et bléiwen ongeféier véierzeg Dossieren am Joer, déi effektiv bei de Jugendriichter gi wéinst enger Strofdot. Dat sinn der net vill, mee et sinn déi véierzeg wou ee seet, dass d'Mos lo awer voll ass, lo muss eppes gemaach ginn. An da geet et och nach net drëms fir dee Jugendlechen ze condemnéieren, hie krit ee Rendezvous a krit dann de Kapp gewäsch meeschtens. Hien krit gesot, dass dat dote Verhalten net geet. An méi wéi eng Kéier hat ech schonn een travailleur social, dee mat der Famill kënnt, dee mat am Sall sëtzt, deen duerno seet, dass mir him eng Dir opgemaach hunn, dass dee Jugendlechen hei erakomm ass, breet wéi een Haus, an sech doheem näischt vu sengen Eltere soe léisst, mee lo krut hien hei eng Kéier vun engem de Kapp gewäsch, an da war vläicht mol eng Tréinschen am Eck vum Aen, a lo kann ech direkt mat him schaffen. Mir ass dann d'Sanktioun oder dat wat gesprach gëtt egal, mee et ass ee Suivi do. Et ka gehollef ginn. Vun deene véierzeg Dossieren déi an d'Setzung kommen all Joer, dovu froe mer bei manner wéi zéng de Revois. Do si mer wierklech bei de ganz grave Saachen, wéi viol, wou mer soen, dass et net méi bei de Jugendriichter passt.

Mat deenen Zuele kënne mer awer soen, dass mir trotzdeem eng „child-friendly justice“ hunn, obwuel dat ni sou gesot gëtt. Mee do ass awer vun eiser Säit aus de Wëllen do, net ze repriméieren, mee ze hëllefen. Ech dréien de Spiiss ëm. Wann Dir lo d'Medie kuckt, all Woch suivéiert den Parquet Majeuren déi sech u Mineure vergräifen, maltraitance, coups et blessures, violence psychologique et physique, viol, attentat à la pudeur, all Woch ass d'Zéitung voll. Do hunn mir ganz kloer an eiser Sektoun keng Toleranz. Ee Majeur, deen un ee Mineur geet, ënnert iergendwelleche Konditiounen, dee muss dofir riichtstoen, tolérance zéro. Dir braucht nëmme d'Zeitong opzemaachen, all Woch sinn sou Affären an der Sétzung.

Et ass ëmmer sou gesot ginn an der lescht, mir hätte keen droit pénal des mineurs. Jein, eist Gesetz huet awer Elementer vum droit pénal dran. Wéi wier et soss méiglech, dass ech als Parquet kéint Citatiounen bei de Jugendriichter ginn, wou et ëm Strofdote geet. Ech ginn domat bei de Jugendriichter, also sinn Elementer vun droit pénal an eisem aktuelle Gesetz dran. Dann gëtt gesot, dass mer léiwer ee richtegen droit pénal hätten, well een do méi Garantië krit. Och do sinn ech erstaunt, well ee Jurist misst kënne d'Gesetz liesen an do steet dran, dass wat net spezifesch an deem Text virgesinn ass, dat fält ënnert den droit pénal. Dat heescht all déi Reegele vum droit pénal, d'Assistance vum Affekot, d'Iwwersetzung, dat ass alles do.

Ech ginn all Joer op d'Policeschoul Kueren hale wat d'protection de la Jeunesse ubelaangt. Do hunn mir eppes ausgeschafft, wou mer systematesch soen, wat d'Rechter sinn an dass d'Mineuren déi selwecht Rechter kréie vun Affekot etc wéi Majeuren. Bei engem Verbrieche souguer, wann de Mineur seet, dass hie keen Affekot wëll, dann hätt ech awer gär, dass d'Police een Affekot rufft. Den Affekot soll dohinner kommen an da soll de Mineur dem Affekot nach eng Kéier en face soen, dass hie keen Affekot wëll. Ech wëll een Affekot dobäi, dat ass ee Garant vun der Prozedur, virun allem wann et ee Verbrieche ass. An wann de Mineur seet hie wëll keen, da kënnt awer een. An wann en bis do ass, da seet de Mineur meeschtens net méi dass hie kee wëll mee dann ass et gutt. Et ass d'Recht vum Mineur an ech géif souguer soen, et ass eng Obligatioun, et soll een Affekot dobäi sinn, fir dem Jugendlechen seng Rechter ze protegéieren.

Dat Thema wouriwwer am meeschte geschwat ginn ass, dat ass de Prisong, woubäi den Text vum Gesetz vill méi wéi dat ass. De ganzen Text ass dorop reduzéiert ginn, dass béis Autoritéite Kanner wëllen an de Prisong setzen. Mee et muss een eppes kloer stellen. Et muss een dat och historiesch gesinn, de Gesetzestext ass geschriwwen ginn zu enger Zäit, wou mer keng Unisec haten, mee nëmme de Prisong. Dofir ass dat och deemools an den Text agedroe ginn. Séit annerhallwem Joer hunn mer eng Unisec, an déi funktionéiert och Gott sei Dank relativ gutt, well et kapabel Leit sinn, déi dat gutt geréieren. Momentan am aktuelle Gesetzestext besteet déi Méiglechkeet fir Mineuren an de Prisong ze setzen. Laut dem Projet, dee ganz vill kritiséiert ginn ass, ass d'Méiglechkeet virgesi fir provisoresch, am Fall wou verschidde Konditiounen erfëllt sinn, ënner anerem wann d'Unisec sollt voll sinn, dann ee Mineur fir ee Maximum vun dräi Méint am Prisong ënnerbréngen ze kënne. No dräi Méint musse mir dann eng Léisung fonnt hunn, zum Beispill, dass mer Plaz maachen an der Unisec. Et ass net méi wéi virdrun, déi zwee Parqueten, Dikrëch a Lëtzebuerg, hunn sech schon engagéiert duerch circulaire interne fir dat dote lo schonn z'applizéieren. Dat funktionéiert och. Ech sinn och d'Accord mat allen Intervenanten déi soen, dass kee Mineur an de Prisong gehéiert, mee gitt mir eng sécher Struktur wou ee Mineur kann hikommen, wou keng Majeure sinn. Mee wat wann keng Plaz an der Unisec ass ? Et muss een sech just eng Fro stellen. Wat geschitt wann mir hei erausginn an et gëtt ee vun engem Mineur ëmbruecht oder vergewallegt ? Deen Mineur géing festgeholl ginn an da misst en an d'Unisec goen. Mee da seet den Direkter mir déi hunn keng Plaz méi, well effektiv d'Unisec ass meeschtens iwwerbesat. Wat maache mer dann ? Mer hunn zwou Solutiounen. Entweder mer loossen hie goen, dat wier

ee Skandal. Oder, an dat fannen ech schrecklech, mer huelen een aneren aus den Unisec eraus a setzen deen doten eran. Mee et gëtt awer och een Grond fir dass deen aanere Jonken an der Unisec ass. An dat huet och ee vun den däitschen Intervenante gesot, wann mol eng Kéier ee setzt, da sollen d'Pedagogen och d'Zäit hunn fir mat deem ze schaffen. Dann kann et net sinn, dass ee räischt Land wéi Lëtzebuerg, een no e puer Wochen eraussetzt fir een aneren an d'Unisec ze setzen. Keen vun eis wëll ee Jonken an de Prisong setzen, mee gitt eis eng Struktur wou mir deen da kënnen à l'„écart des majeurs“ ënnerbréngen.

Système multidisciplinaire : mir schaffe ganz gutt mat engem ganze Koup Acteuren um Terrain. Mam Ministère de l'Éducation Nationale hunn mir eng flott Broschür ausgeschafft wou Educateuren, Professeren a Léierpersonal erkläert kréien, wéi si eppes signaléiere kënnen. Mir hunn Associatiounen déi an de Klinicken agéieren an do Leit forméiere fi reis Signalementer ze maachen. Ech si selwer schonn a Klinicke gaange fir verschidden modus operandi auszeschaffen.

Ee leschte Punkt, wou mer all d'Accord misste sinn. Een age minimum de responsabilité pénal besteet net am aktuellen Text. Ech sinn d'Accord, dass mer een Alter solle festsetzen ënnert deem mer keen droit pénal uwenden.

Fernand Schintgen, pédagogue social, était directeur du département Aide sociale à l'enfance à Caritas Jeunes et Familles a.s.b.l. au Luxembourg et membre de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK).

Fernand Schintgen, social pedagogue, was Director of the Child and Family Welfare Department of Caritas Jeunes et Familles in Luxembourg and a member of the Ombudsman Committee for Children's Rights (ORK).

Fernand Schintgen, Sozialpädagoge, war Direktor der Abteilung Kinder- und Familienhilfe der Caritas Jeunes et Familles in Luxemburg und Mitglied des Ombudskomitees für Kinderrechte (ORK).

Merci! Ech wëll fir d'éischt eise Präsident entschëlegen, deen an engem wuelverdénge Congé am Moment ass. Dofir vertrieeden ech hei den Här René Schlechter. Ech wollt kuerz iwwer Vulnerabilitéit schwätzen an iwwert eng population vulnérable, ëm déi et jo an dësem Kontext geet. Vulnerabilitéit kenne mer all, déi gëtt et queesch duerch eis Gesellschaft a ville Formen. Si ass soft sozio-ekonomesch bedénge, an och geographesch a politesch bedénge, demno wéini déi Leit bei eis komm sinn, mee et ass awer och esou, dass all déi Mineuren déi concernéiert sinn duerch Mesuren am Kader vun der Protection de la jeunesse natierlech zu enger population vulnérable gehéieren. Mee si sinn awer och en aval vun sou Decisiounen. Et ass net, dass mir bei enger Famill eng assistance éducative hunn an do intervenéieren, dass dat keng Situatioun méi ass vun personne vulnérable. Et ass och net esou, dass wann ee Kand bis placéiert ass, well et doheem wierklech eng ze vill schwierig Situatioun war, dass dat Kand dann net méi een jeune vulnérable ass. Et ass et och nach wann mir amgang si mat hinnen ze schaffen. An do wëll ech ganz speziell op de Kontext ze schwätze kommen, dee bis lo nach net ugeschwat ginn ass an op deen projet de loi agoen, dee virleit. Well dat war och aus der Siicht vum ORK eigentlech den Ophänkert vun deene Konferenzen hei.

Et ass dem ORK, an dat mierkt een och, wann een eis Recommandatiounen kucke vun de leschte Joren, nach ni drëms gaangen ze appreciéieren oder ze beurteilen, oder ze veruerteelen wéi Juridiction funktionéiert oder wéi Magistraten hier Aarbecht maachen. Dat ass net den objet vun eisen Interventiounen an de leschte Joren. Mee et geet ëm een Text, dee virleit, a vun deem mer mengen, dass en net ambitiéis genuch ass. Et kann ee méi wäit goen, et kann ee méi maachen. Mer sinn ee ganzt ambitiéis Land op ville Gebitter, eise Finanz-Know-How léist sech weltwäit weisen, iwverall gëtt vun eisen Investiziounsmodeller an nohalteger Economie geschwat. Mir hunn och eng Visioun vun enger biologescher Landwirtschaft,

a mir kéinten och op deem heite Gebitt absolut top sinn, sou dass eis Leit an d'Ausland op Konferenze ginn an eise Model virstellen, well en wierklech avant-gardistes a progressiv ass, am plaz hannendrun nozelafen an e bëssen nozebesseren. Dat waren d'Ambitiounen déi mir vermësst hunn an deem projet de loi.

Wat mer vun deene Konferenzen hei zeréckbehalen, do ass eis eng ganz wichteg Notioun opgefall, och am Model deen an Däitschland applizéiert gëtt : Zwanzeg Prozent vun de jonke Leit déi duerch d'Jugendstroferecht an Däitschland concernéiert sinn, si Mineuren. Déi aner sinn iwwer 18. Mer schwätze vu Jugendstroferecht, mer schwätze vu Mesurë fir Heranwachsene. Do ass och eng Plaz wou et wichteg ass, dass mer an Zukunft déi Trennung net sou radikal bei 18 Joer maachen an dass mer do vläicht och den emotional gap, wéi en vun de Wëssenschaftler an haaptsächlech den Neurologen an Neuro-Psychiater déi lescht Jore kloer wëssenschaftlech bewise ginn ass, méi beuechten. Jonk Mënschen entwéckelen sech am sozio-emotionelle Kontext, wat Empathie betrëfft, sech a Situatiounen vun anere kënnen eraversetzen an sou weider vill méi lues wéi an hiren Intellegenzentwécklung. Eng eigentlech Reifung vun engem Mënsch trëtt u sech réischt mat zwanzeg bis 24 Joer an. Doduerch gëtt et jo och Iddie wéi Statusdelikter, typesch Delikter fir jonk Leit, typesch Delikter fir eng net räif Persoun. Deem muss ee Rechnung droen iwwer de mageschen Alter vun 18 Joer eraus.

Donieft ass et fir eis wichteg ze ënnersträichen, dass mir eng „child-friendly justice“ kréien. Mer brauchen Artikelen déi esou formuléiert sinn, dass Kanner an Elteren se verstinn. Et kéint een awer och allgemeng soen, dass mer eng „user-friendly“ justice brauchen, dass och déi Professionell, déi concernéiert sinn duerch d'mise en application vun engem Gesetz, déi en aval vun den „décisions judiciaires“ iwwer Joren déi Mesuren dann och ëmsetzen, dass fir jiddwereen deen do beträff ass, d'Gesetz esou formuléiert ass, dass een sech doran erëmfënnt an dass mer eise Rôle all sou gutt wéi méiglech kënnen wouerhunn.

D'Recommandatiounen vum ORK dréinen sech och ëmmer vill méi ëm déi Servicer, Prestataire an Initiativen am Land déi éischter duerch eng Applikatioun vun den Decisiounen vum Geriicht concernéiert sinn, wéi dass mir eis mat eenzelen décisions judiciaires ausernaner setzen. Natierlech ass et an dem Kontext vun all deene Mesurë wichteg dass den rôle vum Staat net nëmmen den protecteur ass, mee och dass iwwer déi selwescht Gesetzer d'Participatioun vu jonke Leit an hiren Eltere garantéiert gëtt, dass do och de Staat senger Versuerungsról, senger Provisiounsról gerecht gëtt an alles ubitt wat déi Kanner brauchen. Usech misst

et garantéiert sinn, dass keng Kanner mussen an d'Ausland goen, well mer keng schoulesch Léisungen hunn, oder well mer net déi richteg psychiatresch oder psychotherapeutesch Betreuung hei hunn. Do muss och ee Gesamtpaket entstoen, wou et net nëmmen ëm d'Protection geet mee och dorëms dass d'protection de la jeunesse, zesumme mat der aide à l'enfance net den état protecteur sinn, mee den état promoteur vun den Droits de l'Enfant an dass dat an engem ganzen sech erëmpigelt.

D'Gesamtpresentatioun vun engem Gesetz an der Harmonie mat den Droits de l'Enfant ass natierlech ee Spagat, deen net esou einfach ass a genee dat ass och den Dilemma vun deem projet de loi dee virleit. D'Geriicht muss kënnen séier handeln a Fäll vu Maltraitance, vun Abus, vu sexuellen Abusen. An deene Fäll muss eng Suspicioun duergoen, dass d'Geriicht kann handeln. Et ass extrem wichteg, dass do net onnëtz Zäit verluer geet, wann e Kand wierklech an enger dramatescher Situatioun ass. Wan d'Geriicht dat bis weess, da muss eppes geschéien an da muss et séier goen. Et ass awer riskant, wann déi selwescht Artikelen dann awer och erlaaben, dass ee Kand op Gron vun enger Suspicioun zum Beispill kann agespaart ginn. Och wann ee seet, dass dat nëmme fir ganz kuerz Zäit ass an dass hannert deene Mauere ganz vill Therapie leeft a vill geschafft gëtt. Do geet et ëm d'Iddi vun engem fairen droit pénale, deen am Sënn vun der Kannerrechtskonventioun formuléiert gëtt. Den ORK huet dofir och d'Fuerderung fir ze soen, dass den Dialog tëschent der protection de la jeunesse an der aide à l'enfance vläicht vill méi intensiv misst weidergoen an dass och een dialogue structuré wéi mer en op anere Gebidder hunn, wéi zum Beispill tëschent de Servicer vun der aide à l'enfance an dem Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse den „dialogue structuré“ a Form vu Kommissiounen am Gesetz verankert gëtt, zum Beispill wéi déi Leit sech begéinen, an dass se sech regelméisseg begéinen. Dass engersäits déi Aarbecht déi ee Jugendriichter mëscht fir zu senger Decisioun ze kommen an dann alles wat hannendrun kënn, well da geet fir d'Leit um Terrain d'Aarbecht eréischt un. Wann eng Decisioun geholl ass, da concernéiert deen Dossier während laange Joren eventuell ganz vill Servicer vun der aide à l'enfance an dofir ass do een Zesummespill tëschent aide à l'enfance an protection de la jeunesse eng absolut Noutwendegkeet. Fir eis misst et also mat engem Gesetz op deem Gebitt nach eng Kéier frësch ugoen, dass mer wierklech ee fortschrëttlecht, exemplarescht Gesetz schreiwen, wou och d'Leit am Ausland eis kënnen op Konferenzen invitéiere fir dass mer erkläre wéi mer dat gemaach hunn. Merci !

Jean-Marie Wagner a étudié la pédagogie sociale à l'Université de Trèves et travaillait au "Kannerhem Izeg" (Arcus) à partir de 1997 où il a repris la Direction en 2001. Membre de l'ANCES depuis 1994 et du comité rédactionnel de "forum" (jusqu'en 2017), dans lequel il a publié régulièrement au Sujet de la protection de la Jeunesse.

Jean-Marie Wagner studied social pedagogy at the University of Trier and worked at the "Kannerheem Izeg" (Arcus) since 1997 and whose Director he became in 2001. Boardmember of ANCES from 1994 on, as well as from "forum" (until 2017) where he published regularly on related topics of child Protection and youth care work.

Jean-Marie Wagner studierte Diplompädagoge an der Universität Trier und begann die berufliche Laufbahn 1996 beim "Kannerheem Izeg" (Arcus) dessen Leitung er 2001 übernommen hat bis 2020. Mitglied des ANCES-Fachverbandes ab 1994. Als Mitglied des Redaktionsvorstandes der Zeitschrift "forum" bis 2017 publizierte er ab 1998 regelmäßig zum Kinderschutz und Kinder- und Jugendhilfe.

Merci ! Jo et ass ëmmer schwéier als Diplompädagog, dee vun engem ganz anere Bord kënnt, mat Juristen an engem table-ronde ze sinn. Mir hunn deen Debat, dee ganz fondéiert organiséiert war, vum ANCES-Fachverband fir Sozial Aarbecht, Bildung an Erziehung intensiv suivéiert. An ech mengen et gëtt zwou Conclusiounen, déi ganz wichteg sinn:

Mir brauchen, wann mir mat Jugendlechen an hire Famille schaffen, als éischt Kloerheet! An dofir encouragéiere mer och déi Demarchen, wann een neien Text op de Wee gaangen ass, Kloerheet fir ze schaffen! D'Situatioun, déi am Moment effektiv schwierig ass, och wann all déi Acteuren, an dat muss ee wierklech bestätegen, ech maachen dat lo säit 25 Joer als chargé de direction vun engem Ariichtung, déi dat u sech an engem ganz positive Setting maachen. Mee et ass einfach schwierig engem Jugendlechen, deen doheem erausgeholl ginn ass, well de Kader doheem immens schwierig ass, also aus Kannerschutzgrënn, deen da bei eis ass an dann en cours de route och nach strof-rechtlech "Gaffen" mëscht, deem ze erklären, dass dat eent näischt mat deem aneren ze dinn huet an dass dat eent dat eent ass an dat anert dat anert. Dat ass ganz komplex, d'Aarbecht mat deem Jugendleche gëtt onvergläichlech schwierig. Dofir si mer frou, dass am cycle de conférences eigentlech zwou Saachen opgetaucht sinn : e bëssen de Begrëff vun der „aide-contrainte“ an den zweete Volet vun den „jeunes en conflit“ avec la loi.

Ech gesinn hei immens vill Chancen, souwuel fir d'Acteure vun der Justiz, wéi och vum Sozialsecteur, déi dee Moment och hier Mesuren däitlech

méi differenzéiere kënnen, méi adaptéiert nach eng Kéier un déi eenzel Settingen erugeo kënnen. Ech gesinn do wierklech immens Chancen de "Schulterschluss" ze maache mat enger Justiz, déi jo lo mol, wann een d'Grondsätz an Europa e bësse kuckt, d'Strof an d'Agéspaartsinn ganz hannen op der Leescht huet. Dat ass eng Erausfuerderung fir de Secteur, déi mir stemme mussen an déi nei Chancen effektiv opmécht.

Mir sinn also gespaant wat lo dobäi erauskënnt an ech géif dann elo d'Wuert weiderginn.

Claudia Monti, avocate, spécialisée en droit de la famille et droits de l'enfant. Éluë comme Ombudsman (médiateur) et contrôleur externe des lieux privés de liberté (CELPL) le 21 mars 2017, pour un mandat de huit ans, elle prend régulièrement position sur des questions des droits de l'enfant.

Claudia Monti, lawyer, specialized in family law and children's rights. Elected as Ombudsman and External Controller of Institutions of Deprivation of Liberty (CELPL) on 21 March 2017, for a term of eight years, she regularly takes a stand on child rights' issues.

Claudia Monti, Rechtsanwältin, spezialisiert auf Familienrecht und Kinderrechte. Am 21. März 2017 wurde Monti für eine Amtszeit von acht Jahren zur Bürgerbeauftragten und externen Kontrolleurin für freiheitsentziehende Einrichtungen (CELPL) gewählt und sie nimmt in der Rolle regelmäßig Stellung zu Fragen der Kinderrechte.

Merci beaucoup ! Je vous remercie de m'avoir donné la parole, ce qui me permettra d'expliquer dans un premier temps le rôle de l'Ombudsman et, dans un second temps, ce qu'on a pu constater sur le terrain. Tout d'abord, il faut dire que l'Ombudsman est une Institution possédant deux « casquettes ». L'une correspond effectivement au mécanisme de contrôle externe des lieux privés de liberté. L'autre consiste en un rôle de médiateur entre l'Administration et ses administrés.

De son côté, le mécanisme de contrôle, qui est en outre un mécanisme de prévention, a pour but de prévenir des injustices ou des violations de loi au sens le plus large du terme. Pareil mécanisme ne doit pas être saisi individuellement par les personnes. C'est un organe qui, de par lui-même, peut se rendre à tous les endroits où des personnes mineures ou majeures sont placées, détenues ou retenues contre leur volonté, c'est-à-dire par voie de décision de justice. Pour les mineurs, il y a pour le moment quatre endroits prédéfinis, c'est-à-dire Dreibern pour les garçons, Schrassig pour les filles, l'Unisec et la prison, cette dernière restant malheureusement encore à ce jour une alternative possible. Accessoirement, sont encore concernées les psychiatries pour les personnes qui y sont placées par voie judiciaire, ainsi que le Centre de rétention. À remarquer que la prison est un endroit un peu particulier que je n'aborderai peut-être pas aujourd'hui, étant donné que ce n'est pas vraiment le volet qui nous intéresse.

L'Ombudsman exerce encore la fonction de Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg. Dans cette mission, l'Ombudsman est saisi de plaintes individuelles, ou « réclamations », par des personnes qui s'estiment injustement traitées par un organe public.

Je fais cette différence tout simplement parce que le Médiateur et le Contrôleur Externe ont non seulement des fonctions différentes, mais également des domaines et des modalités d'interventions, de même que des pouvoirs différents. En tant que Contrôleur, l'Ombudsman peut se rendre à tout moment aux différents endroits où des personnes sont placées, détenues ou retenues par décision judiciaire, sans s'annoncer préalablement, pour justement vérifier que les droits des personnes sont respectés. Évidemment, nous sommes souvent appelés par des personnes qui nous signalent telle ou telle situation qui leur déplaît ou qui ne les arrange pas. À ce moment-là, il faudra vérifier si c'est quelque chose de récurrent et si cela peut faire l'objet d'un contrôle. En principe, il faudra souvent rediriger ces personnes vers le service du Médiateur. Ce dernier pourra alors analyser la doléance présentée et, le cas échéant, intervenir auprès de l'administration concernée, tenter d'arranger les choses et de rétablir le dialogue. La personne peut saisir le Médiateur par écrit ou oralement et dans certaines situations je me déplace, respectivement un de mes collègues se déplace, pour recueillir les informations. Le Médiateur, conscient de n'avoir qu'une interprétation d'une situation donnée, va par ailleurs prendre en considération la position de l'administration concernée pour vérifier effectivement s'il y a une violation d'une loi ou pas.

Ceci étant précisé, j'interviendrai donc aujourd'hui en tant que mécanisme de prévention, parce que c'est en tant que tel que je suis allée sur les différents lieux, que je suis allée vérifier ce qui s'y passe et comment cela fonctionne, que j'ai pu recueillir les témoignages non seulement des personnes qui sont placées, détenues ou retenues, mais aussi des personnes qui travaillent dans ces endroits, parce qu'il fait aussi partie de mon travail de vérifier si les conditions de travail des personnes sont garanties. Le rôle du Contrôleur Externe est justement aussi d'aider le législateur à améliorer les lois existantes, respectivement à donner son avis et de faire des propositions pour des lois qui sont en voie d'élaboration.

Je n'insisterai pas maintenant davantage sur la prison où je garde un œil particulièrement attentif sur les mineurs tout en espérant qu'au plus rapide cette alternative n'en soit plus. Je m'intéresse donc aux infrastructures un peu moins coercitives, sachant qu'en principe, l'Unisec devrait pouvoir remplacer les différentes instances qui sont encore plus répressives, c'est-à-dire, au Luxembourg, la prison.

Beaucoup de négatif et de mauvaise vue semblent jetés sur certains professionnels. J'aimerais quand même souligner que, pour ma part, la collaboration avec les professionnels du terrain est positive. Généralement, quand je demande une collabo-

ration ou des renseignements, je ne me vois pas opposer de résistance outre-mesure. Une coopération entre les différentes instances concernées par la matière est essentielle.

Pour réguler le placement des mineurs, nous avons beaucoup discuté avec les policiers. Ces derniers ont des formations et des réunions de travail régulières, notamment lors des mesures de contrôle que l'Ombudsman peut réaliser. Lorsqu'un mineur est placé, les policiers essaient, dans la mesure du possible, d'aller chercher le mineur, s'il faut aller le chercher, dans des voitures non-officielles et en civil. Ils essaient au mieux d'éviter les menottes. Ils essaient au mieux de ne pas ramener un mineur un vendredi à 17h aux différents endroits, parce qu'évidemment, week-end oblige, l'organisation est toujours plus difficile, qu'il s'agisse d'expliquer au mineur ce qui se passe ou de trouver un avocat. Il est donc en général essayé de l'éviter, parce que le mineur, quand on le place, le ressent en premier lieu comme une agression. Pour lui, ce n'est pas forcément une mesure de protection, mais une mesure d'agression. Il ne sait pas ce qui se passe. Il faut savoir aussi que certains enfants sont placés pour être protégés. Ils n'ont pas tous fait une bêtise ni commis une infraction, ils ne doivent pas tous être protégés d'eux-mêmes, mais parfois être protégés en urgence d'une autre personne.

Ce qu'on a pu constater sur le terrain, c'est que dans la mesure du possible, il est bien expliqué aux mineurs ce qui se passe et un contact est pris avec un avocat. Lorsque les enfants arrivent aux différents endroits où ils sont placés, on leur explique comment cela se passe, on leur fait une visite des lieux. L'Unisec a ainsi annoncé qu'une brochure expliquant leurs droits et le fonctionnement interne de l'infrastructure sera prochainement remise aux mineurs. Les mineurs ont accès aux soins médicaux. Ils ont accès à une éducation, ce qui est important, surtout à l'Unisec où ils ont une éducation plus adaptée à leur situation individuelle. Il faut savoir que pour certains mineurs, il faut déjà les réhabituer à être scolarisés. Il faut évidemment aussi trouver des solutions pour les mineurs qui ne sont plus en obligation d'être scolarisés. À ce moment-là, il faudra trouver des alternatives. Il faut dire que, tant à l'Unisec qu'à Dreiborn ou qu'à Schrässig, on essaie vraiment de les occuper par ergonomie, par thérapeutes et autres pour justement leur offrir une resocialisation, s'il faut une socialisation, et aussi les occuper, respectivement les réintégrer pour autant que possible.

Il faut souligner qu'il faut élaborer avec les mineurs un projet individuel, qui leur permet d'avoir des perspectives d'avenir. À ce moment-là, il est très important de pouvoir donner tous les moyens aux professionnels. Ce qui est important et qui sera un challenge pour le futur, c'est d'élaborer juste-

ment les infrastructures nécessaires pour pouvoir recueillir les mineurs une fois qu'ils sortent des endroits où ils sont placés. L'idée est ainsi de prévoir une infrastructure visant à prolonger le travail déjà réalisé. Dans l'optique que les mineurs ne doivent pas rester à terme prolongé dans les différentes infrastructures, il faut au maximum intégrer les parents. Parfois, il faut aussi réhabituer les parents à adopter leur rôle et responsabilité de parents. Il faudra les accompagner au maximum et il faudra donc des infrastructures pour cela. Il faudra que le juge – et je suis contente d'entendre que les juges sont très conscients de leur rôle – aient un contact régulier et poussé avec le mineur, qu'il le fasse venir ou qu'il se rendent spontanément eux-mêmes dans les infrastructures concernées pour constater ce qui se passe. Il faut qu'ils fassent un constat régulier par eux-mêmes et non seulement par personnes interposées.

Il faudra aussi restocker le personnel à ce niveau-là. S'il est bien d'avoir aidé dans un premier temps en urgence un mineur et de le suivre, il faut encore se donner les moyens de pouvoir rencontrer le mineur régulièrement pour élaborer des projets à long terme avec lui. Il faudra encore se donner les moyens de pouvoir poursuivre ces projets, le cas échéant au-delà des 18 ans de l'individu. Un vœu qu'on peut avoir en tant que professionnel, c'est qu'il y aura des infrastructures qui, au-delà des 18 ans, donneront aux mineurs encore fragilisés, aux parents peut être fragilisés aussi, l'opportunité de pouvoir continuer le bon travail qui aura été fait. Il faudra aussi pouvoir compter sur différents autres interlocuteurs, parce qu'il ne suffit pas de donner une formation aux jeunes. Il faudra ainsi prévoir l'intervention d'autres ministères qui seraient compétents, élaborer par exemple avec l'ADEM des projets d'intégration dans le monde du travail, prévoir comment assurer un suivi psychiatrique, qui sera le cas échéant nécessaire, prévoir une possibilité de logement, éventuellement encadré, veiller à envisager le plus grand nombre de situations possibles, alors que les mineurs sont très individualistes et très diversifiés dans leurs idées et dans les aléas qu'ils peuvent poser. Il faudra absolument prévoir des concepts pour l'Unisec. De tels concepts ont déjà pu être discutés à titre d'exemple, pour les jeunes mamans, respectivement pour les jeunes filles enceintes. Il faudra effectivement prévoir des mécanismes à ce niveau-là, ainsi qu'en matière d'éducation sexuelle où il y a encore beaucoup de travail à accomplir.

Les sujets « droit pénal » et « mineurs en prison » ont déjà fait l'objet de beaucoup de discussions. Néanmoins, je dois quand même me prononcer un minimum là-dessus. Ainsi, que fait-on lorsque la capacité d'accueil de l'Unisec est atteinte, étant donné que c'est l'un des scénarios pouvant

entraîner le placement d'un mineur en prison ? Évidemment, on pourrait penser à l'agrandissement de l'Unisec. Ce serait une solution de facilité, mais c'est justement une solution qui me déplaît, parce qu'agrandir l'Unisec voudrait aussi dire donner des moyens à placer plus de mineurs d'une façon plus régulière à l'Unisec. Jusqu'à présent, il n'y a jamais eu plus que neufs mineurs en prison. Par contre, l'Unisec a déjà vu sa capacité d'accueil maximale atteinte. Cela semble ainsi dire que quand on a des infrastructures, il est possible de les remplir et je ne voudrais pas qu'on ait la possibilité de reprocher aux juges de prendre des solutions de facilité, parce que je sais que pour les juges aussi, il est difficile de décider comment et où placer tel ou tel mineur, surtout quand l'Unisec a atteint sa capacité d'accueil maximale. Je suis donc d'avis qu'il faudra aussi donner aux juges l'outil leur permettant de savoir comment et où placer un mineur, leur donner les moyens nécessaires et les aider à établir un profil de mineur correspondant aux caractéristiques de chaque infrastructure. L'Ombudsman adopte une position ferme en ce sens et je crois partant être en commun accord avec les différents protecteurs en matière de Droits de l'Homme ou Droits de l'Enfance. N'oublions pas que les enfants sont aussi protégés par les Droits de l'Homme.

Je m'explique, par exemple un fugueur, s'il est multi-récidiviste en matière de fugue, ne devrait en aucun cas être placé à l'Unisec, alors qu'en soi la fugue ne devrait pas non plus entraîner un emprisonnement. L'Unisec a été justement conçue pour éviter qu'il y ait des mineurs qui soient placés en prison. C'est pourquoi il faudrait à ce niveau-là établir un profil pour les mineurs pour lesquels l'Unisec serait l'endroit de placement indiqué pour justement éviter d'y placer trop rapidement des mineurs avec des profils hétérogènes, ce qui serait préjudiciable pour tout intéressé.

Un dernier mot concernant le droit pénal : je constate qu'on admet qu'il y aurait de facto un droit pénal qui s'appliquerait aux mineurs, or à ce jour légalement au Luxembourg, il n'en existe pas encore, même si le projet lui, on en discute depuis de longues années. J'insiste qu'il est pour moi inconcevable d'utiliser le droit de la protection de la jeunesse pour, par voie détournée, en faire d'une certaine façon, un droit pénal et l'appliquer ainsi. Le droit pénal et le droit de la protection de la jeunesse ont deux objectifs et finalités tout à fait différentes et on ne devrait en aucun cas pouvoir mélanger les deux. Je ne suis pas tout à fait d'accord avec Monsieur David Lentz qui dit que les mineurs ont jusqu'à présent les mêmes droits que les majeurs, lorsque ces derniers sont soumis au droit pénal bien existant dans leur chef, particulièrement en matière des droits de la défense.

Merci pour votre attention.

Après des études de droit à la faculté de droit et de sciences sociales de Poitiers (France), **Valérie Dupong** a obtenu en 1986 une maîtrise en droit privé, mention « carrières judiciaires ». Elle est admise au barreau de Luxembourg en 1987. En 1993, elle a fondé l'étude Dupong et Lecuit, actuellement étude Dupong, Krieps, Du Bois & Dias Videira, avec les spécialisations en droit familial et patrimonial, droits de l'enfant et le droit médical. Depuis 1988 à ce jour, elle enseigne et donne des formations dans les domaines du droit familial, de la protection de la jeunesse, de la responsabilité professionnelle et du secret professionnel. Valérie Dupong est la bâtonnière de l'Ordre des Avocats de Luxembourg depuis septembre 2020.

After studying law at the Faculty of Law and Social Sciences of Poitiers (France), Valérie Dupong obtained in 1986 a master's degree in private law. She was admitted to the Luxembourg Bar in 1987. In 1993, she founded the law firm Dupong and Lecuit, today Dupong, Krieps, Du Bois & Dias Videira, with specializations in family and property law, children's rights and medical law. Since 1988 to date, she has been teaching and training in the areas of family law, youth protection, professional liability and professional secrecy. Valérie Dupong is the acting President of the Luxembourg Bar Association since September 2020.

Nach dem Studium der Rechtswissenschaften an der Fakultät für Rechts- und Sozialwissenschaften in Poitiers (Frankreich) erwarb Valérie Dupong 1986 einen Master in Privatrecht. 1987 wurde sie als Rechtsanwältin in Luxemburg zugelassen. 1993 gründete sie die Anwaltskanzlei Dupong and Lecuit, heute Anwaltskanzlei von Dupong, Krieps, Du Bois & Dias Videira, mit Spezialisierung auf Familien- und Eigentumsrecht, Kinderrechte und Medizinrecht. Seit 1988 unterrichtet und bildet sie in den Bereichen Familienrecht, Jugendschutz, Berufshaftpflicht und Berufsgeheimnis aus. Seit September 2020 ist Valérie Dupong Präsidentin der luxemburgischen Rechtsanwaltskammer.

Je vous remercie de m'avoir si gentiment invitée et accueillie. Comme je représente le Barreau, je voudrais vous parler d'une institution, qui n'existe que depuis à peu près 30 ou 25 années et qui s'est beaucoup développée : l'avocat pour enfant.

L'avocat pour enfants représente l'enfant dans les instances judiciaires qui l'intéressent, il l'assiste, le soutient, et l'accompagne. Ses mandants sont des mineurs qui ont la qualité de victimes ou d'auteurs, mais également des enfants qui font valoir leurs droits devant les juges civils et les juges aux affaires familiales.

1. L'intervention du Barreau de Luxembourg dans la défense des droits des enfants :

Elle se fait principalement à deux niveaux, à savoir la rédaction des avis et la formation des avocats.

A. *La rédaction d'avis :*

L'avis du Barreau de Luxembourg est régulièrement sollicité par les ministères et plus particulièrement par le Ministère de la Justice. Les projets de lois intéressant la profession lui sont régulièrement soumis. Les projets concernant le droit de la famille au sens large et le droit des enfants en font partie. Deux commissions du barreau « droit de la famille » et « droit pénal » composées d'avocats bénévoles et spécialisés soutiennent le Conseil de l'Ordre dans ces travaux. De temps en temps, le Barreau est associé ou consulté pour les travaux en amont de la rédaction des projets de loi, ce qui est fortement apprécié par les femmes et hommes du terrain.

B. *La formation :*

Depuis quelques années, une augmentation régulière des dossiers d'enfants est constatée et donc une plus forte demande pour des avocats qui représentent les mineurs d'âge. Ceci est dû aux faits, d'une part que les textes donnant des droits aux enfants sont devenus plus nombreux et d'autre part que les enfants eux-mêmes, mais également les juridictions, ont découvert l'importance de la fonction de l'avocat pour enfant. Or le droit des enfants est non seulement très peu enseigné au niveau universitaire, mais en plus, sa pratique diffère profondément du droit des adultes. Depuis quelques années, le Barreau de Luxembourg a donc mis en place une formation bisannuelle pour avocats pour enfants. Cette formation d'au moins quatre unités à raison de deux interventions par unité ne se veut pas complète, mais cherche à sensibiliser les avocats à la complexité de leur travail avec les enfants. Il s'agit d'une formation qui touche au domaine psychologique, médical et social en plus du juridique. En 2022 aura lieu la première formation « follow-up » de seconde année qui se fera sous forme de journée avec des cours le matin et des ateliers pratiques l'après-midi.

Le but actuel est de professionnaliser encore plus cette formation qui est en pleine évolution.

C. *La nomination des avocats pour enfants :*

L'avocat d'enfants est dans la majorité des cas nommé par les magistrats saisis de l'affaire. Il arrive également que les représentants légaux choisissent l'avocat de leur enfant.

Parfois, on reproche aux magistrats et même aux avocats des parties d'avoir leurs avocats préférés ou que la nomination ne se passe pas de façon neutre.

Actuellement, les avocats pour enfants sont choisis presque exclusivement sur une liste d'avocats tenue à jour par le Barreau et soumise aux magistrats. Sur cette liste figurent les avocats qui ont suivi la formation du Barreau ou toute formation équivalente.

On pourrait à l'avenir imaginer un système où la nomination par les magistrats ne serait pas nominale et où les services du barreau qui désigneraient l'avocat pour enfant sur base d'un roulement.

Le Barreau s'occupe également de l'assistance judiciaire accordée aux mineurs, c'est-à-dire il reçoit les demandes, les accepte et soumet les avis de taxation au Ministère de la Justice qui paie les honoraires des avocats. Il y a quelques années, le Barreau a insisté pour que les avocats des mineurs travaillent sous le bénéfice de l'assistance judiciaire. Ceci leur garantit une totale neutralité financière vis-à-vis des parents et leur permet d'échapper à la pression de ces derniers.

2. Quelques remarques quant au travail de l'avocat pour enfants :

A. *Le secret professionnel :*

L'avocat est soumis à un secret professionnel très strict quant à la protection des droits de son mandant. Il ne partage donc en principe pas avec les tiers les informations que le client, même mineur, lui aura confié. Ce principe ne s'applique pas lors des plaidoiries en audience et l'avocat peut aussi s'entretenir avec des tiers quand la mission du magistrat ou la loi l'y autorise.

(Attention : quand l'avocat de l'enfant s'entretient avec les parents, cette conversation n'est pas nécessairement soumise à confidentialité.)

Toutefois, il se peut que l'avocat doive s'entretenir avec d'autres tiers ou des professionnels dans l'intérêt de l'enfant dans des cas où ni sa mission, ni la loi le protègent. En effet, des échanges avec des médecins, des enseignants ou assistant sociaux sont à l'ordre du jour de l'avocat pour enfants. Le Barreau voudrait assurer à l'avenir une meilleure protection des avocats pour enfants sans mettre en péril le principe même du secret professionnel de toute la profession.

B. *Le client est un enfant :*

Les avocats ne doivent jamais perdre de vue que leur client est le mineur, pas ses représentants légaux ou les autres membres de sa famille, ni les autres professionnels.

Un des aspects les plus difficiles de l'exercice de cette spécialité, c'est l'apprentissage de la résistance à la pression que peuvent vous faire subir les autres adultes, magistrats compris. Avant de travailler comme avocat pour enfants, jamais je n'avais réalisé que, pour un mineur donné, il pouvait y avoir autant d'opinions sur son intérêt que d'interlocuteurs.

C. *La valeur de la parole de l'enfant :*

La parole de l'enfant doit toujours, sans exception, être fidèlement rapportée par son avocat, quoi que ce dernier en pense. Cette parole doit être de préférence rapportée en début de plaidoiries, avant tous autres développements.

Mais contrairement à ce que certains voudraient, l'avocat de l'enfant n'est pas seulement le représentant de la parole de l'enfant. Ce serait absolument contraire à la déontologie et aux devoirs professionnels d'un avocat. L'avocat pour enfant défend les intérêts de son client. Il risquerait de se voir reprocher une faute professionnelle, voire pire, s'il ne pouvait pas expliquer les pressions que l'enfant subit, les intérêts éventuellement contraires à ceux de l'enfant défendus par l'entourage de ce dernier, la souffrance de l'enfant.

Dans les affaires juridiques qui se plaident en dehors de la présence de l'enfant, telles que les audiences du juge aux affaires familiales, la plaidoirie de l'avocat pour enfant est souvent rapportée au mineur par un de ses parents ; le plus souvent par celui à qui la plaidoirie n'a pas plu et qui ne va pas se gêner pour en détourner le sens. L'enfant, avec lequel son avocat avait préalablement convenu les termes des plaidoiries, ne se reconnaît pas dans le rapport du parent, se sent trahi par son avocat et la relation de confiance est injustement rompue. Une remédiation à ce problème serait l'introduction systématique de rapports écrits, au risque pas moins grave alors de voir l'enfant confronté à ses paroles par le parent déçu.

3. Un dernier mot sur l'autorité parentale :

Avec la nouvelle loi de 2018 sur la réforme du divorce et la création du juge aux affaires familiales, le principe de l'autorité parentale conjointe pour tous les parents a enfin été formellement instauré.

Ce n'était pas vraiment quelque chose de nouveau, l'autorité parentale conjointe étant déjà fermement ancrée dans les jurisprudences de nos Cours et Tribunaux.

Toutefois, le justiciable luxembourgeois mettra encore un certain temps avant de réaliser que les deux parents sont sur un vrai pied d'égalité en ce qui concerne les décisions concernant leurs enfants. Pour la plupart des parents qui ont vécu ensemble, qui ont toujours eu l'habitude de prendre les décisions communes, rien ne changera. Mais ce sont les autres parents, ceux qui se connaissent à peine quand ils ont un enfant et se séparent rapidement, qui donc devront se faire à l'idée que toutes les décisions importantes devront être prises ensemble avec un quasi-étranger et que même les décisions non-importantes seront considérées comme ayant été prises de concert. C'est un changement de mentalité en profondeur qui devra se faire pour sortir de la tête des gens que le parent chez lequel l'adresse de l'enfant est déclarée n'a pas plus de droits que l'autre.

Une autre nouveauté de cette loi est l'instauration d'une nouvelle responsabilité pour les tiers :

« À l'égard des tiers de bonne foi, chacun des parents est réputé agir avec l'accord de l'autre quand il fait seul un acte usuel de l'autorité parentale relativement à la personne de l'enfant. »

Ce qui veut dire, à contrario, que les actes importants de la vie d'un enfant, ceux qui risquent d'impacter son avenir, à savoir les actes non-usuels doivent être décidés à deux.

Par conséquent, il appartient aux tiers de faire la distinction entre les actes usuels et non-usuels et de vérifier, en cas d'acte non-usuel, que les deux parents sont d'accord.

Une première inscription en maison-relais par exemple, devra se faire de l'accord des deux parents ; une réinscription dans le même établissement l'année suivante, non.

Comment les institutions accueillant les enfants pourront-ils à l'avenir éviter des discussions avec les parents qui voudront s'immiscer dans le fonctionnement et les activités proposées sur base de l'autorité parentale conjointe ?

Une des solutions consiste dans la modification et la réévaluation des contrats entre les institutions et les personnes investies de l'autorité parentale. En effet, quand les choses ne sont pas claires pour les parents sur les services offerts, alors les parents

voudront discuter. Par contre, si les services sont déterminés à l'avance, s'il est indiscutable par exemple que les enfants d'un internat fassent tous les ans un voyage et que les décisions concernant les activités sportives sont prises par la direction, les parents ne vont pas se réveiller à chaque fois qu'un enfant aura une activité.

Pour conclure, il est indéniable que les modifications législatives récentes en droit familial et celles à venir notamment en matière de délinquance juvénile et protection des mineurs entraîneront des changements profonds, tant à l'égard de notre société qu'au niveau des acteurs professionnels. Les avocats pour enfants et le Barreau de Luxembourg sont optimistes quant à leur impact positif sur les droits des enfants.

Charles Margue est diplômé en sociologie, en gestion de la santé, en sciences politiques et en démographie. Comme ancien directeur du d'études de l'Institut de sondage TNS ILReS au Luxembourg, il a consacré une partie de son travail aux thèmes de l'évolution de la population luxembourgeoise, du vivre-ensemble et des questions transfrontalières, qu'il poursuit au niveau politique depuis 2018, date de son entrée à la Chambre des députés pour « dei gréng ». Depuis décembre 2018, Monsieur Margue est président de la Commission parlementaire de la Justice.

Charles Margue has a degree in sociology, health management, political science and demography. As former director of the opinion research institute ILReS in Luxembourg, he devoted part of his work to the Luxembourgish Demoscopy, coexistence and cross-border issues, which he has continued at the political level since 2018, when he entered the Luxembourgish Parliament for the Green Party, 'dei gréng'. Mister Margue is President of the Parliamentary Justice Committee since December 2018.

Charles Margue hat einen Abschluss in Soziologie, Gesundheitsmanagement, Politikwissenschaft und Demografie. Als ehemaliger Leiter des Meinungsforschungsinstituts TNS ILReS in Luxemburg widmete er einen Teil seiner Arbeit demoskopischen Fragen, sowie Aspekten des Zusammenlebens in der Großregion. Schwerpunkte, die auch seine politische Arbeit prägten, als er 2018 für „dei gréng“ (die Grünen) in die Abgeordnetenkammer einzog. Seit Dezember 2018 ist Charles Margue überdies Präsident des parlamentarischen Justizausschusses.

Merci Madame Dupong de pouvoir continuer sur votre optimisme.

Après la surprise que j'ai pu avoir en découvrant ce projet de loi en tant que président dans ma nouvelle fonction de président de la Commission de la Justice, surprise qui au bout de quelques semaines m'a permis d'y voir un peu plus clair... J'étais un peu perplexe à un certain moment, quand j'ai réalisé que ce ne sont pas seulement les enjeux, mais le jeu des « excusez-moi », le jeu des acteurs en place et le blocage un peu pas du fonctionnement au quotidien, mais du dialogue ou des positions arrêtées, ce qui n'était pas moi qui suis plutôt quelqu'un qui préfère dialoguer et discuter, peut-être à outrance, que de se bloquer. Donc bien a été fait que cette commission nouvellement constituée se soit saisi ce sujet de société, et j'insiste là-dessus, c'est un sujet de société, pour pouvoir auditionner les principaux acteurs en toute sérénité. J'espère que la sérénité sera le ton pour les semaines et les mois à venir afin de progresser.

Perplexe et surpris étais-je quand j'ai réalisé que le texte sur lequel tous les acteurs s'étaient mis d'accord ne correspondait pas aux revendications et aux obligations des traités internationaux en

matière de convention pour les droits de l'enfant. Une surprise que j'ai vécue encore, et je tiens à remercier franchement, que cette série de conférences a eu lieu en parallèle, en même temps. Ça permet d'ouvrir le débat et ça permet aussi de relativiser énormément de choses et de pratiques très différentes. Je reviens à la réflexion que c'est un débat de société : quelles sont nos ambitions de législateur, quelles sont nos ambitions en termes de société, quelles protections donnons-nous à nos jeunes, quelle est l'ambition pour le droit des parents et, comme Madame Dupong vient de le dire, ce n'est pas évident ce que cette nouvelle répartition des rôles va avoir comme conséquences.

Ensuite, ce qui m'a surpris en écoutant les juristes internationaux des différents pays, c'est que c'est une matière en évolution. Conclusion que j'en tire ici sur cette table : on parlait beaucoup de formations qui existent, qui se fait à sa propre initiative, mais je revendique clairement, et les conférenciers l'ont dit aussi, une formation continue obligatoire pour que ce soit clair, et pour que les échanges au niveau international continuent d'avoir lieu. Tout le monde a apprécié le stimulus d'avoir des vues d'au-delà de nos frontières. Pourquoi est-ce important ? Les bonnes idées, il faut les prendre où elles sont, mais aussi notre société, elle est multiculturelle et donc nous avons des gens, des parents, des jeunes venant d'autres cultures, pays et systèmes.

Quand j'ai suivi comme beaucoup d'entre nous la conférence sur la France la semaine dernière, il faut quand-même comprendre que je ressens cette structure et cette pratique comme violente en elle-même. Ne connaissant pas suffisamment cet état de fait, rencontrant des concitoyens français ou des parents français, il faut quand-même savoir d'où ils viennent et quelles sont leurs revendications et malheureusement aussi probablement leur agressivité par rapport à un système qui leur propose autre chose.

Quand je dis formation continue obligatoire, je reprends un mot peut-être un peu facile. La justice telle que je l'ai vécue en tant qu'observateur jusqu'à présent, la justice des mineurs est une justice mineure « Dat geet net méi ». J'estime que la justice pour mineurs doit être une justice revalorisée avec des personnes formées en continu, mais aussi formées préalablement peut-être un peu plus, que cette carrière soit aussi attractive et que ce ne soit pas considérée, peut-être à tort ou à raison de ma part, comme un passage dans une carrière professionnelle. Chacun a droit à une carrière professionnelle de magistrat, je sais que beaucoup s'y épanouisse, mais par rapport aux autres

magistrats et par rapport à la société, je trouverais bien qu'on puisse progresser à ce niveau-là pour justement avoir cette „child-friendly” justice, comme on l'a dit.

Je reprends aussi qu'il m'importe en tant que non-juriste de pouvoir contribuer à la production d'une loi lisible et compréhensible, surtout que des parents et des jeunes, qui sont dans la difficulté au quotidien ont affaire à la justice, la comprennent et que ce n'est pas pour contraindre ou dévaloriser ou autrement valoriser le travail des juges, qui est un travail relationnel humain, que vous avez très bien décrit au démarrage. Mais je crois qu'il vaut mieux l'encadrer que de le laisser seulement au libre choix et au bon vouloir de la personne, qui est en place avec ses capacités, sa bonne volonté, que franchement je ne mets pas en doute.

Je voudrais finir par dire aussi qu'il m'importe que l'université continue à être stimulante. L'Université du Luxembourg est nouvelle, mais a beaucoup de compétence maintenant. La semaine dernière la Chambre des Députés a rencontré de nombreux scientifiques. Il faut que les débats en société soient stimulés aussi à l'initiative de l'université, pas seulement en réactivité, en demande, mais qu'ils contribuent à élargir ce débat au niveau juridique, mais aussi au niveau des sciences sociales. Merci !

Après ses études de droit à l'Université de Strasbourg, **Simone Flammang** a effectué son stage d'avocate à partir de 1996. Après avoir réussi l'examen d'admission, elle a rejoint la magistrature en 1999, où elle a travaillé pour le parquet des mineurs jusqu'en 2011. De 2011 à 2015, Simone Flammang a été juge au tribunal de la jeunesse de la Ville de Luxembourg. Depuis 2015, elle est première avocate générale au Parquet général, où elle est notamment chargée de la protection de la jeunesse.

After studying law at the University of Strasbourg, Simone Flammang completed her legal traineeship as a lawyer in 1996. After passing the admission exam, she moved to the magistrate's office in 1999, where she worked for the juvenile prosecutor's office until 2011. From 2011 to 2015, Simone Flammang was a judge for the juvenile court in Luxembourg. Since 2015, she has been working for the Office of the Attorney General as First Advocate General, where she is responsible, in particular, for the protection of minors.

Nach ihrem Studium an der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Uni Straßburg absolvierte Simone Flammang ab 1996 ihr Referendariat als Rechtsanwältin. Nach bestandenen Zulassungsexamen wechselte sie 1999 in die Magistratur, wo sie bis 2011 für die Jugendstaatsanwaltschaft tätig war. Von 2011 bis 2015 war Simone Flammang Jugendrichterin der Stadt Luxemburg. Seit 2015 ist sie bei der Generalstaatsanwaltschaft als Erste Generalanwältin tätig und ist dort unter anderem für den Jugendschutz zuständig.

Jo, ech gesinn, dass d'Reien ufänken sech ze liichten. Et fänkt un spéit ze ginn a mir hunn scho vill héieren. Ech probéieren dofir net vun Ärer Konzentratioun z'abuséieren, mee ech hunn véier Punkten iwwer déi ech wëll schwätzen an ech wëll mech och kuerz halen.

Den éischte Punkt: Merci den Organisateur fir déi interessant Konferenzen. Mir hunn déi lescht Wochen hei ee flotte Survol gemat iwwer d'Systemer vun der Justice juvénile an Europa. Mir hunn vill bäigeléiert. Ech fannen et ëmmer flott, wann e kuckt wat am Ausland sou gemaach gëtt. E klenge Regret, deen ech allerdéngs hunn, ass, dass a mengen Aen, eng Konferenz an deem Cyclis gefeelt huet, an zwar déi iwwer de Lëtzebuurger System. Lo kënt Dir mer natierlech soen, dass hei een publique averti sëtzt an dass all Mënsch weess wéi et hei zu Lëtzebuerg funktionéiert. Ech woen dat a Fro ze stellen. Ech weess, dass hei lauter Leit sëtzen, déi ganz kompetent an hirem Beräich sinn, mee ech weess net op hei wierklech jiddweree weess wéi d'Lëtzebuurger Jugendschutzgesetz applizéiert gëtt. War jiddweree vun lech schonn an enger Sëtzung vum Jugendgeriicht? Vlächicht net. Huet jiddweree vun lech schonn emol eng Kéier d'Jugendschutzgesetz gelies? Vlächicht och net. An

souguer wann Dir et gelies hutt, dann seet dat nach näischt aus iwwert déi deeglech Aarbecht vun deenen Acteuren, déi dat Gesetz mussen applizéieren oder doriwwer, wéi de Jugendrichter oder de Jugendparquet an sengem Alldag schafft. An dat mengen ech wier wierklech hei interessant gewiescht. Et wier ëmsou méi interessant gewiescht, grad zum aktuellen Zäitpunkt de mer lo hunn, wou mer immens vill Debat'en hunn, déi och flott sinn, iwwert de Jugendschutzsystem – mir liese ganz oft Artikelen an der Zeitung mëttlerweil doriwwer – an do soen ech mir, dass déi Diskussiounen, sou wéi se am Moment gefouert ginn, ganz vill op engem theoreteschen Niveau sinn a net op engem prakteschen. An och verschidder vun deenen Acteuren, déi déi Diskussiounen hei féieren, hu grouss theoretesch Kenntniss, mee si hu keng praktesch. Et ass deen Aspekt, deen hei ë bëssi ze kuerz komm ass, op mannst emol a mengen An.

E weidere Regret, deen ech och hunn, an dat geet an déi selwecht Richtung e bëssen, dat ass, dass d'Madame Winter, déi jo dësen cycle de conférences de manière très remarquée och inauguriert huet – mir hunn si dono ganz vill op der Télé gesinn, oder am Radio héieren, dat ganz Land houg der Madame Winter un de Lëpsen. Si huet mat ganz ville Leit geschwat, mee si huet, an dat regretéieren ech och, mat kengem Jugendrichter geschwat, si huet mat kengem Jugendparquet geschwat. Dat heescht et ass der Madame Winter och net erméiglecht ginn sech ze echangéieren iwwer d'Praxis vum Jugendschutz hei zu Lëtzebuerg. An ech sinn profondément iwwerzeegt, wann d'Madame Winter sech hätt kënnen echangéiere mat eis, a wann mir hier hätte kënnen erkläre wéi mir konkret au quotidien schaffe mat de Kanner, dass dann hier Kriticken iwwer eist Gesetz an eise System, déi jo awer ganz heftig ausgefall sinn, dass déi da vlächicht e bëssi manner haart ausgefall wäeren.

Als zweete Punkt wëll ech nach eng Kéier drop agoen, wat d'Rôl vun den Autorités judiciaires ass. Ech si jo gefrot gi fir hei iwwert meng Meenung zum Projet de loi an mengen Attentionen ze schwätzen. De Justizautoritéiten hire Rôl ass fir Gesetzer z'applizéieren, wéi de Gesetzgeber se stëmmt, an net fir Gesetzer ze maachen. Wann mir een Avis offiziell gefrot ginn, da gi mir deen och of, mee et ass net un eis fir hei Desiderata an Attentionen ze formuléieren. Wann mir awer lo gefrot ginn, wat mer vun engem neie Gesetz erwaarden, géif ech mengen, dass d'Antwort Nummer 1 ass, dass dat Gesetz och praktikabel ass fir eis. Et ass schéin a gutt, an och sécherlech wichteg e „user-friendly“ Gesetz ze schreiwen, wou jiddweree versteet, wou souguer Kanner solle verstoen, wann si et liese – woubäi dat ass zwar wierklech e groussen défi fir e

Gesetz ze schreiwen, wat Kanner verstoe kënnen, ech denken dat wäert dann en compte geholl gi – mee fir eis ass et virun allem wichtig, dass mer kënnen mat dem Gesetz schaffen. Ech wëll do eng Lanz brieche fir eist aktuell Gesetz, wat am Moment an enger ganz haarder Kritik steet. Mee dat Gesetz, och wann et net ganz sexy ass fir et ze liesen, och wann et e bëssi ugestéppst ass, an e groe Kapp huet, an net ganz attraktiv ass, et léisst sech awer relativ gutt domat schaffen. Dat weist eis och d'Praxis ! Et kann een nämlech e cas par cas maachen. Et kann een et un all Situatioun upassen, mat der ee saiséiert gëtt, op mir an der Präsenz vun enger Strofdot sinn am droit pénal, oder op mer an der renger Protektioun sinn, et kann een sur mesure fir d'Problematik vun all Kand Mesuren an dem Gesetz fannen an och crééieren. Wann lo een neit Gesetz soll geschafe ginn, soll do och eng gewësse Flexibilitéit a Latitüd am néie Gesetz enthale sinn. Dat huet och d'ailleurs d'Madame Winter an hirer Konferenz ënnerstrach an dat huet mir particulièrement gutt gefall, dass si gesot huet, dass een net all cas de figure an engem Gesetz virgesinn an dass een sech net an een ze vill rigiden Kader aspäre soll. Heiansdo muss een och kënnen op den bon sens an de Professionalismus vun de Magistrate vertrauen. Dat wier een Appell un de Gesetzgeber vu menger Säit.

Den projet de loi deen en route ass, ass scho vill méi procédurier wéi eist aktuell Gesetz. Et si vill méi Garantien dran agebaut ginn. Et si vill méi Limiten dran agebaut ginn. Mir sinn och do mat allem d'Accord an mir ginn och gäre mat op de Wee fir méi Sätzungen a méi Entrevuen ze maachen a méi Delaien ze respektéieren. Mee da musse mir och d'Effektiver an d'Moyenen kréie fir dat kënnen ze maachen. Ech ginn lech just als Zuel mat op de Wee, dass am Moment all Jugendriichter 800 bis 1.000 Dossieren en cours huet. E Jugendriichter schafft net wéi een zivilrechtliche Riichter, deen een Dossier virgeluecht kritt, een Urteel schwätzt an den Dossier zoumécht a fortleet. Hei ass et emgedréint : de Jugendriichter hëlt eng Decisioun an dann ass sein Dossier op an da muss hien deen Dossier suivéieren. De Moment, wéi gesot, suivéiert hien téschent 800 an 1.000 Dossieren, net Kanner, well pro Dossier kënnen jo ëmmer e puer Kanner sinn, dräi, véier oder fënnef Kanner. Da kënnt Dir lech virstelle fir wéi vill Kanner all Jugendriichter zoustänneg ass. Wa musse méi Sätzunge gemaach ginn, wéi et lo de Fall ass, da brauche mer och genuch Leit fir dat kënnen ëmzesetzen, souwuel um Niveau vun de Jugendriichter wéi och um Niveau vun den Jugendparqueten an och de Fonctionnairen a Greffieren, déi eis hëllefen.

Mäin drëtte Punkt sinn d'„garanties procédurales“, e Schlagwuert, wat immens a Moud komm ass zanter mir déi Debaten iwwer d'protection de la jeunesse féieren. Ech ka net novollzéien, dass ech ëmmer erëm an de Kapp geheit kréien, an dass ech ëmmer erëm liesen, dass keng garanties procédurales am aktuelle Gesetz oder am projet de loi sinn. Dat ass ganz einfach falsch. Dat staamt dohier, dass déi Leit, déi dat behaupten entweder d'Gesetz net gelies hunn oder se gelies hunn an se awer net richtig verstanen hunn. Den Här Lentz huet et scho gesot. Éischtens emol, wat de penale Volet ubelaangt, sou ass de ganzen Code de procédure pénale applikabel, well souwuel d'Gesetz wéi och den projet de loi renvoyéieren „de manière expresse“ op déi Texter. Dat heescht all déi Rechter déi déi Erwuessen hunn, déi hunn och Mannerjäreger, wann si eng Strofdot gemaach hunn. Dobäi kommen dann nach all déi Garantien, déi d'Jugendschutzgesetz virgesäit an och déi, déi den projet de loi virgesäit. An do ass et och an deem selwechten Otemzuch falsch ze soen, bei eis wier de Mineur „objet passif de droit“, an hien hätt selwer näischt ze radetten an der Procédure. Och dat ass falsch. Och haut schonn hu mir an eisem Gesetz deen „acteur à part entière“ ass vun der procédure. Dir wësst am droit civil ass den Mineur „juridiquement incapable“, hien däerf keng „action en justice“ maachen. Am Jugendschutzgesetz dierf hie selwer de Jugendriichter saiséieren, hien huet den „droit d'ester en justice“, hien darf zu all Moment intervenéieren. Zum Beispill, an contrairement zu deem wat d'Madame Monti virdu gesot huet, et wier net wéi an der „détention préventive“, hien hätt keng Rechter, dach, hien dierf all Dag selwer eng demande en mainlevée vu sengem Placement maachen an hie muss mol keen Affekot hunn fir dat ze maachen. Hien dierf et selwer maachen, d'Gesetz gëtt him déi Méiglechkeet. Hien dierf selwer Appell maachen, et cetera, et cetera. Dofir verstinn ech net, dass esou eppes ka behaupt ginn. An ech weisen nach eng Kéier dorop hinn, dass den projet de loi déi Garantien ëm Etleches multiplizéiert.

Véiertens wëllt ech dorop hiweisen, dass et sécherlech wichtig ass e gudden Text ze hunn mat dem e schaffe kann. Et ass och wichtig lo en schéinen a gudden an international-unerkannten Text ze schafen, mee ee gudden Text ass kee remède miracle, well, op Lëtzebuergesch gesot, de Riichter an de Parquet kënnen nëmme mat de Meedercher danzen déi do sinn. Wann mir d'Moyenen net hunn, fir duerno d'Mesuren, déi d'Gesetz virgesäit, effikass ëmzesetzen, dann nützt eis dat schéinste Gesetz näischt. Dat heescht et geet net duer sech lo nëmme op een Text ze fokusséieren, et mussen och hannendrun d'Moyenen do si fir déi richtig Institutiounen a Servicer, déi mer brauchen, ze hunn. An do, muss ee soen, ass an

de leschte Jore ganz vill geschitt. Ech weisen dorop hin, dass de SCAS opgestockt ginn ass. Ouni SCAS gëtt et kee Jugendschutz. Do ass ganz vill geschafft ginn, do si ganz vill Moyenen dran investéiert ginn. Et si ganz vill Servicer bäikomm a ganz vill Institutionen opgaangen. An awer sinn do nach ëmmer Saachen déi eis feelen, mer wëssen et alleguer. D’Kritik, déi ëmmer erëm zeréckkënnst, sinn d’Placementer am Ausland, grad wéi wann d’Justizbehörden sech eng Freed géingen draus maache fir all déi jonk Leit déi Schwierigkeiten hunn a mat deene mer net eens ginn, wäit ewech ze schécken. Sou ass dat absolut net. An d’Ausland ginn am Fong déi geschéckt fir déi et hei keng Solutioun gëtt. Voilà, sou einfach ass et. Wat eis awer sécherlech feelt, ass eng therapeutesch Institutioun, déi zur Nout och ka geschlosse sinn, fir Jugendlecher. Mir hunn dat net. Ech denken et gëtt ëmmer rëm driwwer nogeduecht fir dorunner ze schaffen an dat op de Wee ze bréngen. Do beluewen ech mech particulièrement iwwert déi gutt Kooperatioun déi mir souwuel mat Justizministère hunn mee och mam Ministère de l’Éducation nationale, de l’Enfance et de la Jeunesse, déi un deene Projete schaffen. An wéi gesot, et ass um Konkreten och wou muss soignéiert ginn an net nëmmen um theoretische Plang. Merci!

Maître **Deidre Du Bois** a obtenu une Maîtrise en droit privé général et une Maîtrise en droit privé avec une spécialisation en administration de la justice en juillet 1995 après ses études de droit à l’Université Panthéon/Assas, Paris II. Elle a été admise au Barreau de Luxembourg en 1996 et depuis 2001 elle est associée de l’étude Dupong, Krieps, Du Bois & Dias Videira. Elle est spécialisée dans le droit de la famille et des mineurs et s’occupe notamment des questions de séparation et de divorce. En tant qu’avocate des enfants, elle représente régulièrement des mineurs dans des procédures judiciaires.

‘Maître’ Deidre Du Bois obtained a ‘Maîtrise’ in General Private Law and a ‘Maîtrise’ in Private Law with a specialization in Administration of Justice in July 1995 after her law studies at the University Panthéon/Assas, Paris II. She was admitted to the Luxembourg Bar in 1996 and since 2001 she is a partner in the law firm Dupong, Krieps, Du Bois & Dias Videira. She specializes in family and juvenile law and deals with separation and divorce matters. As a children’s lawyer, she regularly represents minors in court proceedings.

Rechtsanwältin Deidre Du Bois hat seit Juli 1995 einen Abschluss in Allgemeinem Privatrecht sowie in Privatrecht mit Schwerpunkt Rechtspflege nach ihrem Studium der Rechtswissenschaften an der Universität Panthéon/Assas, Paris II. Ihre Zulassung bei der Rechtsanwaltskammer Luxemburg erfolgte 1996 und sie ist seit 2001 Partnerin in der Rechtsanwaltskanzlei Dupong, Krieps, Du Bois & Dias Videira. Sie ist auf Familien- und Jugendrecht spezialisiert und befasst sich zudem mit Trennungs- und Scheidungsangelegenheiten. Sie vertritt als Kinderanwältin regelmäßig minderjährige Kinder in Gerichtsverfahren.

Merci pour cette invitation, je dois dire que c’est très difficile de passer pratiquement comme dernière intervenante dans ce cycle de conférences, pas uniquement à cause de la question du temps, mais parce que pratiquement tout a déjà été dit. Donc je ne vais pas répéter ce que mes intervenants précédents ont déjà dit. Je voudrais peut-être enjamber sur ce qu’a exposé Madame Simone Flammang. Il est vrai qu’il y a un manque énorme et cruel de moyens, je suis d’avis que notre ministre aura peut-être quelques mots à dire à ce sujet. Ce que j’ai retenu de ce cycle de conférences, et je pense que c’est très utile quand même de le rappeler encore une fois, c’est que lorsque nous faisons une législation qui traite de la protection des mineurs, nous devons faire une législation qui traite avec bienveillance de ces mineurs et nous avons maintenant appris, et il semble que ce soit acquis scientifiquement, que les « mineurs » concernés ne sont pas uniquement les mineurs jusqu’à 18 ans, mais qu’il faut même étendre cette bienveillance aux jeunes adultes, donc aller jusqu’à l’âge de 21, 23, 24 ou 25 ans à voir. Ceci nécessitera encore d’autres moyens bien évidemment. Mais c’est une justice aussi qui

met le mineur au centre de sa législation en tant que sujet de droit, un jeune qui est aussi acteur de ce droit. La nouvelle législation sur le divorce et notamment l'introduction du juge aux affaires familiales a accentué l'importance sur l'interaction du mineur avec la justice. Et donc une justice doit être "child-friendly" dans le sens qu'elle doit être accessible aux mineurs. Ce que j'ai quand-même aussi retenu, et c'est un des sujets pour lequel la CCDH lutte depuis des années, reste la question de l'incarcération des mineurs à Schmassig. Au plus tard après ce cycle de conférences, il devrait être clair que cela ne doit tout simplement plus arriver pour aucune infraction. Nous avons appris dans beaucoup de conférences qu'effectivement il faut donner une préférence, et cela fonctionne, cela nous a été aussi expliqué à plusieurs reprises, au mode alternatif et aux mesures de diversion, qui peuvent être offerts, et l'incarcération dans un milieu fermé, réservé uniquement aux mineurs, ne doit être qu'une mesure de last resort. Cela a été souligné à plusieurs reprises et l'incarcération ne peut certainement pas être utilisée pour les petites infractions ou les incivilités. Je terminerai très rapidement, parce que Monsieur le Professeur Kilkelly nous a appris quelque chose cet après-midi et que je trouve vraiment très important et qui doit vraiment nous guider lorsque nous travaillons dans le sens des mineurs : les mineurs les plus délinquants finalement sont aussi les mineurs qui ont le plus besoin de protection. Donc si nous travaillons pour les mineurs, nous devons leur donner plus de garanties qu'aux adultes, puisqu'ils ont beaucoup moins de possibilités de se défendre.

Sascha Neumann ist seit 2020 Professor für Erziehungswissenschaft mit Schwerpunkt Sozialpädagogik am Institut für Erziehungswissenschaft der Eberhard-Karls-Universität Tübingen. Zuvor war Sascha Neumann zwischen 2017 und 2020 als ordentlicher Professor für Pädagogik der frühen Kindheit und Kindheitsforschung sowie als Studiendirektor des Bachelor en sciences sociale et éducatives an der Universität Luxemburg beschäftigt.

Depuis 2020, Sascha Neumann est professeur de sciences de l'éducation, spécialisé en pédagogie sociale, à l'Institut des sciences de l'éducation de l'Université Eberhard Karls de Tübingen. Auparavant, entre 2017 et 2020, Sascha Neumann a été professeur de pédagogie de la petite enfance et de recherche sur l'enfance ainsi que directeur d'études du Bachelor en sciences sociales et éducatives à l'Université du Luxembourg.

Dr. Sascha Neumann is Professor of Educational Sciences with focus on Social Pedagogy and Social Work at the University of Tübingen since 2020. Before he joined the University of Tübingen, Sascha Neumann worked as a full Professor of Early Childhood Education and Childhood Studies at the University of Luxembourg and Course director of the Bachelor en sciences sociales et éducatives, (2017-2020).

Ja, also ich mache etwas Neues, ich wechsele die Sprache, ich spreche Deutsch. Ansonsten bin ich auch der Meinung, wie viele der Vorredner, es ist sehr vieles gesagt worden, was wichtig ist. Was ich noch einmal unterstreichen möchte, ist aber, aus Sicht der Fakultät für Humanwissenschaften, Sozial- und Geisteswissenschaften der Universität Luxemburg, dass auch wir an der Universität mit großem Interesse die Entwicklung in diesem Bereich des Jugendstrafrechts und Jugendschutzes beobachten und natürlich bereit sind, soweit wir das können, uns einzubringen mit einer eher sozialwissenschaftlichen und nicht rechtswissenschaftlichen Perspektive.

Ich bin insbesondere als Person deswegen so stark interessiert, weil ich Studiendirektor des Bachelorstudiengangs für die Soziale Arbeit in Luxemburg bin. Wir bilden die assistants sociaux aus und auch die früheren éducateurs gradués, womit wir natürlich dann auch zu diesem ganzen Umfeld gehören, das bei der Umsetzung von Maßnahmen angesprochen ist, weil hier die Fachkräfte ausgebildet werden, die sie am Ende umsetzen müssen. Und insofern wäre auch mir sehr daran gelegen, wie bereits schon erwähnt worden ist, dass es ein Gesetz gibt, das praktikabel ist, das die Leute in den Stand versetzt, es auch umzusetzen, weil ich glaube, die Wahrscheinlichkeit der Umsetzung solcher Reformen korreliert sehr stark mit der Praktikabilität am Ende.

Eine Sache, die mir als Kindheitsforscher aufgefallen ist, aber nicht nur hier, sondern mir an vielen Orten auffällt, ist eben, dass wir jetzt wieder über eine Gruppe sprechen, die sozusagen doch insofern Objekt ist, weil sie nicht selbst vertreten ist. Also es ist niemand hier, der die Gruppe der Jugendlichen und der Kinder direkt vertritt. Wir tun das anwaltschaftlich, wir tun das nach bestem Wissen und Gewissen. Aber es ist bei ganz vielen gesellschaftlichen Gelegenheiten doch auch so, dass leider die Kinder oder die Jugendlichen selbst eben dann doch nicht in der Lage sind, ihre Stimme unmittelbar zu erheben. Und ich habe das auch erlebt, als ich in Berlin an einem parlamentarischen Abend einen großen Survey über das Wohlbefinden von Kindern vorgestellt habe, an dem ich mitgearbeitet habe, und natürlich viele interessierte Parlamentarier/innen da waren, aber leider niemand da war, der die Kinder- und Jugendverbände vertreten hat, oder aus dieser Altersgruppe kommt. Das nur mal, um sich das nochmal bewusst zu machen. Und ich hoffe, dass wir das in Zukunft etwas mehr auf dem Schirm haben, das sage ich auch an meine Adresse, also nicht nur zu Ihnen.

Vielleicht eine Sache noch, ein Aspekt, der mir aufgefallen ist, im Hinblick auf die Diskussion mit dem Alter. Ich selbst habe auch in der Jugendgerichtshilfe in Deutschland gearbeitet, während meines Studiums und kurz danach. Daher ist mir das sehr vertraut, dass man dort eben junge Heranwachsende bis zum Alter von 21 Jahren dem Jugendstrafrecht unterwerfen kann und als Sozialarbeiter eine Beurteilung macht, die das begründet. Hier ist nur immer die Frage, was man sozusagen da als Kriterium heranzieht. Ist es das Delikt beziehungsweise die Straftat, die begangen worden ist, die Unreife signalisiert? Oder sind es die gesamten Lebensumstände? Und ich kenne das auch aus der entwicklungspsychologischen Forschung, wie unterschiedlich Reife und Entwicklungszustände sein können, und man kann tatsächlich nicht nach dem reinen Alter gehen. Es ist vielleicht auch kein Zufall, dass sozusagen unsere Schulklasseneinteilung in den Schulsystemen sich auch nach Altersgruppen richtet, aber interessant ist: Je nachdem, in welches Land Sie gehen, fängt die Schulpflicht früher oder später an. Wenn alle Menschen entwicklungspsychologisch gleich wären, dürfte das gar nicht sein. Das ist ein Plädoyer dafür, immer die Lebensumstände, den individuellen Fall, in den Mittelpunkt zu rücken und sich diesen genau anzuschauen. Und deswegen ist es halt schwierig mit der Altersgrenze (dem Alter der Strafmündigkeit, die Herausgeber). Das betrifft aber den gesamten Erziehungsbereich. Soweit ein paar fachliche Gedanken, aber auch eine Stellungnahme aus Sicht der Universität Luxemburg. Ich freue mich, dass ich hier kurz etwas sagen durfte.

Félix Braz était ministre de la Justice dans le gouvernement de coalition entre le Parti démocratique (DP), le Parti ouvrier socialiste luxembourgeois (LSAP) et Les Verts (« déi gréng ») entre 2013 jusqu'au 2019. Il était le Vice-Premier ministre depuis décembre 2018. À la suite de son infarctus en août 2019, il est remplacé à partir du mois de septembre 2019 par Sam Tanson. Auparavant, il était président du groupe parlementaire des Verts à l'issue des élections en octobre 2013. Monsieur Braz était d'abord membre du conseil communal d'Esch-sur-Alzette de 1995 à 2000, puis échevin de 2000 à 2011.

Félix Braz was Minister of Justice in the coalition government of the Democratic Party (DP), Luxembourg Socialist Workers' Party (LSAP) and the Greens (déi gréng) as Minister of Justice from 2013 to 2019. From 2018, he was Deputy Prime Minister. After his heart attack in August 2019, he was replaced by Sam Tanson from September 2019 onwards. Prior to that, he was the leader of the Green Party caucus after the October 2013 elections. Mister Braz was a member of the Esch-sur-Alzette municipal council from 1995 to 2000 and municipal alderman from 2000 to 2011.

Félix Braz war Justizminister der Koalitionsregierung aus Demokratischer Partei (DP), Luxemburger Sozialistischer Arbeiterpartei (LSAP) und Grünen (déi gréng) als Justizminister seit 2013 bis 2019. Von 2018 war er Vize-Premier. Nach seinem Herzinfarkt im August 2019 wurde er ab September 2019 durch Sam Tanson ersetzt. Zuvor war er nach den Wahlen im Oktober 2013 Fraktionsvorsitzender der Grünen. Herr Braz war von 1995 bis 2000 Mitglied des Gemeinderats von Esch-sur-Alzette und von 2000 bis 2011 Schöffe.

Merci Madamm Allegrezza, ech muss effektiv ëm siwen zu Esch si fir och do eng Ried ze halen. Ech wollt lo e puer Saachen trotzdeem soen. Wann haut Mineuren hei gewiescht wieren an net just all hier Affekoten, zu deenen ech all déi Leit zielen déi haut hei sinn, dann, mengen ech, géingen si sech lo froen, firwat mer dat net schonn alles gemaach hunn. D'Gesetz ass vun 1992. Zënter 1997 gëtt befonnt et wier net esou gutt, et huet awer bis haut gehalen. Mir sinn also lo schonn 22 Joer amgaangen iwwert dat Gesetz ze schwätzen. Ech hunn den zolitten Androck, zënter dass ech mech mat deem Projet méi beschäftegen, dat war e bësse virun der Lëtzebuurger Presidence 2015 an méi no der Lëtzebuurger Presidence ab 2016, dass mer net eng Geschicht zesumme schreiwen, mee Karikature molen, wou jiddereen e fest Bild dovun huet wat hien an deem Dossier bäidréit a leider awer och e fest Bild dovun wat anerer an deem Dossier bäidroen. An iergendwéi schwätze mer e bësse laanschteneen. Mer hunn an engem Aarbechtsgrupp een Text zesumme gemaach mat all den Acteuren, déi och bis dohinner schonn am Dossier waren, an ech mengen, dass mer awer och keng

schlecht Aarbecht do gemaach hunn. Den Text ass net esou, dass e just géing verdéngen an d'Poubelle geheit ze ginn. Dat hunn eenzel Acteure gesot. De Gilbert Pregno, deen haut och hei ass, huet dat ëffentlech gesot. D'Madamm Winter, déi jo vill Kritiker hat, huet dat selwer gesot, dass an deem Text ganz vill Guddes steet. Den Text war sou ambitiéis wéi d'Leit vum Aarbechtsgrupp. Do war den ORK mat dran, d'CCDH war mat dran a mir hu keen an deem Aarbechtsgrupp a senger Ambitioun gebremst. Wann mer awer alleguerte lo zu Conclusiounen kommen, dass mer zesumme méi wëlle maachen, mat enger anerer Optik vläicht, mat enger anerer Approche vläicht, an do huet dee Cyclus hei vu Konferenze mat Sécherheet seng Meritten. Dofir well ech den Organisateuren, der Madamm Allegrezza, dem Charel Schmit, ausdrécklech Merci soen, well dat rëm eng Kéier och e Forum geschaffen huet, wou mer zesumme matenee schwätzen. All déi, déi bis elo an der Debatt intervenéiert sinn, an all déi Leit déi neierdénge, och aus dem Ausland, an der Debatt intervenéieren, si fir mech och Interlocuteurs och no vir gekuckt. Ech wëll keng aner Acteure fir déi viregt lass ze ginn, ech sinn awer frou, wann mer lo méi Acteuren och bäikritt hunn, déi och vläicht op eng bestëmmten Aart a Weis, an ech kucken och do bei d'ANCES a bei d'FEDES, mat deenen ech och rezent eng Reunion hat, déi wierklech ganz vill Rapport vum Terrain kënnen bréngen. Déi kënnen op praktesch Probleemer hiweisen, déi net an der Theorie stattfannen. Si sinn net an der Theorie ënnerwee, si sinn immens praktesch ënnerwee am Jugendschutz. Dat brauche mer och! D'Theorie brauche mer och, ech hale kee Plaidoyer fir se géinteneen auszespillen, mee mer brauchen och déi ganz Praxis-orientéiert Leit. Mer brauchen och d'Approche an d'Applikatioun vun de Prinzippien. An ech hunn och d'Impressioun, dass et an dësem Dossier zwar Schwierigkeete gëtt zënter iwver zwanzig Joer eng Reform ze maachen, ech awer eigentlech nëmmen Interlocuteurs begéint hunn, déi et gutt mengen, déi dat bescht wëlle maachen. Ech gesi keng gutt a keng schlecht an deem Dossier, ech gesi keen, deen et besser wëll maachen, wéi een aneren an deem Dossier. D'Acteuren, dat ass meng Iwwerzeugung a méi Constat an deem Dossier, an ech hat der vill an dësem Dossier, déi 15 Reunionen, déi den Aarbechtsgrupp gemaach huet, déi hunn ech bal all selwer presidéiert. Ech hunn dat bei mengem Dossier gemaach, well et mer wichteg ass, well ech och gemierkt hunn, dass et do ee Besoin gëtt fir dat Gespréich do iergendwou virun ze bréngen.

Ech mengen, dass an deem heiten Dossier et misst méiglech sinn a relativ kuerzer Zäit op ee gemeinsamen Text mat gemeinsame Conclusiounen ze kommen, déi eis och international immens gutt

do stinn. Anerer hunn et virun eis gemaach. Ech hätt lo bal gesot, deen Text kann op ville Punkten sech dorobber beschränken eis Praxis festzeschreiwen, well eis Praxis ass wäit besser wéi eisen Text. D'Madamm Winter, déi jo hei war, déi jo eng ganz Rei Saache kritiséiert huet, mee ech hat net d'Geleeënheet bei der Konferenz dobäi ze sinn, ech hat awer d'Geleeënheet si bei sech ze begéien, den Här Lentz war do och mat dobäi. Do hu mir ganz vill mat der Winter diskutéiert a mir sinn eis op bal allem eens ginn. D'Madamm Winter ass déi déi gesot huet, dass lo wou si dat alles weess, si feststellt, dass eis Praxis ganz no un deem ass, wat wichteg ass. Mee natierlech muss dat och an engem Text optauchen. Den Text muss reforméiert ginn an déi Saache mussen am Text gekläert ginn. An do gëtt et Virgaben. An mer schaffen do drun an do ware mer eis och eens, dass mer dorunner an deem dote Sënn wëlle schaffen.

Eng zweet Remark, déi ech wëll maachen, ass, dass ech, well mer sou laang schonn ënnerwee si fir eng Reform ze maachen, net wëll, dass mer dat nach eng Kéier musse maachen. Ech wëll net, dass an 30 Joer, wann mer lo déi nächst Reform gemaach hunn, rëm eng Kéier Turnübunge gemaach gi vun all den Acteuren, wou ganz vill Frustratiounen sech accumuléiert huet, well Saachen net séier genuch geännert hunn an deem heite Beräich. An dat hei ass ee Beräich, wou ech mengen, dass Saache séier missten ugepasst kënnen ginn. An deem heite Beräich, souwéi och am Beräich vum Strofvollzuch, ass dat wichteg. Dowéinst sinn ech och mat der Uni, mat der Allegrezza a mat aneren am Gespréich, fir dass mir souwuel bei der Strofvollzugsreform, déi et scho gëtt an déi amgang ass exekutéiert ze ginn, wéi och am Beräich vum Jugendschutz, déi zwee Beräicher sinn, wou Leit „en privation de liberté“ sinn, dat ënnerscheet se vun all deenen anere Beräicher, an da geet dat net, léif Acteuren alleguer, dass mer just all 30 oder 40 Joer probéiere besser ze ginn. Do musse mer lafend gutt sinn, lafend sou gutt wéi mer kënnen! Dat geet net, wann mer just all 30 Joer eis eis Konviktiounen un de Kapp geheie fir ze kucke wien da lo de bessere Kannerschützer ass! Dat bréngt guer näischt! Dofir si mer mat der Uni am Gespréich. An d'Uni huet och prinzipiell mol den Accord ginn, zwee mol, fir souwuel beim Strofvollzuch, wéi beim Jugendschutz, dass mer do ee Monitoring organiséiere mat der Uni. Mer kréien esou een externe Bléck, mat enger Fuerschungsperspektiv, fir ze kucken op déi Reformen, déi mer maachen, och déi Zieler erreechen, déi mer eis virgestallt haten, op et esou klappt, wéi mer et gehofft hunn. Geet dat esou, wéi mer et gemengt hunn an deem néien Text, am Strofvollzuch an am Jugendschutz, oder mierke mer, dass et iergendwou schif leeft an net esou gutt klappt, wéi mer wollten. Mer brauchen dat, fir dass mer

séier a reegelméisseg reagiere kënnen, an zwar net nëmmen an der Legislativ, mee et gëtt sou vill Beräicher wou ee reagiere kann, an net nëmmen dat "user-friendly" Gesetz.

Ech erwaarde mer vun deem Suivi duerch d'Uni, vun deem externe Bléck, deen eis awer net jugéiert. Mer brauche keen deen d'Acteure jugéiert, mee mer brauchen e wëssenschaftlech-baséierte Suivi, deen erausfënnt, op dat funktionéiert, wat mer maachen. Dofir Merci elo schonn der Uni an hiren Institutur, dass si de prinzipiellen Accord ginn hunn dee Wee do ze goen. Beim Strofvollzuch ass et schonn amgaang organiséiert ze ginn, a bei der Jugendjustiz wäerte mer dat och esou maachen, well ech wierklech mengen, dass do wou et privation de liberté gëtt, do musse mer d'Ambitioun hunn permanent esou gutt ze sinn, wéi mer kënnen an esou effikass ze schaffen, wéi et méiglech ass.

Mir hunn d'Reform vum Jugendschutz ugefaangen, net nëmme mat Diskussiounen ronderëm deen Text, mee mat der Reform vum SCAS, an do sinn ech rëm bei der Praxis. De SCAS, sou wéi en haut funktionéiert, verglach mat wéi en viru fënnef Joer war, an déi 25 Joer virun, huet seng Missioun net erfëllt, trotz villem gudden Wëllen. De SCAS ass integral reforméiert ginn, personell opgestockt. Am SCAS an an der Magistratur ass an der leschter Legislativperiod opgestockt ginn, ëm drësseg Prozent bei der Magistratur, dat ass esou vill, wéi déi lescht sechs Legislaturen zesummen. Drësseg Prozent méi Magistraten, besonnesch am Familljerecht. An dat ass och noutwenneg gewiergt, well ouni Opstocken am SCAS an an der Magistratur kréie mer net nëmmen déi Aarbecht, déi mer virun hatten net bewältegt, mee och déi nei, déi dobäikomm ass. Well d'JAF-Reform huet jo net nëmmen déi al Aarbecht frësch vertässel, si huet nei Aarbecht geschaafen, grad fir d'Magistraten, well si een neie Rôle kréien an deem Beräich. Ech mengen, dass grad do immens vill geschitt ass.

Just nach zwou oder dräi Remarquen iwwer eenzel Stéchwierder, déi genannt gi sinn, an dat ass eng vun de Schwierigkeiten, déi ech als Justizminister hunn, well ech a ganz ville Beräicher déi an deem Dossier eng Roll spillen iwwerhaupt net zoustänneg sinn. Do sinn aner Ministère hannerdrun gefuerdert an dofir sinn ech ausdrécklech frou, dass ech mat dem Claude Meisch och een Aarbechtsgrupp agesat hunn, scho virun de Walen, deen och lo scho funktionéiert a wou geschafft gëtt, fir Dräibuer ze reforméieren. Well wann dovou geschwat gëtt, dass keng Mineuren däerfen an de Prisong kommen, da gëtt gemengt an de Prisong vu Schraasseg. D'Unisec ass kee Jugendcamp, et ass och ee Prisong. D'Fro ass net op Mannerjäreger an de Prisong ginn, et ass a wéi ee Prisong se ginn. Et gëtt net déi déi

dogéint sinn, dass Mannerjäreger an de Prisong ginn, an déi déi dofir wieren. D'Fro ass just a wéi ee Prisong mer déi Mannerjäreger schécken, déi schwéier mam Gesetz an de Konflikt geroden. Dat ass de Probleem, dee mer hunn, well mer eng Unisec hunn, déi nieft dem Centre vun Dräibuer ass, wat ech ëmmer bemängelt hunn. Et ass och net gutt, dass déi beienee sinn. An déi Melangen déi gemaach ginn, déi si bis haut net glécklech. Wann mer also wëllen déi Fro ofschlëssend beantwieren, fir dass kee Mannerjäreger méi an de Prisong geet, da musse mer Dräibuer reforméiere fir dass an der Unisec just dat stattfënnt, wat do soll stattfannen an dass am Centre niewendrun dat stattfënnt, wat do soll stattfannen. An dann ass et liicht fir ze soen, dass lo kee Mannerjäreger méi an de Prisong soll goen. Mee den Här Lentz huet et virdu gesot, zënter dass déi zwee Parqueten d'circulaire, déi quasi copy-paste vum projet de loi inspiréiert ass, kruten, war nëmmen een eenzege Mineur fir eng Nuecht zu Schraasseg. De Parquet hat déi nei Critère souguer antizipéiert. Zenter dass et d'Unisec gëtt an déi Upassung konnte gemaach ginn, an zënter der circulaire war nëmmen een eenzege Mineur nach, zënter Februar 2018 un, also lo bal 16 Méint, zu Schraasseg. Et ass also net, dass den Text vum projet de loi op deem Punkt sabbeleg wier, wéi an e puer Commentaire gesot gouf no der ouverture vun der Unisec, dat ass net richtig, mee mer kënnen et nach besser maachen. An doru schaffe mer alleguerten.

En anert Stéchwuert zu deem ech eppes wëll lassginn ass dat vun deene jonke Majeuren. Ech si frou ze héieren, dass vun zwou Plazen déi Iddi ënnerstëtzt gëtt! Ech ka mech gutt erënneren, an ech soen dat virun Zeien, dass ech dat an deem berüumten Aarbechtsgrupp méi wéi eemol proposéiert hunn, do krut ech net vill Ënnerstëtzung fir déi Iddi. Ech sinn awer frou, wann mer haut all der Meenung sinn, dass mer eng Zort drëtt Struktur brauchen, eng wou Mannerjäreger, déi wierklech sérieux mam Gesetz a Konflikt gerode sinn, nëmmen déi, an dat sinn der glécklecherweis net vill, plus jonk Majeuren, déi och näischt zu Schraasseg verluer hunn, well se net prett si fir op Schraasseg, beienee sinn. D'Madamm Winter ënnerstëtzt dat ausdrécklech. Si seet mer missten déi souguer zesummendoen an net Mineuren op enger Plaz a jonk Majeuren op enger anerer. Déi gehéieren zesummen an eng Struktur an enger gewësser kritescher Mass. Dat stellen ech mer vir. Mer brauchen natierlech eng legal Limite iergendwou, déi musse mer hunn, mee d'Realitéit geet iwwer déi legal Limite eraus. A mer brauche Strukture fir Mannerjäreger, déi sérieux mam Gesetz a Konflikt gerode sinn, an déi musse mer och kënnen zesummebréngen mat jonke Majeuren, déi och nach net prett si fir an engem Erwuesseneprisong mat deenen aneren

Erwuessenen zesummen, wat jo ni bei de Mineuren de Fall ass, déi hunn mer jo do getrennt vun den Erwuessenen, wat bei de jonke Majeuren net de Fall ass. Doru musse mer schaffen, och dat brauch eng Struktur, e Gebai. Ass dat wierklech zu Dräibuer an der Unisec, nieft dem Centre dat allerbescht? Ech mengen dat nach ëmmer net. Ech hunn dat nach ni gemengt.

Just e Wuert nach zu der autorité parentale, déi mer mat dem projet de loi iwwert den divorce och reforméiert hunn: och dat huet laang gebraucht. Et gëtt een Arrêt vun der Cour Constitutionnelle vun 1999, dass d'autorité parentale muss conjointe sinn, et ass also näischt wouriwwer mer brauchen ze verhandelen. Et ass also am Gesetz, well et een arrêt gëtt vun der Cour Constitutionnelle, deem 20 Joer och ënnerwee war. Dat geschitt also net nëmmen am Jugendschutz, an anere Beräicher bréngt mer dat och fäerdeg. Lo hunn mer dat am Gesetz. An ech si ganz vill bei deem wat d'Valérie Dupont gesot huet. An mer mierke lo tatsächlech, dass lo Leit kommen a soen dass dat awer keng sou eng flott Saach ass. Si froen da firwat all Mënsch déi autorité conjointe gutt fonnt huet. Aus der Vue vum Kand dass dat och richtig. Virdrun hunn verschiddener gestriden op den Geriichter fir d'autorité parentale ze kréien. Lo fänke mer un Prozesser e kréie wou gestridde gëtt fir deem aneren se rëm ofzehuelen. Dat ass dee selwechten Enjeu, et gëtt nach ëmmer gestriden iwwert d'autorité parentale. Ech mengen awer, dass et, esou wéi et haut ass, richtig gereegelt ass. Wou mer Probleemer kréien, dat ass bei de Fleegeelteren. D'Fleegeelteren entdecken, dass déi autorité parentale conjointe mat Momenter keng sou eng immens Saach ass. Ech hunn lo ganz rezent ee Fall gehat am Kontext vun engem changement de sexe, duerch dat neit Gesetz, dat et de Leit erlaabt de Virnumm an d'Geschlecht ze änneren. Et ginn net vill sou Fäll. Lo hunn mer esou ee Fall vun engem Jugendliche an enger Fleegefamill. Lo geet et da lass. Wéi gi mer lo domat legal ëm? Deen hei Fall ass mëttlerweil gekläert well de Jugendliche mëttlerweil volljäreg ass. Mee mer gesinn, do ass effektiv eng Fro déi sech stellt mat der autorité parentale mat de Fleegeelteren. Et ass ëmmer super séier gesot, dass et richtig ass, mee et ass heiansdo dann awer méi schwéier wéi geduecht.

Fir no vir ze kucken: Mer wäerten um projet de loi, no all deene Meenungen, déi komm sinn – an ech sinn och mat jidderengem d'accord deen och seng Meinung ännert, an och no dem input vun dëser Konferenz an den Avise vun den internationalen Experten – Amendementer maachen. Muss dat een neien Text ginn? Pas sûr, dat gesi mer. Op jidder Fall ginn et ganz vill Amendementer fir den Text och virunzebréngen. Ech bleiwen optimistes, dass mer et wäerten hikerien um Enn e Gesetz

ze hunn. Hoffentlech kréie mer dat séier hin. Ech mengen net, dass mer do nach eng Kéier laang mussen ënnerwee sinn, well d'Meenungen si jo alleguer gesot. Lo bleiwen d'Leit jo och bei hirer Meinung. Ech gesinn op alle Fall eng kritesch Mass vu Konsens wou mer een Text kënne maachen. Mer wäerten net méi Jugendschutz maachen, ech loosse mech och net an eng wieder Diskussioun eranzéie wou dann elo Jugendstrofrecht soll gemaach ginn. Mer maachen haut eppes wou béides dran ass. Et gëtt net entweder/oder, kommt mir loosse dat alles hannert eis, déi vill theoretisch Diskussiounen. Mer brauchen ee Gesetz wat béides mécht, dat selbstverständlech der Kannerrechtskonventioun muss gerecht sinn, dat ass evident. Dat wäerte mer och hikerien iwwert de Wee vun Amendementer an ech hoffen och, dass mer dat séier wäerten hikerien. All deenen, déi dat och esou gesinn, an déi dorun och een Interêt hunn, deene soen ech lo, sou maache mer dat.

Conclusions

Presque 40 ans après l'entrée en vigueur de la loi sur la protection de la jeunesse de 10 août 1992, il n'est pas seulement grand temps de moderniser le système judiciaire pour les jeunes au Luxembourg – le moment idéal est également arrivé. Le législateur a expressément manifesté sa volonté de mettre en place une justice pour enfants et jeunes moderne, basée sur les droits garantis par la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant et s'inscrivant dans un cadre juridique international et européen.

Malgré quelques divergences d'opinion évidentes, la plupart des acteurs s'accordent à dire que des points essentiels tels que la privation de liberté en dernier ressort, les garanties procédurales, l'audition de l'enfant en tant que règle, l'institutionnalisation en tant qu'exception doivent être inscrits d'urgence dans une réforme et que les procédures pénales concernant les enfants en conflit avec la loi pénale doivent être séparées par rapport aux procédures concernant l'aide volontaire et l'aide sous contrainte en matière de protection de l'enfance.

Les éditeurs.rices rappellent encore d'autres principes que les différents autrices et auteurs ont mis en évidence dans leurs contributions et qui doivent être mis en œuvre si l'on veut réaliser un vrai changement de paradigme dans le sens de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, à savoir :

- Poursuivre la réforme dans une approche et démarche générale de « child friendly justice » telles que préconisées par le Conseil de l'Europe et l'Union européenne afin de rendre effectif le changement de paradigme d'une justice basée sur les droits de l'enfant où l'enfant ou le jeune est valorisé comme sujet de droit, comme agent actif de sa vie et de son parcours, comme ayant-droit à la protection et à la participation.
- Renforcer les garanties procédurales et les droits de l'enfant en contact avec la justice et valoriser le jeune en tant qu'acteur pouvant proposer lui-même un « projet éducatif » au juge.
- Renforcer les droits de l'enfant victime ou témoin de toutes formes de violence (p.ex. maltraitance, violence sexuelle, domestique ou de traite humaine) et l'introduction d'un droit à l'accompagnement psycho-social ou thérapeutique « dès la première heure ».
- Concernant la procédure pénale : introduire un âge minimum de responsabilité pénale (non inférieur à 14 ans) et un âge minimum de privation de liberté ; devise « D + 5R » : prioriser le principe de la diversion et des mesures de justice restaurative (restauration des liens sociaux abimés, médiation entre la victime et l'auteur.e d'infraction) et réparatrice (réparation du dégât moral et/ou matériel causé), orientées vers la responsabilisation (enfant-acteur au lieu d'enfant « irresponsabilisé »), la réintégration sociale ou resocialisation, la réhabilitation (des compétences sociales et moyens d'agir du jeune) avant de recourir à la répression comme sanction ou peine, le cas échéant privative de liberté.
- Abroger des « délits d'état » sanctionnables par la privation de liberté « à l'égard des mineurs qui se soustraient habituellement à l'obligation scolaire, qui se livrent à la débauche, à la mendicité, au vagabondage » ou qui sont victimes de prostitution (cf. art. 7, PJ 1992). Des mesures d'aides protectrices et non privatives de liberté sont à privilégier dans de tels cas.
- Information et accès aux droits des enfants : garantir le libre choix de l'avocat, garantir que chaque enfant soit informé de pouvoir demander un avocat « dès la première heure » ; publier une liste publiquement ; le juge étant le garant qu'un avocat est mis à disposition de l'enfant sans pour autant le nommer nominativement.

Fournir une information « child friendly » et « langue simplifiée » de toutes les procédures et étapes où des enfants sont en contact avec la police et les autorités judiciaires.

- Concernant les victimes et témoins mineurs d'âge il faut tenir compte des garanties procédurales minima suivantes : une obligation de signaler les infractions impliquant un mineur victime ou témoin, le droit d'être informé, droit à une assistance judiciaire de libre choix, des mesures de protection spécifiques, dispositions particulières pour les auditions et interrogatoires, l'information écrite sur la motivation de classement de l'affaire, la qualité de témoin en relation avec le serment, l'information concernant la mise en liberté de personnes condamnées.
- Faire avancer la déjudiciarisation en valorisant et renforçant le rôle de l'Office National de l'Enfance (ONE) aussi dans la prise en charge dès la première heure des enfants victimes de toute forme de violence (p.ex. maltraitance, violence sexuelle, domestique ou de traite humaine). Réduire considérablement le nombre de placements judiciaires (actuellement autour des 80 pour cent) et placements d'enfants à l'étranger (environ dix pour cent des placements) par le développement de prises en charge alternatives.
- Repenser le rôle du Ministère Public dans l'organisation de la protection de la jeunesse : prioriser le rôle du Ministère Public à la poursuite des auteurs d'infractions contre des mineurs. Le Ministère Public n'interviendrait plus dans les affaires de protection de la jeunesse concernant le volet de la mise en place des aides éducatives et des mesures à décider respectivement décidées par les juges de la jeunesse et les juges aux affaires familiales. Ces derniers devront pouvoir recourir aux mesures d'aides volontaires et d'aides sous contrainte mises en œuvre et supervisées par l'ONE.
- Améliorer la transparence et le respect des droits fondamentaux dans le cadre des « enquêtes sociales », autres diagnostics et écrits professionnels réalisés par les services travaillant sous mandat judiciaire, sauf si cela est contraire à l'intérêt supérieur de l'enfant dans des situations particulières.
- Ne plus recourir à la police pour réaliser les transferts des enfants du foyer familial vers les foyers d'accueil respectivement la communication des décisions judiciaires aux parents et enfants et jeunes concernés : c'est un travail à réaliser par le personnel socio-judiciaire, des assistants/travailleurs sociaux

et éducatifs, psychologues et pédagogues sociaux ! La police peut donner un cadre de sécurité dans les rares cas où il y a un véritable risque provenant des personnes concernées (parents ou jeunes très agressifs).

- Faire évoluer l'architecture actuelle des juridictions en contact avec un « système familial » et repenser la répartition des compétences entre le tribunal aux affaires familiales et le tribunal de la jeunesse respectivement réunir/fusionner les compétences des deux juridictions afin d'éviter la multiplication des juges, instances et procédures judiciaires opérant ou étant impliqués dans le cas d'un système familial ; souvent incompréhensible dans la perspective de l'enfant.
- Veiller à ne pas céder à une certaine tendance de réinstitutionnalisation dans le domaine AEF avec de grandes institutions et rassemblées en un lieu (p.ex. risque donné dans le cadre de la loi du 10 mars 2021 relative à la construction d'infrastructures d'accueil pour enfants et jeunes à Pétange).
- Désinstitutionnaliser et décentraliser : diversifier les « settings » de prise en charge et privilégier les familles d'accueil professionnelles qui devraient obtenir un statut juridique particulier.
- Instauration d'un système d'assurance et de contrôle qualité dans le domaine des prestations AEF et garantir que les clés de personnel qualifiées dans l'encadrement direct des enfants et jeunes sont respectées et augmentées. Assurer l'offre suffisante au Luxembourg de formations initiales et continues certifiantes sur les différents niveaux de qualification afin (1) de promouvoir la qualité d'encadrement telle que préconisée dans le futur cadre de référence (2) et d'augmenter l'attractivité de travailler dans le domaine AEF-PJ.
- Concernant la santé mentale des enfants : Améliorer la prise en charge psychiatrique hospitalière et avant tout ambulatoire des enfants souffrant de pathologies ou troubles psychiatriques. Améliorer la collaboration entre le système AEF et le domaine médical par la généralisation de la « coordination du projet d'intervention ».

Pour que le changement de paradigme se traduise dans la pratique, des adaptations et des efforts sont nécessaires, notamment de nature professionnelle. Tous les professionnels chargé.e.s des affaires pénales impliquant des enfants doivent être spécialisé.e.s dans le traitement de ces affaires. Une formation spéciale interdisciplinaire et une expérience suffisante sont d'une importance

capitale pour la sauvegarde des droits des enfants dans les procédures pénales. En particulier, les enfants ayant un passé difficile, ce qui est le cas pour la majorité des enfants qui commettent des infractions plus ou moins graves, ne peuvent pas être compris et traités de manière adéquate sans compétences spécialisées. Mais réagir de manière appropriée aux infractions mineures requiert également des connaissances particulières qui ne peuvent être acquises sur le tas. Cette justice des enfants et des jeunes doit être accompagnée d'une pratique socio-judiciaire qui, selon le principe « éduquer au lieu de punir », aide les enfants et les jeunes en conflit avec la loi à retrouver le chemin d'une vie épanouie et exempte de toute peine au sein de la société, grâce à des méthodes reconnues et à des pratiques fondées sur des données probantes.

Relevons ici que les nouvelles lois doivent avoir en eux-mêmes un caractère éducatif dans le sens que les textes législatifs, les procédures appliquées et les décisions prises sont compréhensibles et peuvent être compris par les jeunes. De telles lois et procédures s'avèreront alors comme véritable « école de la société » ou « école de l'État de droit » digne et capable de réconcilier l'individu avec la société, le jeune citoyen ne sorti.e du conflit avec la loi.

Pour déterminer quelles mesures de resocialisation sont efficaces, il est urgent de disposer de statistiques fiables et systématiques sur les taux de récidive et les profils, ainsi que de recherches criminologiques quantitatives et qualitatives sur la délinquance et la criminalité juvéniles, sur les mesures de justice juvénile et criminelle, sur leur application, leur conception et leur succès. Ces connaissances scientifiques doivent à leur tour être intégrées dans la formation et la pratique des juges (des enfants et des jeunes en conflit avec la loi) ainsi que dans celles des criminologues, pédagogues, psychologues, intervenants sociaux et éducatifs, policiers.ères et autres acteurs/actrices sur le terrain et doivent aider à réfléchir de manière critique sur les propres modes d'action. Ce livre se veut une contribution à cet égard.

Silvia Allegrezza est professeure associée de droit pénal et directrice du Master en droit pénal économique et financier européen à l'Université du Luxembourg, où elle enseigne le droit et la procédure pénaux nationaux et européens, en mettant l'accent sur les garanties procédurales et la réglementation bancaire. Auparavant, elle a enseigné aux universités de Bologne et de Ferrare. Elle a été « visiting fellow » à l'Institut Max Planck de droit international et étranger à Fribourg-en-Brigau (Allemagne) et à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne (France). Madame Allegrezza a participé à plusieurs projets de recherche en tant que membre du panel d'experts (Règles types pour le procureur européen, Droits des victimes, Repenser le droit pénal européen, etc.) Silvia Allegrezza est membre du Réseau académique de droit pénal européen et de l'Association internationale des pénalistes.

Silvia Allegrezza is Associate Professor of Criminal Law and director of the Master in European Economic and Financial Criminal Law at the University of Luxembourg, where she teaches national and European criminal law and procedure, with a focus on procedural safeguards and banking regulations. She previously taught at the universities of Bologna and Ferrara. She has been a Visiting Fellow at the Max Planck Institute for International and Comparative Law in Freiburg im Breisgau (Germany) and at the Université Paris I Panthéon-Sorbonne (France). Allegrezza took part as a member of the experts panel in several research projects (Model Rules for the European Public Prosecutor Office, Victims' rights, Rethinking European Criminal Law, etc). Silvia Allegrezza is a member of the European Criminal Law Academic Network (ECLAN) and of the International Association of Criminal Law (AIDP).

Silvia Allegrezza ist außerordentliche Professorin für Strafrecht und Direktorin des Masters in Europäischem Wirtschafts- und Finanzstrafrecht an der Universität Luxemburg, wo sie nationales und europäisches Strafrecht und -verfahren mit Schwerpunkt auf Verfahrensgarantien und bankrechtliche Vorschriften lehrt. Zuvor lehrte sie an den Universitäten Bologna und Ferrara. Sie war Visiting Fellow am Max-Planck-Institut für Internationales und Ausländisches Recht in Freiburg im Breisgau (Deutschland) und an der Université Paris I Panthéon-Sorbonne (Frankreich). Allegrezza nahm als Mitglied des Expertengremiums an mehreren Forschungsprojekten teil (Musterregeln für die Europäische Staatsanwaltschaft, Opferrechte, Europäisches Strafrecht neu denken, etc.). Silvia Allegrezza ist Mitglied des Europäischen Strafrechts Akademischen Netzwerkes und der Internationalen Vereinigung der Strafrechtler.

Vous trouverez des informations biographiques sur les autres auteurs.rices dans leur contribution respective.

Biographical information on the other authors can be found before their respective contributions.

Biografische Informationen zu den anderen Autorinnen und Autoren finden Sie vor deren/dessen jeweiligem Beitrag.

PARTIE IV.

Annexes

Timeline of the rights of the child

Chronologie des droits de l'enfant

Zeitleiste der Kinderrechte

LE DÉVELOPPEMENT DES DROITS DE L'ENFANT DANS LE CONTEXTE SOCIAL ET HISTORIQUE

THE DEVELOPMENT OF THE RIGHTS OF THE CHILD IN THE SOCIAL AND HISTORICAL CONTEXT

DIE ENTWICKLUNG DES KINDERRECHTE IM ZEITGESCHICHTLICHEN KONTEXT

L'émergence du mouvement social des droits de l'enfant et le développement de systèmes de justice spécialisés aux enfants se sont développés dans des contextes sociaux et sociétaux marqués plusieurs mouvements sociaux dont le mouvement de l'émancipation des femmes et l'émergence des professions sociales et éducatives au XX^{ème} siècle. Le tableau ci-contre illustre cette évolution, sans pour autant vouloir suggérer une linéarité dans le développement, ni prétendre à l'exhaustivité. Compilé depuis 2013 sur base des différentes sources et recherches, l'auteur invite tout.e intéressé.e à le compléter et encourage à développer les études historiques sur l'évolution des droits de l'enfant.

The emergence of the social movement for the rights of the child and the the development of specialised systems of justice for children developed in social and societal contexts marked by several social movements, including the women's emancipation movement and the emergence of the social and educational professions in the 20th century. The table opposite illustrates this evolution, without suggesting a linearity in the development, nor claiming to be exhaustive. Compiled since 2013 on the basis of various sources and research, the author invites all interested parties to complete it and encourages the development of historical studies on the evolution of the rights of the child.

Die Entstehung der sozialen Bewegung für die Rechte des Kindes und die Entwicklung von auf Kinder spezialisierten Rechtssystemen haben sich in einem sozialen und gesellschaftlichen Kontext entwickelt, der von mehreren sozialen Bewegungen geprägt war, darunter die Emanzipationsbewegung der Frauen und die Entstehung der Sozial- und Erziehungsberufe im 20. Jahrhundert. Die nebenstehende Tabelle veranschaulicht diese Entwicklung, ohne jedoch eine Linearität der Entwicklung suggerieren oder Anspruch auf Vollständigkeit erheben zu wollen. Der Autor dieser seit 2013 auf der Grundlage verschiedener Quellen und Nachforschungen zusammengestellte Tabelle lädt alle Interessierten dazu ein, sie zu ergänzen, und regt dazu an, historische Studien über die Entwicklung der Kinderrechte zu entwickeln.

Die Entwicklung der KINDERRECHTE (international + Europa) <u>Europäische Sozialgeschichte, Menschenrechtsgeschichte</u> <u>PädagogInnen, SozialreformerInnen und Pioniere der Sozialen Arbeit</u>	Jahr(e)	Die Entwicklung der KINDERRECHTE in Luxemburg <u>Sozialgeschichtliche und sozialrechtliche Entwicklung in Luxemburg</u> <u>Jugendgerichtsbarkeit, Kinderarbeit, Schulpflicht, Bildungswesen, Entwicklung der Heimerziehung</u>
(E)(15.6.1215) „Magna Charta Libertatum“ („Grosse Urkunde des Freiheiten“ wird unterzeichnet, sie anerkennt, dass kein Herrscher über dem Recht steht.	1215	
	1238	„Leproserie“: Areal für Leprakranke wird von Bonneweg ins Alzettetal verlegt, ins Tal zwischen Eich und Weimeschkierch: Val des bons malades, Sichegronn / Sichenhaff
Juan Luis Vives (1493-1540) « De subventione pauperum » (Brügge 1526). Die erste Fürsorgetheorie zur städtischen Armenpflege der frühen Neuzeit in zwei Bänden.	1526	
Erste Waisenhäuser in den Reichsstätten Lübeck (S1)	1546	
Hamburg (S1)	1567	
Augsburg (S1)	1572	
Kinder und Erwachsene sind kaum voneinander zu unterscheiden. Sie kleiden sich wie Erwachsene und verhalten sich wie sie. (S3)		
Dreißigjähriger Krieg	Von 1618 bis 1648	
	1635	Der Provinzialrat in Luxemburg fordert den Abt der Münsterabtei auf, die Waisen der Stadt Luxemburgs aufzunehmen (ohne Ergebnis bis 1807) (S2)
Didactica magna (1657/1858) von Johann Amos Comenius (1592-1670)	1657/1658	
(E) „Habeas Corpus Act“ Recht Verhafteter auf unverzügliche Haftprüfung vor Gericht.	1679	
(E) Die „Bill of Rights“ regelt die Rechte des englischen Parlaments gegenüber dem Königtum und gilt als eines der grundlegenden Dokumente des Parlamentarismus.	1689	
Die Hallischen Anstalten in Halle, gegründet von August Hermann Francke (1663-1727) : Waisenhaus « Halleschen Anstalten »	1698	
	1727	Gründung des ersten Waisenhauses: Jakob/Jacques Stas (1675-1740) nimmt 15 Jugendliche auf. Schulfreund Moritz Schienbein unterstützt ihn mit einer Schenkung / Wohnhaus Rue de l'eau. Erwerb des Hausen im Biesserweg. (S2)
	1755	Kaiserin Maria Teresia (1717-1780) erlässt staatliche Anerkennung des Waisenhauses im Biesserweg. (S2)
„Emile oder über die Erziehung“ das pädagogische Hauptwerk von Jean-Jacques Rousseaus (1712-1778) erscheint.	1762	
	1770 / 1780	Strenge Regeln in der Hausordnung (S2)
Immanuel Kant (1724-1804) Vorlesung: Über Pädagogik	1776/77	
Preisaufgabe der «hamburgischen Gesellschaft » : Waisenhäuser oder Familienpflege vorteilhafter ? ➔ Waisenhausstreit (S1)	1779	

Johann Heinrich Pestalozzi (1746-1827) «Kopf, Herz und Hand.» gründet ein Armen-Erziehungshauses in Stans (CH) : „Wohnstubencharakter“ → Familienprinzip, Beziehungsarbeit (S1)	1798	
	1775/ 1784/ 1793	Gebrüder Boch beschließen ein Heim für Mädchen einzurichten, aber mehrere Hindernisse (S2)
Émergence de l'idée de droit de l'Homme. L'enfant est la propriété de ses parents. Il travaille. 1776 et 1789 Révolutions en Amérique et en France.	1776 / 1789	
Die Französische Revolution bringt die Erklärung über die Menschenrechte hervor. Auch wenn darin noch nicht explizit auf Kinder eingegangen wird, so trägt sie doch zu einer vertieften Auseinandersetzung mit der Situation der Kinder bei. (S3)	1789	
The Rights of Infants by Thomas Spence, 1797	1797	
Jean Marc Gaspard Itard (1774-1838) : Vorläufer der Gehörlosen-/ Hörgeschädigtenpäd. lernt 1800 den Schüler „Viktor von Aveyron“ in Paris kennen	1800	
	1804	Code Napoléonien wird eingeführt in Luxemburg: 1804 „Nouveau code de droit de famille“, das Recht auf Schutz für Kinder zu dieser Zeit waren Kinder nicht im Stande selbst unter 18 Jahre sich zu verteidigen. Daher musste jedes Kind unter 18 Jahren von einem Erwachsenen begleiten und verteidigt werden.
	1807	Pulverexplosion im Fort Verlorenkost: Kinder müssen ins Hospiz St. Johann im Münstergebäude umziehen. Dir. Abbé Haas stirbt. (S2)
1809 Institution der Ombudsperson wird in Schweden eingerichtet (S4)	1809	
	1810	« Sous le régime du code pénal de 1810, le mineur fautif est placé dans une maison de correction qui n'est qu'un département à l'intérieur de la maison de détention pour adultes. La promiscuité est néfaste pour les jeunes détenus. (DocParl 3301/1990 Exposé des motifs)
	1817	Mädchen ziehen ins Haus um Biesserweg und verlassen es wegen Lehrer Scharff und kommen zurück, ab dann Kongregationsschwestern (S2)
1833 En Angleterre, interdiction du travail des enfants de moins de 9 ans dans les fabriques.	1833	
Rettungshaus-Bewegung : J.H. Wichern gründet u.a. das „Rauhe Haus“ in Hamburg (S1)	1833	
Charles Dickens' Gesellschaftsroman „Oliver Twist, or The Parish Boy's Progress“ (Oliver Twist oder der Weg des Fürsorgezöglings) erscheint von 1837-1839-	1837-1839	
Londoner Vertrag: Unabhängigkeit Luxemburgs als Grossherzogtum in den heutigen Grenzen	1839	Londoner Vertrag: Unabhängigkeit Luxemburgs als Grossherzogtum in den heutigen Grenzen
1839 - 9. März wurde Kinderarbeit in Preußen reglementiert	1839	
„Unterordnung des Oeconomie und des Rechnungswesens unter den höheren Erziehungszweck...“ (S1)	1840	
Friedrich Fröbel (1782-1852): Kindergartenpädagogik. 1840 Gründungsveranstaltung des „Allgemeinen deutschen Kindergartens“ in Bad Blankenburg (D, Thüringen)	1840	

1841 En France, interdiction de l'embauche des enfants de moins 8 ans dans les fabriques de plus de 20 ouvriers.	1841	
Dorothea Lynde Dix (1802-1887): Psychiatrie- und Gefängnisreformerin. 1843 legt sie dem Staat Massachusetts (USA) ihre Studie über die menschenunwürdige Unterbringung von psychisch Kranken in den Armenhäusern vor.	1843	Verlegung des Waisenhauses der Mädchen ins Hospiz St. Johann nach Pfaffenthal. Stadt errichtet auf Heilig Geist ein Hospiz für Jungen und Mädchen, ein Spital und eine „Irrenanstalt“ (S2).
	1843	26.7.1843 erstes luxemburgisches Schulgesetz. Schulpflicht für 6- bis 12-Jährige, die jedoch nicht befolgt wird.
Nikolai Frederik Severin Grundtvig (1783-1872): Volkspädagogik und lebenslanges Lernen. 1844 eröffnete Grundtvig in Rødding die erste europäische Heimvolkshochschule, die so genannte „folkehøjskoler“.	1844	
	1846	Neue Gesetzgebung zur Armutsbekämpfung in Luxemburg : Arrêté royal 11.12.1846 „Bienfaisance publique“ → office social. Réorganisation et règlement des bureaux de bienfaisance. (Arrêté royal grand-ducal du 11 décembre 1846, N° 2442)
Giovanni Melchiorre Don Bosco (1815-1888, Italien): Präventivpädagogik. Eröffnet 1846 das « Oratorium » als Jugendfreizeiteinrichtung für arme und benachteiligte Jugendliche.	1846	Institution d'une inspection des établissements de charité et des prisons de l'État (Arrêté royal grand-ducal du 11 décembre 1846, n° 2443)
Johann Hinrich Wichern (1808-1881): «Rauhes (rotes) Haus» in Hamburg. Das „Rauhe Haus“ wird nach und nach zu einer „kleinen Colonie (...) von 12 kl. u. gr. Gebäuden“ (S1).	1847	
Manifest der Kommunistischen Partei, auch Das Kommunistische Manifest von Karl Marx (1818-1883) und Friedrich Engels (1820-1895).	1848	Luxemburg gibt sich eine eigene Verfassung (25.4. Ettelbruck, 23.6. Luxbg.).
Der Begriff „soziale Pädagogik“ taucht 1849 erstmals in der zweiten Auflage von Adolph Diesterwegs „Wegweiser für deutsche Lehrer“ auf als Sammelbegriff für erziehungswissenschaftliche Literatur, die sich mit sozialen Problemen befasst. Später systematische Darstellung durch Paul Natorp (1854-1924) in „Sozialpädagogik“ (1899).	1849	
1850/1867 En France, obligation d'ouvrir une école de filles dans les communes de plus de 500 habitants.	1850	
Adolph Kolping (1813-1865): Gesellenhospize / Gesellenhäuser. Gründet 1851 in Köln den Rheinischen Gesellenverein, späteres „Kolpingwerk“.	1852	
	1855	1855 Création de l'Hospice Central à Ettelbruck « pour des indigents exigeant un traitement isolé ou particulier, pour des malheureux affectés de maladies contagieuses, exceptionnelles, incurables, pour des aliénés et pour ceux qui seraient entièrement privés de famille » (circulaire gouvernmtl. du 29.2.1846). « En janvier 1867 il y avait à l'hospice 27 enfants abandonnés arrêtés en état de vagabondage... » (Maison de Soins Ettelbruck 1855-1955, p. 17).
	1855	Aussi, l'arrêté royal et grand-ducal du 14 mai 1855, qui permet aux jeunes délinquants d'apprendre un métier chez un patron ou de travailler à la ferme, amène-t-il une amélioration certaine. (DocParl 3301/1990 Exposé des motifs)

	1855	(À partir de 1855) Recours de l'État luxembourgeois aux congrégations d'obédience catholique dans les domaines des hôpitaux, des maisons d'enfants et de la prise en charge de populations vulnérables.
	1856	Ab 1856 werden die Waisenkinder bei den Franziskanerinnen unterrichtet. (S2)
Florence Nightingale (1820-1910) : Krankenpflege-Theorie und Ausbildung. Gründet 1860 die „Nightingale School of Nursing“ am Londoner St Thomas' Hospital. "Notes on Nursing; What it is and What it is Not" (1859)	1860	
	1865	Verlegung der Mädchen in die neue Einrichtungen der FranziskanerInnen in Itzig. Im Jahre 1865 kaufte Frau Pescatore das "Haus Richard" in Itzig und vermachte es den Franziskaner-schwestern als Wohnheim für Waisenkinder. Durch die vorangegangene Choleraepidemie, der viele Erwachsenen zum Opfer fielen, stieg die Zahl an Waisenkinder stark an. (S2)
	1869	Verlegung der Jungen ins neue Waisenhaus in Grevenmacher (S2)
	1869	„Nach dem Umzug der Strafgefangenen im Jahre 1869 in den heute (immer) noch belegten Bau der Neumünsterabtei, diente das Gebäude der Firma Salberg bis 1891 als Schuhfabrik. Danach beherbergte es bis 1941 die ehemalige Knaben-erziehungsanstalt („d'Winnschoul“).“ (Quelle : ons_stad_15-1984)
	1874	Loi du 17 mai 1874 sur les traitements du personnel de l'hospice central.
Conférence de Maria Deraismes « Les droits de l'enfant » à Paris	1876	
	1877	5.5.1877 Kinderarbeitsschutzgesetz « sur le travail des enfants et des femmes dans les usines, ateliers, fabriques et manufactures » begrenzt den Arbeitseinsatz von Kindern (mit Primärschulabschluss) unter 14 Jahren auf acht Stunden und der 14- bis 16-Jährigen auf 10 Stunden. Das Gesetz wurde mit dem großherzoglichen Reglement vom 23.8.1877 umgesetzt.
	1879	Le code pénal du 16 juin 1879 prévoit le placement des détenus mineurs en institut spécial d'éducation et de redressement. Ce dernier continue cependant à fonctionner dans l'enceinte de la prison pour adultes. La maison de correction comporte des ateliers. Avec la nomination du premier instituteur en 1887, l'enseignement scolaire y fait son entrée. En 1891, l'institut est transféré hors de la prison. » = Winnschoul (DocParl 3301/1990 Exposé des motifs)
	1880	L'institut des sourds-muets, dont la création a été autorisée par la loi du 28 janvier 1880, est établi à Luxembourg (Rham, Grund). (Mémorial 9.10.1880)
	1884	« 1884 : Dans le courant du mois de mai, 83 orphelins ou enfants délaissés des 2 sexes sont transférés d'Ettelbruck au nouvel orphelinat aménagé dans une partie des anciennes casernes du Rham à Luxembourg. » (S: Maison de Soins Ettelbruck 1855-1955)
	1881	1891 Maison d'éducation et d'apprentissage : Winnschoul Luxbg-Grund. Nach 1945 CSEE in Dreibern und Schrassig

	1891	Luxemburg: Durch Gesetz vom 11.7.1891 wurden die Tätigkeiten der sog. „Unterstützungsvereine auf Gegenseitigkeit“ geregelt. „Mutualités“ → Vorläufer der „Sécurité sociale“
	1881	La loi scolaire de 1881 oblige l'Etat à assurer le droit à l'instruction de chaque enfant. (« Lex Kirpach») 1881 Schulpflicht in Luxemburg: obligatorisches Schulangebot durch die Gemeinden (nur teilweise erfolgreich, da keine allgemeine Schulpflicht.)
1882 En France, loi Ferry : instruction primaire obligatoire, laïque et gratuite pour les enfants de 6 à 13 ans.	1882	
	1883	Kinderarbeitsschutzgesetz durch großherzogliche Verordnung vom 30. Mai 1883 verschlechtert: Die Arbeitszeit wurde für die 14- bis 16-Jährigen von 10 auf 11 Stunden in Handwerk und Produktion erhöht.
(E)1883/1884: Samuel (1844-1913) & Henrietta Barnett (1851-1936) Begründung der „Settlement-Bewegung“ und Gemeinwesenarbeit. 1883/1884 öffnete das Ehepaar Barnett ihr eigenes Haus „Toynbee Hall“, das inmitten eines Elendsviertels in Ost-London (Eastend) lag. Sie hatten die Idee, Menschen auf das Elend in den Elendsvierteln aufmerksam zu machen, weshalb sie dort interessierte Menschen aus der Oberschicht, wie auch Akademiker empfingen. So sollten diese Menschen einen Einblick in die benachbarten Armenviertel bekommen und erleben wie ihre Lebensverhältnisse sind. Menschen die politischen und wirtschaftlichen Entscheidungen trafen sollten so sensibilisiert werden. Sie organisierten auch in ihrem Haus Veranstaltungen zum Bilden der Viertelbewohner, um ihnen dadurch ihre Rechte wie auch allgemeine Dinge näherzubringen.	1884	« Hospice civil et orphelinat : Après le départ de la garnison prussienne et le démantèlement de la forteresse en 1867, les casernes du Rham sont libérées de leur fonction militaire. L'appropriation civile du site commence en 1884 par l'accueil d'une vingtaine d'enfants sourds-muets, suivi par l'arrivée d'enfants abandonnés et orphelins. Les enfants partagent le lieu avec des personnes âgées, malades, invalides ainsi que des mendiants. Les derniers enfants quittent l'orphelinat tenu par la Congrégation des Sœurs de Sainte Elisabeth en 1981. » (www.servior.lu)
(USA) 1884: Jane Addams (1860-1935) - amerikanische Settlement Bewegung. Die amerikanische Friedensnobelpreisträgerin (verliehen 1931) besuchte 1884 das Toynbee Hall (London) um Settlement Bewegung kennenzulernen und gründete 1884 mit Ellen Gates Starr das „Hull House“ in Chicago, eines der ersten Siedlungshäuser. Addams wurde zur bedeutendsten Vertreterin der amerikanischen Settlement Bewegung. In den Siedlungshäusern, die es später quer durch die USA gab, wurden Bildungs- und Sozialleistungen angeboten, was die soziale Reform vorantrieb. Ihr Hull House wurde wöchentlich von etwa 2000 Menschen besucht. Das Hull House hat den Bewohnern des Viertels eine Menge an Angeboten vermittelt: Kindergarten, Abendschulen für Erwachsene, Vereine für ältere Kinder, verschiedene Arbeitsmaßnahmen, u.ä.	1884	
	1889/1889	1888/89 - Schaffung der ersten « Crèche de Luxembourg » auf Initiative der „Oeuvre de la Protection de l'Enfance“ um Marie Munchen und Auguste Ulveling. (seit 1938 ist die Crèche de Luxembourg auf Plateau Altmünster). Weitere folgten im Land, wie bspw. am 1.10.1893 der erste Kindergarten (jardin d'enfants) in Rumelange.
	1890	L'institut des sourds-muets quitte le plateau du Rham et s'installe à la route d'Arlon à Luxbg.

Congrès international d'Anvers, session 1890 en matière de protection de l'enfance. (participation luxembourgeoise)	1890	1890 Auguste Ulveling (1859-1917): écrit dans «Protection de l'enfance. » : «... Cependant, à notre avis, le système à leur [aux enfants] appliquer devrait être plutôt éducatif que répressif, parce que ces enfants sont généralement plutôt malheureux que vicieux.»
1893: Mary Richmond (1816-1928) übernimmt Leitung der "Charity Organization Society". Spezialisiert Frauen als sogenannte „Hausbesucherinnen“ auszubilden, Sie wollte die Ursachen und Formen der Problematik der Menschen wissen, um somit den Menschen eine bessere Hilfeleistung anbieten zu können, die an den Problemen der Betroffenen angepasst ist. 1917 erscheint ihr das Grundlagenwerk „Social Diagnosis“ zur Sozialen Diagnostik. Begründerin der Fallarbeit (USA)	1893	Cohabitation : Transfert des vieillards infirmes de l'hospice central au centre du Rham qui prend le nom d'Hospice du Rham. La cohabitation des enfants et des vieillards va durer jusqu'en 1981.
Sigmund Freud (1856-1939). Studien über Hysterie. 1895. Die Traumdeutung 1900. Das Unbehagen in der Kultur. 1930.	1895	
2 ^{ème} Congrès international de la Protection de l'enfance à Genève 14.-19.9.1896, participation A.Ulveling, vice-président	1896	A. Ulveling participe au 2 ^{ème} Congrès international de la Protection de l'enfance (vice-président) à Genève 14.-19.9.1896
1896/1898 En France et en Allemagne, lutte contre les violences faites aux enfants.	1896/1898	
John Dewey (1859-1952): Gründete 1896 mit Ehefrau Alice Dewey die Versuchsschule „laboratory school“ in Chicago (USA). 1916 erscheint „Demokratie und Erziehung“ (1916). Aufsatz "Learning by doing". 1899 J.Dewey becomes president of the American Psychological Association + openly advocates for children's rights.	1896	
1899 Des tribunaux pour mineurs sont instaurés aux USA. « Juvenile courts revolutionized the treatment of dependent, neglected, and delinquent children. The world's first juvenile court, located in Cook County, opened in July 1899, and served as the model for this new social welfare approach that emphasized individualized treatment of cases instead of rigid adherence to due process, and probation over incarceration. The juvenile court also substituted the ideal of rehabilitation for retribution. Located across the street from Hull House, Chicago's juvenile court symbolized the optimism of its famous neighbors and supporters, especially Jane Addams and Julia Lathrop.» (source)	1899	
Ellen Karolina Sophie Key (1849-1926), schwedische Reformpädagogin: „Das Jahrhundert des Kindes“. Forderte Eltern auf, ihre Kinder als eigenständige Wesen zu sehen, anstelle unvollkommener Erwachsener. Sprach sie sich strikt gegen körperliche Gewalt gegen Kinder aus. (E.K. formulierte auch heute umstrittene sozialdarwinistische Ansichten)	1900	
	(1891) 1901/02 (1911)	Sécurité sociale : en 1891 loi facilitant la création de « sociétés de secours mutuelles », en 1901 l'assurance maladie obligatoire des ouvriers, en 1902 celle contre les accidents, en 1911 celle contre la vieillesse et l'invalidité.
	1901	Luxemburg : Einführung einer obligatorischen Krankensicherung für Arbeitnehmer. Anfang der öffentlichen „Sécurité sociale“

Jean-Ovide Decroly (1871-1932) : méthode du « globalisme » de l'apprentissage. 1901 : Fondation de l' Institut d'enseignement spécial – Laboratoire psychologique, pour enfants "irréguliers" (en réalité tous les enfants non scolarisés) il se refuse à parler d'anormaux ou de handicapés.	1901	Loi du 8 juin 1901 concernant l'organisation du personnel de la Maison de santé d'Ettelbruck et de l'Hospice du Rham. (séparation des 2 entités)
Abkommen zur Regelung der Vormundschaft über Minderjährige vom 12. Juni 1902 wurde auf der Haager Konferenz für Internationales Privatrecht beschlossen	1902	L'inspection du travail et des mines est créée en 1902.
1905 (F) Tribunal pour enfants	1905	1905 Auguste Ulveling publie : « Proposition de loi sur les enfants moralement abandonnés »
1905: Congrès à Liège (B) des Oeuvres de Patronages. Participation luxembourgeoise : A. Ulveling et Prüm.	1905	1905: Congrès à Liège (B) des Oeuvres de Patronages. Participation luxembourgeoise : A. Ulveling et Prüm.
	1906	Aline Mayrisch-de Saint-Hubert (1874-1947) fündet mit anderen Frauen die « Association pour les Intérêts de la Femme »
1907: Maria Montessori (1870-1952) eröffnete 1907 das erste Kinderhaus. Mit 26 Jahren wurde sie die erste weibliche Ärztin Italiens + sozial sehr engagiert. Das Kind ist „Baumeister“ seiner selbst mit einem inneren Bauplan.	1907	1907 offenbarte die Sozialuntersuchung des Luxemburger Vereins für die Interessen der Frau die widrigen Lebensumstände der armen Familien der Unterstadt (Grund, Clausen, Pfaffenthal). „Die kinderreichen Familien, die zu 10-12 Personen in einem oder zwei kleinen Zimmerchen zusammengepfercht leben, sind besonders beklagenswert.“
Münchener Waisenhaus – Anstaltssatzung / Hausordnung (S1).	1908	1908 wird die "Ligue Nationale Luxembourgeoise contre la Tuberculose", heute "Ligue médico-sociale", gegründet.
Alice Salomon (1872-1948), promovierte Nationalökonomin und Frauenrechtlerin, gründet 1908 in Berlin-Schöneberg die reichsweit erste interkonfessionelle Soziale Frauenschule. Veröffentlicht 1927 ihr Grundlagenwerk „Soziale Diagnose“, Pendant zu Mary Richmon's „Social Diagnosis“ (1907).	1908	
(USA) The White House Conference on the Care of Dependent Children, in 1909, was a protest against the use of institutional care for dependent and neglected children.	1909	
Janusz Korczak leitet seit 1911 nach prinzipiellen Kinderrechten das Dom Sierot (polnisch: „Waisenhaus“) und seit 1919 das Nasz Dom („Unser Haus“) in Warschau (seit 1940 im Warschauer Ghetto).	1911	
1er congrès international „Tribunaux pour enfants » 29.6.-1.7.1911, Paris, avec participation luxembourgeoise (Brück, Faber)	1911	
1912 (B) Protection de l'enfance	1912	En 1912, la loi introduit l'obligation scolaire au Luxembourg et impose une scolarité de 9 ans consécutifs. („Lex Braun“)
Janusz Korczak (1878-1942) übernimmt Waisenhaus „Dom Sierot“ in Warschau.	1912	1912: Une commission spéciale sur la protection de l'enfance (en dehors de la Chambre) sous la présidence de M. Ulveling. Les travaux de cette commission n'ont pas eu des suites. (S5)
Erster Weltkrieg	1914-1918	1914 wird die "Croix rouge luxembourgeoise" ins Leben gerufen.
The Declaration of the Rights of the Child, proposed to "Prolet'cult' in Moscow, 1918. Came into being during the course of the Russian Revolution in 1917-18, exemplifies an emancipatory current in the history of children's rights.		

1918 erscheint „The Project Method“ (die Projektmethode)“ von William Heard Kilpatrick (1871-1965) (Julia) Bedeutender amerikanischer Reformpädagoge, der in den 30er Jahren mit „Progressive Education“ gleichgesetzt wird. Wichtigstes Werk ist sein Aufsatz „The Project Method“ (die Projektmethode), den er 1918 veröffentlicht. Er stellt das Projekt als „herzhaftes absichtsvolles Tun“ des Kindes dar, wobei das Lernen nicht abstrakt, sondern lebensnah ist.	1918	
(USA) The second conference, held in 1919, the White House Conference on Standards of Child Welfare, framed the first important body of child health and welfare standards to insure that every child had a fair chance.	1919	
1919 Création, par la Société des Nations (Sdn), à Genève, et du “Child Welfare Committee (1919-1936)”	1919	
1919 Mit Frauenrechten betraute NGOs wenden sich den Kinderrechten zu, z.B.: Save the Children (UK) (S4).	1919	Einführung des Frauenwahlrechts und allgemeinen Wahlrechts in Luxemburg.
Rudolf Steiner (1861-1925) : Begründer der „Waldorfpädagogik“ konzipierte die Waldorfpädagogik für die 1919 in Stuttgart eröffnete Betriebsschule für die Kinder der Arbeiter und Angestellten der Waldorf-Astoria-Zigarettenfabrik (heute Freie Waldorfschule Uhlandshöhe).	1919	
A.S. Makarenko (1888-1939) beteiligt sich am Aufbau eines Arbeitsheims für straffällig gewordene Jugendliche, der späteren Gorki-Kolonie, benannt nach dem russ.Schriftsteller M.Gorki. Anstelle einer früheren militärisch geführten Jugendstrafkolonie entstand die erste koedukative pädagogische Einrichtung dieser Art in der Sowjetunion. Begründer der „Kollektiverziehung“.	1920	
1920: Kurt Hahn (1886-1974) –Erlebnispädagogik, Die „Erlebnistherapie“, wie der Reformpädagoge sein Programm später nannte, bestand im Wesentlichen aus vier Elementen mit jeweils unterschiedlichen Schwerpunkten: -körperliches Training (physische Komponente), -Expedition (affektive Komponente), -Projektarbeit (kognitive Komponente) & -Dienst (soziale Komponente).	1920	
A. S. Neill (1883-1973) gründet das reformpädagogische Internat „Summerhill“, eine demokratische Schule in Leiston (England).	1921	Allgemeine Arbeitslosenversicherung durch das Gesetz vom 6.8.1921. Loi du 6 août 1921 concernant la participation financière des communes, des patrons et des ouvriers dans l'allocation des secours de chômage.
Charles Chaplin „The Kid“ (dt. Alternativtitel: Der Vagabund und das Kind)	1921	
Virgina Henderson (1897-1996): Pflegepädagogik, Pflegemodell 14 Grundbedürfnisse. 1922: „Textbook of the Principles and Practice of Nursing“	1922	
1922 (D) Reichsgesetz für Jugendwohlfahrt, (D) RJWG. Reichsjugendwohlfahrtsgesetz	1922	
(D) Jugendgerichtsgesetz	1923	
Jean Piaget (1896-1980) : kognitive Entwicklungspsychologie. Le langage et la pensée chez l'enfant. 1923 ; Le jugement et le raisonnement chez l'enfant. 1924, Le jugement moral chez l'enfant. 1932 ; La naissance de l'intelligence chez l'enfant.1936 etc.	1923	

1923 Eglantyne Doey Jebb (1876-1928) rédige une Déclaration des droits de l'enfant. „Save the Children“ adopte la version provisoire d'une déclaration des droits de l'enfant. «1923 she attended a meeting of the International Save the Children Union in Geneva with a plan for a "Children's Charter", the result of which was her draft of the Declaration. The first formal statement of children's rights, the Geneva Declaration is a clear, concise statement of five simple points emphasizing the right of every child to be given the best start in life. It was published by the Union on 23 February 1923 before being endorsed by the League of Nations on 26 November 1924.»	1923	
1923 : L'ONG « Save the Children » adopte une déclaration en cinq points relative aux droits de l'enfant connue sous le nom Déclaration de Genève.		
Genfer Erklärung der Kinderrechte Déclaration de Genève sur les droits de l'enfant (Société des Nations) Die von der britischen Pädagogin Eglantyne Jebb verfasste Children's Charta wird vom Völkerbund verabschiedet und als Genfer Erklärung bekannt. (S3)	1924	
1924 erscheint die Schrift "Die Verwahrlosten" von Herman Nohl (1879-1960), namhafter Vertreter der Reformpädagogik und der geisteswissenschaftlichen Pädagogik, führt den Begriff des "pädagogischen Bezugs" ein (insbesondere zwischen dem Erzieher und dem Heranwachsenden), der für ihn der neben Anlage und Milieu die mögliche Ursache für Verwahrlosung ist. Hauptwerk „Die pädagogische Bewegung in Deutschland und ihre Theorie“ (1933/1935)	1924	
Célestin Freinet (1896-1966): Reformschule. 1924 Gründung der C.E.L. (Coopérative de l'Enseignement Laïc), später Französische Lehrerbewegung „École Moderne“	1924	
	1926	En 1926, suite à une intervention parlementaire, le Directeur général de la justice dépose un nouveau projet de loi sur l'enfance moralement abandonnée (S5)
Peter Petersen (1884-1952): „Der kleine Jena-Plan“(1927) zur Reformschule.	1927	
The Great Depression was the worst economic downturn in the history of the industrialized world, lasting from 1929 to 1939. Weltwirtschaftskrise began mit Börsenkrach in New York	1929-1939	
Janusz Korczak: „Das Recht des Kindes auf Achtung“ Le Dr Janusz Korczak (1878-1942) défend les droits de l'enfant et réclame pour eux une charte.	1929	Le 26 juin 1929, M. le Directeur général de la justice soumet au Conseil d'Etat un second projet de loi, concernant l'institution du juge des enfants ainsi que des mesures à prendre à l'égard des mineurs traduits en justice et se rapportant aux enfants délinquants (S5)
Grace Longwell Coyle (1892–1962): Theorie der Sozialen Gruppenarbeit. 1930 « Social Process in Organized Groups »	1930	1930: Le Conseil d'Etat, dans son avis du 14 mars 1930, propose de réunir les deux projets de loi de 1926 et de 1929 en un seul, à l'instar de la loi belge du 15 mai 1912 intitulée "Projet de loi sur la protection de l'enfance", et comportant deux chapitres : I. De la déchéance de la puissance paternelle; II. Des mesures à prendre à l'égard des mineurs traduits en justice. (S5)

Étienne De Greeff (1898-1961): criminologie comme clinique interdisciplin. de l'humain. 1930 professeur à Louvain. Fondateur de l'école belge de criminologie. Aux sources de l'Humain (1949) (B)	1930	
(USA) The Children's Charter. President Herbert Hoover's White House Conference on Child Health and Protection, Recognizing the Rights of the Child as the First Rights of Citizenship, Pledges itself to these Aims for the Children of America (S6) The White House Conference on Child Health and Protection (1930) produced the most comprehensive statement of the needs of children ever written.	1930	
	1931	Großherzoglichen Beschluss vom 30.3.1931 wird die Kinderarbeit vor dem 14. Lebensjahr gänzlich verboten. Verbot der Nachtarbeit und des Umgangs mit bleihaltigen Stoffen bis zum vollendeten 17. Lebensjahr angehoben.
	1932	1932 vereinigt die "Fédération Luxembourgeoise des Œuvres Catholiques de Charité » die katholischen Hilfsvereine die seit 1901, insbesondere im Landessüden, entstanden waren. Anfang des CARITAS-Verbandes.
Lew Semjonowitsch Wygotski (1896-1934): 1934: Denken und Sprechen. Sozialer Konstruktivismus; Defektologie: „Die soziale Erziehung stellt für die schwer zurückgebliebenen Kinder den einzig gangbaren und wissenschaftlich vertretbaren Weg dar. Mehr noch, sie allein ist fähig, die wegen eines biologischen Defektes nicht vorhandenen Funktionen herauszubilden. Nur die soziale Erziehung kann (...) das schwer zurückgebliebene Kind durch den Prozess der Menschwerdung führen.“	1934	
	1935	1935 Einführung von zwei neuen Berufsbezeichnungen für die – unter der Kontrolle der Ärzte – ein Staatsdiplom geschaffen wird: die "infirmière visiteuse", auch "staatlich geprüfte luxemburgische Fürsorgerin" sowie die "assistante sociale", "soziale Helferinnen"
	1936	Tony Jungblut : Reportage in der A-Z : « Helfen helfen, das Kinderproblem »
	1939	Loi du 2 août 1939 sur la protection de l'enfance. (Einführung eines Jugendrichters und «Jugendschutz-delegierter») « La loi du 2 août 1939 sur la protection de l'enfance dispose que le mineur auquel est imputé une infraction d'après la loi pénale n'est pas déféré à la juridiction répressive. » (DP 3301/1990, exposé des motifs)
Nationalsozialismus und Zweiter Weltkrieg Nationalsozialismus. Klassifizierung der Kinder; NSV Jugendheimstätten (S1)	1933-1945	1941 beschlagnahmt die Gestapo die Missionsschule der Salesianerbruder in Dreiborn und richtet ein HJ-Jugendlager ein. Weitere Heime: „Lebensbornheim Moselland Luxemburg in Bofferdingen sowie parteieigene bzw. staatliche Eliteeinrichtungen Adolf-Hitler-Schule Moselland Luxemburg in der Clerfer Abtei, Nationalpolitische Erziehungsanstalt in Kolmar-Berg.“
Paul Moor (1899-1977): Heilpädagogische Theorie des "inneren Halts". 1940 Mitgründung des „Heilpädagogischen Seminars“ in Zürich (CH)	1940	
(USA) The subject of the 1940 Conference on Children in a Democracy canvassed the fundamental democratic principles, conditions, and services essential for the well-being of children in a democracy.	1940	

A Children's Charter in Wartime of the United States Department of Labor, Children's Bureau 1942	1942	
Bruno Bettelheim (1903-1990): Milieutherapeutische Erziehung – Orthogenic school (Leitung ab 1944). „Love Is Not Enough: The Treatment of Emotionally Disturbed Children“ 1950.	1944	1944 Introduction du salaire social minimum (SSM) – sozialer Mindestlohn
1945 Création de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Gründung der UNESCO am 16. November 1945	1945	Le nombre des enfants vivant à l'Hospice du Rham a beaucoup augmenté. L'idée de répartir les enfants dans de plus petits foyers devient une perspective concrète.
Astrid Anna Emilia Lindgren (1907-2002): Pippi Langstrumpf (Pippi Långstrump, 1945, deutsch 1949) Wir Kinder aus Bullerbü (Alla vi barn i Bullerbyn, 1947, deutsch 1955)	1945	
Boys' & Girls' Republic of Italy (La Repubblica dei Ragazzi) and Boys' & Girls' Towns of Italy (La Città dei Ragazzi) founded Monsignor John Patrick Carroll-Abbing (1912-2001)	1945	
(D) Andreas Mehringer (1911-2004): Familienprinzip in der Heimerziehung. Baut nach 1945 das Münchner Waisenhaus wieder auf: Familienkind oder Anstaltskind? (S1)	Nach 1945	
1946 Création de l'Unicef	1946	
(CH) Grundsteinlegung für das „Kinderdorf Pestalozzi“ in Trogen (CH) für Kriegswaisen aus Nachbarländer	1946	
Emilie „Emmi“ Pikler (1902-1984) : Autonomie-Ansatz in der Kleinkindpädagogik. 1946 gründet Pikler in Budapest das Lóczy-Institut.	1946	
	1947	1947 Création des « allocations familiales » en faveur de tous les salariés
„Allgemeine Erklärung der Menschenrechte“ Resolution der Generalversammlung der Vereinten Nationen. 10. Dezember 1948 (Paris)	1948	
Gründung der FICE Fédération internationale des communautés éducatives im Pestalozzi-Kinderdorf in Trogen (CH)	1948	
Hermann Gmeiner (1919-1986) gründet in Österreich die „SOS-Kinderdörfer“ nach dem Vorbild des Kinderdorfes Pestalozzi in Trogen.	1949	Le Château de Munsbach devient la première annexe de l'Hospice du Rham (au départ pour garçons et filles de 0 à 3 ans et de filles au-delà de 6 ans. → fermeture en 1979
Bruno Bettelheim (1903-1990) veröffentlicht: Love Is Not Enough: The Treatment of Emotionally Disturbed Children. 1950. Deutsch: Liebe allein genügt nicht: die Erziehung emotional gestörter Kinder.	1950	1950 : création du « service de défense sociale » dans le cadre des Etablissements Pénitentiaires et Maisons d'éducation. (probation)
Erik H. Erikson (1902–1994) und Ehefrau und geistigen Weggefährtin Joan Erikson (1903–1997) entwickeln ein Stufenmodell der psychosozialen Entwicklung. 1950 : Childhood and Society.	1950	1950 : Camp international de la FICE à Sanem. Pendant tout un mois, du 10.8.-31.08.1950, 50 orphelins de guerre, garçons et filles, venus de 9 pays différents d'Europe ont pu mener une expérience de vie internationale en participant activement à l'organisation des activités diverses du camp et cela dans une ambiance d'enthousiasme et de compréhension mutuelle vivent au Château de Sanem → 1951 : installation d'un groupe de vie → Kannerschlass Suessem → cette initiative mènera aussi à la création de l'ANCE asbl en 1978.

Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, communément appelée Convention européenne des droits de l'homme (CEDH), traité international signé par les États membres du Conseil de l'Europe le 4 novembre 1950. Cour européenne des droits de l'homme mise en place en 1959.	1950	1950 : création du « service de défense sociale » dans le cadre des Etablissements Pénitentiaires et Maisons d'éducation. (probation) Précurseur du SCAS
(USA) The Midcentury White House Conference on Children and Youth (1950) was concerned with democracy's responsibility "to produce socially minded cooperative people, without sacrificing individuality." This conference explored the ingredients of a healthy personality development.	1950	
Edward John Mostyn Bowlby (1907-1990), Pionier der Bindungstheorie. 1951: Maternal care and mental health. A report prepared on behalf of the World Health Organization as a contribution to the United Nations programme for the welfare of homeless children. (= World Health Organization Monograph Series). Genf 1951. [Forty-Four Juvenile Thieves: Their Characters and Home Life. In: International Journal of Psychoanalysis. Band 25, 1944, S. 19–52.]	1951	Le 13 novembre 1951 un premier groupe de 24 enfants entre 13 et 11 ans, garçons et filles, fut admis au « Kannerschlass » et pris en charge par M. et Mme Oth, jeune couple d'enseignants assistés par une monitrice engagée en décembre de la même année.
(D) 1. Oktober 1953: Neufassung des Jugendgerichtsgesetzes (JGG) in der Bundesrepublik Deutschland. Sein Kerngedanke ist „Erziehung vor Strafe“.	1953	Ouverture d'une 2 ^{ème} annexe de l'Hospice du Rham à Schiffflange : „Maison Biever“ (pour garçons uniquement)
Übereinkommen vom 24. Oktober 1956 über das auf Unterhaltsverpflichtungen gegenüber Kindern anzuwendende Recht	1956	
Übereinkommen vom 15. April 1958 über die Anerkennung und Vollstreckung von Entscheidungen auf dem Gebiet der Unterhaltspflicht gegenüber Kindern	1957	Ouverture d'une 3 ^{ème} annexe de l'hospice du Rham à Lintgen (au départ pour filles uniquement) → fermeture en 1980.
Kinderrechtscharta der Vereinten Nationen 1959 Charte des droits de l'enfant	1959	
L'Assemblée générale des Nations Unies adopte la Déclaration des Droits de l'Enfant. Dix principes fondamentaux pour le bien-être et la protection des enfants y sont proclamés. L'enfant est reconnu comme une personne investie de tous les droits.	1959	
Jugendwohlfahrtsgesetz (JWG, 1960)	1960	
Philippe Ariès (1914-1984) publie « L'Enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime »	1960	
Loris Malaguzzi, (1920-1994): Reggio-Pädagogik, eröffnete 1960 ein Zentrum für behinderte Kinder und berät die kommunalen Krippen und Kindergärten in Reggio Emilia (I). 1993: „Una carta per tre diritti. A charter of rights“	1960	
(USA) The 1960 White House Conference on Children and Youth enlarged this theme to find ways "to promote opportunities for children and youth to realize their full potential for a creative life in freedom and dignity."	1960	
A.S.Neill: (1969) Theorie und Praxis der antiautoritären Erziehung. (Engl. 1960)	1960-1969	1968 Hospice du Rham → Centre du Rham 1969 Création d'une „commission médico-psycho-pédagogique“ et d'un „service médico-psycho-pédagogique“ au Centre du Rham

Haager Minderjährigenschutzabkommen, MSA, amtlich in der Bundesrepublik: Übereinkommen über die Zuständigkeit der Behörden und das anzuwendende Recht auf dem Gebiet des Schutzes von Minderjährigen, vom 5. Oktober 1961 (Luxemburg ratifiziert 1967)	1961-1968	1961: Marcel Nilles erfährt von der Idee „SOS Kinderdorf“ in Imst (Tirol), wo 1949 das erste SOS Kinderdorf entstand. 1963 wird die „asbl Lëtzeburger Kannerduerf“ gegründet. 1964 beschliesst der Gemeinderat Mersch ein Grundstück zur Verfügung zu stellen für den der Bau eines Kinderdorfes. Straußfeier der drei ersten Häuser in 1968. (www.kannerduerf.lu)
Klaus Mollenhauer (1928-1998): kritisch-emanzipatorische Sozialpädagogik. 1964 : « Einführung in die Sozialpädagogik – Probleme und Begriffe der Jugendhilfe. »	1964	Loi du 21 mai 1964 portant 1) réorganisation des établissements pénitentiaires et des maisons d'éducation; 2) création d'un service de défense sociale.
Beginn der « Kinderrepublik » San Pedro de Rocas und Benposta (1956 wurde die Nation der Kinder in Ourense/ Spanien von einer handvoll Jugendlicher gegründet.	1964	
(D) Ab 1965 entwickelt sich die „Heimkampagne“.	1965	Loi du 12 juin 1965 portant modification de l'article 34 de la loi du 2 août 1939 sur la protection de l'enfance.
	1965	Chambre des Députés demande dans une motion du 13 mai 1965, "la création d'un service social d'aide à l'enfance" visant à prévenir la désintégration familiale et l'inadaptation sociale des jeunes par une action sociale préventive
1966 - Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels 1966 - Pacte international relatif aux droits civils et politiques	1966	
Emil Erich Kobi (1935-2011): Heilpädagogik (CH). „Das legasthenische Kind, Solothurn“ 1967	1967	
	1968	Loi du 8 avril 1968 portant réorganisation de l'administration de l'hospice du Rham.
	1968	« Avec la création du service d'intégration sociale de l'enfance (SISE) en 1968 chargé plus particulièrement d'examiner tous les problèmes relatifs aux maisons d'enfants en vue de coordonner notamment les systèmes éducatifs et les conditions de travail des différentes institutions, les pouvoirs publics commencèrent enfin à prendre conscience de leurs obligations dans ce domaine et ce 17 ans après l'admission du premier groupe d'enfants au «Kannerschlass» dont on reconnaissait volontiers la valeur du travail éducatif d'avant-garde. » (www.kannerschlass.lu)
	1969	1969 Création d'une „commission médico-psychopédagogique“ et d'un „service médico-psychopédagogique“ au Centre du Rham
	1969	le législateur interdit en 1969 l'emploi des enfants jusqu'à l'âge de 15 ans accomplis - 1969 - Verbot der Kinderarbeit in Luxemburg
(D) Skandalisierung der Heimerziehung. „Befreiung“, Entstehung erster alternativer Wohngruppen (S1)	Ende 60er	
Paulo Freire (1921-1997, Brasilien): 1970 erscheint das befreiungspädagogische Hauptwerk „Pädagogik der Unterdrückten“.	1970	ab 1970 Dezentralisierung der Heimstrukturen 1975 Konventionierung der privaten Träger

(USA) 1971 - The "White House Conference on Children and Youth was split into two conferences, one on children, the other on youth. The children's conference focused on the individuality of children through the support of healthy personality development. The youth conference focused on a number of issues affecting people ages 14–24, including values, ethics, and culture, foreign affairs, race relations, and legal rights and justice.	1971	Loi du 12 novembre 1971 relative à la protection de la jeunesse. (Einführung des Jugendgerichts) « La loi au 12 novembre 1971 précise qu'il est déferé au tribunal de la jeunesse. Après la deuxième guerre mondiale, la maison installée au Stadtgrund est abandonnée et remplacée par les institutions fonctionnant actuellement à Dreibern et à Schrassig sous la direction générale et la surveillance du procureur général de l'État. Les réformes successives se caractérisent par un mouvement de dépenalisation progressive de la prise en charge, par le passage d'une stratégie de la répression à une pédagogie de la réinsertion sociale . » (DP 3301/1990 Exposé des motifs)
	1972	Création du Fonds du logement
	1973	14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée; Luxembourg : Vote de la loi portant création d'instituts et services d'éducation différenciée ; Création de l'Institut de formation pour éducateurs et moniteurs d'éducation différenciée (IFEM)
In bundesdeutschen Schulen tritt das Verbot der Züchtigung in Kraft! In der DDR war sie schon seit 1949 verboten. (S3)	1973	Ouverture d'une 4ème „annexe“ du Centre du Rham à Schifflange : la « Maison Frieden »
Youth Liberation of Ann Arbor, 1973	1973	
(F) Démolition de la « petite Roquette » à Paris, pénitencière pour enfants et jeunes de 1830 à 1920	1974	1974 schließen sich in Luxemburg auch die Heimleiter in einer fachlichen Vereinigung, der "Association des directeurs des centres d'accueil" (ADCA).
Paul-Michel Foucault (1926-1984) : « Surveiller et punir. Naissance de la prison » (paraît en 1975)	1975	En 1975 la législation familiale a été modifiée : dans le cadre de l'égalité homme – femme, les parents sont mis à égalité à l'égard de leurs enfants. On ne parle plus d'autorité paternelle, mais d'autorité parentale.
(USA) Glen Mills Schools ist eine US-amerikanische Einrichtung zur Unterbringung und Resozialisierung von Jugendlichen Delinquenten in Pennsylvania. (geschlossene Einrichtung seit 1913). Ab 1975 entwickelt Cosimo D. Ferrainola (1931-2011) eine „konfrontative Pädagogik“: GGI, Group Guided Interaction.	1975	L'âge de la majorité est fixé à 18 ans accomplis. Le Code civil luxembourgeois définit alors le mineur comme étant "l'individu de l'un et de l'autre sexe qui n'a pas encore l'âge de 18 ans accomplis" (art. 388 du Code civil, Loi du 6 février 1975 relative à la majorité civile, l'autorité parentale, l'administration légale, la tutelle et l'émancipation.)
	1975	Ab 1975 Konventionen des Familienministeriums mit den Heimträgern in denen die sozialpädagogische Arbeit vereinbart wird.
	1976	1976 Réforme du système d'aide aux chômeurs par la création d'un fonds de chômage
(D) [Die deutsche FICE-Sektion veröffentlicht einen allgemeinen Bericht zur Heimerziehung und Alternativen.]	1977	Création du « Service central d'assistance sociale » (SCAS) « regroupe les services chargés d'enquête sociales et d'assistance à des personnes sous surveillance judiciaire » (Art.77 la loi du 25 juillet 1977 portant sur l'organisation judiciaire)
Essayistin Katharina Rutschky: „Schwarze Pädagogik“ (Anthologie) 1977. Alice Miller: „Am Anfang war Erziehung“ (1980)	1977	Die Heimträger schliessen sich 1977 in einem Trägerverband zusammen, der "Entente des gestionnaires des centres d'accueil".
Polen reicht anlässlich der Konferenz der UNO-Menschenrechtskommission den Entwurf einer Kinderrechtskonvention ein, die sich im Wesentlichen auf die Erklärung von 1959 stützt. Sie wird aber als unzureichend abgewiesen. (S3)	1978	1978 gründen 46 engagierte Fachkräfte (Pädagogen, Lehrer, Psychologen, Erzieher, u.a.) eine luxemburgische Sektion der FICE, die "Association des Communautés Educatives" (ANCE) als Fachverband für erzieherische Hilfen. Seit 2011 "Association des Communautés Educatives et Sociales" (A.N.C.E.S.)
1979 : Internationales Jahr des Kindes. Année internationale de l'enfant	1979	Symposium et bulletin de l'ANCE sur la situation des droits de l'enfant à Luxembourg

1979 Konvention der Vereinten Nationen zur Beseitigung jeder Form von Diskriminierung der Frau (CEDAW), 1999 CEDAW-Zusatzprotokoll für Individualbeschwerden, tritt 2000 in Kraft (S4)	1979	Ouverture du „Centre Jean Wolter“ à Schifflange comprenant 2 groupes de vie „Um Wendel“ et „Um Mouer“. Administration des « Maisons d'enfants de l'Etat » s'installe à Schifflange. Fermeture de l'annexe à Munsbach.
	1979	1979 Règlement grand-ducal du 29 août 1979 portant réglementation des études et des attributions de la profession d'assistant social
Haager Übereinkommen über die zivilrechtlichen Aspekte internationaler Kindesentführung (auch Haager Kindesentführungsübereinkommen) vom 25. Oktober 1980	1980	Claire Kieffer (1929-1980), arbeitet seit 1971 als « assistante d'hygiène sociale” im „Service psycho-médico-pédagogique” des «Centre du Rham» und betreute die Außenwohngruppe «Foyer de resocialisation pour jeunes» für delinquente und defavorisierte Jugendliche in Moutfort. Am 18/11/1980 wird sie von Jugendlichen, die sie betreut hat, umgebracht. Die im September 1980 eröffnete Aussenwohngruppe des Centre du Rham in Düdelingen wurde nach ihr benannt (bis 2005). Fermeture de l'annex à Lintgen.
	1981	Loi du 9 janvier 1984 portant réorganisation des établissements pénitentiaires et des maisons d'éducation. (Dreiborn) « A Schrassig, le départ en 1985 des religieuses de la Doctrine chrétienne laisse un vide non comblé. » (CP 3301/1990, exposé des motifs)
	1981	Auflösung der « Rumm » → Maison d'Enfants de l'Etat (M.E.E.). Départs des derniers groupes d'enfants du Centre du Rham avec l'ouverture du foyer „Dr. Colling » et du foyer « Maerteshaus » à Dudelage. (Départ du Rham des Sœurs de la Ste Elisabeth en 1984)
	1982	Création d'un Conseil Supérieur de la Famille et de l'Enfance qui étudie tous les problèmes se rapportant à la famille et à l'enfance et qui fournit des conseils et recommandations au Ministère de la famille et de l'intégration, sur les questions relatives à la famille et aux enfants.
Arab Charter on the Rights of the Child 1983 League of Arab States	1983	
	1984	Loi du 10 février 1984 portant organisation des services du Centre du Rham: section des « Maisons d'enfants de l'État. » - Règlement ministériel du 29 avril 1987 ayant pour objet de fixer le programme détaillé des matières des différents examens de carrière de l'éducateur et du moniteur des services du Centre du Rham, ainsi que le nombre des points à attribuer à chaque matière.
1985 - Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing) Année Internationale de la Jeunesse	1985	1 ^{ère} édition du guide « Vos droits et devoirs – de 12 à 18 ans » (C.I.J.asbl)
	1986	1986 Introduction du « revenu minimum garanti » (RMG) → SNAS → « Conseil supérieur à l'action sociale »
	1986	Diplompädagogin Vivi Hommel (1949-1986) in den 80er Jahren aktives Mitglied der „Aktioun fir de Fridden“. Erziehung zum Frieden, Dialog mit Andersdenkenden und –glaubenden

	1988	15 décembre 1988 : Loi luxembourgeoise portant approbation de la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes, faite à New York
9. novembre 1989 – chute du mur de Berlin	1989	
Convention relative aux droits de l'enfant des Nations adoptée le 20 novembre 1989 à New-York. UN-Kinderrechtskonvention: PPP, Vorrang der familiären Erziehung; Dejudiziarisierung	1989	
African Charter on the Rights and Welfare of the Child, OAU Doc. CAB/LEG/24.9/49 (1990), entered into force Nov. 29, 1999.	1990	
World Declaration on the Survival, Protection and Development of Children, agreed to at the World Summit for Children on 30 September 1990 (S6)	1990	En 1990 fut votée la loi portant organisation des études éducatives et sociales. Ce fut, en même temps, la création de l'Institut d'études éducatives et sociales (IEES) --> LTPES en 2005
1990-1996 Globale UNO-Konferenzen und Gipfel über die Themen: Kinder, Bildung, Umwelt und Entwicklung, Menschenrechte, Bevölkerung, Frauen und soziale Entwicklung	1990-1996	
(D) Kinder- und Jugendhilfegesetz (KJHG). Am 1. 1. 1991 hat das Gesetz zur Neuordnung des Kinder- und Jugendhilferechts vom 26. 7. 1990 (Kurzbezeichnung Kinder- und Jugendhilfegesetz) das Jugendwohlfahrtsgesetz von 1922 abgelöst. Es ist als 8. Buch in das Sozialgesetzbuch (SGB VIII; Neufassung vom 14. 12. 2006) Ergänzt 2021.	1990/1991	Loi du 12 juillet 1991 portant organisation des Centres socio-éducatifs de l'Etat. (Dreiborn et Schrassig)
(USA) Howard Zehr's "Changing Lenses – A New Focus for Crime and Justice" (published in 1990), "Little Book of Restorative Justice"(2002).	1990	
	1992	Loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse.
	1992	CNAP 1992 – 2011 (Commission nationale en matière de placement) Institué par l'EGCA & le Ministère de la Famille. Bis 1991 CIEP (Centre d'Information et de Placement)
	1992	Loi du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé → Code de déontologie, Conseil supérieur de discipline, Conseil supérieur de certaines professions de santé.
1993: Haager Abkommen zur Adoption. Haager Übereinkommen über den Schutz von Kindern und die Zusammenarbeit auf dem Gebiet der internationalen Adoption vom 29. Mai 1993	1993	Loi du 20 décembre 1993 portant 1) approbation de la Convention relative aux droits de l'enfant, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989 2) modification de certaines dispositions du code civil. Introduction par cette loi de l'autorité parentale conjointe / partagée
	1994	Loi du 28 juin 1994 modifiant et complétant: a) la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire; b) la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée; en faveur de la participation d'enfants affectés d'un handicap à l'enseignement ordinaire et de leur intégration scolaire.
Françoise Dolto (1908-1988): Pädagogik und Psychoanalyse. 1995 : « Tout est langage » «Le dire et le faire. Tout est langage. L'importance des paroles dites aux enfants et devant eux.»	1995	1995 – Les études d'éducateur sanctionnées par le diplôme de fin d'études secondaires techniques

La « Convention européenne sur l'exercice des droits des enfants » adoptée par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en 1996 a été consacrée en vue de conférer aux enfants des droits procéduraux prenant en compte leur opinion dans les affaires familiales qui les concernent. (non ratifiée par Luxembourg).	1996	1996 Règlement minist. du 10.10.1996 instituant une formation aux fonctions d'aide socio-familiale. (MiFA)
1996 Charte Sociale Révisée du Conseil de l'Europe est adoptée. Luxembourg ne l'a pas ratifiée.	1996	1996 Un projet de loi relatif à la promotion des droits de l'enfant et à la protection sociale de l'enfance, déposé début 1996 par le Ministère de la famille à la Chambre des Députés, entend imposer un cadre fixe qui respecte les droits des enfants, qui protège les intérêts des familles et qui garantit la qualité des placements effectués. (PL abandonné par la suite)
Übereinkommen über die Zuständigkeit, das anzuwendende Recht, die Anerkennung, Vollstreckung und Zusammenarbeit auf dem Gebiet der elterlichen Verantwortung und der Maßnahmen zum Schutz von Kindern, kurz Haager Übereinkommen über den Schutz von Kindern (KSÜ) ersetzt das Übereinkommen vom 5. Oktober 1961 über die Zuständigkeit der Behörden und das anzuwendende Recht auf dem Gebiet des Schutzes von Minderjährigen.	1996	
	1998	Introduction de l'assurance-dépendance (Pflegeversicherung)
	1998	1998 Loi ASFT: Loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (Loi ASFT)(Règlement grand-ducal du 16 avril 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de centres d'accueil avec hébergement pour enfants et jeunes adultes.)
	1998	« L'accueil jour et nuit de mineurs - constats, réflexions, perspectives » Le guide du professionnel, édité par l'ADCA et l'ANAHSASIG
	1998	1998 Création du « centre de médiation » sous l'impulsion de Jos Bewer, fondateur et président (1998-2006) du Centre de Médiation asbl.
Erste Berichte über Missbrauchsfälle an der Odenwaldschule (Hessen) in den 70er und 80er Jahren	1998-2011	
Les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté dits « Règles de Havane » adoptées par l'Assemblée Générale des Nations Unies en 1990 sont des règles déterminant les normes à appliquer lorsqu'un enfant est détenu par une autorité publique judiciaire.	1999	31 mai 1999 : Entrée en vigueur de la loi visant à renforcer les mesures contre la traite des êtres humains et l'exploitation sexuelle des enfants et portant modification du Code pénal et du Code d'instruction criminelle (combat contre la traite des êtres humains et protection des victimes de la traite, concernant en partie les enfants).
1999 - Convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182) de l'Organisation Internationale du Travail (OIT). La Convention n°182 sur les pires formes de travail des enfants adoptée par l'Organisation Internationale du Travail en 1999 a été établie dans l'objectif d'éliminer les pires formes de travail des enfants. / 1999 Konvention der IAO über das Verbot und unverzügliche Maßnahmen zur Beseitigung der schlimmsten Formen der Kinderarbeit (S4).	1999	1999 Création du „congé parental“
	1999	RGD du 21.5.1999 instituant une formation aux fonctions d'aide socio-familiale. (MiFA)

Charte des Droits fondamentaux de l'Union Européenne (légalement contraignante avec le Traité de Lisbonne 1.12.2009) « Article 24 - Droits de l'enfant. 1. Les enfants ont droit à la protection et aux soins nécessaires à leur bien-être. Ils peuvent exprimer leur opinion librement. Celle-ci est prise en considération pour les sujets qui les concernent, en fonction de leur âge et de leur maturité. 2. Dans tous les actes relatifs aux enfants, qu'ils soient accomplis par des autorités publiques ou des institutions privées, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale. 3. Tout enfant a le droit d'entretenir régulièrement des relations personnelles et des contacts directs avec ses deux parents, sauf si cela est contraire à son intérêt. »	2000	18 mars 2000 : Entrée en vigueur de la loi portant création d'un régime de protection temporaire ; portant modification de la loi modifiée du 3 avril 1996 portant création d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile (développement du cadre juridique en matière d'enfants migrants et réfugiés).
VN-KRK: Zusatzprotokoll: Kinderhandel, -prostitution und -pornografie (2000), 25 mai 2000 : Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication dans les conflits armés, ratifié par la loi du 25 avril 2003.	2000	6 mai 2000 : Loi luxembourgeoise portant approbation de l'amendement au paragraphe 2 de l'article 43 de la Convention relative aux droits de l'enfant (sur le Comité des Droits de l'enfant), adopté à la Conférence des Etats parties le 12 décembre 1995.
25 mai 2000 : Protocole facultatif à la Convention relative aux Droits de l'Enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, ratifié par la loi du 11 juillet 2016.		
	2000-2003	Chambre des Députés : Commission spéciale „Jeunesse en détresse“ → 1er projet de loi. Le Ministre de la Justice a institué en décembre 2000 un groupe de travail interministériel avec la mission de réfléchir aux réformes à apporter en matière de protection de la jeunesse. Rapport final en août 2002 (DP5351/07) En parallèle, la Chambre des Députés a, en avril 2000, institué une commission parlementaire spéciale consacrée à la jeunesse en détresse. Rapport final (DP5225) en date du 27 octobre 2003. Débat d'orientation à la Chambre des Députés le 26 novembre 2003.
	2001	23 mars 2001 : Entrée en vigueur de la loi concernant la protection des jeunes travailleurs.
VN-KRK-Zusatzprotokoll: Kinder in bewaffneten Konflikten (2002)	2002	
2002 Römisches Statut des Internationalen Strafgerichtshofes (IstGH) tritt am 1. Juli 2002 in Kraft; Generalversammlung der Vereinten Nationen: Sondertagung über Kinder (S4)	2002	
	2003	2003 ORK Loi du 25 juillet 2002 portant institution d'un comité luxembourgeois des droits de l'enfant, appelé «Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand» (ORK). Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand (ORK, 2003): Marie Anne Rodesch-Hengesch devient 1ère présidente de l'ORK
	2003	Eröffnung der Jugendpsychiatrie im „Hôpital du Kirchberg“ (2008 folgt das CHL mit einer kinderpsychiatrischen Abteilung)
	2003	Fondation de la „Coalition Nationale des Droits de l'Enfant « (CNDE asbl)
	2003	25 avril 2003 : Ratification du Protocole facultatif à la CDE faite en 2000 sur l'implication d'enfants dans les conflits armés.
	2003	2003 Création du « revenu pour personnes gravement handicapées » (RPGH)

	2003	Création de l'Université du Luxembourg. → im Herbst 2005 Einführung eines integrativen Bachelor-Studiengangs in Sozial- und Erziehungswissenschaften – bachelor en sciences sociales et éducatives
	2003	Loi du 8 septembre 2003 sur la violence domestique
	2004	Projet de loi 5351 portant modification de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse (abandonné)
Am 1. März 2005 trat die sogenannte Brüssel IIa-Verordnung der Europäischen Union in Kraft.	2005	2005 Règlement grand-ducal du 20 juillet 2005 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de maison relais pour enfants.
	2005	Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES) fut créé par la loi du 10 août 2005.
(D) Betroffene gründen „Verein ehemaliger Heimkinder“ e.V. (S1).	2004	Loi du 18 avril 2004 portant organisation des Maisons d'Enfants de l'Etat (M.E.E.).
	2004	16 juin 2004 : Entrée en vigueur de la loi portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'Etat. (première base légale UNISEC)
(IRL) Ferns-Report über das Bistum Ferns berichtet über mehr als 100 Fälle von Kindesmissbrauch in den Jahren 1962 bis 2002.	2005	
2006 La Convention relative aux droits des personnes handicapées adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies en 2006 a été rédigée pour garantir le plein exercice des droits humains fondamentaux ; ratification au Luxembourg par la loi du 28 juillet 2011 portant approbation de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, faite à New York, le 13 décembre 2006.	2006	
(D) Hans-Peter Wensierski : Schläge im Namen des Herrn. Die verdrängte Geschichte der Heimkinder in der Bundesrepublik. 2006. Belegt den großangelegten Missbrauch von Heimkindern in Westdeutschland zwischen 1945 und 1970.	2006	
Übereinkommen über die internationale Geltendmachung der Unterhaltsansprüche von Kindern und anderen Familienangehörigen	2007	
(D) Petitionsausschuss des Bundestages empfiehlt einen „Runden Tisch“ zur Aufarbeitung des Unrechts 1945-1970.	2008	Loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille. Vote et publication (2008) de la loi relative à l' « aide à l'enfance et à la famille » (AEF) , opérationnel/entré en vigueur à partir de 2011. Aide volontaire basée sur les droits de l'enfant + principe de l'éducation non-violente + intérêt supérieur de l'enfant. Réintégration des services CPI et répartition en bureaux régionaux à partir de janvier 2017.
	2008	Am 30. Januar 2008 Eröffnung der „Maison Françoise Dolto“ in Howald für die (meist richterlich angeordnete) Inobhutname von max. 20 Kindern aus ganz Luxemburg im Alter zwischen 0 und 3 Jahren, deren Eltern kurz- oder längerfristig die Erziehung nicht gewähren können.
	2009	Loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.
	2009	2009 Introduction des « chèques-service accueil»
	2009	Loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale. → réorganisation des offices sociaux dans les communes

	2009	8 mai 2009 : Entrée en vigueur de la loi luxembourgeoise sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le Nouveau Code de procédure civile (combat contre la traite des êtres humains et protection des victimes de la traite, concernant en partie les enfants).
(IRL) 2009: „Ryan-Report“: Staatl. Untersuchung zur Kindesmisshandlung in Einrichtungen für Kinder in Irland. „Murphy-Report“. Öffentl. Untersuchung in Irland zum sexuellen Missbrauch in der Erzdiözese Dublin.	2009	Manuel de l'intervention sociale et éducative au Luxembourg. Handbuch der sozialen und erzieherischen Arbeit in Luxemburg. Luxembourg 2009 (projet FSE 2006-2009)
(D) Antje Vollmer präsidiert den Runden Tisch "Heimerziehung in den 50er und 60er Jahren"	2009-2011	
	2008/2011	2008/2011 : Loi du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et à la famille. (2011 Office National de l'Enfance)
Conseil de l'Europe : Guidelines on child friendly justice – justice adaptée aux enfants	2010	Vom 6. April bis zum 16. Juli 2010 konnten Opfer sexueller und physischer Gewalt die Dienste einer vom Erzbistum Luxemburg eingerichteten Kontaktstelle « Hotline Cathol » in Anspruch nehmen. 138 Personen nutzten das Gesprächsangebot, 100 davon klagten über erlittene oder beobachtete Gewalt im Umfeld der Kirche. Autoren des Berichts: Mill Majerus und Simone Majerus
2010 - Résolution Assemblée générale des Nations Unies 64/142. Lignes directrices relatives à la protection de remplacement pour les enfants Les Lignes directrices sont destinées à renforcer la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant et des dispositions pertinentes des autres instruments internationaux relatives à la protection et au bien-être des enfants privés de protection parentale ou risquant de l'être.	2010	
2010 (D) „Runde Tisch Sexueller Kindesmissbrauch in Abhängigkeits- und Machtverhältnissen in privaten und öffentlichen Einrichtungen und im familiären Bereich, kurz Runder Tisch Sexueller Kindesmissbrauch. Unabhängige.r Beauftragte.r für Fragen des sexuellen Kindesmissbrauchs (UBSKM). Ab 2016 auch eine Unabhängige Kommission zur Aufarbeitung sexuellen Kindesmissbrauchs.	2010	
Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, signée à Istanbul le 11 mai 2011.	2011	16 juillet 2011 : Ratification de la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels ouverte à la signature à Lanzarote les 25-26 octobre 2007 b) du Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, du 25 mai 2000.
	2011	Loi du 28 juillet 2011 portant 1. approbation de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, faite à New York, le 13 décembre 2006
	2011	2011 Master "Management und Coaching im Bildungs- und Sozialwesen" (Universität Luxemburg)
(D) ZDF-Film "Und alle haben geschwiegen".	2013	Loi du 30 juillet 2013 portant modification de la loi du 8 septembre 2003 sur la violence domestique.
		Règlement grand-ducal du 18 juillet 2013 réglementant l'exercice et les attributions de la profession d'assistant social.
Individualbeschwerde beim Genfer KR-Komitee (2012, ratifiziert am 30.6.2015)	2012	

	2013	2013 -Introduction de la « subvention de loyer »
	2013	René Schlechter succède à Marie Anne Rodesch-Hengeschedl à la Présidence de l'ORK
	2014	9 avril 2014 : Entrée en vigueur de la loi renforçant le droit des victimes de la traite des êtres humains (combat contre la traite des êtres humains et protection des victimes de la traite, concernant en partie les enfants).
	2014	2014 Allgemeiner nationaler Qualifikationsrahmen (MENJE)
	2014	2014 Formation d'éducateur en alternance à l'école de la deuxième chance (E2M) à Luxembourg. Filière francophone à partir de la rentrée 2017/2018
	2015	5 août 2015 CHD : Ratification du 3ème protocole de la CIDE → Loi du 5 août 2015 portant approbation du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications, signé à Genève le 28 février 2012. Individualbeschwerde beim Genfer KR-Komitee (2012, ratifiziert am 30.6.2015)
	2015	18 décembre 2015 : Entrée en vigueur de la loi relative à la protection internationale et à la protection temporaire (développement du cadre juridique en matière d'enfants migrants et réfugiés).
	2015	Psychotherapeuten-Gesetz : Loi du 14.7.2015 portant création de la profession de psychothérapeute
Directive européenne (UE) 2016/800 du 11 mai 2016 relative à la mise en place de garanties procédurales en faveur des enfants qui sont des suspects ou des personnes poursuivies dans le cadre des procédures pénales.	2016	Loi du 24 avril 2016 portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse → Leitlinien non-formale Bildung → agents régionaux de qualité
	2016-2021	Bachelor en Sciences Sociales et Éducatives (études en cours d'emploi) Université du Luxembourg + Chambre des Salariés. (jusqu'en 2021)
	2017	Délivrance du diplôme d'État d'éducateur/d'éducatrice dans le cadre de l'année TERMINALE
	2017	Nouvelle base légale 2017 pour l'UNISEC (loi modifiée 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'Etat)
	2017	La loi du 8 mars 2017 renforçant les garanties procédurales en matière pénale a créé un cadre législatif national pour la justice restaurative
	2018	Projet de loi 7276 instituant un régime de protection de la jeunesse et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire
	2018	2018 : Réforme du code civil: autorité parentale. Principe de la co-parentalité, ISE et participation. Réforme du divorce et création du tribunal/juge aux affaires familiales.
	2018	28 février 2018 : Loi renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles.
	2018	2018 : Création d'un service de « médiation au maintien scolaire, à l'inclusion et à l'intégration scolaire» (SMS)
	2018	Réorganisation de l'éducation différenciée en 8 Centres de Compétences en psycho-pédagogie spécialisée.

	2018	Réforme des prisons portant sur l'administration pénitentiaire et sur l'exécution des peines: introduction d'un « plan volontaire d'insertion » (PVI) et d'une unité de psychiatrie socio-judiciaire
	2018	Reform des RMG/Mindesteinkommen-Gesetzes + Umbenennung in REVIS – revenu d'inclusion sociale
	2018	Reconnaissance de la langue des signes allemande : loi du 24 juillet modifiant le régime des langues
	2018	Loi du 25 juillet 2018 relative à la modification de la mention du sexe et du ou des prénoms à l'état civil
	2018	Loi du 20 juillet 2018 portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, signée à Istanbul le 11 mai 2011
Comité des Droits de l'Enfant: general comment 14: justice pour enfants	2019	(Mars à mai 2019): Cycle de conférences "Juvenile justice – children's rights and challenges ahead" à la Cité judiciaire
(F) Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église (1950-2020), installée depuis le 8 février 2019, a rendu public son rapport le 5 octobre 2021.	2019-2020	Avis et conférences - Promesses du gouvernement luxembourgeois au CDE 30 ^{ème} anniversaire CDE
Publication of the Report "Children Deprived of Liberty - The United Nations Global Study."	2019	
	2020	Nouvelle loi du 1er avril 2020 : Entrée en vigueur de la loi instituant l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher.
	2020-2021	Ministre de la Justice donne mission à Mme. Renate Winter pour mener des consultations et assister le gouvernement à rédiger une nouvelle loi
EU-Child rights strategy + Stratégie de l'UE en faveur d'une lutte plus efficace contre les abus sexuels commis contre des enfants	2020-2023 2020-2025	« réforme de la protection de l'enfance et du système de justice pour enfants »
	2022	Inscription des droits de l'enfant à la Constitution luxembourgeoise (PL6030, Audition 2018, PR7755, 2022)

S1: R. Günder: Theorie und Praxis des Heimerziehung, 2011

S2: Peters,U./ Witt, P.: Passagen, 2007

S3: Deutsches Kinderhilfswerk e.V. (Hrsg.): 20 Jahre Kinderrechte, (2009), <http://www.kinderpolitik.de/downloads/KID-309-i.pdf>, S. 8 f. (18.01.2013).

S4: Materialien zur Menschenrechtsbildung. Teil III. Zusatzmaterialien. Zeittafel. Seiten 392 bis 396

S5: Rapport initial du Luxembourg au Comité des Droits de l'Enfant (1996)

S6: Philip E. Veerman (1992): The Rights of the Child and the Changing Image of Childhood

S7: WegbereiterInnen. ErzieherInnenpersönlichkeiten, bzw. namhafte VertreterInnen, Pioniere/WegbereiterInnen aus der Geschichte der Pädagogik, Sonder- und Heilpädagogik, Sozialen Arbeit (SP/SA). LTPES/ANCES-Agenda 2018/2019

Zusammengestellt von / compilé par / compiled by Charel Schmit, 2013-2022.

Glossaire – Glossar – Glossary

FRANÇAIS	DEUTSCH	ENGLISH
Activité de conseil	Beratung	Counselling
Adolescent.e non-coopératif.ve	Nicht kooperative/r Jugendliche/r	Non co-operative juvenile
Agent.e de probation	Bewährungshelfer/in	Probation Officer
Aide aux victimes	Opferhilfe	Victim support
Allocation de chômage	Arbeitslosenunterstützung	Unemployment benefit
Allocation familiale	Familienzulage	Child benefit
Analyse de cas	Fallanalyse	Case review
Approche méthodologique	Methodologischer Zugang	Methodological approach
Aspects socio-pédagogiques	Sozialpädagogische Aspekte	Socio-pedagogical aspects
Assistance éducative	Hilfen zur Erziehung	Educational assistance (court ordered)
Assistant.e social.e	Sozialarbeiter/in	Social worker
Association Nationale des Communautés Éducatives et Sociales (ANCES)	Luxemburger Fachverband für Soziale Arbeit	National Association of Educative and Social Communities
Autorité parentale	Sorgerecht	Parental authority
Besoins éducatifs particuliers	Sonderpädagogischer Förderbedarf	Special educational needs
Cadre coercitif	Zwangskontext	Coercive context/frame
Cadre légal	Gesetzlicher Rahmen	Legal framework
Casier judiciaire	Strafregister	Criminal record
Centre de formation professionnelle	Berufsausbildungsstätte	Vocational training centre
Centre de guidance éducative	Erziehungsberatungsstelle	Child guidance clinic, family center
Centre socio-éducatif de l'État	Sozio-educative(s) Staatsanstalt/Staatsheim	Socio-educative home (run by the state)
Colonie de vacances	Ferienkolonie	Summer camp
Consommateur/Consommatrice de drogues adolescent	Drogenabhängige/r Jugendliche/r	Juvenile drug user
Danger/risque d'évasion	Fluchtgefahr	Risk of absconding

FRANÇAIS	DEUTSCH	ENGLISH
Déchéance de l'autorité parentale	Entzug der elterlichen (Für-)sorge	Loss of parental rights
Détention	Haft	Custody
Détention préventive	Untersuchungshaft	Remand
Domaine de compétence	Zuständigkeitsbereich	Area of responsibility
Durée de séjour	Aufenthaltsdauer	Length of stay
Dyslexique	Legastheniker	Dyslexic
Éducateur.rice	Erzieher/in	Educator, Youth worker
Éducateur.rice diplômé.e	Diplomerzieher/in (mit Sekundarschulabschluss)	Educator (with A-levels)
Éducateur.rice en milieu institutionnel	Heimerzieher/in	Child care worker
Éducateur.rice gradué.e	Sozialpädagog*in/Sozialpädagogin	Social pedagogue (B.A. level) Education welfare worker Social education worker
Éducation en institution/ dans un foyer	Heimerziehung	Education in residential care
Effectif du personnel	Personalbestand	Number of staff
Égalité des chances	Chancengleichheit	Equal opportunities
Enquête sociale	Sozialbericht	Social inquiry report/ home circumstances report
Enseignement secondaire	Sekundarschule	Secondary education
Enseignement supérieur	Hochschulbildung	Higher education
Ergothérapie	Beschäftigungstherapie	Occupational therapy
Estime de soi	Selbstwertgefühl	Self-esteem
Exécution d'une peine de prison en régime ouvert	Offener Strafvollzug	Serving of a sentence in an open prison
Expertise psychologique	Psychologisches Gutachten	Expert report by a psychologist
Famille monoparentale	Alleinerziehende/r	Single parent family
Fédération	Dachverband/ Dachorganisation	Umbrella organisation
Fédération Internationale des Communautés Éducatives (FICE)	Internationale Gesellschaft für Erzieherische Hilfen (IGFH – FICE)	International Federation of Educative Communities
Formation en cours d'emploi	Berufsbegleitende Ausbildung	In-service training
Gardien.ne de prison	Strafvollzugsbedienstete/r	Correctional officer
Institution ayant un pouvoir décisionnel	Entscheidungsorgan	Decision-making body or person
Intégration sociale / dans la société	Gesellschaftliche Integration	Integration into society
Intervention de crise	Krisenintervention	Crisis intervention
Jugement/condamnation	Verurteilung	Conviction/ sentence
Mesure de garde provisoire	Vorübergehende Verwahrung	Temporary custodial measure
Mesure préventive	Präventive Maßnahme	Preventive measure

FRANÇAIS	DEUTSCH	ENGLISH
Mesure privative de liberté	Freiheitsentziehende Maßnahme	Restrained setting
Milieu d'origine	Herkunftsmilieu	Social background, home circumstances
Mineur délinquant	Delinquente/r Jugendliche/r	Juvenile offender
Mineur enclin à être violent	Gewaltbereite/r Jugendliche/r	Violence-prone juvenile
Nourrice	Tagesmutter	Child minder
Obligation alimentaire	Unterhaltspflicht	Maintenance obligation
Obligation scolaire	Schulpflicht	Compulsory school attendance
Office National de l'Enfance (ONE)	Luxemburger Jugend- und Kinderamt	National Office/Agency for Children's Affairs
Pédagogie sociale	Sozialpädagogik	Social pedagogy
Placement en famille d'accueil	Pflegefamilienwesen	Foster care
Placement en institution	Heimeinweisung	Placement in residential care
Placement en institution/dans un foyer	Einweisung in ein Heim	Placement in a home for residential care
Placement en milieu fermé	Geschlossene Unterbringung	Secure accommodation / detention
Placement familial	Fremdplatzierung	Foster care
Planification de l'éducation	Erziehungsplanung	Educational planning
Politique sociale	Sozialpolitik	Social policy
Privation de liberté	Freiheitsentzug	Deprivation of liberty
Projet éducatif individualisé	Individueller Förderplan/ Lernplan	Individual educational plan
Protection de la jeunesse	Jugendfürsorge	Youth care
Protection des enfants	Kinderfürsorge	Child care
Public cible	Zielgruppe	Target group
Récidiviste	Rückfälliger Täter	Reoffender
Réduction du (temps de) séjour	Reduzierung der Aufenthaltsdauer	Shortening of stay
Réseau	Netzwerk	Network
Résolution/gestion des conflits	Konfliktbewältigung	Conflict management
Service de consultation juridique	Rechtsberatungsdienst	Service providing free legal advice
Suivi	Nachbetreuung	Aftercare, follow up
Suivi, guidance	Betreuung	Support, care
Taux de récidive	Rückfallrate	Recidivism rate
Travail d'intérêt général	Gemeinnützige Arbeit	Community service
Tribunal de la jeunesse et des tutelles	Jugend- und Vormundschaftsgericht	Court for juvenile justice and guardianships
Trouble comportemental	Verhaltensstörung	Behavioral problem
Troubles psychiques	Psychische Störung	Mental disorder
Tutelle	Vormundschaft	Guardianship
Unité de sécurité	Sicherheitsabteilung/ Sicherheitsstrukt	Security unit/wing, safe unit

Bibliographie de références / Bibliography of references / Referenzbibliografie

A. LES INSTRUMENTS INTERNATIONAUX RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME ET DROITS DE L'ENFANT

Légalement contraignants

- La Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (CAT), 1984
- La [Convention des Nations Unies relative aux Droits de l'enfant](#) (CIDE), 1989
- Le Protocole facultatif se rapportant à la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (OPCAT), 2002

Normatifs

- L'Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs ([Règles de Beijing](#) ou RAJM), 1985
- L'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement (PPPDE), 1988
- Les Principes directeurs des Nations Unies pour la prévention de la délinquance juvénile ([Principes directeurs de Riyad](#) ou PDPDL), 1990
- Les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté (Règles de La Havane ou RPMPL), 1990
- Les Règles minima des Nations Unies pour l'élaboration de mesures non privatives de liberté ([Règles de Tokyo](#) ou RMNPL), 1990
- L'Observation générale N° 10 du Comité des droits de l'enfant: Les Droits de l'enfant dans le système de justice pour mineurs (CIDE - OG 10), 2007 → remplacée par [l'Observation générale no 24 \(2019\) sur les droits de l'enfant dans le système de justice pour enfants](#) (2019)
- Les Règles des Nations Unies concernant le traitement des femmes détenues et les mesures non privatives de liberté pour les femmes délinquantes (Règles de Bangkok ou RTFD), 2010
- Le Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (SPT), directives sur les mécanismes de prévention nationaux de prévention, 2010
- L'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Mandela RTD), 2015
- Lignes directrices des Nations Unies en matière de justice dans les affaires impliquant les enfants victimes et témoins d'actes criminels (ECOSOC Résolution 2005/20, 22 juillet 2005) → base de la loi-type respective

B. INSTRUMENTS RÉGIONAUX RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME ET DROITS DE L'ENFANT

Légalement contraignants

- La Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (CEDH), 1950
- La Convention européenne de prévention de la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, 1987
- La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme (CourEDH)
- [Directive 2012/29/UE](#) du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité et remplaçant la décision-cadre 2001/220/JAI du Conseil
- [Directive \(UE\) 2016/800](#) du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relative à la mise en place de garanties procédurales en faveur des enfants qui sont des suspects ou des personnes poursuivies dans le cadre des procédures pénales

Normatifs

- Règles pénitentiaires européennes (RPE), adoptées par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, 2006
- Les Règles européennes pour les délinquants mineurs faisant l'objet de sanctions ou de mesures (REDM), adoptées par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, CM/Rec(2008)11 et autres recommandations en la matière du Conseil de l'Europe – [compilation](#)
- Les **Lignes directrices du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe sur une justice adaptée aux enfants** (LDJAE), 2010 – [texte intégral avec commentaires](#) et bonnes pratiques
- Les Normes du Comité européen de prévention de la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (CPT/Inf.) version révisée, 2015

C. AUTRES SOURCES DOCUMENTAIRES OU RÉFÉRENCES

Lois-modèles élaborées à la demande de l'Office des Nations Unies contre les Drogues et le Crime (ONUDC)

- Justice dans les affaires impliquant des enfants en conflit avec la loi. [Loi type sur la justice pour mineurs et commentaires](#) (2014)
- Justice dans les affaires impliquant les enfants victimes et témoins d'actes criminels. [Loi type et commentaire](#) (2009)

Fürstentum Liechtenstein

- Kinder- und Jugendgesetz 2008 <https://www.gesetze.li/konso/2009.029>
- Jugendgerichtsgesetz (JGG) 1987 [link](#) plusieurs fois [abgeändert](#), v.a. 2006 et 2011 ([Untersuchungshaft](#))

Belgique

- Nouveau décret flamand (traduction française) : Décret sur le droit en matière de délinquance juvénile (15 février 2019) https://www.etaamb.be/fr/decret-du-15-fevrier-2019_n2019011711.html
- Nouveau code wallon: Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse (entré en vigueur 1^{er} janvier 2019) <http://www.aidealajeunesse.cfwb.be/index.php?id=8114>
- Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale : Ordonnance relative à l'aide et à la protection de la jeunesse (16 mai 2019) https://www.etaamb.be/fr/ordonnance-du-16-mai-2019_n2019012732.html
- Communauté germanophone : travaux en cours pour un nouveau décret remplaçant le [cadre légal en vigueur](#)

France

- Ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/ordonnance/2019/9/11/JUSX1919677R/jo/texte>
- [Texte explicatif](#) (Rapport au président) / [processus législatif](#)

Luxembourg

- Loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse <https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/1992/08/10/n3/jo>

Suisse

- Loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs (Droit pénal des mineurs, DPMIn) du 20 juin 2003 (Etat le 1^{er} juillet 2019) - Bundesgesetz über das Jugendstrafrecht (Jugendstrafgesetz, JStG) <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20031353/index.html>
- Loi fédérale sur la procédure pénale applicable aux mineurs (Procédure pénale applicable aux mineurs, PPMIn) du 20 mars 2009 (Etat le 1^{er} janvier 2015) Schweizerische Jugendstrafprozessordnung (Jugendstrafprozessordnung, JStPO) <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20080702/index.html>

Deutschland

- Jugendgerichtsgesetz (JGG, 1975) <https://www.gesetze-im-internet.de/jgg/index.html> ([englische Version](#))
- Jugendstrafvollzugsgesetzgebung je nach Bundesland

Österreich

- Jugendgerichtsgesetz 1988 (Fassung vom 05.08.2020) <https://www.ris.bka.gv.at/GeltendeFassung.wxe?Abfrage=Bundesnormen&Gesetzesnummer=10002825>

Géorgie

- Juvenile justice Code of Georgia(2015) <https://matsne.gov.ge/en/document/download/2877281/0/en/pdf>

Amérique latine

- Mexico : [Ley nacional del sistema integral de justicia penal para adolescentes](#) (2016)
- Bolivia : Manual de actuación especializada en justicia penal para adolescentes ([2017](#))

Autres

- Institut international des droits de l'enfant (IDE) : [Justice juvénile: Les fondamentaux](#) (2016)
- Nations Unies ([A/HRC/42/L.11](#)): Les droits de l'homme dans l'administration de la justice, y compris la justice pour mineurs. (23 septembre 2019)
- Nations Unies ([A/74/136](#)) : Étude mondiale sur les enfants privés de liberté / Children Deprived of Liberty - The United Nations [Global Study](#) / [full study report](#) (2019)
- [LA-Child](#) – legal aid for children in conflict with the law (projet financé par le programme Justice de l'Union Européenne, 2020-2021) – manuels [My Lawyer, My Rights](#)

Ces dernières décennies, les droits de l'enfant se sont énormément développés, changeant profondément les relations intergénérationnelles. Leur impact s'amplifie sans cesse, aussi bien dans la réalité sociale de tous les jours qu'au niveau de la législation et du droit en général. Aujourd'hui plus que jamais, la justice des enfants et/ou jeunes et la protection de la jeunesse sont des sujets d'actualité au Luxembourg avec un changement de paradigme annoncé : une refonte du cadre légal pour la protection de l'enfance, devant garantir et renforcer les droits de l'enfant, approche à grands pas, suite à plusieurs tentatives de réforme inachevées depuis l'an 2000.

Jeunes en conflit avec la loi et les droits de l'enfant constitue un aperçu détaillé et analytique des fondements normatifs internationaux et des systèmes de justice pour enfants et/ou jeunes dans plusieurs pays d'Europe de l'ouest et du Grand-Duché de Luxembourg. Cette anthologie vous propose un voyage au cœur des grands débats qui traversent la justice pour enfants et/ou jeunes ; l'aide à l'enfance en danger et le traitement judiciaire de la délinquance des jeunes. Rédigée de manière accessible, elle se penche sur les aspects essentiels du jeune en contact avec le système judiciaire en tant que sujet et acteur de droit. Elle met en lumière les accomplissements réalisés et les défis à venir à cet égard.

Cette anthologie sera utile à un large public, notamment aux décideurs politiques, aux professionnels du droit, aux étudiants, aux universitaires et à tout acteur du domaine de la protection de la jeunesse, du domaine social et de l'aide à l'enfance et à la famille. Comblant le manque de littérature en la matière et présentant des pistes pour une justice adaptée aux enfants, garante de leurs droits fondamentaux, cet ouvrage trace le chemin pour satisfaire une nécessité personnelle et sociétale vitale : rendre justice aux enfants.

In recent decades, the rights of the child have developed enormously, profoundly changing intergenerational relations. Their impact is constantly growing, both in everyday social reality and in legislation and law in general. Today more than ever, child and/or youth justice and youth protection are hot topics in Luxembourg with an announced paradigm shift: an overhaul of the legal framework for child protection, which should guarantee and strengthen the rights of the child, is fast approaching, following several unfinished reform attempts since 2000.

Young People in Conflict with the Law and the Rights of the Child is a detailed and analytical overview of the international normative foundations and systems of justice for children and/or young people in several countries in Western Europe and the Grand Duchy of Luxembourg. This anthology takes you on a journey to the heart of the major debates in child and/or youth justice: assistance to children at risk and the judicial treatment of youth delinquency. Written in an accessible manner, it focuses on the essential aspects of the young person in contact with the judicial system as a subject and actor of the law, highlighting the achievements and challenges ahead in this regard.

This anthology will be useful to a wide audience, including policy makers, legal professionals, students, academics and all those involved in the field of child welfare, social work and child and family support. Filling the gap in the literature on the subject and presenting avenues for a child-friendly justice system that safeguards children's fundamental rights, this book sets out to meet a vital personal and societal need: to do justice to children.

In den vergangenen Jahrzehnten haben sich die Kinderrechte enorm weiterentwickelt und die Beziehungen zwischen den Generationen grundlegend verändert. Ihre positiven Auswirkungen nehmen ständig zu, sowohl in der sozialen Realität des Alltags als auch in der Gesetzgebung und im Recht im Allgemeinen. Heute sind die Jugendgerichtsbarkeit und der Kinderschutz in Luxemburg mehr denn je aktuelle Themen mit einem angekündigten Paradigmenwechsel: Eine Neufassung des gesetzlichen Rahmens für den Kinderschutz, der die Rechte des Kindes gewährleisten und stärken soll, steht kurz bevor, nachdem mehrere Reformversuche seit dem Jahr 2000 unvollendet geblieben sind.

Jugendliche im Konflikt mit dem Gesetz und den Kinderrechten stellt einen detaillierten und analytischen Überblick über die internationalen normativen Grundlagen und die Justizsysteme für Kinder und/oder Jugendliche in mehreren Ländern Westeuropas und des Großherzogtums Luxemburg dar. Diese Anthologie bietet Ihnen einen Einblick in die großen Debatten, die die Kinder- und/oder Jugendgerichtsbarkeit durchziehen: die Hilfe für gefährdete Kinder und die gerichtliche Behandlung der Jugendkriminalität. Sie ist zugänglich verfasst und befasst sich mit den wesentlichen Aspekten des jungen Menschen, der als Rechtssubjekt und -akteur mit dem Justizsystem in Kontakt kommt. Sie beleuchtet die in dieser Hinsicht erzielten Erfolge und die künftigen Herausforderungen.

Die Anthologie ist für ein breites Publikum von Nutzen, darunter politische Entscheidungsträger/innen, Angehörige der Rechtsberufe, Studierende, Wissenschaftler/innen und alle, die in den Bereichen Jugendschutz, Sozialwesen und Kinder- und Familienhilfe tätig sind. Dieses Buch füllt die Lücke in der einschlägigen Literatur und zeigt Wege zu einer kindgerechten Justiz auf, die die Grundrechte der Kinder garantiert. Es zeigt den Weg auf, um eine lebenswichtige persönliche und gesellschaftliche Notwendigkeit zu erfüllen: Kindern Gerechtigkeit widerfahren zu lassen.